

LES BANQUES FRANÇAISES DE DÉPÔTS

PENDANT LA GUERRE

Mouvement des Comptes de dix-neuf Sociétés de Crédit

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue devant la Faculté de Droit de Paris
le Vendredi 25 Mai 1923, à 3 heures ½*

PAR

Jean LORIN

Président : M. Charles RIST, professeur.

Suffragants : { M. TRUCHY, professeur.
M. GERMAIN-MARTIN, professeur.

1923

“LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE”

49, Boulevard St-Michel
PARIS

LES BANQUES FRANÇAISES DE DEPOTS
pendant la Guerre

Mouvement des Comptes de dix-neuf Sociétés de Crédit



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LES BANQUES FRANÇAISES DE DÉPOTS

PENDANT LA GUERRE

Mouvement des Comptes de dix-neuf Sociétés de Crédit

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue devant la Faculté de Droit de Paris
le Vendredi 25 Mai 1923, à 3 heures ½*

PAR

Jean LORIN

Président : M. Charles RIST, *professeur.*

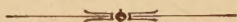
Suffragants : { M. TRUCHY, *professeur.*
M. GERMAIN-MARTIN, *professeur.*

1923

“LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE”

49, Boulevard St-Michel
PARIS

Thèses de Doctorat



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A la Mémoire de mes Parents.

A mes Maîtres.

A mes Amis

A la Mémoire de ma bonne Marraine.

A M. PAUL GRANGER,

*Chevalier de la Légion d'Honneur,
Ingénieur Principal de la Marine (C. R.)*

A. M. LÉON FLOT,

*Chevalier de la Légion d'Honneur,
Docteur ès-sciences,
Professeur honoraire de l'Université.*

A mon Président de Thèse,

Monsieur CHARLES RIST,

*Professeur d'Economie Sociale Comparée
à la Faculté de Droit de Paris.*

Hommage de respectueuse reconnaissance.

INTRODUCTION

DIVISIONS DU TRAVAIL PRÉSENTÉ
EXPOSITION DE LA MÉTHODE ADOPTÉE

INTRODUCTION

Le principe d'échange, proclamé par les « Classiques » comme étant celui du plus grand accroissement des biens et sur lequel repose le monde économique, ne va pas sans présenter des heurts dans le domaine de la répartition. En particulier, et par suite de la spécialisation du travail et des tâches, le producteur ne peut s'assurer un revenu qu'en recourant à l'opération préalable de la vente, puisque seule cette dernière est de nature à lui procurer l'instrument d'échange qui lui permettra de subvenir à ses besoins personnels et aussi d'assurer la continuité de sa production. Dès lors, la nécessité économique incite le producteur à obtenir le plus rapidement possible, au comptant, s'il le peut, le paiement des marchandises vendues. Cependant, de son côté, l'acquéreur entend obtenir un délai pendant lequel il espère avoir reçu d'un sous-acquéreur les espèces qui lui permettront de régler son opération initiale. L'acheteur étant le plus fort économiquement, puisque la nécessité de l'opération ne présente pas pour lui un caractère aussi impérieux que pour le vendeur et que dans une certaine mesure il lui est loisible de ne pas acheter, fait la loi du marché. En sorte que, dans l'ordre matériel des faits concrets, la situation résultante s'analyse comme un besoin d'argent immédiat, actuel de la part du vendeur, alors que du fait de l'acheteur celui-là n'entrera en possession de son revenu que dans un avenir plus ou moins lointain, ou même ne touchera aucun revenu dans l'hypothèse extrême où il ne trouverait pas acquéreur.

De ce conflit se dégage la notion de crédit. Le crédit consiste dans la possibilité d'obtenir actuellement d'un tiers le revenu, qui, dans l'ordre normal, ne devrait être acquis que plus tard. Suivant que

l'échéance est plus ou moins lointaine, le crédit est à long terme ou à court terme, mais il s'analyse toujours comme une anticipation dans la perception du revenu et par suite une anticipation dans l'ordre des dépenses.

D'un autre côté, les mouvements des besoins sociaux se déplacent constamment. Sous le stimulant de la demande, des activités nouvelles se créent au détriment des anciennes, celles-là à leur tour étant abandonnées en faveur de celles-ci. Il résulte de ce va et vient continu des variations dans les possibilités de vente c'est-à-dire, en définitive, dans la distribution de l'instrument d'échange. En tendant à une répartition adaptée aux différents besoins de la production, le crédit joue le rôle d'un organe régulateur.

Cette dernière fonction est particulièrement mise en lumière dans le rapport du Conseil d'administration du *Crédit Lyonnais* afférant à l'exercice 1913 :

« Ici nous nous adressons principalement à des particuliers qui nous confient leur épargne ; nous leur ouvrons des Comptes de Chèques et nous exécutons leurs ordres de Bourse. Là ce sont surtout des industriels et des commerçants qui réclament nos services et nous nous adonnons plus particulièrement à l'escompte. »

L'expérience de chaque jour indique qu'il est possible de recourir en matière de crédit soit à des particuliers, soit à des organismes spéciaux, notamment aux banques de dépôts. Le recours au particulier se présente comme le plus simple à saisir pour l'esprit. Indiquons brièvement qu'il suppose toutefois un stade économique et juridique assez avancé déjà. Il suppose d'une part la possibilité d'imputer sur le revenu des dépenses autres que celles de consommation proprement dites et d'autre part l'intervention du législateur en vue de la reconnaissance des engagements souscrits ; au besoin même son appui pour les faire respecter. Toutefois il a fallu plus longtemps pour que le crédit devînt l'objet d'une activité spéciale. Pour que cet état de choses pût faire son appa-

rition, il a fallu que, sous la pression du besoin économique, la conception humaine fût à même de saisir que ce service immatériel, impalpable, fût susceptible d'un trafic, au même titre que n'importe quelle denrée consommable, car le fondement en est dans l'un comme dans l'autre cas, l'utilité sociale. En achetant et en revendant du crédit, le banquier se présente avec le caractère d'un véritable commerçant et notre code de commerce n'a fait que consacrer l'état de chose existant. Cependant il convient d'indiquer que le taux d'intérêt d'ailleurs faible des dépôts en banque revêt beaucoup plus le caractère d'une prime d'assurance contre un risque que celui de prix d'achat d'un usage de service. De par leur nature, les dépôts sont de l'épargne à court terme, c'est-à-dire qu'ils doivent leur existence au seul fait que la perception du revenu ne coïncide pas avec l'ordre des dépenses. Ils naissent donc spontanément et sans avoir besoin en quelque sorte d'être encouragés. Par contre ils doivent être retirés assez rapidement par les déposants pour être dépensés. Or confiés à la banque, leur recouvrabilité dépend exclusivement de la liquidité de celle-ci, c'est à-dire de sa gestion.

D'un autre côté, la banque est poussée naturellement et presque instinctivement vers une politique d'engagements à long terme, car de ces sortes d'opérations elle tire avec le minimum d'espèces le maximum de bénéfices. Cette tendance perçe à jour jusque dans la politique de très grandes banques françaises comme le *Comptoir National d'Escompte de Paris*, qui semble regretter dans son rapport du 30 mars 1914 d'avoir été obligé de se rejeter sur les opérations de banque pure, faute d'opérations de placement et d'émissions :

« La reprise des hostilités dans les Balkans a produit un malaise qui a pesé sur les marchés et que la paix définitive n'a pas complètement dissipé. Dans ces conditions les opérations financières et les transactions de Bourse ont forcément subi une influence déprimante. Les émissions et les placements de valeurs étrangères ont été peu nombreux. Les emprunts

de liquidation des dépenses de la guerre balkanique ont été ajournés. Le cours d'un grand nombre de valeurs a subi un recul marqué. Le développement des affaires professionnelles est venu heureusement compenser la diminution des opérations financières... Sans doute les affaires d'émissions n'ont pas eu la même ampleur que précédemment mais par contre notre établissement a vu s'accroître le nombre et le volume des affaires de banque proprement dites. »

Quant aux établissements d'importance secondaire, un simple coup d'œil jeté sur la proportion de l'encaisse et du portefeuille d'une part aux dépôts et comptes courants créditeurs d'autre part suffit pour se convaincre que la politique des immobilisations était chez elles quelque chose d'assez général à cette époque. C'étaient elles d'ailleurs qui donnaient les plus forts intérêts à leurs déposants.

Si, par suite de circonstances troublées, le risque de non-remboursement vient à augmenter, il semble bien que pour retenir le montant de leurs dépôts, les banques ne puissent se soustraire à la nécessité d'en augmenter le taux. Cette politique fut suivie à l'étranger au cours de la dernière guerre, notamment en Angleterre.

Des mesures plus radicales encore peuvent et doivent être prises, lorsque par suite de circonstances particulièrement graves, les dépôts viennent à être retirés sur une très large échelle. Cependant la plus dangereuse et malgré les apparences la plus inefficace peut-être consiste à décréter par un coup de force l'immobilisation subite de tous les dépôts en banque. Sans insister quant à présent sur les conséquences de cette mesure, indiquons notamment :

« Que le résultat en est d'exiger les paiements au comptant. Ce fait a pour résultat à son tour de raréfier la matière escomptable, et d'entraîner par là même une augmentation des billets de la Banque d'Émission en circulation, car le commerce au comptant exige beaucoup de monnaie dont le crédit économise l'usage. »

(Rapport du Conseil d'administration du *Crédit Lyonnais* en date du 24 avril 1917).

De ce chef, le rôle économique de la banque se présente comme fondamental. La suppression du Crédit entraîne en effet cette double alternative : ou une augmentation des billets de banque en circulation, compensant la suppression de l'instrument d'échange compte courant en banque, ou une baisse générale des prix, comme conséquence de la diminution brusque des instruments d'échange, c'est-à-dire une diminution de la puissance d'achat du public. En supposant que l'on rejette la théorie quantitative de la monnaie et des prix, on ne fera sans doute aucune difficulté pour convenir que cette situation est une entrave aux transactions commerciales et, si l'on vient à invoquer le ménagement du crédit de la banque d'émission, nous pensons avoir démontré que le but proposé n'est pas ainsi atteint. Ces motifs paraissent dès lors de nature à maintenir le principe de l'économie de crédit ou tout au moins à hâter son retour lorsque, par suite des circonstances, on a jugé que sa suppression s'imposait. Cependant il ne faudrait pas s'en dissimuler les inconvénients. Malgré le principe de la division des risques, que la concentration est seule de nature à faire jouer de façon efficace, ceux-ci résident pour la plupart dans ce fait que la finance moderne se trouve presque exclusivement répartie dans les caisses de quelques grosses institutions de crédit. D'une part, en ce qui concerne le marché monétaire, la banque est l'intermédiaire obligé de toutes les transactions commerciales à terme, et l'on sait qu'en temps ordinaire celles-ci sont de beaucoup les plus importantes sinon les plus nombreuses. De ce chef, le commerce et l'industrie dépendent entièrement de la finance. Bien plus, il est loisible à la banque de porter son effort sur telle ou telle branche de la production plutôt que sur telle autre. De ce choix, ainsi d'ailleurs que de la qualité des engagements à elle soucrits, la banque encourt les plus grosses responsabilités, puisque l'enjeu de ses imprudences ou de ses erreurs n'est rien moins que le commerce lui-même, c'est-à-dire le bien-être général.

De même à la Bourse des Valeurs, le marché à terme et par contre-coup le marché tout entier dépend dans une large mesure des reports consentis et des positions prises.

En ce qui touche le marché financier le placement de l'épargne à long terme est largement influencé par les opérations financières patronnées, spécialement celles afférant aux placements extérieurs. En cette matière surtout, le public manquant de moyens directs d'information, le choix de la banque est capital, puisqu'il met en jeu le développement même de l'activité économique existante et les possibilités de création des entreprises qui doivent satisfaire aux manifestations des besoins nouveaux. C'est ici principalement que l'intérêt général est le plus directement menacé. D'une part, il peut entrer directement en conflit avec celui de la banque ; d'autre part, celle-ci ne connaît que dans une mesure très restreinte le souci de sa propre sécurité, puisque ce n'est pas elle en définitive qui assume les risques de l'opération ; enfin l'expérience montre que l'appât des gros intérêts entraîne irrésistiblement le public.

Dans son rapport du 15 avril 1916, le *Crédit Lyonnais* :

« Regrettait que notre législation fiscale si rigoureuse, si compliquée ait pratiquement mis obstacle à l'émission d'un plus grand nombre de bonnes valeurs créées dans les pays neutres et principalement dans l'Amérique du Nord, en vue de faciliter les règlements de nos industriels et de nos commerçants dans ces pays. »

Sans doute, lorsque les mauvais jours sont venus et que la balance commerciale devient considérablement déficitaire, les placements extérieurs faits aux jours de prospérité sont d'un secours bien précieux ; aussi ne s'agit-il pas ici de condamner en principe ces opérations, mais de réclamer un souci plus grand de la sécurité des porteurs, et, en cette matière, il est de toute nécessité qu'un minimum de réglementation permette à l'Etat de veiller à l'intérêt général.

Ce très rapide exposé des principaux objets de l'acti-

vité bancaire indique suffisamment cependant la place prépondérante que tiennent les institutions de crédit dans le fonctionnement du système économique moderne. Vu la complexité des problèmes à résoudre journellement, eu égard à l'importance des intérêts en cause, et puisque selon le mot de M. P. Boyer alors vice-président du *Comptoir National d'Escompte de Paris*, les banques sont les gardiennes de l'épargne du pays, il serait à souhaiter qu'une opinion publique éclairée fût à même de suivre les grands courants de la politique bancaire. Les banques, en s'appuyant sur elle, y gagneraient notamment de pouvoir résister à des influences d'autant plus redoutables qu'elles sont parfois occultes.

Malheureusement il en va chez nous tout autrement. Soit que le public se désintéresse de ces questions cependant vitales, soit qu'il fasse largement confiance à ceux qui assument la responsabilité des directives financières, toujours est-il que le besoin d'une documentation sérieuse n'a encore pénétré l'opinion publique que d'une façon très infime. De ce chef, il n'existe à peu près aucune documentation sur l'activité bancaire française en dehors des rapports annuels des Conseils d'administration et des situations mensuelles publiées par le soin des banques elles-mêmes.

Encore que la publication de situations mensuelles ne soit que l'exception, faut-il ajouter que dans ces dernières, comme d'ailleurs dans les bilans annuels, figurent des comptes d'ordre parfois imposants qui en altèrent très sensiblement la sincérité ?

Il a semblé intéressant de rechercher dans quelles conditions pourrait être instituée une documentation de ce genre et d'appliquer en u't la méthode suivie pour son établissement à l'étude de l'activité des principales banques françaises de dépôts au cours de ces dernières années.

Tel est l'objet du présent travail.

Notre but n'est donc pas de faire ici un exposé de la technique de la banque de dépôts. En nous bornant

à établir une statistique d'ensemble des mouvements des principaux comptes des banques françaises de dépôts les plus importantes, nous avons seulement essayé de donner un aperçu historique de la politique bancaire de ce pays au cours de ces dernières années et d'établir un instrument de travail qui puisse rendre possible, dans une certaine mesure, l'examen critique de problèmes généraux au nombre desquels figurent ceux qui ont déjà été indiqués antérieurement.

Nous avons voulu aussi tout spécialement satisfaire au désir que M. le Professeur Rist nous avait si souvent manifesté de voir enfin chez nous des chiffres tant soit peu comparables à ceux que l'on peut trouver dans tous les grands pays voisins. En lui dédiant ces pages, qu'il nous soit permis de lui exprimer ici l'hommage de notre gratitude, tant pour les leçons qu'il nous a données à la Faculté de Droit que pour les facilités qu'il ne nous a pas ménagées dans l'élaboration de ce travail.

Cette étude est divisée en quatre parties. L'énumération qui en est présentée ci-après justifie d'elle-même la division adoptée. Nous ne croyons pas inutile d'indiquer dès maintenant d'une façon succincte les considérations qui ont présidé à leur élaboration.

PREMIÈRE PARTIE

La situation des principales banques françaises de dépôts à la veille de la guerre

Dans cette première partie, nous essayerons de dégager la situation d'ensemble des principales banques françaises de dépôts à la veille de la guerre. Nous devons forcément prendre pour type la situation au 31 décembre 1913, puisque l'absence de situations mensuelles en ce qui concerne la grosse majorité des banques ne permet pas, dans l'ensemble du moins, de choisir une époque plus rapprochée du grand conflit européen. Nous nous placerons en particulier aux points de vue suivants :

1^o En admettant que la guerre de 1914 ne put en aucune façon être prévue, certains signes précurseurs d'ordre économique — et non politique — n'étaient-ils pas venus donner aux institutions de crédit des avertissements très sérieux, qui devaient les inciter à une politique de prudence c'est-à-dire de liquidité ?

2^o Dans quelle mesure ces avertissements ont-ils été suivis d'effet et notamment les banques ont-elles renoncé au moins pour partie à une politique d'immobilisations accentuées que pratiquaient la plupart d'entre elles ?

3^o Devaient-elles être prises au dépourvu devant une crise de thésaurisation engendrée par des bruits de guerre dont la fréquence, il convient de le souligner, revêtait depuis longtemps déjà un caractère quasi périodique.

DEUXIÈME PARTIE

L'ouverture des hostilités. L'institution des moratoires

L'institution des moratoires, modalité choisie par l'intervention gouvernementale, était-elle la plus avantageuse pour les intérêts généraux et pour les intérêts particuliers ? Quelles ont été ses causes profondes ainsi que les responsabilités mises en jeu ? Quelles ont été ses répercussions dans un système d'échanges basé sur l'économie de crédit ?

Tel est l'objet de cette deuxième partie dont la conclusion — recherche et indication des mesures qui auraient permis d'éviter la politique qui a conduit aux moratoires et en fut en tout cas la cause apparente — comporte un intérêt fondamental et un caractère de haute généralité qui, dépassant de beaucoup l'ouverture des hostilités, donne ainsi à la question un caractère de permanence relative dans le temps.

Cette conclusion nécessite par là même la connaissance complète des évolutions de la politique bancaire au cours de la guerre, c'est-à-dire des faits qui font précisément l'objet de la troisième partie de notre travail, à la fin duquel elle sera présentée. On comprend que, vu son intérêt primordial, elle figure parmi les plus importantes des conclusions générales de cette étude.

TROISIÈME PARTIE

Les banques françaises de dépôts pendant la guerre. Mouvement de leurs principaux comptes

Dans cette troisième partie, nous rechercherons quelle a été sur nos banques de dépôts l'influence des mesures arrêtées par le Gouvernement français au début des hostilités et dans quelles limites cette intervention des pouvoirs publics a déterminé leur politique pendant la guerre.

Nous présenterons ensuite les conclusions que nous croyons pouvoir dégager de notre étude.

QUATRIÈME PARTIE

Documents annexes

Dans cette quatrième partie ont été groupés tous les documents statistiques qu'il nous a fallu mettre sur pied avant de pouvoir entreprendre les études qui vont suivre.

Méthode suivie. — Ainsi que nous l'indiquions plus haut, aucun travail d'ensemble n'a encore été entrepris à notre connaissance, sur la question que nous nous proposons de traiter. Une méthode, quelle qu'elle soit, est naturellement nécessaire pour une étude de ce genre, qui comporte entre autres difficultés une complexité et une diversité des plus notables. Il ne paraît donc pas

inutile d'indiquer dès maintenant la méthode que nous avons adoptée et que nous nous sommes efforcé de suivre aussi fidèlement que les sujets traités le permettraient dans les quatre parties de cet ouvrage qui viennent d'être indiquées. Nous commencerons par examiner la situation particulière de chacune des banques :

Crédit Lyonnais.

Comptoir National d'Escompte de Paris.

Société Générale pour le développement du Commerce et de l'Industrie en France.

Société Générale de Crédit Industriel et Commercial.

ainsi que la situation d'ensemble de ces quatre institutions de crédit.

Nous étudierons ensuite la situation particulière de chacune des banques régionales ou d'importance secondaire :

Crédit Commercial de France (Ancienne Banque Suisse et Française).

Banque Privée industrielle coloniale Lyon-Marseille.

Société Centrale (ou Syndicat) des Banques de Province.

Société Marseillaise de Crédit Industriel et Commercial et de dépôts.

Banque Adam.

Crédit du Nord.

Société Nancéienne de Crédit Industriel et de Dépôts.

Banque Renault.

Comptoir d'escompte de Rouen.

Banque de Bordeaux (jusqu'à sa fusion avec le Crédit Commercial de France).

Société Lyonnaise de Dépôts.

Crédit de l'Ouest.

Compagnie Algérienne.

Crédit Foncier d'Algérie et Tunisie.

auxquelles nous ajouterons la **Banque Nationale de Crédit**.

Nous examinerons ensuite la situation d'ensemble de ces quinze dernières banques à laquelle nous ajouterons enfin la situation d'ensemble des quatre précédentes, obtenant ainsi **une statistique globale de dix-neuf banques de dépôts françaises**.

Telle est la méthode dont l'application nous a paru susceptible de mener à bonne fin l'étude tout particulièrement complexe de la politique d'ensemble des principales banques de dépôts françaises au cours des sept dernières années. Cette méthode appelle par ailleurs quelques remarques subsidiaires concernant la classification des banques visées.

Tout d'abord nous avons fait figurer le *Crédit Industriel et Commercial* au rang des grandes banques parce que cette institution de crédit est une des rares banques qui publient des situations mensuelles et que, par ce côté, elle se comporte comme une grande banque. D'autre part tous les traités d'économie politique et de finances lui assignent ce rang mais il ne faut pas se dissimuler qu'il devient de plus en plus discutable.

Par contre on pourrait s'étonner de voir figurer la *Banque Nationale de Crédit* aux côtés des banques régionales. Depuis ces dernières années, tant par le nombre de ses succursales que par son chiffre d'affaires et le montant de ses dépôts, la *Banque Nationale de Crédit* mérite de figurer au rang des très grandes banques. Malheureusement elle en est encore au régime des bilans simplement annuels et pour ce motif nous avons dû la ranger aux côtés d'institutions de crédit dont la documentation n'est pas plus fournie que la sienne. Cependant on nous permettra de penser qu'il n'est pas désirable que cet état de choses puisse se prolonger. Si l'on pense qu'un régime de réglementation dans la gestion des banques de dépôts soit de nature à entraver l'essor du commerce en général

et des banques en particulier, par contre il est de toute nécessité, en vue de la sauvegarde de l'intérêt général, que l'opinion publique ait la possibilité d'une documentation facile, suffisamment abondante et explicite pour être intelligible. Or de simples bilans annuels, vu la forme en laquelle ils sont présentés, sont à ce dernier point de vue absolument insuffisants, surtout en ce qui concerne une institution de crédit de l'importance actuelle de la *Banque Nationale de Crédit*.

PREMIÈRE PARTIE

La situation d'ensemble des principales
banques françaises de dépôts à la veille
de la guerre

TITRE I

Les quatre grandes sociétés de crédit
Leur situation d'ensemble

TITRE II

Les banques régionales ou d'importance secondaire
Leur situation d'ensemble

TITRE III

La situation d'ensemble des principales banques
françaises de dépôts

PREMIÈRE PARTIE

LA SITUATION D'ENSEMBLE DES PRINCIPALES BANQUES FRANÇAISES DE DÉPÔTS A LA VEILLE DE LA GUERRE

TITRE I

LA SITUATION D'ENSEMBLE DES QUATRE GRANDES INSTITUTIONS DE CRÉDIT : CRÉDIT LYONNAIS, COMPTOIR D'ESCOMPTE, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE. CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

CHAPITRE PREMIER

LE CRÉDIT LYONNAIS

(Voir les documents statistiques, p. 670-673)

La période qui a immédiatement précédé la guerre de 1914 a été marquée, dans tous les domaines de l'activité économique, par un essor particulièrement accentué. *Le Crédit Lyonnais* n'a pas manqué de bénéficier de cette heureuse disposition générale, ainsi que l'indiquent les chiffres suivants, exprimés en millions de francs au 31 décembre.

Dates	Total du bilan	Bénéf.	Montant des dép.	Entrées en porte- feuille	Mouv. des caisses	Nombre des comptes
1910	2.488,9	38,2	1.877,1	16.006,2	120.841,8	551.153
1911	2.611,3	36,3	1.988,6	15.941,4	121.272,3	584.093
1912	2.758,3	40,2	2.096,6	17.617,6	136.060,3	633.539
1913	2.834,0	41,6	2.182,6	17.993,8	130.907,8	667.648

Cependant dès le courant de l'année 1913, il était à redouter que le mouvement de prospérité générale fût sur le point de marquer un temps d'arrêt. Sans doute

on peut n'être pas d'accord sur les causes profondes qui conditionnent cet état de choses, mais il n'est pas possible d'en ignorer les indices. Or il faut reconnaître que la clairovoyance du *Crédit Lyonnais* en a su dégager au moins les principaux.

« Les résultats de l'exercice 1913 ont encore été satisfaisants malgré la situation troublée engendrée par la guerre balkanique. Le marché monétaire fut encore favorable, malgré des mouvements marqués dans le taux de l'escompte. Celui-ci est resté à 4 % à la Banque de France pendant toute l'année 1913. La Banque d'Angleterre l'abaisse de 5 % à 4,5 % le 17 avril, pour le reporter à 5 % le 2 octobre. A la Banque d'Empire allemand, il resta fixé à 6 % depuis le début de l'année jusqu'au 27 octobre ; à cette date il fut réduit à 5 ½ %, puis à 5 % le 12 décembre.

En France le taux de l'escompte hors banque a marqué sa tendance à la baisse à partir de juin ; en Allemagne à partir de juillet. Il a au contraire légèrement monté en Angleterre et dans une proportion assez sensible aux États-Unis pendant le deuxième semestre de 1913.

Dès le début de 1914, la banque d'Angleterre abaissa coup sur coup le taux de son escompte de 5 % à 4 ½ % le 8 janvier et de 4,5 à 4 % le 22 janvier et de 4 % à 3 % le 29 janvier.

La Banque d'Empire allemand fixa le sien à 4,5 % le 22 janvier, puis à 4 % le 5 février.

La Banque de France inscrivit le taux de 3,5 % le 29 janvier dernier.

L'escompte hors banque a suivi les mêmes mouvements. De 3 7/8 il est tombé fin février à 2 3/4 en France ; de 3 5/8 à 3 1/4 en Allemagne ; de 4 1/4 à 2 1/2 en Angleterre ; de 5 3/4 à 4 0/0 aux États-Unis.

D'autres indices de la réduction du mouvement de prospérité sont encore à signaler :

Le portefeuille de la Banque de France a atteint le point culminant de sa courbe en janvier 1913. Le montant des effets présentés à la Chambre de Compensation s'est trouvé réduit, dans le deuxième semestre de 1913, de 18 milliards 051 contre 19 milliards 076 en 1912.

Les recettes de nos sept grands réseaux de chemin de fer sont devenues inférieures pendant le deuxième semestre de 1913 de 1 million au montant de la période correspondante de 1912.

Depuis 1913, le cours des aciers sont en baisse ; plusieurs hauts fourneaux sont éteints. A Anvers le prix des blooms,

c'est-à-dire du principal article du marché métallurgique international, est tombé de £ 5,2 à £ 3,12 ; à Dusseldorf, les aciers marchands présentent une diminution de 124,5 mark à 99 mark. » (Rapport du Conseil d'administration à l'assemblée générale ordinaire du 23 mars 1914).

Sans doute il faut reconnaître que ces indices n'étaient que les signes précurseurs d'une crise économique naissante et qu'ils ne permettaient pas à eux seuls de prévoir les événements de juillet 1914. Par contre, en incitant dès cette époque les banques à une politique de prudence, ils étaient de nature à leur faciliter par avance la période difficile de la guerre. En ce qui concerne plus particulièrement le *Crédit Lyonnais*, il semble bien qu'il en soit ainsi. « *L'année 1913, qui a été fructueuse pour votre société, ne nous a ménagé cependant ni les avertissements ni les conseils de prudence.* » Cette prudence qui « *est la vertu essentielle des banques de dépôts* » s'exprimait dès cette époque par « *une recherche avec un soin extrême des emplois les plus liquides et une multiplication des opérations de façon à obtenir une division des risques.* » En outre un prélèvement de dix millions sur les bénéfices avait été reporté avec ces motifs caractéristiques :

C'est surtout à la fin d'une année favorable, quand il semble s'annoncer par certains signes précurseurs une période moins fructueuse, qu'il importe de fortifier la situation de votre établissement.

Sans doute les bénéfices reportés ayant pour but de parer par avance à des pertes éventuelles ne sont qu'une précaution de sécurité intérieure dans les rapports de la gestion avec le capital actions. Par contre, en tant que manifestation d'un esprit de prudence, ils ne sont pas complètement à négliger, cette dernière mesure devant être complétée presque nécessairement par une politique de liquidité dans les rapports du public avec la banque. Un coup d'œil jeté sur les situations mensuelles révèle très nettement qu'il en était bien ainsi en ce qui concerne le *Crédit Lyonnais*. On pourra remarquer :

1^o Un renforcement de l'encaisse ;
 2^o Une augmentation de la proportion de l'encaisse aux dépôts ;

3^o Une diminution des comptes débiteurs ;

4^o Si l'on examine la proportion de l'encaisse et du portefeuille d'une part, des avances et reports d'autre part aux dépôts et comptes courants créditeurs, on constatera que la proportion de l'encaisse et du portefeuille augmente, tandis que celle des avances et reports et comptes débiteurs diminue et encore ne faut-il pas oublier qu'à cette époque les reports étaient considérés comme des disponibilités immédiates, tellement leur réalisation était facile.

En comparant le montant de l'encaisse au chiffre des dépôts à vue aux dates suivantes, on obtient la proportion indiquée ci-dessous.

Au 31/12/13	Encaiss.	174,4	Dépôts	2190,6	Proport.	7,9 %
Au 30/4/14		203,3		2344,7		8 %
Au 31/5/14		230,3		2432,8		9 %
Au 30/6/14		231,4		2378,2		10 %

En sorte que, en ce qui concerne cette dernière situation mensuelle, pour une diminution de 54 millions de dépôts correspondant à l'émission de l'emprunt 3 ½ % amortissable, les disponibilités immédiates constituées par l'encaisse ne se trouvaient en rien affectées.

Au 31 décembre 1913, les comptes débiteurs atteignaient 735,6 ; au 30 avril 1914 : 732,1 ; au 31 mai 1914 : 721,6 ; au 30 juin 1914 : 714,1.

Il est intéressant de montrer, 1^o) le rapport de l'ensemble Caisse plus portefeuille au montant des dépôts à vue, 2^o) le rapport de l'ensemble Avances et reports plus comptes débiteurs aux dépôts à vue.

1 ^o) Au 31/12/13	Caisse +	1.692,3	Dép.	2.190,6	Prop.	77%
	Portef.					
Au 30/4/14		1.788,5		2.344,7		76%
Au 31/5/14		1.931,2		2.432,8		79%
Au 30/6/14		1.879,8		2.378,2		79%

2°) Au 31/12/13	Av. et rep. 1.087,8	Dép. 2.190,6	Prop. 49%
	+ Cts débit.		
Au 30/4/14	1.142,3	2.344,7	48%
Au 31/5/14	1.080,8	2.432,8	44%
Au 30/6/14	1.070,9	2.378,2	45%

De ces quelques chiffres il ressort très nettement que la politique de prudente liquidité que le *Crédit Lyonnais* avait indiquée comme la sienne était poursuivie de mois en mois d'une façon continue. Par contre, en parcourant les pages 7, 8, 9 et 10 du rapport déjà cité on s'aperçoit que, pendant l'année 1913, il a été créé 25 nouvelles agences et succursales sans compter des améliorations diverses. Il y a lieu de se demander jusqu'à quel point ces dépenses, qui sont des immobilisations au premier chef, sont compatibles avec une politique de liquidité dont on se faisait par ailleurs une nécessité si impérieuse. Vu l'absence de toute indication sur le montant de ces dépenses, il est assez malaisé de répondre à cette question. Bornons-nous à indiquer que ces dépenses semblent avoir été décidées dans leur principe antérieurement à la période de fléchissement, en outre elles sont indiquées comme intégralement amorties au 31 décembre 1913.

Enfin on peut estimer qu'il faut modifier les moyens d'action pour les conserver ou les mettre en harmonie avec les exigences des milieux qui se transforment plus ou moins rapidement, la clientèle considérant de plus en plus comme un avantage essentiel de n'avoir pour ainsi dire pas à se déranger. (Rapport déjà cité.)

En résumé : En prévision de la crise économique imminente à la veille de la guerre, crise qui devait se produire même si la guerre n'avait pas éclaté, et dont il avait signalé antérieurement d'ailleurs des indices très sérieux, le *Crédit Lyonnais*, après avoir poursuivi d'une façon continue le renforcement de son encaisse, était en état, avec le concours d'un portefeuille sur lequel peu de mécomptes étaient à envisager, de faire face à 80 % de ses dépôts. Cette proportion devait lui permettre de soutenir un run éventuel pendant une durée suffisamment longue pour que les satisfactions mêmes données aux déposants, en calmant les inquiétudes, missent fin au mouvement.

CHAPITRE II

LE COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

(Voir les documents et statistiques, page 674-677)

Tout comme le *Crédit Lyonnais*, le *Comptoir d'Escompte* ne pouvait pas manquer de bénéficier dans une large mesure des années de prospérité qui ont précédé la guerre ainsi qu'il ressort d'ailleurs des quelques données ci-après exprimées en millions de francs.

Dates	Total du bilan	Bénéfice	Dép. et Bons à éch. fixe	Cte de chèq. et d'escompte		Caisse		Ent, en portef.
				entrée	sortie	entrées	sorties	
31/12/10	1.659	15,7	1.203	11.036	10.457	36.631	36.588	17.730
31/12/11	1.661	15,8	1.245	11.508	10.844	38.419	38.314	18.617
31/12/12	1.777	17,8	1.306	13.333	12.688	45.484	45.398	19.991
31/12/13	1.876	18,0	1.414	13.669	13.044	46.295	46.206	21.022

Malgré ces progrès continus, le mouvement de fléchissement qui caractérisait le deuxième semestre de l'année 1913, n'avait pas cependant échappé à la vigilance du Conseil d'administration. En s'efforçant d'en dégager les causes et sans insister particulièrement sur les indices révélateurs de cette situation, celui-ci n'hésitait pas, semble-t-il, à adopter la ligne de conduite que réclamaient les événements. D'une part « nous avons maintenu notre « trésorerie constamment liquide » d'autre part « La période « difficile de 1913 nous a suggéré de maintenir la conduite « de prudence et les dispositions spéciales de réserve sur « lesquelles nous attirions déjà votre attention l'année « dernière. » En fait, sur les bénéfices qui s'élevaient au 31 décembre 1913 à 18 millions, il était distrait en faveur des réserves une somme de trois millions, soit un prélèvement proportionnellement plus important que celui du *Crédit Lyonnais*. En outre les situations men-

suelles dénotent effectivement ici encore un souci de liquidité qui se traduit par les faits suivants :

1° Un renforcement de l'encaisse ;

2° La proportion de l'encaisse aux dépôts, vu l'époque, est ici particulièrement forte ;

3° Les comptes débiteurs, tout en étant en reprise à la veille de la guerre, dénotent cependant une diminution sensible sur leur montant au 30 avril 1914.

4° La proportion de l'encaisse et du portefeuille d'une part et des avances et reports et comptes débiteurs d'autre part aux dépôts et comptes courants créditeurs ont tendance l'une à augmenter, l'autre à diminuer.

En comparant le montant de l'encaisse au chiffre des dépôts à vue aux dates suivantes, on obtient la proportion indiquée ci-dessous :

Au 31/12/13	Encaisse 123,9	Dépôts 1.362,7	Proportion 9,1 %
Au 30/4/14	136,0	1.500,5	9 %
Au 31/5/14	221,9	1.577,4	14 %
Au 30/6/14	197,2	1.472,7	13 %

En ce qui concerne cette dernière situation mensuelle, pour une diminution de 105 millions de dépôts correspondant à l'emprunt 3 $\frac{1}{2}$ % amortissable, les disponibilités immédiates constituées par l'encaisse n'avaient diminué que de 24,7 millions soit à peine $\frac{1}{4}$ de la diminution des dépôts ce qui constitue certainement un effort en vue de laisser l'encaisse très sensiblement au niveau antérieur.

Au 31 décembre 1913, les comptes débiteurs s'élevaient à 167,494 ; au 30 avril 1914, ils s'élevaient à 201,277 ; au 31 mai 1914, ils s'élevaient à 162,066 ; et au 30 juin 1914, ils s'élevaient à 177,585.

De même si l'on compare 1°) le montant de l'ensemble aissec+portefeuille aux dépôts à vue et 2°) le montant de l'ensemble avances et reports+comptes débiteurs aux dépôts à vue on obtient les résultats suivants :

1° Au 31/12/13	Cais.+ Porte.	1.128,3	Dép. 1.362,7	Prop. 82 %
Au 30/4/15		1.203,7	1.500,5	80 %
Au 31/5/14		1.328,6	1.577,4	84 %
Au 30/6/14		1.214,5	1.472,7	82 %
2° Au 31/12/13	Av. et rep. + Cts débit.	425,8	Dép. 1.362,7	Prop. 31 %
Au 30/4/14		464,2	1.500,5	30 %
Au 31/5/14		417,0	1.577,4	26 %
Au 30/6/14		426,9	1.472,7	28 %

En rapprochant ces derniers chiffres des chiffres correspondants du *Crédit Lyonnais*, on est fort tenté de conclure à l'identité des deux politiques. En fait, si les résultats statistiques sont très sensiblement les mêmes, il en va très différemment en ce qui concerne les mobiles qui les ont déterminés. Quoique cette distinction nous paraisse capitale, il est assez difficile cependant de la faire apparaître très nettement. Elle résulte en effet presque exclusivement des impressions d'ensemble laissées par la lecture des Rapports des deux conseils d'administration et nécessiterait presque la citation *in extenso* de ces deux documents. Tandis que c'est délibérément et de sa propre volonté que le *Crédit Lyonnais* concentre toute son activité sur les opérations de banque proprement dites, le *Comptoir d'Escompte* en 1913 ne s'y est adonné qu'à regret et uniquement parce que les opérations purement financières faisaient défaut. Il y a plus : l'importance des développements consacrés à ces dernières, ainsi que la place d'honneur qu'elles occupent dans le compte-rendu fait ressortir très nettement la tendance du *Comptoir d'Escompte* à les considérer, à cette époque tout au moins, comme l'objet principal de son activité. A ces différents points de vue le rapport du Conseil d'administration est particulièrement suggestif.

« Le malaise créé par la situation balkanique s'est accentué par l'accroissement des armements dont d'autres pays ont pris l'initiative et qui ont nécessité en France un surcroît de charges militaires. En même temps la discussion d'un remaniement profond dans le régime fiscal de notre pays n'a pas cessé d'inquiéter l'opinion publique. Dans ces conditions les opéra-

tions et les transactions de Bourse ont forcément subi une influence déprimante. Les émissions et les placements des valeurs étrangères ont été peu nombreux. Les emprunts de liquidation des dépenses balkaniques ont été ajournés. Les cours d'un grand nombre de valeurs ont subi un recul marqué. Cependant le mouvement du commerce et de l'industrie ne paraît pas avoir subi de ralentissement, sauf pendant les derniers mois de 1913. *Le développement des affaires professionnelles est ainsi venu compenser la diminution des opérations financières.* » (Rapport du Conseil d'administration du 30 mars 1914).

La Commission permanente de Contrôle s'exprimait dans le même sens :

« L'activité déployée à la recherche des affaires professionnelles a constitué plus que pendant les années précédentes l'élément prépondérant de vos bénéfices. Comme nous l'avions précédemment exposé, les circonstances de toute l'année n'ont pas été favorables aux émissions. Les placements des valeurs étrangères surtout ont été peu nombreux et ont porté seulement sur des titres qui ne pouvaient être atteints par les événements d'Orient. »

Le Conseil d'administration indique ensuite toute une énumération d'opérations financières au nombre desquelles : 1^o les emprunts et placements étrangers figurent au nombre de 7, dont un emprunt mexicain qui donnait déjà lieu à des difficultés.

2^o Les augmentations de capital social figurent au nombre de quatre.

3^o Les obligations industrielles figurent au nombre de onze, sans compter encore la négociation de bons du Trésor des pays balkaniques, « *opérations traitées en conformité de la politique extérieure du Gouvernement français.* »

En résumé, le portefeuille-titres ne représente au 30 juin 1914 que la proportion très faible de 1,1 % des dépôts. Cependant on peut se demander si cet état de choses n'est pas plutôt le résultat du hasard des circonstances que celui d'une volonté fermement arrêtée. Il conviendrait encore de signaler que le *Comptoir d'Escompte* a ouvert lui aussi au cours de l'année 1913 un certain nombre d'agences et de bureaux, savoir deux

à Paris et dix en province. Toutefois et malgré les dangers ultérieurs que peuvent faire craindre les immobilisations, celles-ci ne présentaient peut-être pas ici une contradiction par trop flagrante avec une politique qui, tout en indiquant un certain souci de liquidité de la part de ses dirigeants, témoignait cependant au premier chef de leur préférence pour des opérations financières éventuelles. Quelle que soit l'opinion adoptée à ce dernier point de vue, il nous paraît toutefois assez difficile d'admettre que « *les résultats heureux de ces dernières années soient dus aux efforts que pendant une longue période le Comptoir d'Escompte n'a cessé de faire pour étendre son réseau d'agences et atteindre ainsi une clientèle de plus en plus nombreuse.* » Il est bien manifeste qu'en matière de banque, comme d'ailleurs dans tous les domaines de la science sociale, le principe de causalité jouant dans un cycle fermé, le développement de l'activité bancaire doit avoir pour contre-coup l'essor du commerce et de l'industrie ; nous pensons cependant qu'il faut maintenir fermement le principe que la volonté humaine n'a pas de prise sur les phénomènes économiques. Sans vouloir rechercher ici les conditions qui déterminent les périodes d'essor ou les époques de crise, nous croyons que ce sont là des données auxquelles il est impossible de se soustraire, l'individu n'ayant que la possibilité de profiter des unes et de redoubler de prudence au cours des autres. En particulier la conception que la prospérité d'une banque est liée au nombre de ses agences nous paraît être une conception malsaine, en ce sens qu'en perdant de vue l'état du besoin social, seul guide en la matière, elle tend presque nécessairement à un grossissement fictif dont l'effondrement est particulièrement à redouter. En fait, l'augmentation du nombre des succursales d'une banque ne doit-être qu'un indice de sa prospérité propre dans une ère de prospérité générale et non le fondement même de cette prospérité.

En abandonnant le domaine des intentions et en se

plaçant uniquement sur le terrain des faits, les quelques développements précédents permettent de conclure que la situation de liquidité que présentait le *Comptoir d'Escompte* à la veille de la guerre était de nature à lui permettre de faire face lui aussi à des retraits de dépôts pendant un temps suffisamment long pour calmer les inquiétudes du public par les satisfactions mêmes que cette banque était en mesure de lui donner. En fait M. Paul Boyer, alors vice-président du Conseil d'administration, indiquait l'année suivante que cet établissement de Crédit n'avait dû recourir au réescompte de la Banque de France que dans les trois derniers jours de la crise de juillet 1914. Combien à cette époque les dirigeants du *Comptoir d'Escompte* ont-ils dû se féliciter que les mesures restrictives imposées par notre législateur et que les événements surtout n'aient pas été favorables à la réalisation de la politique qu'ils préconisaient quelques mois encore auparavant.

CHAPITRE III

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE EN FRANCE

(Voir les documents statistiques, pages 678-681)

Les chiffres ci-après que l'on peut d'ailleurs trouver dans les rapports du Conseil d'administration afférant aux exercices correspondants semblent indiquer que la situation de la *Société Générale*, comme celle des institutions de crédit précédemment étudiées progressait depuis 1910 d'une façon satisfaisante.

Date	Tot. du bilan	Bén.	Comptes de chèques	Portefeuille (Mouv. gén.)
1910	2.130,3	15,9	418,9 p. 207.165 cts	42.038,0 p. 73.731.997 eff.
1911	2.261,6	18,4	435,5 222.573 »	43.251,8 76.267.324 »
1912	2.426,6	22,1	448,1 247.430 »	46.008,9 80.549.222 ■
1913	2.611,7	24,6	466,1 265.755 »	48.386,2 83.312.402 ■

Caisse (Mouv. gén.)

Ctes de chèq. (Mouv. gén.)

31/12/10	108.405,9	8.331,6
31/12/11	111.049,6	8.357,8
31/12/12	147.182,8	9.276,6
31/12/13	145.944,2	8.887,8

La diminution enregistrée au 31 décembre 1913 de 1.238 millions au mouvement général des caisses et de 438 millions au mouvement général des comptes de chèques pouvait, eu égard au mouvement ascendant constaté jusqu'alors, être considéré comme un ralentissement imposé par les circonstances troublées de 1913, ainsi que l'indiquait d'ailleurs le Conseil d'administration dans son rapport du 26 mars 1914.

« La moindre importance des grandes opérations financières pendant l'année dernière explique la diminution peu sensible d'ailleurs, puisqu'elle n'atteint pas 1 %, que vous observez dans le mouvement général de la caisse ; de même le montant des opérations de Bourse exécutées pour le compte de la clien-

tèle a fléchi sous l'influence des causes générales qui ont affecté les affaires au cours de l'année. »

En ce qui concerne ces dernières opérations, le rapport des commissaires-censeurs indiquait une diminution de 229.165 ordres sur 1.018.573 dont le montant représentait une diminution de 818 millions de francs sur un total de 3 milliards 146 millions.

Les hostilités dans les Balkans, les contractions du crédit qu'elles ont causées sur tous les marchés financiers ne pouvaient manquer de restreindre l'activité des Bourses de fonds publics et d'atteindre, en vertu de la solidarité d'intérêts existant aujourd'hui, les pays mêmes les plus éloignés du siège des opérations militaires. En dépit de ces circonstances défavorables, notre établissement a réalisé par contre des progrès nouveaux ; nous signalons notamment les augmentations du mouvement du portefeuille et des coupons qui s'élèvent respectivement à 5 % et 10 %. Le solde des comptes de chèques est également en plus value et le nombre des nouveaux titulaires, 18.000 pour l'année, témoigne particulièrement de la confiance du public. »

Les quelques chiffres ci-dessus, en ne faisant qu'indiquer des répercussions de la crise économique, ne permettaient pas semble-t-il de prévoir la crise de défiance assez grave dont la *Société Générale* allait être victime juste dans les derniers mois qui ont précédé la guerre. Des rumeurs assez pessimistes commençaient en effet à circuler. Celles-ci grossissaient très rapidement au point de devenir l'objet des débats de l'opinion publique et, vers le milieu de mai, des commentaires de tous les journaux financiers.

Entre autres, le journal « *le Capital* » du 7 juin 1914 s'exprimait ainsi :

Depuis plusieurs mois des rumeurs défavorables sont mises en circulation au sujet de la *Société générale*, dont la situation à en croire les propagateurs de ces bruits serait telle qu'il faudrait s'attendre à tout moment à voir l'établissement aux prises avec les plus grosses difficultés.

L'opinion publique commençait à être très sérieusement ébranlée ainsi qu'il ressort de la suite de l'article.

Comme la défiance est chose contagieuse, ces rumeurs ont fini assure-t-on, par provoquer de la part des clients de nombreux retraits de titres et de dépôts. Voici quelles ont été, de fin février à fin avril, les fluctuations des comptes de chèques pour les trois grands établissements de dépôts français.

	Créd. Lyonn.	Compt. d'Esc.	Soc. Gén.
28 février 1914....	905 millions	706 millions	469 millions
31 mars 1914.....	913 —	730 —	478 —
30 avril 1914.....	940 —	752 —	473 —

Les dépôts ont donc progressé de 35 millions au Crédit Lyonnais, de 46 millions au Comptoir d'Escompte et de 4 millions seulement à la Société Générale. Alors que le total du bilan de cette dernière Société accuse une diminution de 5 millions, celui du Crédit Lyonnais et du Comptoir d'Escompte accuse une augmentation de 27 millions pour l'un et de 22 millions pour l'autre. Ainsi peut-on saisir sur le vif les effets de la fâcheuse propagande d'apeurement.

Au 30 juin suivant, pour faire face à des remboursements s'élevant à :

40 millions pour des comptes de chèques ;
 180 millions $\frac{1}{2}$ pour les comptes courants créditeurs,
 à un accroissement de 5 millions des avances garanties,
 et de 29 millions de comptes courants débiteurs, la Société Générale a du disposer de 280 millions et demi de ressources qui proviennent :

- pour 3 millions de dépôts à échéance fixe,
- pour 5 millions et demi de la diminution des sommes précédemment employées en reports,
- pour 1 million et demi à la réalisation de participations financières,
- pour 257 millions et demi en réescompte du portefeuille commercial,
- et 11 millions de prélèvement sur l'encaisse.

Entre temps, la *Société Générale* avait ressenti très vivement la nécessité de réagir contre les attaques dont elle était l'objet : 1^o elle appelait l'attention du gouvernement sur les bruits tendancieux qui avaient été mis en circulation. Le Ministre des Finances à son tour avait cru devoir demander au gouverneur de la Banque de France de le renseigner sur la situation de cette société. En conséquence, la Banque de France avait fait parvenir la note suivante :

« Les services compétents ont été appelés sur la demande du Ministre à examiner le portefeuille de la *Société Générale* qui sollicitait elle-même ce contrôle. Il résulte, non seulement de cet examen, mais aussi des relations d'escompte très anciennes de la *Société Générale* avec la Banque de France que le portefeuille de cet établissement est composé d'éléments d'une prompte et facile réalisation. Cette situation ne saurait justifier les attaques systématiques dirigées contre cet établissement de crédit pour inquiéter ses déposants. »

2° Tous les journaux reproduisaient une allocution de M. Louis Dorizon, prononcée à Lyon à l'occasion d'une fête sportive. Il en résultait :

« Que la situation de la Société ne justifiait en rien les attaques dont elle était l'objet ; que notamment les dépôts avaient comme premier gage un capital versé et des réserves atteignant près de 400 millions ; qu'à aucun moment un appel de fonds sur les actions n'avait été envisagé. »

3° Une plainte contre inconnu était déposée entre les mains du procureur de la République.

4° Usant du droit de tout acheteur à terme, la *Société Générale* escomptait les deux à trois mille titres qu'elle avait dû racheter en Bourse aux vendeurs à découvert pour empêcher un effondrement de ses actions obligeant les vendeurs à racheter ou à payer un déport atteignant jusqu'à 14 francs par titre.

Tels étaient les faits. Jusqu'à quel point étaient-ils fondés ? c'est ce qu'il nous faut examiner maintenant. Et tout d'abord, en ce qui concerne les rumeurs en circulation, quoique l'origine en fût assez difficile à saisir, il semble bien qu'elles étaient pour le moins suspectes. Vu les positions prises en Bourse des valeurs par la spéculation, certains avaient en effet au moins intérêt à les entretenir soigneusement. S'il ne faut pas hésiter à blâmer les moyens qui auraient été ainsi mis en œuvre, par contre nous croyons pouvoir reconnaître que les positions ainsi adoptées se justifiaient dans une certaine mesure. Il est vraisemblable en effet qu'une baisse des actions de la *Société Générale* pouvait raisonnablement être escomptée, cette société étant à cette époque

dans une situation difficile. Cependant les nombreux articles de journaux parus à ce moment et qu'on peut retrouver encore aujourd'hui aux archives du Syndicat des Agents de change à la Bourse arrivaient à des conclusions diamétralement inverses : « *L'opinion publique peut dormir tranquille sur ses deux oreilles.* »

Il nous paraît toutefois que tous ces écrits sont sans grande valeur, soit que les uns — et ce sont les plus nombreux — se contentent purement et simplement d'enregistrer le témoignage de satisfaction du Gouvernement, soit que se plaçant à un point de vue étranger à la situation de la *Société Générale*, les quelques autres ne traitent de cette dernière question qu'en vue d'aborder un problème complètement différent.

Or étant donné les conditions dans lesquelles il était intervenu, le témoignage gouvernemental n'était pas de nature à modifier très sensiblement l'état de la question, ainsi que l'indiquait d'ailleurs la *Revue Economique et Financière*.

La note officielle du Ministère des finances que nous reproduisons ci-après ne peut laisser aucun doute sur un des chapitres du bilan de la Générale. Quand la Banque de France a procédé non pas seulement à une vérification d'ensemble, comme semble le dire cette note, mais bien à une vérification détaillée du portefeuille commercial de chacune des succursales d'une Société et qu'elle se porte garant de sa valeur, il n'y a rien à dire. Mais, pour être le chapitre le plus important du bilan d'une société de Crédit, le portefeuille commercial n'est pas le seul et, pour avoir une idée complète de la situation de cette banque, c'est le bilan tout entier qu'il faut voir. Il est par exemple un point capital sur lequel la note officielle ne nous apporte aucune indication, c'est sur la façon dont sont employés les capitaux confiés à cet établissement par sa clientèle et dont l'importance dépasse de beaucoup celle du capital propre de la société. On peut même dire que c'est le point essentiel. Les Sociétés de crédit travaillant en effet aujourd'hui essentiellement avec l'argent des autres, l'emploi de cet argent qu'il faudra peut-être rendre du jour au lendemain est évidemment soumis à des règles plus étroites que celles des capitaux appartenant à la société elle-même. Cet argent doit être employé non seulement de façon à ne courir aucun risque mais encore

de façon à pouvoir être réalisé aisément. Ni risques ni immobilisations, telles sont les deux règles de l'emploi des fonds de dépôts, et nous n'avons pas à apprendre au lecteur que les affaires de banque sont les seules à donner satisfaction à cette formule. »

On peut se montrer très étonné en constatant que le problème qui avait été posé de façon rigoureuse quant à ses termes ait fait l'objet de la solution suivante en ce qui concerne plus spécialement le point de vue de la liquidité.

« En regard des 472 millions de comptes de chèques et d'es-compte, la *Générale* dispose d'abord de 143 millions d'encaisse plus 950 millions de portefeuille commercial, celui que la Banque de France vient de trouver de réalisation prompte et facile. La question du remboursement immédiat des comptes de chèques de la *Société Générale* ne se pose donc même pas. »

Que deviennent dans ce calcul les comptes courants créditeurs qui, payables à vue tout comme les comptes de chèques et d'escompte, atteignaient 1 milliard 217 millions ?

Il convient de remarquer que le *Capital* du 7 juin 1914, déjà cité, arrivait lui aussi au même résultat sans s'être livré d'ailleurs à aucun examen préalable de la question.

« Il faut le dire nettement : les inquiétudes qui expliquent les retraits effectués par la clientèle de la *Générale* sont parfaitement injustifiées et n'ont pu prendre corps qu'en raison de l'état de démoralisation qui règne actuellement parmi les capitalistes. »

L'énonciation de ces conclusions favorables à priori ou, ce qui peut être plus grave encore, obtenues grâce à des calculs incomplets dans un raisonnement juste par ailleurs trouve, semble-t-il, son explication dans l'attitude adoptée par la *Société Générale* elle-même. La procédure tout à fait extraordinaire à laquelle celle-ci avait songé impliquait une ingérence gouvernementale inconnue jusqu'à ce jour. Cette intervention avait ému au plus haut point l'opinion publique. On redoutait en effet qu'elle constituât un précédent

qualifié de fâcheux. M. Renoult, ministre des Finances avait dû à ce sujet se laisser interpellé à la Chambre.

C'est à ce point de vue très spécial que se placent en particulier le *Capital*, ainsi que la *Revue Economique et Financière*. Dans le but de blâmer la procédure suivie en l'occurrence, ils prétendaient démontrer que la *Société Générale* possédait par devers elle tous les moyens de justification sans qu'il lui fût besoin de recourir à des procédés extraordinaires. L'étude à laquelle on était ainsi amené quant à la situation de cette banque, devait fatalement se ressentir des conditions dans lesquelles elle était faite. Nous pensons que les conclusions dont elle était ainsi l'objet doivent être rejetées.

En fait, au 30 avril 1914, le passif à vue dont le montant s'élevait à 1.690 millions n'était balancé que par 1.093 millions, dont la réalisation immédiate supposait le concours de la Banque de France sous forme de réescompte du portefeuille commercial de cette société. Si l'on considère en outre que les réserves jointes au capital s'élevaient à 386 millions et que l'on veuille faire intervenir ce dernier chiffre dans l'hypothèse la plus favorable, c'est-à-dire sans tenir compte que, pour 143 millions, il fait double emploi avec la caisse, on constate que, pour un passif à vue de 1.690 millions, l'actif n'atteignait encore que 1.480 millions. Dans ces conditions, la question de la liquidité de la *Société Générale* se posait au contraire d'une façon aiguë. Ce qui aggravait encore très singulièrement la situation, c'est que l'origine en remontait à des causes profondes qui mettaient en jeu la politique financière même de cet établissement de crédit.

Il n'y a pas lieu de consacrer à ce sujet les développements dont il serait susceptible, puisque, relevant de la technique des banques de dépôts il déborde le cadre que nous nous sommes tracés dès le début. Il est cependant capital, eu égard spécialement au point de vue auquel nous plaçons dans cette étude, d'indiquer au moins que la *Société Générale* n'était banque de dépôts que dans une mesure beaucoup moindre que les Sociétés de crédit étudiées

jusqu'ici. *Le Capital* déjà cité pensait pouvoir mettre ce caractère très nettement en relief, sans compromettre par ailleurs l'esprit de son article, encore que les raisons qu'il en donne ne soient pas des meilleures.

« Hâtons nous d'ajouter que notre intention n'est pas de nier à priori que la *Société Générale* se trouve à l'abri de toute difficulté. Il est probable au contraire que la formule mixte de banques de dépôts et de banques d'affaires financières qui a toujours été la sienne en opposition avec celle du *Crédit Lyonnais* et au *Comptoir d'Escompte* a dû infliger depuis quelques mois des moments pénibles à ses dirigeants et leur en infligera sans doute encore. On ne saurait perdre de vue en effet que les immobilisations représentées par les avances sur garanties, le portefeuille titres, les participations financières et les immeubles représentent 110 millions de plus que l'ensemble du capital versé et les réserves, alors que, pour le *Crédit Lyonnais* et le *Comptoir d'Escompte*, capital et réserves sont notablement supérieurs aux mêmes immobilisations. Mais ce sont là des considérations qui ne peuvent intéresser que les actionnaires de l'établissement et dont la clientèle aurait tort de se préoccuper. »

S'il est exact que, par ce côté, la question des immobilisations n'est pas de nature à éveiller les inquiétudes du public, par contre il en va tout à l'inverse lorsque cette même question est envisagée sous son autre aspect, celui de la proportion de l'encaisse et du portefeuille comparée aux exigibilités à vue. Ces deux points de vue se touchent d'une façon si étroite qu'il est vraiment singulier que l'examen de l'un n'ait pas entraîné de soi-même celui de l'autre, d'autant que ce dernier est le seul qui permette de juger de la situation de liquidité d'une banque.

L'encaisse représentait :

Au 31/12/13	13 %	des dépôts à vue
Au 30/4/14	9 %	»
Au 31/5/14	11 %	»
Au 30/6/14	12 %	

Par contre, chose assez singulière, vu la crise de défiance dont la *Société Générale* était l'objet, on peut constater que le montant des avances et reports et

comptes courants débiteurs allait toujours en augmentant de mois en mois. (1.041 au 31 décembre 1913, 1.072 au 30 avril 1914, 1.076 au 31 **mai** et 1.104 au 30 juin).

En outre la proportion de l'encaisse et du portefeuille aux dépôts qui :

au 31 décembre 1913 atteignait 72 % ;

au 10 avril 1914 — 73 % ;

descendait

au 31 mai 1914 à 71 % ;

au 30 juin 1914 à 65 %.

La proportion des avances et reports et comptes débiteurs était :

au 31 décembre 1913 de 64 % ;

au 30 avril 1914 de 63 % ;

au 31 mai 1914 de 65 % ;

au 30 juin 1914 de 78 %.

La proportion de l'actif réalisable à terme dépassait ainsi la proportion de l'actif réalisable immédiatement. Ces derniers chiffres comparés aux chiffres correspondants du *Crédit Lyonnais* ou du *Comptoir d'Escompte* et sans qu'il soit même besoin d'envisager le portefeuille-titres qui oscillait autour de 115 millions, prouvent suffisamment que la *Société Générale* pratiquait à la veille de la guerre une politique d'immobilisations dangereusement accentuée. D'autres indices peuvent d'ailleurs être signalés dans le même sens. Si l'on examine le rapport du Conseil d'administration du 26 mars 1914, on pourra constater qu'il ne contenait absolument aucune indication se référant soit à des opérations de banque pure, soit à un souci de prudence ou de liquidité. Encore que l'on puisse penser que cette dernière question était peut-être d'une actualité trop brûlante pour figurer dans un document officiel, l'absence totale de tout renseignement concernant les opérations de banque pure ne peut guère témoigner que du peu d'attention dont elles étaient l'objet dans la politique générale de cet établissement. Dans ces conditions, il semble possible

de conclure que les prélèvements extraordinaires faits en 1913 en faveur de la réserve, et dont le montant global, 2.713 mille francs, représentait 11 % des bénéfices de l'exercice, n'étaient que des précautions d'ordre intérieur destinées à parer par avance à une diminution possible des bénéfices ultérieurs, sans comporter en outre, de la part de la direction, des mesures correspondantes de liquidité. En ce sens on peut signaler que l'encaisse, qui se montait à 210 millions au 31 décembre 1913, n'atteignait plus que 183 millions au 30 juin 1914, après être descendu à 163 millions seulement au 30 avril 1914.

Par contre, tant par l'importance des développements qui leur étaient consacrés que par leur nombre imposant, les opérations financières se présentaient comme l'objet de la préoccupation première du Conseil d'administration. Il n'est peut-être pas sans intérêt de remarquer que la crise économique naissante était exclusivement examinée à ce dernier point de vue. Quoi qu'il en soit l'énumération suivante qui remplissait à elle seule près de trois pages du document précité, faisait ressortir :

1 emprunt d'état français : celui du gouvernement général de l'Indo-Chine.

4 emprunts d'états étrangers : l'emprunt Chinois 5 % or, l'emprunt Suédois 4 ½ % , les Bons 5 % du Trésor japonais et les Bons 5 % de l'État de Sao-Paulo.

16 emprunts de Sociétés françaises qui, outre un emprunt du Crédit Foncier, sont pour la plupart émis par des sociétés de transports par terre ou par eau.

13 emprunts de Sociétés étrangères, dont 5 emprunts de Sociétés russes.

3 augmentations de capital social de sociétés françaises.

2 augmentations de capital social de sociétés étrangères.

Il faut ajouter encore :

20 emprunts de sociétés françaises d'intérêt régional,

Et 10 augmentations de capital social de sociétés françaises de même caractère.

Au total au courant de l'année 1913, la *Société Générale* avait participé à 71 opérations d'emprunts ou d'émissions. Dans ces conditions, son portefeuille-titres ne pouvait pas manquer d'atteindre un chiffre

important, eu égard spécialement aux chiffres correspondants du *Crédit Lyonnais* et du *Comptoir d'Escompte*, et de contribuer ainsi pour sa part à rendre plus difficile encore la question déjà très tendue des immobilisations.

Voici quelles sont, en millions de francs, les fluctuations du portefeuille-titres ainsi que le rapport entre ce portefeuille et les dépôts à vue.

Au 31/12/13	Portef.-titres	121,7	Proportion	7 %
Au 30/4/14		113,7		6,7 %
Au 31/5/14	Portef.-titres	113,9	Proportion	7 %
Au 31/6/14		112,7		8 %

Cependant il convient d'indiquer qu'au nombre des valeurs ainsi détenues en portefeuille figuraient, pour une part assez large, des actions de sociétés filiales. Il est à remarquer en effet que la *Société Générale*, dont les succursales étrangères ne s'élevaient qu'au nombre de deux, entendait remédier dans une certaine mesure à cette situation en se réservant une certaine influence sur des banques étrangères. Au nombre de celles-ci figurent principalement: *La Société Suisse de Banque et de dépôts*, la *Société Française de Banque et de dépôts* dont le siège est à Bruxelles, la *Société Générale Alsacienne de Banque* et la *Banque Russo-Asiatique*.

En outre la *Société Générale* avait ouvert au cours de l'année 1913 un certain nombre d'agences et de bureaux, soit par elle-même, soit en rachetant au Maroc ou en Tunisie des banques antérieurement installées. Au total, 33 nouveaux guichets avaient été ouverts au public au cours de l'année. Quoique ces dépenses d'immobilisation aient été intégralement amorties, ainsi que l'indique le Conseil d'administration, on peut se demander si elles ne venaient pas ajouter aux dangers que la *Société Générale* courait déjà. En effet contrairement à une saine politique de banques de dépôts, cette institution de crédit, faisant des opérations financières l'objet principal de son activité, l'ère de prospérité était close pour elle depuis au moins un an. Dans ces conditions, loin de pouvoir se justifier, ces immobili-

sations se présentaient au contraire comme étant intervenues en pleine période de crise.

En résumé : L'explication des difficultés avec lesquelles la *Société Générale* se trouvait aux prises réside dans la formule mixte de banques de dépôts et d'affaires financières qu'elle avait adoptée. Le maintien de l'équilibre indispensable entre ses deux branches d'activité est en outre extrêmement difficile à assurer. De par l'attrait naturel qu'exercent les opérations financières, il est presque fatal que celles-ci, à un moment donné, viennent prendre le pas sur les opérations de banque pure, au plus grand dommage des déposants.

Dès lors, la crise économique déclanchée à la veille de la guerre, ayant tout d'abord affecté les opérations de placement et d'émission, atteignait avant toutes autres banques de dépôts les institutions de crédit qui comme la *Société Générale* avait fini par faire de celles-ci l'objet principal de leur activité et mettait ainsi à nu les dangers engendrés par une pareille politique.

Quoi qu'il en soit, singulièrement affaiblie tant par la crise économique que par la crise de défiance que celle-ci avait amenée dans le public, il ne semble pas que la *Société Générale* fût à même de faire face à la crise bien autrement grave à laquelle les événements de juillet 1914 devaient donner naissance. Si l'on veut bien songer que la proportion aux exigibilités à vue de l'actif réalisable immédiatement, 65 %, était de beaucoup inférieure à celle de l'actif réalisable à terme, 78 %, on conçoit qu'avec le seul concours de la Banque de France sous forme de réescompte du portefeuille commercial, la *Société Générale* ne pouvait espérer faire face à des retraits de dépôts pendant un temps suffisamment long pour la mener au terme de la crise.

Dans ces conditions, des mesures spéciales s'imposaient pour elle de toute nécessité. Encore qu'il soit impossible d'affirmer avec certitude son intervention auprès des pouvoirs publics, on ne peut nier cependant la part de responsabilité encourue indirectement par cette société, ne serait-ce que par les préoccupations qu'elle suscitait dans l'esprit de ceux qui étaient chargés de prendre les mesures appropriées.

CHAPITRE IV

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

(Documents statistiques pages 682-685)

La période qui a précédé la guerre fut aussi pour cette société une ère de prospérité très sensible, ainsi qu'il ressort des quelques chiffres ci-après, exprimés en millions de francs, sans qu'il faille insister outre mesure sur les fléchissements accusés en 1911 :

(Voir tableau, page 27)

En outre il n'est peut-être pas inutile d'indiquer que d'après les calculs statistiques présentés par le Conseil d'administration, le 18 mars 1913, la progression enregistrée au cours du seul exercice 1912 s'établissait comme suit :

- 1,92 % pour le mouvement général des caisses ;
- 10 % pour les comptes de dépôts ;
- 3,98 % pour les dépôts à échéance ;
- 2,72 % pour les comptes courants créditeurs ;
- 9,70 % pour le mouvement du portefeuille commercial quant à la valeur des effets ;
- 11,48 % quant à leur nombre.

Tout en signalant le trouble jeté sur le marché financier par les événements de l'année 1913, le rapport du 17 mars 1914 ne croit pas devoir s'en alarmer outre mesure :

« Le resserrement du Crédit, le ralentissement des transactions, conséquence d'une période d'expectative inquiète n'ont point entravé la marche de nos affaires. Du reste logiquement pour une banque de dépôts qui emploie la majeure partie de ses fonds à l'escompte du papier de commerce, en reports ou en avances à court terme, la cherté de l'argent sur le marché ne peut être que profitable. »

	Total du bilan	Bénéf.	Mout. des dép. et ctes cts créd.	Portefeuille		Mouv ^t des caisses	
				Entrées	Sorties	Entrées	Sorties
31/12/10	363,8	3,93	214,4	2.241,8 r.	2.234 r.	10.897,8	10.897,4
31/12/11	351,3	3,96	205,8	2.150,1	2.166,8	11.460,9	11.446,9
31/12/12	370,3	4,0	218,9	2.387,8	2.277,4	11.706,8	11.709,5
31/12/13	388,4	4,2	233,3	2.534,7	2.516,8	11.553,0	11.552,1

Cependant il serait inexact d'en conclure que le *Crédit Industriel et Commercial* n'avait pas ressenti la nécessité de recourir à une politique de prudence. En fait, s'il n'y a pas à ce dernier point de vue d'indication bien précise dans le rapport du 17 mars 1914, celui afférant à l'exercice précédent est au contraire très net.

« Sans être pessimistes, l'incertitude que font naître les événements suffirait à elle seule pour justifier une extrême prudence. »

Si l'on veut bien songer qu'en 1912, pour un bénéfice de 4 millions passés, 500.000 francs avaient été prélevés en faveur des réserves et qu'en 1913, sur 4 millions 250, soit une augmentation de 6 %, la part de la réserve avait été doublée et portée à 1 million on peut en conclure que les dirigeants du *Crédit Industriel et Commercial* maintenaient implicitement leur point de vue. De plus « la progression des opérations de banque proprement dites ressort au bilan de fin d'exercice dont le total est de 18 millions supérieur au chiffre du 31 décembre 1912. » En indiquant ainsi les opérations de banque proprement dites comme l'objet principal de son activité, le conseil d'administration assurait à cette institution de crédit une situation de liquidité particulièrement saine, à condition toutefois que l'observation du principe de la division des risques vînt réduire au minimum les mécomptes inéluctables. Malheureusement on ne peut que regretter l'absence de toute indication à ce dernier point de vue.

Cependant si l'on examine les principaux postes des situations mensuelles publiées à la veille de la guerre, voici ce qu'on peut facilement constater :

1^o Les mouvements des comptes ne présentent plus ici un caractère de continuité aussi marqué que celui précédemment signalé pour le *Crédit Lyonnais* ou le *Comptoir d'Escompte* ;

2^o L'impression d'une augmentation progressive de liquidité, qui se dégageait d'une façon quasi invariable

de l'examen des postes de la comptabilité de ces deux dernières institutions de crédit, ne retrouve plus ici qu'un caractère fragmentaire affectant certains comptes seulement. Si, d'une part, l'encaisse ainsi que la proportion de l'encaisse aux dépôts sont en augmentation, par contre le portefeuille commercial est en diminution : les comptes débiteurs ont presque doublé au 30 juin 1914 leur chiffre du 31 décembre 1913, quant aux avances et reports, s'ils présentent au 30 juin 1914 une diminution sur le chiffre du 31 décembre 1913, encore convient-il de noter une reprise assez considérable pendant le courant des mois d'avril et mai.

En comparant le montant de l'encaisse au chiffre des dépôts à vue aux dates suivantes on obtient la proportion indiquée ci-dessous :

Au 31/12/13	Encaisse 26,0	Dépôts 177,2	Proportion 14 %
Au 30/4/14	27,9	173,4	16 %
Au 31/5/14	34,0	188,1	18 %
Au 30/6/14	31,7	190,3	16 %

En ce qui concerne cette dernière situation mensuelle, quoique l'émission de l'emprunt 3 ½ % amortissable n'ait pas laissé de traces dans les comptes de dépôts, puisque ceux-ci accusent encore une augmentation de 1,8 million sur le chiffre du 30 avril, on peut considérer cependant que l'appel du gouvernement français à l'épargne du public n'est pas étranger à la diminution de 2,3 millions, révélée par l'encaisse.

Quant au portefeuille commercial et aux comptes débiteurs les mouvements suivants sont à enregistrer.

Au 31/12/13	Portef. Commercial 142,0	Ctes débiteurs 19,7
Au 30/4/14	123,3	22,9
Au 31/5/14	144,1	21,0
Au 30/6/14	136,9	37,6

Si l'on compare 1^o) le montant de l'ensemble Caisse + Portefeuille aux dépôts à vue, 2^o) le montant de l'ensemble Avances et reports + Comptes débiteurs aux dépôts à vue on obtient les résultats suivants :

1°

Au 31/12/13	Caisse + Port ^{ue}	168,0	Dépôts	177,2	Prop.	94 %
Au 30/4/14	—	151,3	—	173,4	—	87 %
Au 31/5/14	—	178,1	—	188,1	—	94 %
Au 30/6/14	—	168,6	—	190,3	—	88 %

2°

Au 31/12/13	Av. et rep. + Cts débit.	94,3	Dépôts	177,2	Prop.	53 %
Au 30/5/14	—	109,6	—	173,4	—	63 %
Au 31/5/14	—	105,1	—	188,1	—	55 %
Au 30/6/14	—	109,3	—	190,3	—	57 %

Il semble bien que ce soit dans un état de choses propre au *Crédit Industriel et Commercial* qu'il faille rechercher l'explication de ces mouvements en sens divers. Celle que nous proposons nous paraît encore la plus satisfaisante bien qu'elle n'ait que la valeur d'une interprétation.

Une politique d'extrême prudence léguée par une longue tradition dont l'origine remontait aux statuts eux-mêmes fut toujours la règle de conduite absolue de cet établissement de crédit. A la veille de la guerre, certains à tort peut-être la jugeaient excessivement timorée. On lui reprochait principalement de compromettre les bénéfices en ne permettant pas aux administrateurs de tenir un compte suffisant des conditions du moment. Il semble que le Conseil d'administration, dans le souci peut-être de parer dans une certaine mesure à la diminution des profits que la période troublée de 1913 lui faisait très certainement pressentir pour l'année suivante, ait dû céder aux sollicitations dont il était l'objet.

Il était amené à proposer à l'assemblée générale extraordinaire du 17 mars 1914 des modifications statutaires ainsi motivées :

« Les statuts que nous ont légués nos prédécesseurs ont eu, eux aussi, une influence sur la conduite pondérée de nos affaires. Il convient de maintenir leur rôle tutélaire dans la gestion future. Cependant le temps accomplit son œuvre : des circonstances, des besoins nouveaux se produisent ; les usages, la législation ne sont plus les mêmes, et il serait déraisonnable de

ne pas tenir compte de ces changements dans ce qu'ils ont de définitif. C'est pourquoi il nous a paru désirable de modifier ou compléter sur deux points les statuts actuels et nous avons à cet effet convoqué une assemblée générale extraordinaire. Afin de donner satisfaction à un assez grand nombre d'actionnaires, nous demanderons à cette assemblée d'autoriser dans des conditions déterminées la libération facultative des actions

Nous soumettons également à son approbation des dispositions nouvelles permettant de rendre dans des limites fixées à la clientèle reconnue solvable certains services qu'elle peut trouver chez tous les banquiers et que les clauses restrictives des statuts en vigueur nous obligent maintenant à lui refuser. »

Bornons-nous à indiquer que les variantes apportées aux articles 10, 17 et 38 des statuts rendaient possible, à certaines conditions de libération, la conversion au porteur des actions de la société, faculté que les dispositions anciennes, combinées avec la politique pratiquée par le Conseil d'administration rendait en fait impossible. Tout en reconnaissant que ces innovations étaient susceptibles dans une certaine mesure d'augmenter la liquidité de la société en apportant des fonds dans ses caisses, elles sont cependant principalement d'ordre intérieur et de ce chef ne peuvent nous retenir longtemps.

Infiniment plus importantes, eu égard au point de vue qui nous occupe, sont les adjonctions apportées à l'art. 5.

Article 5 nouveau ; Les opérations de la Société consistent §..... 3°) A se charger de tous paiements et recouvrements à Paris, dans les départements et à l'étranger et à ouvrir à cet effet des comptes courants ; à fournir et à accepter tous mandats, traites, lettres de change dont la couverture aura été préalablement faite soit en marchandises, soit en espèces, soit en valeurs agréées par le Conseil d'administration ; à se charger des recouvrements de tous arrérages, intérêts et dividendes, de l'achat ou de la vente pour le compte de tiers de valeurs de toute nature. Le montant des découverts en compte courant, ainsi que le montant des avances en acceptations ou autres consentis sans que les conditions ci-dessus spécifiées aient été remplies ne pourra pas dépasser la moitié des réserves inscrites au Bilan, non compris la réserve légale. »

L'approbation des dispositions nouvelles était ainsi sollicitée :

« Le nouveau texte n'exclut pas comme l'ancien, d'une façon absolue, toute faculté de découverts en compte courant, toutes avances, cautions ou acceptations sur simple signature, mais il limite très prudemment les facilités données en édictant que le montant des découverts, avances, acceptations ou cautions sans garanties spéciales ne pourra pas dépasser la moitié des réserves inscrites au bilan non compris la réserve légale; soit dans l'état actuel 8 millions. »

Nous pensons pouvoir conclure que, conscient de la situation très satisfaisante de liquidité assurée à la banque par la politique suivie jusqu'alors, le Conseil d'administration, malgré la crise économique qu'il pressentait, n'ait pas cru indispensable de recourir à des mesures spéciales, alors qu'il estimait possible de satisfaire dans une certaine mesure aux réclamations dont il était l'objet. On peut regretter cependant que cette renonciation éventuelle aux principes passés soit intervenue à une époque où la prudence s'imposait particulièrement. Encore que des renseignements d'ordre privé nous permettent d'affirmer qu'à la veille de la guerre il a été fait un usage assez restreint de facilités concernant principalement dans l'esprit de la direction un emploi plus rémunérateur des réserves, on ne peut nier cependant leur influence sur le grossissement des comptes débiteurs.

En ce qui concerne l'attitude prise à l'égard des opérations de placement ou d'émission, il semble bien que le *Crédit Industriel et Commercial*, aussi bien dans le souci de sa propre sécurité que dans celui de l'intérêt général ait procédé à une sélection soignée. L'énumération contenue dans le document précité l'indique suffisamment. Celle-ci fait ressortir :

1 emprunt d'état français : l'emprunt 3 $\frac{1}{2}$ %, de plus celui du Gouvernement général de l'Indo-Chine et l'emprunt à 4 % des Chemins de fer de l'Etat.

5 emprunts de Sociétés françaises : Les bons de la Société des aciers de France; les obligations 4 % de la Compagnie générale des omnibus; les obligations du chemin de fer souterrain du Nord-Sud et 2 emprunts du Crédit Foncier de France.

1 emprunt de Société étrangère.

4 augmentations de capital social de sociétés françaises dont 3 banques : Le Crédit Foncier d'Algérie et Tunisie, La banque de l'Union Parisienne, enfin une Société filiale : La Société Bordelaise de Crédit Industriel et Commercial et de Dépôts.

En outre, en ce qui concerne les émissions de valeurs étrangères, le rapport afférant à l'exercice 1912 présente des considérations qu'il ne nous paraît pas inutile d'indiquer.

« La tendance de l'épargne à se porter sur les valeurs à gros rendements existe toujours comme nous le constatons avec regret il y a un an. Menacés, atteints dans leurs revenus par l'aggravation des charges fiscales, au moment où les conditions mêmes de la vie matérielle exigeraient un accroissement de ressources, nombre de gens, en quête d'emplois de fonds, perdent de vue la question de solidité pour s'attacher avant tout au taux d'intérêt. Sous l'empire de cette préoccupation, le capitaliste ne sait pas discerner dans l'œuvre civilisatrice, parmi les garanties qu'on lui offre, l'illusion et l'incertain. Il ne se borne pas à mal employer ses économies, il vend ses meilleures valeurs, il les arbitre contre des titres de second ordre, voire même quelquefois invendables. Notre propre fonds d'état malgré sa sécurité et les avantages qui lui sont attachés n'échappe pas lui-même à cette désaffection regrettable. Cette tendance ne saurait laisser indifférent le monde économique et financier. Il y a là une éducation à refaire, que l'épargne est en droit d'attendre de ceux qui ont plus particulièrement mission de l'éclairer et de la guider. »

A la veille de la guerre, ces considérations étaient malheureusement bien souvent perdues de vue par certains établissements financiers.

En résumé, au 30 juin 1914 le portefeuille-titres malgré une augmentation sur le montant du 31 décembre 1913, accusait encore la proportion de 8 % aux dépôts. A première vue on peut considérer que ce chiffre est relativement fort, eu égard spécialement aux proportions correspondantes du *Crédit Lyonnais* et du *Comptoir d'Escompte*. Cependant et quoique des indications précises au bilan ne soient intervenues que plus tard, l'explication en est dans le fait que le *Crédit Industriel*

et Commercial pratiquait le principe des créations de sociétés filiales. Il pouvait ainsi étendre son influence sans être obligé, par l'ouverture de succursales nouvelles en nombre excessif, d'augmenter ses frais généraux au-delà des limites permises par son chiffre d'affaires. Ces considérations n'excluaient pas cependant non plus d'une manière absolue l'ouverture d'agences nouvelles. Sept bureaux de quartier avaient été ouverts à Paris au cours de l'année 1913. « *Cette mesure, dans les limites permises par la formation de notre personnel, en élargissant le cercle de la clientèle concourait à accroître l'activité sociale et la force de placement.* »

Pour conclure : *Le Crédit Industriel et Commercial*, auquel l'imminence de la crise économique n'avait pas échappé, ne se croyait pas cependant obligé de recourir à des mesures spéciales. La politique de prudence qu'il pratiquait depuis sa fondation et qui lui était imposée par ses statuts lui assurait par elle-même une situation de liquidité tout à fait satisfaisante. Sans doute, sous la pression de sollicitations diverses, avait-il fallu se départir en principe au moins de cette attitude. En fait il ne semble pas qu'il y eut de grands changements. Quoi qu'il en soit le chiffre de l'encaisse au 30 juin 1914 soit 31,7 millions joint au chiffre du portefeuille commercial 136,9 millions en donnant un total de 168,6 millions soit une proportion de 88 % au montant des dépôts et comptes courants créditeurs permettait de faire face aux 150 millions, qui selon les indications contenues dans le rapport du Conseil d'administration en date du 26 avril 1915 ont été retirés entre le 27 juillet et le 1^{er} août.

Cette dernière indication montre suffisamment qu'avec le seul concours d'ailleurs naturel de la Banque de France sous forme de réescompte de son portefeuille commercial, cette institution de crédit en était en état de faire face aux événements sans avoir besoin de solliciter des mesures d'exception.

CHAPITRE V

LA SITUATION D'ENSEMBLE DES QUATRE GRANDES INSTITUTIONS FRANÇAISES DE CRÉDIT A LA VEILLE DE LA GUERRE

(Documents statistiques pages 686-689)

Des quatre banques étudiées jusqu'ici, trois se présentaient, avec le caractère de pures banques de dépôts. Au contraire la *Société Générale* était dans une très large mesure une banque d'affaires financières. Dès lors, en ce qui concerne les premières, à mesure que la crise économique devenait plus certaine on pouvait constater, dans l'ensemble du moins, et malgré des variantes tenant aux situations respectives de ces diverses banques une augmentation progressive de leur liquidité. La *Société Générale* par contre, tant par la nature de ses opérations qui ne lui permettaient pas des dégagements assez rapides que par la crise de confiance dont elle était l'objet, s'alourdissait de jour en jour.

Dans ces conditions, et avant d'étudier le mouvement global de ces quatre institutions de crédit, nous avons été conduit à examiner au préalable la situation d'ensemble des trois premières, afin de marquer ainsi autant que possible les différences apportées par la *Société Générale*.

En ce qui concerne le mouvement d'ensemble du *Crédit Lyonnais*, du *Comptoir d'Escompte* et du *Crédit Industriel et commercial* SEULEMENT, le rapprochement entre les chiffres des encaisses et ceux des dépôt à vue donne les proportions suivantes :

Au 31/12/13	Encaisse	324,3	Dépôts	3.730,5	Proportion	8,7 %
Au 30/4/14	—	367,2	—	4.018,6	—	9,1 %
Au 31/5/14	—	486,2	—	4.198,3	—	11,5 %
Au 30/6/14	—	460,3	—	4.041,2	—	11,1 %

Si bien que, en ce qui concerne ces derniers chiffres, pour une diminution des dépôts de 157,1 au 30 juin 1914, correspondant à l'emprunt 3 ½ amortissable, les disponibilités immédiates n'avaient diminué que de 26 millions laissant inchangée la proportion de l'encaisse aux dépôts.

Voici quelles sont en outre les fluctuations des avances sur garanties et reports et des comptes débiteurs et celles de l'ensemble de ces deux comptes :

Au 31/12/13	Av. et rept ^s	685,5	C ^{tes} déb.	922,7	Ens.	1.608,2
Au 30/4/14	—	759,9	—	956,2	—	1.716,1
Au 31/5/14	—	698,3	—	904,6	—	1.602,9
Au 30/6/14	—	677,9	—	929,2	—	1.607,1

Il est à remarquer que, en raison de la politique particulière du *Crédit Industriel et Commercial* touchant ce dernier poste, la diminution des comptes courants débiteurs n'apparaît pas ; par contre l'ensemble des avances garanties et reports et comptes courants débiteurs à part une reprise du 30 avril 1914 imputable au *Comptoir d'Escompte* reste stationnaire.

Enfin il est intéressant de montrer 1^o) le rapport de l'ensemble Caisse + Portefeuille au montant des dépôts à vue, 2^o) le rapport de l'ensemble Avances et reports + Comptes débiteurs au montant des dépôts à vue.

1^o

Au 31/12/13	Caisse + port ^{lle}	2.988,6	Dép ^{ts}	3.730,5	Prop.	80 %
Au 30/4/14	—	3.143,5	—	4.018,6	—	78 %
Au 31/5/14	—	3.437,9	—	4.198,3	—	81 %
Au 30/6/14	—	3.262,9	—	4.041,2	—	80 %

2^o

Au 31/12/13	Av. et rept ^s	1.608,2	Dépôts	3.730,5	Prop.	43 %
	C. c ^{ts} débit ^{rs}					
Au 30/4/14	—	1.716,2	—	4.018,6	—	42 %
Au 31/5/14	—	1.602,9	—	4.198,3	—	38 %
Au 30/6/14	—	1.607,1	—	4.041,2	—	39 %

L'adjonction de la *Société Générale* dans ces dernières statistiques entraîne des modifications sensibles :

Si l'on compare aux dates correspondantes le montant des encaisses au montant des dépôts à vue, les proportions deviennent les suivantes :

Au 31/12/13	Encaisse 534,8	Dépôts 5.334,9	Prop. 10 %
Au 30/4/14	— 531,2	— 5.708,4	— 9 %
Au 31/5/14	— 670,9	— 5.832,4	— 11 %
Au 30/6/14	— 644,0	— 5.454,8	— 12 %

Il résulte de ces derniers chiffres que les disponibilités immédiates de la *Société Générale* étaient relativement plus importantes que celles des trois autres banques par rapport aux montants respectifs de leurs dépôts. Par ce côté, la situation de cette Société était donc sensiblement plus liquide que celles des trois autres.

En outre en prenant les chiffres du 30 avril 1914 comme point de départ des nombres indices de l'encaisse et des dépôts et comptes courants créditeurs on obtient

	Encaisse	Dépôts
Au 31 décembre 1913 ...	100,6	93,4
Au 30 avril 1914	100,0	100,0
Au 31 mai 1914	126,2	101,6
Au 30 juin 1914	121,4	95,5

Malgré une diminution appréciable des dépôts entre le 31 Mai et le 30 juin 1914, les encaisses se maintenaient donc, d'une façon générale, à un niveau nettement supérieur à celui du mois de décembre précédent

Toutefois, on ne saurait préjuger de la liquidité d'une institution de crédit en s'en référant uniquement à l'importance plus ou moins grande de l'encaisse par rapport aux dépôts. En principe, l'encaisse ne constitue qu'un fonds de roulement destinée à faire face aux besoins journaliers. Lors d'une crise de thésaurisation, elle ne peut donc avoir d'autre objet que de parer aux premières nécessités, en attendant qu'elle soit alimentée par les ressources provenant du réescompte

du portefeuille commercial. Or dans le bilan d'une banque, le montant du portefeuille commercial est déterminé en fonction de l'ampleur plus ou moins grande des postes de l'actif réalisable à terme : Avances et reports, Comptes courants débiteurs ; l'importance du premier étant, bien entendu, en raison inverse de celle de ces derniers. De ces considérations, il résulte que, loin de pouvoir s'apprécier exclusivement en fonction du rapport de l'encaisse aux dépôts, la liquidité d'une société de crédit se dégage aussi et surtout du mouvement de l'ensemble Caisse + Portefeuille, du mouvement de l'ensemble Avances et reports + Comptes courants débiteurs et de leurs proportions aux dépôts à vue.

Dans ces conditions l'examen que nous avons déjà présenté des modifications apportées par la *Société Générale* sur les rapports des encaisses aux dépôts doit être complété par celui des modifications apportées par la même société :

Sur les mouvements des avances et reports, des comptes débiteurs et de leur ensemble.

Sur les rapports des ensembles Avances et reports + Comptes débiteurs aux dépôts à vue.

Sur les rapports des ensembles Caisse + Portefeuille aux dépôts à vue.

MOUVEMENTS DES AVANCES ET REPORTS DES COMPTES DÉBITEURS ET DE LEUR ENSEMBLE

Pour l'ensemble des quatre grandes sociétés de crédit les avances et reports, les comptes débiteurs ainsi que l'ensemble de ces deux comptes présentent les fluctuations suivantes :

Au 31/12/14	Av. et rep ^{ts}	1.133,4	C ^{tes} déb.	1.516,2	Ens.	2.649,6
Au 30/4/14	—	1.171,9	—	1.616,8	—	2.788,8
Au 31/5/14	—	1.101,6	—	1.577,5	—	2.679,2
Au 30/6/14	—	1.080,7	—	1.631,3	—	2.712,1

Réserve faite des chiffres au 31 mai 1914, la progression des postes de l'actif réalisable à terme était donc beaucoup plus accusée pour l'ensemble des quatre grandes sociétés de crédit que pour l'ensemble des trois autres.

RAPPORTS DES ENSEMBLES AVANCES ET REPORTS + COMPTES DÉBITEURS AUX DÉPÔTS A VUE

Si l'on compare les ensembles Avances et reports + Comptes débiteurs aux chiffres des dépôts à vue on obtient les résultats ci-dessous :

Au 31/12/13 Av. et rep ^{ts} + c ^{tes} c ^{rs} déb ^{ts}	2.649,6	Dépôts	5.334,9	Prop.	49 %
Au 30/4/14 —	2.788,8	—	5.708,4	—	49 %
Au 31/5/14 —	2.679,2	—	5.832,4	—	46 %
Au 30/6/14 —	2.712,1	—	5.454,8	—	49 %

Contrairement à ce qu'il en était pour l'ensemble des trois autres sociétés de crédit précédemment étudiées, le rapport de l'ensemble des postes de l'actif réalisable à terme était donc, pour l'ensemble des quatre grandes sociétés de crédit, en reprise assez accentuée à la veille de la guerre.

RAPPORTS DES ENSEMBLES CAISSE + PORTEFEUILLE AUX DÉPÔTS A VUE

Les rapports des ensembles Caisse + Portefeuille aux dépôts à vue sont indiqués dans le tableau suivant :

Au 31/12/13 Caisse + port ^{lle}	4.156,5	Dépôts	5.334,9	Prop.	77 %
Au 30/4/14 —	4.381,0	—	5.708,4	—	76 %
Au 31/5/14 —	4.612,0	—	5.832,4	—	79 %
Au 30/6/14 —	4.185,6	—	5.454,8	—	76 %

On observera que ces derniers rapports sont assez notablement inférieurs à ceux que nous avons rencontrés précédemment pour l'ensemble des trois autres sociétés de crédit.

Étant donné l'importance que présentent ces derniers résultats au point de vue où nous nous sommes placé,

il ne semble pas douteux que la *Société Générale* se trouvât, à la veille de la guerre, dans une situation moins favorable que les trois autres banques ici envisagées.

En résumé, et bien que la liquidité d'ensemble des quatre principales banques de dépôts fût sensiblement inférieure à la liquidité respective des trois premières, il y a cependant tout lieu de croire, en raison spécialement de la proportion de 76 % relevée au 30 juin 1914, que, lors des événements de juillet 1914, la Banque de France aurait pu facilement, grâce à la puissance de son concours, voir s'établir un accord entre ces quatre institutions de crédit. En apportant ainsi à la *Société Générale*, dont la liquidité n'était que de 65 %, l'aide dont celle-ci avait impérieusement besoin, on permettait d'éviter le régime néfaste qui allait instaurer chez nous la politique de la dispersion des forces et de l'isolement des banques de dépôts.

Il y a lieu de se demander maintenant si l'examen de la situation d'ensemble des banques secondaires ou régionales permet les mêmes conclusions, en étudiant au préalable la situation particulière de chacune de ces banques.

TITRE II

LA SITUATION D'ENSEMBLE DES PRINCIPALES BANQUES DE DÉPÔTS RÉGIONALES OU D'IMPORTANCE SECONDAIRE

CHAPITRE I

LA BANQUE NATIONALE DE CRÉDIT (Ancien Comptoir d'Escompte de Mulhouse) (Voir documents statistiques page 690)

Cette société, qui n'avait que treize mois d'existence lorsque l'Europe est entrée en guerre, se présente principalement comme la suite d'affaires du *Comptoir d'Escompte de Mulhouse*. Dès lors, afin de donner des indications statistiques comparables à celles qui figurent dans toutes les études qui ont été faites jusqu'ici, on pourrait être tenté de préciser autant que possible la situation de cette dernière banque depuis l'année 1910. Cependant, dès sa formation, la *Banque Nationale de Crédit* s'affirme comme autrement plus importante que le *Comptoir d'Escompte de Mulhouse*, notamment par les capitaux engagés, soit 100 millions, et par le nombre de ses succursales, qui s'élevait déjà à 112 au 31 décembre 1913. Dans ces conditions les chiffres du *Comptoir d'Escompte de Mulhouse* n'étant que difficilement comparables à ceux donnés par le Conseil d'administration de la *Banque Nationale de Crédit* dans le rapport du 7 mars 1914, nous croyons préférable de nous en tenir seulement à ces derniers.

Le premier exercice, qui n'avait exceptionnellement duré que 6 mois, faisait ressortir au 31 décembre 1913. :

Chiffre d'affaires.....	11.932,8
Total du bilan	344,8
Bénéfices	2,5
Entrées en portefeuille	1.541,7 pour 1.818.828 eff ^{ts}

Solde du portefeuille .	74,8 pour 119.904 effets.
Mouvement des caisses	3.006,5
Montant des dépôts ..	138,5 pour 24.329 comp ^{tes}
Solde en caisse	10,3

Quoiqu'il y ait, de toute probabilité, un rapport de cause à effet entre la création de la *Banque Nationale de Crédit* et l'ère de prospérité qui a caractérisé la période d'avant-guerre et dont le *Comptoir d'Escompte de Mulhouse* avait pris sa part, il convient toute fois de remarquer que le ralentissement des affaires accusé au cours de 1913 était signalé à l'attention des actionnaires dans le document précité tant en ce qui concerne le marché monétaire que le marché financier.

« Nos opérations se sont ouvertes dans une période difficile ; les troubles balkaniques dont le dénouement final n'est pas encore aujourd'hui un fait accompli, ont par leur longue durée inspiré aussi bien au monde des affaires qu'aux capitalistes une défiance légitime qui a eu pour corollaire une modification générale de la situation économique du monde entier. Il s'en est suivi un resserrement du crédit et une hésitation de l'épargne publique qui s'est obstinément écartée du marché des titres. »

Dans ces conditions, il eût été particulièrement inadmissible que cette institution de crédit s'écartât des opérations de banque pure qui lors de sa constitution avaient fait spécialement l'objet de son programme. La seule lecture du rapport du Conseil d'administration ne permet pas, semble-t-il, de formuler ce reproche.

« La situation générale ainsi précisée commandait notre ligne de conduite. Soucieux en même temps de sauvegarder les intérêts de nos actionnaires et ceux de notre clientèle, nous nous sommes efforcés, en donnant à cette dernière le concours décidé et prudent à la fois qu'elle avait toujours trouvé auprès de nos prédécesseurs, de diviser largement les risques inhérents à notre profession, tout en conservant à nos engagements la plus grande liquidité possible. »

Les deux aspects de la question : l'intérêt du public et celui de la banque étaient ainsi parfaitement indiqués, l'un et l'autre ayant fait l'objet de mesures appropriées.

D'une part, en ce qui concerne les précautions intérieures prises dans l'intérêt des actionnaires, les dispositions mêmes prises à la souscription du capital social permettaient dès la formation de la société de doter la réserve de son maximum légal, soit dix millions passés. En outre deux millions et demi avaient été portés à un fond de réserve immobilière, enfin 10 millions avaient été portés à un fond de réserves supplémentaires.

D'autre part, en indiquant les opérations de banque pures basées sur le principe de la division des risques comme l'objet principal de son activité, le Conseil d'administration assurait à la banque une situation de liquidité satisfaisante.

Au 31 décembre 1913 l'encaisse s'élevait à 36,1 millions pour un chiffre de dépôts de 138,5 millions soit 26 %. L'explication de cette proportion relativement forte doit être recherchée, semble-t-il, dans le montant des acceptations. Bien que celles-ci ne soient que des exigibilités à terme, leur importance au 31 décembre 1913 : 66,6 millions appelait de la part de la direction les remarques suivantes :

« L'importance du concours que notre établissement donne au commerce français d'importation se trouve exprimée dans notre bilan par le montant de nos acceptations, qui pour la plus grande partie, correspondent à des remboursements de matières premières, notamment de coton, de laine et de café. Nous ajouterons cependant que la fin de l'année correspond à la période la plus active des importations et qu'ensuite le montant de notre concours diminue d'une façon notable.

Enfin en comparant 1^o) le montant de l'ensemble Caisse + Portefeuille aux dépôts à vue, 2^o) le montant de l'ensemble Avances et reports + Comptes débiteurs aux dépôts à vue, on obtient les proportions suivantes :

Au 31/12/13 Caisse + port ^{lle}	110,9	Dépôts	138,5	Prop.	80 %
Au 31/12/13 Av. et rep ^{ts} + C ^{ts} débit	75,6	—	138,5	—	54 %

Les quelques indications très sommaires et sous forme incidente consacrées à l'étude du marché financier semblent témoigner du peu d'importance accordée aux opérations de placements ou d'émissions.

« Pendant notre premier exercice consacré aux opérations de banque pures auxquelles notre programme et les circonstances nous ont fait un double devoir de rester fidèles, nous avons utilisé le pouvoir de diffusion de nos guichets en nous intéressant à un certain nombre de placements presque exclusivement de fonds d'états, de villes, d'obligations de chemins de fer et d'affaires industrielles régionales éprouvées. »

En fait, au 31 décembre 1913, le portefeuille-titres qui n'atteignait que 2,770 millions, soit 2 % des dépôts ne comprenait que 1 million 260 mille francs de participation financière.

Enfin au cours de son premier exercice la *Banque Nationale de Crédit* avait créé un certain nombre de succursales : 5 dans le midi, 3 dans le nord. Elle avait pris la suite de la *Banque Jolidon* à Montbéliard et celle de la *Banque du Midi*, de plus treize bureaux hebdomadaires avaient été ouverts, en tout 23 créations ou acquisitions nouvelles, qui jointes aux 89 installations dont le *Comptoir d'Escompte de Mulhouse* avait fait apport, portaient à 112 les guichets de cet établissement. Quoique ces diverses dépenses d'immobilisation dont l'amortissement n'était d'ailleurs pas mentionné fussent présentées pour la plupart « *comme des occasions qu'on avait cru devoir saisir* » elles constituaient néanmoins dans une certaine mesure une contradiction avec une politique de liquidité dont on s'était montré si soucieux par ailleurs. En outre elles pouvaient constituer un réel danger pour une banque dont la période toujours difficile des débuts coïncidait avec un ralentissement économique.

En résumé, la conduite des opérations de la *Banque Nationale de Crédit* faisait ressortir au 31 décembre 1913 une liquidité de 80 %, dont les premiers mois de 1914 exigeaient impérieusement le maintien. Dans ces conditions, il semble possible de penser que lors de la crise de juillet cet établissement avec l'aide de son portefeuille commercial se trouvait en état de faire face aux retraits de dépôts pendant le temps nécessaire à calmer la crise.

Cependant il convient de rappeler ici une fois pour toutes que toutes choses égales d'ailleurs cette institution de crédit tout comme celles d'importance secondaire devait à raison ou même de son moindre chiffre d'affaires éprouver plus rapidement des difficultés à faire face à une crise de thésaurisation.

CHAPITRE II

LA BANQUE SUISSE ET FRANÇAISE

(Crédit commercial de France à partir de l'année 1917)
(Documents statistiques page 691)

Les quelques renseignements ci-après, puisés dans les rapports du Conseil d'administration afférant aux exercices correspondants, permettent de conclure à la progression satisfaisante de cette banque depuis l'année 1910.

Dates	Total du Bilan	Bén. nets	Mont. d dép. à vue	Mouv. g. Caisse		Portefeuille	
				Entr.	Sort.	Entr.	Sort.
31/12/10	135,5	1,4	62,2	8.917,9	8.914,7	2.477,0	2.417,9
31/12/14	147,8	1,5	68,9	10.135,0	10.129,2	2.948,0	2.883,7
31/12/12	189,5	2,4	84,2	10 682,9	10 670,0	3.766,7	3.703,5
31/12/13	215,6	3,0		10.111,9	10.101,6	4.725,0	4.637,4

Remarque.—L'absence de toute indication en ce qui concerne le montant des dépôts à vue au 31 décembre 1910 s'explique par le fait que ce dernier bilan ne les distingue pas des dépôts à terme.

Grâce à la continuité du mouvement ascendant révélé par ces quelques chiffres jusqu'au 31 décembre 1913, le Conseil d'administration avait songé de très bonne heure à étendre la puissance financière de la banque et ses moyens d'action. Après avoir obtenu dès le courant de l'année 1912 de l'Assemblée générale extraordinaire une augmentation de capital de 10 millions il faisait ratifier dès l'année suivante, le 20 juin, une nouvelle augmentation de 15 millions portant ainsi à 40 millions le capital de cette société. La *Banque Suisse et Française* était donc en pleine période d'essor lorsque la crise économique a fait son apparition. Soit

qu'il redoutât d'éveiller les inquiétudes des actionnaires sur les difficultés que pourrait trouver l'emploi des fonds nouveaux mis ainsi à sa disposition, soit pour tout autre motif, le Conseil d'administration dans son rapport annuel du 11 mars 1914 faisait le silence le plus complet sur le mouvement de fléchissement qui préoccupait à cette époque le monde des affaires.

En outre, si l'on examine ce document aux deux points de vue auxquels nous nous sommes toujours placé : précautions d'ordre intérieur en faveur des actionnaires, politique de prudence et de liquidité dans les rapports avec le public, on constatera à ce dernier sujet une pauvreté extrême. Le rapport ne contient en effet aucun renseignement ni sur le marché financier, ni sur le marché monétaire. Dans ces conditions, il est assez difficile de se faire une opinion sur la politique suivie à cette époque, d'autant plus que la comparaison avec les chiffres du 31 décembre 1912, à laquelle il faut bien recourir en l'absence de toute autre indication, est singulièrement faussée par l'introduction dans le bilan du 31 décembre des 15 millions de ressources nouvelles.

En ce qui concerne les mesures prises dans l'intérêt des actionnaires, le rapport du Commissaire des comptes relatif à l'exercice 1913 apporte les précisions suivantes.

La réserve extraordinaire avait été portée à 8 millions et demi en augmentation de 3 millions provenant de la prime d'émission sur l'augmentation du capital social.

De plus une dotation de 500.000 francs, proposée en fin d'exercice par le Conseil d'administration, portait ce compte à 9 millions.

Enfin la réserve légale et le fonds de prévoyance recevaient l'un et l'autre 150 mille francs. Les prélèvements en faveur des réserves avaient donc, au cours de l'année 1913, atteint 3 millions 800 mille francs.

Par contre, la politique adoptée à l'égard des retraits éventuels du public est plus difficile à dégager. A ce dernier point de vue, la seule indication que « *la progres-*

« sion de nos affaires a été obtenue en conservant une « situation liquide à laquelle vous savez que nous attachons « un intérêt tout spécial » nous paraît beaucoup trop générale pour être susceptible de conclusions utiles. En recourant à la comparaison des bilans au 31 décembre 1912 et 31 décembre 1913, on pourra constater que si la proportion de l'encaisse aux dépôts a augmenté, par contre les avances et reports ont augmenté eux aussi, ainsi d'ailleurs que les comptes courants débiteurs et le portefeuille-titres.

RAPPORT DE L'ENCAISSE AUX DÉPÔTS

Au 31/12/12	Encaisse	22,1	Dépôts	68,9	Prop.	32 %
Au 31/12/13	—	28,9	—	84,2	—	34 %

MOUVEMENTS DES AVANCES ET REPORTS, DES COMPTES DÉBITEURS ET DE L'ENSEMBLE DE DE CES DEUX COMPTES

Au 31/12/12	Av. et rep ^{ts}	75,7	C ^{tes} déb.	25,7	Ens.	101,4
Au 31/12/13	—	79,3	—	35,8	—	115,2

MOUVEMENTS DU PORTEFEUILLE-TITRES ET RAPPORT DE CE PORTEFEUILLE AUX DÉPÔTS A VUE

Au 31/12/12	Portefeuille-titres	1,4	Proportion	2 %
Au 31/12/13	—	2,2	—	2,7 %

Cependant malgré ces mouvements ascendants de tous les postes de l'actif réalisable à terme, il ne nous paraît pas possible de conclure à la diminution au cours de l'exercice 1913 de la liquidité de cette institution de crédit. Si l'on veut bien songer en effet que l'augmentation des avances et reports, des comptes débiteurs et du portefeuille-titres donne un total très sensiblement égal à 15 millions, on peut admettre que le grossissement de ces différents comptes n'a trait qu'à l'emploi des ressources nouvelles provenant de l'augmentation du capital social. Dans ces conditions, l'accroissement du chiffre des dépôts au 31 décembre 1913 aurait unique-

ment comme contre partie des opérations de banque pure, ainsi qu'il résulte d'ailleurs de la comparaison au 31 décembre 1912 et au 31 décembre 1913 des proportions 1^o de l'encaisse et du portefeuille aux dépôts, 2^o des avances et reports et des comptes courants débiteurs aux dépôts.

RAPPORT DE L'ENSEMBLE CAISSE +
PORTEFEUILLE AUX DÉPÔTS A VUE

Au 31/12/12 Caisse + port ^{lle}	85,3	Dépôts	68,9	Prop. 124 %
Au 31/12/13	116,5		81,2	138 %

RAPPORT DE L'ENSEMBLE AVANCES ET REPORTS +
COMPTES DÉBITEURS AUX DÉPÔTS A VUE

Au 31/12/12 Av. et rep ^{ts} +	101,4	Dépôts	68,9	Prop. 147 %
C. c ^{ts} débit ^{rs}				
Au 31/12/13	115,2		84,2	136 %

Dès lors et malgré le silence du Conseil d'administration à ce sujet, il semble bien que les événements de fin 1913 ne soient pas complètement étrangers au renforcement de la situation de liquidité de la *Banque Suisse et Française*, renforcement que ces derniers chiffres mettent nettement en évidence.

Nous signalerons enfin qu'au cours de l'année il a été ouvert deux agences dans le nord à Lille et à Tourcoing et, au début de 1914, une dans le midi à Marseille. Le Conseil d'administration entendait d'ailleurs justifier ces créations nouvelles.

« L'extension de nos opérations dans les départements nous a amenés à créer des succursales en province. L'accueil qui leur a été réservé nous fait bien augurer des résultats que nous pouvons en attendre. Cet élargissement de notre champ d'activité provoqué par notre clientèle elle-même est un témoignage de la situation acquise par votre établissement. Il justifie notre souci de penser à l'avenir et de prévoir, ce qui peut assurer la marche progressive de notre banque tout en demeurant fidèles aux règles de prudence que nous nous efforçons d'apporter dans la gestion de notre Société. »

Cependant qu'il soit permis de regretter que les

dépenses occasionnées par la création de la succursale de Marseille n'aient pas été amorties dès le 31 décembre 1913. Il eût été ainsi possible d'alléger le programme assez chargé de l'année 1914.

Quoique le bilan au 31 décembre 1913 soit le dernier document publié par la *Banque Suisse et Française* avant la guerre, il semble possible de penser, vu la crise économique de plus en plus marquée dans les six premiers mois de 1914, que cette institution de crédit avait ressenti la nécessité de conserver à sa situation un caractère de liquidité au moins égal à celui du précédent bilan. Dans cette hypothèse et eu égard tout spécialement à la proportion de 138 % de l'encaisse et du portefeuille aux dépôts à vue, il y a tout lieu de conclure que cette banque avec le seul concours de la Banque de France sous forme de réescompte de son portefeuille commercial était en état de faire face à la crise de thésaurisation qui a précédé la déclaration de guerre.

CHAPITRE III

LA BANQUE PRIVÉE LYON-MARSEILLE

(Documents statistiques page 692)

Précisons tout d'abord autant que possible la situation de cette institution de crédit en rapprochant depuis 1910 les différentes indications données par le Conseil d'administration aux assemblées annuelles des actionnaires.

Dates	Tot. du Bilan	Bénéfices nets	Dépôts à vue	Mouv. gén. Portefeuille	Mouv. gén. Caiss
31/12/10	135,5	2,004	68,2	1.676,0	2.836,1
31/12/11	143,9	2,066	87,4	1.991,2	4.332,8
31/12/12	178,3	2,280	83,8	2.218,0	5.016,1
31/12/13	274,9	3,050	71,3	?	?

En constituant la diminution au 31 décembre 1913 des comptes de dépôts à vue et plus spécialement celle du total du bilan, on pourrait être tenté de conclure au fléchissement de la situation de la *Banque Privée* au cours de l'exercice, et expliquer ainsi le silence du Conseil d'administration quant au mouvement général de la caisse et du portefeuille. Encore que ce point de vue ne soit pas absolument inexact, les résultats indiqués par les seuls chiffres appellent cependant des explications. La diminution progressive du chiffre des dépôts et par suite, toutes choses égales d'ailleurs, du total du bilan, provient, en effet « des retraits de dépôts constitués

« dans les caisses de la banque par les gouvernements
« étrangers, dépôts dont le caractère avait été signalé
« en 1909 à l'attention des actionnaires et qui ont été
« retirés normalement aux dates prévues par les contrats. »
(Rapport du 30 mars 1914). Si l'on se reporte au bilan
du 31 décembre 1908, on constatera qu'il avait été porté
au crédit du Trésor russe une somme de 32 millions et
demi soit tout près de 10 % du total du bilan. Le montant
de ce compte devait d'ailleurs se réduire au fur et à
mesure de la liquidation des opérations engagées. Bien
que, par la suite, les crédits russes n'aient plus fait l'objet
d'une inscription spéciale au bilan, les renseignements
apportés l'année suivante aux actionnaires permettent
de conclure qu'à cette époque ils ne s'élèvent plus qu'à
16,3 millions. Depuis aucune indication officielle n'a
plus été donnée à ce sujet. Nous n'insisterons pas sur
les préoccupations auxquelles ces immobilisations proba-
blement excessives avaient donné lieu et dont on peut
d'ailleurs trouver un écho, dans le rapport du 31 mars
1909.

Nous voulons seulement indiquer que, dans le cas
présent, la diminution des dépôts n'avait pas forcément
pour cause la méfiance du public. Il semble même, eu
égard tout spécialement à l'ampleur des opérations
engagées, que l'on puisse conclure avec le Conseil d'admini-
stration que « l'accroissement continu et régulier des
« dépôts de la clientèle compensait dans une très large
« mesure la diminution de ces dépôts spéciaux. » Dans
ces conditions, l'augmentation du capital social décidée
par le Conseil d'administration, le 11 juillet 1912, com-
formément aux pouvoirs qu'il avait reçus en 1909,
semble susceptible d'une justification qui était d'ailleurs
présentée en ces termes :

« L'augmentation de capital social de la *Banque Privée* de
20 à 50 millions est motivée par le développement de l'activité
de la banque, qui rend nécessaire un capital plus en rapport
avec son importance de jour en jour accrue. Le nombre de nos

sièges est à ce jour de 98. Le total de votre bilan qui était de 98,8 millions au 31 décembre 1908 est passé à 143,9 au 31 déc. 1911. Au 31 mai dernier, le total de la situation provisoire ressort à 169,6. Les comptes créanciers (dépôts à vue et à terme) vont sans cesse en s'accroissant, témoignant ainsi de la confiance du public envers votre Société. De 64,8 au 31 décembre 1908 ils ont passé à 91,4 au 31 décembre 1911 et à 105,4 au 31 mai 1912. Enfin votre banque a trouvé autour d'elle de précieux concours qui facilitent la tâche entreprise. Grâce à ces concours, la souscription des 75.000 actions nouvelles se trouve dès maintenant garantie. »

En outre et comme conséquence de l'importance nouvelle que la banque allait ainsi acquérir, le Conseil d'administration faisait voter un certain nombre de modifications statutaires. Nous n'insisterons pas sur les changements apportés aux articles 6, 8, 18, 24 et 26 lesquels avaient principalement pour objet la composition du Conseil d'administration, ses pouvoirs de délégation et la répartition des bénéfices entre le Conseil et les actionnaires. Par contre, l'article 42 nouveau nous paraît plus important. Après avoir précisé la constitution d'un fonds de réserves provisoires, il renforçait la part que pouvait lui être attribuée. Le texte nouveau portait en effet que le dividende supplémentaire pourrait être absorbé aussi EN TOTALITÉ. En conséquence, dès le 31 décembre 1912, la réserve provisoire, recevait une dotation de 600.000 francs auxquels il faut ajouter 500.000 francs provenant de la prime des actions émises en augmentation du capital social. Ce poste du bilan avait donc été doublé en une seule fois.

Ces mesures paraissent d'autant plus sages que, dès la fin de l'année 1912, la *Banque Privée* avait à souffrir de la situation économique générale, ainsi qu'il résulte du Rapport au 30 mars 1914.

« Nous vous disions, il y a un an, combien la situation économique avait été troublée par les événements politiques. La guerre rallumée en Orient, mettant aux prises les amis de la veille, amenant de nouveaux remaniements de la carte de la péninsule balkanique, a continué de faire peser une lourde

gêne sur les transactions commerciales. En outre, le marché français semble avoir en ce moment plus de peine que les marchés voisins à effacer les traces des graves préoccupations qui sont la conséquence des événements auxquelles nous venons de faire allusion. Les établissements qui, comme le nôtre, tirent des opérations d'escompte et de comptes courants la majeure partie de leurs profits ont pu, par contre, grâce au loyer élevé de l'argent, atténuer dans une certaine mesure les effets fâcheux de la crise ».

A s'en tenir à ces seules affirmations, on pourrait penser que la *Banque Privée* étant essentiellement une banque de dépôts, les mesures prises en faveur des actionnaires allaient de toute nécessité recevoir leur complément logique, c'est-à-dire le renforcement progressif de la liquidité de cet établissement de crédit, au fur et à mesure, que la crise augmentait d'intensité. En fait il en va très différemment. Cette société était au contraire, et dans une large mesure, une banque d'affaires financières et peut-être de la façon la plus dangereuse qui soit.

« En raison de la puissance de placement que confère à la *Banque Privée* le nombre de ses guichets, la *Banque de Paris et des Pays-Bas* avait en effet cru profitable d'acquérir un véritable contrôle sur cet établissement en achetant un nombre important de ses actions. Hâtons-nous d'ajouter que cette communauté d'intérêts ne va pas sans comporter des inconvénients pour la firme contrôlée, surtout pendant les périodes de crises financières ». (*L'Information* du 28 mai 1914).

Toutes proportions gardées, la situation de la *Banque Privée* se trouvait en effet, à la veille de la guerre, dans des conditions assez analogues à celles de la *Société Générale*. L'étude de l'*Information* déjà citée faisait remarquer tout d'abord que le portefeuille commercial avait baissé au cours de l'année 1913 alors que les avances garanties et les comptes courants débiteurs avaient encore augmenté. L'article ajoutait en outre :

« L'ensemble des immobilisations représentées par le portefeuille-titres et les participations financières s'est relevé au cours des deux dernières années. L'augmentation a été parti-

culièrement importante l'année passée, elle s'est chiffrée par plus de 10 millions dont 7 millions et demi pour les seules participations financières. Au 31 décembre 1913, le portefeuille titres absorbait plus de la moitié des ressources propres de l'établissement, ce qui est une proportion élevée ».

Voici d'ailleurs les mouvements des principaux postes du bilan jusqu'au 31 mars 1914, la situation provisoire du 30 juin suivant n'ayant jamais été publiée.

Si l'on compare l'encaisse aux dépôts on obtient les résultats suivants :

Au 31/12/13	Encaisse 6,7	Dépôts 95,8	Prop. 7 %
Au 31/12/13	— 8,1	— 86,5	— 9 %
Au 31/3/14	— 6,6	— 102,4	— 6 %

Voici, en outre quelles sont les fluctuations du portefeuille commercial en millions de francs.

31/12/12	Portefeuille commercial	41,6
31/12/13	—	— 36,6
31/2/14	—	— 42,2

Enfin en désignant par Av. les avances sur garanties ; C^{ts} D les comptes débiteurs ; Cr D les comptes correspondants débiteurs ; R. les reports ; T. l'ensemble de ces comptes on peut dresser le tableau suivant :

	AV.	CTS. D	CR. D	R	T
Au 31 décembre 1912	23,1	43,4	35,6	8,6	110,7
Au 31 décembre 1913	23,7	52,4	21,6	1,8	99,8
Au 31 mars 1914	24,3	54,6	38,5	1,1	118,7

Réserve faite d'un relèvement du portefeuille commercial au 31 mars 1914 compensé d'ailleurs par une diminution assez sensible de l'encaisse ces quelques chiffres révèlent très nettement un alourdissement général et progressif de la *Banque Privée* dans les derniers mois qui ont précédé la guerre. Encore que cette société n'ait

pas eu à souffrir comme la *Société Générale* d'une crise de confiance du public, l'explication de ces mouvements doit être recherchée ici encore dans le caractère de banque d'affaires financières que présentait cette institution de crédit, et qui ne lui permettait pas d'obtenir des dégagements suffisamment rapides.

Quoique le Rapport du Conseil d'administration du 30 mars 1914 ne mentionnât que 2 augmentations de capital de Sociétés régionales françaises, 3 emprunts de sociétés françaises de même caractère, et 1 emprunt de société étrangère, il signalait en outre la coopération « *comme de coutume à la plupart des opérations importantes qui avaient eu lieu au cours de l'année.* » Dans ces conditions, l'activité déployée par la *Banque Privée* vraisemblablement sur l'initiative de la *Banque de Paris et des Pays-Bas* peut paraître excessive, eu égard spécialement au chiffre d'affaires relativement restreint de cette société. Quoi qu'il en soit, le portefeuille, titres accusait au 31 mars 1914 le chiffre de 25 millions 8 soit la proportion élevée de 25 % des dépôts à vue.

Avant de terminer cette étude, il n'est pas sans intérêt d'indiquer : (1^o) le rapport de l'ensemble Caisse + Portefeuille au montant des dépôts à vue :

2^o) le rapport de l'ensemble Avances et reports + Comptes débiteurs aux dépôts à vue.

1•

Au 31/12/12	Caisse + port ^{11e}	48,3	Dépôts	95,8	Prop.	50 %
Au 31/12/13	—	44,7	—	86,5	—	51,7 %
Au 31/3/14	—	48,6	—	102,4	—	47,5 %

2^o

Au 31/12/12	Av. et rep +	110,7	Dépôts	95,8	Prop.	115,5 %
	Cts débit.					
Au 31/12/13	—	99,8	—	86,5	—	115 %
Au 31/3/14	—	118,7	—	102,4	—	116 %

La proportion aux dépôts à vue de l'ensemble « encaisse plus portefeuille », déjà bien faible en 1912, avait donc encore baissé au 31 mars 1914.

Dans ces conditions, et, en admettant que le porte-

feuille commercial de la *Banque Privée* fut intégralement bancable, ce qui est fort douteux étant donné le genre d'activité de cette Société, il y a tout lieu de penser que cet établissement n'était pas à même de suffire avec le seul concours de la Banque de France sous forme de réescompte du portefeuille commercial, à des retraits de dépôts très considérables. Des mesures spéciales s'imposaient donc aussi pour lui, lors de la crise suscitée par les événements de juillet 1914.

CHAPITRE IV

SOCIÉTÉ CENTRALE OU SYNDICAT DES BANQUES DE PROVINCE

(Documents statistiques page 693)

Sans insister sur le mouvement de concentration des banques régionales, dont une des manifestations les plus importantes avait été précisément en 1906 la création de cette société, bornons-nous à indiquer que la *Société Centrale des Banques de Province* était, ainsi que l'indique son nom un syndicat auquel la grosse majorité des banquiers de province avaient adhéré. Au nombre de ceux-ci figurent : *La Banque Adam, la Compagnie Algérienne, Le Crédit du Nord, le Comptoir d'Escompte de Rouen, La Société Lyonnaise de dépôts, La Société Nancéienne, la Banque Privée* et enfin la *Banque de Bordeaux* jusqu'à sa fusion avec le *Crédit Commercial de France*.

Remaniée en 1911 sur le pied de 50 millions, puis en 1912 sur le pied de 100 millions, cette société avait principalement pour objet l'étude des affaires financières à soumettre éventuellement à ses adhérents et par suite le placement des titres. Nous nous trouvons donc ici en présence d'une banque d'opérations financières. Avant d'aborder l'étude de sa situation à la veille de la guerre, jetons au préalable et depuis 1911 un coup d'œil sur l'état de ses affaires d'après les indications données par les différents rapports du Conseil d'administration.

	Total du Bilan	Bénéfices nets	Mouv. général des Caisses	Mont. des Ctes av. les B. Corrtes
31/12/11	67,3	1,1	3.118 millions	568 millions
31/12/12	142,6	2,2	4.198 —	996 —
31/12/13	158,7	2,6	6.181 —	1.265 —

Complétons ces derniers renseignements au moyen

des indications suivantes empruntées à un article du journal *La Petite Cote de la Bourse*.

	Service des études financières	Manipulation des Titres
31/12/11	8.600 dem. de rens ^{ts}	1.465.610 titres
31/12/12	11.400 —	3.622.892 —

En outre, en 1913, le Conseil d'administration indiqua que les mouvements du portefeuille étranger étaient passés de 2 à 4 millions.

Cependant malgré le développement accusé par les chiffres, les résultats de l'exercice 1912 n'avaient pas été aussi brillants qu'on l'escomptait « *les émissions ayant été à peu près complètement paralysées dès cette époque par suite de la répercussion des événements d'Orient.* » L'exercice 1913 avait été moins favorable encore, ainsi que le signale le Conseil d'administration dans son rapport du 9 mars 1914.

« L'exercice 1913 a été caractérisé par un malaise général plus intense encore et cet état de choses a eu sur le mouvement des affaires de notre société une répercussion immédiate, tout au moins en ce qui concerne la branche qui était autrefois le principal élément de son activité : celle du placement des titres. Ce compartiment a tout naturellement souffert de la crise générale de confiance dont le marché financier est encore incomplètement remis. »

Comme la *Société Générale*, comme la *Banque Privée*, le *Syndicat des Banques de Province* avait à se ressentir à la veille de la guerre de son caractère de banque d'affaires financières qui ne lui permettait pas des dégagements suffisamment rapides. Aussi, au fur et à mesure que la crise devenait plus intense, la situation de cette société allait-elle en s'alourdissant. D'une part c'était une augmentation progressive et d'ailleurs assez précipitée de ses immobilisations, et d'autre part une diminution de l'actif réalisable à vue.

En comparant l'encaisse aux dépôts à vue on obtient les résultats suivants :

Au 31/12/12	Encaisse	17,3	Dépôts	5,5	Prop.	312,9 % (1)
Au 31/12/13	—	14,0	—	12,3	—	113,8 % (1)
Au 30/6/14	—	13,3	—	20,1	—	65 % (1)

Par contre le portefeuille avait quelque peu augmenté

Voici quelles sont ses fluctuations en millions de francs.

Au 31/12/12	Portefeuille commercial	11,1
Au 31/12/13	—	14,5
Au 31/3/14	—	17,9

Cependant ce dernier chiffre comprenait un certain nombre d'éléments non bancables, comme des Bons du Trésor, de Villes et d'État étrangers qu'une estimation du journal « *le Capital* » du 26 juillet 1914 évaluait à près de 4 millions et demi.

En ce qui concerne les immobilisations, un article de « *l'Information* » du mois d'avril 1913 estimait que le portefeuille-titres et les comptes débiteurs représentaient au 31 décembre 1912 la proportion fort élevée de 95 % des ressources propres de la société. En 1914 la situation avait encore empiré ainsi qu'il résulte du « *Capital* » du 26 juillet 1911.

« L'ensemble des immobilisations représentées par des titres et des participations financières n'a cessé d'augmenter. Il s'est accru de 6,1 millions au cours de l'année 1913 et de 4 millions et demi pour le premier semestre de 1914.

Par contre l'actif disponible a fléchi de deux millions huit cent mille francs l'année dernière et de 1 million et demi pour le premier semestre de 1914. Le passif envers les tiers s'est accru dans de fortes proportions ; il a augmenté de 9 millions passés en 1913 et de 8,1 millions pendant le premier semestre de 1914. Toutes ces remarques montrent que la trésorerie sociale s'est singulièrement alourdie depuis un an et demi. »

En désignant par Av. R, les avances et reports ; Cr. d, les comptes correspondants débiteurs ; D, les comptes débiteurs ; R les rentes ; P.F, les participations financières, T le total de ces différents comptes ; P, la proportion de l'ensemble aux dépôts à vue, on obtient le tableau suivant :

1. Par suite d'une insuffisance dans les détails du bilan au 31 Décembre 1912 et 31 Décembre 1913. Ces derniers chiffres doivent être considérés comme supérieurs à la réalité, sauf toutefois le chiffre au 30 Juin

	Av.R.	Cr. d.	D.	R.	P. F.	T.	P. (1)
31/12/12	5,6	2,2	1,8	18,8	2,3	30,8	?
31/12/12	5,1	2,7	2,1	18,7	4,6	33,3	237 %
30/ 6/14	4,1	1,8	2,8	23,2	4,7	36,8	181 %

Toutefois à l'inverse de la *Société Générale* et de la *Banque Privée*, les *Banques de Province* n'accusaient qu'un passif à vue relativement faible. Bien qu'il se soit beaucoup relevé en 1913, il n'atteignait encore que 12 millions 300 mille francs au 31 décembre de la même année, chiffre auquel il faut ajouter, il est vrai, une proportion d'ailleurs inconnue du passif figurant sous la rubrique « dépôts et comptes créditeurs divers ». Cette correction semble résulter en effet des précisions apportées par le Conseil d'administration concernant ce dernier poste du bilan. « *Les dépôts et comptes créditeurs divers comprennent des sommes dues à diverses sociétés par exemple l'Union Provinciale et Immobilière. Une grande partie de ces dépôts de fonds ne doit donc être retirée que progressivement.* » Dans ces conditions on peut estimer que l'article de l'*Information* publié l'année précédente n'avait pas encore perdu toute sa valeur à l'époque envisagée.

La proportion des immobilisations ne présente pas la signification défavorable qu'elle comporterait s'il s'agissait d'un grand établissement de crédit.

Le total des exigibilités à vue ne devait guère dépasser en effet 10 % du total du bilan au 31 décembre 1913.

Indiquons en outre 1°) le rapport de l'ensemble Caisse + Portefeuille aux dépôts à vue, 2°) le rapport de l'ensemble Avances et reports + Comptes débiteurs aux dépôts à vue.

1. *Remarque.* Cette statistique ne peut faire état des chiffres du 31 Décembre 1912 par suite des imprécisions trop marquées concernant le chiffre des dépôts à vue à cette époque.

1°

Au 31/12/13 Caisse + port^{11e} 28,6 Dépôts 15,5 Prop. 184 %

Au 30/6/14 — 31,6 — 20,4 — 155 %

2°

Au 31/12/1 Av. et rep^{ts} + 10,0 Dépôts 15,5 Prop. 64 %

C. c^{ts} déb^{rs}
Au 30/6/14 — 8,9 — 20,4 — 43 %

Malgré une diminution de la proportion de l'ensemble « caisse plus portefeuille » aux dépôts, sur la valeur absolue de laquelle toutes réserves s'imposent d'ailleurs, il n'est pas vraisemblable que la question des liquidités pût présenter des dangers très pressants pour la société. Cependant bien qu'elles ne relevassent pas de ce point de vue, les difficultés avec lesquelles la *Société des Banques de Province* se trouvait aux prises n'en étaient pas moins des plus graves. C'était en effet la solidité même des affaires dans lesquelles la banque était engagée qui était en cause, posant ainsi la question de la réalisation éventuelle de son actif.

A ce point de vue les précisions apportées par l'article précité de l'« *Information* » sur l'activité de la Banque en 1912 sont des plus intéressantes.

« *La Société Centrale des Banques de Province* a pour objet avant tout le lien entre les États, Villes, Provinces, Sociétés ayant besoin de capitaux et les banquiers de province. Depuis sa transformation, cette Société a participé à la plupart des grandes opérations qui ont été effectuées sur le marché français. En tout 27 opérations de placement et d'émissions ont été effectuées au cours de l'exercice. (Parmi ces opérations figuraient 4 placements de valeurs russes, la trop fameuse affaire du *Missouri Oklahoma* et d'autres opérations d'une solidité des plus douteuses). D'autre part, la Société a pris des participations dans un certain nombre de Sociétés d'études ou banques d'affaires en France et à l'étranger, destinées à rechercher pour elle des affaires nouvelles. C'est ainsi qu'elle est intéressée à la constitution de la Banque de l'Union de France et d'Argentine, de l'Anglo-French and-South-American et de l'Anglo-French-Chino Corporation.

Enfin elle a acquis la majorité des actions de la Caisse Commerciale et Industrielle de Paris, organisme de préparation des affaires qui dispose au Brésil et en Argentine de relations

très précieuses. Au 31 décembre 1912, pour 21,2 de portefeuille-titres (sans compter les participations financières) il y avait 12,6 millions pour les seules actions de la caisse Commerciale et Industrielle de Paris. »

Le nombre des opérations traitées pendant l'année 1913 n'était plus, il est vrai, que de douze ainsi qu'il résulte de l'énumération contenue dans le rapport du Conseil d'administration du 9 mars 1914. Toutefois il n'est pas vraisemblable que cette diminution soit le fait d'une réserve plus marquée à l'égard des opérations financières au cours de cet exercice, mais d'une raréfaction sur le marché de ce genre d'opérations.

De plus, on peut se montrer surpris en constatant que, malgré la crise économique signalée d'ailleurs par le Conseil en tête de son rapport, il n'ait pas été procédé à une sélection beaucoup plus soignée que par le passé. Parmi les émissions mentionnées figurent en effet une augmentation de capital social de société étrangère celui de la Caisse Hypothécaire Canadienne, 3 emprunts de sociétés de même nature ; celui du Crédit Foncier du Brésil, du Crédit Foncier d'Orient, du Banco el Hogar Argentino, toutes opérations ayant nécessité l'autorisation prévue par l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867.

Dans ces conditions, la *Revue Economique et Financière* du 14 mars 1914 pouvait semble-t-il écrire avec quelque raison :

« La Société Centrale des Banques de Province qui devait, disait-on, donner une nouvelle impulsion aux banques locales pour le plus grand bien de l'industrie française, a failli à son programme. Elle est devenue en réalité un syndicat pour le placement des valeurs étrangères dans la clientèle de province. La liste des affaires qu'elle a patronnées n'indique pas un choix heureux. S'il pouvait y avoir le moindre doute à ce sujet nous rappellerions simplement le Crédit Foncier du Brésil ; le Crédit Foncier Mexicain, El Hogar Argentino et hélas ! le Missouri-Oklahoma. »

Cette dernière affaire avait d'ailleurs fait l'objet à l'assemblée ordinaire des actionnaires du 9 mars 1914

d'un débat assez violent et surtout très confus entre le Conseil d'administration et un certain nombre d'actionnaires.

Quoi qu'il en soit, le nombre des affaires engagées dans des conditions semblables avait pris de telles proportions que « *Le Capital* » déjà cité concluait son article en estimant qu'au 30 juin 1914 les *Banques de Province* avaient un passif de 6 millions.

« En admettant, comme il est vraisemblable, que diverses entreprises comme le Crédit Foncier Mexicain ne soient pas à même à l'heure actuelle de rembourser leur dette flottante, la société ne dispose environ que de 44 millions pour un passif de 50 millions passés. »

Des lors, si l'on veut bien ne pas perdre de vue le rôle joué par le *Syndicat des Banques de Province* à l'égard des banques régionales en matière de placements de titres, on en est conduit à poser la question de la valeur réelle du portefeuille détenu par ces dernières à la veille de la guerre. Malheureusement, faute de précisions suffisantes dans les bilans respectifs de ces diverses sociétés, le problème n'est pas susceptible de solution, excepté peut-être en ce qui concerne la *Banque de Bordeaux*.

En résumé, au 30 juin 1914 pour 24 millions et demi de dépôts à vue, la *Société Centrale des Banques de Province* disposait de 13,398 millions d'encaisse et d'un portefeuille *bancable* de 13 millions et demi environ soit 130 % des dépôts à vue. Dans ces conditions la société, avec le concours de la Banque de France sous forme de réescompte de son portefeuille commercial, était à même de faire face aux retraits de dépôts lors des événements de juillet 1914. Cependant il n'est pas douteux que la crise déclanchée à cette époque par la situation politique, en affaiblissant encore cette société, devait la mettre dans une situation extrêmement difficile. En effet les dépôts à terme, soit 14 millions, ne devaient plus avoir pour contre-partie que le porte-

feuille-titres presque exclusivement. On ne voit pas dès lors comment la banque aurait pu faire face à des échéances successives un peu importantes. Quelle eût été en effet la contre-partie d'une avance éventuellement consentie par la Banque de France ? Quant à un appel sur actions, vu l'époque il n'y fallait pas songer. Une solution reste donc ici seule possible : l'immobilisation du passif par le moratoire des dépôts en banque.

CHAPITRE V

LA SOCIÉTÉ MARSEILLAISE DE CRÉDIT

(Documents statistiques pages 694-697)

Avant d'étudier la situation de cet établissement au 31 décembre 1913 donnons un aperçu de son mouvement d'activité dans les dernières années qui ont précédé la guerre. Cet aperçu est donné par les chiffres inclus dans le tableau qui figure à la page suivante.

Les chiffres qui y sont présentés ont été donnés, pour les 31 décembre 1910 et 31 décembre 1911, d'après les renseignements statistiques annexés aux rapports du Conseil d'administration.

En ce qui concerne les 31 décembre 1912 et 31 décembre 1913, faute d'avoir pu nous en référer aux documents correspondants, nous avons fait appel aux indications beaucoup moins complètes contenues dans le journal *Les Assemblées générales* des années 1913 et 1914.

	Total du bilan	Bénéfices nets	CAISSE		Mont général Caisse	PORTEFEUILLE	
			Entrées	Sorties		Entrées	Sorties
31/12/10	187,5	4,518	2.811,613	2.811,176	5.623,113	1.191,189 p.	510.710 effets
31/12/11	181,6	4,607	2.904,009	2.903,943	5.807,956	1.282,160 p.	559.259 effets
31/12/12	187,9	4,721	1.950,698	2.951,252	5.901,950	1.162,119	—
31/12/13	197,4	4,884	3.670,360	3.667,184	7.337,544	1.344,224	—

	Mont général Portefeuille	Comptes de Dépôts à vue		Mouvet général des Dépôts à vue		Solde des Dépôts à vue et C ^{tes} Créanciers	
		Entrées	Sorties	Entrées	Sorties	Entrées	Sorties
31/12/10	2.381,134	171,566	466,765	938,854	66,428	66,428	—
31/12/11	2.571,893	521,516	522,791	1.044,488	68,618	68,618	—
31/12/12	2.138,555	—	—	1.069,016	70,047	70,047	—
31/12/13	—	—	—	—	83,081	83,081	—

Réserve faite du mouvement de fléchissement accusé par le total dubilan au 31 décembre 1911, et sur lequel il n'y a d'ailleurs pas lieu d'insister, cet état de choses, ainsi qu'on le verra par la suite n'ayant pas été propre à cette seule institution de crédit, la *Société Marseillaise* progressait donc depuis 1910 d'une façon continue quoique assez lente. En particulier, l'accroissement des ressources provenant de la clientèle était des plus modestes, semblant ainsi témoigner d'une confiance assez médiocre de la part du public. Or, dès la fin de l'année 1912, la situation était devenue singulièrement incertaine ainsi que le signalait d'ailleurs le rapport du Conseil d'administration en date du 29 avril 1913.

« Les évènements balkaniques et les craintes de complications entre les grandes puissances européennes ont au cours de cet exercice provoqué une grande tension monétaire. »

Le document ajoutait en outre :

« Malgré ces préoccupations, qui ont influencé défavorablement le marché financier, les opérations de notre société ont continué à suivre un développement normal et les taux avantageux du loyer de l'argent nous ont permis de vous présenter des résultats supérieurs à ceux de l'exercice précédent. »

Quelle que soit l'opinion que l'on adopte au sujet de ces dernières considérations, il ne semble pas douteux toutefois que, dans les conditions particulières qui étaient faites à cette société, les évènements lui imposaient tout particulièrement et dès cette époque des mesures de prudence intérieure autant que de liquidité.

En ce qui concerne les premières, le journal *Paris-Bruzelles* du 16 avril 1913 avait publié un tableau dont nous extrayons seulement les quelques chiffres suivants.

Prélèvements en faveur des Réserves

1910	230 .000 francs
1911	231 .000 —
1912	3 .561 .500 —

L'article ajoutait en outre :

« Ainsi qu'il résulte des chiffres donnés, l'année 1912 constitue une exception en matière d'allocation aux réserves et aux institutions de prévoyance. Il ne faut pas oublier toutefois que la somme ainsi imputée s'applique intégralement à la perte causée à la *Société Marseillaise* par le krach Rodriguez. Cette exception faite, on remarquera que les amortissements et les réserves sont réduits à la portion congrue et que le dividende se maintient dans une impressionnante sérénité. Ici se traduit la dangereuse politique suivie par le Conseil d'administration, politique d'autant plus néfaste que, sacrifiant presque tout au dividende, elle compromet l'équilibre des exercices futurs. »

Cette opinion paraît d'autant plus justifiée que, sans tenir aucun compte des avertissements donnés par la situation extérieure, le Conseil d'administration, pour parer à l'insuffisance des bénéfices distribuables en 1912, n'hésitait pas à faire appel aux réserves pour une somme de 3 millions, si bien que celles-ci n'atteignaient plus que 12.750 mille francs contre 15.750 mille francs. L'année suivante, alors que de l'aveu même du Conseil d'administration « *l'horizon fût loin d'être complètement éclairci* », aucun prélèvement n'était fait sur les bénéfices en faveur des réserves. Une somme de 200.000 francs était simplement reportée. Dès lors, il semble qu'on soit autorisé à conclure que les mesures de précaution intérieures étaient d'autant moindres que les événements les rendaient plus nécessaires. Si l'on passe à l'examen de la politique suivie dans les rapports de la banque avec le public, il ne semble pas qu'on puisse aboutir à une opinion sensiblement différente. On peut remarquer tout d'abord que si les opérations de banque pure réalisables à court terme ne font l'objet en 1912 d'aucune mention spéciale, c'est qu'en effet les préoccupations principales de cette société ne relevaient pas de ce chef, ainsi qu'il résulte d'ailleurs du journal *Paris-Bruzelles* précité.

« La *Société Marseillaise* se distingue encore des grands établissements de crédit parisiens par d'autres côtés. Tandis que le *Crédit Lyonnais*, par exemple, accorde une importance

toute particulière aux opérations d'escompte et que les opérations de reports et d'avances sur titres, qui n'offrent généralement pas une sécurité aussi grande, ne tiennent dans leur activité qu'un rôle secondaire, la *Société Marseillaise* paraît avoir infiniment plus de goût pour les opérations de reports et d'avances sur titres que pour les opérations d'escompte. »

En outre, tant par le nombre que par la valeur des opérations patronnées, la *Société Marseillaise* était dans une large mesure une banque d'affaires financières. Si l'on en croit une information du journal le « *Courrier* » du 22 avril 1913, cette institution de crédit aurait eu à subir elle aussi le contrôle de la *Banque de l'Union Parisienne*. Il est juste toutefois de signaler que cette information, qui semble avoir été lancée par la *Gazette de Francfort*, avait été démentie par le *Temps*. Quoi qu'il en soit la *Société Marseillaise* avait participé au cours de l'exercice 1912 à 18 opérations de placements au moins, ainsi qu'il résulte de la liste présentée dans le Rapport du Conseil d'administration.

La seule énumération des opérations d'augmentation de capital social concerne les 12 sociétés qui suivent :

- 1^o La Société Centrale des Banques de Province ;
- 2^o La Banque de l'Union à Moscou ;
- 3^o La Société Nancéienne ;
- 4^o La Banque de Commerce de l'Azoff-Don ;
- 5^o La Société Métallurgique des Usines de la Basse Loire ;
- 6^o Société Prowodnik ;
- 7^o Les Établissements Verminck ;
- 8^o Les Mines de l'Arc, Prades et Sumène ;
- 9^o La Société des Dynamites françaises ;
- 10^o La Compagnie d'Éclairage électrique ;
- 11^o Les Ateliers de constructions électriques du Nord et de l'Est ;
- 12^o La Société Industrielle Foncière.

Il résulte de cette seule nomenclature que loin de se contenter d'apporter son concours à l'industrie régionale, la *Société Marseillaise* entendait suivre dans

cette voie les grandes institutions de crédit, sans avoir par contre les mêmes moyens d'action. Il semble dès lors que l'on puisse adopter les conclusions formulées par le journal *Paris-Bruxelles* déjà cité.

« L'on sait cependant combien le commerce et l'industrie en France éprouvent le besoin de trouver des capitaux auprès des banques régionales et sur le littoral méditerranéen ne serait-ce pas précisément le lieu de venir en aide à des populations négociantes par excellence ? Mais cela ne fut jamais le programme de la Société Marseillaise. »

Enfin dans le même ordre d'idées il n'est peut-être pas inutile de signaler : « *la participation d'une façon générale aux émissions patronnées par la Société Centrale des Banques de Province.* » (Rapport du 29 avril 1913).

Quoique la liste présentée ci-dessus différât assez sensiblement, dans son énumération tout au moins, de celle qu'indiquait la *Société des Banques de Province* à la même époque, il ne semble pas que la *Société Marseillaise* ait été beaucoup plus heureuse dans ses choix que cette dernière institution de crédit. Le journal *Paris-Bruxelles* du 3 novembre 1913 citait en effet un certain nombre d'affaires assez malheureuses au nombre desquelles : l'Union Foncière d'Égypte, la Banque de Yucatan, l'emprunt de l'Amazone et l'affaire assez retentissante des mines de Guelma.

Enfin, au cours de l'année 1912, la *Société Marseillaise* avait absorbé le *Comptoir commercial d'Escompte du Midi* et la *Banque du Sud-Est*, en tout 30 bureaux et agences, opérations qui devaient singulièrement alourdir ses immobilisations, sans d'ailleurs répondre particulièrement à l'accroissement du mouvement des affaires de cette société.

Cependant, au cours de l'année 1913, le taux d'augmentation des dépôts à vue avait été sensiblement supérieur à ce qu'il était depuis de nombreuses années. La confiance du public paraissant plus assise, le Conseil d'administration réunissait, dès le 30 janvier 1914, l'assemblée générale des actionnaires, proposant

une augmentation de capital de 50 à 100 millions ainsi motivée :

« Le développement croissant de nos affaires et la mise en œuvre de notre programme d'extension régionale, le fonctionnement de nos 30 nouvelles agences et la création de celles que nous serons amenés à ouvrir demandent et demanderont en effet des moyens d'action plus importants que ceux dont notre siège social et notre succursale de Paris pouvaient se contenter jusqu'ici. Mais comme la réalisation de notre programme ne doit s'accomplir que progressivement et par étapes, nous prévoyons que l'accroissement de notre fonds social devra suivre la même marche, se réaliser par tranches au fur et à mesure que les circonstances nous mettront dans le cas d'utiliser des capitaux plus importants. Telle est la raison pour laquelle nous vous demandons, après avoir voté le principe d'une augmentation de capital, de laisser votre Conseil juge des conditions et du moment de sa réalisation. Nous nous bornons pour le moment à une modeste augmentation de 5 millions motivée par la mise en œuvre de nos 29 agences. »

Cette dernière indication n'était-elle pas précisément l'aveu que le moment de procéder à des extensions nouvelles n'était pas venu ? Dans ces conditions, il semble possible d'estimer que les mobiles de l'opération étaient en fait bien différents de ceux qu'on alléguait. Il est vraisemblable en effet que les ressources qui allaient être ainsi mises à la disposition de la société avaient surtout pour objet de parer à des pertes passées et en particulier, eu égard à la prime d'émission relativement considérable, de remédier à la diminution des réserves qui avait été consentie l'année précédente dans les conditions que nous avons indiquées. Enfin le mouvement des dépôts ne devait pas y être étranger. C'est à cette dernière opinion que se rangeait d'ailleurs la *Revue financière et immobilière* du 27 février 1914.

« Pour justifier l'augmentation du capital, le Conseil d'administration a pris soin de fournir de bonnes et excellentes raisons. Mais, à côté de ce qu'on avoue, il y a ce qu'on n'avoue pas. L'établissement on le sait a été constamment mal inspiré pour ses placements de valeurs. Faut-il rappeler en particulier l'aventure facheuse de la banque de Yucatan ? Si grande que

soit la naïveté des capitalistes ils se mettent forcément à réfléchir et à éprouver de la défiance. Or l'on constate que les dépôts, qui s'élevaient à 69 millions en 1906, n'étaient plus que de 56 en 1912. Ce dernier chiffre est très médiocre par rapport au capital engagé 50 millions. Au *Crédit Lyonnais* et au *Comptoir d'Escompte* la proportion est trois fois plus forte. »

De plus, le Conseil d'administration avait profité de la réunion des actionnaires pour apporter un certain nombre de modifications statutaires concernant la gestion et surtout les opérations de la société.

Les unes n'appellent pas de remarque bien spéciale, les autres sont au contraire plus importantes. A cet égard, le Conseil d'administration s'était exprimé dans les termes suivants :

« Pour les opérations de la Société, l'énoncé qu'en faisaient nos anciens statuts a été repris dans un ordre plus méthodique et dans une forme plus moderne, de façon à permettre la réalisation de l'objet social dans toute l'ampleur que comporte de nos jours l'industrie de la banque. Notre nouvelle rédaction débute par une formule générale, confirmant que l'objet de la société consiste comme par le passé à faire toutes opérations de banque, de finance et d'émission et elle détaille ensuite les principales opérations qui rentrent dans cette formule, générale : escompter des effets de commerce, faire des avances ouvrir des crédits, faire et recevoir des dépôts. »

A s'en tenir à cette dernière formule on pourrait croire qu'il n'y avait rien de changé. En réalité la nouvelle rédaction dépassait de beaucoup la portée que lui attribuait le Conseil d'administration puisqu'elle rendait possible sans aucune limitation des opérations que les fondateurs avaient limitées ou complètement interdites. Le rapprochement des textes nouveaux et des textes anciens ne laisse d'ailleurs aucun doute.

Statuts anciens

Les opérations consistent :

1^o A escompter les effets de commerce à *deux signatures*... les warrants ou bulletin de gage, les lettres de grosse, les chèques et en général toute sorte d'engagements à échéance fixe résultant de transactions commerciales ou industrielles ; à négocier et à réescompter les valeurs ci-dessus désignées après les avoir revêtu de son endossement.

2^o

3^o A faire des avances ou à ouvrir des crédits à toute société et à tous commerçants *moyennant des sûretés données* soit par voie de transport en garantie, dépôts en nantissement de valeurs mobilières ou connaissance soit par voie de privilège et d'hypothèque sur des valeurs immobilières.

4^o A se charger de tous paiements et recouvrements et à ouvrir à cet effet des comptes courants *sans pouvoir jamais faire aucun*

Statuts nouveaux

La société a pour objet... notamment :

1^o Escompter les effets de commerce, les warrants ou bulletin de gage les lettres de grosse, les chèques et en général toutes sortes d'engagement résultant de transactions commerciales, industrielles *mobilières et immobilières*, négocier et réescompter... etc.

2^o

3^o Ouvrir des crédits soit par voie de transport
.....
.....
.....
.....
sur des valeurs immobilières *et sur des navires soit en toute autre nature.*

4^o Se charger de tous paiements et recouvrements et à ouvrir à cet effet des comptes courants, fournir et accepter tous

Statuts anciens

paiement à découvert et à fournir et accepter tous mandats, traites, lettres de change dont la couverture aurait été préalablement faite soit en marchandises, soit en papier de banque ou de commerce soit en espèces, soit en valeurs agréées par le Conseil d'administration; à se charger du recouvrement de tous arrérages...

5°

6° A recevoir en compte courant et de dépôts les fonds qui lui seront versés à un taux d'intérêt déterminé par le Conseil d'administration.

8° A faire tous reports sur valeurs cotées aux Bourses françaises.

9° A faire tous achats de titres, valeurs, parts d'intérêt, à prendre toutes participations dans toutes affaires commerciales et industrielles *mais ce jusqu'à concurrence seulement d'une somme de 5 millions...*

Toutes autres opérations sont interdites.

Statuts nouveaux

mandats, traites, lettres de change, se charger du recouvrement de tous arrérages...

5°

6° Fournir ou recevoir tous dépôts de fonds en comptes courants, donner tous engagements, avals et cautions pour quelque motif que ce soit et notamment en douane à l'octroi et vis à vis de toutes les administrations de l'État.

8° Faire tous emplois de fonds au moyen de reports.

9° Faire tous achats ou vente de titres, valeurs, parts d'intérêt, prendre toutes participations dans toutes affaires commerciales industrielles ou financières.

Étant donné la latitude laissée au Conseil d'administration par l'article 4, il est probable que les clauses restrictives étaient devenues de pure forme et qu'en fait, sinon en droit, il était possible d'obtenir des avances en découvert. Aussi l'innovation principale résulte-t-elle principalement dans l'interprétation extensive dont était dorénavant susceptible l'acte de société.

Quoiqu'il en soit, la *Société Marseillaise*, ainsi que devait d'ailleurs le faire le *Crédit Industriel et Commercial* quelques mois plus tard, se donnait donc la possibilité de faire des avances en comptes débiteurs simples. En admettant qu'il n'y eût là qu'une facilité dont on ne voulait user qu'avec beaucoup de modération, il n'en reste pas moins vrai qu'on peut juger l'époque assez mal choisie pour introduire le principe d'opérations plus hasardées.

L'exercice 1913 n'avait pas été non plus extrêmement favorable surtout dans les 6 derniers mois de l'année, ainsi que devait d'ailleurs le remarquer quelques semaines plus tard le rapport du 17 avril 1914.

« L'année qui vient de s'écouler a souffert comme sa devancière de l'état de trouble dont les conflits balkaniques ont été la cause et c'est certain que si la situation générale s'est sensiblement améliorée l'horizon est loin d'être complètement éclairci. Pendant les 6 premiers mois de l'année l'argent a continué à s'employer à des taux rénumérateurs et si l'état du marché n'a pas été favorable au plein développement de nos moyens de production en matière de titre nos opérations de banque pure sont restées fructueuses. »

Or à ce dernier point de vue et d'une façon plus générale en ce qui concerne la liquidité de la banque, « *l'Information* » du 27 février 1914 présentait les remarques suivantes :

« L'année dernière l'augmentation du portefeuille a été relativement peu importante, les avances sur titres ont été réduites dans des proportions assez sensibles, ce qui s'explique vraisemblablement par les préoccupations nées des événements politiques. Les comptes courants et les crédits garantis sont

restés à peu près stationnaires. Quant aux correspondants débiteurs ils ont légèrement augmenté. La *Société Marseillaise* a disposé l'année dernière de ressources nouvelles appréciables dont elle paraît n'avoir employé qu'une partie à l'extension de ses opérations courantes de banque. »

En outre en ce qui concerne les opérations financières, malgré une légère diminution sur le montant total des émissions le portefeuille-titres avait augmenté.

Au 31 mai 1914, il atteignait 16,732 en augmentation de plus de sept cent mille francs sur le chiffre du 31 décembre 1913.

De plus il n'est peut-être pas inutile de signaler que l'énumération du 17 avril 1914 ne contenait plus comme la précédente, « *la participation d'une façon générale de toutes les opérations patronnées par le Syndicat des Banques de Province.* »

Cependant il est juste de faire remarquer que, dans les derniers mois qui ont précédé la guerre, la *Société Marseillaise* semble avoir fait un effort en vue de renforcer sa situation de liquidité. Quoique la proportion de l'encaisse aux dépôts fût restée jusqu'à la fin à peu près la même et malgré une diminution assez sensible de portefeuille provenant d'ailleurs d'une diminution correspondante de ses dépôts, les comptes débiteurs avaient eux aussi sensiblement diminué.

Le rapport de l'encaisse aux dépôts à vue et à terme s'établit ainsi qu'il suit :

Au 31/12/13	Encaisse 8,9	Dépôts 82,7	Prop. 10 %
Au 30/4/14	— 7,7	— 74,3	— 10 %
Au 31/5/14	— 8,7	— 79,2	— 11 %

Le portefeuille commercial présentait les fluctuations suivantes en millions de francs.

Au 31/12/13	Portefeuille commercial	58,1
Au 30/4/14	—	— 53,0
Au 31/5/14	—	— 51,5

Quant aux mouvements des postes de l'actif réalisable à terme nous les avons consignés dans le tableau

suivant, en désignant par Av. R les avances et reports ; D les comptes débiteurs ; E. l'ensemble de ces deux comptes P. le rapport de l'ensemble de ces deux comptes aux dépôts.

Dates	Av. R	D	E	P
Au 31/12/13	18,9	64,3	83,3	100,7 %
Au 30/4/14.	20,8	48,4	69,3	93,3 %
Au 31/5/14.	19,2	51,9	71,1	89,8 %

Cependant quoique la diminution de l'actif réalisable à terme fût un peu plus importante en valeur absolue que celle de l'actif réalisable à vue et à court terme, l'ensemble « caisse et portefeuille » était encore inférieur, au 31 mai 1914, au montant de l'ensemble « avances garanties et reports plus comptes courants débiteurs. »

En outre on pourra constater la reprise au 31 mai 1914, du chiffre absolu de l'actif réalisable à terme, alors que l'actif réalisable à vue et à court terme est toujours en diminution, aussi bien en valeur absolue que dans la proportion au chiffre des dépôts.

Dans ces conditions il semble que l'on puisse conclure que la *Société Marseillaise* était victime, elle aussi, à mesure que la crise économique devenait plus précise, de la préférence marquée qu'elle avait toujours accordée aux opérations réalisables à terme.

Enfin avant de terminer cette étude, il est intéressant de montrer 1^o) le rapport de l'ensemble Caisse + Portefeuille aux dépôts ; 2^o) le rapport de l'ensemble Avances et reports + Comptes débiteurs aux dépôts.

1^o

Au 31/12/13	Caisse + port ^{11e}	67,0	Dépôts	82,7	Prop.	81 %
Au 30/4/14	—	60,8	—	74,3	—	81,9 %
Au 31/5/14	—	60,3	—	79,2	—	76,1 %

2^o

Au 31/12/13	Av. et rep ^{ts}	+ 83,3	Dépôts	82,7	Prop.	100,7 %
	C. c ^s déb ^{rs}					
Au 30/4/14	—	69,3	—	74,3	—	93,3 %
Au 31/5/14	—	71,1	—	79,2	—	89,8 %

La *Société Marseillaise* offrait donc au 31 mai 1914 un chiffre de liquidité sensiblement pareil à celui que présentait à la même époque les grandes banques françaises de dépôts. Dans ces conditions il se peut que cette société ait été à même, lors des événements de juillet, de faire face à des retraits importants avec le seul concours de la Banque de France sous forme de réescompte de son portefeuille commercial. Cependant étant donné son chiffre d'affaires beaucoup plus restreint, il ne lui était vraisemblablement pas aussi facile qu'au *Crédit Lyonnais* ou au *Comptoir d'Escompte*, de faire face à une crise de thésaurisation prolongée.

CHAPITRE VI

LA BANQUE ADAM

(*Documents statistiques* page 698)

Le tableau ci-après, dressé d'après les indications des Rapports du Conseil d'administration, permet de dégager la situation de cette société dans les dernières années qui ont précédé la guerre.

(Voir tableaux page suivant e).

Quoique, en l'absence de tout document statistique antérieur à l'année 1911, il nesoit pas possible de vérifier à l'aide des chiffres la valeur de l'opinion unanimement favorable professée en faveur de cette maison, on peut considérer cependant que la transformation de la Commandite *Adam et C^{ie}* en société anonyme n'est pas étrangère au développement progressif des affaires de cette banque.

Constituée définitivement le 28 juin 1911, la nouvelle société était montée sur le pied de 25 millions dont cinq millions en rémunération des apports de l'ancienne maison *Adam*. En rappelant l'exposé des motifs dont les assemblées constitutives avaient dû être saisies, il eut été intéressant de préciser les mobiles qui avaient déterminé l'augmentation de la puissance financière de cette institution de crédit. Malheureusement il ne nous a pas été possible de recueillir de documents à ce sujet. Bornons-nous dès lors à indiquer que, dès la clôture du premier exercice social, le Conseil d'administration entendait maintenir fermement la politique qui avait assuré dans le passé le succès de l'ancienne société.

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ADAM ET C^{ie}

	Total du Bilan	Bénéfices nets	Total des Opérations	Mt général Caisse	PORTEFEUILLE	
					Entrées	Sorties
31 Déc. 1911	—	—	1.579,1	783,2	1959 pour 359.582 effets	pour 316,822 effets
ORDRES DE BOURSE						
31 Déc. 1911	SOLDE EN PORTEFEUILLE		46,7 pour 17.025 ordres			
	8,9 pour 12.760 effets					

SOCIÉTÉ ANONYME ADAM

	Total du Bilan	Bénéfices nets	Total des Opérations	Mt général Caisse	PORTEFEUILLE	
					Entrées	Sorties
31 Déc. 1912	65,9	0,50	2.547,6	1.176,2	348,4 pour 427.551 effets	332,8 pour 406.361 effets
31 Déc. 1913	77,6	0,55	2.960,1	1.328,3	426,6 pour 604.389 effets	410,2 pour 579.583 effets
ORDRES DE BOURSE						
31 Déc. 1912	SOLDE EN PORTEFEUILLE		64,0 pour 24.231 ordres			
31 Déc. 1913	15,6 pour 21.190 effets		67,4 pour 23.902 ordres			
	16,3 pour 25.006 effets					

« Nous avons cru devoir ne rien changer aux méthodes de prudence qui ont fait le succès de la maison Adam et C^{ie} pendant plus d'un siècle. C'est pourquoi nous nous sommes abstenus, surtout pendant les derniers mois de l'année, de participer à nombre d'affaires qui, à côté des avantages bénéficiaires appréciables qu'elles nous offraient, présentaient des risques que nous ne voulons pas courir. Par ce fait notre situation est restée extrêmement saine » (Rapport du 28 juin 1913).

Le respect de ces principes, ne s'opposait nullement à ce que la *Banque Adam* consacrat une partie des ressources nouvellement mises à sa disposition à étendre son rayon d'action ; c'est ainsi qu'au cours de l'année 1912, 4 agences avaient été ouvertes, dont une à Reims une à Poitiers et une à Paris. Cet établissement de crédit était donc en plein remaniement, lorsqu'à la veille de la guerre la crise économique a fait son apparition.

Après avoir signalé des indices précis du mouvement de fléchissement qui avait caractérisé la fin de l'année 1913, le Conseil d'administration dans son Rapport du 29 juin 1914 n'hésitait pas à préconiser des mesures de prudence en faveur des actionnaires. En outre, en affirmant à nouveau son intention de maintenir fermement la politique suivie jusqu'alors, il devait ainsi assurer à cette banque une situation de saine liquidité. A tous ces points de vue le document est particulièrement suggestif.

« L'année 1913, comme la précédente, a été caractérisée par un malaise général consécutif aux événements balkaniques ; les craintes de guerre européenne et l'incertitude politique ont continué à peser lourdement sur les marchés financiers et les opérations de Bourse et d'émission en ont logiquement souffert. Par contre, le mouvement de prospérité exceptionnelle dont bénéficiaient en France depuis une longue période le commerce et l'industrie n'a subi de ralentissement que dans la seconde partie de l'année. La diminution du Portefeuille de la Banque de France, le fléchissement des recettes de nos grandes compagnies de chemin de fer sont caractéristiques à cet égard. Nous sommes heureux de vous déclarer que ces circonstances n'ont point entravé la marche de nos affaires. La crise, en effet, devait affecter surtout les établissements

qui font de la prise et de la réalisation des participations financières leur objet principal. Or pour nous être intéressés en 1913 à toutes celles des grandes émissions qui nous ont paru avantageuses pour notre clientèle, nous avons surtout consacré notre concours à l'industrie et au commerce de notre pays, en réservant nos capitaux aux opérations de banque pure. C'est là, pensons nous, le rôle essentiel du banquier et particulièrement de la banque régionale et nous estimons qu'en conservant à son application un caractère de liquidité indispensable à la suite prudente de ses opérations, ce rôle ne peut que se développer et se renforcer dans l'avenir Notre programme reste le même : nous continuerons à suivre attentivement, tant en France qu'à l'étranger, les manifestations sous forme d'émissions de l'activité économique et financière et à nous y intéresser lorsqu'elles présenteront un attrait particulier pour notre clientèle, mais nous considérerons toujours que ce doit être là un élément secondaire de notre activité, les opérations de banque proprement dites demeurant la base de la prospérité de votre établissement. »

En outre le Conseil d'administration faisait ouvrir un fonds de réserves immobilières auxquelles étaient attribués 175.000 fr.

Les provisions diverses recevaient . . . 100.000 »

Enfin 103.000 francs étaient reportés . . 103.000 »

Sur 550.000 francs de bénéfices nets, c'étaient donc 378.000 francs qui étaient ainsi distribués à des réserves de caractère extraordinaire

Comme vous pouvez vous en rendre compte, la plus grosse partie des bénéfices est employée en réserve. Nous estimons cependant qu'il est de notre devoir de profiter des résultats très satisfaisants de cet exercice pour créer des réserves et procéder à des amortissements en vue de faire face à toute éventualité. En effet la crise économique s'est accentuée, la situation politique demeure incertaine et l'on peut craindre que l'année 1914 ne marque au point de vue général des affaires un recul sur sa devancière.

Toutes ces mesures d'ordre intérieur n'appellent pas d'ailleurs de remarques bien spéciales. Par contre, il en va différemment en ce qui concerne les précautions prises dans les rapports de la banque avec le public.

Étant donné la correction des principes exposés dans le document précité on pourrait être tenté de conclure avec le Conseil d'administration à la saine liquidité de cette institution de crédit à la veille de la guerre. Toutefois cette opinion ne coïnciderait pas absolument avec les résultats accusés par les chiffres.

Sans doute par opérations de banque pures il est légitime d'entendre les opérations d'escompte aussi bien que celles en comptes courants. Mais en ce qui concerne la liquidité de la banque ces deux genres d'opérations conduisent à des résultats très différents. Tandis que le portefeuille « effets de commerce » rentre dans a partie de l'actif réalisable à très court terme, les comptes débiteurs ne sont au contraire que de l'actif réalisable à terme.

Or tout en ayant fait « *des opérations de banque proprement dites la base de l'activité de l'établissement,* » le Conseil d'administration accusait une préférence marquée au 31 décembre 1912 comme au 31 décembre, 1913, pour les opérations en comptes courants.

A l'une comme à l'autre date, le montant des seuls comptes débiteurs dépassait en effet le total « caisse plus portefeuille, » ainsi qu'il résulte du tableau suivant (nombres exprimés en millions de francs) :

Au 31/12/12	Caisse + Portefeuille	17,6	Cts Débit.	19,7
Au 31/12/13	—	—	20,3	— 24,4

L'écart entre les deux chiffres était donc plus marqué encore en 1913.

Les fluctuations des postes de l'actif réalisable à terme sont consignées dans le tableau suivant où nous avons désigné par Av.R les avances et reports ; D les comptes débiteurs ; E l'ensemble de ces deux comptes ; P le rapport de l'ensemble de ces deux comptes aux dépôts à vue.

	Av. R	D	E	P	
Au 31/12/12	1,4	19,7	21,2	79,1	%
Au 31/12 13	3,3	21,1	27,8	85,9	%

Par contre il est juste de signaler un léger accroissement du portefeuille commercial et une augmentation d'ailleurs sensible de la proportion de l'encaisse aux dépôts.

En comparant l'encaisse aux dépôts à vue on obtient les résultats ci-dessous :

Au 31/12/12	Encaisse 2,0	Dépôts 26,8	Prop. 7 %
Au 31/12/13	— 3,9	— 32,4	— 12 %

Quant au portefeuille commercial, ses mouvements sont les suivants en millions de franc .

Au 31/12/12	Portefeuille commercial 15,6
Au 31/12/13	— — 16,3

En ce qui concerne les opérations financières, on pourra remarquer que la *Banque Adam* n'avait pas de portefeuille-titres. En outre, le rapport du Conseil d'administration au 29 juin 1914 ne contenait aucune mention concernant ce genre d'opérations, alors qu'en 1913, il signalait sa participation à douze d'entre elles au cours de l'année 1912.

Avant de terminer cette étude, indiquons : 1^o) le rapport de l'ensemble Caisse + Portefeuille aux dépôts à vue, 2^o) le rapport de l'ensemble Avances et reports + Compte débiteurs aux dépôts à vue.

1^o

Au 31/12/11	Caisse + port ^{lle} 17,6	Dépôts 26,8	Prop. 65,9 %
Au 31/12/13	— 20,3	— 32,4	— 62,7 %

2^o

Au 31/12/12	Av. et rep ^s + 21,2	Dépôts 26,8	Prop. 79,1 %
	C. c ^s déb ^{rs}		
Au 31/12/13	— 27,8	— 32,4	— 85,9 %

Vu la préférence ainsi accusée pour les opérations de banque pures réalisables à terme, la *Banque Adam* voyait donc sa situation s'alourdir au 31 décembre 1913. Dans ces conditions et eu égard spécialement à la proportion de 62,7 % qui vient d'être indiquée il semble

assez douteux que, lors de la crise de juillet 1914, cette institution de crédit ait été à même de faire face avec le seul concours de la Banque de France sous forme de réescompte de son portefeuille commercial à des retraits de dépôts importants, sans ressentir la nécessité d'une aide plus spéciale.

CHAPITRE VII

LE CRÉDIT DU NORD.

(Documents statistiques page 669)

Voici quel était depuis 1910 le mouvement des affaires de cette institution de crédit, d'après les renseignements des rapports du Conseil d'administration.

	Total du Bilan	Bénéfices nets	Mouv. gén. Caisse		M. gén. C ^{tes} cou ^{ts}
			Entrées	Sorties	
31/12/10	178,9	2,032	1.782,7	1.783,4	3.115,4
31/12/11	175,8	2,559	1.940,6	1.941,4	3.598,1
31/12/12	216,5	3,312	2.338,5	2.337,5	1.555,6
31/12/13	379,7	6,427	3.212,5	3.207,8	6.607,0

TITRES EN DÉPOT				PORTEFEUILLE	
				Entrées	Sorties
10	227,8	pour 331.046 titres		1,319 3p. 1.664.040 effets	1.316,0
11	241,5	— 375.683 —		1,565 2p. 1.813.836 —	1.563,2
12	284,3	— 446.935 —		1,965 1p. 2.479.455 —	1.958,2
13	360,5	— 599.382 —		2,890 1p. 3.743.447 —	2.848,3

Malgré une légère diminution du total du bilan au 31 décembre 1911, le *Crédit du Nord* voyait donc ses affaires prendre d'année en année une extension des plus satisfaisantes. Dans ces conditions, le Conseil d'administration, estimant que le moment était venu d'accroître la puissance financière de cet établissement, faisait ratifier par l'assemblée générale du 14 octobre 1912 une augmentation de capital de 50 millions, portant ainsi à 100 millions les ressources propres de cette société.

En rappelant les motifs qui avaient dû être exposés aux actionnaires, il n'eût pas été inutile de pouvoir préciser le point de vue du Conseil d'administration.

Malheureusement, dans l'absence de tout document en notre possession, nous devons nous borner à indiquer que l'augmentation de capital social ainsi réalisée ne fut définitive qu'à partir du 5 février 1913. Le poste correspondant au bilan n'accuse donc encore que 60 millions au 31 décembre 1912.

Huit mois plus tard, le 24 juin, le Conseil proposait une deuxième augmentation de capital de 100 à 125 millions, en vue de réaliser l'acquisition de la *Banque Henri Devilder et C^{ie}*. Dans l'exposé des motifs, il était tout d'abord répondu par avance aux inquiétudes que pouvaient faire naître éventuellement, dans l'esprit des actionnaires, deux opérations aussi rapprochées.

« Il y a quelques mois à peine, nous vous demandions l'autorisation de porter notre capital de 60 à 100 millions. Nous n'avons pas besoin de retracer les diverses phases de cette opération et vous redire le brillant succès qu'elle a rencontré non seulement auprès de nos actionnaires anciens, mais dans le public. Vous avez pu voir par l'augmentation considérable du nombre de nos actionnaires quel accroissement de puissance en est résulté pour notre société. »

Quant aux raisons « *du nouveau pas en avant* » elles étaient ainsi formulées.

« Nous sommes convaincus que les nouveaux éléments d'affaires et de clientèle qui nous seront amenés par la *Banque H. Devilder* exerceront la plus heureuse influence sur notre développement et notre prospérité.... Notre dernière augmentation de capital nous avait déjà permis de parcourir une étape considérable. L'opération que nous vous proposons actuellement nous placera au tout premier rang des grandes banques françaises, tout en nous conservant le caractère de banque régionale auquel nous sommes, vous le savez, si attachés. Avec des moyens d'action et une clientèle considérablement accrue, nous nous maintiendrons dans la voie qui a jusqu'à présent assuré notre prospérité, en continuant plus efficacement encore que par le passé notre concours dévoué au développement industriel et commercial de notre région. »

Si générales que soient ces dernières indications, elles donnent cependant sur la politique de la banque des

renseignements d'autant plus précieux qu'il n'est pas dans les habitudes de cette société de s'expliquer à ce sujet. On peut constater en effet que rédigés sur un modèle-type reproduit d'année en année, les rapports du Conseil d'administration ne donnent jamais, en dehors des statistiques que nous avons fait figurer en tête de cette étude, aucune précision ni sur le marché monétaire ni sur le marché financier.

Le Rapport du 28 avril 1914 n'est d'ailleurs pas plus explicite que les précédents. En particulier, il n'y a pas un seul mot qui soit consacré à la crise économique dont les effets n'avaient pu cependant manquer de se faire sentir sur une société en voie de transformation.

Dans ces conditions, et pour dégager autant que possible la politique suivie au cours de l'année 1913, on en est réduit au seul rapprochement des chiffres des bilans au 31 décembre 1912 et au 31 décembre 1913. Encore ne faut-il pas perdre de vue que les augmentations de capital social intervenues au cours de l'exercice rendent cette comparaison quelque peu incertaine.

Toutefois et de prime abord, il semble possible de penser que le Conseil d'administration avait ressenti la nécessité de recourir à une politique de prudence. On peut constater en effet qu'il était proposé, en faveur des réserves, des dotations très importantes. Sur les dix-neuf millions et demi passés provenant des primes sur émissions des nouvelles actions, dix-sept millions et demi avaient été portés à un fonds de réserve supplémentaire, le restant à la réserve statutaire. C'étaient en tout 30 millions qui ressortissaient à ces deux comptes.

Il y a lieu d'examiner maintenant si ces dispositions avaient été complétées par des mesures correspondantes dans les rapports de la Banque avec le public.

La comparaison de l'encaisse et des dépôts à vue et à terme fait apparaître les rapports suivants :

Au 31/12/12	Encaisse	8,7	Dépôts	101,6	Prop.	8 %
Au 31/12/13	—	15,2	—	183,5	—	8 %

La proportion de l'encaisse aux dépôts n'a donc subi aucun changement d'une année à l'autre.

La valeur absolue du portefeuille a presque doublé.

Voici d'ailleurs quels sont les mouvements de ce chapitre de l'actif :

Au 31/12/12	Portefeuille commercial	52,6
Au 31/12/13	—	94,3

Par contre les avances et reports et comptes courants débiteurs ont augmenté eux aussi.

En désignant par Av. R. les avances et reports ; D, les comptes débiteurs ; E l'ensemble de ces deux comptes et P le rapport de l'ensemble de ces deux comptes aux dépôts, on obtient le tableau suivant.

	Av. R	D	E	P
Au 31/12/12	61,6	40,7	102,3	101,2 %
Au 31/12/13	86,3	79,4	165,7	90,3 %

En constatant d'une part l'absence de tout portefeuille-titres dans les bilans, et d'autre part de toute indication donnée par le Conseil d'administration concernant des participations à des opérations de placement ou d'émission, on semble autorisé à conclure que le *Crédit du Nord* faisait des opérations de banque pure l'objet principal de son activité. Cependant, et sans avoir à revenir ici sur les conséquences engendrées au point de vue de la liquidité de la banque, on s'aperçoit que le montant des opérations réalisables à terme dépasse de beaucoup le montant des opérations réalisables à court terme ou à vue.

Avant de terminer cette étude, indiquons 1^o) le rapport de l'ensemble Caisse + Portefeuille aux dépôts ; 2^o) le rapport de l'ensemble Avances et reports + Comptes débiteurs aux dépôts.

1^o

Au 31/12/12	Caisse + port ^{lle}	61,4	Dépôts	101,6	Prop.	60,4 %
Au 31/12/13	—	109,6	—	183,5	—	59,6 %

2°

Au 31/12/12	Av. et rept ^{ts}	+ 102,3	Dépôts	101,6	Prop.	101,2 %
	C. c ^{ts} déb ^{rs}					
Au 31/12/13	—	165,7	—	183,5	—	90,3 %

Nous sommes ainsi amenés à des résultats assez voisins de ceux auxquels nous avait conduit l'étude de la *Banque Adam*. Malgré une diminution de la proportion de l'actif réalisable à terme, la préférence dont bénéficiaient ces dernières opérations était encore trop marquée pour permettre une augmentation de la liquidité au cours de l'année 1913. Encore que l'on puisse considérer que, en ce qui concerne le *Crédit du Nord*, la situation soit demeurée stationnaire, la proportion de 59,6 % qui vient d'être indiquée ne semble pas donner les possibilités de faire face à des retraits de dépôts importants sans une aide de la Banque de France plus spéciale que le seul réescompte du portefeuille commercial.

Toutefois il convient de signaler que ces conclusions doivent recevoir un correctif qu'il est d'ailleurs impossible de déterminer. La proportion de 59,6 % a dû être calculée en effet en fonction des dépôts à vue et à terme, le *Crédit du Nord* ne distinguant pas dans ses bilans.

CHAPITRE VIII

La SOCIÉTÉ NANCÉIENNE (Documents statistiques pages 700-701)

La situation d'ensemble de cet établissement de crédit avait été précisée depuis sa fondation dans deux tableaux synoptiques publiés par le Conseil d'administration, l'un en 1913, l'autre en 1914, tableaux auxquels nous empruntons les renseignements qui suivent.

(Voir tableau page suivante)

Eu égard tout spécialement « à la constante progression des résultats obtenus par l'établissement depuis son origine, » le Conseil d'administration dès le début de l'année 1912 estimait que le moment était venu de proposer une augmentation de capital social de 60 à 100 millions. Le rapport présenté à l'assemblée générale du 26 mars, convoquée à cet effet, était ainsi motivé.

« Si nous n'hésitons pas aujourd'hui à vous demander l'élévation du capital social de 60 à 100 millions, la plus importante qui vous ait été encore soumise, c'est que notre proposition mûrement réfléchie nous semble venir à son heure et répondre à l'expansion économique de la Lorraine, à la situation que votre société s'est conquise dans la banque régionale, enfin à vos propres intérêts. L'expansion économique de la Lorraine, sans doute est-il superflu de chercher à vous en convaincre, vous qui, vivant pour la plupart dans la région, êtes à même d'en suivre les phases. Au surplus, les chiffres rappelés dans la notice qui accompagnait la convocation à cette assemblée (ceux que nous avons fait figurer en tête de cette étude) en sont le reflet saisissant. En moins de 6 ans, les chiffres par lesquels se résume notre bilan se sont accrus dans une proportion de 126 %.

C'est la démonstration péremptoire qu'en vous appelant à autoriser de nouvelles ressources, votre Conseil n'a pas devancé les événements, qu'il n'a fait au contraire que vous demander

	Capital	Réserves	Mouv. du port.	Chif. d'aff.	Tot. bil.	Bén. nets
31 décembre 1910	60 millions	9 millions	1.277,360	3.119,775	173,8	2,048
31 — 1911	60 —	9 —	1.574,247	3.705,378	204,5	2,087
31 — 1912	100 —	15 —	1.911,597	4.644,843	260,5	2.341
31 — 1913	à partir du 1/7 100 millions	15 —	2.516,019	6.116,406	279,4	2,9

	Dépôts à vue et à terme	Mouvements du portefeuille (1).
31 décembre 1910	95,1	Il est entré 644,937 pour 1.345.896 effets, en 1910.
31 — 1911	114,6	781,522 — 1.432.475 —, en 1911.
31 — 1912	119,7	(1) Ces derniers renseignements que l'on peut
31 — 1913	124,3	trouver dans le rapport du Conseil d'administration
		afférant à l'exercice 1911 n'ont plus fait par la suite
		l'objet d'indications spéciales.

des moyens d'action en harmonie avec des résultats acquis, des besoins établis. A côté des autres banques de l'est, les banques Nancéiennes, notamment votre société ont joué dans le développement industriel de notre région un rôle dont personne ne songe à contester l'importance. Mais pas plus, que l'évolution qu'il seconde ce rôle ne touche à sa fin. A le continuer, à maintenir un crédit moral dont nous avons le droit de nous féliciter, de nouvelles disponibilités sont nécessaires.

Elles le sont dans une mesure assez large pour faire face aux situations déjà acquises. Soucieux, nous l'avons dit à plusieurs reprises, de conserver à notre société son caractère régional, nous ne devons pas hésiter cependant à propager au-delà de nos frontières immédiates notre influence, lorsqu'elle est susceptible d'étendre le rayonnement de l'industrie lorraine et de lui apporter de nouveaux éléments de prospérité.

Que nous demandions une fois de plus les ressources nouvelles à une augmentation de capital plutôt qu'à une libération partielle des titres, vous ne sauriez en être surpris. Les motifs de nos préférences se résument dans l'accroissement de notre crédit, la rémunération plus facile de nos capitaux, la pleine liberté laissée aux actionnaires de s'intéresser ou non à l'opération, enfin et surtout l'augmentation des diverses réserves. Celles-ci, grâce à la prime d'émission seront portées sensiblement à plus de 15 millions, en regard d'un capital versé de 25 millions et de 75 millions non appelés. »

Malgré la longueur de cette citation nous avons tenu à la donner *in extenso*. Outre les indications intéressantes sur le développement d'une région parmi les plus riches de France, elle nous paraît poser les principes véritables en matière d'augmentation de capital social. Ainsi que nous l'avons signalé antérieurement l'extension de l'industrie bancaire ne doit être que le corollaire du développement économique dans un mouvement de prospérité générale. Il n'est peut-être pas inutile d'indiquer que le Conseil d'administration de la *Société Nancéienne*, après avoir beaucoup insisté sur ce point de vue, y revenait encore le 18 mars 1913 : « *les bénéfices bancaires ne sont que la résultante du développement de l'industrie lorraine.* »

Le 28 juin suivant, les actionnaires du *Comptoir d'Escompte de Nancy*, après avoir voté la dissolution anticipée de

cette société, ratifiaient la cession de la maison à la *Société Nancéienne* dont elle devenait ainsi une succursale. De cette nouvelle extension, d'importance d'ailleurs moindre que la précédente, le Conseil d'administration « *espérait un appoint « d'affaires et de bénéfices intéressant »*. (Rapport du 4 avril 1914).

Cependant, malgré la progression marquée des affaires de la société, la situation économique générale commandait « *au risque même d'une diminution des profits, un « redoublement de la prudence coutumière à l'établissement.* » Le Rapport du 18 mars 1913 ajoutait en outre :

« Le Conseil d'administration s'est volontairement et strictement limité, soit en crédits nouveaux, soit en participations financières, aux engagements que lui imposaient ses devoirs vis-à-vis de l'industrie régionale. Ce rôle d'ailleurs n'a pas cessé que d'être très délicat. Tandis qu'en effet l'argent se resserrait, que le capitaliste se tenait dans l'expectative, la grande industrie lorraine continuait à travailler à plein, ayant à faire face à un chiffre de commandes tel qu'elle n'en avait jamais vu de pareil. Nous n'avons pas cru devoir lui restreindre notre concours. Dans cette attitude nous avons été encouragés, il faut le dire, par l'absolue confiance que méritent nos grandes entreprises régionales ; la prévoyance et la sagesse qui président à leurs destinées, les ressources profondes dont elles disposent et qui leur permettent de traverser avec quiétude les périodes troublées.

Quant aux émissions extrarégionales auxquelles nous avons participé (leur nombre s'élevait à 3), elles ont été traitées pendant le premier semestre de l'année ainsi d'ailleurs que la plupart des opérations régionales (leur nombre était de 14) Leur ensemble représente 29,4 chiffre qui eût été plus élevé sans les circonstances que nous venons de rappeler. »

La politique de la *Société Nancéienne* était donc orientée très nettement, dès le 31 décembre 1912, vers une diminution des opérations d'immobilisation, laquelle affectait au premier chef les opérations financières. Malgré une augmentation sur l'année précédente du chiffre total des participations, la *Société Nancéienne* s'était en effet presque complètement abstenue dans les 6 derniers mois de l'année. En ce qui concerne l'attitude prise à

l'égard des avances en comptes-courants, la situation économique générale encore favorable à l'industrie, ainsi que la situation de prospérité de la région lorraine semblent permettre une justification de principe.

Toutefois la crise économique s'était accentuée au cours de l'exercice 1913, ainsi qu'il résulte du Rapport du 4 avril 1914.

« Depuis plus de 18 mois les circonstances sont défavorables. Le malaise financier dont notre dernier rapport nous signalait la fâcheuse influence sur les affaires en général et plus particulièrement sur le marché des valeurs mobilières s'est poursuivi et même accentué au cours de l'année. »

Or, malgré cet état de choses, le Conseil d'administration estimait qu'il lui suffisait de s'en tenir strictement à la politique précisée dans son rapport précédent, sans avoir besoin de recourir à des mesures plus rigoureuses encore. Les mobiles de cette opinion étaient d'ailleurs d'ordre varié.

« Du côté de la politique extérieure, l'horizon s'est heureusement éclairci et si le point d'interrogation de mesures fiscales, spectre d'autant plus troublant qu'il n'a pas su prendre encore de forme très précise, ne restait pas un sérieux motif de préoccupations, on pourrait envisager l'avenir avec optimisme. L'optimisme nous est peut-être permis plus qu'ailleurs dans cette région de l'est où la grande industrie, en dépit de la crise de confiance dont il lui faut subir le contre coup, se trouve dans une situation forte et saine et peut après la disparition de certains nuages entrevoir un renouveau prochain d'activité et de prospérité, dont la banque ne saurait manquer de tirer profit et pour lequel elle doit à présent s'armer et se tenir prête. Aussi malgré la prudence que nous commandait la situation générale au cours du dernier exercice, nous n'avons pas été jusqu'à nous détourner de notre rôle et de nos devoirs vis à vis de l'industrie régionale. Nous avons continué à lui fournir les ressources nécessaires aux difficultés de l'heure présente, parfaitement conscients que nos intérêts ne pouvaient en aucun moment se trouver compromis. »

Nous n'avons pas à juger ici de la valeur des considérations sur lesquelles s'appuyait cette attitude. Il se

peut que la région lorraine, eu égard au développement considérable dont elle bénéficiait depuis quelques années ait eu à souffrir dans une mesure beaucoup moindre de la crise économique, bien que celle-ci à cette époque commençât à gagner le marché monétaire. Quoi qu'il en soit, sur la foi de prévisions que les événements étaient sur le point de démentir, la *Société Nancéienne* se trouvait maintenir une politique d'immobilisations singulièrement dangereuse en l'occurrence.

On peut remarquer en effet que le total des avances garanties et des avances en comptes courants dépassait de beaucoup et de plus en plus le montant de l'actif réalisable à vue et à court terme. Quant à la diminution du chiffre des avances et reports au 31 décembre 1913 sur celui du 30 juin précédent, elle était plus que compensée par l'augmentation des avances en comptes courants. En particulier les comptes débiteurs semblent avoir été à peu près seuls à bénéficier de l'augmentation du capital social intervenue au cours de l'année 1912, ainsi que le laissait d'ailleurs prévoir le Conseil d'administration. Enfin, au 30 juin 1914, ces deux postes du bilan s'étaient encore légèrement accrus.

Si l'on désigne par Av. R les avances et reports; D les comptes débiteurs; E l'ensemble de ces deux comptes; P le rapport de ces deux comptes aux à vue et à terme, on obtient le tableau suivant :

	Av. R	D.	E	P
Au 30/ 6/13	50,0	68,8	118,8	94,4 %
Au 31/12/13	45,1	89,1	134,3	89,4 %
Au 30/ 6/14	45,3	90,5	135,9	109,6 %

Par contre il est juste de signaler que la proportion de l'encaisse aux dépôts avait légèrement augmenté.

En comparant l'encaisse aux dépôts on obtient les rapports ci-dessous :

Au 30/6/13	Encaisse 4,2	Dépôts 125,8	Prop. 3,2 %
Au 31/12/13	— 5,0	— 150,2	— 3,3 %
Au 30/6/14	— 5,8	— 124,0	— 4,7 %

De même, et malgré une légère diminution au 30 juin 1914, le portefeuille était en reprise sur le chiffre du 30 juin précédent.

En effet le portefeuille commercial présentait les mouvements suivants :

Au 30/6/13	Portefeuille commercial	16,5
Au 31/12/13	—	20,5
Au 30/6/14	—	10,9

Examinons enfin 1^o) le rapport de l'ensemble Caisse + Portefeuille aux dépôts ; 2^o) le rapport de l'ensemble Avances et reports + Comptes débiteurs aux dépôts,

1^o

Au 30/6/13	Caisse + port ^{lle}	20,8	Dépôts	125,8	Prop.	16,5 %
Au 31/12/13	—	25,5	—	150,2	—	17 %
Au 30/6/14	—	24,8	—	124,4	—	20 %

2^o

Au 30/6/13	Av. et rep ^{ts} + C. c ^{ts} déb ^{rs}	118,8	Dépôts	125,8	Prop.	94,4 %
Au 31/12/13	—	134,3	—	150,2	—	89,4 %
Au 30/6/14	—	135,9	—	124,4	—	109,6 %

Ces derniers chiffres ne font d'ailleurs pas état du portefeuille-titres en augmentation au 30 juin 1914 et même au 31 décembre 1913, malgré les restrictions très importantes dont les opérations financières avaient été l'objet au cours de l'exercice (5 opérations de placement en 1913 au lieu de 17 en 1912).

Ainsi donc au 30 juin 1914, malgré une augmentation progressive de sa liquidité, la *Société Nancéienne* ne disposait encore que de 20 % d'actif réalisable à vue et à court terme. Lors de la crise du mois de juillet suivant cet établissement, comme beaucoup d'autres, devait donc se trouver victime de sa préférence trop marquée pour les opérations de banque pure réalisables à terme. Ce point de vue paraît d'autant plus justifié que la proximité avec la frontière exposait la Société à des retraits de fonds particulièrement importants. Il n'est peut-être

pas sans intérêt d'indiquer dès maintenant qu'au 31 décembre 1915 ses comptes de dépôts à vue ne devaient guère dépasser quelques millions.

Dans ces conditions, il ne semble pas que cette société pût se contenter de l'aide de la Banque de France sous la seule forme de réescompte de son portefeuille commercial, mais que des mesures plus spéciales encore s'imposaient aussi pour elle.

CHAPITRE IX

LA BANQUE RENAULD

*(d'après le compte-rendu des résultats de l'exercice 1912
présenté aux actionnaires par M. Ch. Renault,
gérant de la commandite Ch. Renault*

(Documents statistiques page 702)

Quoique procédant d'une documentation plus succincte — la seule d'ailleurs qu'il nous ait été possible de recueillir, — le petit tableau suivant publié par le « *Journal des Banquiers* » permet encore de dégager des indices certains de la propriété de la *Banque Renault et C^{te}* jusqu'au jour de sa transformation en société anonyme.

Années	Capital	Bénéfices nets	Réserves
1907-1908	10 millions	649.000 fr.	1.035.000 fr.
1908-1909	10 —	740.000 »	1.191.000 »
1909-1910	10 —	824.000 »	1.593.000 »
1910-1911	20 —	1.166.000 »	2.531.000 »
1911-1912	20 —	1.426.000 »	3.482.000 »

En outre M. Renault présentait « *un tableau synoptique du rendement moyen des actions en tant que dividendes et réserves distribuées, correspondant aux étapes déterminées par les élévations successives du capital social.* »

Pendant les deux dernières périodes de 1907-1909 et 1910-1913, la moyenne du rendement était :

1907-1909.... 9,11 % moyenne du rendement
1910-1913.... 9,58 %

Cependant la région lorraine était elle aussi en pleine période d'essor : « *Des activités nouvelles se créaient sans cesse, réclamant des concours financiers de plus en plus élargis dans tous les domaines de l'activité.* » Déjà en 1910-1911 la Banque, pour faire face à la poussée des affaires, avait ressenti la nécessité d'augmenter ses moyens

d'action en doublant le capital social. Or deux ans après, « *le développement prodigieux de cette région de la France* » était tel que le problème se posait à nouveau dans les mêmes termes. Cependant, après 35 ans de labeur, M. Renauld sentait la charge devenir trop lourde pour ses épaules. Dans ces conditions, le moment semblait propice pour transformer le régime de la société et doubler par la même occasion son capital social en le portant à 40 millions. D'ailleurs M. Renauld exposait très nettement son point de vue à ce sujet.

« Au régime actuel, qui fait tout reposer sur la même tête, il faut substituer un régime nouveau adapté au développement déjà survenu et encore susceptible de progression de nos affaires. Il faut que le fardeau puisse être désormais partagé et que la disparition éventuelle de celui qui le portait à lui seul jusqu'alors ne cause aucun trouble à la marche sociale.... Or la société anonyme permet de réaliser ce double vœu. A cause de sa pérennité, son sort est lié non plus à une personne précaire comme tout individu mais à plusieurs, constituées en un groupement, dont l'un des éléments disparaissant se trouve aussitôt remplacé.

Quant à la raison de nous transformer plus tôt ou plus tard, il semble que nous serons unanimement d'accord qu'il y a toujours avantage à dicter ses conditions plutôt qu'à les subir. Il est en effet de notre intérêt commun de procéder à notre transformation quand nous n'obéissons pas à la pression des circonstances, quand rien ne nous y oblige, sinon une sage prévoyance.

Passons maintenant à l'élargissement de nos ressources. « Encore ! » pourront dire les esprits bien rares aujourd'hui, il est vrai, qui délibérément ne veulent pas se rendre à l'évidence « oui, encore ! » répliquons-nous. Nous est-il possible en effet de stationner, quand autour de nous dans la région lorraine tout progresse, réclamant des concours toujours plus élargis et dans tous les domaines de l'activité ? La preuve de cette activité constamment grandissante se trouve attestée d'une façon péremptoire par le tableau des recettes de la compagnie de chemin de fer de l'Est, recettes dont la plus-value toujours en progrès est surtout l'œuvre de la région de l'Est où nous opérons. »

En ce qui concerne la transformation du régime social de la banque, nous pensons que l'époque était fort

judicieusement choisie. L'apparition de la crise économique dans le deuxième semestre de 1913, suivie quelques mois après par la déclaration de guerre, n'aurait plus permis ce remaniement dans des conditions aussi favorables. Enfin la mort prématurée de M. Renault au cours de l'année 1916 aurait pu compromettre son œuvre.

Quoi qu'il en soit, l'assemblée générale extraordinaire avait prononcé le 15 mars 1913 la liquidation de la Société en commandite, chargeant M. Renault, son liquidateur, de faire apport de l'actif à la *Société anonyme de la Banque Renault*, au capital de 40 millions. Cette société se trouvait donc en pleine transformation à la veille de la guerre. Il eût été souhaitable, en précisant autant que possible l'emploi des ressources nouvelles apportées par l'augmentation du capital social, de pouvoir dégager la politique de la nouvelle société. Malheureusement aucun document officiel n'a été publié sur la situation de la Banque au 31 décembre 1913, l'Assemblée constitutive ayant décidé que le premier exercice durerait 18 mois, c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 1914.

Nous en sommes réduits dès lors à prendre pour type de la situation de la *Banque Renault* à la veille de la guerre le dernier bilan de la société en commandite par actions, paru le 7 août 1913, auquel nous joindrons quelques indications données par M. Renault sur la politique de sa maison, sans pouvoir d'ailleurs les appuyer par des chiffres, la comparaison des bilans au 31 décembre 1912 et 31 décembre 1911 nous paraissant trop ancienne.

« Le dualisme banque et finance vit en parfait accord sous notre toit, tous deux s'étant rendus à l'évidence qu'un banquier doit aider à sa clientèle, non seulement dans la formation de son épargne par des prêts judicieux, mais aussi dans la direction de cette épargne au moyen de placements. Pour le banquier, ne pas rester le conseiller de son client après avoir été son appui, c'est l'engager à porter ailleurs des profits dont son collaborateur de tout temps devrait cependant être un peu

le bénéficiaire après avoir été quelque peu l'adjuvant du pécule conquis.

Nos concours financiers se sont manifestés comme toujours sur le terrain national et plus particulièrement dans la région, avec l'excuse pour l'infidélité à cette règle que, si nos capitaux français ont passé la frontière, c'était pour rester aux mains de dirigeants français continuant à bénéficier de méthodes financières qui ont fait leur preuve. A exercer ainsi notre action, nous éprouvons sans doute plus de mal et plus de responsabilité parce que nous sommes tenus à plus d'examen et plus de vigilance que n'en comportent les placements lointains, lesquels confèrent par le fait une certaine irresponsabilité aux émetteurs. Nous réalisons aussi moins de profit pour plus de peine au rebours de toute logique. Mais si en cela nous sommes illogiques, la logique reprend à nos yeux sa revanche sous une forme plus élevée. En effet nous croyons être plus utiles au pays et notamment à la région, revendiquant ainsi l'idéal que tout homme d'affaires doit mettre dans sa profession ; nous trouvons ainsi pour nous plus d'apaisements et nos clients moins de déboires. »

Malgré la longueur de cette citation, nous avons tenu à la donner dans son entier. Elle nous paraît en effet renfermer les principes essentiels du rôle économique et social de la banque ; d'une part, contribuer à la formation de l'épargne publique au moyen des avances consenties aux particuliers, industriels ou commerçants, et d'autre part guider l'épargne ainsi créée vers des placements sains.

A ce dernier point de vue nous ne saurions trop partager les idées de M. Renauld. Pour ne relever la plupart du temps que de la conscience morale, la responsabilité encourue par les banques en matière de placements financiers n'en existe pas moins d'une façon certaine. Des lors et en dehors de toutes sanctions d'ordre matériel, le sentiment même de cette responsabilité devrait être suffisant à lui seul pour faire écarter par les banques toutes opérations financières qu'elles estiment douteuses. Sans doute ces principes de haute moralité publique sont en opposition avec les intérêts matériels immédiats, cependant nous pensons qu'en gagnant la confiance éclairée des particuliers, les banques

auraient tout intérêt à les adopter unanimement et de façon absolue.

Le Journal des Banquiers précité estimait en effet que l'une des causes de la prospérité de la *Banque Renault* consistait :

« dans les initiatives heureuses qu'elle avait su prendre ; dans le développement industriel de notre Lorraine et dans le choix heureux des affaires françaises ou étrangères, qu'elle a présentées à sa clientèle après étude. Certes la Banque Renault est difficile dans ses choix ; elle a le droit de l'être, nous disons même que sa méthode de travail lui impose l'obligation de l'être. Mais aussi elle a acquis le droit de dire que, présentée par elle, une affaire a acquis un brevet de solidité et de sérieux qui assure son placement, elle a le droit d'être fière d'avoir ainsi justifié la confiance de sa clientèle. »

Ces dernières conclusions permettent, elles aussi, d'apprécier le rôle de la banque en ces matières. En outre si l'on remarque que le bilan du 7 août 1913 ne contient aucune trace d'un portefeuille-titres on pourrait conclure qu'elle maintenait son activité dans les limites de la prudence sans courir le danger des immobilisations.

Cependant le concours apporté aux particuliers dans la formation de leur épargne peut se présenter sous forme d'escompte ou sous forme d'avances garanties ou en comptes courants. Or d'après le bilan du 7 août 1913, la Banque Renault pour 51,4 millions de dépôts à vue et à terme n'avait que 540 mille francs d'encaisse soit 1 % seulement et 17,1 millions de portefeuille commercial, soit 33 %. Par contre les comptes courants débiteurs en atteignant 49,7 millions représentaient 96 % des dépôts. En d'autres termes, la proportion aux dépôts de l'actif réalisable à terme dépassait de beaucoup la proportion de l'actif réalisable à vue, en admettant encore que le portefeuille commercial fût réescomptable intégralement et sur place par la Banque de France.

Dans ces conditions, la Banque Renault se trouvait-elle à même lors de la crise de juillet 1914 de faire face à des retraits de dépôts importants, sans avoir besoin

d'une aide particulière ? Il est malheureusement impossible de pouvoir répondre, dans l'absence de tout renseignement sur l'emploi des 20 millions de ressources nouvelles mises à sa disposition au cours de l'année 1913.

CHAPITRE X

LE COMPTOIR D'ESCOMPTE DE ROUEN

(Documents statistiques page 703)

Les données ci-après puisées dans les Rapports du Conseil d'administration relatifs aux exercices correspondants permettent de suivre la progression des affaires du Comptoir d'Escompte de Rouen depuis 1910.

(Voir tableau page suivante).

Réserve faite de la rubrique : Ordres de Bourse, cette institution de crédit se trouvait donc en plein développement à la veille de la guerre. Dans ces conditions et dès le commencement de 1913, le Conseil d'administration avait pensé que l'heure était venue d'apporter des modifications d'ailleurs assez variées au régime de la société. Celles-ci portaient : prorogation de la durée de l'établissement, augmentation du capital social et en outre amendements aux statuts, principalement comme conséquences des deux premières mesures. Le Conseil d'administration entendait d'ailleurs justifier son attitude dans l'exposé des motifs présenté à l'Assemblée générale extraordinaire du 21 mars 1913.

1^o En ce qui concerne l'augmentation du capital social.

« Le développement continu de nos affaires a pu être obtenu jusqu'ici sans qu'il ait été fait un appel nouveau à votre concours, alors que nous voyons de nombreuses maisons de banque faire suivre à leur capital le mouvement ascendant de leurs opérations. Nous avons été amenés à penser qu'il faut mettre votre société à même de pouvoir répondre à cette poussée d'affaires. Nous vous demandons donc de porter notre capital à 12 millions mais nous ne voulons le faire qu'avec la prudence qui a toujours fait la force de notre maison et nous vous pro-

	Total du bilan	Bénéf. nets	Mt gén. des opér.	Entrées en portfeuille	Mouvt de la cisse	Transf. des c ^{tes}	Ordres de Bourse		Mt des c ^{tes} dép.
							Achat	Vente	
31 décembre 1910.....	29,7	0,42	734,4	384,1	270,1	80,1	22,9	14,5	5,6
31 — 1911.....	30,3	0,42	771,6	392,8	279,7	93,9	21,8	14,2	5,98
31 — 1912.....	29,2	0,43	837,9	422,2	307,7	107,9	24,6	12,5	5,97
31 — 1913.....	34,9	0,49	879,9	433,5	324,3	122,0	21,6	11,8	6,3

posons pour le moment de nous borner à une augmentation de 3 millions. Plus tard si le besoin s'en fait sentir et si le Conseil juge le moment opportun, une nouvelle augmentation de 3 millions pourrait être faite : nous vous demandons de nous donner cette autorisation dès à présent. »

2^o Prorogation de la durée de la Société.

« Confiants dans l'avenir de cette maison et pour éviter les frais de prorogations répétées de courte durée, nous vous demandons de reporter la fin de la Société au 31 décembre 1974 au lieu du 31 décembre 1924. »

3^o Parmi les modifications statutaires apportées aux articles : 1, 2, 2 bis, 7, 8, 11, 13, 14, 20, 21, 24, 25, 35, 36, 37, 37 bis et 39 des statuts, nous ne croyons pas avoir à insister sur celles qui concernent les jetons de présence des administrateurs, la composition du Conseil d'administration ou la répartition des bénéfices entre les actionnaires et le Conseil.

Par contre, plus importante nous paraît être la création d'un fonds de prévoyance destiné dans la suite à s'ajouter à la réserve légale *« qui n'aura plus dorénavant à être alimentée, celle-ci devant bien probablement atteindre 900.000 francs dans l'exercice actuel et pouvant en tous cas être complétée à ce montant par un versement pris sur la prime des actions nouvelles émises en vue de l'augmentation du capital social »*

Si judicieuses que fussent ces mesures, elles n'étaient cependant que des précautions d'ordre intérieur prises en faveur des actionnaires. Dès lors, on est amené tout naturellement en examinant l'autre face de la question à se demander quelles dispositions avaient été prises en faveur du public.

Et tout d'abord, c'est en vain que l'on rechercherait dans le Rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée ordinaire du 19 mars 1914 des indications sur la crise économique naissante. Quoique en ce qui concerne plus spécialement le *Comptoir d'Escompte de Rouen*, et si l'on s'en réfère aux indications données ci-dessus

le mouvement de fléchissement n'eût encore affecté que les ordres de Bourse, il s'affirmait cependant déjà suffisamment pour ne pouvoir être ignoré. Il y a plus ; si l'on parcourt les différents documents présentés chaque année aux actionnaires on pourra se montrer surpris en constatant qu'ils sont tous rédigés selon un modèle type qui se reproduit indéfiniment sans jamais contenir aucun renseignement ni sur le marché financier, ni sur le marché monétaire, ni même sur l'orientation de la politique de la banque. Dans ces conditions, il devient assez difficile de pouvoir préjuger d'une politique éventuelle de liquidité, d'autant plus qu'ici encore la comparaison des chiffres à laquelle il faut bien s'en référer en l'absence de toute autre possibilité est quelque peu faussée par l'introduction, dans un bilan de 30 millions, des 3 millions correspondant à l'augmentation du capital social.

Le rapprochement de l'encaisse et des dépôts à vue et à terme fait ressortir les rapports suivants :

Au 31/12/12	Encaisse 1,4	Dépôts 19,2	Prop. 7 %
Au 31/12/13	— 2,6	— 20,5	— 13 %

La proportion de l'encaisse aux dépôts avait donc ainsi presque doublé.

D'autre part les mouvements des postes de l'actif réalisable à terme sont présentés dans le tableau suivant.

	Av. R	Cts déb.	Ens.
Au 31/12/12	1,5	8,6	10,2
Au 31/12/13	1,8	8,8	10,7

L'actif réalisable à terme était donc resté à peu près stationnaire.

Si l'on rapproche ce dernier résultat du mouvement du portefeuille, 11,4 millions au 31 décembre 1912 et 13,1 millions au 31 décembre 1913, on constatera que sur les disponibilités mises à la disposition du Conseil

d'administration par l'augmentation du capital social, près des 2/3 avaient été absorbées par ce seul poste du bilan, c'est-à-dire consacrées à des opérations de banque pure réalisables à court terme. Dans ces conditions, la liquidité du *Comptoir d'Escompte de Rouen* avait augmenté au 31 décembre 1913 ainsi qu'il ressort d'ailleurs des chiffres suivants.

RAPPORT DE L'ENSEMBLE CAISSE +
PORTEFEUILLE AUX DÉPÔTS

Au 31/12/12	Caisse + port ^{lie}	12,9	Dépôts	19,2	Prop.	67 %
Au 31/12/13	—	15,8	—	20,5	—	77 %

RAPPORT DE L'ENSEMBLE AVANCES ET REPORTS +
COMPTES DÉBITEURS AUX DÉPÔTS

Au 31/12/12	Av. et rept ^{ts} + C. c ^{ts} déb ^{rs}	10,2	Dépôts	19,2	Prop.	53 %
Au 31/12/13	—	10,7	—	20,5	—	52 %

Cependant, et malgré des progrès très marqués, la proportion de 77 % peut paraître encore assez faible pour une banque régionale d'importance secondaire, c'est-à-dire dont le chiffre d'affaires est forcément restreint. Dans ces conditions, il est permis de se demander si le *Comptoir d'Escompte de Rouen* était à même de faire face à la crise de juillet 1914 avec le seul concours de son portefeuille commercial, ou si au contraire une aide plus spéciale ne s'imposait pas pour lui. Quoi qu'il en soit, et c'est le point capital, la proportion de l'actif réalisable à vue et à court terme dépassait ici de beaucoup celle de l'actif réalisable à terme.

CHAPITRE XI

LA BANQUE DE BORDEAUX

(Documents statistiques page 704)

Les renseignements ci-après donnés dans les Rapports du Conseil d'administration afférant aux exercices correspondants permettent de se rendre compte de la situation de cette société depuis l'année 1910.

(Voir tableau page suivante)

En raison du mouvement de fléchissement très nettement caractérisé qui avait affecté l'exercice 1912, le Conseil d'administration n'avait pas cru opportun de procéder à l'augmentation du capital social de 16 à 20 millions annoncée l'année précédente conformément à l'autorisation qu'il en avait reçue par avance dès l'année 1905. En outre, un effort assez sérieux avait été fait en vue de renforcer des réserves qui ne manquaient pas que d'apparaître assez insuffisantes.

C'est ainsi que la réserve spéciale statutaire recevait 231.000 francs

La réserve immobilière 100.000 —

La réserve spéciale des agences .. 24.500 —

C'étaient donc 355.500 francs, soit près du quart des bénéfices nets, qui étaient ainsi affectés à des réserves extraordinaires.

Cependant, et malgré la diminution assez importante du mouvement des affaires de la *Banque de Bordeaux* pendant l'année 1912, on pourrait estimer qu'il n'y avait là qu'une situation passagère conditionnée par le

	Total du bilan	Bénéfices nets	Chiffre des opérations	Mouvt caisse sorties	Portefeuille Entrées	Solde des dépôts
31 décembre 1910.....	50,1	1,021	2.218,5	412,718	447,157 pour 928.121 effets	21,3
31 1911.....	57,9	1,213	2.189,5	482,638	518,226 - 938.823	28,3
31 -- 1912.....	49,0	1,252	2.150,8	175,422	487,669 - 952.017	20,2
31 1913.....	58,6	1,089	2.525,4	486,593	511,051 - 917.709	24,3

mouvement économique général. C'est à cette dernière opinion que semble se ranger, malgré son laconisme, le Rapport du 13 mars 1913.

« Le trouble causé par les événements extérieurs et qui s'est manifesté principalement dans le compartiment financier a eu pour nous cette conséquence de nous empêcher momentanément de donner suite aux projets d'augmentation de notre capital social dont nous vous avons parlé dans notre dernier rapport. »

Dès l'année suivante, et contrairement à ce qui se passait pour nombre d'établissements de crédit, la situation de la *Banque de Bordeaux* était en reprise très marquée, ainsi qu'il résulte des indications statistiques données dès le début de cette étude et du rapport du 2 avril 1914.

« L'exercice qui s'est clos le 31 décembre 1913 a donné des résultats satisfaisants. Nous sommes d'autant plus heureux de le constater que la situation générale, dans presque tous les pays du monde, a été loin d'être favorable au développement des affaires. Le malaise qui s'était manifesté en 1912 et dont les causes sont présentes à toutes les mémoires a eu une répercussion profonde sur l'année qui vient de s'écouler, malgré les espérances qu'avait fait naître la cessation des hostilités dans les états balkaniques. Ces espérances ont été en partie déçues par les interminables débats qui ont présidé à la conclusion de la paix et les difficultés de toutes sortes soulevées par les belligérants dont les prétentions ont failli entraîner une conflagration générale. Le danger a été heureusement écarté, mais, grâce à tous ces événements, les affaires financières dont on escomptait la reprise ont dû marquer le pas en attendant des temps meilleurs et de ce chef une source importante de bénéfices a été non pas tarie, mais sensiblement diminuée.

Les banques dont le principal élément d'activité réside dans l'escompte, ce qui est notre cas, ont eu moins à souffrir que les autres de cette situation basée surtout sur les événements extérieurs, parce qu'il faudrait des causes d'ordre intérieur, économiques ou autres pour enrayer le mouvement commercial d'un pays et l'empêcher de suivre un développement en rapport avec sa richesse. C'est ainsi que malgré les circonstances défavorables, mais d'un ordre particulier, que nous venons de signaler, la plupart des chapitres de notre bilan au 31 décembre 1913

sont en progression sur celui de l'exercice précédent. Notre chiffre d'escompte a atteint en 1913 : 511 millions dépassant de 23 millions le chiffre de l'exercice précédent. Si nos bénéfices distribuables sont légèrement inférieurs à ceux de l'année dernière, cela tient d'abord à l'appoint des affaires financières qui nous a fait défaut et aussi aux amortissements opérés pour nos installations tant à Bordeaux qu'à Paris. »

Dans ces conditions, et eu égard vraisemblablement à la diminution très sensible du dividende distribué aux parts bénéficiaires, le Conseil d'administration contrairement aux mesures à peu près générales, n'attribuait aux réserves que 220.000 francs soit une diminution de 135.000 francs sur les dotations de l'exercice précédent. La question des réserves restait donc toujours entière. Elle était même sur le point d'être singulièrement aggravée par l'augmentation du capital social qui allait être réalisée définitivement le 18 juin suivant.

A s'en tenir aux seules indications données par le rapport du Conseil d'administration précité, on pourrait penser que la *Banque de Bordeaux* était essentiellement une banque de dépôts pure. En fait et depuis quelques années cet établissement de crédit, à l'instigation d'influences diverses, se départait chaque jour un peu plus du rôle qu'il s'était assigné lors de sa création. C'est ainsi qu'au cours de l'exercice 1912, et malgré son capital relativement restreint, cette société avait participé à vingt opérations de placement ou d'émissions. Encore que ces opérations aient été liquidées pour la plupart au cours de l'exercice et que leur montant ne figurât plus au 31 décembre 1912 que pour 226 mille francs il n'en est pas moins vrai que la *Banque de Bordeaux* menaçait de devenir très rapidement une banque d'affaires financières. A cet égard, la nomenclature présentée par le Conseil d'administration est particulièrement édifiante. Ce sont les émissions suivantes :

1^o Les actions de la Banque de l'Union à Moscou (augmentation de capital social) ;

2^o Les actions de la Compagnie Générale des Omnibus de Paris ;

- 3° Les obligations de l'Industrielle Foncière ;
- 4° Les obligations de la Société métallurgique du Périgord ;
- 5° Les actions et obligations de la Compagnie de chemins de fer des Alpes Bernoises ;
- 6° Les actions de la Société financière des Caoutchoucs (augmentation de capital) ;
- 7° Les actions de la Banque Foncière Russe des Paysans ;
- 8° Les obligations de la caisse Hypothécaire Canadienne ;
- 9° Les obligations du Missouri Oklahoma ;
- 10° Les obligations de la Caisse Générale des Prêts Fonciers industriels ;
- 11° Les obligations 5 % de la Compagnie des Messageries Maritimes ;
- 12° Les obligations de la Compagnie des chemins de fer du Nord-est et de l'Oural ;
- 13° Les actions de la Société centrale des banques de Province (augmentation de capital social) ;
- 14° Les actions de la Société Nancéienne de Crédit Industriel et de Dépôts (augmentation de capital) ;
- 15° Les obligations du Crédit Foncier du Brésil ;
- 16° Les actions de l'Éclairage électrique ;
- 17° Les actions de l'Industrielle Foncière (augmentation de capital)
- 18° Les actions de la Société des embranchements de chemins de fer en Russie ;
- 19° Les actions du Banco el Hogar Argentino (augmentation de capital) ;
- 20° Les obligations de la Compagnie Bordelaise des Produits Chimiques).

Loin de se contenter, comme les autres banques régionales, d'apporter son concours financier aux seuls besoins de l'industrie locale, la *Banque de Bordeaux*, avec des moyens très insuffisants, s'occupait donc d'affaires absolument étrangères à son rayon d'action. Malheureusement ces affaires n'étaient pas des plus solides, ainsi qu'il résulte d'un article du *Journal Paris-Bruxelles*, en date du 11 décembre 1913 :

« *La Banque de Bordeaux* à l'instigation d'influences assez malheureuses, tout au moins en leurs résultats, a participé au placement des actions de vagues banques Mexicaines presque toutes aujourd'hui en péril et à une série d'obligations extraordinaires telles que Missouri-Oklahoma, Crédit Foncier du Brésil....etc. »

En ce qui concerne « les influences malheureuses », le « *Globe* » du 5 juin 1913 était plus explicite.

« La Banque de Bordeaux est affiliée à l'*Union Parisienne* et à la *Société centrale des Banques de Province*. »

Nous n'avons pas à insister ici au sujet de l'*Union Parisienne* ; quant à la *Société centrale des Banque de Province*, la matière a déjà été traitée antérieurement. En particulier, et si l'on rapproche la liste des affaires patronnées en 1912 par la *Société des Banques de Province* de celles auxquelles la *Banque de Bordeaux* avait participé à la même époque, on ne peut manquer de constater une similitude des plus saisissantes. Dès lors, et si l'on veut bien se rappeler le rôle joué par le *Syndicat des Banques de Province* à l'égard des banques régionales en matière de placements de titres on semble autorisé à conclure, en la matière tout au moins, à un contrôle de cette institution de crédit sur la *Banque de Bordeaux*. Il y a plus, le problème de la valeur réelle du portefeuille-titres des banques régionales, que nous avons posé antérieurement d'une façon générale devient ici susceptible d'une solution. Si l'on admet ainsi qu'il est vraisemblable qu'en ce qui concerne les participations financières les deux portefeuilles-titres étaient composés, toute proportion gardée, de façon très sensiblement identique, on en arrive à conclure que la *Banque de Bordeaux* n'était pas à ce point de vue, à la veille de la guerre, dans une situation beaucoup meilleure que le *Syndicat des Banques de Province*. Quoi qu'il en soit, et c'est là le point qu'il convient de préciser, la *Banque de Bordeaux* était donc devenue et dans une mesure assez large une banque d'affaires financières.

Dès lors, et comme c'était le cas pour toutes les institutions de crédit de caractère analogue, la crise déclanchée à la fin de l'année 1912 devait se traduire dans les bilans de cette banque par une diminution de sa liquidité. Un article de l'*Information* du 17 mai 1914 signalait.

la stagnation relative depuis ces dernières années des

opérations d'escompte et par contre l'accroissement continu des comptes débiteurs. »

Le journal « *le Capital* » du 5 mars 1914 était plus précis encore :

« Le bilan au 31 décembre 1912 porte déjà la trace d'un ralentissement des affaires qui s'est accentué en 1913. Les espèces en caisse ont en effet diminué de près de 2 millions et demi par rapport à 1911, et en même temps les comptes débiteurs se sont accrus d'un million. L'augmentation du capital va permettre de parer à l'insuffisance des espèces en caisse déjà constatée en 1912, elle était devenue indispensable à la fin de 1913. »

En outre on peut faire les remarques suivantes :

1^o La proportion de l'encaisse aux dépôts avait diminué au 31 décembre 1913 ;

2^o Le montant du portefeuille-titres avait encore augmenté ;

3^o Le montant de l'actif réalisable à terme était au 31 décembre 1912 comme au 31 décembre 1913 légèrement supérieur au montant de l'actif réalisable à vue et à court terme ;

4^o Malgré une diminution de la proportion de l'actif réalisable à terme aux dépôts à vue et à terme, la liquidité de la *Banque de Bordeaux*, au 31 décembre 1913 était inférieure à ce qu'elle était au 31 décembre 1912.

En comparant l'encaisse aux dépôts à vue et à terme, on obtient les résultats suivants :

Au 31/12/12	Encaisse 2,5	Dépôts 20,3	Prop. 12 %
Au 31/12/13	— 2,1	— 24,3	— 9 %

Quant aux fluctuations des postes de l'actif réalisable à terme nous les avons consignées dans le tableau ci-dessous, en désignant par Av.R les avances et reports ; D les comptes débiteurs ; P le rapport de l'ensemble de ces deux comptes aux dépôts, P. T le portefeuille-titres.

	Av. R ^r	D	P.	P T
Au 31/12/12	» (1)	19,1	94,2 %	2,4
Au 31/12/13	»	21,5	88,7 %	2,8

Examinons enfin le rapport de l'ensemble Caisse + Portefeuille aux dépôts.

Au 31/12/12 Caisse + port ^{lle}	18,8	Dépôts	20,3	Prop.	92,9 %
Au 31/12/13	—	20,2	—	24,3	— 83,3 %

Il n'est pas douteux, eu égard spécialement à la proportion de 83,3 %, que la liquidité de la *Banque de Bordeaux* était loin d'être compromise. Cependant étant donné la politique inaugurée depuis quelques temps, il y a tout lieu de penser que cet état de choses était appelé à se modifier. C'est dans ces conditions que fut réalisée, à la fin du premier trimestre de l'année 1914, l'augmentation du capital social de 16 à 20 millions dont il était déjà question 2 ans auparavant. Dans l'exposé des motifs présenté à l'Assemblée extraordinaire du 18 juin 1914 le Conseil d'administration entendait justifier l'opération en ces termes :

« Notre chiffre d'escompte qui était en 1905 de 329 millions s'est élevé en 1913 à 511 millions. L'augmentation de capital à laquelle nous venons de procéder se justifie donc amplement par le simple énoncé que nous venons de faire. »

En outre, le Conseil profitait de la circonstance pour faire voter un certain nombre de modifications aux articles 21, 22, 24, 30, 31 et 40 des statuts sur lesquels nous n'insisterons d'ailleurs pas, ces changements ayant trait aux organes de gestion de la société et aux délais de convocation des assemblées générales.

Cependant, en ce qui concerne l'augmentation du capital social, il ne semble pas que l'opération ait été réalisée dans des conditions particulièrement brillantes. Outre ce qui vient d'être exposé concernant la situation de la *Banque de Bordeaux*, les conditions proprement financières de l'opération ne se présentaient pas d'une façon des plus favorables :

(1) Les bilans de la *Banque de Bordeaux* ne portaient pas trace de cette dernière rubrique.

« L'émission n'est pas très intéressante pour le public. On peut se procurer en effet à Paris pour 520 francs des actions anciennes ayant droit au solde du dividende de l'exercice 1913, probablement 17 francs,50 et à la totalité du dividende de l'exercice 1914 ; les actions nouvelles sont émises à 500 francs et bien entendu ne recevront rien pour 1913 et ne toucheront que les $\frac{3}{4}$ du dividende qui sera réparti aux actions anciennes en avril 1914. » (*Information* du 5 mars 1914).

En outre « *l'Agence télégraphique universelle* » du 20 avril suivant écrivait :

« L'accroissement du capital n'a pas été du goût de tous les actionnaires et il en est un certain nombre qui ont usé de leurs droits de souscription, mais qui réalisent aussitôt leurs titres de peur que les dividendes futurs n'aient trop à se ressentir de cette nouvelle charge. »

Quoi qu'il en soit, on peut estimer que l'augmentation du capital social avait permis à la *Banque de Bordeaux* de maintenir très sensiblement la situation de liquidité accusée au 31 décembre précédent. Dans ces conditions il semble possible de conclure que cette institution de crédit était, lors de la crise de juillet, en état de faire face à des retraits de dépôts importants avec le seul concours de la Banque de France sous forme de réescompte du portefeuille commercial, sans avoir besoin de solliciter une aide plus particulière.

CHAPITRE XII

LA SOCIÉTÉ LYONNAISE DE DÉPÔTS

(Documents statistiques page 705)

Précisons tout d'abord la situation de cette société depuis 1910 en rapprochant les tableaux statistiques annexés chaque année au rapport du Conseil d'administration.

(Voir tableau page suivante)

Lorsque, à l'aide des renseignements statistiques placés en tête de chacune de ces études, nous essayions de préciser la situation du *Crédit du Nord* dans la période 1910-1914, nous avons déjà signalé, quoique très incidemment, le mouvement de fléchissement accusé par le total du bilan au 31 décembre 1911. En ce qui concerne la *Société lyonnaise de dépôts*, se trouve dessiné un mouvement analogue mais d'importance beaucoup plus considérable. Les années 1911 et 1912 surtout paraissent en effet avoir marqué pour cette société un recul assez sérieux dont l'explication réside vraisemblablement dans la diminution du chiffre des dépôts.

A l'appui de cette opinion, il est possible de faire valoir un certain nombre de considérations : 1° ainsi qu'il résulte des rapports du Conseil d'administration et des renseignements statistiques qui seront présentés ultérieurement, la *Société Lyonnaise* malgré son caractère de banque régionale était une banque de dépôts pure ; 2° outre l'absence de tout portefeuille-titres figurant dans les bilans de cette société, les Rapports du Conseil d'administration ne mentionnent aucune participation à des opérations de placement ou d'émissions. Dans ces conditions, et plus particulièrement en ce qui concerne l'année 1912, le mouvement de fléchissement accusé dans les affaires de cet établissement ne saurait-être

	Total du bilan		Bénéfices nets	Mouvement Caisse	Portefeuille Entrées	Sorties
31 décembre 1910.....	79,0	0,949	470,237	474,554 pour 302.217 effets	171,837 pour 301.972 effets	
31 — 1911.....	78,0	0,953	460,594	456,737 — 297.622 —	161,122 — 298.121 —	
31 — 1912.....	76,8	1,178	463,565	443,218 — 312.986 —	438,722 — 312.210 —	
31 — 1913.....	85,2	1,341	492,048	458,013 — 329.291 —	151,167 — 328.151 —	

	Mouvement des Comptes de Dépôts		Solde de dépôts à vue et à terme
31 décembre 1910.....	563,207	41,0	
31 — 1911.....	555,081	40,4	-
31 — 1912.....	547,781	38,7	
31 — 1913.....	569,458	45,9	

la conséquence *directe* du ralentissement dont souffraient à cette époque les sociétés qui avaient fait de ce compartiment l'objet principal de leur activité. Toutefois, et spécialement dans une région industrielle, il n'est pas douteux que la raréfaction des capitaux à long terme disponibles sur le marché pouvait conduire à une diminution des comptes de dépôts en banque. Il semble que la situation de la *Société Lyonnaise* ait été conditionnée par cet état de chose, ainsi qu'il résulte du rapport du Conseil d'administration au 15 mars 1913.

« Comme vous le savez les événements des Balkans et les craintes suscitées par les incertitudes de la politique européenne, coïncidant avec l'activité à peu près générale de l'industrie, ont produit un serrement assez sérieux des capitaux. Nous avons profité des taux avantageux de l'argent, tout en restant cependant fidèles à nos principes habituels de prudence, et en maintenant notre trésorerie et nos engagements dans une situation telle qu'il nous aurait toujours été aisé de parer sans efforts aux conséquences des complications qui auraient pu surgir. Notre portefeuille commercial entre pour une part importante dans l'amélioration des bénéfices, le taux moyen de son rendement est plus de demi pour cent supérieur à celui de l'an passé. La moyenne des capitaux ainsi employés durant l'exercice a été un peu plus de 31 millions, avec une entrée de plus de 313.000 effets. Nous croyons presque inutile de vous redire la vigilante attention qu'apporte notre direction aux choix et à la surveillance de ces devises *contre-partie principale de nos dépôts*.

Nous vous demandons de prélever sur les bénéfices une somme de 200.000 francs, qui serait portée à un compte de provisions pour installations nouvelles et autres objets. »

Eu égard à la situation faite à la *Société Lyonnaise* par les conditions économiques générales, peut-être aussi en prévision de complications politiques éventuelles, le Conseil d'administration n'avait donc pas hésité à recourir à des mesures de prudence. En ce qui concerne les précautions intérieures en faveur des actionnaires, un compte de provisions avait été ouvert ainsi qu'il vient d'être dit. Tout en paraissant se référer à des installations éventuelles, il est vraisemblable que dans

l'esprit du Conseil d'administration il constituait essentiellement une réserve d'ordre extraordinaire. Les mots et « *autres objets* » semblent autoriser cette interprétation.

En ce qui concerne les rapports de la Banque avec le public, la politique suivie par cette société ainsi que la surveillance toute spéciale qu'elle apportait dans le choix de son portefeuille commercial lui assurait dès cette époque une situation de liquidité particulièrement saine.

Cependant, et à l'inverse de ce qui se passait pour nombre de sociétés de crédit, loin d'apporter un surcroît de difficultés, l'exercice 1913 avait au contraire marqué une reprise des affaires de la *Société Lyonnaise*, ainsi qu'il résulte d'ailleurs des chiffres présentés dès le début de cette étude et aussi du Rapport du Conseil d'administration en date du 18 mars 1914 :

« Ainsi que vous le verrez par les chiffres et les documents que nous allons soumettre à votre appréciation, le développement de notre société s'est fait sentir dans presque toute les branches de notre exploitation. »

Signalons dès à présent que ces heureuses dispositions peuvent être de nature à expliquer la diminution très légère de la liquidité de la société au 31 décembre 1913, ainsi qu'il sera précisé ultérieurement. Toutefois cet état de choses ne devait pas subsister très longtemps ainsi que l'indique d'ailleurs la suite du document.

« Cette situation avantageuse pour nous tend à se modifier et nous pouvons craindre que l'exercice en cours ne soit pas aussi favorisé. Il n'est pas douteux en effet qu'il n'y ait en ce moment un arrêt assez marqué dans la marche de l'industrie et du commerce. Coïncidant avec l'apaisement de la crise balkanique et la faiblesse assez marquée du prix de beaucoup de matières premières, ce ralentissement des transactions rend disponible un chiffre important de capitaux. Il est vrai par contre que de nombreux appels au crédit peuvent voir le jour et venir ainsi corriger dans une certaine mesure la tendance à la baisse du loyer de l'argent. Quoiqu'il en soit il nous semble sage de considérer les résultats très heureux de l'année écoulée.

lée comme étant au dessus de la normale et par conséquent de profiter des bénéfices acquis pour améliorer notre outillage et consolider nos créations. »

En conséquence, le compte de provisions ouvert l'année précédente recevait une nouvelle dotation de 300.000 francs, probablement susceptible d'une interprétation assez voisine de celle qui a été donnée précédemment.

Quant à la politique de la banque dans ses rapports avec le public, elle était restée la même.

« La meilleure part de nos bénéfices nous les devons à notre portefeuille commercial. Comme toujours, votre direction en a soigné tout particulièrement la composition ; sa vigilance a été récompensée, car malgré un chiffre de capitaux employés plus important et un rendement plus rémunérateur que précédemment, nous n'avons pas eu à supporter le moindre mécompte. La moyenne des capitaux employés à l'escompte des effets a été durant l'année près de 35 millions, supérieure de 4 millions environ à celle de l'année passée avec un rendement moyen de 3/4 % au dessus de celui de l'exercice précédent, atteignant ainsi un taux auquel nous n'étions plus habitués depuis bien des années. Par suite du taux élevé de l'escompte, nous avons pu nous dispenser de rechercher aussi largement qu'à l'ordinaire une rémunération de nos capitaux sur le marché des valeurs mobilières ; aussi nos emplois de fonds en reports ont-ils porté sur des sommes beaucoup moins importantes que de coutume. »

La *Société Lyonnaise* se présentait donc dans des conditions particulièrement favorables pour aborder la crise finale de juillet 1914.

En résumé pendant la période qui a directement précédé la guerre, cet établissement de crédit a passé par 3 phases successives, dont on peut d'ailleurs trouver un reflet dans ses bilans, sous forme d'un renforcement ou au contraire d'un relâchement de sa liquidité :

1^o Une période de crise au cours des années 1911 et 1912 ;

2^o Une période de redressement au cours de l'exercice 1913 ;

3^o Une nouvelle période de crise dont l'apparition

remonte au début de l'année 1914. Quoique le chiffre absolu de l'encaisse fût en augmentation continue depuis le 31 décembre 1912, la proportion de l'encaisse aux dépôts accuse cependant un léger fléchissement au 31 décembre 1913.

Si l'on compare l'encaisse aux dépôts à vue et à terme, on obtient les rapports suivants :

Au 31/12/12	Encaisse 1,9	Dépôts 38,4	Prop. 5 %
Au 31/12/13	— 2,1	— 45,9	— 4 %
Au 31/5/14	— 3,9	— 52,2	— 7 %

De même le chiffre des avances et reports et des comptes débiteurs après avoir augmenté au 31 décembre 1913 était à nouveau en diminution au 31 mai 1914.

On trouvera, en outre, les mouvements des postes de l'actif réalisable à terme dans le tableau ci-dessous où nous avons déjà désigné par Av. R les avances et ports; D. les comptes débiteurs; E l'ensemble de ces deux comptes, P. le rapport de l'ensemble de ces deux comptes aux dépôts.

	Av. R.	D.	E.	P.
Au 31/12/12	11,307	4,364	15,672	40,8 %
Au 31/12/13	12,661	4,223	16,884	36,6 %
Au 31/ 5/14	12,683	3,800	16,366	31,3 %

Indiquons enfin le rapport de l'ensemble Caisse + Portefeuille aux dépôts.

Au 31/12/12	Caisse + port ^{11e} 37,0	Dépôts 38,4	Prop. 96,4 %
Au 31/12/13	— 44,0	— 45,9	— 95,7 %
Au 31/5/14	— 51,1	— 52,2	— 98 %

Dans ces conditions et eu égard tout spécialement au chiffre de 98 %, il est de toute probabilité que la *Société Lyonnaise* de dépôts avec le seul concours de la Banque de France sous forme de réescompte de son portefeuille commercial était dans une situation de liquidité qui lui permettait de faire face aux demandes de remboursement de ses déposants lors des événements de juillet 1914.

CHAPITRE XIII

LE CRÉDIT DE L'OUEST

(Documents statistiques page 706)

Avant d'aborder l'étude de la *Compagnie Algérienne* et du *Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie*, il nous reste un mot à dire du *Crédit de l'Ouest*.

Montée sur le pied de cinq millions dans les derniers mois du premier semestre de l'année 1913, cette société avait été constituée pour prendre la suite des affaires de la maison Vve Delhumeau à Cholet et de la maison Vve Fortin et ses Fils à Angers. Quoique les opérations sociales aient commencé le 31 juillet 1913, le premier exercice devait aux termes des statuts durer 17 mois c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 1914. Aucun document n'a donc paru sur cet établissement de crédit antérieurement à la guerre. Dans ces conditions il devient impossible de se faire une idée de sa situation lors de la crise de juillet 1914 et de ses possibilités en vue de rembourser éventuellement ses déposants. Quant aux situations respectives des Banques Delhumeau et Fortin antérieurement à leur fusion, elles nous sont absolument inconnues. Aucun document les concernant n'ayant pu être recueilli.

Toutefois dans un document annexé au Rapport présenté par le Conseil d'administration à l'assemblée ordinaire du 30 avril 1921 (exercice 1920) figurait un bilan comme étant celui de la société au 31 décembre 1913.

On trouvera à la page suivante les principaux chapitres de ce bilan en milliers de francs.

Les chiffres qui sont ainsi présentés appellent quelques observations :

Au 31 décembre 1913 : l'encaisse atteignait 693000 francs pour 5.529.000 de dépôts à vue soit 12 %.

L'ensemble de l'encaisse et du portefeuille s'élevait à 4,1 millions, soit 75,6 % des dépôts à vue,

L'ensemble des avances et reports et des comptes débiteurs s'élevait à 5 millions pass.s, soit 92,1 % des dépôts à vue,

Quoique en l'absence de tous autres documents comparables, aussi bien que de tous éclaircissements donnés par le Conseil d'administration sur la politique imprimée à cette banque, il soit assez difficile de préjuger de sa situation au 30 juin suivant, il nous paraît cependant que la proportion relativement faible de son actif réalisable à vue et à court terme ne devait guère lui permettre de faire face à une crise de thésaurisation aiguë avec le secours de son seul portefeuille commercial. On notera en particulier que la proportion de l'actif réalisable à terme dépasse de près de 20 % celle de l'actif réalisable à vue et à court terme dénotant ainsi une tendance très marquée vers une politique d'immobilisation.

Enc ^{se}	508,5	}	692,9	Dép ^{ts}	5.258,1	}	5.723,4
Coup ^s	184,3			Corresp.			
Port ^{lle}	3.488,7			crédit.	195,2		
Av. g.	241,7			Dép. à.			
C ^{ts} déb	4.152,4	}	5.089,3	terme	1.902,4		
Corresp.							
débit.	936,9						
Titres	192,0	}	219,2				
Part-Fin.	27,1						
Tl.Bil.	13.260,3						

CHAPITRE XIV

LA COMPAGNIE ALGÉRIENNE

(Documents statistiques pages 707-708)

Après avoir constaté que les trois premiers articles des statuts qui définissent l'objet social se réfèrent uniquement à des opérations de prêts fonciers et plus spécialement au développement de la colonisation en Algérie, on pourrait penser que la *Compagnie Algérienne* est essentiellement une banque hypothécaire. En fait, dans les dernières années qui ont précédé la guerre, il en allait déjà très différemment. Cet état de choses était d'ailleurs mis en lumière par un article de l'*Information* en date du 14 avril 1914.

« Primitivement la *Compagnie Algérienne* avait surtout pour objet le développement de la colonisation en Algérie, les opérations de banque proprement dites, ne devant être que l'accessoire. Cependant, à la suite de la crise qui sévit si longtemps sur ce pays, la société voyait diminuer ses dividendes. Ceux-ci qui ressortaient à 5 1/2 0/0 en 1878, à 7 0/0 en 1880 durent être réduits à 5 1/2 0/0 de 1887 à 1893. En présence de ces résultats, la compagnie se décida à modifier sa politique. Sans abandonner la mise en valeur de son domaine agricole, elle s'est efforcée de développer ses opérations de banque, notamment en étendant son rayon d'action par la création de succursales ».

On pourra se rendre compte de cette orientation nouvelle par le tableau suivant.

	Portefeuille d'esc. millions	Prêts s. nant. millions	C. ets. déb. millions
1901	53,183	2,158	6,441
1908	95,127	14,907	24,962
1909	117,090	14,941	25,690
1910	151,002	19,607	30,993
1911	148,985	27,478	38,532
1912	163,392	42,639	48,017
1913	194,744	37,663	50,172

Les chiffres d'escompte des années 1912 et 1913 dont les accroissements se trouvent d'ailleurs expliqués en grande partie par les augmentations de capital intervenues à l'époque, consacraient en particulier d'une façon très précise le renversement de la politique de cette société. Celle-ci peut-être considérée dorénavant comme une véritable banque de dépôts ; aussi, tout en laissant de côté la partie hypothécaire de son activité, avons nous dû lui réserver une place dans cette étude.

Voici quel était le mouvement des affaires de cette institution de crédit dans les dernières années qui ont précédé la guerre, d'après les indications données par le Conseil d'administration dans ses rapports relatifs aux exercices correspondants.

	Total du Bilan	Bénéfices nets	Caisse Mouv. gén.	Portef. mouv. gén.	Dépôts à vue
31/12/10	234,7	3,668	4.810,0	769,0	131,8
31/12/11	248,7	4,383	6.235,0	900,0	140,0
31/12/12	303,5	7,186	7.210,0	1.004,0	156,2
31/12/13	339,2	10,038	9.077,0	1.105,0	135,1

Eu égard au mouvement de progression tout à fait caractérisé que ces quelques chiffres mettent en lumière, le Conseil d'administration était amené à saisir l'Assemblée générale du 31 mars 1912 d'une augmentation de capital social ainsi motivée :

« Les considérations qui justifient cette proposition peuvent se résumer en une seule : la nécessité d'avoir un capital plus en rapport avec l'importance de nos opérations. Vous jugerez facilement du développement de nos affaires en comparant quelques chiffres du bilan de l'exercice 1911 avec les mêmes chapitres du bilan de l'exercice 1900 que nous vous présentions au moment où vous avez décidé de porter le capital de 15 à 25 millions.

	1900	1911
Total des dépôts à vue ou à échéance	35 millions	171 millions
Effets en portefeuille	36 —	149 —
Avances garanties	3 —	40 —
Total des escomptes	323 —	900 —
Réserves	2 mil. 6	10 —
Bénéfices nets	1 mil. 520	4 mil. 383

Enfin nous avions 14 agences en 1900 ; nous en avons maintenant 56.

Cette prospérité est la conséquence naturelle du développement général des affaires dans la colonie où nous sommes établis. C'est par le mouvement des importations et des exportations que se caractérisent le mieux les progrès d'un pays. Pour l'Algérie, ce mouvement est passé dans les dix dernières années de 400 millions à plus d'un milliard et pour la Tunisie de 100 à 225 millions. Le Maroc, après une longue période de difficultés que vous connaissez tous, a été placé sous le protectorat de la France. Nous avons été les premiers à nous installer dans ce pays où s'offrent de belles perspectives d'avenir.

L'extension de nos opérations au Maroc et en France, et le développement de nos affaires en Algérie et Tunisie suffisent à motiver la proposition que nous vous soumettons. Nous vous demandons de porter le capital social de 25 à 30 millions. Nous vous demandons en outre d'autoriser votre Conseil à élever ensuite le capital, quand il le jugera à propos, jusqu'à 50 millions soit en une, soit en plusieurs fois, par la création de nouvelles actions à émettre aux époques et conditions qu'il aviserait. L'augmentation de 25 à 30 millions serait immédiatement réalisée par l'émission de 10.000 actions de 500 francs au prix de 1.220 francs à répartir comme suit :

- 500 francs au capital ;
- 700 aux réserves ;
- 20 aux profits et pertes. »

C'était donc une dotation de 7 millions qui allait être ainsi portée aux institutions de prévoyance.

En outre, le Conseil d'administration profitait de la réunion de l'Assemblée générale pour proposer un certain nombre de modifications statutaires. Après avoir demandé la prorogation de la société pendant une période de cinquante années, il réclamait encore l'abrogation des clauses restrictives qui, dans les alinéas 1, 2, 3, 4, 5 et 6 de l'article 1 des statuts, limitaient les opérations sociales à la France et aux seules colonies françaises et pays de protectorat. Quoique l'introduction du principe nouveau pût être l'occasion d'opérations financières plus ou moins lointaines, il semble cependant que ces modifications, en faisant disparaître les survivances de la politique première, instituaient, principalement dans l'esprit du Conseil d'administration, un pas de plus

dans l'orientation que la banque avait reçue après coup. Telle paraît-être l'interprétation dont est susceptible l'exposé des motifs.

« Il n'entre nullement dans notre pensée d'étendre pour le moment nos opérations à de nouveaux pays mais on peut prévoir certaines circonstances qui contribueraient à modifier notre opinion. »

On peut constater en outre que les valeurs composant le portefeuille-titres et dont le détail figure aux rapports annuels sont très sensiblement les mêmes avant comme après la nouvelle rédaction des statuts.

Cependant, profitant de l'autorisation qui lui avait été donnée, le Conseil d'administration procédait quelques mois plus tard à une deuxième augmentation de capital social de 30 à 40 millions. Le Rapport du 29 mars 1913, présenté à l'Assemblée ordinaire annuelle, rendait compte de ces deux opérations en ces termes :

« Au cours de l'exercice nous avons réalisé d'abord l'augmentation de 25 à 30 millions, aussitôt après l'assemblée générale du 30 mars 1912 et quelques mois après, nous avons décidé de faire une deuxième augmentation ayant pour objet de porter le capital de 30 à 40 millions. Chaque fois, les souscriptions à titre irréductible ont presque suffi pour couvrir l'émission et il n'a été possible que d'attribuer une infinie répartition aux souscriptions à titre éventuel. En nous apportant des capitaux nouveaux, dans des conditions qui ont permis de doter largement nos réserves, vous avez d'ailleurs assuré à notre société une situation particulièrement forte. »

Sur le prix de 1.345 francs auquel chaque action avait été émise, 800 francs avaient été prélevés en faveur des réserves. C'était donc une nouvelle somme de 16 millions qui était inscrite à ce compte, soit en tout 23 millions pour le seul exercice 1912.

En ce qui concerne l'emploi des ressources nouvelles qui, au cours de l'année, avaient été mises à la disposition de la société, soit en tout 51 millions, provenant tant des augmentations de capital que des dépôts de la clientèle, le Rapport du commissaire des comptes signalait que

la presque totalité : 50 millions avaient été absorbés en opération de banque : Caisse et Banque, Effets de commerce, Avances sur garanties et comptes courants débiteurs.

Le portefeuille commercial passait de 149 millions à 163 millions, soit une augmentation de 14 millions ; les avances garanties passaient de 27 millions à 42 millions soit une augmentation de 15 millions ; les comptes courants débiteurs passaient de 48 millions à 50 millions soit une augmentation de 2 millions

On remarquera que l'accroissement de l'actif réalisable à terme dépassait en valeur absolue celui de l'actif réalisable à court terme.

Cependant dès la période de l'année 1912 la situation générale était devenue assez incertaine ainsi que le signale d'ailleurs le même document « *Les évènements balkaniques ont rendu difficiles toutes opérations d'émissions.* »

En outre, et quoi qu'il estimât « *que l'exercice 1912 ait été caractérisé en Algérie par un remarquable progrès du mouvement commercial* », le Conseil d'administration présentait à l'appui de son opinion un certain nombre de précisions statistiques d'où il résultait que la production de l'Afrique du Nord était au contraire en voie de ralentissement :

« Le total des importations et des exportations a atteint 1.175 millions, dépassant de près de 100 millions le chiffre de l'année 1911. Les importations qui se sont élevées à 655 millions entrent dans cette augmentation pour 84 millions. Les importations ont donc très peu augmenté, les récoltes ayant été sensiblement inférieures à celles de l'année précédente. La production totale des graines a été de 16 millions 580 mille quintaux contre 22 millions 130 mille en 1911. Pour les vins la diminution a été d'un quart (6.670.000 hectolitres contre 8.883.000). Les prix de vente ont été heureusement très satisfaisants.

En Tunisie la récolte des céréales a été tout à fait médiocre, puisqu'elle a atteint seulement la moitié de la récolte de l'année précédente. La cueillette des olives mauvaise dans le nord et dans le centre a donné de bons résultats dans le sud. Comme

en Algérie la production des vins a été inférieure d'un quart environ. »

Eu égard à la situation économique générale, eu égard plus spécialement au mouvement de fléchissement accusé dans les pays où opérait la *Compagnie*, fléchissement que ces derniers chiffres mettaient incontestablement en évidence, malgré les conclusions favorables dont ils avaient été l'objet, l'établissement devait escompter vraisemblablement dès la fin de l'année 1912 une diminution de son chiffre d'affaires. Dans ces conditions, il semble que dès ce moment une politique de prudence s'imposait et qu'en tous cas l'ère des augmentations de capital social était close momentanément. En fait il en fut tout autrement. *La Compagnie* procédait encore au cours de l'année 1913 à deux augmentations nouvelles du capital social semblant ainsi se placer en opposition directe avec les principes qui régissent la matière.

Dès le mois de mars 1913, le Conseil d'administration décidait de porter le capital à 50 millions atteignant ainsi les limites de l'autorisation qu'il avait reçu l'année précédente.

En ce qui concerne cette troisième augmentation du capital social, le prix d'émission des nouvelles actions, soit 1.365 francs l'une, avait permis de porter au compte des institutions de prévoyance une nouvelle dotation de 16 millions.

En outre, en rapprochant les bilans au 31 décembre 1912 et 30 juin 1913 on pourra constater que les ressources qui venaient d'être ainsi mises à la disposition de la société, après avoir compensé jusqu'à concurrence de 12 millions la diminution des dépôts à vue et des bons à échéance, avaient été employées intégralement en opérations de banque pure, ainsi qu'il en avait été antérieurement.

Au 30/6/13	Caisse et banque.....	—	1 million 800
	Effets.....	+	16 millions
	Avances garanties.....	—	1 million
	C ^{tes} débiteurs.....	+	5 millions 5

Contrairement à ce qui avait eu lieu précédemment, l'accroissement de l'actif réalisable à court terme était donc cette fois de beaucoup supérieur à l'accroissement de l'actif réalisable à terme, témoignant, ainsi que le conseillait la situation et tout particulièrement la diminution des ressources provenant de la clientèle, d'un renforcement de la liquidité de l'établissement.

Enfin, le 11 octobre 1913, l'Assemblée générale était saisie d'une quatrième augmentation de 50 à 100 millions. En rappelant dans son exposé des motifs les trois opérations auxquelles il avait été procédé depuis le mois de mars 1912, le Conseil d'administration présentait une vue d'ensemble de la question qu'il nous a paru intéressant de rappeler ici.

« Le 30 mars 1912, vous avez déjà décidé d'élever le capital de 25 à 30 millions et vous avez autorisé votre Conseil d'administration à le porter à 50 millions, quand il le jugerait utile. Les circonstances nous ont permis d'user rapidement de cette faculté et nous avons procédé dans l'espace de quelques mois à deux émissions de 20.000 actions nouvelles chacune : l'une en octobre 1912 pour élever le capital de 30 à 40 millions la dernière en mai 1913 pour porter le capital au chiffre actuel de 50 millions. Les souscriptions ont remporté un succès qui a dépassé les prévisions les plus optimistes, les souscriptions à titre irréductible ayant chaque fois absorbé la presque totalité des actions nouvelles.

Notre rapport et celui de vos commissaires à l'assemblée générale du 29 mars dernier vous ont montré l'emploi qui avait été fait des capitaux nouveaux que vous aviez apportés à la société lors des augmentations de 25 à 30 millions et de 30 à 40 millions. La situation au 30 juin dernier vous a permis de constater que la dernière tranche de 10 millions émise en mars dernier avait été de même immédiatement employée au développement des opérations normales de votre société. Ces opérations ont d'ailleurs été fructueuses, comme vous avez pu vous en rendre compte par les résultats de l'exercice 1912 et comme le prouvent les résultats déjà acquis de l'exercice en cours. Ainsi l'accroissement de l'activité de votre société ne s'est pas ralenti, même pendant la période de difficultés internationales que nous venons de traverser. Le développement du commerce en Algérie et en Tunisie, conséquence d'une situation économique de plus en plus prospère, l'impor-

tant courant d'affaires qui se dessine au Maroc et qui va suivre l'organisation administrative et judiciaire en voie de réalisation nous obligent à prévoir l'emploi de capitaux nouveaux par les opérations ordinaires de banque de nos diverses agences. Telles sont les raisons qui nous paraissent motiver la proposition d'augmentation de capital social que nous allons vous soumettre. Pour faire face à nos besoins actuels et à ceux que pourra faire naître plus tard le développement de nos affaires, nous estimons qu'il est préférable de prévoir dès maintenant le doublement du capital actuel de 50 millions. Fidèles à la méthode prudente que nous avons toujours appliquée nous n'envisagerons la réalisation de cette augmentation que par tranches successives dont l'importance ne dépassera pas le montant des sommes que nous serons certains d'employer à bref délai à des conditions rémunératrices. C'est d'ailleurs le mode de procéder que vous avez ratifié pour les dernières augmentations de capital et que les résultats obtenus suffisent à justifier. Actuellement il nous paraît conforme à vos intérêts de porter le capital social de 50 millions à 62 millions et demi par la création de 15.000 actions nouvelles de 500 francs au prix d'émission de 1365 fr. Nous vous demanderons de voter cette augmentation, qui serait immédiatement réalisée et d'autoriser votre Conseil à élever ensuite le capital social quand il jugera utile jusqu'à concurrence de 100 millions soit en une, soit en plusieurs fois. »

En groupant ces différentes opérations, il n'est peut-être pas inutile d'en présenter un résumé.

	Capital	Prix d'émis.	Prélèvement en fav ^r des réserves
	—	—	
	millions de fr.	en fr.	millions de fr.
Décembre 1912.	25	»	»
Juin 1912.....	30	1.220	7
Octobre 1912...	40	1.345	16
Mars 1913.....	50	1.365	16
Octobre 1913...	62,5	1.365	20

C'étaient en somme plus de cent millions qui en l'espace de 21 mois venaient d'être demandés aux actionnaires. Cependant si l'on en croit une information du « *Pour et Contre* » du 13 octobre 1913 ceux-ci commençaient à se lasser de ces appels continuels.

« Quelques actionnaires n'ont pas dissimulé un certain mécontentement des augmentations successives de capital auxquelles ils ont été conviés depuis 2 ans par la société. »

L'article ajoutait en outre :

« Les actionnaires n'ont cependant qu'à se louer jusqu'à présent de l'habile et prudente gestion du Conseil. Néanmoins leur mauvaise humeur s'explique par la multiplication des sollicitations dont les capitalistes sont l'objet depuis quelque temps. »

Ce mauvais vouloir peut paraître d'autant plus justifié, que les deux dernières opérations auxquelles la *Compagnie* avait procédé semblent avoir été faites en violation des principes sur lesquels il était tant insisté par ailleurs. On pourra remarquer à cet égard que le rapport du 11 octobre 1913 se contente de parler en termes généraux de la prospérité de l'Afrique du Nord, sans apporter cette fois aucune précision statistique. Le mouvement de ralentissement que nous avons déjà signalé s'était en effet accentué au début de l'exercice 1913, ainsi qu'il résulte d'un article de l'« *Information* » en date du 14 octobre 1913.

« Le rapport du Conseil d'administration explique ces augmentations successives du capital social par le développement du commerce en Algérie et Tunisie. Il nous sera permis cependant de remarquer que les résultats du mouvement commercial en Algérie pendant les sept premiers mois de 1913 indiquent un ralentissement dans l'activité économique du pays. Les importations qui ont atteint le chiffre de 401 millions de francs dépassent sans doute de 58 millions celles de la période correspondante de 1912. Mais les exportations ne se sont élevées qu'à 257 millions, en diminution de 101 millions. »

Dans ces conditions, il semble que les appels de fonds dont les actionnaires avaient été l'objet avaient en réalité des mobiles bien différents de ceux qui étaient allégués. Il est de toute probabilité en effet que le Conseil d'administration avait avant tout en vue de parer à la diminution des ressources apportées par la clientèle.

On peut constater en effet que, depuis le 31 décembre 1912, les dépôts à vue et les bons à l'échéance allaient constamment en diminuant suivant d'ailleurs le mouvement de la situation économique de l'Afrique du Nord

	31/12/12	30/6/13	31/12/13
Dépôts à vue	156,220	146,432	135,176
Bons à échéance . . .	27,296	25,076	24,486

Un article de l'*Information* du 14 avril 1914 apportait d'ailleurs à ce dernier point de vue les précisions suivantes :

« On voit que les dépôts s'étaient accrus de manière ininterrompue jusqu'en 1912 faisant plus que quadrupler depuis 1901. Les bons à échéance et les comptes courants créditeurs avaient suivi le même mouvement. Par contre l'année dernière les ressources fournies par la clientèle ont fléchi de manière très appréciable. Les dépôts ont diminués de plus de 21 millions les bons à échéance de 2.776, les comptes courants créditeurs de 1.942.000 soit une diminution de 26 millions que l'on doit évidemment attribuer aux inquiétudes causées par la situation politique internationale, mais qui résultent également de circonstances locales qui furent particulièrement sensibles en Tunisie où des retraits importants se produisirent. C'est vraisemblablement à raison de cette diminution de ressources que le Conseil d'administration qui avait déjà émis 20.000 actions au commencement de 1913 en créa 25.000 autres au mois de décembre dernier. »

Quoique les dernières augmentations du capital social ne fussent pas justifiées quant aux principes, elles avaient cependant rendu un important service à la colonie, en permettant à la Banque d'Algérie de se montrer modérée dans l'élévation du taux de son escompte. Ce dernier point de vue se trouve développé dans le rapport à l'Assemblée générale ordinaire du 21 mars 1914.

« Le mouvement des échanges de toute nature qui se font entre la colonie et la métropole, a comme corollaire un mouvement de paiements et de recettes dont le solde est en fait au profit de la métropole. Le règlement de ce solde s'effectue non pas par des envois de numéraire, mais par des écritures passées au compte du Trésor français à la Banque d'État de l'Algérie qui est aussi devenue débitrice de l'État français pour des sommes considérables. Pour réduire sa dette, la Banque d'État peut employer divers procédés qui ont pour but soit d'attirer en Algérie des capitaux français, soit de diminuer l'importance des capitaux exportés d'Algérie en France. Le

procédé le plus efficace est le procédé classique de l'élévation du taux de l'escompte. L'apport des capitaux nouveaux que nous avons fait en Algérie a eu pour conséquence de faire diminuer d'une soixantaine de millions le compte du Trésor à la Banque d'État et c'est cette circonstance qui a permis sans doute à cet établissement de maintenir un taux relativement modéré pendant toute la crise balkanique. »

Quoi qu'il en soit de ces dernières considérations, il importe de signaler quant à présent que la prime d'émission sur les nouvelles actions avait permis de porter au compte des réserves une nouvelle dotation dont le montant atteignait cette fois 20 millions. En outre, l'intégralité du capital nouveau avait été employé aux opérations ordinaires de banque ainsi qu'il résulte du rapprochement des bilans au 30 juin et 31 décembre 1913.

Au 31/12/13 Caisse et banque	+	152.000	francs
Portefeuille comm.	+	16.200.000	—
Avances garanties	+	6.000.000	—
Comptes débiteurs.	—	3.000.000	—

Cette fois encore et comme il en avait été lors de la troisième augmentation du capital social, l'accroissement de l'actif réalisable à vue et à court terme était de beaucoup supérieur à celui de l'actif réalisable à terme. La liquidité de la société se trouvait donc d'autant plus renforcée que les comptes de dépôts diminuaient toujours ainsi que nous avons déjà eu l'occasion de le signaler.

Cependant, et quoique « *la situation générale de l'Europe ait été inquiétante au cours de l'année* » il semble que le mouvement des affaires algériennes fut au contraire en reprise assez sensible à la veille de la guerre, ainsi qu'il résulterait du rapport du Conseil d'administration en date du 21 mars 1914.

« En 1913, le mouvement commercial de l'Algérie a atteint 1.180 millions avec une faible diminution de 37 millions sur l'année précédente, mais avec une augmentation de près de 100 millions sur l'exercice 1911.

Quant à la production agricole, elle a été supérieure à celle de 1912. La récolte des céréales s'est élevée à plus de 23 millions

de quintaux contre 16 millions seulement en 1912. La récolte des vins a atteint 7.400.000 hectolitres en augmentation, de 800.000 hectolitres sur l'année précédente. La production du bétail a donné de très bons résultats, la mortalité ayant été faible pendant l'hiver 1912-1913 et les prix de vente ayant été particulièrement élevés.

En Tunisie, la récolte des céréales a été assez bonne. Les vignes ont donné une récolte légèrement inférieure à la moyenne mais, grâce aux cours élevés, les viticulteurs ont été satisfaits des bénéfices obtenus. »

Dans ces conditions et eu égard spécialement à l'accroissement de la production algérienne, le Conseil d'administration en escomptant une reprise de la situation économique de l'Afrique du Nord pouvait peut-être se croire autorisé à consentir une diminution de la liquidité de la société, ainsi qu'il résulte de l'examen du bilan au 30 juin 1914. Cependant il n'est pas douteux qu'il convenait de se montrer très prudent dans cette voie, les conditions économiques générales donnant à cette époque une contre-indication très précise. Voici d'ailleurs quels ont été depuis 1912 les mouvements des principaux postes du bilan :

MOUVEMENT DE L'ENCAISSE ET DES DÉPÔTS A VUE
RAPPORT DE CES DEUX COMPTES

Au 31/12/12	Encaisse	10,8	Dépôts	172,8	Prop.	6 %
Au 30/6/12	—	9,0	—	165,8	—	5,4 %
Au 31 12/13	—	9,1	—	149,8	—	6 %
Au 30/6/14	—	9,1	—	152,0	—	6 %

On pourra constater que, malgré une légère reprise de l'encaisse à partir du 31 décembre 1913, la proportion des dépôts à vue reste ce qu'elle était au 31 décembre 1912, c'est à-dire assez faible.

Quand aux dépôts à vue ils étaient en diminution continue et rapide déterminant ainsi dans une mesure assez large les variations des autres postes de l'actif. On remarquera en particulier que le portefeuille commercial, grâce à l'appoint des augmentations du capital social, n'a cessé d'augmenter jusqu'au 30 juin 1914 alors que l'ensemble des avances garanties et des comptes

débiteurs avaient une tendance à rester à peu près stationnaire.

MOUVEMENT DU PORTEFEUILLE COMMERCIAL

Le portefeuille commercial présentait les mouvements suivants :

Au 31/12/12	Portefeuille commercial	163,3
Au 30/6/12	—	— 179,4
Au 31/12/13	—	— 194,7
Au 30/6/14	—	— 190,3

FLUCTUATIONS DES POSTES DE L'ACTIF RÉALISABLE A TERME

En désignant par Av. les avances garanties ; D les comptes débiteurs ; E l'ensemble de ces deux comptes ; P la proportion de l'ensemble de ces deux comptes aux dépôts à vue, on obtient le tableau ci-dessous :

	Av.	D	E	P	
Au 31/12/12	60,8	48,0	108,8	62,9	%
Au 30/6/13	59,2	53,4	112,6	67,9	%
Au 31/12/13	65,1	50,1	115,2	76,8	%
Au 30/6/14	61,6	51,6	113,3	74,5	%

Ainsi qu'il est facile de s'en rendre compte l'augmentation de la proportion aux dépôts de l'actif réalisable à terme s'explique presque exclusivement par la diminution du chiffre des dépôts.

Avant de terminer cette étude indiquons enfin le rapport de l'ensemble Caisse + Portefeuille aux dépôts à vue.

Au 31/12/12	Caisse + port ^{lie}	174,2	Dépôts	172,8	Prop.	100,8 %
Au 30/6/13	—	165,8	—	188,4	—	108,1 %
Au 31/12/13	—	203,8	—	149,8	—	135,9 %
Au 30/6/14	—	199,9	—	152,0	—	130,8 %

Dans ces conditions et malgré une diminution au 30 juin 1914 de la liquidité de la société, diminution dont l'interprétation probable a déjà été indiquée, il

est de toute vraisemblance eu égard spécialement à la proportion de 130,8 % de l'actif réalisable à vue et à court terme que la *Compagnie Algérienne*, avec le concours de la banque d'émission sous forme de réescompte de son portefeuille commercial, était en état de faire face à une crise de thésaurisation sans avoir à solliciter des mesures d'exception.

CHAPITRE XV

LE CRÉDIT FONCIER D'ALGÉRIE ET DE TUNISIE

(Documents statistiques page 709)

Ainsi que son nom l'indique, cet établissement lors de sa formation avait principalement pour objet les opérations de prêts fonciers. Cependant par une évolution quelque peu comparable à celle de la *Compagnie Algérienne*, ces dernières opérations ne jouaient plus à la veille de la guerre qu'un rôle tout à fait modeste dans l'activité sociale. Dans ces conditions, il nous a paru que le *Crédit Foncier d'Algérie et Tunisie* avait sa place marquée dans cette étude. Toutefois il importe de signaler dès maintenant que, d'origine relativement récente, cette évolution, après s'être heurtée jusqu'en 1911 aux clauses restrictives des statuts, semble avoir été orientée dans une vue très différente de celle qui avait été suivie par la *Compagnie Algérienne*.

A ces divers points de vue il n'est peut-être pas inutile de rappeler une étude publiée par la *Revue Financière et Immobilière* du 17 juin 1913.

« Après s'être presque exclusivement consacré au début aux opérations de prêts fonciers, le *Crédit Foncier d'Algérie et Tunisie* s'en détacha de plus en plus. L'évolution fut d'abord lente puis plus rapide. Elle commença vers 1900 par la création de plusieurs succursales qui facilitèrent les opérations d'escompte et de placements de valeurs. Dans le but de donner un nouveau développement à cette branche d'activité, l'établissement se fit admettre en 1909 à fonctionner en Tunisie, puis il pénétra au Maroc. Aujourd'hui son rayonnement est assez étendu.

En Algérie il possède 39 sièges ; en Tunisie 9 et au Maroc 9. Dans ces différents centres, il ne s'occupe qu'à titre accessoire des opérations hypothécaires et c'est des opérations de banque dans leur sens plus large qu'il tire le plus clair de ses profits..... Le développement le plus important pris par le *Crédit Foncier d'Algérie et Tunisie* a porté surtout sur les opérations financières : constitutions de sociétés successives et placements

de valeurs. L'établissement s'est ménagé des relations parmi la haute finance française et étrangère. De plus, par ses succursales à Paris et à Marseille, il dispose d'une puissance de placement non négligeable. En fait il participe à toutes les opérations financières qui s'effectuent sur le marché français. En outre il possède ses affaires propres, qui, à vrai dire, n'ont pas toujours été heureuses (Val de Vouga, Chemins de fer et tramways électriques des Basses-Pyrénées et des Pays Basques).

En Algérie il a constitué la société des Manufactures de cigarettes Bastos et prête son concours à l'augmentation du capital de la Compagnie de Navigation mixte, qui dessert l'Algérie, la Tunisie et le Maroc.

En Tunisie il s'est rendu adjudicataire des gisements des phosphates du Meheri-Zelbeus, qu'il a repassés ensuite à la Compagnie des phosphates tunisiens. Le Conseil d'administration a refusé de donner des détails sur cette affaire dont les dessous sont assez mystérieux mais a avoué qu'elle avait laissé des profits importants.

Enfin, au Maroc, il est intéressé dans de nombreuses affaires notamment :

- La Compagnie Marocaine ;
- La Compagnie du Nord-Africain ;
- La Société Chaöma ;
- La Société Rharb et Klhot ;
- La Société Franco-Marocaine ;
- La Compagnie d'Agadir ;
- La Société d'études du Haut-Guir ;
- La Société Paris-Maroc ;
- et l'Union des Mines Marocaines.

A ce total les immobilisations résultant de toutes ces participations financières doivent être considérables. Le Conseil d'administration n'en indique pas le montant ; il le dissimule discrètement en l'englobant sous la rubrique « correspondants débiteurs ». Toutefois comme ce chapitre qui atteint 63 millions est, contrairement à ce qui se passe dans les autres banques, en disproportion manifeste avec le compte correspondant du passif « correspondants et créditeurs, qui ne s'élève qu'à 21 millions, on doit en conclure qu'il est composé pour une grande partie, au moins les 2/3, de participations financières. »

Quelle que soit l'opinion que l'on adopte au sujet de ces dernières considérations, il n'en résulte pas moins, et c'est le point qu'il importe de retenir, que le *Crédit Foncier d'Algérie et Tunisie* était devenu tout autre chose qu'une banque hypothécaire.

Les renseignements statistiques qui vont être présentés ci-après et que l'on peut d'ailleurs trouver dans les différents rapports du Conseil d'administration permettent de se faire une idée du mouvement d'ensemble de cette institution de Crédit depuis 1910.

Voir tableau page suivante.

Ainsi que l'on peut s'en rendre compte, la situation de l'établissement était donc à la veille de la guerre en vue de progression très sensible. En particulier le chiffre des dépôts, en augmentation continue, menaçait d'atteindre dès la fin de l'année 1910 la limite statutaire alors fixée à 65 millions.

Dès lors à moins de restreindre volontairement le développement de la société, le Conseil d'administration devait chercher à élargir les limites très étroites imposées par les statuts, d'autant plus que dans l'orientation nouvelle dont l'établissement avait été l'objet, ces dispositions n'avaient plus la même raison d'être. Telle paraît être la cause des propositions dont fut saisie l'assemblée extraordinaire du 13 mai 1911 :

« L'assemblée générale extraordinaire réunie aujourd'hui a pour but de vous demander l'autorisation de porter de 40 à 50 millions le capital social de la société en laissant à votre Conseil le choix du moment opportun. Cette mesure est d'ailleurs la conséquence logique de l'évolution de votre société depuis l'assemblée du 21 février 1908, au cours de laquelle nous avons rappelé en son lieu les circonstances économiques particulièrement favorables à l'Algérie et qui ont facilité le développement de nos affaires.

La manifestation la plus tangible réside dans l'accroissement de nos dépôts qui, comme vous le voyez, atteignaient à peu de chose près au 31 décembre 1910 la limite fixée par nos statuts tant que votre capital n'aura pas été augmenté. C'est donc là que réside la cause dominante de la mesure que nous vous proposons aujourd'hui. Vous serez frappés comme nous de la rapidité avec laquelle nous sommes passés de 50 à 65 millions et vous estimerez comme nous qu'il y a lieu de modifier la proportion étroite qui a existé jusqu'à ce jour entre le montant de notre capital et celui de nos dépôts. Il ne saurait être question

	Total du Bilan	Bénéfices nets	Portefeuille		Mouvt des comptes de dépôts		Solde des dépôts à vue
			Entrées	Sorties	Entrées	Sorties	
31 décembre 1910.....	286,1	2,076	501,668	445,583	433,183	363,586	61,887
31 — 1911.....	296,8	2,403	581,051	514,727	554,302	463,101	84,405
31 — 1912.....	305,1	2,962	703,560	623,573	676,505	676,443	91,721
31 — 1913.....	362,9	4,096	998,910	898,028	873,336	760,278	97,149

en effet, si notre clientèle s'accroît comme nous en avons l'espérance, de continuer à augmenter notre capital à des intervalles aussi rapprochés, étant donné surtout que la réalisation totale de notre domaine parisien, les réalisations très importantes du domaine algérien, les rentes d'actions de la société Agricole algérienne et la liquidation du *Crédit Foncier de Tunisie*, enfin la libération progressive de nos actions anciennes, sans parler de cet accroissement même de nos dépôts nous créent des disponibilités extrêmement importantes. Vous approuverez donc, nous en sommes persuadés, la suppression que nous vous proposons du paragraphe 2 de l'article 6 qui fixait à 65 millions le maximum de nos dépôts et vous approuverez le maintien de la seule limitation de l'article 8 qui nous oblige à fixer notre capital au huitième des prêts fonciers et des dépôts réunis. »

En outre un certain nombre de modifications statutaires étaient apportées aux articles 3, 4, 7, 24, 29, 57 et 77 concernant l'extension des opérations hypothécaires à la Tunisie et la gestion de la Société.

L'amendement de beaucoup le plus important pour nous était donc l'abrogation de l'alinéa 2 de l'article 6. Étant donné la part tout à fait minime réservée dès cette époque aux opérations hypothécaires, le champ des possibilités qui était ainsi laissé au Conseil d'administration devenait tellement large qu'en fait les restrictions qui subsistaient encore n'étaient que de pure forme.

Cependant, dès le 19 avril 1913, l'Assemblée générale était saisie d'une nouvelle augmentation de capital social que le Conseil d'administration entendait justifier ainsi qu'il suit :

« Nous vous demandons l'autorisation de porter de 50 à 100 millions en une ou plusieurs fois le capital social sans nouvelle autorisation de l'assemblée générale. Nous vous demandons de laisser au Conseil le choix du moment opportun ainsi que des modalités à arrêter. L'augmentation éventuelle du capital est inspirée par les considérations suivantes.

1^o L'augmentation de notre chiffre d'affaires : les opérations d'escompte et de recouvrement ont successivement passé de 360,8 millions en 1900 à 501, 6 en 1910 et 703,5 en 1912.

2^o La variabilité du taux de l'escompte de la Banque d'Algérie : ce taux a été élevé une première fois en 1911 de 4 1/2 à 5 0/0,

il est passé en 1912 de 4 $\frac{1}{2}$ à 6 %. Le taux de 6 % n'a pas encore été abaissé en 1913.

3° Enfin le développement de nos opérations au Maroc: Vous savez en effet qu'un premier comptoir fut ouvert à Tanger en 1904. Nous avons actuellement 7 comptoirs au Maroc et de nouvelles créations seront effectuées au cours de cette année. Alors que nous ne possédions que 18 sièges et agences en 1901 nous en avons maintenant 64.

L'ensemble de ces considérations nous amène à prévoir qu'il nous sera à un moment donné nécessaire de nous procurer de nouvelles disponibilités et nous avons voulu pouvoir user à cet égard des facilités qui ont été données par leurs actionnaires à la plupart des sociétés et notamment à certaines de celles qui opèrent avec nous en Algérie. »

Le Conseil d'administration profitait en outre de la réunion de l'Assemblée générale pour faire voter un certain nombre de modifications aux articles 4, 32, 42 et 43 concernant les opérations hypothécaires et les délais de convocation des Assemblées générales.

Enfin, en conformité de l'autorisation qui avait été donnée, une première augmentation de 50 à 75 millions était immédiatement décidée.

Cependant il semble bien que cette dernière opération soit susceptible d'observations sensiblement analogues à celles que nous avons déjà présentées à propos de la *Compagnie Algérienne*. En particulier et malgré la gêne qui pouvait en résulter pour le *Crédit foncier d'Algérie et Tunisie*, les fluctuations dans le taux d'escompte de la banque d'émission en indiquant à l'époque un resserrement du crédit devaient être considérées comme un indice particulièrement caractéristique d'un mouvement de fléchissement dans la situation économique de l'Afrique du Nord. Cette opinion semble d'autant plus justifiée que le Conseil d'administration dans son rapport annuel du 31 mai 1913 était obligé de reconnaître « *qu'en Algérie les récoltes en céréales avaient été moindres que l'année précédente.* » De même en Tunisie « *la récolte n'avait pas été bonne.* »

Dans ces conditions, il semble que, dès cette époque,

un ralentissement du mouvement d'affaires de la société devait être escompté et que, loind'inciter à des extensions nouvelles, la situation économique recommandait au contraire des mesures de prudence et de liquidité d'autant plus énergiques que, contrairement à ce qui se passait à la même époque pour la *Compagnie Algérienne*, le montant des dépôts avait encore augmenté.

En ce qui concerne plus spécialement les mesures de liquidité prises en faveur des déposants, le rapport du Conseil d'administration signale « *que les principales opérations auxquelles la banque s'est livrée ont porté sur l'escompte et le recouvrement du papier de commerce créé en France, en Algérie et Tunisie.* » Toutefois la répétition même de cette formule reproduite d'année en année ne semble permettre aucune conclusion utile.

Par contre, tant par l'importance des développements qui leur sont consacrés que par le nombre des opérations traitées, les placements et les émissions paraissent être l'objet des soins tout particuliers du Conseil d'administration. On pourra constater en effet qu'au cours du seul exercice 1912 le *Crédit Foncier d'Algérie et Tunisie* a participé à 16 opérations financières dont 8 augmentations de capital social. Au sujet de ce dernier mode d'activité, le journal « *l'Argent* » du 9 mai 1913 publiait un article d'ailleurs assez sévère dont nous extrayons le passage suivant :

« D'après les articles 3 et 4 des statuts, le *Crédit Foncier d'Algérie et Tunisie* possède un mandat officiel analogue à celui du Crédit Foncier de France et doit simplement employer les fonds mis à sa disposition dans des opérations bien déterminées d'avances et de prêts hypothécaires ; mais ce rôle est petit à petit délaissé. On s'explique difficilement pourquoi cette banque a été détournée de son but véritable et a pu servir d'exutoire pour des opérations dont les autres établissements ne voulaient pas. Sans chercher bien loin, il suffit en effet de citer au hasard quelques émissions faites par le *Crédit Foncier d'Algérie et Tunisie* pour prouver cette assertion ; Chemins de fer du sud du Brésil, chemins de fer des Basses-Pyrénées et des Pays Basques. Ces deux opérations de modeste enver-

gure coûtent à elles seules quatre millions et demi à la petite épargne. »

Il y a plus ; si l'on en croit une étude de la *Revue Economique et Immobilière*, en date du 7 mai 1913, l'augmentation du capital social intervenue à l'époque et que nous estimions par ailleurs avoir été faite en dehors de toute considération d'ordre économique aurait eu uniquement pour mobile véritable un regain d'activité envisagé par le Conseil d'administration dans ce genre d'opérations.

« Si au lieu de recourir à la libération de toutes les actions le Conseil d'administration fait une augmentation de capital c'est qu'il désire recevoir des capitaux beaucoup plus élevés que ceux à provenir des versements complémentaires..... Effectivement on aurait tort de juger le *Crédit Foncier d'Algérie et Tunisie* d'après son titre et de croire qu'il constitue surtout un succédané de notre *Crédit Foncier de France*. Il est sans doute cela, et aussi une banque d'escompte, mais il est également et va devenir de plus en plus autre chose. Il s'est vite lassé des maigres profits de l'escompte et des prêts sur hypothèques et s'est laissé attirer par les bénéfices capiteux des émissions et s'est doublé d'une banque d'affaires. La profitable spéculation à laquelle il s'est livré de concert avec la *Banque de Paris et des Pays-Bas* sur les fameux pétroles Colombia a dû le mettre en ambition. Il prépare de grands projets ; on croit deviner qu'il va absorber plusieurs banques dont les guichets viendraient s'ajouter aux 9 sièges qu'il possède déjà en France et c'est surtout en vue de ce développement qu'il a besoin d'argent. A vrai dire les médiocres résultats qu'il a obtenus dans la voie des émissions ne devraient pas l'encourager à s'y engager plus avant. Cependant aujourd'hui il se met en mesure d'aborder les grandes émissions. Tel paraît être le but principal bien que dissimulé de l'augmentation de capital actuel. »

A tous les points de vue envisagés quant à présent, il eût été intéressant de pouvoir préciser au cours même de l'exercice 1913 l'emploi des ressources nouvellement mises à la disposition de la société ; malheureusement aucune indication ne peut-être donnée antérieurement à la publication du bilan du 31 décembre 1913.

Dans son rapport annuel du 16 mai 1914 le Conseil

d'administration ne faisait aucune difficulté pour reconnaître que la situation économique n'avait pas été des plus favorables au cours de l'exercice dont il rendait compte.

« Comme en 1911, où s'est produit l'incident d'Agadir, comme en 1912 où a éclaté la guerre des Balkans, notre activité a été partiellement limitée en 1913 par le ralentissement général des affaires et l'incertitude politique. Le taux de la Banque de France porté en effet de 3 % à 3 ½ % en 1912, et de 3 ½ à 4 % en novembre 1912, est resté à 4 % pendant toute l'année 1913 et n'a été abaissé à 3 ½ qu'en janvier 1914. Les circonstances nous ont cependant permis d'effectuer dans des conditions favorables l'élévation de notre capital de 50 à 75 millions. Les versements de libération se sont effectués avec régularité aux dates prévues en juin 1913 et janvier 1914. Ces rentrées survenant à une époque d'argent cher nous ont été particulièrement profitables et nous ont aidés à franchir la crise sans difficulté puisque, comme vous le verrez, nos résultats sont dans l'ensemble et malgré les circonstances défavorables en augmentation générale.

La situation économique de l'Algérie a supporté le contre-coup de la situation générale, bien que d'une manière assez atténuée et le commerce de l'année 1913 a subi une légère diminution par rapport à 1912. Le commerce total, qui atteint la valeur globale de 1.273 millions, présente une diminution de 2 millions pour les importations et de 39 millions pour les exportations. Ce recul momentané est dû au rendement inférieur des récoltes vinicoles et oléicoles, mais la moins-value a été partiellement compensée par les transactions relatives aux bestiaux, laine, minerais, phosphates et primeurs.

Le taux de la Banque d'Algérie suivant les fluctuations du marché qui était de 6 % depuis la fin de 1912 a été ramené à 5 ½ % en mai 1913 et à 5 % en août 1913. Toutefois malgré ces mesures il s'est produit au cours du deuxième semestre de 1913 un resserrement partiel du crédit en Algérie.

En Tunisie la situation s'est maintenue assez satisfaisante.

Au Maroc la récolte déficitaire des céréales a ralenti dans une certaine mesure les transactions commerciales. »

Toutes ces considérations permettent, semble-t-il, de conclure que l'année 1913 n'ayant pas apporté de modification bien profonde dans la situation économique, les mesures de prudence et de liquidité dont nous avons

déjà signalé la nécessité dès l'exercice précédent s'imposaient de façon au moins égale.

En ce qui concerne les mesures prises en faveur des actionnaires l'augmentation du capital social avait permis de porter une somme de 4 millions 186 mille francs aux institutions de prévoyance. De plus 500.000 francs avaient été prélevés sur les bénéfices « *en vue de l'amortissement d'affaires litigieuses pour lesquelles les chances de recouvrement avaient diminué.* »

Le rapprochement des bilans au 31 décembre 1912 et 31 décembre 1913 permet, en ce qui concerne la liquidité de la société, de retenir les mouvements suivants.

Au 31/12/13 Caisse	+	344.000 francs	
Portefeuille	+	17.945.000	—
Avances et reports ...	+	153.000	—
Comptes débiteurs....	+	12.991.000	—
Portefeuille-titres	+	378.000	—
Dépôts à vue	+	13.000.000	—

Pour une augmentation de 13 millions de dépôts à vue, l'actif réalisable à vue et à court terme s'était accru de 18 millions passés. La liquidité de la société avait donc augmenté, malgré le mouvement ascendant de tous les postes de l'actif réalisable à terme.

Cependant, ainsi qu'on peut d'ailleurs le constater, la totalité des ressources apportées par l'augmentation du capital social n'avait pas été employée aux opérations de la société. Dès le courant de l'année 1913, le Conseil d'administration commençait en effet la mise à exécution des projets signalés dans la *Revue Economique et Immobilière* déjà citée. C'est ainsi qu'au cours de l'exercice il avait été ouvert un certain nombre de succursales et d'agences savoir :

4 en Algérie, 2 en Tunisie, 2 au Maroc, 1 à Marseille.

En outre le rapport du Conseil d'administration indiquait un certain nombre d'opérations qu'il nous paraît utile de rappeler ici :

1^o « Nous devons vous signaler l'importante opération

effectuée par notre groupe concernant les actions du Crédit Agricole Commercial et Industriel Algérien. Cette opération doit éventuellement permettre d'assurer à notre société un accroissement notable de ses moyens d'action. Les sommes mises à notre disposition par notre dernière augmentation de capital nous ont donné le moyen d'effectuer cette opération avec nos seules ressources. Nous aurons à examiner ultérieurement s'il est opportun d'user de la latitude que vous nous avez accordée d'élever notre capital jusqu'à 100 millions. »

2° « La création de notre agence à Sfax dans la région des olivettes nous a amené à nous intéresser à la réorganisation des magasins généraux de cette ville par une participation prise dans la Société Tunisienne de Magasins généraux et d'entrepôts. »

3° « Etant donné les relations importantes que la place de Bordeaux et de Nantes entretenaient depuis quelque temps déjà avec l'Algérie nous avons pensé que, de même que nous étions installés à Marseille, il importait d'assurer à Bordeaux et à Nantes un complément analogue de nos services de banque. Nous avons pu traiter à Bordeaux avec la maison Letanneur et fils et à Nantes avec la maison Renault et Lemoine. »

4° « Préoccupés de réduire au minimum nos immobilisations, nous avons passé avec la Compagnie d'assurances « La Nationale » un contrat aux termes duquel cette société assure la construction et l'aménagement de trois hôtels qu'occupera la société à Marseille, Oran et Setif. »

5° « A Paris, où la situation financière n'a guère permis d'opérations d'émissions, nous avons, cependant avec quelques établissements amis ouvert nos guichets à l'émission des obligations

Du Crédit Foncier de France.

De la Compagnie d'électricité de Marseille ;

Du Crédit Foncier d'Orient ;

Des Fermes Françaises de Tunisie.

Nous nous sommes intéressés en outre au placement des bons des gouvernements Turc, Serbe et Grec effectué sous le patronage respectif de la Banque Ottomane, de la Banque Franco-Serbe et de la *Banque de l'Union Parisienne*. »

Malgré une diminution des opérations d'émissions traitées au cours de l'année 1913, le portefeuille-titres avait cependant augmenté. Toutefois l'accroissement de 380.000 francs seulement dont il était l'objet peut paraître bien faible eu égard surtout aux « impor-

tantes » participations financières consenties en Algérie et Tunisie. Dans ces conditions il semble possible d'adopter la conclusion présentée par la *Revue Financière et Immobilière* citée dès le début de cette étude.

Le Crédit Foncier d'Algérie et Tunisie dissimule en grande partie ce genre d'opérations sous le couvert de la rubrique « correspondants débiteurs »

En dehors des opérations hypothécaires d'ailleurs relativement restreintes, le bilan de la Société au 31 décembre 1913 se présentait donc dans des conditions assez analogues à celui des *Banques de Province* à la même époque : une encaisse, un portefeuille commercial et presque exclusivement des participations financières. Toutefois il faut signaler que l'actif réalisable à vue et à court terme couvrait à lui seul la plus grande partie des dépôts à vue, alors que contrairement à ce qu'il en était pour les *Banques de Province* le montant des dépôts à terme était relativement peu important. A l'inverse, la proportion de l'encaisse aux dépôts déjà très faible avait encore tendance à diminuer.

Si l'on compare l'encaisse aux dépôts à vue on obtient les résultats ci-dessous.

Au 31/12/12	Encaisse 8,1	Dépôts 113,4	Prop. 7 %
Au 31/12/13	— 8,1	— 126,6	— 6 %

Enfin il est intéressant d'indiquer 1^o) le rapport de l'ensemble Caisse + Portefeuille aux dépôts à vue
2^o) le rapport de l'ensemble Avances et reports + Comptes débiteurs aux dépôts à vue.

1^o

Au 31/12/12	Caisse + port ^{lle}	93,9	Dépôts 113,4	Prop. 82,8 %
Au 31/12/13	—	112,3	— 126,6	— 88,7 %

2^o

Au 31/12/12	Av. et rep ^{ts} + C ^{ts} débit ^{rs}	+ 72,5	Dépôts 113,4	Prop. 63,9 %
Au 31/12/13	—	88,9	— 126,6	— 70,2 %

Étant donné ces derniers résultats, il semble que le *Crédit Foncier d'Algérie et Tunisie* ait été à même de faire face à la crise de thésaurisation du mois de juillet suivant, avec le seul concours de la banque d'émission sous forme de réescompte de son portefeuille commercial. Il n'est pas douteux cependant que, par la préférence de plus en plus caractéristique accordée aux opérations de placement, cette banque était devenue dans une large mesure une banque d'affaires financières et que, comme telle, sa situation de liquidité devait se trouver de moins en moins favorable à mesure que la crise économique s'accroissait dans les premiers mois de 1914.

CHAPITRE XVI

LA SITUATION D'ENSEMBLE DES BANQUES D'IMPORTANCE SECONDAIRE OU RÉGIONALES AU 31 DÉCEMBRE 1913

(Documents statistiques page 710)

Ainsi qu'il en était des grandes institutions de crédit, les Banques régionales ou d'importance secondaire pouvaient donc être classées au 31 décembre 1913 en deux grandes catégories.

D'une part, celles qui s'adonnaient presque exclusivement à l'escompte c'est-à-dire à des opérations de banque réalisables à court terme.

D'autre part, celles qui s'étaient engagées dans une politique d'immobilisations, soit en faisant des opérations financières l'objet principal de leur activité, soit en employant le plus clair de leurs ressources en avances garanties ou en comptes courants. Dans la première catégorie et malgré des variantes au sujet desquelles il n'y a pas lieu de revenir ici, nous pourrions ranger :

LA BANQUE NATIONALE DE CRÉDIT ;

LA BANQUE SUISSE ET FRANÇAISE (actuellement Crédit Commercial de France) ;

LA SOCIÉTÉ MARSEILLAISE DE DÉPOTS (quoique le montant absolu de l'actif réalisable à terme soit supérieur à celui de l'actif réalisable à vue) ;

LE COMPTOIR D'ESCOMPTE DE ROUEN ;

LA BANQUE DE BORDEAUX (actuellement absorbée par le Crédit Commercial de France) ;

LA SOCIÉTÉ LYONNAISE DE DÉPOTS ;

LA COMPAGNIE ALGÉRIENNE.

Dans la deuxième catégorie doivent figurer :

LE SYNDICAT DES BANQUES DE PROVINCE ;

LA BANQUE PRIVÉE ;

LA BANQUE ADAM ;

LE CRÉDIT DU NORD ;
LA SOCIÉTÉ NANCÉIENNE ;
LA BANQUE RENAULD (situation au 7 août 1913) ;
LE CRÉDIT DE L'OUEST ;
Enfin le CRÉDIT FONCIER D'ALGÉRIE ET TUNISIE.

Cependant, en ce qui concerne cette deuxième rubrique, il nous paraît très important de signaler que seuls le *Syndicat des Banques de Province*, la *Banque Privée* et le *Crédit Foncier d'Algérie et Tunisie* étaient orientés dans la politique des opérations financières, tandis que les autres sociétés, occupées presque exclusivement à faire des avances garanties ou en comptes courants, n'avaient au contraire qu'un portefeuille-titres très infime ou même n'en avaient pas du tout.

Avant d'examiner le mouvement global de toutes les banques d'importance secondaire envisagées dans cette étude, nous sommes donc conduits ici encore à préciser au préalable la situation d'ensemble des banques de dépôts pures figurant sous la première rubrique, afin de souligner les différences apportées dans le total par l'adjonction des autres.

En ce qui concerne les banques de dépôts pures seulement,

Au 31 décembre 1913, l'ensemble des encaisses, l'ensemble des portefeuilles commerciaux, l'ensemble des avances et reports, l'ensemble des comptes débiteurs, l'ensemble des portefeuilles titres faisait ressortir les chiffres ci-après en millions de francs.

Encaisses	90,0
Portefeuilles commerciaux.....	488,4
Avances et reports	237,8
Comptes débiteurs	212,6
Portefeuille-titres	24,9

D'autre part, les dépôts atteignaient 616 millions (1).

(1). La *Banque Suisse et Française*, le *Comptoir d'Escompte de Rouen*, la *Banque de Bordeaux*, la *Société Lyonnaise de Dépôts* ne distinguent pas dans le bilan du 31 Décembre 1913 les dépôts à vue des bons à échéance.

On peut donc constater que l'ensemble de l'actif réalisable à vue et à court terme était supérieur d'une centaine de millions à l'actif réalisable à terme.

Quant aux rapports des différents chapitres des actifs aux dépôts à vue, ils s'établissaient ainsi qu'il suit :

Rapports des encaisses aux dépôts	14,7 %
Rapport des port ^l ies comm. aux dépôts.....	79 %
Rapport des avances et reports aux dépôts.....	38,6 %
Rapport des comptes débiteurs aux dépôts.....	34,5 %
Rapport des portefeuilles-titres aux dépôts.....	3,9 %

Enfin si l'on compare 1^o) le rapport des ensembles Caisses + Portefeuilles aux dépôts à vue, 2^o) les rapports des ensembles Avances et reports + Comptes débiteurs aux dépôts à vue, on obtient les résultats suivants :

1 ^o					
Au 31/12/13	Caisse + port ^l ie	578,5	Dépôts	616,0	Prop. 93,9 %
2 ^o					
Au 31/12/13	Av. et rept ^s +	45,4	—	616,0	— 73,6 %

L'introduction, dans ces dernières statistiques, des établissements de crédits lancés dans la politique des immobilisations entraîne les modifications suivantes :

Au 31 décembre 1913, pour les quinze banques régionales ou d'importance secondaire, l'ensemble des encaisses, l'ensemble des portefeuilles commerciaux, l'ensemble des avances et reports, l'ensemble des comptes débiteurs, l'ensemble des portefeuilles-titres, faisait ressortir les chiffres ci-après en millions de francs.

Encaisses	146,2
Portefeuilles commerciaux	795,3
Avances et reports	413,3
Comptes débiteurs	618,9
Portefeuilles-titres	82,5

D'autre part les dépôts atteignaient 1.213,5.

A l'inverse des résultats auxquels nous avons été précédemment conduit, on peut donc constater que, pour l'ensemble des quinze banques régionales, l'ensemble

de l'actif réalisable à terme était sensiblement supérieur à celui de l'actif immédiatement disponible ou réalisable à très court terme.

Les rapports aux dépôts à vue des différents chapitres des actifs subissent par suite des modifications appréciables. Celles-ci s'établissent ainsi qu'il suit :

Rapport des encaisses aux dépôts	12 %
— des portefeuilles commerciaux aux dépôts	65 %
— des avances et reports aux dépôts	34 %
— des comptes débiteurs aux dépôts	51 %
— des portefeuilles-titres aux dépôts	6 %

Enfin si l'on compare 1^o) les ensembles Caisse + Portefeuilles aux dépôts à vue, 2^o les ensembles Avances et reports + Comptes débiteurs aux dépôts à vue, on obtient les résultats suivants.

1^o

Au 31/12/13 Caisse + port ^{1e} 941,5 Dép^{ts} 1.213,5 Prop. 77,6 %

2^o

Au 31/12/13 Av. et rep^{ts} + 1.032,2 — 1.213,5 — 85 %
C^{ts} déb.

La situation globale des banques régionales ou d'importance secondaire offrait donc au 31 décembre 1913 une liquidité sensiblement inférieure à celle accusée à la même époque par les banques d'escompte de même caractère. On pourra constater en outre que les chiffres qui viennent d'être indiqués impliquent le renversement complet des résultats auxquels avait conduit l'examen des banques figurant sous notre première rubrique. Contrairement à ce qu'il en était pour ces dernières, on peut remarquer en effet:

1^o Le montant absolu des comptes débiteurs est supérieur de 200 millions au chiffre des avances et reports ;

2^o L'ensemble de l'actif réalisable à terme dépasse très sensiblement l'actif réalisable à vue et à court terme.

3^o La proportion aux dépôts de l'ensemble « avances et reports plus comptes débiteurs » est supérieure

à la proportion correspondante de la caisse et du portefeuille.

Néanmoins et si l'on s'en réfère à la proportion de 77,6 % qui vient d'être indiquée, il semblerait que, lors de la crise de juillet 1914, la Banque de France, en garantissant son concours aux banques régionales, aurait pu obtenir de ces sociétés un accord qui aurait permis d'apporter à certaines d'entre-elles, l'aide dont elles avaient impérieusement besoin.

Étant donné cependant la liquidité très minime accusée par ces dernières et le chiffre d'affaires, relativement restreint à l'époque, des établissements sur lesquels la Banque d'émission aurait pu s'appuyer le cas échéant, il paraît vraisemblable que l'entente eût été assez difficile à réaliser et qu'en tous cas la Banque de France aurait eu presque complètement à en assumer les frais.

En admettant qu'au moment de la crise la situation d'ensemble soit restée à peu près la même, il n'en est pas moins vrai que le concours de la Banque de France pouvait devenir pour elle d'autant plus onéreux que son encaisse avait été déjà singulièrement affaiblie par le réescompte des différents portefeuilles commerciaux. Ces dernières considérations ne pouvaient pas manquer, semble-t-il, d'influer très fortement les décisions de ceux qui avaient pour mission de faire face à la crise. Encore qu'on ne puisse affirmer l'intervention active d'aucune banque régionale auprès des pouvoirs publics, il n'est pas douteux cependant qu'un nombre imposant d'entre elles portent leur part de responsabilité dans les mesures intervenues, ne serait-ce que par les préoccupations que ne pouvait manquer de susciter leur politique d'excessives immobilisations.

TITRE III

LA SITUATION D'ENSEMBLE DES PRINCIPALES BANQUES DE DÉPÔTS FRANÇAISES AU 31 DÉCEMBRE 1913

(Documents statistiques page 711)

L'essor tout à fait remarquable dont bénéficiaient le commerce et l'industrie depuis la crise américaine de 1907 avait déterminé un mouvement parallèle dans la situation de toutes les institutions de crédit. Indices très caractéristiques de ces heureuses dispositions l'augmentation très rapide du volume de leurs affaires, autant que l'accroissement continu de leurs dépôts, avaient en outre rendu insuffisantes les ressources propres dont disposaient la plupart de ces établissements ; si bien que l'ère de prospérité à laquelle ils ont très largement participé fut aussi en ce qui les concerne une période d'augmentation de capital social.

Outre la création de la *Banque Nationale de Crédit* au capital de 100 millions, le 25 juin 1913, et du *Crédit de l'Ouest* au capital de 5 millions intervenue à la même époque, deux sociétés : La *Banque Adam* et la *Banque Renauld* avaient profité de leur transformation en société anonyme pour doubler leur capital social.

Enfin sans modifier de façon aussi radicale leur régime statutaire :

La Banque Privée était passée de 20 à 50 millions le 11 juillet 1912 ;

Les Banques de Province de 50 à 100 millions en 1912 ;

La Société Marseillaise de 50 à 55 millions, le 30 juin 1914 ;

Le Crédit du Nord de 50 à 125 millions en octobre 1912 et janvier 1913 ;

La Société Nancéienne de 60 à 100 millions, le 26 mars 1912 ;

Le Comptoir d'Escompte de Rouen de 6 à 9 millions, le 21 mars 1913 ;

La Banque de Bordeaux de 16 à 20 millions, le 18 juin 1914 ;

La Compagnie Algérienne de 25 à 62 millions et demi, en 1912 et 1913 ;

Le Crédit Foncier d'Algérie et Tunisie de 40 à 75 millions, en 1911 et 1913 ;

Enfin le *Crédit Industriel et Commercial* avait procédé à la libération anticipée et facultative de ses actions. C'étaient donc en somme presque tous les banques qui avaient procédé à l'augmentation de leurs ressources propres.

Cependant, dès l'année 1911, la tension soudaine des rapports franco-allemands à la suite de l'incident marocain déterminait dans la situation économique générale un premier mouvement de fléchissement, dont quelques unes de nos banques avaient à ressentir plus particulièrement les effets.

L'année suivante les deux crises balkaniques et les complications qu'elles contenaient en germe occasionnaient, en vertu de la solidarité d'intérêts existant entre tous les marchés, un resserrement très prononcé des capitaux à long terme. Dès cette époque, les institutions de crédit qui se consacraient principalement aux opérations de placements ou d'émissions étaient donc très sensiblement arrêtées dans leur activité.

Enfin, dès la fin de 1913, le malaise qui à la suite des événements d'orient avait tout d'abord affecté le marché financier commençait à gagner le marché monétaire. A son tour le mouvement du commerce et de l'industrie avait à subir un mouvement de ralentissement dont un des indices les plus généraux était une diminution assez sensible des prix. Si l'on écarte l'hypothèse que ces mouvements enregistrés dans la situation économique générale n'auraient été que les phases successives d'une seule et même crise dont le prélude aurait eu pour point de départ l'année 1911, il n'en reste pas moins vrai

qu'au début de 1914 des avertissements très sérieux et répétés n'avaient pas été ménagés depuis quelques années à la vigilance de ceux qui avaient pour mission de gérer l'épargne publique. En particulier tous les rapports des Conseils d'administration des diverses institutions de crédit publiés à l'époque s'accordent pour signaler que la situation n'était pas favorable. Dès lors il semble que des mesures de prudence et de liquidité devaient s'imposer de toute nécessité.

Ainsi qu'il résulte des études particulières dont chaque société a été précédemment l'objet, les précautions d'ordre intérieur en faveur des actionnaires ont été prises d'une façon à peu près unanime.

Par contre, il en va différemment en ce qui concerne les mesures de liquidité dans les rapports des banques avec les déposants.

A ce dernier point de vue toutes les sociétés de crédit envisagées dans cette étude peuvent être rangées en deux grandes catégories :

D'une part les banques qui consacraient à l'escompte la majeure partie de leur activité, d'autre part celles qui pratiquaient une politique d'immobilisations, soit en se livrant à des opérations financières, soit en employant en avances garanties ou en comptes débiteurs le maximum de leurs ressources.

Au 31 décembre 1913 la situation d'ensemble des seules banques de dépôts pures était la suivante.

Encaisses	414,3
Portefeuilles commerciaux.....	3.152,7
Avances et reports	923,4
Comptes débiteurs	1.135,3
Portefeuilles-titres	60,5

D'autre part, les dépôts à vue atteignaient 4.346,5.

Ainsi qu'on pouvait l'escompter, l'ensemble des actifs immédiatement disponibles ou réalisables à très court terme était donc très notablement supérieur à l'ensemble des actifs réalisables à terme.

Quant aux rapports de ces différents comptes aux dépôts à vue, ils s'établissaient ainsi qu'il suit.

Rapport des encaisses aux dépôts	9,5 %
— des portefeuilles commerciaux aux dép ^{ts}	72 %
— des avances et reports aux dépôts.....	21 %
— des comptes débiteurs aux dépôts.....	47 %
— des portefeuilles-titres aux dépôts.....	1 %

Enfin si l'on examine : 1^o) les rapports des ensembles Caisses + Portefeuilles aux dépôts à vue, 2^o) les rapports des ensembles Avances et reports + Comptes débiteurs aux dépôts à vue on obtient les résultats suivants.

1^o

Au 31/12/13 Caisse + port^{ts} 3.567,1 Dép^{ts} 4.346,5 Prop. 82,1 %

2^o

Au 31/12/13 Av. et rep^{ts} + 2.058,7 — 4.346,5 — 47,8 %
C^{ts} débit^{rs}

L'adjonction dans ces dernières statistiques des banques pratiquant la politique des immobilisations apporte les modifications suivantes.

Au 31 décembre 1913, pour l'ensemble des dix-neuf banques françaises de dépôts envisagées dans cette étude, l'ensemble des encaisses, l'ensemble des portefeuilles commerciaux, l'ensemble des avances et reports, l'ensemble des comptes débiteurs, l'ensemble des portefeuilles-titres, faisait ressortir les chiffres ci-après en millions de francs.

Encaisses	681,1
Portefeuilles commerciaux.....	4.417,1
Avances et reports	1.546,7
Comptes débiteurs	2.135,1
Portefeuilles-titres	239,1

D'autre part les dépôts atteignaient 6.548,4.

Pour l'ensemble des dix neuf sociétés de crédit, l'ensemble des actifs immédiatement disponibles ou réalisables à court terme était donc supérieur à l'ensemble des actifs réalisables à terme. On remarquera cependant que la différence entre ces deux chiffres est ici beau-

coup moins considérable que pour les seules banques de dépôts pures.

Il en résulte, par suite, des modifications sensibles en ce qui concerne les rapports aux dépôts, des ensembles des différents chapitres des actifs.

Ces modifications s'établissent ainsi qu'il suit :

Rapport des encaisses aux dépôts	10 %
— des portefeuilles commerciaux aux dépôts	67,7 %
— des avances et reports aux dépôts	23,6 %
— des comptes débiteurs aux dépôts	32,6 %
— des portefeuilles-titres aux dépôts	3 %

Enfin si l'on compare: 1^o) les ensembles Caisses + Portefeuilles aux dépôts à vue, 2^o) les ensembles Avances et reports + Comptes débiteurs aux dépôts à vue, on obtient les résultats suivants.

1^o

Au 31/12/13 Caisse + Port^lie 5.098,2 Dép^{ts} 6.458,4 Prop. 77,8 %

2^o

Au 31/12/13 Av. et rep^{ts} 3.681,9 — 6.458,4 — 56,2 %
+ C^{ts} déb.

Malgré une légère augmentation de la proportion de l'encaisse aux dépôts ces derniers résultats font apparaître :

1^o Une augmentation très considérable des comptes courants débiteurs et par suite 2^o une diminution assez sensible de la proportion aux dépôts de l'actif réalisable à vue et à court terme ;

3^o Une augmentation de la proportion aux dépôts de l'actif réalisable à terme, en un mot une diminution assez sensible de la liquidité globale comparée à celle des seules banques de dépôts pures.

De ces observations, nous croyons pouvoir conclure que, dès la fin de l'exercice 1913, un certain nombre de nos sociétés de crédit auraient éprouvé les plus sérieuses difficultés à rembourser leurs déposants.

Cette situation nous paraît s'être aggravée très sensiblement au cours des six premiers mois de l'année 1914.

Il eût été intéressant de pouvoir contrôler cette

assertion à l'aide de statistiques comparables à celles qui viennent d'être présentées.

Mais il n'est pas possible de le faire puisque, pour la presque totalité des établissements envisagés dans cet ouvrage, il n'a été publié aucun document concernant leur situation au 30 juin 1914.

Toutefois, les études que nous avons précédemment entreprises sur chacune de ces sociétés permettent de penser que les banques qui s'adonnaient plus spécialement à l'escompte, ont été les seules à renforcer leur liquidité au cours du premier semestre de l'année. Par contre, en dépit des avertissements multiples donnés par la crise économique qui sévissait à l'époque, les banques d'affaires financières ou d'avances en comptes courants ont persévéré jusqu'au moment de la catastrophe dans leur politique d'immobilisations excessives.

Il y a plus, victimes de leur activité même, ces sociétés voyaient diminuer notablement, l'ensemble de leur actif immédiatement disponible ou réalisable à très court terme à mesure que le malaise des affaires allait en s'accroissant. En accordant leur préférence aux opérations qui procurent le maximum de bénéfices avec le minimum des capitaux, elles avaient donc sacrifié la sécurité de leurs déposants à leur dividende. C'est assez dire qu'elles n'étaient pas prêtes à affronter une crise de thésaurisation, quand la guerre a éclaté.

La *Société Générale* fut plus directement visée par l'opinion publique puisque, dès le mois de mai 1914, il lui fallut faire les frais d'une crise de confiance singulièrement dangereuse en raison de sa situation. Il faut bien convenir cependant que, dès cette époque, un grand nombre de nos sociétés de crédit n'étaient pas en mesure de faire face à des retraits de dépôts importants, car leur actif était engagé à trop long terme.

C'était donc, à la veille de la guerre, le marché français tout entier qui se trouvait dans une position difficile, tant en raison de la crise économique que de la situation

créée à certaines de nos banques par la politique des immobilisations.

Quand, dans la dernière semaine de juillet 1914, le public est venu réclamer en masse le remboursement de ses dépôts, la question s'est posée de savoir comment les banques pourraient satisfaire à ces exigences. Dans l'état de notre marché, la question était susceptible de deux solutions.

La première aurait eu pour effet de concentrer le marché français tout entier sous l'égide de la Banque France. En garantissant son concours à toutes nos banques de dépôts, notre institut d'émission aurait pu, semble-t-il, obtenir un accord entre toutes ces sociétés, afin que les plus favorisées apportassent leur appui à celles qui en avaient impérieusement besoin.

La deuxième solution procédait d'un point de vue complètement opposé. Elle consacrait le principe de la dispersion des forces. En abandonnant chaque société à son propre sort, elle consistait à l'immuniser contre les exigences légitimes du public en décrétant, par un coup de force, l'immobilisation de tous les dépôts dans les banques.

C'est la deuxième solution qui a prévalu en France.

PLAN DE LA DEUXIEME PARTIE

LES MORATOIRES

A. — Recherche de la part de responsabilité indirecte encourue par certaines sociétés de crédit dans la promulgation du moratorium des dépôts en banque.

(1^{er} août 1914, paru au *Journal Officiel* du 2 août 1914)

1. — Exposé des faits :

2. — Étude des conséquences à priori des moratoires dans un système d'échange basé sur l'économie de crédit.

3. — Exposé succinct des mesures adoptées en Angleterre et aux États-Unis.

4. — Examen critique de l'argumentation présentée par certains établissements financiers en faveur du décret du 1^{er} août.

5. — Responsabilité indirecte encourue par certaines sociétés de crédit dans les mesures édictées par le gouvernement français.

6. — Limite de cette responsabilité.

B. — Calcul approximatif du montant du concours qui eût été demandé à la Banque de France par les principales banques françaises de dépôts, soit sous forme de rées-compte de leur Portefeuille commercial, soit sous forme d'avances sur garanties ou même en découvert, en supposant que le public ayant disposé sans limite de la faculté de retrait, les demandes de remboursement se fussent élevées au début de la guerre à 80 % des chiffres accusés dans les derniers bilans publiés avant l'ouverture des hostilités.

DEUXIEME PARTIE

PRÉLIMINAIRES

L'ouverture des hostilités **L'institution des Moratoires**

Dans la première partie de ce travail on vient d'exposer la situation des banques françaises de dépôts à la veille immédiate de la guerre.

On a vu qu'elles se trouvaient pour la plupart dans l'impossibilité de faire face à des retraits de dépôts importants. Étant donné une telle situation, un cataclysme aussi grave que l'ouverture des hostilités mondiales risquait d'engendrer une véritable catastrophe dans les conditions mêmes d'existence des institutions de crédit dont nous nous occupons. Il était donc de toute nécessité que l'action gouvernementale intervînt. On comprend que cette intervention, quelle qu'elle fût, devait avoir des conséquences capitale sur la politique bancaire de la France, non seulement au début de la guerre mais pendant une longue période qui en fait n'est vraisemblablement pas près de toucher encore actuellement à sa fin. Nous nous proposons dans cette deuxième partie d'étudier l'action gouvernementale ainsi intervenue. On sait qu'il s'agit de l'institution des moratoires. Quelle que soit l'opinion qu'on puisse avoir sur la nécessité de cette dernière modalité de l'intervention de l'État, cette mesure a exercé et exerce encore sur l'industrie de la banque, et d'une façon générale sur le commerce français, des répercussions que les esprits les plus autorisés s'accordent à considérer comme des plus fâcheuses.

Dans ces conditions, il paraît nécessaire d'examiner si cette modalité était la plus favorable aux intérêts généraux du pays et des établissements de crédit en particulier, et si, dans la négative, il n'était pas possible d'en adopter une plus avantageuse. On comprendra que, vu l'importance primordiale de la solution à notre avis défectueuse, ainsi choisie, il soit indispensable de rechercher les causes et les responsabilités qui ont présidé à ce choix.

Des considérations qui précèdent découle le plan de cette seconde partie :

Exposé historique; — l'institution des moratoires.

Indications d'ordre très général et théorique sur leurs conséquences et examen des autres formes possibles de l'intervention du Gouvernement à l'ouverture des hostilités.

Causes de l'institution des moratoires et responsabilités mises en jeu,

La conclusion qui s'imposerait pour cette deuxième partie serait tout naturellement la recherche des mesures à envisager en vue de placer pour l'avenir les institutions de crédit dans l'impossibilité de suivre à nouveau la politique qu'elles ont adoptée dans les dernières années antérieures aux hostilités et à l'institution des moratoires, à laquelle il n'est pas douteux qu'elles aient contribué en dépit des affirmations contraires de personnalités ou groupements ayant de façon certaine une part de responsabilité dans cette institution, mais ayant tout naturellement aussi désir et intérêt à ce que cette part de responsabilité soit niée ou ignorée de l'opinion publique.

Toutefois, vu l'importance véritablement essentielle de cette question et ainsi que nous l'avons déjà signalé les conséquences durables au premier chef que les moratoires ont exercé et exercent encore actuellement, on comprendra que la recherche dont il s'agit ait la portée la plus considérable et ne puisse en tous cas être effectuée en pleine connaissance de cause qu'après l'étude complète de notre politique bancaire au cours des hostilités jusqu'à l'époque actuelle.

Cette recherche doit donc nécessairement être effectuée à la fin de notre travail et, vu son intérêt fondamental, ses conclusions qui porteront sur tout l'ensemble de ce travail figureront précisément parmi les plus importantes de ses conclusions générales.

CHAPITRE I^{er}

EXPOSÉ HISTORIQUE. — L'INSTITUTION DES MORATOIRES

Le malaise profond dont le marché français souffrait de façon latente fut soudainement mis à découvert dans la dernière semaine de juillet 1914. Le mouvement de thésaurisation déclanché à cette époque fut d'autant plus accentué que l'ultimatum austro-hongrois paraît n'avoir été pour le public que l'occasion d'englober toutes les banques de dépôts dans le sentiment de défiance que jusqu'alors la *Société Générale* avait été seule à encourir.

Quoique, en l'absence de toute indication donnée par les institutions de crédit, il soit difficile de se faire une idée même approximative des sommes qui ont été réclamées par le public entre le 27 juillet et le 1^{er} août, il ne paraît pas douteux toutefois qu'elles furent extrêmement considérables. La seule maison de banque qui ait apporté des précisions à ce sujet, le *Crédit Industriel et Commercial* signalait en effet, l'année suivante, que c'étaient, dans les derniers jours qui ont précédé la déclaration de guerre 150 millions et demi qui avaient été réclamés à ses guichets, soit 79 % du chiffre des dépôts à vue accusé au 30 juin précédent.

Encore que les fonds retirés dans des conditions semblables aient été déposés presque généralement dans les coffres-forts des institutions de crédit, il ne nous paraît cependant pas possible d'estimer « *que les dépôts n'avaient seulement fait que de changer d'étage.* » En fait les particuliers entendaient rendre ainsi leurs disponibilités absolument indépendantes de la gestion des banques quant à leur recouvrabilité.

Au début de la crise la banque d'émission ne fit aucune difficulté pour remplir le rôle essentiel qui lui est dévolu dans l'organisation moderne du système bancaire.

Le portefeuille commercial de la Banque de France qui était de 1.541 millions le 23 juillet 1914 était passé le 30 juillet suivant à 2 milliards 444 millions soit en augmentation de 900 millions. Il est même indispensable de remarquer que l'effort de la Banque de France pendant ce laps de temps a été consacré presque exclusivement au réescompte du portefeuille commercial des banques de dépôts, puisque pendant la même période les avances sur titres ne se sont accrues que de 26 millions passant de 717 à 743 millions. La Banque de France ne pouvait pas d'ailleurs refuser son appui aux institutions de crédit ainsi que le faisait observer M. Maurice Evesque.

« Il ne faut pas oublier que dans l'état actuel de l'organisation bancaire, la Banque de France représente un des chainons les plus importants pour notre édifice bancaire et qu'elle ne saurait se dérober à ses obligations envers les autres établissements de banque sans mettre immédiatement en jeu la solidité même de ces établissements et la possibilité pour eux de remplir leurs engagements envers la clientèle. » (Thèse de la Faculté de Droit de Montpellier, 1915)

Cependant malgré les satisfactions premières données au public, le mouvement de thésaurisation suivant le cours des événements politiques prenait chaque jour des proportions de plus en plus considérables. L'intervention gouvernementale put seule y mettre fin en édictant par décret du 1^{er} août paru le lendemain au *Journal Officiel* l'immobilisation des dépôts dans les caisses des institutions de crédit.

Cette dernière mesure avait été précédée la veille d'une disposition prise en la même forme prorogeant d'un mois l'échéance des valeurs négociables. Ainsi, par une modification soudaine de son attitude première, la Banque de France restreignait singulièrement les possibilités de réescompte des banques de dépôts puisque par contre coup une partie importante de leur portefeuille commercial devenait non bancable.

Enfin, le 29 juillet, une circulaire du Syndic de la Compagnie des Agents de Change de Paris avait porté

à la connaissance du public la prorogation de la liquidation de fin de mois en Bourse des valeurs.

Telles furent chez nous, en matière financière, les mesures destinées à faire face à la crise. En ce qui concerne plus spécialement les dépôts en banque ajoutons que malgré les exceptions spécifiées par le décret du 1^{er} août 1914, le moratoire en fait et vu les possibilités extrêmement faibles que laissaient ces exceptions, présentait surtout à l'encontre de ceux qui n'étaient pas commerçants ou industriels, la conséquence d'immobiliser d'une façon presque absolue les disponibilités à vue dans les caisses des institutions de crédit.

Les résultats d'une telle politique peuvent être aperçus d'ores et déjà. Il paraît nécessaire de les indiquer dès à présent, afin de faciliter l'interprétation ultérieure des mouvements qui apparaissent dans les bilans des banques à la suite des mesures dont il s'agit.

CHAPITRE II

INDICATION D'ORDRE TRÈS GÉNÉRAL ET THÉORIQUE SUR LES CONSÉQUENCES DU MORATOIRE DES DÉPÔTS EN BANQUE

EXAMEN DES AUTRES FORMES POSSIBLES DE L'INTERVEN- TION DU GOUVERNEMENT A L'OUVERTURE DES HOSTILITÉS

Quelle que soit l'opinion que l'on adopte sur le caractère de nécessité des mesures qui, le 1^{er} août, avaient été prises par le Gouvernement français, il va de soi qu'outre la violation de la loi du contrat, dont le caractère de gravité n'a pas besoin d'être mis en évidence surtout en matière commerciale, le moratorium des dépôts en banque entraînait encore pour toute une catégorie de personne une gêne assez considérable dans leurs moyens de subsistance au moment où cette question pouvait apparaître comme tout particulièrement inquiétante. Un pareil état de choses ne pouvait pas manquer d'engendrer dans le public un sentiment de défiance extrêmement prononcé à l'encontre des institutions de crédit.

C'est dans ces conditions que, loin de remédier à la cause originelle et profonde de la crise, l'intervention de l'État devait avoir au contraire cette conséquence tout particulièrement inquiétante, pensons-nous, de l'augmenter singulièrement en intensité et en étendue en la prolongeant arbitrairement du domaine économique dans le domaine psychologique. Sans doute les effets immédiats et directs en étaient-ils différés pour un temps, puisque le moratoire des dépôts en banque avait précisément pour objet de stabiliser la situation des institutions de crédit en suspendant brusquement le mouvement de thésaurisation déclenché dans le public ; mais il n'en est pas moins vrai qu'en donnant aux inquiétudes

premières des esprits des motifs de consistance et par conséquent de justification supposée, les mesures d'exception prises en faveur des banques de dépôts contribuaient définitivement à les discréditer de façon durable et profonde et d'ailleurs dans des proportions que les faits pouvaient ne pas comporter. Dès lors, et quel qu'ait été le caractère d'urgence des avantages immédiats qu'ils avaient procurés, les moratoires avaient donc l'inconvénient capital de sacrifier complètement l'avenir même le plus rapproché. Ainsi se trouvait inauguré le principe de la politique qui en matière financière a pendant toute la durée de la guerre constamment inspiré le gouvernement français.

Cependant, en ce qui concerne les institutions de crédit et vu tout spécialement la nature des opérations qui constituent essentiellement l'objet de leur activité, les mesures susceptibles d'éveiller les suspicions de l'opinion publique étaient à écarter radicalement. Nul n'ignore en effet que l'idée fondamentale qui est à la base de la notion de crédit implique la confiance générale qui est faite de toutes les confiances individuelles. En conséquence, et par suite de la méconnaissance complète de ce dernier facteur, qui pour être d'ordre psychologique n'en est pas moins capital en la matière, le moratoire des dépôts en banque renfermait dans son principe même une contradiction certaine avec l'idée dont il s'agit et de ce chef créait tout d'un coup d'indéniables et très graves difficultés à des organismes dont la raison d'être, ainsi que leur nom l'indique, est subordonnée, du point de vue économique, à la reconnaissance préalable du principe d'utilité sociale contenu en puissance dans la notion de crédit et qui ne peuvent subsister que dans la mesure où le respect de cette notion leur assure le libre exercice des possibilités qui en découlent directement.

D'ailleurs, et si importants que fussent sur les établissements de crédit les effets des moratoires, ceux-ci avaient, croyons-nous, une portée beaucoup plus consi-

dérable encore car ils mettent en cause les conditions mêmes des relations économiques entre les individus. En effet dans le mouvement d'évolution qui préside à l'organisation productrice des sociétés, le crédit se présente comme l'idée essentielle et dernière ayant déterminé dans leur phase la plus récente les formes de l'activité économique. Dès lors, et de par les atteintes mêmes qu'ils portaient à la confiance, les moratoires n'étaient pas seulement une gêne pour la production, mais encore, dans leur tendance même à réintroduire comme fondement positif de l'économie un système caractéristique d'un stade antérieur, ils s'affirmaient comme une mesure de régression dans le développement naturel des sociétés. Ainsi, et sans qu'il soit besoin d'admettre comme vérifiée l'hypothèse suivant laquelle le mouvement des choses conduisait vers un agencement idéal de la production, d'où en particulier seraient exclues les inégalités de la répartition, il n'est pas douteux, semble-t-il, que du fait de l'intervention gouvernementale, le bouleversement considérable apporté soudain dans les conditions d'échange s'analysait en fait comme un recul des plus accentués.

Un pareil état de choses, déjà susceptible en soi de provoquer une crise, entraînait encore de par sa manifestation même des conséquences de nature à en augmenter l'intensité. En effet du moment que dans un système basé sur le principe d'échange, la disparition subite et presque absolue des instruments de crédit était en fait une diminution brusque des facultés de paiement, le pouvoir d'achat se trouvait, dans le public, réduit de façon très sensible. Par suite, aux restrictions volontaires que, dans l'incertitude du lendemain, nombre de gens avaient délibérément consenties dès le début des hostilités, venait encore se joindre une sous-consommation, qui celle-là était imposée. Ainsi paraît bien être expliqué le fléchissement dans le mouvement des prix accusé durant les premiers mois de la guerre par les *index numbers* et spécialement par l'indice de Sauerbeck.

Cependant la raréfaction des instruments d'échange n'avait pas seulement pour conséquence d'augmenter leur utilité sociale et, de ce chef, leur valeur même, mais encore, vu les conditions dans lesquelles elle s'était produite, elle avait pour effet capital de laisser subsister la monnaie presque exclusivement seule comme moyen de régler les transactions. La nécessité du numéraire se faisait donc sentir d'autant plus impérieusement que venaient à se prolonger les entraves apportées par le décret du 1^{er} août. Dès lors, sous la pression du besoin social, il devenait très rapidement indispensable d'atténuer tout au moins la rigueur première des dispositions prises par l'État français. C'est en ce sens que furent successivement promulgués un certain nombre de décrets conformément à la délégation législative reçue en la matière par le pouvoir exécutif, le 5 août 1914. Les différents remaniements qui ont été ainsi apportés au texte primitif ont été résumés succinctement dans un article du Journal « *le Pour et le Contre* » en date du 3 janvier 1915 auquel nous empruntons le passage suivant :

« Le premier décret concernant le moratorium des dépôts en banque ayant été l'objet d'une modification ne date que du 9 août dans son texte définitif. Il limitait le terme de la première prorogation au 31 août.

Un nouveau décret du 29 août prorogea de 30 jours, soit jusqu'à fin septembre, la durée du moratorium en élevant le tantième exigible pour les titulaires de comptes de dépôts à 20 % au delà du minimum de 250 francs et à 60 % en y comprenant les retraits effectués pour le paiement des salaires.

Le 27 septembre, troisième décret, prorogeant jusqu'à fin octobre le moratorium avec élévation des tantièmes exigibles à 25 % et à 66 %.

Fin octobre, le minimum ferme fut élevé à 1.000 francs et le tantième exigible sur le surplus à 40 %.

Fin décembre le tantième fut porté à 50 % et 75 % en y ajoutant les retraits pour paiements de salaires. »

Vu la suspension pendant la période correspondante de toute publication concernant les situations respectives des banques de dépôts, il est extrêmement difficile de fournir la moindre indication au sujet des retraits qui

ont pu être effectués par le public sous l'empire des facilités ainsi accordées. Signalons toutefois que le bilan de la *Compagnie Algérienne* au 30 septembre 1914 faisait apparaître par rapport aux chiffres du 30 juin précédent une diminution de 33, 8 millions soit 30 % pour les dépôts à vue.

De même un document annexé au rapport présenté par le Conseil d'administration du *Crédit Industriel et Commercial* à l'Assemblée ordinaire du 26 avril 1915 accusait quant aux *chiffres moyens mensuels* des comptes de dépôts à vue et des comptes de dépôts à échéance les fléchissements suivants en millions de francs :

Chiffres moyens mensuels	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
C ^{tes} chèques..	79,8	78,7	58,9	51,5	51,3	55,2	59,1
C ^{tes} c ^{ts} créd...	106,8	96,5	66,5	63,2	64,0	63,3	73,3
Dépôts à vue.	186,6	175,2	125,4	114,7	115,3	118,5	132,4
Prop. % aux chif. du 30 juin.	100	93,8	67,2	61,4	61,8	63,5	70,9
Dépôts à préavis	53,3	44,5	43,8	43,8	40,9	39,1	31,5
Prop. % aux chif. du 30 juin.	100	83,9	82,6	82,6	77,1	73,7	59,4

Enfin le grossissement du portefeuille commercial de la Banque de France peut encore être signalé comme un indice des retraits effectués aux banques de dépôts par le public dans les derniers mois de 1914.

	23 juillet	30 juillet	1 ^{er} octobre	15 octobre	10 décem.
Portef. comm. Banque de Fr.	1.541,0	2.444,2	4.476,0	4.359,0	3.850,8
Prop. % au chif. du 23 juill. 1914	100	158,6	290,4	282,8	249,8

Il semble donc que le public ait fait largement usage des facultés qui lui étaient laissées par les dispositions successives rappelées ci-dessus. D'ailleurs, étant donné les nécessités mêmes qui avaient présidé à leur élaboration, il ne nous paraît pas douteux qu'il en pût être autrement. On remarquera en particulier que les déposants devaient se trouver d'autant plus enclins à retirer leurs disponibilités que les comptes de dépôts ne pouvaient plus être l'objet d'ouvertures de crédits aussi larges à beaucoup près que par le passé. Ainsi, loin de se trouver limité à un mouvement de fléchissement, d'ailleurs inévitable, pendant les premiers temps de la crise, l'affaiblissement continu dans la puissance financière des institutions de crédit menaçait au contraire de prendre en se prolongeant des proportions d'autant plus inquiétantes que, par ailleurs, les obstacles les plus sérieux se trouvaient apportés aux opérations qui constituent l'objet principal de la banque. Toutefois, et plus particulièrement dans les premiers mois de la guerre, il est bien évident que le seul moratoire ne saurait être rendu responsable de cet état de choses. La situation politique et militaire ne pouvait pas manquer elle aussi d'avoir une influence capitale en la matière. En fait, ainsi qu'il en est d'ailleurs souvent dans le domaine des sciences sociales, nous nous trouvons ici en présence d'un phénomène dont la multiplicité même des causes qui le déterminent rend très difficile l'appréciation exacte de la part qui revient à chacune d'elles. Quoi qu'il en soit, il n'en reste pas moins vrai que toutes les banques de dépôts se trouvèrent unanimement d'accord pour reconnaître, implicitement tout au moins, le caractère néfaste des mesures exceptionnelles, qui dans l'esprit de leurs auteurs devaient les protéger efficacement contre les retraits du public. C'est dans ces conditions que, le 30 décembre 1914, après avoir obtenu au préalable de la Banque de France l'abolition des formalités restrictives que celle-ci exigeait pour le réescompte des effets de commerce créés post-moratorium, nos grands établis-

sements de crédit, presque tous à la même heure, informaient le public qu'à partir du 1^{er} janvier 1915 ils renonceraient au bénéfice du moratoire et reprendraient désormais le service normal de leurs comptes courants et de leurs comptes de chèques. *La Société Générale* posait en outre formellement comme condition de cette renonciation que les déposants fussent de nationalité française. Cette dernière restriction n'est peut-être pas étrangère aux rumeurs alors en cours imputant à cette dernière société d'avoir prêté son concours à la veille de la guerre au marché monétaire d'une grande place étrangère ennemie.

En tout cas, ce qu'il faut retenir ici, c'est qu'en pleine guerre, au bout de cinq mois d'une expérience suffisamment concluante sans doute, on voyait les établissements de banque se réclamer de règles beaucoup plus rigoureuses en apparence que ne le comportait la législation de prétendue faveur dont on avait cru les faire bénéficier. Quoique le nouvel état de choses ait été annoncé dans tous les journaux financiers à grand renfort de publicité il ne semble pas que les particuliers se soient beaucoup départis de l'attitude défian'e qu'ils avaient adoptée dès le début. On remarquera spécialement qu'après avoir encore diminué jusqu'en mai 1915, ce n'est qu'aux environs d'octobre 1917 que le chiffre global des dépôts des quatre grandes sociétés de crédit a pu retrouver péniblement son niveau du 30 avril 1914. C'est ainsi que les banques n'ont pu suivre que de très loin le mouvement de prospérité facticement soutenu au cours de la guerre par l'inflation progressive des billets en circulation.

A ce dernier point de vue, le moratoire des dépôts, dans la mesure où il était destiné à ménager le crédit de la Banque d'émission, n'atteignait pas non plus le but proposé. De par le jeu même du réescompte des différents portefeuilles commerciaux, les billets de la Banque de France augmentaient en effet d'autant plus rapidement que, faute d'instruments de crédit et sous

l'empire de nécessités inéluctables dans un système économique basé sur le principe d'échange, le public épuisait plus complètement les facilités mises à sa disposition. Cette dernière conséquence était d'ailleurs très nettement indiquée dans le Rapport du *Crédit Lyonnais* du 24 avril 1917 :

« Les paiements au comptant ont pour résultat de raréfier la matière escomptable et d'augmenter par là même les billets de la Banque d'Émission en circulation, car le commerce au comptant exige beaucoup de monnaie dont le crédit économise l'usage. »

Or pour imposée que fût, depuis le cours forcé, la circulation des billets de banque ceux-ci n'en étaient pas moins, eux aussi, des instruments de crédit gagés pour partie sur la signature de l'État. Dès lors, la politique de dispersion des forces suivie par le Gouvernement français avait uniquement pour effet de remplacer le crédit particulier libre par un crédit public imposé, dont l'État par l'intermédiaire de la Banque de France se trouvait assumer tous les risques. Une pareille solution, déjà discutable en soi, paraît d'autant plus néfaste que, dans les conditions mêmes où elle était intervenue, elle mettait en péril la puissance des banques de dépôts, alors que, par ailleurs, toutes les énergies du pays se trouvaient tendues à l'extrême. Ainsi la méconnaissance du principe de solidarité existant entre tous les organismes qui constituent la puissance économique d'un pays conduisait à priver l'État Français d'un concours d'autant plus précieux que les dépenses exigées par la guerre nécessitaient un effort plus prolongé.

Enfin, même après la guerre, la confiance du public est loin d'être entièrement revenue aux institutions de crédit. Aujourd'hui encore elles ont à se plaindre de la rareté des effets de commerce ainsi qu'il résulte de presque tous les rapports du Conseil d'administration afférents à l'exercice 1920.

En présence de pareils résultats on pourrait penser que les mesures adoptées par le Gouvernement fran-

çais le 1^{er} août 1914 présentaient pour notre pays un caractère de nécessité inéluctable. Or dans l'organisation moderne du système bancaire et du point de vue rationnel théorique, l'intervention de l'État était susceptible d'autres modalités possibles ainsi qu'il résulte, par exemple, de l'étude des dispositions prises au début de la guerre en Angleterre et aux États-Unis.

LES MESURES PRISES EN ANGLETERRE

La politique financière adoptée dès le début des hostilités par le Gouvernement britannique s'est inspirée d'une formule complètement différente de celle qui avait été mise en œuvre chez nous. Tandis que, dans notre pays, les Banques de dépôts complètement abandonnées à leur propre sort se trouvaient absolument incapables de faire face à leurs engagements, dans le Royaume-Uni au contraire l'intervention de la puissance publique fut l'occasion d'une concentration extrêmement active de toute la finance du pays sous l'égide du Trésor, secondé par la Banque d'Angleterre. Par suite loin d'avoir comme en France, à couvrir d'un semblant de légalité la violation de la loi du contrat, les mesures exceptionnelles arrêtées par l'état anglais avaient à l'inverse pour but d'en assurer efficacement l'exécution.

Cette dernière attitude était d'autant plus indispensable que, vu le rôle qu'elle joue sur le marché mondial, l'Angleterre avait à éviter bien soigneusement de toucher au principe d'ordre psychologique qui, dans le système économique moderne, est à la base du mouvement commercial. Les différents aspects du problème ainsi posé aux dirigeants britanniques et les solutions dont il a été l'objet, ont été exposés dans un article non signé du Journal « *le Pour et le Contre* » en date du 3 janvier 1915, intitulé : *Les contre-coups économiques de la déclaration de guerre : les mesures prises en Angleterre*. L'auteur, vraisemblablement M. de Saint-Albin s'exprime en ces termes :

« La prolongation du moratorium en Angleterre eût été pour son crédit tout aussi funeste que la série de catastrophes qu'il avait pour but de prévenir. L'Angleterre en effet ne tient pas seulement le premier ou le deuxième rang pour son compte dans le commerce international ; elle est en outre le banquier du monde. Et non pas tant, dans le sens où nous le sommes nous-mêmes aussi, c'est-à-dire comme puissance capitaliste qui finance les États non encore en mesure de se suffire à eux-mêmes, mais bien comme banquiers-escompteurs du commerce. Elle a ce privilège unique de voir domicilier chez elle et se régler dans ses banques une part considérable des transactions faites par d'autres pays et auxquelles n'ont pris aucune part son industrie nison commerce. C'est ce que M. Lloyd George a mis en lumière en termes saisissants lorsqu'il a dit : *Nous n'avions pas seulement à conduire nos affaires, nous étions un organe essentiel de la machine qui gouverne tout le commerce international du monde. Nous avons fourni le capital nécessaire à la production ; nous avons transporté la moitié de la production non seulement de notre pays mais du monde entier. Mieux encore nous avons fourni le capital qui a transporté cette production de l'une à l'autre partie du monde à la fois pour nous-mêmes et pour d'autres pays.* » Cette fonction de comptoir d'escompte et de chambre de compensation du monde entier est une industrie propre à l'Angleterre, industrie profitable matériellement, moralement aussi, dans laquelle sont engagés au plus haut degré l'honneur et l'intérêt britannique. Or ces opérations en toutes sortes de marchandises qui se règlent ou se compensent pour le compte du monde entier à Swansea, Liverpool et à Glasgow ont leur représentation en une masse énorme de papier commercial émis un peu partout mais qui est devenu anglais par l'acceptation. L'effet de commerce anglais couvre pour moitié le commerce international. Il est, a dit M. Lloyd George, « *une partie de la monnaie du commerce mondial.* » Une situation aussi privilégiée ne s'acquiert pas et ne se maintient pas facilement. Le crédit est en définitif un fait d'ordre moral. La puissance de circulation du papier anglais tient avant tout à sa facilité séculaire de recouvrement en temps de crise, car il est bien évident qu'en temps normal la même facilité de recouvrement est plus ou moins générale.

L'Angleterre doit à sa situation insulaire, à cette sécurité extérieure qui lui a été propre jusqu'ici et dont les Allemands rêvent de la dépouiller, d'avoir inspiré depuis les guerres napoléoniennes une confiance particulière ; il eût été grave pour elle de laisser ébranler ce prestige, ce renom d'exactitude dans les paiements, même à l'occasion d'une guerre européenne.

Le Gouvernement n'a pas perdu un instant la claire notion

de cette nécessité nationale. A la vérité il fallut bien au premier moment parer à un *run* dans les banques par le moratorium, même par une mesure plus radicale que chez nous : Pendant une huitaine de jours elles furent matériellement et complètement fermées.

De son côté, la Banque d'Angleterre s'était défendue contre les risques auxquels l'exposait le monnayage des effets de commerce en élevant le taux de l'escompte à 10 %. Mais ce ne fut qu'une crise de quelques jours, le temps de prendre les mesures indispensables : immédiatement M. Lloyd George se préoccupa de rendre la vie au commerce et de sauver la banknote.

A cet effet, il n'hésita point à puiser dans le Trésor ou du moins à décider qu'on pourrait y puiser. Il commença par donner à la Banque d'Angleterre la garantie du Trésor pour l'escompte des traites antérieures à la déclaration de guerre. Forte de cette caution la Banque abaissa son escompte à 5 % dès le 13 août et escompta à guichets ouverts ; il lui fut présenté pour 3 milliards d'effets. MAIS ALORS LA DEMANDE D'ESCOMPTE S'ARRÊTA NET. LE COMMERCE AYANT CONSTATÉ QUE L'ARGENT ÉTAIT FACILE N'EN DEMANDA PLUS. M. Lloyd George estime que sur cette somme de 3 milliards les risques de perte ne dépassent pas 300 millions. C'est vraiment à bon marché que le gouvernement aura sauvé le commerce britannique. Le reste cependant ne sera pas entièrement encaissé à l'échéance ; la Banque a donné notamment des facilités de paiements qui vaut pour certaines acceptations jusqu'à une prorogation au terme de la guerre. Il reste en particulier dans cette catégorie pour £ 50 millions d'effets souscrits par le commerce des pays belligérants, à l'encaissement desquels il a bien fallu surseoir. Ce sont eux évidemment qui contribuent le plus largement à la perte prévue de 300 millions. Ce n'est rien en regard de ce qu'eût perdu l'Angleterre à la prorogation du moratorium.

Cependant le gouvernement britannique ne s'en tint pas là. L'effet de commerce était sauvé, mais les banques ne l'étaient pas encore, car le *run* des dépôts était toujours à craindre. Là encore l'intervention de l'État fut jetée dans la balance et elle fut décisive.

M. Lloyd George décida que le Trésor mettrait à la disposition des banques 20 % de leurs dépôts. Le Trésor s'exposait donc à décaisser instantanément un cinquième des dépôts dont les banques anglaises étaient responsables. C'était impressionnant, car ce pouvait être énorme. En fait, ce ne fut à peu près rien. Au moment le plus critique, les avances n'atteignirent que 325 millions de francs, une misère, et 3 mois après ces avances

étaient remboursées au point de se trouver réduites à 6 millions de francs.

Enfin la Banque d'Angleterre est venue au secours de la Bourse de Londres en mettant à sa disposition à titre d'avance 60 % de la valeur des titres reportés sur la base du 27 juillet. C'est ce qui a permis au Stock Exchange de faire sa liquidation. Là encore le concours de la Banque d'Angleterre a été surtout une source d'énergie à laquelle chacun a retrempé la sienne ; l'impulsion donnée, tout le monde a fait un effort si bien que les engagements qui s'élevaient à 2 milliards ont pu être liquidés, sans qu'il ait été nécessaire de faire appel dans une proportion appréciable à cette marge d'avances sur titres. »

Après avoir remarqué, dans un juste souci d'impartialité, que l'Angleterre, qui n'avait pas à souffrir de l'invasion étrangère, n'avait pas non plus comme la France, tout au moins au début de la guerre, à soutenir au même degré la charge de la lutte, son corps expéditionnaire n'étant qu'un appoint, l'auteur concluait :

Il n'en faut pas moins reconnaître que la largeur de vues, l'esprit de décision et un sens très juste des nécessités commerciales ont inspiré aux hommes d'État de l'Angleterre, à ses financiers d'excellentes mesures qui ont admirablement sauvegardé ses intérêts économiques. On ne tarda pas d'ailleurs à en apprécier les résultats : la pierre de touche fut l'émission de l'énorme emprunt de près de 9 milliards que l'Angleterre a su faire en novembre dernier en pleine guerre et au moment où l'amour propre national était encore sous le coup des épreuves que venait de subir sa marine et qu'elle n'avait pas encore vengées. Elle ne recula pas devant l'émission d'un emprunt 3 ½ % qu'elle va émettre au prix de 95 et cet emprunt fut couvert en quelques jours avant même l'expiration du délai de souscription. Il se maintient depuis à très peu près à son prix d'émission. Il est un peu pénible de se souvenir qu'un mois avant la guerre, quand nous nous croyions en pleine paix, c'était aussi un emprunt 3 ½ % que nous avons émis pour la somme très modeste de 800 millions mais nous l'avions émis à 91 francs. »

Garantie du Trésor en ce qui concerne le recouvrement des effets réescomptés par la Banque d'Angleterre, avance de cette dernière aux institutions de crédit jusqu'à concurrence de 20 % de leurs dépôts, telles furent les mesures essentielles arrêtées par le Gouvernement

britannique au début des hostilités. Encore que ces dispositions aient un caractère exceptionnel, elles n'ont cependant aucune analogie avec une immobilisation à peu près complète de l'épargne publique dans les caisses des établissements financiers.

LES MESURES AUX ÉTATS-UNIS

Les États-Unis ont écarté eux aussi la solution adoptée par le Gouvernement français. Sans doute les difficultés rencontrées par l'Amérique à la suite du conflit européen sont loin d'être comparables à celles qu'éprouvait un pays engagé comme le nôtre dans une guerre étrangère ; elles furent cependant assez graves pour nécessiter là encore des mesures spéciales. Celles-ci ont été l'objet d'une étude publiée dans le Journal « *le Pour et le Contre* » du 3 janvier 1915 déjà cité et que nous rapportons ci-après :

« Aux États-Unis, les difficultés créées par la déclaration de guerre étaient d'ordre purement monétaire ; c'est-à-dire qu'elles étaient infiniment moindre qu'en France, en Angleterre et certainement en Allemagne. Dans ces pays belligérants l'effet de commerce est atteint à sa source c'est-à-dire dans la solvabilité du souscripteur qui peut être un industriel ruiné subitement par la guerre. Nous venons de voir que pour l'Angleterre le risque principal était celui de l'endosseur dont la signature est une monnaie qui a cours dans le monde entier. En Amérique la guerre n'apportait qu'une restriction momentanée aux exportations et promettait en revanche pour l'avenir de notables compensations ; enfin il n'y circule point en quantité appréciable des traites européennes. La différence du loyer de l'argent est normalement en faveur de l'Europe de sorte que c'est au contraire de ce côté de l'Atlantique que vient se faire réescompter le papier commercial qui représente les transactions entre les deux continents. Mais il ne circule pas que des traites américaines en Europe, il y avait aussi et surtout des valeurs mobilières répandues en Allemagne, en France en Angleterre, en quantité si considérable que M. Lloyd George dans son discours aux Communes à évalué à 1 milliard de livres sterling (25 milliards de francs au pair) la somme dont

l'Angleterre, seule se trouvait créancière des États-Unis au jour de la déclaration de guerre.

Ce chiffre a fait sursauter les Américains, qui ont répondu avec raison, il faut le reconnaître, que c'était le montant d'une dette à terme et même à terme fort éloigné pour la plus grande part. La dette purement commerciale, celle dont en définitive le recouvrement était exigible à bref délai ne dépassait pas 450 millions de dollars avec échéance au 1^{er} janvier 1915, c'est du moins le chiffre qu'a donné le secrétaire de la Trésorerie dans son discours au congrès, le 8 décembre dernier, soit un peu moins du dixième de l'évaluation de Sir Lloyd George qui amalgamait l'ensemble des créances du Royaume-Uni sur l'Amérique. Cependant c'était encore une jolie somme à couvrir que ces 2 milliards 250 millions de francs auxquels, au premier moment, menaçait de manquer la contre partie habituelle des exportations américaines en blé, en coton etc... par suite des hostilités sur mer. A cette somme, qu'il pouvait être nécessaire de couvrir en espèces, il fallait bien aussi ajouter quelque chose des 20 à 25 milliards de valeurs mobilières américaines dont avait parlé Sir Lloyd George non sans une certaine raison aussi ; car la réalisation en était tentée et les offres s'abattaient comme la grêle sur la Bourse de New-York. Tout cela et le remboursement d'obligations de chemin de fer dont le remboursement allait échoir sans qu'on pût cette fois recourir à l'emprunt, menaçait l'Amérique d'une crise de change qui eût été pour elle un désastre en amenant le discrédit du dollar. On y a paré, là comme ailleurs, tout d'abord en fermant la Bourse, dès lors on ne se trouvait plus en face des 25 milliards de Sir Lloyd George, mais seulement des deux milliards et quart de papier commercial. D'ailleurs pas n'a été besoin de recourir au moratorium, car les banques n'étaient pas menacées d'un *run* de leurs déposants ; il suffisait de leur fournir soit de l'or, soit des traites sur l'Europe en proportion suffisante pour éviter la hausse factice du change qu'eût entraîné la panique et laisser aux choses le temps de reprendre d'elles-mêmes leur aplomb. En somme, comme nous l'avons dit, l'Amérique n'avait à redouter de la guerre que le premier choc en retour et il n'était pas douteux qu'en fin de compte elle n'avait au contraire que profit à en retirer ; il lui suffisait donc de gagner du temps.

Le Trésor a mis à la disposition du commerce un fonds en or de 100 millions de dollars. Pour cette avance, il a été un moment question du concours de la Banque d'Angleterre qui aurait remis du change sur Londres en se couvrant par des traites à échéance de 6 mois. Ce délai paraissait largement suffisant pour permettre à la balance commerciale des États-Unis de

retrouver son équilibre. Des négociations ont été en cours dès le mois d'octobre à ce sujet entre le secrétaire du Trésor et deux délégués anglais. Mais, avant qu'elles aient abouti, le cours naturel des choses a apporté de lui même comme on le prévoyait son remède à la situation, de sorte qu'on a décidé d'un commun accord de n'y pas donner suite, et de fait, grâce à la liberté au moins relative des mers assurée par sa flotte, le gouvernement anglais a pu faire tout de suite d'importants achats en Amérique qui vont sans cesse se développant et qui créent maintenant des tirages sur l'Europe en quantité suffisante pour que le cable-transfert qui était monté au mois d'Août à 5,05 $\frac{1}{2}$ pour la livre sterling soit revenu à 4,86 $\frac{1}{2}$ c'est-à-dire aux environs du pair. La crise monétaire a été aussi facilement conjurée; il n'en résulte pas que la balance commerciale entre l'Europe et les États-Unis soit dès maintenant équilibrée complètement, mais ce n'est qu'une affaire de temps. »

L'exemple des États-Unis et de l'Angleterre permet donc de conclure que loin d'être la conséquence inéluctable du trouble apporté dans l'agencement du système bancaire, soit par une crise économique violente, soit même par une guerre étrangère, le moratoire des dépôts en banque se présente au contraire comme la mesure la moins propre à ramener dans les esprits la confiance indispensable au retour de conditions normales. Dès lors, il y a lieu de rechercher quels ont pu être en France les motifs assez puissants pour exiger du pouvoir exécutif une intervention d'autant plus grave que par une perturbation dans l'ordre des attributions constitutionnelles, elle mettait obstacle au libre jeu des conventions stipulées entre parties contractantes. Plus spécialement il conviendra d'examiner si le besoin ne s'en était pas fait sentir en raison de la situation où se trouvaient, à la veille de la guerre, nombre d'institutions de crédit pratiquant de longtemps une politique d'immobilisation contraire aux principes qui régissent la gestion de l'épargne publique.

Les responsabilités qui seraient ainsi mises en jeu doivent donc maintenant être envisagées.

CHAPITRE III

CAUSES DE L'INSTITUTION DES MORATOIRES ET RESPONSABILITÉS MISES EN JEU.

Prenant prétexte des critiques extrêmement violentes qui s'étaient élevées à la suite du moratoire des dépôts, certaines institutions de crédit, dans le but de se justifier aux yeux de leurs actionnaires, et plus encore peut-être par devers eux devant l'opinion publique, ont prétendu n'encourir aucune responsabilité au sujet des mesures arrêtées le 1^{er} août 1914 par le Gouvernement français.

L'argumentation, toujours assez sensiblement la même, consiste à les présenter comme une conséquence logique et juste soit de la désorganisation créée par l'État de guerre dans les relations économiques internationales, soit de mesures qui avaient été prises antérieurement ; au nombre de celles-ci sont particulièrement visés la circulaire du Syndicat des Agents de Change qui, le 30 juillet 1914, avait ajourné la liquidation de fin de mois à la Bourse des Valeurs et le décret du 31 juillet qui avait prorogé d'un mois l'échéance des valeurs négociables.

A tous ces points de vue, l'exposition qui a été faite par le *Crédit Lyonnais* dans son rapport du 29 avril 1915 nous paraît des plus intéressantes.

« Les valeurs mobilières, même les grandes valeurs internationales, que l'on s'était accoutumé à considérer comme des disponibilités en quelque sorte immédiates tant leur vente était facile cessèrent tout à coup d'être réalisables, soit à cause de la fermeture des Bourses, soit parce que les acheteurs les désertèrent.

En France la coulisse suspendit le 27 juillet les opérations à terme. Le 29, la liquidation de toute les transactions qui devaient se dénouer le 31 fut prorogée d'un mois. Les négociations devinrent très rares ; cependant la Bourse ne fut pas fermée....

Le report était considéré jusqu'à ce jour comme une des opérations les plus liquides et les moins aléatoires, c'était le placement préféré des capitaux les plus timides, en tout cas un emploi à si court terme et qui passait pour si sûr que les prudents n'hésitaient pas à engager de la sorte les fonds qu'ils destinaient aux paiements d'échéances prochaines. Jamais en effet de mémoire d'homme, la liquidation n'avait été retardée. Et pourtant telle fut l'intensité de la crise que cette mesure exceptionnelle dut être prise non seulement en France, mais dans tous les pays où fonctionnait le marché à terme.

Un autre fait sans précédent et d'une importance également capitale se produisit immédiatement. Il devint impossible à l'étranger de se procurer du change sur la France. Il faut se rappeler que parmi les Nations belligérantes figurent les plus anciennement riches, les seules qui possèdent en abondance des capitaux disponibles et qu'elles distribuent depuis longtemps le crédit aux autres pays. Elles tiennent d'autre part dans le commerce du monde une place tellement prépondérante qu'aucune partie du globe ne peut rester indifférente ou étrangère à la lutte qui se poursuit. En 1913, le commerce extérieur des belligérants atteignait 97 milliards et demi, soit environ la moitié de la valeur des échanges internationaux.

L'arrêt des opérations de change devait se faire sentir particulièrement dans un pays comme le nôtre, qui, du chef de son commerce et de ses placements, est toujours sauf circonstances exceptionnelles et d'ailleurs transitoires créancier des autres.

Les États et les Sociétés les plus solvables cherchaient en vain le moyen de faire parvenir en France les provisions nécessaires au paiement de leurs échéances et des coupons de leurs emprunts. Les envois d'or avaient cessé, parce qu'il était devenu presque impossible de les faire assurer en raison des menaces des navires ennemis. Vous avez peut-être su que votre société se trouva posséder en mer, dans la dernière semaine de juillet, 50 millions d'or destinés à la Banque de France. Nous avons pu, avec l'aide des assureurs, en mettre une partie à la disposition du Trésor Français. Le reste retourna aux pays expéditeurs.

D'autre part, dans les jours qui précédèrent la déclaration de guerre nous avons dû rendre aux déposants des centaines de millions.

L'échéance du 31 juillet montra à quel point l'inquiétude s'était emparée des esprits ; les impayés furent nombreux et importants. Sur ces entrefaites, la mobilisation générale fut ordonnée. *Il devient nécessaire de prendre des mesures excep-*

tionnelles que les faits ne légitimaient que trop : Le 1^{er} août parut au journal officiel un décret qui prorogeait d'un mois les échéances des valeurs négociables. La prorogation ainsi édictée *était étendue* le 2 août à la délivrance des dépôts espèces et des soldes créditeurs des comptes courants. *Cette mesure s'imposait d'autant plus* que le décret du 9 août devait bientôt la rendre applicable à toutes les sommes dues avec ou sans échéances pour avances faites antérieurement au 1^{er} août en compte ou à découvert, ainsi qu'à toutes avances faites antérieurement à la même date sur des titres de valeurs mobilières et sur des effets de commerce ou garanties par ces effets. Dès lors la plus grande partie de l'actif que votre société possédait en France se trouva immobilisé pour un mois. »

Le *Crédit Industriel et Commercial* dans son rapport du 26 avril 1915 était peut-être plus précis encore.

La série de mesures qui ont été adoptées à partir du 30 juillet rendait indisponible pour les banques la portion de leur actif telle que Reports, Comptes courants débiteurs, effets déplacés, Avances à court terme ou au jour le jour qui constituent en temps ordinaire avec le portefeuille-commercial bancable la contre-partie normale des dépôts à vue et à préavis ou des comptes courants créditeurs ; le complément logique et nécessaire en était donc le moratoire des dépôts en banque ».

Le *Comptoir National d'Escompte de Paris*, qui dans son rapport du 24 avril 1915 s'exprimait en des termes très identiques, faisait en outre remarquer que cette argumentation, en se réclamant de l'autorité de M. le Garde des Sceaux, présentait en quelque sorte un caractère officiel :

La situation résultante des faits que nous venons d'exposer a été reconnue par M. le garde des Sceaux dans une déclaration qu'il a faite le 4 avril dernier : la prorogation des échéances des valeurs négociables entraîne nécessairement des mesures parallèles à l'égard du remboursement des fonds déposés dans les banques et sociétés de crédit ou d'épargne. Il est en effet impossible de laisser ces établissements dans l'obligation de restituer sans délai la totalité de leurs dépôts, alors que l'on leur enlève momentanément les moyens de réaliser le portefeuille d'effets de commerce qui pour une grande part en forme la contre-partie. Ces difficultés sans précédent, même pendant la période douloureuse de 1870, nécessitent le moratorium des dépôts sanctionnés par décrets des 1^{er} et 9 août 1914. »

Enfin et pour permettre une vue d'ensemble nous avons relaté dans la note ci-après les opinions respectives des institutions de crédit qui parmi celles envisagées dans notre étude ont exprimé leur point de vue sur la matière.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE. — *Rapport du 6 mai 1915*

... « La mobilisation brusquement décrétée, la guerre européenne déclarée en quelques jours après de longues années de paix devaient nécessairement jeter un grand trouble dans la circulation des capitaux.

Diverses mesures ont été prises pour y remédier : report à une date ultérieure de toutes les opérations à terme faites à la Bourse de Paris à l'échéance du 31 juillet.

Limitation des remboursements à effectuer par les Caisses d'Épargne (décret du 30 juillet) ; prorogation des échéances des effets de commerce et autres valeurs négociables (décret du 31 juillet) ; limitation des retraits de dépôts-espèces et soldes créditeurs des comptes courants dans les banques (décret du 1^{er} août).

Élévation de la limite d'émission des billets de la Banque de France et dispense du remboursement de ces billets en espèces (loi du 5 août).

Ajournement de l'exigibilité de toute somme due avec ou sans échéance sous forme d'avances ou de découvert garantis ou non (décret du 9 août).

Toutes ces mesures ont été prises non seulement dans notre pays, mais avec quelques variantes dans tous les pays belligérants et même dans beaucoup d'autres qui se sont trouvés atteints par répercussion. Elles constituaient la mobilisation financière, indispensable complément de la mise en état de guerre de notre pays, et avaient pour objet d'en conserver intacts les principaux rouages financiers, afin qu'ils pussent continuer pendant la guerre à faire vivre le pays, tout en fournissant à l'État les ressources dont il avait besoin. Si nous pouvions nous permettre d'exprimer une opinion à ce sujet, ce ne serait certes pas pour critiquer telle ou telle mesure qui a pu froisser un intérêt particulier mais pour constater au contraire les heureux résultats des dispositions prises et leur action opportune sur la situation du pays. »

BANQUE NATIONALE DE CRÉDIT

Rapport du 21 juin 1915

... « Le moratorium des dépôts en banque est ensuite venu arrêter le mouvement des retraits qui se manifestait avec tant

d'intensité. Cette mesure d'exception, qui répondait cependant à un intérêt d'ordre supérieur, était par son essence même vouée à l'impopularité. Nous nous sommes du moins attachés à en atténuer les inconvénients et à satisfaire dans la mesure du possible aux demandes légitimes de nos déposants. »

SOCIÉTÉ CENTRALE DES BANQUES DE PROVINCE. *Rapport du 10 mars 1915*... Au lendemain de la déclaration de guerre la tension devint telle que, préoccupé de la sauvegarde du crédit, le Gouvernement arrêta les mesures que vous savez. Celles-ci et celles de même nature qui furent prises par les autres belligérants eurent aussitôt leur répercussion aussi bien en Europe que hors d'Europe et les pays neutres à leur tour se virent obligés de prendre des dispositions analogues. La conséquence immédiate des événements et des circonstances qui les accompagnèrent fut l'arrêt subit des affaires.

SOCIÉTÉ MARSEILLAISE DE CRÉDIT

Rapport du 21 juin 1915

... La suspension du règlement des opérations de Bourse en liquidation, décidée les 27 et 29 juillet, supprimait du même coup un élément important de disponibilités immédiates en bloquant le fonds en reports. La prorogation des délais de protêt pour les effets payables fin juillet rendait illusoire les rentrées de fonds considérables qui auraient dû normalement se produire à cette date. Cette prorogation était d'ailleurs immédiatement suivie de celles des échéances. En même temps, le bouleversement des changes étrangers et les difficultés de transport et de poste rendaient pratiquement impossible la rentrée des comptes de correspondants étrangers : États-Unis, Angleterre, Russie. Il est permis de constater par ce qui précède que presque tous les éléments de trésorerie considérés de tout temps comme pratiquement les plus sûrs et les plus facilement réalisables se trouvaient ainsi immobilisés.

Le moratorium des dépôts devait être la conséquence logique et inévitable de toutes ces mesures et son application aurait dû être admise et comprise par tous, personne ne pouvant en effet raisonnablement supposer que le montant des dépôts reste normalement improductif dans les coffres des banques ou admettre qu'un débiteur quel qu'il soit : particulier, commerçant ou banquier, peut assurer la régularité de ses paiements si tous ses éléments de recette lui sont tout à coup supprimés. Et pourtant, si les décrets moratoires concernant la prorogation des protêts et des échéances, la suspension des liquidations et reports, l'immobilisation presque générale des éléments d'actif aont été partout favorablement interprétés, par contre le mor-

torium des dépôts n'a pas joui de la même faveur. Certains n'ont pas compris ou voulu comprendre que toutes ces mesures étaient solidaires qu'elles formaient un tout et que l'ensemble de ces dispositions a permis aux uns et aux autres de se ressaisir, de mettre un frein à un mouvement de thésaurisation irréfléchi dont les conséquences pouvaient être funestes, d'éviter des désastres commerciaux, industriels, financiers.

Le moratorium pris dans son ensemble formait la première étape d'un plan de mobilisation financière, de réorganisation économique, de reprise des affaires, dont le mérite est d'autant plus grand qu'il a fallu tout concevoir et décider au milieu du bouleversement le plus considérable et le plus imprévu que notre pays ait jamais traversé.

SOCIÉTÉ NANCÉIENNE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET DE DÉPÔTS
Rapport du 28 avril 1915

... Dès le 31 juillet, alors que les retraits touchaient à leur fin, des mesures restrictives frappaient la faculté des prélèvements en banque. Manifestement trop rigoureuses au début à l'égard des déposants, elles se sont dans la suite successivement élargies.

SOCIÉTÉ LYONNAISE DE DÉPÔTS. — *Rapport du 27 mars 1915*

... Vous avez présents à la mémoire les événements historiques qui se sont passés fin juillet et commencement août, ainsi que toutes les dispositions prises en conséquence et qui ont amené une perturbation complète dans les diverses branches de l'activité nationale... Cet ensemble de mesures et de dispositions provoquèrent une grande émotion. D'une part le manque de main d'œuvre, résultat de la mobilisation générale, d'autre part la privation de capitaux disponibles pour le fond de roulements du commerce et de l'industrie, résultats des délais accordés pour les sommes dues et de l'impossibilité de mobiliser et négocier les débits et d'obtenir des avances, amenèrent sinon l'arrêt total des affaires du moins leur réduction considérable.

COMPAGNIE ALGÉRIENNE. — *Rapport du 20 mars 1915*

... Dès que la situation diplomatique apparut menaçante, le Gouvernement crut devoir prendre des mesures exceptionnelles et dans l'espace de quelques jours il décréta la fermeture de la Bourse, le moratorium intégral des échéances et enfin le moratorium partiel des dépôts. On pouvait se demander si, dans cette période critique, la *Compagnie Algérienne* allait pouvoir faire

face à toutes les éventualités. L'examen de notre situation du 30 juin 1914 qui venait d'être publiée apportait à cette question une réponse tout à fait rassurante. Nos exigibilités (dépôts, comptes courants, effets à payer), s'élevaient à un total de 153 millions et nos disponibilités (caisses et banques, effets en portefeuille) formaient ensemble une somme de 200 millions, faisant apparaître un excédent de 47 millions. Nous étions donc en état de donner satisfaction à toutes les demandes de retraits qui pouvaient nous être faites et nous n'avions pas besoin de ces mesures de protection dont le Ministre des Finances a pu dire qu'elles n'auraient pas été nécessaires, si tous les établissements de crédit ne s'étaient servis de la plus forte part de leurs dépôts que pour l'escompte des effets de commerce négociables à la Banque de France (ou à la Banque d'Algérie). Les chiffres que nous venons de vous rappeler démontrent que cette critique ne nous atteint pas.

Si judicieux que fussent les motifs qui étaient ainsi allégués ils ne nous paraissent pas cependant entraîner fatalement les conséquences qu'on voulait bien leur prêter.

L'argumentation qui consiste à présenter le moratorium des dépôts en banque comme l'extension équitable et nécessaire des décrets du 31 juillet nous paraît procéder d'une conception inexacte, en ce sens qu'elle implique au préalable l'identité des situations respectives de l'individu et des banques de dépôts par suite de la mobilisation générale. Or, en fait, il en allait très différemment. Sans vouloir insister ici sur la puissance financière qui résultait pour les établissements de crédit de la concentration dans leurs caisses de la presque totalité de l'épargne publique, ni sur les moyens d'information dont elles disposaient tant en raison de leurs relations internationales que du chef de leurs services financiers et que personne n'a jamais songé à comparer aux moyens correspondants de l'individu, les possibilités respectives des particuliers et des banques de dépôts étaient en outre, à la déclaration de guerre, bien différentes à un autre point de vue qui nous paraît capital. Tandis que la mobilisation, telle qu'elle était conçue chez nous en 1914, entraînait un arrêt brusque de la production et par

conséquent pour nombre de gens une gêne tout à fait notable dans les possibilités de paiement puisque se trouvait ainsi tarie la source du revenu, il en était autrement pour les établissements financiers. Ce n'était pas en effet la totalité de leur actif qui se trouvait immobilisée par les mesures prises depuis le 29 juillet mais seulement la partie réalisable à terme : avances sur garanties, reports, comptes courants débiteurs, portefeuille-titres tous postes de leur bilan qui, d'après la technique de la banque de dépôts, doivent servir presque exclusivement d'emploi au capital social et aux réserves. Au contraire la contre-partie principale et naturelle de leurs exiguïtés à vue, le portefeuille commercial, restait toujours en principe réalisable après réescompte à la Banque de France. Or étant donné la solidarité d'intérêts très étroite existant entre le mouvement industriel et commercial et les institutions de crédit, l'arrêt de la production ne pouvait pas manquer sans doute d'avoir les répercussions les plus fâcheuses sur la prospérité de ces dernières, mais en ce qui concerne spécialement le remboursement de leur passif à vue, nous ne pensons pas qu'il en résultât pour elles de difficultés nouvelles. Dès lors, si avaient été mises à exécution des mesures appropriées à la différence des situations, il est vraisemblable qu'on aurait pu éviter tout au moins l'impression d'arbitraire que le décret du 1^{er} août a toujours produite dans le public et peut-être par voie de conséquence la défaveur qu'hormis toute autre considération le sentiment d'une injustice ne pouvait pas manquer de provoquer. Aussi, loin de se féliciter comme le fait plus particulièrement la *Société Marseillaise de crédit* « du mérite qu'il y a eu à tout concevoir tout décider au milieu du bouleversement le plus complet », peut-on penser au contraire que le moratorium des dépôts en banque paraît procéder d'une généralisation hâtive à la suite d'une analyse des faits que la précipitation des événements n'avait pas permis d'approfondir.

Toutefois il importe de signaler que le portefeuille commercial des banques avait été lui aussi immobilisé en partie, puisque le moratorium du 31 juillet avait eu cette conséquence indirecte de rendre certains effets non bancables. Dans quelle mesure la situation des établissements de crédit s'en trouva-t-elle alourdie. C'est ce qu'il est absolument impossible de préciser faute de détails suffisants dans les bilans. En tous cas il est au moins excessif de soutenir ainsi que le fait le *Comptoir d'Escompte de Paris* dans son rapport du 24 avril 1915 « *qu'ainsi tous les moyens de trésorerie vinrent simultanément à faire défaut.* »

D'ailleurs l'argumentation en faveur des moratoires ne paraît pas avoir été l'objet d'une conviction inébranlable même auprès des banques qui l'avaient présentée. On remarquera tout d'abord que le 1^{er} janvier 1915, et par conséquent bien antérieurement à la publication des documents que nous avons rapportés ci-dessus, toutes les institutions de crédit en renonçant d'elles-mêmes au bénéfice du moratoire, ainsi qu'il a déjà été indiqué, s'accordaient unanimement pour reconnaître implicitement la nécessité d'un retour au droit commun. En outre dès l'année suivante les plus importantes d'entre elles n'hésitaient pas à exprimer formellement leur point de vue à ce sujet.

Dans son rapport du 15 avril 1916, le *Crédit Lyonnais* regrettait :

« que la disparition progressive des moratoires n'ait pas été plus rapide ; il serait dangereux de se dissimuler que les divers moratoires immobilisent encore des milliards ; celui qui concerne les effets a fait disparaître le crédit commercial dont le rétablissement progressif ne pourra être complètement réalisé avant que les dettes anciennes aient été payées. C'est donc dans l'intérêt général que nous vous entretenons des mesures nécessaires à la reprise du crédit commercial, un des éléments essentiels de la production. »

Dans son rapport du 22 avril 1918 cette société de crédit confirmait à nouveau son opinion ;

« La plus grande partie des transactions se fait au comptant ou à très court terme. Ce retour au passé fut d'abord la conséquence du moratoire. Sans doute de grands progrès ont été réalisés depuis lors. En revenant encore une fois sur cette question, notre but est de montrer combien il importe à l'intérêt général que la notion de crédit soit remise en honneur et en pratique. Si l'on n'arrivait pas à la restaurer pendant la guerre, un temps précieux serait perdu quand la paix reviendra. Il n'y a d'ailleurs de meilleur moyen pour combattre l'inflation de la circulation. »

Le *Crédit Industriel et Commercial* adoptait la même manière de voir dans son rapport du 20 mars 1917 :

« Nous continuons à travailler non sans complications, parfois aux prises avec le régime économique fait d'exceptions que l'état de guerre a engendrées.

C'est ainsi notamment que le moratorium persistant des effets de commerce, des avances, des comptes débiteurs, demeure un des principaux obstacles à la démobilisation des capitaux et à l'extension du crédit. »

Il y a plus ; dans une allocation officieuse prononcée le 24 avril 1915 devant la réunion des actionnaires à l'issue de l'Assemblée générale, M. Paul Boyer, alors vice-président du Conseil d'administration du *Comptoir d'Escompte*, soutenait une thèse sensiblement opposée à celle que cette institution de crédit venait de défendre dans son rapport officiel.

« Malgré les louables tentatives de reprise du travail, la majeure partie des transactions se règlent au comptant : peu de traites à échéance, peu d'escompte de papier. La raison de cet état de chose est que le crédit ne revivra que lorsque les engagements anciens auront été liquidés. Que ce soit par la procédure instaurée par le décret du 27 octobre ou par une autre méthode, il est nécessaire de sortir au plus vite d'une situation qui ne s'est que trop prolongée. Si au contraire on persistait dans un régime de prorogations continuelles d'échéances, on calmerait peut-être momentanément les souffrances par des stupéfiants mais on ne guérirait pas le mal et notre commerce se trouverait alors à la fin des hostilités anémié et affaibli, sans crédit, incapable de profiter sur le terrain économique des avantages que nous obtiendrons par la victoire. C'est ce qu'il faut éviter à tout prix, et c'est pour cela que

nous croyons fermement que les moratoires n'ont que trop duré et qu'il faut travailler au retour graduel de la vie normale dans l'intérêt supérieur du pays. »

Il nous semble qu'il n'y a pas lieu de se montrer très surpris de ces revirements d'opinion manifestés brusquement par les banques de dépôts. Si l'on veut bien songer en effet que des sociétés comme le *Crédit Lyonnais*, le *Comptoir d'Escompte*, le *Crédit Industriel et Commercial*, qui s'étaient faites au début les défenseurs des moratoires, en étaient beaucoup plus les victimes que les bénéficiaires, peut-être pourra-t-on estimer que leur opinion première était commandée tout particulièrement par des considérations de solidarité professionnelle. N'était-ce pas ce que M. Paul Boyer voulait donner à entendre lorsqu'il ajoutait :

« Nous n'avons pas pris l'initiative de suggérer les propositions fixées par le décret du 1^{er} août. Nous les avons appliquées comme toutes les autres banques estimant que, dans un moment aussi grave, il eût été déplorable malgré notre vif désir de ne pas mécontenter notre clientèle d'adopter une attitude particulièrement contraire à l'intérêt général. »

En effet, ainsi que nous nous sommes efforcés de le démontrer dans la première partie de cette étude, la politique des immobilisations largement pratiquée à la veille de la guerre par les banques de dépôts françaises avait placé nombre d'entre elles dans une situation telle qu'il leur était à peu près impossible de faire face à une crise de thésaurisation importante avec le seul jeu normal de leur portefeuille commercial. Il nous a paru intéressant de grouper ci-après dans un tableau résumé les résultats particuliers auxquels nous avait déjà conduit l'examen dont chaque institution de crédit a été précédemment l'objet.

En désignant par CP/D le rapport, pour chaque banque, de l'ensemble Caisse + Portefeuille aux Dépôts à vue et par C/D le rapport de l'encaisse aux Dépôts à vue, on obtient le tableau suivant :

Banques	Dates	CP/D	C/D
		%	%
Crédit Lyonnais	30 juin 1914	80	10
Comptoir d'Escompte.	—	82	13
Société Générale	—	65	12
Crédit Industriel et Commercial	—	88	16
Banque Nationale de Crédit	31 décembre 1913	80	26
Banque Suisse et Française	—	138	34
Banque Privée Lyon-Marseille	31 mars 1914	47	6
Société Centrale des Banques de Province	30 juin 1914	155	65
Société Marseillaise de Crédit	31 mai 1914	76	11
Banque Adam	31 décembre 1913	62	12
Crédit du Nord	—	59	8
Société Nancéienne . . .	30 juin 1914	20	4
Banque Renauld	7 août 1913	34	1
Comptoir d'Escompte de Rouen	31 décembre 1913	77	13
Banque de Bordeaux..	—	83	9
Société Lyonnaise de Dépôts	31 mai 1914	98	7
Crédit de l'Ouest	31 décembre 1913	75	12
Compagnie Algérienne	30 juin 1914	130	6
Crédit Foncier d'Algérie et Tunisie	31 décembre 1913	88	6

Sur dix neuf banques envisagées dans ce travail, dix seulement avaient, à la veille de la guerre, conservé par devers elles des disponibilités suffisantes ou fait de leurs dépôts un emploi susceptible de réalisation assez rapide pour pouvoir rembourser éventuellement 80 % au moins de leurs exigibilités à vue. Les neuf autres au contraire se trouvaient dans une situation de liquidité très insuffisante, ainsi qu'il résulte manifestement des proportions qui viennent d'être indiquées. Aussi, en constatant que le portefeuille de la Banque de France ne s'était accru

que de 900 millions environ entre le 23 et le 30 juillet 1914, peut-on penser que cette augmentation qui n'aurait dû être selon l'opinion de M. Maurice Evesque « *que l'expression du réescompte normal du portefeuille des banques de dépôts en temps de crise* » était en fait l'indice alarmant de l'épuisement par certaines d'entre elles de la ressource la plus importante de leur actif. Un pareil état de choses ne pouvait pas manquer d'ajouter aux préoccupations très graves de ceux qui étaient chargés de prendre les mesures que la guerre imposait et par suite, très probablement, d'influer sur leurs décisions. Dans ces conditions, il semble que l'on puisse considérer comme fondées les critiques formulées par M. Alexandre Ribot du bout de la tribune française lors de la session parlementaire du 22-23 décembre 1914 :

« Si tous les établissements de crédit ne s'étaient servis que pour l'escompte des effets de commerce négociables à la Banque de France de la plus forte part de leurs dépôts, et s'ils n'avaient employé à des avances sur titres ou à des opérations qui ne peuvent se liquider en temps de crise à de courtes échéances que leur capital et leurs réserves, comme le voudrait la prudence, ils n'auraient pas eu besoin de ces mesures de protection, dont nous avons parlé. Une aide passagère offerte par l'État au début de la crise leur eût suffi comme en Angleterre pour les maintenir à flot. »

Le *Comptoir d'Escompte de Paris* est à notre connaissance le seul établissement de crédit qui ait répondu à ces critiques encore n'est-ce que d'une façon officieuse dans l'allocution de M. Paul Boyer déjà mentionnée. Il est vrai que cette méthode peut sembler procéder d'un sentiment de haute convenance à l'égard d'un discours ministériel :

« Dans les griefs énumérés par M. le Ministre des finances, aucun, disait M. Boyer ne saurait être imputé à notre gestion. En effet la politique que nous avons toujours suivie avait pour effet non seulement de tenir notre trésorerie constamment liquide, mais aussi d'arriver à ce résultat en nous abstenant de toutes opérations de longue haleine ou comportant des risques que nous considérions comme incompatibles avec le bon fonctionnement d'une banque de dépôts comme la nôtre.

Nous savions parfaitement qu'en agissant ainsi nous renoncions à des bénéfices faciles, qui auraient pu pendant la période prospère augmenter les résultats que nous vous présentions tous les ans. Nous nous sommes également abstenus d'engagements excédant nos forces et nous avons toujours cherché le rendement de nos capitaux par les affaires professionnelles qui n'ont jamais cessé de tenir le premier rang dans nos préoccupations. D'autre part, nous avons depuis nombre d'années constamment amorti nos frais de premier établissement et tout élément n'ayant pas une valeur réelle, de sorte que notre outillage ne représente aucune charge pesant sur notre actif. Les enseignements que nous avons retirés d'une crise sans précédent ne peuvent que nous confirmer dans la politique que nous avons suivie et nous ne voyons pas sur quel point nous devrions modifier nos méthodes. »

Nous ne pensons pas que ces quelques observations soient de nature à diminuer notablement la portée des reproches adressées par le Ministre aux banques de dépôts. Elles indiquent en effet simplement qu'il ne faudrait pas généraliser de façon trop absolue, ce dont M. Ribot avait d'ailleurs convenu lui-même.

Toutefois, si lourdes que soient les responsabilités encourues par nombre d'institutions de crédit dans la promulgation du décret du 1^{er} août 1914, il nous paraît tout à fait excessif de leur en faire supporter à elles seules tout le poids.

On remarquera tout d'abord que les banques de dépôts ne reçurent pendant toute la crise aucune aide du Trésor. Elles virent même la Banque de France soulever contre elles des difficultés sur lesquelles elles étaient en droit de ne pas compter. Encore, que dès le 31 juillet, la Banque ait atteint très vraisemblablement la limite d'émission fixée par la loi et que le Parlement pouvait en principe seul modifier, nous ne pensons pas que ce manque d'élasticité, pour regrettable qu'il fût, ait été la cause déterminante du décret du 1^{er} août. En effet, vu la situation où se trouvait en 1914 le Trésor français, celui-ci, à la veille d'une guerre étrangère, avait de toute façon, un impérieux besoin de se réserver intact le crédit de la Banque d'Émission on pouvait redouter

non sans raison l'échec d'un emprunt libre, ce qui eût mis immédiatement à nu un état de choses qu'il importait au contraire de dissimuler le plus possible.

A l'appui de ces dernières considérations, nous citerons un article du Journal « *le Pour et le Contre* » en date du 10 janvier 1915. L'auteur, vraisemblablement M. de Saint-Albin, s'exprime ainsi qu'il suit :

Tout au début de l'exposé des motifs qui accompagne sa demande de six douzièmes provisoires et qui est un rapport d'ensemble sur les événements économiques survenus en France depuis cinq mois, M. Ribot déclare que « *quand la guerre a éclaté nous n'avions pas pris toutes les précautions les plus propres à nous permettre d'en soutenir l'effort au point de vue financier.* » On ne saurait parler en termes plus estompés de l'état d'incurie où nous a trouvés la guerre. Nous ne nous sommes pas bornés à ne point vouloir cette guerre, nous accumulions depuis deux ans toutes les fautes financières et nous étions en plein désordre de nos finances publiques et privées au mois de juillet dernier. Nous rappellerons sommairement l'effarement des contribuables et l'exode des capitaux qu'avait provoqué l'interminable discussion de la réforme fiscale, la superposition improvisée à titre d'essai d'un impôt général sur le revenu, d'impôts de détail sur les divers revenus, d'un impôt sur le capital et les taxes sur les valeurs étrangères. Le gâchis atteignit le maximum de l'extravagance en automne 1913, quand la Chambre rejeta à six voix de majorité l'emprunt de 1.400 millions proposé tardivement par M. Dumont. Tous les partis et à peu près tout le monde, au nom de principes plus ou moins lapidaires mais au nom de principes toujours, avaient contribué à ce résultat, après nous avoir surchargés de dépenses, de refuser les moyens d'y faire face. Alors nous vécûmes des derniers expédients votant le budget six mois après qu'il était en cours, y escomptant des augmentations de recettes qui étaient tout au plus à l'état d'espérances n'équilibrant néanmoins les dépenses qu'au moyen de 300 millions d'obligations à court terme et nous en remettant au dieu de l'emprunt de pourvoir aux budgets spéciaux de la guerre, de la Marine et du Maroc qui ajoutaient 850 millions tout près aux 5 milliards 200 millions du budget ordinaire. Cette fois, c'était l'emprunt inévitable, urgent. Il fut fait in-extremis en juillet dernier ; ce malheureux emprunt avait mal inspiré tout le monde. Mieux vaut faire le silence sur les modes informes par lesquels il a été successivement projeté avant

de se réaliser en un 3 $\frac{1}{2}$ % amortissable dont l'amortissement était onéreux pour l'État, sans qu'il fut alléchant pour le public. Émis à 91 francs il coûtait à l'État 4,25 % par an, mais ne représentait aux yeux du souscripteur qu'un placement de 3,7 0/0 à peine. Les commerçants parent leurs marchandises, l'État avait déprécié la sienne. Sur le succès de l'emprunt laissons courir la plume de M. Ribot. « *Le succès avait été grand si l'on en juge par les chiffres des souscriptions qui atteignaient près de 40 fois le montant de la somme à emprunter. Mais l'emprunt avait été pour une forte part souscrit par les établissements de Crédit et par les spéculateurs en Bourse. Ceux-ci, sachant bien que leurs souscriptions seraient réduites, les avaient majorées dans la proportion nécessaire pour obtenir le chiffre auquel ils voulaient porter leurs engagements envers le Trésor. Au moment de la déclaration de guerre, l'emprunt pesait en grande partie sur les établissements de crédit ou sur les acheteurs à terme qui ont éprouvé de sérieuses difficultés à se libérer.* » La vérité sans aphorismes, c'est que, dès le 22 juillet, la spéculation pliait sous la charge du deuxième versement, qui arrivait à échéance avec la répartition de l'emprunt et que, sans qu'il fût aucunement question de la guerre, le 3 $\frac{1}{2}$ % tombait au dessous de son prix d'émission. Les souscripteurs ont eu tant de peine à se libérer que, maintenant encore, sur les 805 millions qui auraient dû être versés intégralement depuis le 16 novembre dernier, il reste encore environ 300 millions en souffrance malgré l'aide apportée par la Banque de France. Nos finances publiques souffraient donc très gravement d'une gestion imprudente et malhabile. Mais il y avait pis : la crise avait gagné la Bourse. Les émissions s'étaient multipliées fâcheusement et n'avaient guère réussi dans les derniers mois, de sorte que les Banques qui s'étaient un peu trop largement engagées dans ce genre d'opérations se trouvaient chargées de papier qui devait être absolument irréalisable au jour d'une déclaration de guerre en Europe. »

Passant ensuite aux griefs articulés par M. Ribot et déjà cités par ailleurs, l'auteur de l'article, après avoir reconnu « *que la situation d'ensemble de notre système bancaire n'était pas sans présenter des points faibles* » ajoutait :

« Avec facilité vraiment, l'État se donne du talon rouge, car on a toujours beau jeu et mauvaise grâce à faire valoir aux gens l'assistance que l'on aurait pu leur prêter, quand, en définitive, pour une raison quelconque on n'a rien fait en leur faveur. Est-il croyable, à y réfléchir, que l'État se fût

tellement empressé au secours des établissements de crédit si leur situation avait été moins embarrassée ? Il y a de sérieuses raisons de penser que bien d'autres considérations auraient suffi à l'en détourner et qu'en fin de compte ce sont elles qui l'ont retenu.

L'État, s'il avait eu la moindre velléité d'intervenir en faveur de quelqu'un, avait sous la main, à défaut des établissements de crédit, un bénéficiaire tout indiqué de ses généreuses dispositions : c'était la chambre syndicale des agents de change. Celle-là n'avait fait aucun excès, on ne lui en reproche aucun ; elle offrait aux avances qu'on aurait pu lui faire une grande solvabilité et enfin elle pouvait invoquer quelques responsabilités de l'État dans ses infirmités constitutionnelles. Or la chambre syndicale a manqué à ses engagements à la liquidation du 31 juillet, faute de pouvoir rembourser les reports. La somme n'était cependant pas forte si on la compare à la masse de dépôts dont les établissements de crédit avaient à craindre le retrait ; elle n'atteignait pas, M. Ribot le déclare lui-même, 500 millions, auxquels s'ajoutaient en coulisse quelque chose comme 150 millions. Ce n'était guère, et l'occasion était vraiment belle si on avait eu vraiment la velléité de faire un beau geste, de sauver à peu de frais le marché de Paris d'une défaillance qui a été l'origine de toutes les autres et en partie leur cause. Notez que les établissements de crédit sont précisément parmi les gros reporteurs et que, en consignait à leurs dépens des fonds qu'ils avaient tous les droits du monde à considérer comme disponibles on leur a fourni une excuse vraiment trop valable pour demander eux-mêmes la protection du moratoire. L'aide passagère de l'État « comme en Angleterre » n'a donc pas été refusée seulement aux établissements de crédit mais également, à la Bourse, au parquet lui-même. Plus heureux les Brokers de Londres, ont trouvé une assistance décisive auprès de la Banque d'Angleterre qui a mis à leur disposition une avance de 60 % de la valeur des titres reportés sur la base du 27 juillet. Il y avait cependant en France une raison particulière de venir en aide au marché, c'est que les banques et intermédiaires — c'est encore M. Ribot lui-même qui le déclare — portaient une part considérable des 805 millions de l'emprunt 3 ½ % émis trois semaines avant la guerre et que l'immédiate dépréciation de ce fonds au moment où les versements à effectuer se précipitaient ne contribuaient pas médiocrement à leur embarras. Il faut donc convenir que si les interventions de l'État et de la Banque de France ne se sont pas produites en France comme en Angleterre, ce n'est pas du tout uniquement à cause des témérités commises par

les établissements de crédit dans l'emploi des dépôts, mais bien parcequ'en France la situation générale était toute différente de ce qu'elle était en Angleterre. Mieux eût valu le dire simplement, loyalement, à la française que de chercher à nous faire croire que l'État fût intervenu en faveur des banques comme en Angleterre, si elles n'avaient pas commis de fautes. Ce fut le souci de sauvegarder la valeur du billet de banque qui retint le Ministre des finances de venir en aide aux établissements de crédit et au marché financier, car au début de la guerre on se trouvait en présence de cette situation terrible : que les besoins de l'État étaient primordiaux, que le seul moyen d'y pourvoir était l'émission de papier-monnaie et qu'il fallait cependant y recourir avec mesure, sous peine de lui voir perdre sa facilité de circulation.

Or, en dix jours, dans la période critique du 27 juillet au 6 août la Banque de France a réescompté pour 2.352 millions d'effets de commerce, ensuite jusqu'au 1^{er} octobre elle en a réescompté encore pour 541 millions si bien que de 1.504 millions au 21 juillet, son portefeuille a passé à 4.476 millions au 1^{er} octobre c'est le chiffre maximum de la crise ; au 3 décembre il était réduit à 3.842 millions. En même temps, les avances sur titres ont passé de 718 millions à 858 millions. Au total la Banque avait fait pour plus de 3 milliards de crédit au commerce et aux établissements financiers dans les deux premiers mois de la guerre. Sans doute ce n'est pas là de l'assistance, ce n'est simplement que l'exercice par la Banque de son rôle essentiel. Toutefois elle a fait ce qu'elle a pu : elle a fait ce que n'a pas eu à faire la Banque d'Angleterre : pourvoir aux besoins du Trésor. »

Dans son ouvrage précité, M. Maurice Evesque adoptait un point de vue presque identique, encore qu'entraîné par son opinion même, l'auteur ait excusé un peu trop rapidement, croyons-nous, les banques de dépôts, en paraissant perdre de vue la seule question qui soit vraiment décisive en la matière : celle de la liquidité des institutions de crédit à la veille de la guerre.

Examinant dans un chapitre 1^{er} l'état de nos finances publiques et la situation de la Bourse des valeurs dans les premiers mois de 1914, M. Evesque écrit, page 10 et suivantes :

« En France, nous nous trouvions au milieu de très sérieux embarras budgétaires. La chute du cabinet Barthou à la fin de

1913 mettait en suspens l'emprunt et le budget c'est-à-dire le moyen de consolider nos finances au moment où des dépenses impérieuses et considérables s'engageaient contre les menaces inquiétantes du militarisme prussien. C'était d'autant plus regrettable que la préparation des élections législatives allait entraîner au delà de plusieurs mois l'ajournement de la solution cependant urgente de l'un des plus importants problèmes financiers qui se fussent présentés depuis 40 ans. »

« La Bourse, par sa nervosité et sa tenue mausade, répercutait les alarmes de ceux qui, sans pouvoir les préciser, prévoyaient cependant de nouvelles difficultés pour l'avenir. Depuis octobre 1912, la Bourse de Paris n'avait pu parvenir à reprendre son assiette. De son côté, l'épargne, émue de la baisse continue des cours, éprouvée par la crise commerciale, inquiétée par la menace de nouveaux impôts s'abstenait délibérément de procéder à des achats de valeurs. Si les affaires nouvelles étaient rares, sauf quelques gros emprunts étrangers — emprunt serbe en janvier, emprunt des chemins de fer russes en février, emprunt hellénique en mars, emprunt ottoman en avril, emprunt marocain en juin — il était offert à l'épargne de nombreuses augmentations de capital par des entreprises connues, souvent prospères, qui, prévoyant des émissions prochaines et considérables de fonds d'États, se hâtaient de renforcer leur Trésorerie. En d'autres temps ces émissions eussent été enlevées prestement. Mais les circonstances n'étaient pas propices à leur succès et dans la plupart des cas une grande partie des titres non placés vont encombrer les portefeuilles-titres des banques. »

M. Evesque donne, dans un tableau annexe, la liste des émissions auxquelles il avait été procédé pendant les six premiers mois de l'année 1914. Outre les 805 millions de l'emprunt 3 $\frac{1}{2}$ % amortissable, c'étaient 3.879.400 obligations qui avaient été offertes à l'épargne française, représentant un capital nominal de 1.900 millions environ dont 1.500 millions effectivement versés, et 58.000 actions représentant 30 millions de francs. L'auteur indiquait encore que pendant la même période 78 valeurs tant françaises qu'étrangères avaient été admises ou introduites au marché officiel de la Bourse de Paris, représentant : « *un total de 2.800 millions se répartissant comme suit : 1.110 millions de fonds d'Etats et d'emprunts de villes ; 900 millions d'actions diverses ; 800 millions d'obligations diverses.* »

« C'était là, ajoute M. Evesque, un afflux d'émissions beaucoup trop important étant donné surtout le marasme qui régnait alors sur le marché des capitaux.

Cette lourdeur se compliquait d'ailleurs d'une situation financière et budgétaire peu propre à réveiller la confiance de l'épargne et à accélérer la reprise des affaires de banque. Le vote de la loi, augmentant à partir du 1^{er} juillet les impôts sur les valeurs mobilières et frappant plus spécialement les emprunts étrangers ; le vote de l'impôt sur le revenu, applicable à partir du 1^{er} janvier 1915, (ajourné depuis au 1^{er} janvier 1916) augmentaient encore la méfiance de l'épargne et conséquemment le marasme de la Bourse. C'est au milieu de ces conjonctures défavorables que fut émis au mois de juillet l'emprunt de 805 millions de rente française 3 ½ % amortissable. Il obtint un très brillant succès nominal — on put déclarer qu'il était couvert plus de 40 fois — grâce au concours des banques et de la spéculation. Malheureusement, ce succès apparent ne pouvait faire illusion. Il s'avéra bientôt que l'emprunt ne s'était que médiocrement classé dans les portefeuilles des épargnants et que la spéculation en portait une grosse part, ce qui devait fatalement avoir pour conséquence d'alourdir durant une assez longue période ses opérations professionnelles. »

Enfin, complétant l'exposé de notre situation financière, M. Evesque montre dans un chapitre intitulé : *La vérité sur les causes et origines de la crise actuelle*, page 89 et suivantes, que, sans nous en douter peut-être, nous avons perdu en 1914 notre position prépondérante sur le marché international des capitaux :

« Pendant longtemps, écrit l'auteur, ce fut un lieu commun, aussi bien chez nous, qu'à l'étranger de parler de l'exceptionnelle puissance financière de la France de sa capacité d'épargne, ainsi que de la situation particulièrement prospère du marché de Paris et chacun de nos voisins ne laissait pas que de nous envier, tout en ne nous déniaient point le beau titre de banquier du monde. Suivant l'expression de M. Neymarck, nous étions en effet créanciers partout, débiteurs nulle part, et les importantes rentrées annuelles du fait des coupons d'intérêts influèrent avantageusement sur la balance des comptes et par suite sur l'état du change de notre pays. Depuis le deuxième semestre de 1911, et surtout depuis 1912 par contre, cette situation s'est sensiblement modifiée. Ce n'est pas à dire qu'il n'y ait eu depuis cette époque autant et même plus d'émissions qu'auparavant et que la plupart même de ces emprunts n'aient

pas parfaitement réussi et ne se soient rapidement classés dans les portefeuilles de nos épargnants ; ce n'est pas à dire non plus que la masse de nos disponibilités annuelles ait diminué dans de fortes proportions ou que des spéculations malheureuses aient ébranlé le crédit de nos grandes sociétés de banque et provoqué la perte d'une partie importante de nos capitaux placés à l'étranger. Mais, depuis près de 3 ans, un mauvais vent a soufflé sur notre organisation financière tout entière, jetant la méfiance dans les esprits et le trouble dans les rouages de notre crédit, provoquant le marasme de la Bourse. A l'étranger d'ailleurs, le même vent a fait sentir aussi son influence, mais c'est encore en France que la crise a eu avant la guerre le maximum de son acuité ; c'est là qu'elle a plus particulièrement faussé le mécanisme si délicat du crédit et marqué de la manière la plus sensible son existence. Un article paru à ce sujet dans le *Deutsche Economist* du 13 juin 1914 faisait précisément remarquer ce changement et s'en réjouissait naturellement. « Tandis que les autres pays, écrivait la revue allemande, subissaient toutes les fluctuations de la Konjunktur avec les phénomènes déprimants qui l'accompagnent, l'économie nationale française semblait à l'abri de ces perturbations. Les hommes d'affaires allemands enviaient le taux d'intérêt modéré dont bénéficiait le commerce et l'industrie française et la France s'enorgueillissait de sa puissance financière. Les ressources des banquiers français paraissaient inépuisables, le prestige de la France comme banquier du monde indestructible. Pendant la crise monétaire internationale de 1907, la France appuyée sur l'encaisse considérable de la Banque Centrale fut en état de venir en aide à la Banque d'Angleterre. Aussi, aveuglée par cette longue prospérité, elle n'a pas aperçu, tout d'abord les prodromes de la crise. Les Français ont fermé les yeux pendant longtemps pour ne pas apercevoir ce fait désagréable. Aujourd'hui que cette crise a atteint toute la vie économique française, on rencontre dans les journaux financiers des opinions tout à fait pessimistes, peut-être aussi exagérées que l'optimiste d'antan. En tout cas nous voulons considérer avec sang froid l'embarras du pays voisin pour ne pas soumettre les erreurs de la presse française qui ne craignait pas, il y a deux ans, d'annoncer à ses lecteurs la faillite de l'Allemagne. »

« L'une des raisons, continue M. Evesque, pour lesquelles la France a été particulièrement surprise et secouée par cette crise réside évidemment dans le fait qu'ayant à peu près jusque là échappé aux précédentes, ses financiers de même que ses capitalistes se sont trouvés désarmés et pris au

dépourvu, en face d'un phénomène qu'il ne leur avait pas été loisible d'étudier depuis longtemps ; l'Allemagne, par contre, qui en 1907 et en 1913 avait connu plusieurs alertes, avait fait son apprentissage. »

Tirant les conclusions de son exposé, l'auteur dans un chapitre intitulé : *Le moratorium : son rôle, ses mobiles* (page 293) écrivait :

« La ruine du marché financier, le découragement des gros capitalistes, la méfiance de la petite épargne, obligèrent le Ministre des finances de se réserver prudemment le crédit de la Banque nationale sous forme d'avances à l'État pour faire face aux dépenses de guerre en attendant que le calme se rétablisse et que les capitaux se décident à reparaitre. Voilà pourquoi on s'est plaint que les banques de dépôts aient trop pressuré l'établissement central d'émission. Mais on peut dire malgré tout que ce ne sont point elles qui ont fauté en s'adressant à la Banque de France, car cette aide est logique naturelle, nécessaire ; mais bien le gouvernement qui a eu tort de ruiner lui-même son crédit pendant la paix et de s'acculer à demander en cas de guerre une assistance presque honteuse à un établissement privé d'émission, car on ne peut faire que dans son principe la Banque de France soit la banque de la République et non la Banque des banquiers. »

Des développements qui précèdent, on peut donc conclure qu'infiniment générales et extrêmement complexes, les causes du moratorium des dépôts dépassent en fait de beaucoup la question des responsabilités encourues par les institutions de crédit à raison de leur imprudente politique d'immobilisation.

Enfin une dernière considération, tout en n'étant pas d'ordre strictement économique, devait avoir, croyons-nous, une influence capitale sur l'attitude du Gouvernement. En 1914, chez nous on ne croyait pas beaucoup à la guerre. Quand on en parlait quelquefois on l'entre-voyait dans un affreux cauchemar que l'on souhaitait le plus bref possible. Dans notre empressement à prendre nos désirs pour des réalités nous en étions arrivés à ne plus douter que la guerre ne fût très courte. Nous appuyions d'ailleurs cette opinion sur des considérations économiques et militaires que nous jugions intangibles ;

la puissance destructrice des engins modernes, la complexité des ramifications du commerce international. Dès lors, si on escomptait une lutte brève, ne valait-il pas mieux arrêter complètement toute la vie économique du pays pour concentrer toutes ses énergies sur le champ de bataille? Est-ce que telle n'était pas la conception de notre mobilisation générale?

De cet ensemble de faits : ruine du marché financier, découragement des gros capitalistes, méfiance de la petite épargne, insuffisante liquidité des banques de dépôts et plus encore, peut-être, nos idées sur la durée de la guerre, devait indubitablement résulter autour de nos dirigeants une atmosphère telle, qu'ils ne pouvaient manquer d'estimer le crédit de la Banque de France, comme seul moyen de financer la guerre et, par suite, le moratoire comme en étant l'instrument indispensable.

Cependant quand nous nous sommes aperçus de notre erreur, quand nous avons compris que les hostilités menaçaient de se prolonger au delà de toute attente, il fallut bien, sous la pression du besoin social et à cause des exigences mêmes de la guerre, en arriver à ce qu'on n'avait pas osé faire en août 1914, il fallut bien laisser le public retirer ses fonds des banques de dépôts et procéder à la liquidation du 31 juillet. Dès lors, il y aurait lieu de se demander si nous n'aurions pas eu avantage à prendre dès le début, comme en Angleterre, des mesures qui eussent permis à la Bourse des valeurs, comme aux institutions de crédit, de remplir tous leurs engagements. Il est peut-être téméraire de vouloir préjuger de l'attitude des particuliers sous l'empire d'un pareil état de choses. Essayons toutefois de rechercher quel eût été approximativement l'ordre de grandeur du concours réclamé à la Banque de France par les établissements financiers tant sous forme de réescompte de leur portefeuille commercial que sous forme d'avances. Pour ce faire, généralisons les indications données par le *Crédit industriel et commercial* dans son rapport du 26 avril 1915 et supposons égal à 80 % du chiffre des dépôts.

au 30 juin précédent le montant des retraits qui eussent été effectués par le public.

Nous pouvons alors dresser le tableau ci-après :

BANQUES	Encaisse	Portef.	Dépôts	Retraits	Sommes	Différence
Crédit Lyonnais	231,4	1.648,4	2.378,2	1.902,0	1.671 mill.	23 millions
Comptoir d'Escompte.....	197,2	1.017,0	1.472,2	1.180,0	983	—
Société Générale	183,5	739,0	1.413,0	1.130,0	947	208
Crédit Industriel et Commercial	31,7	136,9	190,3	152,0	121	—
Banque Nationale de Crédit	36,1	74,8	138,0	101,0	65	—
Banque Suisse et Française	28,9	87,6	84,2	67,0	39	—
Banque Privée	6,6	42,2	102,4	82,0	76	34
Banques de Province	13,3	17,9	20,1	16,0	3	—
Société Marseillaise	8,7	51,5	79,2	63,0	51	—
Banque Adam	3,9	16,3	32,4	26,0	22	6
Crédit du Nord	15,3	94,3	183,5	146,0	131	37
Société Nancéienne	5,8	19,0	124,0	99,0	94	85
Banque Renauld	0,5	17,1	51,1	45,0	44	27
Comptoir d'Escompte de Rouen.....	2,6	13,2	20,5	15,0	13	—
Banque de Bordeaux	2,1	18,1	24,3	19,0	17	—
Société Lyonnais de dépôts.....	3,9	47,2	52,2	41,0	38	—
Crédit de l'Ouest	0,6	3,5	5,5	4,1	4	—
Compagnie Algérienne	9,6	190,3	152,0	120,0	111	—
Crédit Foncier d'Algérie et Tunisie	7,5	104,8	126,0	101,0	94	—
					4.523 mill.	420 millions

Le partie gauche du tableau ci-dessus énumère les chiffres des encaisses, portefeuilles commerciaux et dépôts à vue des dix-neuf banques envisagées dans la présente étude.

La partie droite du tableau contient dans la colonne *Retraits*, les retraits qui auraient pu être éventuellement effectués par le public en les supposant portés à 80 % du montant des dépôts à vue accusés dans les derniers bilans publiés avant la guerre. La colonne *Sommes* indique les sommes que la Banque de France aurait dû décaisser. Ces chiffres sont égaux au montant des dépôts qui auraient pu éventuellement être effectués par le public moins l'encaisse correspondante. Enfin la colonne *Différence* indique la différence entre le chiffre porté dans la deuxième colonne et le portefeuille commercial. Tous les nombres sont exprimés en millions de francs.

C'eût donc été 4 milliards et demi environ qui eussent été demandés à la Banque de France par l'ensemble des 19 institutions de crédit envisagées dans cette étude, dont 500 millions au moins sous forme d'avances. Si l'on rapproche ces derniers résultats des mouvements du portefeuille-commercial de la Banque de France, on constate qu'au 1^{er} octobre 1914, celui-ci s'était accru de 3 milliards environ sur le chiffre qu'il accusait au 23 juillet 1914. Il n'aurait donc manqué aux institutions de crédit qu'un milliard et demi pour pouvoir faire face aux retraits de leur clientèle. Est-il bien certain d'ailleurs que ce chiffre eût été aussi considérable ?

Quand, à la fin de septembre 1915, on a procédé en Bourse à la liquidation des valeurs des engagements à terme en suspens depuis le 31 juillet 1914, il a suffi d'une avance de la Banque de France beaucoup moindre que les 500 millions qui, d'après les estimations de M. Ribot, se trouvaient engagés en reports. A ce sujet le *Crédit Lyonnais*, dans son rapport du 15 avril 1916, présentait les observations suivantes :

« Une fois encore depuis le début de la guerre, on a pu constater que plus on donne de facilités au public et moins celui-ci éprouve le besoin d'y recourir ; c'est la restriction qui cause la méfiance et la thésaurisation. La liquidation se passa sans difficulté ; beaucoup de reporteurs laissèrent leurs fonds, l'argent fut abondant. »

Pourquoi les mêmes causes n'auraient-elles pas produit les mêmes effets en 1914 ? Pourquoi, en ce qui concerne

plus spécialement les institutions de crédit, les satisfactions mêmes données au public n'auraient-elles pas coupé court au mouvement de thésaurisation comme ce fut précisément le cas en Angleterre. Sans doute on n'aurait pas pu éviter à certaines banques plus rapprochées des frontières de subir l'invasion étrangère et de connaître par suite un ralentissement marqué dans le mouvement de leurs affaires, on eût sauvé toutefois le crédit, c'est-à-dire, dans le stade économique où nous sommes, le stimulant indispensable aux échanges et à la production. En admettant même que, du fait des exigences des particuliers, les besoins des établissements financiers aient été assez considérables pour augmenter de façon appréciable le nombre des billets en circulation, du moins les facilités que le maintien du crédit aurait procurées à la production, devaient, croyons-nous, compenser largement ce sacrifice, eu égard surtout à l'augmentation très rapide de la demande de l'État à mesure que les hostilités se poursuivaient.

Enfin si chez nous, à la veille de la guerre, la crise de méfiance était plus intense que dans d'autres pays, si nous avions perdu notre place prépondérante sur le marché international des capitaux, les mesures propres à aggraver le mal dont nous souffrions n'étaient-elles pas à écarter plus que partout ailleurs ?

On sait qu'en fait il en fut tout autrement. Il convient donc d'examiner, maintenant, en nous occupant plus particulièrement des banques de dépôts, comment se sont traduites dans leurs bilans les conséquences du moratoire et quelle fut leur attitude en face des suspicions du public.

Nous verrons notamment qu'en raison même de leur affaiblissement prolongé, il leur fallut ressentir très profondément les contre-coups soit des emprunts français émis au cours de la guerre, soit des alternatives diverses dans la situation militaire.

TROISIEME PARTIE

La répercussion des moratoires sur la situation des principales banques françaises de dépôts. — Leur politique de guerre

TITRE I

Les quatre grandes sociétés de crédit. —
Leur situation d'ensemble

TITRE II

Les banques régionales ou d'importance
secondaire les plus importantes. — Leur
situation d'ensemble

TITRE III

La situation d'ensemble, au cours de la
guerre, des principales banques françaises
de dépôts

TROISIÈME PARTIE

LES PRINCIPALES BANQUES DE DÉPÔTS FRANÇAISES PENDANT LA GUERRE. — OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES

La politique de nos institutions de crédit a été dominée pendant toute la durée de la guerre par ces deux considérations, savoir :

1^o Qu'à la suite du moratorium des dépôts en banque la méfiance du public est demeurée extrêmement prononcée ;

2^o Que, contrainte par les besoins du Trésor à se dérober une première fois en août 1914 à son rôle essentiel de pilier du marché monétaire, la Banque de France ne pourrait vraisemblablement accorder qu'un concours très parcimonieux au cas où des retraits de dépôts importants viendraient à se produire à nouveau.

La méfiance du public avait tout naturellement cette conséquence de placer les banques sous la menace d'un « run » qui dans l'état des esprits dépendait du moindre événement, tandis qu'en l'occurrence l'abstention probable de la Banque de France les obligeait à ne compter que sur elles seules. Dès lors, en vue de pareilles éventualités, il importait non seulement de se trouver prêt à faire face aux exigences des particuliers mais, plus encore peut-être, de se préparer d'une façon continue à des remboursements qu'on n'aurait peut-être pas à effectuer. Ce souci de liquidité s'est maintenu particulièrement vif jusqu'au milieu de l'année 1916 environ. Il est allé ensuite en s'atténuant pour reparaitre à nouveau brusquement dans les premiers mois de 1918.

Cependant pour indispensable qu'elle fût surtout au début de la guerre, cette orientation dans la gestion des banques n'en était pas moins très onéreuse. En effet en ébranlant sérieusement la confiance des particuliers

les moratoires avaient notamment cette conséquence d'exiger les paiements au comptant c'est-à-dire de raréfier singulièrement la matière escomptable et de rendre par suite très difficile pour les banques de dépôts un emploi suffisamment liquide de leurs exigibilités à vue. Elles furent donc obligées de conserver par devers elles des encaisses tout à fait considérables laissant ainsi dormir absolument improductives des sommes très importantes. Il n'est pas douteux qu'un pareil état de chose était tout à fait néfaste à l'intérêt général comme à celui de chaque banque en particulier. Dès lors il eût été souhaitable que nos établissements financiers n'aient pas été contraints d'adopter cette attitude à la suite de la situation qui leur fut faite par le décret du 1^{er} août 1914. Nos banques avaient donc les plus sérieux avantages à voir reparaître la confiance des déposants non seulement pour les motifs qui viennent d'être indiqués mais encore parce que c'est de ce sentiment que découle la possibilité de transactions commerciales à terme. Or signalons une fois pour toutes que les banques de dépôts françaises n'ont rien fait pour essayer d'attirer à elles ou de retenir les dépôts dans leurs caisses. Elles n'ont à aucun moment, même au début de la guerre élevé le taux d'intérêts des sommes à elles confiées ainsi que l'ont fait les banques anglaises par exemple. Il semble donc que nos institutions de crédit n'aient guère mis d'empressement à recevoir l'argent des particuliers comme si elles craignaient les responsabilités mêmes qui pourraient en résulter pour elles. Une semblable manière de faire ne peut que surprendre extrêmement, puisqu'elle implique en réalité de leur part une renonciation bien singulière à ce qui constitue proprement l'objet même des banques de dépôts.

Par contre, la plupart d'entre elles se sont occupées de plus près de la reprise des transactions commerciales à terme. Beaucoup en ont parlé, presque chaque année d'ailleurs, dans leurs rapports. Qu'il nous soit permis toutefois de penser qu'il ne pouvait y avoir là que des

démonstrations toutes platoniques, tant que les particuliers n'auraient pas été amenés, soit par eux-mêmes, soit en considération des avantages qu'ils y trouvaient à laisser aux institutions de crédit la disposition de leurs disponibilités à court terme.

Ces quelques observations présentées, examinons la situation des principales banques de dépôts françaises au cours de la guerre en reprenant le plan de notre première partie, afin de préciser autant que possible les particularités respectives de leur politique.

TITRE I^{er}

LA SITUATION D'ENSEMBLE DES QUATRE GRANDES INSTITUTIONS DE CRÉDIT :

CRÉDIT LYONNAIS, COMPTOIR D'ESCOMPTE, SOCIÉTÉ
GÉNÉRALE, CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

CHAPITRE PREMIER

LE CRÉDIT LYONNAIS

(Documents statistiques pages 670-673)

Le *Crédit Lyonnais* est peut-être, de toutes nos institutions de crédit, celle qui a eu au plus haut degré pendant toute la durée de la guerre le souci de sa liquidité. Dans son rapport du 26 avril 1915, le premier qui ait été présenté aux actionnaires depuis l'ouverture des hostilités, le Conseil d'administration insistait jusqu'à trois reprises différentes sur ce sujet :

« Malgré toutes les conséquences économiques et financières d'une guerre générale, les emplois soigneusement recherchés par votre société se sont prêtés à une réalisation graduelle aussitôt qu'un équilibre relatif vint à se rétablir... La réalisation progressive de vos créances améliora, malgré les prorogations, l'état de votre Trésorerie... Sur tous les points vos directions ont renoncé à toutes autres considérations que celle d'avoir des disponibilités liquides et de limiter autant que possible les mécomptes inévitables dans une crise pareille. »

Le rapprochement des bilans au 30 juin et 31 décembre 1914 fait d'ailleurs apparaître très nettement cette politique. On constatera en effet un accroissement tout à fait considérable de l'encaisse, tandis que les postes de l'actif réalisable à terme : avances garanties et reports ainsi que les comptes courants débiteurs sont en diminution assez sensible. Au 30 juin 1914, l'encaisse atteignait 231,4 millions représentant 10 % des dépôts à vue,

Au 31 décembre 1914, elle augmentait de 325 % passant à 721,3 millions, soit 41 % des dépôts à vue.

Les avances et reports passaient de 356,9 millions, à 321,7 millions, et les comptes courants débiteurs passaient de 714,1 millions à 508,6 millions, soit pour l'ensemble un fléchissement de 25 % environ.

Quant à l'épuisement du portefeuille commercial — 653,6 millions contre 1.648 au mois de juin 1914 — il trouve sans doute son explication dans la diminution du chiffre des dépôts, mais aussi dans la disparition à peu près complète des transactions commerciales à terme et par conséquent des effets de commerce. Il semble donc possible d'estimer que sur le chiffre accusé au 31 décembre 1914 la plus large part doit revenir aux Bons de la Défense nationale émis depuis le mois de septembre précédent.

A l'appui de cette dernière opinion nous rapporterons les observations suivantes, consignées dans le rapport du Conseil d'administration déjà cité :

« Si les opérations normales de banque ont pour ainsi dire disparu, il n'en résulte pas que votre société n'ait point rendu d'importants services depuis le début de la crise. Elle a contribué dans une large mesure à l'émission des Bons et Obligations de la Défense nationale. Le montant des souscriptions qu'elle avait apportées au Trésor dépassait à la fin du mois de mars le chiffre de 850 millions de francs. »

Le document ajoutait en outre que :

« La valeur totale des coupons payés pendant le cours de l'année 1914 n'était pas très sensiblement inférieure à son montant de 1913. »

Ainsi donc, placement des valeurs émises par le Trésor et paiement des coupons : telles sont de l'aveu même du Conseil d'administration les seules opérations auxquelles le *Crédit Lyonnais* ait pu se livrer en fin d'exercice 1914.

Il n'est pas douteux qu'un ralentissement aussi considérable dans l'activité sociale était extrêmement inquiétant, aussi après avoir constaté « une certaine

reprise des affaires dans les branches où la vente restait toujours possible, » le *Crédit Lyonnais*, d'accord en cela avec l'intérêt général, estimait indispensable le rétablissement de l'idée de crédit dans les relations économiques grâce à l'atténuation progressive des mesures restrictives arrêtées au début de la guerre :

« Si on n'arrivait pas pendant la crise à guérir les maux inévitables qu'elle a entraînés, si le crédit n'était pas rétabli avant la fin des hostilités, notre pays ne pourrait pas profiter de la paix dans la mesure que mérite son énergie, sa patience et ses sacrifices. La France envahie et champ de bataille aura à réparer des ruines incalculables. Il est de l'intérêt général qu'elle prenne dès maintenant les dispositions indispensables pour qu'elle n'ait pas à faire tous les efforts au même moment. La première de ces mesures, et aujourd'hui la plus nécessaire, consiste à reprendre, aussitôt et aussi largement que possible tous les paiements prorogés. Personne ne doit se méprendre sur notre pensée ; il ne saurait être question de créer à qui que ce soit des difficultés. Nous désirons seulement que l'acquittement des dettes anciennes permette aux commerçants et aux industriels de faire de nouveaux crédits et aux banquiers de reprendre plus largement l'escompte du papier. »

On conçoit dès lors que les bénéfices de l'exercice 1914 aient été notablement inférieurs à ceux de l'année précédente. Tandis qu'en 1913 ils s'étaient élevés à 41,6 millions, ils n'atteignaient que 14,4 millions en 1914. On remarquera d'ailleurs que, malgré les circonstances, les réserves n'ont pas bénéficié de prélèvements bien considérables, puisque 12 millions et demi étaient attribués aux actions à titre de dividende laissant ainsi 2 millions à peine en faveur des institutions de prévoyance.

Cependant, au cours des premiers mois de l'année 1915, à la suite de la renonciation au moratoire des dépôts en banque et pour les raisons que nous avons déjà indiquées — méfiance du public, besoin de numéraire — les dépôts du *Crédit Lyonnais* sont encore allés en diminuant passant de 1.737,1 millions au 31 décembre 1914 à 1.624,3 millions au 31 mars 1915.

Durant la même période, l'encaisse a elle aussi légè-

rement fléchi, 713,8 au lieu de 721.3. Toutefois et malgré ce dernier mouvement la proportion de l'encaisse aux dépôts a encore augmenté — 43 % contre 41 %. —

Par contre le portefeuille commercial est remonté de 653,5 millions, à 745,9 millions. Au 31 mars 1915, l'ensemble « Caisse plus portefeuille » représentait donc 89 % des dépôts à vue, au lieu de 79 % au 31 décembre précédent.

Cette proportion, après avoir encore augmenté jusqu'à 95 % au 30 juin 1915, s'est maintenue très sensiblement au même niveau pendant toute l'année. Toutefois la part de l'encaisse dans ce pourcentage, après avoir atteint son maximum de 46 % au mois de juin 1915 a diminué progressivement, quoique très lentement, témoignant ainsi d'une préoccupation moindre dans le souci de liquidité que nous avons signalé précédemment.

Si l'on compare 1°) l'encaisse aux dépôts à vue, 2°) l'ensemble Caisse + Portefeuille aux dépôts à vue, on obtient les proportions suivantes :

1°	Au 31/3/15	Encaisse	713,8	Dépôts	1.624,3	Prop.	43 %
	Au 30/4/15	—	758,2	—	1.649,7	—	45 %
	Au 31/5/15	—	678,0	—	1.682,4	—	40 %
	Au 30/6/15	—	807,9	—	1.740,4	—	46 %
	Au 31/7/15	—	776,6	—	1.806,6	—	42 %
	Au 31/8/15	—	806,4	—	1.811,7	—	44 %
	Au 30/9/15	—	811,9	—	1.818,5	—	44 %
	Au 31/10/15	—	814,8	—	1.878,5	—	43 %
	Au 30/11/15	—	819,9	—	1.905,3	—	42 %

2°	Au 31/3/15	C ^{asse} + p.	1.459,7	Dépôts	1.624,3	Prop.	92 %
	Au 30/4/15	—	1.526,1	—	1.649,7	—	93 %
	Au 31/5/15	—	1.579,2	—	1.682,4	—	95 %
	Au 30/6/15	—	1.665,9	—	1.740,4	—	94 %
	Au 31/7/15	—	1.704,8	—	1.806,6	—	95 %
	Au 31/8/15	—	1.726,8	—	1.811,7	—	95 %
	Au 30/9/15	—	1.730,0	—	1.818,5	—	95 %
	Au 30/10/15	—	1.797,1	—	1.878,5	—	95 %
	Au 31/11/15	—	1.810,9	—	1.905,3	—	95 %

En même temps les éléments de l'actif réalisable à terme : avances sur garanties et reports ainsi que les

comptes courants débiteurs allaient en diminuant, le mouvement étant d'ailleurs plus confus en ce qui concerne ces derniers.

Voici quelles sont, en millions de francs, les fluctuations de ces deux chapitres des bilans et celles de leur ensemble :

	Avances et rep.	Comptes débit.	Ensemble —
31 mars 1915	278,2	447,6	725,9
30 avril 1915	269,0	429,8	698,8
31 mai 1915	262,3	401,8	664,1
30 juin 1915	253,8	395,8	649,7
31 juillet 1915	251,5	409,3	660,9
31 août 1915	247,3	390,7	638,1
30 septembre 1915 ..	241,6	397,3	639,0
31 octobre 1915	235,2	405,3	640,6
30 novembre 1915 ..	229,5	431,8	661,3

Dans son rapport du 15 avril 1916 le *Crédit Lyonnais* s'expliquait d'ailleurs sur les directives qui avaient présidé à sa politique :

« Vos directions ont profité au cours de 1915 de toutes les circonstances favorables pour rendre disponible votre actif soumis au moratoire. Il suffit de rapprocher vos bilans au 30 juin, 31 décembre 1914 et 31 décembre 1915 pour constater des progrès à ce point de vue. C'est d'abord l'augmentation de l'encaisse. De 231 millions au 30 juin 1914, elle passait à 721 millions au 31 décembre 1914, elle atteignait 820 millions au 30 novembre 1915. Evidemment cette énorme encaisse est improductive mais elle est justifiée par les circonstances que nous traversons.

Grâce à la diminution de nos avances sur garanties et des comptes courants débiteurs et malgré le paiement d'un grand nombre d'effets de commerce, notre portefeuille est passé de 654 millions au 31 décembre 1914 à près de 1 milliard au 31 décembre 1915.

Le solde des traites escompté depuis le début de la guerre est en augmentation notable. Les rentrées effectuées sur les trois points : avances garanties, comptes courants débiteurs et portefeuille ont eu une double conséquence ; d'une part elles ont sensiblement diminué nos risques, et d'autre part, le remboursement comprenant les intérêts ainsi que le capital

nous avons effectivement touché des bénéfices portés jusque là en écritures. Il n'est pas sans avantage dans les temps de crise d'avoir choisi au cours des années antérieures attentivement sa clientèle. »

Grâce au maintien d'une situation tout à fait liquide, le *Crédit Lyonnais* se trouvait donc dans des conditions tout à fait satisfaisantes pour pouvoir sans appréhension faire face aux retraits importants dont l'émission du premier emprunt de la Défense Nationale en novembre-décembre 1915 allait être l'occasion.

Le rapprochement des bilans au 30 novembre et 31 décembre 1915 fait apparaître qu'à la suite de l'opération du Trésor Français les dépôts ont diminué de 246,2 millions, soit 140 %, passant de 1.905,4 au 30 novembre 1915 à 1.641, 1 au 31 décembre suivant. Les progrès de l'année tout entière se trouvaient donc à peu près annihilés d'un seul coup, le *Crédit Lyonnais* étant ramené, quant au montant de ses exigibilités à vue, au chiffre du 31 mars précédent.

Simultanément l'encaisse diminuait de 229,9 millions, n'atteignant plus que 589,4 millions soit 35 % des dépôts. On remarquera tout spécialement que le portefeuille commercial n'a aucunement fléchi. Il a même légèrement augmenté, ce qui indique que loin de recourir à la Banque de France pour obtenir les liquidités nécessaires aux besoins des déposants, le *Crédit Lyonnais* a pu se contenter de ses propres moyens en faisant appel à son encaisse presque exclusivement ; le surplus provenant d'une réduction assez sensible dans les comptes courants débiteurs. Voici quels sont en fin d'exercice 1915 les mouvements de ces derniers, ainsi que du portefeuille commercial.

	Portefeuille	Comptes courants débiteurs
Au 30 novembre 1915 ...	990,9	431,8
Au 31 décembre 1915. ...	992,1	383,4

Le Conseil d'administration, dans son rapport du 15 avril 1916, déjà cité apportait d'ailleurs en ce qui

concerne les opérations de l'emprunt les précisions suivantes :

« L'emprunt 5 % mis en souscription du 25 novembre au 15 décembre 1915, s'éleva en capital nominal à 15 milliards 130 millions ; il a produit un capital effectif de 13 milliards 243 millions. L'année 1915 s'est donc terminée en France sur un grand succès financier préparé de longue date par un ensemble de mesures habiles et sagement combinées. Il est permis de dire aujourd'hui combien l'opération était compliquée à cause des nombreux modes de paiement qui avaient été admis à juste raison. Quant à la participation prise par votre société dans cette émission, nous avons le plaisir de vous faire savoir que votre clientèle a souscrit près de 83 millions de rente 5 %. Le capital nominal correspondant s'élève à plus de 1 milliard 655 millions de francs. Le nombre des souscripteurs qui ont eu recours à vos services n'est pas inférieur à 370.957 ; leur souscription moyenne 4.470 francs en capital nominal et 223 fr 50 de rente implique un classement de premier ordre dont les faits ont apporté la preuve puisque nous avons constaté depuis l'émission, dans les ordres de Bourse qui nous sont donnés, un solde acheteur régulier. L'importance relativement faible de cette moyenne fait ressortir le grand nombre de nos petites souscriptions, mais il ne faudrait pas en conclure que nous n'en avons pas reçu aussi de très importantes. C'est le contraire qui est la vérité. Votre clientèle tout entière a largement rempli son devoir. »

Cependant une politique de liquidité ne s'imposait pas seulement en vue d'un appel éventuel de l'État à l'épargne publique, elle était en outre commandée par la prudence à laquelle incitait de façon particulièrement pressante les conditions générales de l'année 1915.

On remarquera tout d'abord que, jusqu'à la fin de l'année, l'accroissement des dépôts fut extrêmement lent, dénotant de la part du public un empressement des plus modestes.

En outre le maintien dans leurs dispositions essentielles de décrets moratoires s'opposait au retour du crédit dans les transactions commerciales.

Dans son rapport afférant à l'exercice 1915 le *Crédit Lyonnais* revient à nouveau sur cette question :

« Combien ne doit-on pas regretter que la disparition progressive des moratoires, tout en restant très prudente, n'ait pas été plus

rapide. Les règles relatives à la prorogation des échéances ont été l'objet de trois modifications en 1915. Les porteurs ont dû aviser les débiteurs pour ne pas perdre les intérêts du retard. Tous les débiteurs peuvent obliger leur créanciers à recevoir des paiements partiels. Ceux qui en raison de la guerre travaillent pour l'État, ou les États alliés doivent payer leurs traites, souscrites avant le 4 août 1914, au bout du vingtième mois écoulé depuis l'échéance primitive. Mais pendant les 30 jours précédant cette nouvelle date, ils auront la faculté de demander des délais de grâce.

Enfin des formalités dilatoires ont été établies pour retarder les mesures d'exécution, et le protêt ne pourra donner lieu à poursuite sans une permission du Tribunal. Il serait dangereux de se dissimuler que les divers moratoires immobilisent encore des milliards ; celui qui concerne les effets a fait disparaître le crédit commercial dont le rétablissement progressif ne pourra être complètement réalisé avant que les dettes anciennes aient été payées. Vous verrez bientôt que votre actif est cependant devenu de plus en plus liquide au cours du dernier exercice. C'est donc dans l'intérêt général que nous vous entretenons des mesures nécessaires à la reprise du crédit commercial un des éléments essentiels de la production. »

Dès lors, comme l'année précédente, le portefeuille commercial du *Crédit Lyonnais* se trouvait de l'aveu même du Conseil d'administration, « *au 31 décembre 1915 composé en majeure partie de bons de la Défense Nationale* » la société se trouvant d'ailleurs toujours réduite à faire du placement de ces derniers un des objets principaux de son activité.

A ce sujet le Conseil d'administration, dans son rapport du 16 avril 1915, donnait les indications suivantes :

« Le grand effort que votre établissement a fait pour le placement des Bons et Obligations de la Défense Nationale a eu pour résultat de préparer le succès de l'emprunt à ses guichets. Au 15 décembre, les souscriptions de toutes sortes que nous avons apportées depuis le début de la guerre dépassaient 3 milliards, 800 de francs. Sur les Bons et Obligations placés par nos soins un capital nominal de 750 millions avait été converti en rentes 5 %. Notre concours s'élevait donc en définitive à cette date à plus de 3 milliards 50 millions de francs, soit environ la septième partie des sommes prêtées par le public français à l'État... D'ailleurs au lendemain de l'emprunt la source n'est pas tarie, comme on a pu s'en rendre compte en

janvier et février 1916 par le produit de la seule émission des Bons de la Défense Nationale. »

Méfiance toujours vive du public, disparition à peu près complète du crédit commercial : tels sont en 1915 à la suite des moratoires, des motifs suffisants pour justifier une politique de liquidité. Il faut ajouter encore l'influence prépondérante exercée par l'insuffisance de notre production nationale et la hausse des prix et des changes qui en est résultée. Se plaçant à ces points de vue tout à fait généraux, le *Crédit Lyonnais* s'exprime en ces termes :

« Au point de vue économique et financier, il faut ranger au nombre des principales conséquences de la guerre la hausse des prix qui s'est produite dans le monde entier. A cause de la restriction de leur commerce international, nos ennemis en ont souffert plus que nous et nos alliés. Il n'en reste pas moins vrai que nous avons subi une augmentation sérieuse du coût de la vie. Si grâce à l'énergie de nos agriculteurs, à l'action efficace des services publics, le prix du pain n'a pas été sensiblement augmenté, il n'en est pas de même malheureusement en ce qui concerne par exemple, le sucre, le vin, le pétrole, les tissus, le sucre, la houille. L'occupation d'un certain nombre de nos départements, la stérilité relative de la zone des armées et la dévastation du territoire que l'ennemi a dû abandonner après la victoire de la Marne expliquent en grande partie le déficit de notre production.

Parmi nos mines de houille du Nord et du Pas-de-Calais quatre travaillent pour nous à plein rendement, quatre également sont occupées partiellement ou situées sous le feu de l'ennemi ; 16 autres qui avaient produit en 1913, 19 millions de tonnes se trouvent en pays envahis. Nos filatures et nos tissages ont été particulièrement atteints et un certain nombre de nos usines métallurgiques nous manquent toujours.

Partout la mobilisation a d'ailleurs considérablement réduit la main-d'œuvre dont disposait l'industrie, le commerce et l'agriculture.

« Alors qu'en 1913, le commerce spécial de la France atteignait 15 milliards 301 millions de francs il tombait à 11,271 en 1914, et à 11,096 en 1915. La différence entre ces deux chiffres n'est pas supérieure à 175 millions mais il faut remarquer que l'excédent des importations, qui ne dépassait guère 1 milliard et demi en 1914, s'élève à plus de 5 milliards en 1915. Encore les statistiques ont-elles pour cette dernière année

été établies d'après des valeurs qui devront sans doute être majorées. Cette situation, qui permet de mesurer l'importance que présente pour nous la liberté des mers a favorisé les neutres ; il suffit pour s'en convaincre de constater que l'encaisse or s'est accrue :

A la banque Néerlandaise de 162 à 429 millions de florins ;

A la banque d'Espagne de 543 à 867 millions de pésétas ;

A la banque de Copenhague de 78 à 111 millions de kronor ;

A la banque Nationale Suisse de 180 à 250 millions de francs

A la caisse de Conversion Argentine de 196 à 305 millions de pesos.

« Quant aux États-Unis, à défaut de statistique générale, concernant les rentrées d'or, nous devons nous borner à citer des chiffres pour le seul port de New-York. La différence entre 1914 et 1915 dépasse en faveur de l'importation 223 millions de dollars.

« A l'exception des sorties faites par la Banque de France, ou par son intermédiaire, l'exportation de l'or brut et des monnaies d'or a été prohibée dans notre pays par le décret du 3 juillet dernier. On connaît les résultats de l'appel fait par la Banque de France en vue des versements d'or par les particuliers à ses guichets. A la date du 30 mars 1916, le public avait apporté 1 milliard 425 millions.

« Les frets d'Angleterre en France ont présenté dès le début de la guerre un mouvement de hausse qui s'est accentué rapidement jusqu'en février 1915. De juin à septembre les cours sont restés stationnaires, mais depuis cette date ils n'ont cessé de monter.

Pour la houille, des puits du Pays de Galles à Rouen, ils s'étaient accrus de 384 % au 31 décembre 1915 par rapport au prix moyen du 1^{er} semestre de 1914.

En ce qui concerne le blé des États-Unis en France, la hausse calculée de même a été à 550 %

Du 3 août au 31 janvier 1916, les pertes de la flotte commerciale ont atteint 2 millions de tonnes, sur à peu près 50 millions de tonnes dont 1 million 250 environ pour la flotte allemande. Ces faits ne sont pas négligeables, mais les causes principales de la hausse des frets sont sans doute l'élévation des prix du charbon, des salaires et des assurances et l'emploi aux transports militaires d'un grand nombre de bâtiments de la flotte marchande. »

Après avoir indiqué que malgré tous nos achats à l'étranger, la balance des comptes est encore cependant restée en équilibre jusqu'au mois de février 1915, le *Crédit*

Lyonna's signalait dans son rapport : « *qu'à partir de cette époque les sommes que la France avait à recevoir de l'étranger ne suffisaient plus à contrebalancer les versements qu'elle devait y faire.* » Signalons enfin que la circulation intérieure des billets de la Banque de France était passée de 6,685 millions au 30 juillet 1914 à 13,309 au 31 décembre 1915, alors que pendant la même période l'encaisse n'augmentait que 600 millions. (5 milliards 367 millions contre 4 milliards 766 millions).

De cet ensemble de faits résultait une crise de notre change à laquelle il importait de remédier dans toute la mesure du possible. Le *Crédit Lyonnais* ne manquait pas d'ailleurs d'appeler l'attention de ses actionnaires sur les mesures combinées qui avaient été prises dans ce but :

« Nous citerons tout d'abord l'emprunt de 500 millions de dollars émis aux États-Unis et dont la moitié est à la charge de notre pays. Avec les crédits ouverts à Londres au Trésor français, il a fourni de beaucoup la majeure partie des fonds réalisés pour permettre de solder le déficit de notre balance commerciale.

« Après avoir acheté des obligations américaines placées en France, le Trésor, en les revendant aux États-Unis, s'est procuré une somme importante qui a été consacrée au même objet. Ce furent d'abord les titres 3 3/4 % *Pensylvania* et 4 % *Chicago-Milwaukee* au placement desquels votre société avait largement contribué. Pour la 1^{re} fois nous proposons un rachat à notre clientèle. Elle a répondu à notre appel. Sur 325 mille obligations *Pensylvania* rachetées à ce jour, nous en avons fourni plus de 155 mille et sur 311 mille obligations *Chicago-Milwaukee* près de 140 mille.

Cette opération fut par la suite étendue avec un égal succès aux obligations *Ney-York-New-Haven, Central Pacific...etc.* »

Il n'est pas douteux que, dans cet ordre d'idées, les banques de dépôts françaises auraient pu rendre des services appréciables, si toutefois elles ne s'étaient pas trouvées dans un état d'affaiblissement signalé tant à la suite du moratoire des dépôts en banque que du fait de leur peu d'empressement à attirer dans leurs caisses les disponibilités du public. Elles ne pouvaient donc

fournir qu'un effort limité. Le *Crédit Lyonnais* en rend compte pour sa part dans les termes suivants :

« En vue de faciliter les règlements que nos industriels et commerçants devaient faire en Amérique, un premier crédit a été consenti par un syndicat de Banques Américaines, à un syndicat de Banques Françaises, dont votre société fait partie. Sans nous laisser rebuter par les difficultés, nous avons pendant plusieurs mois, avec l'aide de nos confrères, discuté les conditions de ce crédit ouvert sur l'initiative, pour le compte et sous le contrôle de la Banque de France, à la disposition de laquelle nous avons mis nos signatures au moyen de traites tirées par nous sur les banques américaines acceptées et escomptées par elles, réescomptables aux Fédéral-Réserve-Banks. Notre établissement a participé ainsi à un deuxième et troisième crédit qui fonctionnent dans des conditions analogues. Antérieurement, d'autres opérations du même genre avaient été réalisées à Londres.

Les ouvertures de crédit auxquelles nous avons contribué ont entraîné dans nos bilans l'établissement à l'actif et au passif d'un poste nouveau intitulé : opérations de change à termes garanties.

« On fait en ce moment l'essai d'un autre procédé pour nous procurer des avoirs en Angleterre, nous voulons parler de la réouverture du marché de Londres aux valeurs appartenant à des Français depuis une date antérieure à la guerre si leurs titres ne se trouvaient pas dans le Royaume-Uni avant le 30 septembre 1914.

Nous ne devons pas oublier non plus les ventes considérables effectuées en 1915 par nos nationaux sur les marchés extérieurs et spécialement à New-York et les achats opérés à la Bourse de Paris pour comptes étrangers. »

Le *Crédit Lyonnais* faisait d'ailleurs remarquer que toutes ces mesures « *n'étaient que des moyens de paiements permettant d'atténuer la hausse du change* », tandis que pour agir sur ses causes profondes il faudrait « *diminuer les importations et augmenter les exportations, c'est-à-dire rendre son activité à notre production.* » Le rapport ajoutait :

« Sans doute l'énergie et l'habileté de nos commerçants et industriels ont permis une certaine reprise des affaires qui s'est manifestée déjà un peu de tous côtés. En se réjouissant de ces circonstances heureuses, combien ne doit-on pas regretter

que la disparition progressive des moratoires, tout en restant très prudente, n'ait pas été plus rapide »

L'année 1915 n'a donc pas apporté au *Crédit Lyonnais*, de modifications bien sensibles, concernant la reprise des opérations qui constituent l'objet des Banques de Dépôts. Tant en raison des conditions économiques générales que de la méfiance toujours vive des particuliers, cette institution de crédit fut en outre obligée de conserver par devers elle des disponibilités importantes. Les bénéfices de l'exercice ne pouvaient pas manquer de se ressentir d'un pareil état de choses. Ils sont toutefois en augmentation sur eux de l'année précédente accusant 18 millions 733 mille francs sur lesquels 3 millions 733 mille francs ont été reportés.

— L'année 1916 tout au moins dans sa deuxième moitié, semble témoigner d'une légère reprise dans les affaires du *Crédit Lyonnais*.

Sans doute, pendant toute l'année, la proportion de l'ensemble : « caisse plus portefeuille » aux dépôts à vue s'est maintenue à un chiffre très élevé, supérieur même à celui de l'année précédente.

De même les avances sur garanties et reports sont encore allées en diminuant au cours de tout l'exercice.

On notera cependant le fléchissement progressif quoique toujours très lent de la proportion de l'encaisse aux dépôts à vue ainsi qu'une augmentation assez sensible quoique discontinue des comptes courants débiteurs à partir du deuxième semestre.

En comparant 1^o) l'encaisse aux dépôts à vue, 2^o) l'ensemble Caisse + Portefeuille aux dépôts à vue on obtient le tableau suivant :

1 ^o						
	Au 31/1/16	Encaisse	601,2	Dépôts	1 680,1	Prop. 33 %
	Au 29/2/16	—	676,9	—	1.746,5	— 38 %
	Au 31/3/16	—	703,9	—	1.765,3	— 39 %
	Au 30/4/16	—	721,5	—	1.810,7	— 37 %
	Au 31/5/16	—	672,8	—	1.811,1	— 37 %
	Au 30/6/16	—	676,3	—	1.851,1	— 36 %
	Au 31/7/16	—	704,2	—	1.909,3	— 36 %
	Au 31/8/16	—	766,1	—	1.947,4	— 39 %
	Au 30/9/16	—	714,0	—	1.986,8	— 35 %

2°

Au 31/1/16 C ^{ssé} + p ^{1e}	1.620,4	Dépôts	1.680,1	Prop.	96 %
Au 29/2/16	— 1.698,4	—	1.746,5	—	97 %
Au 31/3/16	— 1.750,3	—	1.765,3	—	99 %
Au 30/4/16	— 1.788,9	—	1.810,7	—	98 %
Au 31/5/16	— 1.776,5	—	1.811,1	—	98 %
Au 30/6/16	— 1.826,3	—	1.851,1	—	98 %
Au 31/7/16	— 1.875,8	—	1.903,3	—	98 %
Au 31/8/16	— 1.925,4	—	1.947,4	—	99 %
Au 30/9/16	— 1.952,7	—	1.986,8	—	98 %

D'autre part, voici quelles ont été, en millions de francs, les fluctuations des avances et reports et des comptes débiteurs et celles de l'ensemble de ces deux comptes.

	Avances et Comptes Ensemb. reports c ^{ts} débit ^{rs} —		
Au 31 janvier 1916	 244,9	377,3	622,3
Au 29 février 1916	 240,6	372,6	613,3
Au 31 mars 1916	 230,7	350,9	581,6
Au 30 avril 1916	 230,8	350,6	581,5
Au 31 mai 1916	 231,0	364,1	595,2
Au 30 juin 1916	 229,1	362,3	591,5
Au 31 juillet 1916	 228,3	374,8	603,2
Au 31 août 1916	 226,4	369,0	595,4
Au 30 septembre 1916	.. 226,2	388,4	614,7

Dans son rapport du 24 avril 1917, le *Crédit Lyonnais* apportait les précisions suivantes quant à la politique qu'il avait suivie au cours de l'exercice 1916.

« Nous avons continué de rendre vivante une partie de plus en plus importante de votre actif soumis aux prorogations d'échéance..... Nous avons procédé au sujet des avances sur titres et des comptes courants débiteurs à une sérieuse révision des risques. Des remboursements importants nous ont été effectués par un grand nombre de nos clients, conséquence heureuse de la reprise des affaires..... Votre portefeuille s'est élevé de 654 millions au 31 décembre 1914 à 995 millions au 31 décembre 1915 et à 1 milliard 192 millions au 31 décembre 1916. Nous pensons toujours, malgré le manque à gagner, qui en résulte, que votre Trésorerie doit être abondamment pourvue.

Grâce à sa situation particulièrement liquide, le *Crédit Lyonnais* se trouvait donc en état de faire face

sans difficulté aux retraits importants qui ne pouvaient pas manquer de se produire au moment de l'émission du deuxième emprunt de la Défense Nationale, en octobre novembre 1916.

Le rapprochement des bilans au 30 septembre 1916 et 31 octobre 1916 fait apparaître qu'à la suite de ce nouvel appel du Gouvernement à l'épargne publique les dépôts du *Crédit Lyonnais* ont diminué de 181,7 mil. soit 10 % environ passant de 1.986,8 au 30 septembre 1916 à 1.805,1 au 31 octobre 1916. Ainsi les progrès de l'année ne se trouvaient pas cette fois complètement annihilés, puisque le *Crédit Lyonnais* se trouvait seulement ramené, quant au montant de ses exigibilités à vue, aux chiffres des 30 avril et 31 mai précédents.

En même temps, l'encaisse n'atteignait plus que 582,1 millions, soit 32 % des dépôts à vue ; elle descendait même à 578,4 le mois suivant, soit 30 % du passif à vue. On remarquera que, contrairement à ce qui s'était passé lors de l'emprunt précédent, le portefeuille commercial accuse au 31 octobre 1916 une diminution de 24 millions ce qui permettait de supposer que jusqu'à concurrence de cette somme le *Crédit Lyonnais* a dû recourir à la Banque de France pour obtenir les liquidités nécessaires aux besoins des déposants. Quant au surplus, il provient de la diminution des avances garanties et reports ainsi que des comptes courants débiteurs, diminution qui apparaît au bilan du 30 novembre 1916.

Voici d'ailleurs quels ont été, au moment de l'émission des nouveaux titres de rente, les mouvements des principaux postes du bilan par rapport aux chiffres du mois de septembre précédent (en millions).

	Enc.	Portef.	Av. et rep.	C. déb.	Dép. à vue
Au 30/9/16	714,0	1.238,7	226,2	388,4	1.986,8
Au 31/10/16	582,1	1.214,0	235,7	423,3	1.805,1
Au 30/11/16	578,4	1.257,3	230,3	409,0	1.896,6
Au 31/12/16	689,4	1.201,2	228,2	395,9	1.932,1

Si l'on compare pour ces dernières situations 1^o) l'en-

caisse aux dépôts à vue, 2^o l'ensemble Caisse + Portefeuille aux dépôts à vue on obtient les résultats suivants.

1^o

Au 30/9/16	Encaisse	714,0	Dépôts	1.986,8	Prop.	35 %
Au 31/10/16	—	582,1	—	1.805,1	—	32 %
Au 30/11/16	—	578,4	—	1.896,6	—	30 %
Au 31/12/16	—	689,1	—	1.932,1	—	35 %

2^o

Au 30/9/16	C ^{sse} + p ^{le}	1.952,7	Dépôts	1.986,8	Prop.	98 %
Au 31/10/16	—	1.796,2	—	1.805,1	—	99 %
Au 30/11/16	—	1.835,8	—	1.896,6	—	96 %
Au 31/12/16	—	1.890,4	—	1.932,1	—	97 %

Au sujet des opérations auxquelles l'appel du Trésor avait donné lieu, le *Crédit Lyonnais* dans son rapport de fin d'année apportait les précisions suivantes :

« Notre clientèle a souscrit 1 milliard 318 millions dans le placement de l'emprunt perpétuel 5 % 1916, qui a été pour le Ministre des finances un très grand succès puisque, abstraction faite du produit des modes de souscription qui n'était plus en usage cette année, il a dépassé le précédent. Dans cette émission, votre établissement figure pour environ 11,45 % du total au lieu de 10,90 % en 1915.

« Les souscriptions en espèces qu'il a recueillies ont été particulièrement élevées : 56,49 % au lieu de 43,79 % l'an passé.

« Le nombre des souscripteurs a atteint 342.363. La moyenne s'est donc élevée à 3.852 francs en capital nominal et à 192 fr. 60 en rentes. Ces faits sont la preuve d'un excellent classement. Si la réduction de nos comptes de Dépôts et de nos comptes courants créditeurs a été, cette année aussi, moins apparente dans nos situations mensuelles, c'est que l'effet produit par les opérations de l'emprunt s'est trouvé réparti sur deux bilans au lieu d'un et que dans cet intervalle de deux mois, les déposants et les titulaires de comptes courants avaient déjà eu le temps de recommencer et de mener à bonne fin leur inlassable effort d'épargne. Dès le 30 novembre 1916, ils avaient augmenté leur avoir entre nos mains de 91 millions de francs. Au 31 décembre cette augmentation atteignait 146 millions. »

Grâce à ces rentrées, le *Crédit Lyonnais* avait pu facilement reconstituer à peu près son encaisse et retrouver en partie sa liquidité antérieure.

On constatera en effet qu'au 31 décembre 1916, pour 1.932,4 millions de dépôts à vue, l'encaisse s'est relevée

à 689,4 millions soit 35 %, l'ensemble « caisse plus portefeuille » représentait 97 % des exigibilités à vue. Le *Crédit Lyonnais* maintenait donc sa ligne de conduite.

Les circonstances de l'année 1916 n'avaient d'ailleurs pas permis de modifier la politique que cette institution de crédit avait adoptée dès le début de la guerre.

On remarquera tout d'abord que l'augmentation des dépôts fut encore très lente au cours de l'année. Sans doute, leur taux d'accroissement ayant été un peu plus rapide, le *Crédit Lyonnais* dans son rapport du 24 avril 1917 pouvait-il signaler « *qu'à la veille de l'emprunt 5 % 1916 le montant des dépôts à vue accusait un accroissement de 82 millions par rapport aux chiffres qu'ils atteignaient avant l'emprunt 5 % 1915* » toutefois ces résultats sont encore des plus modestes paraissant bien témoigner des suspicions toujours vives de l'opinion publique.

D'un autre côté, le crédit n'avait que peu reparu dans les transactions commerciales ; les moratoires étant toujours en vigueur dans leurs dispositions essentielles.

Si en ce qui concerne les tirés non mobilisés ils avaient cessé pratiquement d'être appliqués en Algérie à partir du mois de juillet 1916 ; dans la métropole, la mesure la plus importante prise en la matière fut simplement celle qui obligea les porteurs d'effets prorogés à envoyer aux tireurs des lettres recommandées sous peine de perdre vis à vis d'eux et des endosseurs successifs leur droit aux intérêts moratoires.

Cependant il n'est pas douteux que la méfiance des commerçants et des industriels était particulièrement préjudiciable aux banques de dépôts, puisque l'objet de leur activité consiste précisément à s'entremettre dans les opérations de crédit.

Aussi après avoir donné des indices particulièrement probants, croyons-nous, d'une reprise assez sensible dans l'activité économique de notre pays au cours de l'année 1916, le *Crédit Lyonnais* faisait-il remarquer qu'il n'avait pu en bénéficier que dans une mesure assez restreinte.

« D'après le bulletin du Ministère du Travail, si l'on exprime par le chiffre 100 le nombre des ouvriers et des ouvrières employés avant le 4 août 1914, on trouve que l'effectif au travail avait été réduit à 33 % après la mobilisation et qu'il avait été reporté à 87 % en juillet 1916, date des derniers renseignements publiés. Cette proportion n'est pas inférieure à 88 %, dans les industries de l'alimentation, à 95 % dans les industries chimiques, à 96 % dans la manutention et les transports, à 125 % dans la métallurgie. Si on lit ce document entier on constate qu'il n'y a pas une branche de l'activité économique dans laquelle de très grands progrès n'aient été réalisés.

« On ne peut que se réjouir des résultats que nos industriels et nos commerçants ont su obtenir. Leur initiative jointe à l'énergie de nos agriculteurs a permis à notre pays de traverser une crise sans précédent. Malheureusement les labours sont en retard ; les transports deviennent moins faciles ; le plus grand nombre de nos houillères de la région du Nord nous fait toujours défaut et nous restons séparés d'une partie importante de nos grandes usines métallurgiques. Nos filatures et nos tissages, particulièrement atteints, fournissent dans nos exportations une proposition sensiblement réduite il convient cependant de noter que celles-ci se sont relevées de 3 milliards en 1915, à 5 milliards 115 millions en 1916. La place que la fabrique lyonnaise tient dans ce total s'est encore accrue cette année.

« Le trafic s'est accru dans des proportions énormes ; les recettes brutes des quatre grands réseaux de chemin de fer, situés en dehors de la zone des Armées ; c'est-à-dire l'État, le Paris-Lyon-Méditerranée, l'Orléans et le Midi sont passées de 1 milliard 375 millions de francs en 1913, année normale, à 1 milliard 539 millions en 1916 soit une augmentation de 12 %

« D'autre part, si le total de notre commerce avec l'étranger dont le montant atteignait annuellement dans la période de grande prospérité qui a précédé la guerre en 1912 et 1913 par exemple environ 15 milliards de francs, se trouva réduit à 11 milliards en 1910, il s'est élevé à près de 15 milliards en 1915 (chiffre rectifiés) et à plus de 20 milliards en 1916. Encore l'administration des douanes annonce-t-elle que ce total provisoire devra être majoré.

« A mesure que l'activité économique tendait à renaître, nous avons donné à vos sièges et à vos agences des instructions en vue de hâter la reprise des opérations de banque. Cependant le développement de nos opérations ne pouvait pas s'accroître, à beaucoup près, en proportion de l'ampleur du trafic et des affaires. Il n'est pas inutile d'indiquer brièvement les raisons de cet état de choses.

« L'habitude s'est généralisée depuis le début de la guerre d'exiger les paiements au comptant. Conséquence du régime des moratoires, ce fait a eu pour résultat, à son tour de raréfier la matière escomptable.

Les bénéfices réalisés et les disponibilités qu'ils ont fournies ont permis à nombre de commerçants et d'industriels de s'abstenir de tout recours au crédit ou de n'y faire appel que dans une mesure relativement restreinte.

« Enfin une forte part des marchandises importées, lesquelles sont évaluées par les statistiques officielles à près de 6 milliards et demi de francs en 1914, à plus de 11 milliards en 1915, et à plus de 15 milliards en 1916, est destinée à satisfaire aux besoins de l'État et ne donne lieu par conséquent à aucune opération de crédit commercial. »

Le Conseil d'administration ajoutait en outre que, malgré ces difficultés, il avait constaté une reprise dans les opérations normales de la société spécialement dans les agences situées dans les villes maritimes.

« Les crédits que votre établissement a ouverts dans les pays neutres aux industriels et aux commerçants, les découverts qu'elle leur a consentis, les escomptes de traites et de warrants, les cautions en douane lui ont procuré un mouvement d'affaires importants. Si vos autres agences se sont trouvées dans l'ensemble moins favorisées, elles se sont cependant efforcées de donner à vos clients de grandes facilités sous forme de découverts, d'escomptes, de lettres de crédit pour l'achat des matières premières..... »

Il semble bien, dès lors, que l'on puisse estimer que le portefeuille commercial du *Crédit Lyonnais* ne se trouvait plus uniquement composé de Bons de la Défense Nationale comme c'était à peu près le cas en 1915. Concernant ce poste de l'actif, le Conseil d'administration faisait remarquer en effet :

« Que la plus grande partie de son accroissement provenait des escomptes de traites et de warrants, dont le montant avait augmenté de près de 50 % au cours de l'année précédente. »

Pour n'être plus réduit à faire du placement des Bons de la Défense Nationale l'objet à peu près exclusif de son activité le *Crédit Lyonnais* ne s'était cependant pas désintéressé de ce genre d'opérations ;

« Pendant tout le cours de l'année 1916, l'émission des Bons de la Défense Nationale a continué avec succès. Nos directions n'ont cessé de collaborer à ce résultat ; en participant activement à la création d'un marché de l'escompte en ce qui concerne les Bons à plus longue échéance, elles ont contribué à augmenter leur montant dans le total émis. En 1914 le Trésor obtenait en moyenne 404 millions par mois ; 654 millions en 1915 ; 901 millions en 1916. »

Cependant l'attitude des particuliers et la disparition à peu près complète des transactions commerciales à terme n'étaient pas, malgré la reprise assez sensible des affaires, les seuls motifs de nature à justifier de la part du *Crédit Lyonnais*, une politique de prudente liquidité.

Au cours de l'année 1916 en effet la situation de notre balance commerciale était toujours très inquiétante.

L'excédent des importations sur les exportations qui avant la guerre ne dépassait pas 1 milliard et demi par an et qui était facilement comblé par les revenus que notre pays tirait de l'étranger grâce à ses placements, s'était élevé à plus de 10 milliards en 1916. D'autre part la circulation intérieure de la Banque de France allait toujours en augmentant ; elle atteignait 16 milliards 678 millions au 31 décembre 1916 contre 13 milliards 310 millions au 31 décembre 1915. En attirant l'attention de ses actionnaires sur la dépréciation de notre franc, le *Crédit Lyonnais* indiquait dans son rapport déjà cité les moyens auxquels on avait eu recours pour y remédier.

« L'or que le public a continué d'apporter à la Banque de France et qui dépasse sensiblement 2 milliards de francs a servi de base à la négociation, en Angleterre, d'importants crédits qui ont permis à notre pays de payer la majeure partie des sommes qu'il devait dans le Royaume Uni et de se procurer dans une proportion appréciable les disponibilités dont il avait besoin aux États-Unis.

Nous n'avons pas cessé de mettre vos services à la disposition de votre clientèle pour lui faciliter les versements de l'or qu'elle était disposée à échanger contre des Billets. La Banque de France a repris sa vigoureuse campagne avec le concours d'un comité auquel les Chambres de Commerce ont donné un appui énergique.

« Le Ministre des finances a demandé également aux principales industries travaillant pour la Défense Nationale de se faire ouvrir en Amérique un crédit dont le montant, divisé entre un grand nombre de parties prenantes, peut s'élever à un chiffre sensiblement égal à 90 millions.

« Le Trésor n'a d'ailleurs pas manqué de faire lui aussi appel au crédit américain pendant le cours de 1916, mais il a pris soin de choisir une formule nouvelle qui ménageât habilement la possibilité de placer quand les circonstances le permettraient la seconde partie de l'emprunt Franco-Anglais. Une société spéciale l'Américan Foreign Securities Co a été créé dans ce but, et elle a émis un emprunt de 100 millions de dollars garanti par un collatéral formé de titres de Pays neutres prêtés par le public.

Ces prêts constituent un moyen mis en œuvre pour la première fois en 1916 d'associer le public français aux efforts faits par son Gouvernement dans le but de se procurer les fonds que les achats à l'étranger rendent nécessaires.

Votre société a pris une part active à la recherche des titres qui peuvent être ainsi mis à la disposition de l'État. Dans le montant global de cette opération, notre clientèle figure pour environ 500 millions, soit plus du quart du total.

« Les ventes par l'entremise de la Banque de France, des valeurs cotées sur le marché de Londres et qui ne se trouvaient pas dans le Royaume Uni au 30 septembre 1914 ont pris cette année une importance plus grande. Nous avons prescrit à vos sièges et agences de les faciliter autant qu'ils le pourraient. Enfin nous avons continué de donner tous nos efforts pour développer les achats de titres que l'État proposait aux porteurs. »

Le *Crédit Lyonnais* ne s'était d'ailleurs pas contenté de reverser à la Banque de France l'or apporté par sa clientèle ou de rechercher les titres susceptibles d'être mis à la disposition de l'État Français. « *D'accord avec diverses autres banques, cette société de crédit avait continué de prêter sa signature à la Banque de France pour une nouvelle opération de 150 millions de francs, traitée dans un consortium de banques américaines dans des conditions sensiblement analogues à celles exposées dans le dernier rapport.* »

Le Conseil d'administration ajoutait en outre :

« Ayant pu se procurer, grâce à un accord semblable avec nos confrères une part dans un crédit de 50 millions de francs

ouvert par un groupe de Banques danoises à un groupe de Banques Françaises, notre société en a cédé le montant à notre grand Institut d'émission. Ces opérations ont d'ailleurs été faites gratuitement, de même que celles qui ont été traitées par les Banques suédoises et les Banques norvégiennes et qui ont procuré du change pour environ 110 millions de francs. Enfin nous avons participé à une série de crédits ouverts en Amérique à l'une des plus importantes firmes industrielles de notre pays; leur montant a atteint 265 millions de francs.

« Du chef de ces divers engagements, le poste ouvert dans vos bilans sur le titre: « Opérations de change à terme garanties » est passé de 21 millions au 31 décembre 1915 à 89 millions au 31 décembre 1916, soit un peu plus du septième des opérations dont nous venons de vous entretenir, lesquelles s'élèvent à 605 millions de francs y compris le crédit hollandais. C'est un effort considérable fait par votre société. »

Cependant le *Crédit Lyonnais* était obligé de reconnaître que la dépréciation du change s'était accrue d'après le cours moyen de 4,91 % en 1915 à 11,95 % en 1916 par rapport à la livre sterling, et de 7,57 à 13,65 % par rapport au dollar, aux mêmes dates »

Aussi est-il permis de regretter que la méfiance de l'opinion publique à la suite des décrets du 1^{er} août 1914 n'ait pas permis de demander à cet établissement un concours plus important.

En résumé, quoique l'année 1916 ait été caractérisée chez nous par une renaissance assez sensible du commerce et de l'industrie, la reprise des affaires qui constituent proprement l'objet des banques de dépôts ne fut, en ce qui concerne le *Crédit Lyonnais*, que tout-à-fait restreinte, cette institution de crédit ayant encore à souffrir de la situation qui lui avait été faite par le moratoire des dépôts en banque.

Malgré une augmentation des bénéfices sur l'exercice précédent, le solde créditeur du compte « Profits et Pertes » ne s'élevait qu'à 22 millions — contre 41 en 1913 — sur lesquels 2 millions 300 mille francs avaient été reportés.

Le mouvement de reprise que nous avons signalé

dans les affaires du *Crédit Lyonnais* à partir de l'année 1916 paraît s'être accentué pendant l'exercice 1917.

On constatera tout d'abord que, tout en restant à un niveau toujours élevé, la proportion de l'ensemble « caisse plus portefeuille » aux dépôts à vue accuse une diminution sur les chiffres de l'année précédente. Il est vrai toutefois que pendant le 1^{er} trimestre surtout le rapport de l'encaisse aux exigibilités à vue est supérieur à ce qu'il était en 1916.

On remarquera de même que les avances sur garanties et reports vont toujours en fléchissant; les comptes courants débiteurs, par contre, sont en progression assez sensible, sauf en ce qui concerne les bilans au 31 août et 30 septembre.

Il semble bien d'ailleurs que la situation politique et militaire ait eu au cours de l'année 1917 une influence prépondérante sur le *Crédit Lyonnais*. Il n'est peut-être pas inutile de signaler en effet que la liquidité de cet établissement de crédit a légèrement diminué entre le mois de mars et le mois de mai 1917, c'est-à-dire au moment où le recul stratégique allemand autant que les offensives françaises projetées pouvaient faire croire à une décision prochainement favorable de la guerre.

Par contre, dès le 31 juillet, la proportion de l'ensemble « caisse plus portefeuille » remontait à 98 % des exigibilités à vue, le rapport de l'encaisse à ces dernières passant de 34 % au 30 juin à 41 % au 30 septembre. Si l'on veut bien songer que l'emprunt 4 % n'a été mis en souscription qu'au mois de novembre 1917, il semble que ces mouvements n'aient pas été occasionnés uniquement par la préparation aux retraits de dépôts que l'appel du Trésor ne pouvait pas manquer de provoquer mais qu'ils reflètent les préoccupations suscitées par la défection russe alors en perspective.

On remarquera d'ailleurs qu'au 31 octobre 1917, à la veille de l'emprunt, l'encaisse avait diminué de 200 millions tandis que la proportion de l'ensemble « caisse plus portefeuille » au passif à vue était la même que le mois

précédent. Il est vrai qu'à cette époque l'emprise allemande sur Verdun venait de se desserrer sensiblement.

Voici quels sont, pour le *Crédit Lyonnais*, les mouvements les plus caractéristiques de l'année 1917.

Si l'on compare 1^o) l'encaisse aux dépôts à vue, 2^o) l'ensemble Caisse + Portefeuille aux dépôts à vue, on obtient le tableau ci-dessous :

1^o

Au 31/1/17	Encaisse	836,1	Dépôts	2.024,9	Prop.	11 %
Au 28/2/17	—	854,1	—	2.070,8	—	41 %
Au 31/3/17	—	869,7	—	2.151,9	—	41 %
Au 30/4/17	—	837,2	—	2.245,2	—	37 %
Au 31/5/17	—	846,3	—	2.238,4	—	36 %
Au 30/6/17	—	814,7	—	2.322,0	—	34 %
Au 31/7/17	—	873,4	—	2.378,7	—	36 %
Au 31/8/17	—	984,1	—	2.461,9	—	39 %
Au 30/9/17	—	1.020,5	—	2.477,3	—	41 %
Au 31/10/17	—	821,4	—	2.519,5	—	32 %
Au 30/11/17	—	885,9	—	2.637,9	—	39 %

2^o

Au 31/1/17	C ^{sse} + p ^{le}	1.966,0	Dépôts	2.024,9	Prop.	97 %
Au 28/2/17	—	2.003,0	—	2.070,8	—	97 %
Au 31/3/17	—	2.066,3	—	2.151,9	—	96 %
Au 30/4/17	—	2.152,6	—	2.245,2	—	96 %
Au 31/5/17	—	2.240,2	—	2.238,4	—	95 %
Au 30/6/17	—	2.248,3	—	2.322,0	—	96 %
Au 31/7/17	—	2.317,5	—	2.378,7	—	97 %
Au 31/8/17	—	2.411,0	—	2.461,9	—	98 %
Au 30/9/17	—	2.413,0	—	2.477,3	—	97 %
Au 30/10/17	—	2.448,6	—	2.519,5	—	97 %
Au 30/11/17	—	2.540,4	—	2.637,9	—	96 %

D'autre part, nous avons consigné dans le tableau ci-dessous les fluctuations des postes de l'actif réalisable à terme et celles de leur ensemble. Les chiffres sont exprimés en millions de francs.

	Avances et rep ^{ts}	Comptes débit ^{rs}	Ensemb. —
Au 31 janvier 1917	228,6	421,4	650,0
Au 28 février 1917	224,6	421,2	645,8
Au 31 mars 1917	220,7	422,0	642,7
Au 30 avril 1917	225,1	423,2	648,4
Au 31 mai 1917	221,2	441,1	662,4
Au 30 juin 1917	219,3	416,1	635,5
Au 31 juillet 1917	221,6	400,1	621,7
Au 31 août 1917	219,7	392,3	612,1
Au 30 septembre 1917 ..	214,9	398,7	613,6
Au 31 octobre 1917	213,1	411,6	624,8
Au 31 novembre 1917 ...	215,2	445,3	660,6

Quoique dans son rapport du 22 avril 1918 le Conseil d'administration ne se soit aucunement expliqué sur la politique qu'il avait entendu suivre au cours de l'exercice dont il rendait compte, il ne paraît pas douteux, eu égard spécialement aux chiffres qui viennent d'être indiqués, que la question des liquidités soit demeurée toujours présente à l'attention de la direction.

En particulier on notera que, lors de l'emprunt 4 % 1917, le *Crédit Lyonnais* n'avait pas eu besoin de recourir à son portefeuille commercial pour obtenir les liquidités nécessaires aux besoins de sa clientèle. Si l'on rapproche les bilans au 30 novembre 1917 et au 31 décembre 1917 on constatera que l'encaisse à elle seule se trouvait suffisante pour faire face non seulement aux retraits des particuliers, mais encore à l'augmentation des comptes courants débiteurs. Tandis que, à la clôture de l'exercice 1917, les exigibilités à vue n'avaient fléchi que de 264 millions, soit 10 % l'encaisse se trouvait allégée de 280 millions, les comptes débiteurs s'étant accrus de 17 millions. En ce qui concerne les opérations auxquelles l'émission des titres de rente 4 % 1917 avait donné lieu, le Conseil d'administration dans son rapport précité apportait les précisions suivantes :

« La participation de vos clients dans l'emprunt n'est pas inférieure en capital nominal à 1 milliard 547 millions. En comptant leur part dans l'emprunt 5 % 1915 (1 milliard 670 millions y compris la tranche anglaise) et dans l'emprunt 5 % 1916 (1 milliard 318 millions) ils ont contribué à consolider la dette de l'État pour un total de 4 milliards 535 millions, soit près de 11 %. C'est un effort énorme dont le succès doit retenir l'attention »

Si le *Crédit Lyonnais* avait maintenu sa politique de liquidité pendant l'année 1917, c'est que les conditions générales recommandaient toujours tout particulièrement des mesures de prudence, encore que l'on puisse signaler au cours de l'exercice une reprise assez sensible des opérations de banque pures et même, pour la première fois depuis le début de la guerre, des opérations financières.

On notera tout d'abord que, pour être sensiblement plus rapide que les années précédentes, le taux d'accroissement des dépôts restait encore très modeste. Sans doute le Conseil d'administration pouvait-il faire remarquer « *qu'au 31 décembre 1913 les exibilités à vue figuraient pour 2 milliards 182 millions, qu'après avoir été réduites à 1 milliard 662 millions au 31 décembre 1915, elles étaient remontées à 2.380 millions à la fin de 1917* », il n'en reste pas moins vrai qu'on avait mis quatre ans pour arriver à ce résultat, alors que la circulation intérieure de la Banque de France était passée de 6 milliards à plus de 20 milliards pendant le même laps de temps. Aussi le *Crédit Lyonnais* croyait-il opportun d'ajouter :

« Pour donner à ce dernier chiffre (2 milliards 380 millions) sa signification, il faut se rappeler que pendant le dernier trimestre des exercices 1915, 1916, et 1917, l'État a procédé à des emprunts qu'il a réalisés à des dates différentes. Il en résulte que l'épargne de votre clientèle a pu se reconstituer suivant les années pendant un délai plus ou moins long entre la clôture de l'emprunt et celle de l'exercice. En 1917, ce temps a été réduit à 14 jours et cependant les chiffres au 31 décembre de cette année sont supérieurs de près de 200 millions à ceux de 1913. »

En reconnaissant l'influence profonde exercée sur lui par les emprunts français, le *Crédit Lyonnais* n'avouait-il pas en même temps l'état d'affaiblissement où il se trouvait toujours en raison de l'attitude adoptée par le public depuis la promulgation des décrets moratoires. Il y avait donc là un motif des plus sérieux pour se montrer prudent dans l'emploi des dépôts.

D'un autre côté, les transactions commerciales à terme n'avaient guère reparu. Dans son rapport de fin d'année le *Crédit Lyonnais* revenait d'ailleurs sur cette question.

« Vous connaissez les raisons de la rareté des effets de commerce. La plus grande partie des transactions se fait au comptant ou à très court terme. Ce retour au passé fut d'abord la conséquence du moratoire. Sans doute de grands progrès ont été réalisés depuis lors. Cependant le montant des effets prorogés a été beaucoup moins réduit en 1917 que pendant les années précédentes.

En revenant encore une fois sur cette question, notre but est de montrer combien il importe à l'intérêt général que la notion du crédit soit remise en honneur et en pratique. Si l'on n'arrivait pas à la restaurer pendant la guerre, un temps précieux serait perdu quand la paix reviendra.

« Il n'y a pas d'ailleurs de meilleur moyen pour combattre l'inflation de la circulation. Si ceux qui peuvent payer n'hésitaient pas à le faire, leurs fournisseurs pourraient leur consentir de nouveaux crédits ; un grand nombre d'effets prorogés disparaîtraient des bilans de la Banque et le montant des billets employé à constituer les fonds de roulement serait diminué : il y a là une ressource très importante car ces fonds répartis entre des milliers et des milliers de mains forment toujours un total considérable que les prix élevés des matières premières ont au moins triplé.

« Un grande partie de celles-ci vient de l'Étranger qui, lui aussi, exige le paiement immédiat. L'importation, qui avant la guerre était si largement facilitée par l'acceptation, en est venue à recourir à des procédés nouveaux.

Au mois de décembre 1917 a été créé au Havre « Le Consortium cotonnier Français. Il a pour objet toutes opérations commerciales, financières ou mobilières relatives à l'importation des cotons bruts destinés à la fabrication en France.

« Les mesures prises pour restreindre le commerce extérieur sont une autre cause de la rareté du papier escomptable. En ce qui concerne l'entrée des marchandises un très grand nombre de dispositions législatives et réglementaires ont été édictées et souvent modifiées. La loi du 17 décembre 1814 sert de base aux décrets qui régissent l'exportation. On peut trouver à l'Officiel du 8 janvier 1918 la nomenclature des produits dont la sortie est prohibée.

Les réquisitions et les restrictions ont également réduit le champ de l'escompte. Les lois du 20 avril 1916 et du 3 août 1917 autorisent le Ministre du commerce à réquisitionner tous les objets en matières nécessaires à l'alimentation, à l'habillement, au chauffage ou à l'éclairage de la population civile. Ces réquisitions sont indépendantes de celles qui sont effectuées pour les besoins de l'armée. Les unes et les autres ont pour résultat de remettre entre les mains de l'État ou de communes qui n'ont pas recours à l'escompte un grand nombre de services qui constituaient naguère encore l'apanage des commerçants. »

Il semble que l'on puisse conclure de cet exposé qu'en 1917, comme c'était le cas lors des années précédentes,

le portefeuille commercial du *Crédit Lyonnais* comprenait pour une large part des Bons de la Défense Nationale, le placement de ces derniers constituant en outre pour cette institution de crédit un objet d'activité toujours important. A ces différents points de vue le rapport du Conseil d'administration apporte les précisions suivantes :

« Le total des Bons de la Défense Nationale souscrits par nos soins ou escomptés par votre Établissement n'a guère été pendant le cours de l'année dernière inférieur à 7 milliards. Ces deux opérations n'ont cessé de se développer depuis 1914.

« Avant le dernier emprunt, le montant des Bons en circulation dépassait 23 milliards, 5. Ces titres étant escomptables à tout moment par la Banque de France dès qu'ils n'ont plus que trois mois à courir ont remplacé dans votre portefeuille pour une part très importante, les effets de commerce depuis que ces derniers se sont raréfiés. Tous les Bons que votre Société possède réunissent bien entendu les conditions nécessaires pour être réescomptés en cas de besoin.

« En créant un véritable marché des Bons de la Défense Nationale, les Banques ont facilité la souscription de ces titres, en même temps qu'elles procuraient un emploi normal aux capitaux en quête de placements temporaires. »

Toutefois, si l'on en croit les observations présentées par le Conseil d'administration, une certaine amélioration devrait être signalée quant au montant des effets détenus par la société, puisqu'au nombre des affaires de banque dont la reprise s'est accusée particulièrement sensible « *il faut noter d'abord l'escompte des traites qui avaient toujours été de beaucoup la principale source des bénéfices de l'établissement.* »

Cependant au cours de l'année 1917 la situation de notre balance commerciale recommandait elle aussi tout particulièrement une politique de liquidité, en ce qui concerne la gestion de l'épargne confié à une grande banque de dépôts comme le *Crédit Lyonnais*.

Après avoir indiqué qu'au triple point de vue de leur nature, de leur ampleur et des bénéfices, les opérations traitées sur le marché des changes n'avaient aucun rapport avec celles que l'on réalisait couramment avant

le mois d'août 1914, le *Crédit Lyonnais* rendait compte de l'effort qu'il avait soutenu pour se procurer en 1917 des crédits à l'étranger.

« Votre société a continué de participer gratuitement, avec les principales banques françaises, aux crédits ouverts dans les pays étrangers. C'est sous la rubrique : Opérations de change à terme garanties que figure le montant de vos engagements à cet égard. Ils ont été réduits pendant le cours de 1917, par suite d'un remboursement aux États-Unis. Au lieu de 89 millions de francs environ au 31 décembre 1916, ils n'étaient plus inscrits que pour 54 millions dans le bilan au 31 décembre dernier. Depuis lors, un nouveau crédit Suisse a été ouvert qui aura pour effet de reporter progressivement à 70 millions au maximum la part de votre établissement dans ces opérations. Ce montant sera sensiblement dépassé après la réalisation d'autres négociations en cours.

Par contre, il est permis d'espérer qu'une réduction importante pourra se produire en conséquence d'un second remboursement aux États-Unis.

Le crédit danois a été renouvelé pour un an, suivant les termes du contrat primitif. Vous vous rappelez que nous en avons cédé le bénéfice à la Banque de France, qui nous en a garanti la bonne fin.

On s'occupe activement du renouvellement des crédits suédois et norvégiens. »

En ce qui concerne la question de l'inflation, en faisant remarquer que de 706 millions en décembre 1916, les opérations de la Chambre de Compensations des Banquiers de Paris étaient passées à 4 milliards 570 millions en décembre 1917, le *Crédit Lyonnais* ajoutait :

« En favorisant l'emploi des chèques et des virements, en hâtant la réouverture de la Chambre de Compensation, en la transformant pour rendre possible l'augmentation du nombre de ses adhérents, le but de nos confrères et le nôtre a été d'économiser l'usage des billets de la Banque de France.

« Le même objectif était d'ailleurs poursuivi par la loi du 26 janvier 1917 qui exonère du timbre les domiciliations pour paiement. »

Nous avons vu ce qu'il était advenu, au cours de l'exercice 1917, du mouvement de reprise manifesté depuis l'année précédente dans les affaires de banque

pures. Nous avons signalé une certaine amélioration non seulement dans l'escompte des effets de commerce mais encore dans le montant des avances en comptes courants. Celles-ci passaient de 382 millions au 31 décembre 1915 à 450 millions au 31 décembre 1917. Cependant le trait le plus caractéristique de l'année nous paraît être le développement assez sensible des opérations qui ont les titres pour objet. De cet état de choses le *Crédit Lyonnais* rendait compte à l'Assemblée ordinaire du 22 avril 1918 ainsi qu'il suit :

« Si le marché des fonds d'État est toujours des plus restreints sauf quelques rares exceptions, le marché des actions industrielles par contre a été plus actif et surtout celui de certaines Parts de Fondateurs. Depuis 1914 les cours se sont généralement relevés, principalement en 1917. Dans les derniers mois ce mouvement s'est ralenti et l'on constate même une légère baisse. L'élévation du taux de l'impôt établi sur les bénéfices de guerre a contribué très probablement à ce résultat. Les obligations et les Bons industriels dont les cours ont présenté en 1917 un mouvement de hausse très accentué sont également en légère réaction depuis 1918.

« Votre société a souffert comme les autres banques de la réduction du volume des ordres de Bourse, mais elle ne l'a pas subie plus spécialement.

« Les placements de titres ont d'ailleurs beaucoup augmenté depuis la guerre. Outre le concours que nous avons naturellement prêté au Trésor lors de l'emprunt 4 % nous avons encore participé à l'émission des obligations 5 $\frac{1}{2}$ % à lots du Crédit Foncier de France et des obligations 5 $\frac{1}{2}$ % amortissables de la Ville de Paris.

« Les obligations offertes par les Compagnies de Chemin de fer se sont élevées à 255 millions en 1915, à 314 millions en 1916, à 493 millions en 1917, soit au total 1.062 millions. En année normale, ces émissions atteignent en moyenne 350 millions de francs. Les souscriptions de votre clientèle dans le placement des titres de cette nature pour lesquels son concours a été demandé ont été connues toujours très importantes. »

En résumé, grâce au renouveau d'activité dans les différents compartiments que nous avons indiqués et malgré une augmentation sensible des frais généraux, les bénéfices nets du *Crédit Lyonnais* pour l'exercice 1917,

s'étaient élevés à 21 millions 720 mille francs sur lesquels 1 million 720 mille francs avaient été reportés.

De toute la durée de la guerre l'année 1918 fut sans conteste celle où le *Crédit Lyonnais* eut à subir plus particulièrement l'influence des événements militaires. Sans doute jusqu'à la fin des hostilités tout au moins, le rapport de l'ensemble « caisse plus portefeuille » aux dépôts à vue s'est maintenu de façon à peu près constante sensiblement égal à celui de l'exercice précédent, par contre, dans cette proportion, la part de l'encaisse fut d'autant plus importante que la menace sur Paris devenait plus précise au cours des offensives qui se sont succédé presque sans interruption du 21 mars au 18 juillet.

On constatera en effet que l'encaisse s'est relevée une première fois au 30 avril 1918. Elle atteignait à cette date 1.036 millions représentant 40 % des dépôts à vue, contre 605 millions au 31 décembre précédent soit 25 % des exigibilités à vue. En même temps le portefeuille commercial diminuait de façon assez sensible. On peut donc en conclure que, pour une large part, l'accroissement des fonds immédiatement disponibles provient du réescompte à la Banque de France des éléments d'actif figurant sous cette rubrique.

Après avoir légèrement fléchi au 31 mai 1918, l'encaisse remontait à 1.059 millions au 30 juin, soit 40 % du passif à vue, pour passer au 31 juillet par son maximum, soit 1.135 millions. La proportion de l'encaisse aux dépôts à vue s'élevait alors à 42 %, retrouvant ainsi son niveau des premiers mois de la guerre. Comme au 30 juin précédent, cette augmentation dans la liquidité du *Crédit Lyonnais* avait été obtenue grâce au portefeuille commercial.

Au 31 août 1918, l'encaisse était encore presque aussi considérable, toutefois son montant ne représentait plus que 39 % des dépôts.

Depuis elle a diminué très vite, pour descendre jusqu'à 435 millions au 31 décembre suivant.

Simultanément la proportion de l'encaisse aux dépôts n'accusait plus que 31 % au 30 septembre, 23 % au 31 octobre pour tomber à 16 % à la fin de l'année. Par contre, et à l'inverse de ce qui s'était produit au mois d'avril et de juillet, le portefeuille commercial augmentait très rapidement ; il importe de signaler cependant que la proportion de l'ensemble « caisse plus portefeuille » aux dépôts à vue était elle aussi en voie de fléchissement.

En ce qui concerne les avances sur garanties et reports, peu de changements sont à signaler. Ils ont encore été réduits au cours de l'exercice ; on remarquera toutefois que leur diminution devient de plus en plus faible.

Enfin la reprise que nous avons antérieurement observée dans le mouvement des comptes courants débiteurs s'est accentuée surtout à partir du deuxième semestre.

Voici d'ailleurs quelles ont été pour 1918 les fluctuations des principaux comptes du *Crédit Lyonnais*.

MOUVEMENTS DE L'ENCAISSE, DU PORTEFEUILLE
COMMERCIAL ET DES DÉPÔTS A VUE
en millions de francs

	Encaisse	Portef.	Dépôts
Au 31/ 1/18	767,0	1.560,1	2.395,7
Au 28/ 2/18	806,3	1.557,9	2.429,2
Au 31/ 3/18	789,7	1.633,9	2.477,8
Au 30/ 4/18	1.035,9	1.458,7	2.557,2
Au 31/ 5/18	993,6	1.552,1	2.634,2
Au 30/ 6/18	1.058,9	1.463,2	2.643,3
Au 31/ 7/18	1.135,3	1.467,8	2.696,7
Au 31/ 8/18	1.108,5	1.540,0	2.803,0
Au 30/ 9/18	878,5	1.755,4	2.797,1
Au 31/10/18	714,7	2.096,1	3.027,8

MOUVEMENT DES AVANCES ET REPORTS, DES COMPTES
DÉBITEURS ET DE L'ENSEMBLE DE CES DEUX COMPTES
en millions de francs

	Av. et rep ^{ts}	C ^{ts} débit.	Ensemb.
Au 31/ 1/18	193,7	443,2	636,9
Au 28/ 2/18	191,8	432,8	624
Au 28/ 2/18	191,8	432,8	624,6
Au 31/ 3/18	190,0	431,1	621,1
Au 30/ 4/18	192,0	433,2	625,2
Au 31/ 5/18	186,4	468,2	655,1
Au 30/ 6/18	179,5	501,0	680,6
Au 31/ 7/18	180,6	481,0	662,0
Au 31/ 8/18	179,8	527,7	707,5
Au 30/ 9/18	178,6	529,9	708,5
Au 31/10/18	179,7	587,7	767,5

Indiquons enfin 1^o) le rapport de l'encaisse aux dépôts à vue, 2^o) le rapport de l'ensemble Caisse + Portefeuille aux dépôts à vue.

1 ^o						
Au 31/ 1/18	Encaisse	767,0	Dépôts	2.395,7	Prop.	32 %
Au 28/ 2/18	—	806,3	—	2.429,2	—	33 %
Au 31/ 3/18	—	789,7	—	2.477,8	—	31 %
Au 30/ 4/18	—	1.035,9	—	2.557,2	—	40 %
Au 31/ 5/18	—	993,6	—	2.634,2	—	37 %
Au 30/ 6/18	—	1.058,9	—	2.643,3	—	40 %
Au 31/ 7/18	—	1.135,3	—	2.696,7	—	42 %
Au 31/ 8/18	—	1.108,5	—	2.803,0	—	39 %
Au 30/ 9/18	—	878,5	—	2.797,1	—	31 %
Au 31/10/18	—	714,7	—	3.027,1	—	23 %
2 ^o						
Au 31/ 1/18	C ^{se} + p ^{le}	2.327,1	Dépôts	2.395,7	Prop.	97 %
Au 28/ 2/18	—	2.364,2	—	2.429,2	—	97 %
Au 31/ 3/18	—	2.423,9	—	2.477,8	—	98 %
Au 30/ 4/18	—	2.494,6	—	2.557,2	—	97 %
Au 31/ 5/18	—	2.545,7	—	2.634,2	—	96 %
Au 30/ 6/18	—	2.522,2	—	2.643,3	—	95 %
Au 31/ 7/18	—	2.603,2	—	2.696,7	—	96 %
Au 31/ 8/18	—	2.648,6	—	2.803,0	—	94 %
Au 30/ 9/18	—	2.633,9	—	2.797,1	—	94 %
Au 31/10/18	—	2.810,9	—	3.027,1	—	92 %

Des chiffres qui viennent d'être indiqués, il semble donc qu'on puisse conclure à une diminution d'ailleurs assez rapide de la liquidité du *Crédit Lyonnais* à partir du 30 septembre 1918, c'est-à-dire depuis le moment où la coalition germanique a commencé à s'effondrer.

On remarquera plus particulièrement que, contrairement à ce qui s'était passé lors des années précédentes, le *Crédit Lyonnais* n'avait pas jugé opportun de recourir à des mesures exceptionnelles de prudence en vue de l'émission du 4^{me} emprunt de guerre.

Au 31 octobre 1918 en effet, à la veille de cette opération, l'encaisse était en diminution sur le chiffre qu'elle accusait au 30 septembre précédent, la proportion de l'ensemble « caisse plus portefeuille » aux dépôts à vue était moindre, enfin, dans ce dernier rapport, la part de l'encaisse était moins importante. Il est vrai qu'avec la fin des hostilités la politique des liquidités pouvait

paraître d'une nécessité moindre qu'au cours de la guerre. Il importait toutefois de ne pas se départir trop vite d'une attitude que les événements recommandaient toujours de façon très instante.

En rendant compte des résultats qu'avait donnés le nouvel appel du Trésor à l'épargne, le *Crédit Lyonnais* dans son rapport du 28 avril 1919 apportait les précisions suivantes :

La participation de vos clients au dernier emprunt 4 0/0 atteint en capital 3 milliards 364 millions de francs, portant ainsi à 7899 millions le montant souscrit par eux aux quatre emprunts de guerre déjà réalisés. Pour mesurer exactement leur effort à ce sujet, il faudrait ajouter à ce chiffre l'excédent net de leurs achats sur leurs ventes depuis décembre 1915 ; nous vous avons à plusieurs reprises entretenus de ce travail de classement auquel votre société a donné tous ses soins. Si l'on en tient compte, la part prise par vos clients dans les emprunts de consolidation atteint environ 13 % de leur montant. »

Si l'on rapproche les bilans au 31 octobre et 30 novembre 1918 on constatera qu'au moment de la mise en souscription des nouveaux titres de rente 4 %, les dépôts du *Crédit Lyonnais* ont diminué de 453 millions soit 15 %. En même temps l'encaisse ne fléchissait que de 37 millions. Par contre le portefeuille commercial se trouvait allégé de 484 millions. A l'encontre de ce qui avait eu lieu pendant toute la durée de la guerre, c'était donc de ce poste de l'actif que provenaient non seulement les disponibilités mises entre les mains du public, mais encore les augmentations assez sensibles accusées par les avances sur garanties et surtout par les comptes courants débiteurs.

Voici quels ont été, pour le dernier trimestre de l'année 1918, les mouvements des principaux comptes du *Crédit Lyonnais*.

MOUVEMENT DE L'ENCAISSE, DU PORTEFEUILLE
COMMERCIAL ET DES DÉPÔTS A VUE
en millions de francs

Au 31/10/18	Encaisse	714,7	Portef.	2.096,1	Dépôts	3.027,8
Au 30/11/18	—	677,3	—	1.612,5	—	2.574,8
Au 31/12/18	—	435,3	—	1.923,0	—	2.624,5

MOUVEMENT DES AVANCES ET REPORTS, DES COMPTES
DÉBITEURS ET DE L'ENSEMBLE DE CES DEUX COMPTES

en millions de francs

Au 31/10/18	Av. et rept ^s	179,7	C ^{ts} débit.	587,7	Ensemb.	767,5
Au 30/11/18	—	185,5	—	659,7	—	845,3
Au 31/12/18	—	181,1	—	662,4	—	843,6

Indiquons enfin 1^o) le rapport d'encaisse aux dépôts à vue, 2^o) le rapport de l'ensemble Caisse + Portefeuille aux dépôts à vue.

1^o

Au 31/10/18	Encaisse	714,7	Dépôts	3.027,8	Prop.	23 %
Au 30/11/18	—	677,3	—	2.574,8	—	26 %
Au 31/12/18	—	435,3	—	2.624,5	—	16 %

2^o

Au 31/10/18	C ^{se} + p ^{le}	2.810,9	Dépôts	3.027,8	Prop.	92 %
Au 30/11/18	—	2.289,8	—	2.574,8	—	89 %
Au 31/12/18	—	2.358,3	—	2.624,5	—	89 %

En fin d'exercice 1918, la proportion de l'ensemble « caisse plus portefeuille » aux dépôts à vue était donc restée ce qu'elle était au 30 novembre précédent. Toutefois le montant de l'encaisse avait encore fléchi, témoignant d'une nouvelle diminution dans la liquidité du *Crédit Lyonnais*.

Cependant les événements militaires n'ont pas déterminé à eux seuls la politique de l'établissement au cours de l'année 1918.

On notera tout d'abord que l'augmentation des dépôts est encore restée très lente pendant l'exercice ; sans doute leur taux d'accroissement fut un peu plus élevé que précédemment ; toutefois, à la fin des hostilités, le passif à vue du *Crédit Lyonnais* n'atteignait que 3 milliards 27 millions soit 129 % seulement des chiffres accusés au 30 avril 1914, tandis que pendant le même temps la circulation intérieure de la Banque de France passait de 6 milliards à 30 milliards. D'un autre côté, le crédit n'avait toujours pas reparu dans les transactions commerciales ; aussi semble-t-il permis de penser que, comme les autres années, le portefeuille commercial

du *Crédit Lyonnais* se trouvait composé en majeure partie de Bons de la Défense Nationale.

Bien que, dans son rapport du 28 avril 1919, le Conseil d'administration n'ait pas apporté de précision à ce sujet, il signalait cependant :

« Qu'au cours de l'année 1918 le *Crédit Lyonnais* n'avait pas cessé de donner son concours au Trésor public. Le montant des Bons de la Défense Nationale souscrits par son intermédiaire ou escomptés par lui s'était élevé à 7 milliards 849 millions de francs, soit une augmentation de 1 milliard environ par rapport au chiffre de 1917.

Ainsi donc, comme les années précédentes, les opérations concernant les Bons de la Défense Nationale paraissent bien avoir constitué pour le *Crédit Lyonnais* en 1918 un des objets les plus importants de son activité.

Cependant, en rendant compte de l'exercice, le Conseil d'administration était bien obligé de reconnaître qu'un certain essor industriel et commercial s'était manifesté dans les différentes régions où la Société se trouvait établie.

A ce dernier point de vue le Conseil d'administration s'exprimait en ces termes :

« Votre siège social a constaté au cours du dernier exercice une assez grande activité, les nombreuses industries travaillant pour la guerre y ont largement contribué ainsi que la soierie, la teinturerie et l'apprêt.

« La fabrication des tissus de laine s'est implantée dans la région qu'il dessert et y a pris une extension notable. Mais depuis l'armistice la production et le commerce se sont ralentis.

« Nous devons appeler votre attention sur la création en 1918 d'une chambre lyonnaise de compensation qui rend déjà d'importants services.

« La troisième foire d'échantillons a réuni un nombre toujours croissant de participants et d'acheteurs ; nous sommes heureux du succès de cette initiative, qui fut un acte de confiance dans l'avenir de notre pays.

Toutefois, dans la région desservie par vos agences, qui dépend du siège central, les entreprises locales qui n'ont pu s'adapter aux besoins de la guerre ont beaucoup souffert du manque de matière première. Ce fut particulièrement le cas à Mazamet, à Aurillac, à Besançon, et à Grenoble.

« De même le port de Marseille a subi le contre coup de l'insécurité de la navigation ; les huileries et les savonneries ont éprouvé de grandes difficultés de ravitaillement.

« Par contre, jusqu'à l'armistice, le commerce d'alimentation et surtout les industries de guerre ont travaillé à plein rendement.

« De son côté, l'agriculture a continué de jouir d'une prospérité sans précédent. Les vins sont abondants et leurs prix se sont bien maintenus.

« Nos agences de la région parisienne ont toutes fonctionné pendant l'année dernière. Dans les endroits où elles sont situées, les industries alimentées par la Défense Nationale ont fait preuve d'une grande activité jusqu'en novembre dernier. La difficulté des transports et la rareté des matières premières ont affecté la production des papeteries et des usines de tricotage. La minoterie a travaillé avec profit. Quant à l'agriculture, si la betterave a manqué en grande partie, la récolte des céréales a été très belle.

« Dans l'ensemble du groupe de vos agences départementales, nous avons dès 1916 constaté une reprise qui s'était accentuée en 1917, elle a continué pendant l'année dernière, toutefois moins largement qu'on ne l'espérait. Les événements militaires des sept premiers mois, et la crise des transports ont entravé les affaires. Les restrictions qui frappent l'entrée des principales marchandises et notamment celle du coton et du café ont gêné vos agences établies dans les ports de l'Atlantique et de la Manche. »

Malgré ces dispositions relativement favorables dans l'ensemble, le *Crédit Lyonnais* faisait remarquer une fois de plus que son activité s'était trouvée presque exclusivement restreinte aux opérations qui ont les titres pour objet, « *le chiffre d'affaires de la société ne s'étant pas développé proportionnellement au mouvement des transactions, ni dans l'ensemble du pays, ni dans la région desservie par les Agences qui dépendent du siège social.* »

Enfin la situation du commerce extérieur ne pouvait pas manquer de déterminer aussi dans une certaine mesure la politique de l'établissement au cours de l'exercice. Bien que le Conseil d'administration ne se soit pas étendu sur ce sujet aussi longuement que par le passé, il donnait cependant les quelques renseignements suivants :

« Les cours du change sur les deux grands marchés de Londres et de New-York n'ont subi en 1918 que des variations relativement faibles, grâce aux dispositions concertées par les gouvernements alliés et associés. Il est regrettable que la prolongation de cet état de choses n'ait pas été possible. En ce qui concerne les pays neutres, nous avons été heureux de constater sur les marchés monétaires une amélioration générale pendant le second semestre de l'année dernière. Sans aucun doute, il faut en faire remonter la cause à la victoire des alliés ; il nous sera toutefois permis de rappeler que les Banques françaises ont continué de mettre gratuitement leurs services à la disposition de l'État en vue de réaliser en Hollande, en Suisse, en Espagne et en Suède des ouvertures de crédit d'un montant très important. »

Au 31 décembre 1918, les opérations de change à terme garanties s'élevaient pour le *Crédit Lyonnais* à 104 millions de francs.

Les bénéfices de l'exercice se sont naturellement ressentis des conditions générales de l'année. Encore qu'ils aient été légèrement supérieurs à ceux de 1917, ils n'atteignaient que 28 millions sur lesquels 3 millions avaient été reportés.

En résumé, considérablement affaibli dès le début des hostilités par les retraits auxquels il avait dû faire face, paralysé par la disparition à peu près complète des opérations qui constituent l'objet même des banques de dépôt, le *Crédit Lyonnais* eut à compter encore, pendant toute la durée de la guerre, avec une crise de confiance toujours possible de la part des clients qui lui étaient revenus. L'établissement s'est donc trouvé contraint de conserver par devers lui, une encaisse tout à fait considérable dont il ne pouvait se servir pour venir en aide à la production.

D'un autre côté, il n'a pu bénéficier que dans une mesure des plus modestes de la reprise qui s'était manifestée dans le mouvement économique français à partir de l'année 1916.

Le moratoire des dépôts en banque autant que le peu d'empressement mis par la société à retenir dans ses caisses l'épargne du public ont donc placé le *Crédit Lyonnais* dans une situation telle qu'il ne put être banque de guerre que d'une façon tout à fait restreinte.

CHAPITRE II

LE COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

(Documents statistiques pages 674-677)

Bien qu'il n'ait pas poussé aussi loin que le *Crédit Lyonnais* le souci de sa liquidité, le *Comptoir d'Escompte* ne pouvait pas manquer cependant d'adopter pendant la guerre la politique que les circonstances imposaient.

Dans son rapport du 28 avril 1916, le Conseil d'administration précisait d'ailleurs son point de vue à ce sujet :

« En raison de l'état de guerre nous avons dû conserver une encaisse considérable. »

On remarquera tout d'abord qu'au 31 décembre 1914 les disponibilités immédiates s'élevaient à 585 millions, soit 39 % des dépôts à vue, en augmentation de 297 % sur le chiffre du 30 juin précédent.

Il est vrai que la proportion de l'ensemble « caisse plus portefeuille » aux exigibilités à vue n'était que de 75 % ; toutefois il convient de signaler que les retraits du public avaient été proportionnellement plus importants au *Comptoir d'Escompte* qu'au *Crédit Lyonnais* (36 % au lieu de 30%).

En même temps, les avances sur garanties et reports accusaient une diminution assez sensible 223 millions contre 249 millions. Par contre, les comptes courants débiteurs étaient inchangés.

Quant à l'épuisement du portefeuille commercial (355 millions au lieu de 1.017 millions), il trouvait ici explication dans la diminution importante des dépôts autant que dans la raréfaction des effets de commerce à la suite des décrets moratoires. Malgré le silence du Conseil d'administration sur ce dernier point, il est donc de toute vraisemblance que le poste le plus important

du bilan se trouvait composé de Bons de la Défense Nationale.

En ce qui concerne la disparition du crédit dans les transactions commerciales, M. le Vice-Président du *Comptoir d'Escompte* avait exposé les quelques considérations suivantes dans une allocution officieuse dont nous avons déjà parlé.

« Nous ne retiendrons pas votre attention sur les difficultés multiples et fort sérieuses qui résultent des prorogations d'échéances au point de vue de nos intérêts : immobilisation prolongée de fonds, ajournement des règlements d'engagements, de crédits, d'avancés consenties avant la guerre, impossibilité de réaliser des gages etc... Vous savez tous que nous n'avons pas l'habitude d'user de rigueur envers nos clients. Ce n'est pas cependant sans appréhension que nous voyons se perpétuer l'état apathique de certains commerçants et le peu d'efforts faits pour régler les engagements du passé, car cette situation risque d'atteindre tout le commerce de notre pays. En effet nous voyons, malgré les louables tentatives de reprise du travail, que la majeure partie des transactions se règlent au comptant. Peu de traites à échéance, peu d'escompte de papier ; la raison de cet état de choses est que le crédit ne revivra que lorsque des engagements anciens auront été liquidés. Quel commerçant sérieux consentirait à livrer de nouvelles marchandises à nos clients qui n'auraient pas réglé les fournitures anciennes ? Certes ce règlement ne pourrait se faire en une seule fois ni être imposé brutalement. Il y a des situations spéciales qui demandent d'être étudiées avec soin : celles des commerçants mobilisés, des maisons établies dans les régions envahies, ou ayant leur clientèle dans ces régions : il y a aussi le commerce de luxe, les affaires d'exportations si gênées par les difficultés de transport. Le décret du 27 octobre, resté encore sans effet, laissait à l'appréciation du juge l'examen des délais à accorder aux débiteurs qui se trouvent réellement hors d'état de s'acquitter. Que ce soit par cette procédure ou par une autre méthode qu'on arrive à liquider l'arriéré, peu importe. Mais il est nécessaire de sortir au plus vite d'une situation qui ne s'est que trop prolongée. Nous considérons qu'il est du devoir de tout bon Français, dans la mesure de ses moyens, de payer ses impôts, de contribuer pour sa part au relèvement du pays en réglant ses dettes anciennes, en reprenant le travail, en faisant revivre le crédit indispensable aux affaires. Si au contraire on persistait dans un régime de

prorogations continues d'échéances, on calmerait peut-être momentanément les souffrances par des stupéfiants, mais on ne guérirait pas le mal, et notre commerce se trouverait alors à la fin des hostilités anémié et affaibli, sans crédit, incapable de profiter sur le terrain économique des avantages que nous obtiendrons par la victoire. C'est ce qu'il faut éviter à tout prix et c'est pour cela que nous croyons fermement que les moratoires n'ont que trop duré et qu'il faut travailler au retour graduel de la vie normale, dans l'intérêt supérieur du pays. »

Le Conseil d'administration ne s'était pas expliqué non plus sur le genre d'activité du *Comptoir d'Escompte* pendant les six derniers mois de l'exercice 1914.

Étant donné cependant les observations de M. Boyer que nous venons de rapporter, il est très probable que l'établissement s'était borné au placement des Bons de la Défense Nationale et au paiement des coupons, ainsi que le faisait uniquement le *Crédit Lyonnais* à cette époque.

Les bénéfices de l'année ne pouvaient pas manquer de se ressentir fortement d'un pareil ralentissement dans les affaires sociales. Ils ne s'élevaient qu'à 10 millions 725 mille francs en 1914 — contre 18 millions en 1913 — sur lesquels 169 mille francs seulement avaient été reportés.

Cependant, dès le 31 mars 1915, les retraits de dépôts avaient cessé de se produire aux guichets du *Comptoir d'Escompte*. On constatera même que, contrairement à ce qu'il en était alors au *Crédit Lyonnais*, le passif à vue était en augmentation d'une cinquantaine de millions sur le chiffre du 31 décembre précédent.

En même temps, la proportion de l'ensemble « caisse plus portefeuille » aux dépôts à vue s'était relevée à 85 %. Après s'être encore accrue jusqu'à 90 % au 31 octobre, elle se maintenait depuis sensiblement au même niveau.

Il est vrai que le rapport de l'encaisse aux exigibilités à vue descendait à 35 %. Il remontait toutefois à 36 % au 30 juin 1915 et à 37 % au 30 novembre suivant.

La liquidité du *Comptoir d'Escompte* n'avait donc que très peu diminué pendant l'année 1915.

Simultanément les avances sur garanties et reports ainsi que les comptes courants débiteurs avaient fléchi d'une façon continue pendant tout l'exercice, sauf toutefois une légère reprise de ces derniers au 30 novembre 1915.

Voici d'ailleurs quelles ont été les fluctuations des principaux comptes du *Comptoir d'Escompte* au cours de l'année.

Si l'on compare 1^o) l'encaisse aux dépôts à vue, 2^o) l'ensemble Caisse + Portefeuille aux dépôts à vue, on obtient les proportions suivantes.

1 ^o						
Au 31/ 3/15	Encaisse	362,8	Dépôts	1.036,8	Prop.	35 %
Au 30/ 4/15	—	346,7	—	1.064,2	—	32 %
Au 31/ 5/15	—	366,1	—	1.086,7	—	34 %
Au 30/ 6/15	—	393,3	—	1.083,3	—	36 %
Au 31/ 7/15	—	352,2	—	1.062,2	—	33 %
Au 31/ 8/15	—	407,0	—	1.108,7	—	36 %
Au 30/ 9/15	—	405,9	—	1.128,4	—	36 %
Au 31/10/15	—	422,2	—	1.172,7	—	36 %
Au 30/11/15	—	430,0	—	1.150,2	—	36 %

2 ^o						
Au 31/ 3/15	C ^{se} + p ^{le}	890,0	Dépôts	1.036,8	Prop.	85 %
Au 30/ 4/15	—	919,0	—	1.064,2	—	86 %
Au 31/ 5/15	—	951,2	—	1.086,7	—	87 %
Au 30/ 6/15	—	953,6	—	1.083,3	—	88 %
Au 31/ 7/15	—	933,2	—	1.062,2	—	87 %
Au 31/ 8/15	—	994,6	—	1.108,7	—	89 %
Au 30/ 9/15	—	1.004,3	—	1.128,4	—	89 %
Au 31/10/15	—	1.063,4	—	1.172,7	—	90 %
Au 31/11/15	—	1.031,9	—	1.150,2	—	89 %

Voici quelles sont, en millions de francs, les fluctuations des avances et reports, des comptes débiteurs et de l'ensemble de ces deux comptes.

	Avances et rep.	C ^{tes} c ^{ts} débit.	Ensemble —
Au 31 mars 1915	198,8	137,6	336,4
Au 30 avril 1915	192,3	133,6	326,0
Au 31 mai 1915	184,0	129,7	313,8
Au 30 juin 1915	181,1	125,1	306,3
Au 31 juillet 1915	179,7	125,9	305,6
Au 31 août 1915	176,1	118,7	294,8
Au 30 septembre 1915 ..	171,8	131,2	303,0
Au 31 octobre 1915.....	157,8	134,7	292,5

Dans son rapport du 28 avril 1916, le Conseil d'administration s'était d'ailleurs expliqué sur la politique qu'il avait entendu suivre au cours de l'exercice dont il rendait compte.

« En raison de l'État de guerre, nous avons dû conserver pendant toute l'année une encaisse considérable ; notre Trésorerie a été encore plus élargie.

« Nous vous confirmons l'impression dont nous vous avons déjà fait part sur la qualité de notre portefeuille et de l'ensemble de nos engagements ; ceux-ci ont été réduits dans des proportions très intéressantes.

« Il importe de vous signaler en même temps que la plupart de nos correspondants des nations alliées ou neutres ont tenu à nous adresser la couverture des sommes dont ils étaient débiteurs. »

On remarquera en outre qu'à la veille de l'emprunt la liquidité du *Comptoir d'Escompte* avait légèrement augmenté. La société se trouvait donc en bonne posture pour satisfaire aux retraits de dépôts dont elle allait être l'objet. Le rapprochement des bilans au 31 octobre, 30 novembre et 31 décembre 1915 fait apparaître que pendant la période où les titres de rente 5 % ont été mis en souscription, les dépôts ont fléchi de 145,7 millions

En même temps l'encaisse passait de 430 millions au 30 novembre à 288 millions en fin d'exercice, soit une diminution de 141 millions.

Pour combler la différence et pour balancer l'augmentation des comptes débiteurs, le *Comptoir d'Escompte* entre le 31 octobre et le 30 novembre avait dû réescompter son portefeuille commercial jusqu'à concurrence d'une quarantaine de millions. On se rappelle qu'à la même époque le *Crédit Lyonnais* avait au contraire pu faire face aux exigences du public en faisant appel uniquement à son encaisse et en réduisant ses comptes débiteurs.

Dans son rapport déjà cité, le Conseil d'administration rendait compte en ces termes des opérations auxquelles l'appel du Trésor avait donné lieu.

« En novembre, le Ministre des Finances, M. Ribot a jugé avec un rare esprit de décision que le moment était venu

d'émettre un emprunt consolidé en rente 5 % au prix de 88 fr. Le résultat a été considérable. Depuis plusieurs mois, nous avons préparé notre clientèle à la conversion des Bons et Obligations qui devaient être admis comme une sorte de monnaie de paiement de la nouvelle rente. Elle a répondu à notre appel, qui était celui du pays : 140.000 souscripteurs ont demandé à nos guichets un capital de plus de 725 millions de l'emprunt National, dont la moitié en numéraire. Nos collaborateurs avaient compris qu'il y avait pour eux aussi, une bataille à livrer sur le terrain économique, afin de prouver au monde entier les ressources du travail puissant et de l'épargne féconde de la France. Toutes nos agences, même celles situées dans les pays lointains, ont multiplié leurs efforts pour atteindre le résultat que nous vous indiquions. Il est à noter cependant que notre clientèle, d'essence plutôt commerciale et industrielle, était obligée de conserver comme un fonds de roulement auquel elle devait laisser son caractère de placement temporaire, une part importante de ses Bons de la Défense Nationale. »

Cependant, au cours de l'année 1915, le *Comptoir d'Escompte* avait eu à surmonter des difficultés absolument semblables à celles qu'avait rencontrées le *Crédit Lyonnais*. L'augmentation des dépôts avait tout d'abord été extrêmement lente au cours de l'exercice. Leur taux d'accroissement n'avait même pas été aussi considérable qu'au *Crédit Lyonnais*. Aussi, au lendemain de l'emprunt, tous les progrès de l'année se trouvaient entièrement annihilés. Il y a plus : au 31 décembre 1915, le passif à vue accusait une diminution de 10 millions sur le chiffre du 31 mars précédent. Le *Comptoir d'Escompte* avait aussi à souffrir de la disparition des effets de commerce. En rendant compte de l'exercice 1915, le Conseil d'administration abordait cette fois la question dans son rapport officiel :

« Ayant pu se dégager du moratorium par ses propres moyens et profitant d'une trésorerie parfaitement aisée, notre établissement, dès le début de 1915, s'est retrouvé à la disposition de ses clients pour leur faciliter toutes leurs opérations normales. Malheureusement l'arrêt du crédit, conséquence des mesures prises en août 1914, a persisté ; la majorité des ventes s'effectuent au comptant.

« Nous continuons à penser que le grand rouage de l'escompte ne pourra reprendre son activité, tant que les engagements

anciens ne seront pas liquidés. Si nous avons pu apprécier les efforts faits par un grand nombre de commerçants et industriels qui, fidèles aux traditions françaises, ont réglé leurs dettes, il n'en est pas moins certain que les prorogations successives des moratoires pendant toute l'année 1915, malgré les espérances qu'avait fait naître le décret du 27 octobre, ont trop souvent encouragé l'inertie.

« Il faut souhaiter que les pouvoirs publics trouvent enfin la formule du décret qui obligera « à payer quiconque peut payer », en entourant, bien entendu, de toute la protection nécessaire les situations dignes d'intérêt, notamment celles des commerçants mobilisés, comme celles des maisons établies dans les régions envahies ou ayant leur clientèle dans ces régions. »

Dès lors, il est de toute probabilité qu'au 31 décembre 1915 le portefeuille commercial du *Comptoir d'Escompte* se trouvait toujours composé pour la plus large part de Bons de la Défense Nationale. Il est possible cependant que des progrès aient été faits à cet égard sur l'année précédente. Nous ne saurions toutefois l'affirmer, vu le silence du Conseil d'administration sur ce dernier point.

En ce qui concerne les opérations ayant pour objet les Bons de la Défense Nationale, le Conseil d'administration donnait dans son rapport les renseignements suivants :

« Le Gouvernement avait, dès le deuxième mois de la guerre, obtenu du Parlement l'autorisation d'élever le maximum de l'émission des Bons du Trésor, en demandant de lui faire confiance quant au choix du moment où de véritables opérations d'emprunt pourraient et devraient être réalisées. Il faisait appel au patriotisme du pays pour donner abondamment les sommes immédiatement nécessaires. Cette émission qui a pris le nom éloquent de Bons de la Défense Nationale a eu le plus grand succès, parce que l'idée qui a présidé à leur création a été comprise de tous. Ces bons ont été souscrits non seulement par ceux qui avaient des disponibilités et voulaient se réserver de les retirer lorsque le mouvement des affaires l'exigerait, mais aussi par la plus petite épargne, qui envisageait le moment où elle pourrait les consolider par la souscription à la rente nouvelle. Pour y parvenir, il était nécessaire que toutes les bonnes volontés fussent tendues vers

le but à atteindre rapidement. Pendant tout l'exercice, notre activité s'est surtout portée sur ce placement patriotique. Tous nos guichets de Paris de Province et de l'étranger ont réalisé l'effort assez complètement pour que l'apport du *Comptoir* ait pu atteindre environ le dixième des capitaux obtenus par l'État dans l'ensemble, déduction faite des renouvellements. »

Au nombre des conditions générales qui ont déterminé la politique du *Comptoir d'Escompte* pendant l'année 1915, il faut encore ranger le bouleversement profond apporté par la guerre dans la situation de notre commerce extérieur. En retenant l'attention des actionnaires sur cette question, le Conseil d'administration indiquait en outre la part que la société avait prise dans l'effort destiné à enrayer la hausse des changes.

« Au cours de l'année, les changes ont donné lieu à des fluctuations très importantes. Depuis le début des hostilités jusqu'au mois de février 1915, c'est-à-dire pendant sept mois de guerre, les cours des principales devises sont restés en faveur de la France. Cette situation privilégiée s'est maintenue tant que les couvertures que recevait notre pays pour ses créances sur l'étranger compensèrent le ralentissement forcé de ses exportations et l'absence de ses visiteurs habituels. Le développement considérable des importations nécessitées par la guerre a naturellement renversé la balance ; autrefois créditeurs de l'étranger, nous en sommes devenus temporairement débiteurs ; les changes ont supporté les conséquences de cette modification.

« Les seuls remèdes contre la hausse des changes, à défaut de sorties de marchandises, consistent à exporter de l'or, à réaliser des valeurs sur l'étranger, à contracter des emprunts extérieurs et à chercher au dehors les crédits de banque ou de commerce permettant par leur durée de différer les paiements et de ménager le présent. Des résultats appréciables ont déjà été obtenus par ces divers moyens ; notre établissement a contribué de toutes ses forces à aider le gouvernement dans l'accomplissement de cette tâche. Il a participé, et cela uniquement dans l'intérêt national, à l'ouverture de crédits aux États-Unis pour des montants qui figurent dans un nouveau chapitre de notre bilan intitulé « opérations de change à terme garanties. » (Celles-ci s'élevaient au 31 décembre 1915 à 21 millions 240 mille francs, atteignant ainsi le même chiffre qu'au *Crédit Lyonnais*).

Le public, de son côté, a bien compris l'opportunité de verser à la Banque de France l'or qu'il détenait et de fortifier ainsi l'encaisse métallique. Ce bel élan, auquel nous avons prêté et prêtons sans réserve le concours de notre organisation, doit se continuer, parcequ'il est du devoir élémentaire de tout français de se dessaisir de l'or devenu inutile pour la vie courante mais dont la valeur est inestimable pour lutter contre la hausse des changes et manifester le crédit de la France.

« Cette hausse constitue d'ailleurs un sacrifice momentané ; lorsque nos importations se ralentiront et que nos exportations tendront à reprendre une partie de leur ancienne activité, la balance devra se rétablir rapidement. Ce mouvement sera soutenu par l'encaissement régulier des arrérages et les amortissements des valeurs étrangères détenues par les capitalistes français.

« N'oublions pas que nous portions nous-mêmes notre dette ; nous n'avions de ce chef avant la guerre aucune charge vis à vis du dehors ; aussi toutes les rentrées qui ne sont pas encore réalisées sur nos créances à l'étranger serviront-elles à accélérer la réparation du mal causé momentanément par la guerre.

« C'est à ce moment qu'apparaîtront les avantages du placement en titres étrangers sur lesquels, dans la période de paix, s'est porté en raison de leur rendement l'excédent de l'épargne française. La vente d'une partie des titres internationaux détenus par la France a d'ailleurs déjà servi dans une certaine mesure au règlement de nos achats à l'extérieur. Nous nous sommes occupés de rechercher dans notre clientèle celle de ces valeurs qui pouvaient utilement être cédées pour cet objet et nous avons procuré de ce chef à l'État des montants importants pour ses paiements à l'étranger. »

Des développements qui précèdent, on peut donc conclure, semble-t-il, que l'année 1915 n'avait pas plus apporté au *Comptoir d'Escompte* qu'au *Crédit Lyonnais* une reprise bien sensible des opérations qui constituent essentiellement l'objet des banques de dépôts.

Il importe de signaler toutefois que dès cette époque le *Comptoir d'Escompte* avait recommencé à prendre des participations dans un certain nombre d'opérations financières.

Nous avons participé à l'émission des Bons municipaux de la Ville de Paris 5,25 0/0 et 5,5 0/0 2^{me} série.

« Nous avons été chargés du placement des obligations 5 % émises par la Compagnie Universelle du Canal Maritime de Suez.

« Notre ancienne et fidèle cliente, la Société Anonyme des matières colorantes et produits chimiques de Saint-Denis (Établissements A. Poirrier et G. Dalsace), considérant comme un grand devoir d'organiser dès maintenant sa production pour lutter contre la concurrence allemande, n'a pas hésité à augmenter son capital. Nous lui avons prêté notre aide la plus empressée. La réussite de l'opération a été si complète que toutes les demandes d'actions nouvelles n'ont pu être servies. Cette initiative est intéressante à signaler ; elle trouvera nous voulons l'espérer, beaucoup d'imitateurs dans toutes les branches de l'industrie.

« Nous vous avons exposé, les années précédentes, le concours que nous avons donné à la Société des Hauts fourneaux et Aciéries de Caen pour le placement de ses obligations. Ainsi que nous vous l'avons indiqué dans un rapport des exercices 1912 et 1914, cette entreprise constituée en conformité des vues du Gouvernement sous le patronage de la Société française de Constructions mécaniques (anciens établissements Cail), avait pour objet la mise en valeur de riches gisements de minerais de fer en Normandie et la création d'un important centre métallurgique dans cette région. La guerre vint interrompre les travaux d'installation des usines ; d'autre part, la Société française de constructions mécaniques a été privée de ses établissements de Denain, situés dans la région occupée par l'ennemi, et s'est trouvée dans l'impossibilité de continuer à sa filiale la collaboration technique et les fournitures de matériel nécessaires à l'achèvement de l'entreprise dans les délais prévus.

« Nous sommes heureux de vous annoncer qu'une entente est intervenue entre la Société de Caen et un important groupe de métallurgistes dirigé par MM. Schneider et C^{ie} (le Creusot) et la Compagnie des aciéries de la Marine et d'Homécourt.

« Grâce à ce concours si qualifié, les travaux sont poursuivis avec une activité d'autant plus grande que les nouvelles usines seront utilisées pour la fabrication de matières intéressant au plus haut point la Défense Nationale. Le but que nous avons toujours poursuivi en facilitant la trésorerie de cette grande entreprise se trouve donc aujourd'hui complètement atteint et les obligations que nous avons placées conservent leur pleine valeur. »

Sans doute, ainsi que le Conseil d'administration prenait d'ailleurs bien soin de le faire remarquer, le

Comptoir d'Escompte n'avait-il prêté son concours qu'à des industries d'un haut intérêt national ; on se rappelle toutefois que le *Crédit Lyonnais*, dans son rapport du 15 avril 1916, ne signalait absolument rien de semblable. Aussi peut-il paraître encore prématuré de la part d'une grande banque de dépôts de se livrer à des opérations qui, de par leur nature, sont essentiellement immobilières. Évidemment il ne faudrait pas s'en exagérer l'importance, puisque pendant l'année 1913 le portefeuille titres du *Comptoir d'Escompte* n'a dépassé à aucun moment 15 millions et demi, soit environ 1 % des dépôts à vue. On peut se demander cependant s'il n'y aurait pas là, malgré l'expérience du mois d'août 1914, l'indice d'une survivance dans la faveur tout à fait marquée dont ce genre d'activité bénéficiait avant la guerre auprès de l'établissement.

En résumé, et quoi qu'il en soit de ce dernier point de vue, l'exercice 1915 « *n'avait donné lieu en définitive qu'à une activité encore restreinte.* » Bien que supérieurs à ceux de l'année précédente, les bénéfices ne s'élevaient qu'à 10 millions 690 mille francs sur lesquels 138 mille francs seulement avaient été reportés.

Le *Comptoir d'Escompte* a persisté, au cours de l'exercice 1916, dans l'attitude qu'il avait adopté dès le début de la guerre. On constatera même que la proportion de l'ensemble « *caisse plus portefeuille* » aux dépôts à vue a été un peu plus élevée que l'année précédente. Il est vrai que, dans ce rapport, la part de l'encaisse a diminué ainsi qu'il en était d'ailleurs au *Crédit Lyonnais* à la même époque.

En même temps, les avances sur garanties et reports et les comptes courants débiteurs allaient en fléchissant sauf, en ce qui concerne ces derniers, une légère reprise au mois d'octobre 1916. Voici d'ailleurs quelles ont été pendant l'exercice les fluctuations des principaux comptes du *Comptoir d'Escompte* :

En comparant 1^o) l'encaisse aux dépôts à vue, 2^e l'en-

semble Caisse + Portefeuille aux dépôts à vue, on obtient le tableau suivant .

1°

Au 31/ 1/16	Encaisse	244,5	Dépôts	1.064,5	Prop.	23 %
Au 29/ 2/16	—	249,3	—	1.110,7	—	22 %
Au 31/ 3/16	—	281,6	—	1.158,2	—	24 %
Au 30/ 4/16	—	292,2	—	1.200,3	—	24 %
Au 31/ 5/16	—	314,0	—	1.220,5	—	25 %
Au 30/ 6/16	—	305,5	—	1.219,1	—	25 %
Au 31/ 7/16	—	291,4	—	1.224,3	—	23 %
Au 31/ 8/16	—	297,8	—	1.239,2	—	24 %
Au 30/ 9/16	—	332,2	—	1.302,1	—	25 %

2°

Au 31/ 1/16	C ^{se} + p ^{le}	963,9	Dépôts	1.064,5	Prop.	90 %
Au 29/ 2/16	—	1.007,7	—	1.110,7	—	90 %
Au 30/ 3/16	—	1.066,3	—	1.158,2	—	92 %
Au 30/ 4/16	—	1.102,2	—	1.200,3	—	91 %
Au 31/ 5/16	—	1.113,6	—	1.220,5	—	91 %
Au 30/ 6/16	—	1.116,5	—	1.219,1	—	91 %
Au 31/ 7/16	—	1.118,6	—	1.224,3	—	91 %
Au 31/ 8/16	—	1.148,4	—	1.239,2	—	92 %
Au 30/ 9/16	—	1.210,1	—	1.302,1	—	93 %

D'autre part, voici quelles ont été, en millions de francs, les fluctuations des avances et reports, des comptes débiteurs et de l'ensemble de ces deux comptes

	Avances et rep ^{ts}	C ^{tes} c ^{ts} débit ^{rs}	Ensemb. —
Au 31 janvier 1916	149,6	124,4	274,0
Au 29 février 1916	148,4	125,0	273,5
Au 31 mars 1916	150,7	117,9	268,6
Au 30 avril 1916	148,4	115,7	264,2
Au 31 mai 1916	148,3	116,9	265,3
Au 30 juin 1916	143,3	116,3	259,7
Au 31 juillet 1916	141,2	125,3	266,6
Au 31 août 1916	138,6	117,9	256,6
Au 30 septembre 1916 ..	138,1	119,8	258,0

Grâce à l'augmentation progressive de l'actif immédiatement disponible ou réalisable à court terme et à la diminution corrélative de l'actif réalisable à terme, le *Comptoir d'Escompte* se trouvait donc, à la veille de l'emprunt 5 % 1916, en état de faire face aux retraits de dépôts que l'appel du Trésor allait provoquer.

Le rapprochement des bilans au 30 septembre et 31 octobre 1916 fait apparaître qu'au moment de l'émission des nouvelles rentes, le passif à vue a diminué de 118,8 millions. Simultanément l'encaisse fléchissait d'une centaine de millions. Pour combler la différence, le *Comptoir d'Escompte* faisait appel, cette fois encore, à son portefeuille commercial. Sur les ressources provenant de ce dernier poste du bilan, 18 millions étaient en outre employés sous forme d'avances en comptes courants.

Dans son rapport du 24 avril 1917, le Conseil d'administration apportait d'ailleurs les précisions suivantes sur les opérations auxquelles l'emprunt avaient donné lieu :

« Le deuxième emprunt national a remporté dans notre clientèle le plus grand succès. Le personnel de notre siège, de nos bureaux de quartier et Agences en France, dont le zèle ne s'est pas démenti un instant, avait longtemps à l'avance pris ses dispositions pour que la nouvelle émission rencontrât dans notre sphère d'action la même faveur que l'an dernier et que les opérations matérielles puissent s'en effectuer avec une ponctualité qui fut remarquée. Nos agences d'outremer et nos relations à l'étranger ont apporté un appoint important à cette manifestation de notre force financière.

Les montants souscrits à nos guichets ont été sensiblement égaux aux chiffres de 1915, bien que cette fois les rentes 3 % ne fussent plus admises en règlement et que la quantité d'obligations de la Défense Nationale en circulation fût considérablement réduite. La proportion de souscriptions en espèces que nous avons obtenue en 1915 a été encore dépassée en 1916 : elles ont atteint 62 % du capital normal souscrit à nos caisses où environ 150.000 souscripteurs ont demandé près de 720 millions en capital nominal. »

Dès le 30 novembre 1916, le *Comptoir d'Escompte* était en voie de retrouver la situation de liquidité qu'il présentait le 30 septembre précédent. On remarquera en effet que la proportion de l'ensemble « caisse plus portefeuille » aux dépôts à vue remontait à 91 %. En même temps l'encaisse, en augmentation de 47 millions, représentait 22 % des exigibilités à vue contre 19 % le mois d'avant.

Enfin, à la clôture de l'exercice, pour 1.298 millions de dépôts à vue l'ensemble « caisse plus portefeuille » s'élevait à 1.194 millions soit 92 %.

Voici en outre quels ont été, pendant la même période, les mouvements de l'actif réalisable à terme.

	Avances et reports	Ctes débits	cts Ensemb.
			—
30 novembre 1916	137,4	132,8	270,3
31 décembre 1916	139,5	126,9	266,4

Les comptes courants débiteurs étaient donc loin d'accuser un mouvement de progression comparable à celui que nous avons antérieurement observé au *Crédit Lyonnais*, lors du deuxième semestre de l'année 1916.

Cependant, dans son rapport du 14 avril 1917, le Conseil d'administration indiquait qu'à la suite de la renaissance économique manifestée en France dans le courant de l'exercice, une amélioration était à signaler dans l'activité de la société.

« Nous pouvons constater qu'à la faveur d'une certaine reprise des affaires, que nous avons secondée par tous les moyens en notre pouvoir, les profits de nos agences pour l'exercice écoulé ont été plus satisfaisants.

Sur les principales places où nous sommes établis, nous avons éprouvé la fidélité de notre clientèle, qui nous reste attachée par un long passé de services rendus. Nous citerons notamment nos agences dans les grands ports comme Bordeaux, Marseille, Le Havre, Rouen, Nantes, Dunkerque où nous avons pris notre part dans les multiples opérations de banque auxquelles donne lieu le mouvement de notre commerce extérieur. Dans les centres industriels, nous avons également maintenu notre rang en restant en contact étroit avec les maisons qui travaillent pour la Défense Nationale.

« Si le meilleur de notre activité s'est employé en France et pour des affaires françaises, nous ne devons pas perdre de vue qu'un établissement comme le nôtre, représentant une des forces agissantes de la Nation au point de vue financier doit maintenir des contacts avec les grands marchés étrangers, surtout sur ceux dont nous sommes devenus tributaires pour une grande partie de nos approvisionnements.

Le mouvement des comptes de nos correspondants a été très actif pendant tout l'exercice, »

Le Conseil d'administration faisait savoir en outre qu'une certaine recrudescence s'était manifestée dans l'activité des agences d'Angleterre, d'Égypte, d'Australie de l'Inde. Enfin à Madagascar les établissements possédés par la société « *s'étaient efforcés de servir par leurs achats de traites documentaires toutes les demandes de leurs clients exportateurs.* »

Ce n'est pas à dire cependant que le *Comptoir d'Escompte* n'ait pas eu, au cours de l'année 1916, à compter avec de sérieuses difficultés.

En premier lieu, les particuliers ne s'étaient guère empressés de lui confier la disposition de leur épargne à court terme ainsi qu'en témoigne l'augmentation toujours très lente des dépôts. Sans doute leur taux d'accroissement était-il supérieur à celui de l'année précédente, sans doute au lendemain de l'emprunt 5 % 1916 les progrès de l'année ne se trouvaient-ils pas cette fois entièrement annihilés ; il n'en est pas moins vrai que ces résultats paraissent encore bien modestes. D'un autre côté le *Comptoir d'Escompte* avait toujours à souffrir de la disparition du crédit dans les transactions commerciales.

« Nous vous avons signalé l'année dernière une certaine reprise dans les transactions commerciales. Cette reprise s'est encore accentuée mais cette amélioration est insuffisante. Le volume du crédit commercial demeure insignifiant, si on compare son importance à celle du passé. Les ventes s'effectuent au comptant pour la plupart. Une toute récente consultation de notre clientèle nous a confirmés dans cette impression.

« L'organisation bancaire de la France, permettait la diffusion du crédit parmi les plus petits commerçants ; les maisons les plus importantes s'étaient habituées à vendre au terme de 90 jours jusque dans les bourgades. Elles trouvaient facilement l'escompte de leurs effets dans des conditions très avantageuses. Des marchandises représentant des milliards de francs passaient ainsi de mains en mains sans aucune difficulté pour la trésorerie de chacun.

« Le maintien prolongé des moratoires n'a pas permis de revenir à ces traditions essentiellement françaises, nées d'une longue expérience et facilitées par l'action des banques.

« Nous continuons à estimer que depuis longtemps, ces

moratoires ne sont plus utiles et qu'ils sont même nuisibles aux intérêts généraux. Il est en effet plus facile aux commerçants de vendre au comptant ; mais le retour aux très anciennes formules de vente, c'est-à-dire aux habitudes d'autrefois, représente un grave danger, parce qu'il a l'inconvénient de limiter les transactions.

« Pour faire revivre le crédit, il aurait fallu et il faudrait encore faire confiance au commerce lui-même, qui opérerait sans brusquerie et avec intelligence la liquidation d'avant-guerre. D'ailleurs les tribunaux consulaires ne seraient-ils pas là pour modérer éventuellement la rigueur de ceux qui auraient le tort d'oublier qu'une liquidation de ce genre exige une grande largeur de vues et un constant esprit de bienveillance ?

« La levée des moratoires avec les tempéraments qu'elle comporte aurait aussi, comme conséquence heureuse, une réduction certaine de la thésaurisation des billets, sur laquelle le récent rapport de M. le Gouverneur de la Banque de France apportait une opinion particulièrement qualifiée. Il se produit, depuis plus de deux années, une sorte de paralysie dans la circulation de la monnaie fiduciaire ; de ce fait l'émission du billet de banque est devenue inutilement considérable.

« Depuis le début des hostilités, notre établissement s'efforce de réagir contre cette inflation qui est très préjudiciable aux intérêts moraux du pays. Nous insisterons sans nous lasser pour que l'usage du chèque et du virement soit de plus en plus pratiqué. Pour obtenir un résultat appréciable, le bon vouloir de tous est indispensable, notamment celui du Parlement qui est saisi depuis plusieurs mois d'un projet de loi instituant des pénalités graves contre les tireurs de mauvaise foi. Lorsque le chèque pourra être considéré comme un instrument de paiement de tout repos, ainsi qu'il l'est en Angleterre, la question aura fait un grand pas et nous pourrons enfin obtenir, par le jeu des compensations, une notable réduction dans la circulation des billets. L'éducation du public reste à faire sur ce point. Il faudrait que les commerçants, les propriétaires, les officiers ministériels à l'exemple de certaines administrations publiques se fissent les vulgarisateurs persévérants de ces procédés modernes de règlement en les prévoyant dans les factures, les baux et autres contrats. Le Français qui a versé et continué à verser son or, versera ses billets de banque, et se montrera ménager de la circulation monétaire lorsqu'il aura compris que, ce faisant, il est utile à la communauté. »

De ces dernières considérations, il semble donc qu'on puisse conclure que le portefeuille du *Comptoir d'Escompte*

était toujours composé presque exclusivement de Bons de la Défense Nationale. Le Conseil d'administration ne faisait d'ailleurs aucune difficulté pour en convenir.

« Notre portefeuille comprend, pour la majeure partie, des bons de la Défense Nationale à trois mois au plus d'échéance. »

En outre il était rendu compte en ces termes de l'activité dont les emprunts à court terme contractés par l'État avaient été l'objet au cours de l'exercice.

« Nous avons continué en 1916 à nous occuper très activement du placement des valeurs du Trésor, en sollicitant les demandes de Bons, ainsi que les souscriptions aux obligations de la Défense Nationale, dont la reprise avait été autorisée à partir de mars et s'est prolongée jusqu'en octobre. A la fin de l'année 1916, le montant en nominal des opérations effectuées à nos guichets pour le compte de l'État — Emprunts Nationaux 5 % 1915 et 1916, Bons 4 et 5 % et obligations 5 % de la Défense Nationale, prêts à l'État de titres des pays neutres, rachats de valeurs étrangères effectués pour son compte et vente de titres sur le marché anglais par l'intermédiaire de la Banque de France — ne s'élevaient pas à moins de 5 milliards 700 millions. »

Enfin au nombre des facteurs qui ont déterminé les conditions économiques de l'année 1916, il faut encore citer le déficit de plus en plus considérable de notre balance commerciale. En entretenant ses actionnaires de cet état de choses, le *Comptoir d'Escompte* indiquait la part qu'il avait prise dans l'effort déployé pour atténuer la hausse des changes qui en résultait.

« La hausse des changes sur Londres et sur New-York que nous signalions dans notre dernier rapport a marqué dans les premiers mois de l'année 1916, une tendance à s'accroître. Nous avons à cette époque enregistré sur ces devises de brusques fluctuations, suivies de réactions violentes forcément préjudiciables à notre commerce.

« Une direction régulatrice du marché des changes était indispensable pour obvier à ces graves inconvénients et seule la Banque de France pouvait en assumer la tâche avec l'aide du gouvernement. Nous avons été heureux de constater l'efficacité de son intervention qui s'est traduite par la stabilisation, après un léger tassement, des cours de la livre sterling

et du dollar pour ne parler que de ces deux devises sur lesquelles portent nos plus importantes transactions.

« Nous avons secondé cette œuvre utile entre toutes en faisant l'apport de toutes les disponibilités que nous pouvions nous créer à l'étranger et en limitant strictement nos cessions aux besoins légitimes du commerce français.

« Votre concours à l'État pour la solution de cette importante question s'est encore manifesté sous d'autres formes. En plus des crédits déjà en cours aux États-Unis, et dont le montant a été augmenté en 1916, nous avons participé à d'autres opérations du même ordre en Suède, en Norvège et en Danemark afin de faciliter au Trésor par des ouvertures de crédits, l'acquisition du change nécessaire pour effectuer les règlements dans ces pays. Un autre crédit ouvert en Hollande avait pour but de seconder la tâche des comités espagnol et américain, à l'effet de procurer aux populations de nos régions envahies les aliments nécessaires à leur subsistance.

« Toutes ces opérations sont groupées au Bilan sous le titre « Opérations de change à terme garanties » et représentent un montant total de 88 millions 816 mille francs. En prenant ces participations, nous avons été uniquement guidés par le désir de mettre nos moyens financiers et notamment notre crédit extérieur à la disposition de l'État pour les besoins du pays. »

En ce qui concerne le marché financier, après avoir enregistré une amélioration assez sensible dans la situation de la Bourse des valeurs, la direction du *Comptoir d'Escompte* signalait la participation de la société dans un certain nombre d'opérations de placement ainsi qu'il suit :

« Nous avons coopéré au placement des Bons de la Ville de Paris 5,25 % à 6 mois et 5,50 % à un an, troisième série, ainsi qu'au remboursement ou au renouvellement des Bons des anciennes séries.

« Au cours de l'exercice, nous avons procédé au placement d'obligations 6 % nets d'impôts présents ou futurs de la Compagnie Française pour l'exploitation des Procédés Thomson-Houston et de bons 6 % à 10 ans de l'énergie électrique de la Basse-Isère. Le type 6 % nets d'impôts a rencontré dans le public la plus légitime faveur. Il nous a permis de préparer, d'autres émissions du même genre pour 1917 et de procurer, en pleine période de guerre, aux industries dont le développement est aujourd'hui devenu indispensable, les fonds qui

leur sont immédiatement nécessaires. Ceci démontre la fécondité de l'épargne française, qui, dans les circonstances les plus tragiques, sait économiser sur le produit de son travail ou sur ses ressources mêmes restreintes.

« Nous avons prêté notre concours à l'augmentation du capital des Tréfileries et Laminoirs du Havre et ouvert nos guichets à la souscription publique des actions de la Compagnie Nationale de matières colorantes et de produits chimiques.

« Suivant les vues du gouvernement, nous nous sommes intéressés à la constitution de la Compagnie Franco-Espagnole du Chemin de fer de Tanger à Fez.

« Enfin nous avons aidé financièrement à l'organisation des foires de Lyon et de Bordeaux sur lesquelles nous avons attiré l'attention de nos amis de l'étranger. »

En résumé, quoique le *Comptoir d'Escompte* n'ait pas été jusqu'à se plaindre, comme l'avait fait le *Crédit Lyonnais*, que le développement de ses opérations au cours de l'année 1916 n'était pas proportionné à la renaissance de l'activité économique en France, il ne semble pas cependant qu'il ait bénéficié dans le mouvement de ses affaires d'une progression aussi accusée que celle antérieurement signalée à la même époque au *Crédit Lyonnais*.

Quoi qu'il en soit de ce dernier point de vue, les bénéfices de l'exercice ne s'élevaient encore qu'à 13 millions sur lesquels 147.000 francs seulement étaient reportés.

L'essor économique engendré par la guerre ne s'est traduit, semble-t-il, de façon apparente dans les bilans du *Comptoir d'Escompte* qu'à partir de l'année 1917 seulement. Si pendant tout l'exercice, le rapport de l'ensemble : « caisse plus portefeuille » aux dépôts à vue est resté très élevé, plus élevé même dans son ensemble que l'année précédente, par contre la part de l'encaisse dans cette proportion fut légèrement inférieure à ce qu'elle était antérieurement.

De même les fluctuations des avances sur garanties et reports deviennent très peu sensibles, ainsi qu'il en était au *Crédit Lyonnais*, accusant une tendance à la stabilisation. On remarquera même qu'à la fin de l'année

ce dernier poste du bilan est en augmentation assez caractérisée.

Enfin malgré des mouvements en sens divers, les comptes courants débiteurs se maintiennent en général à un niveau supérieur à celui de 1916.

Le *Comptoir d'Escompte* paraît en outre avoir subi lui aussi, dans une certaine mesure, quoique à un degré moindre que le *Crédit Lyonnais* l'influence des événements militaires au cours de l'année. On remarquera, en particulier, qu'à la suite du recul stratégique allemand la liquidité de la société a une tendance à diminuer légèrement, elle se relève d'ailleurs aussitôt.

Voici quelles ont été les variations des principaux comptes de l'établissement pour 1917 :

Si l'on compare 1^o) l'encaisse aux dépôts à vue
2^o) l'ensemble Caisse + Portefeuille aux dépôts à vue
on obtient les résultats suivants.

1^o

Au 31/ 1/17	Encaisse	307,4	Dépôts	1.374,6	Prop.	22 %
Au 28/ 2/17	—	349,2	—	1.438,6	—	24 %
Au 31/ 3/17	—	378,1	—	1.484,1	—	25 %
Au 30/ 4/17	—	362,2	—	1.538,9	—	23 %
Au 31/ 5/17	—	375,0	—	1.604,3	—	23 %
Au 30/ 6/17	—	333,2	—	1.599,8	—	20 %
Au 31/ 7/17	—	353,0	—	1.678,6	—	21 %
Au 31/ 8/17	—	355,4	—	1.712,3	—	20 %
Au 30/ 9/17	—	334,3	—	1.739,7	—	19 %
Au 31/10/17	—	328,8	—	1.725,5	—	19 %
Au 31/11/17	—	384,0	—	1.785,3	—	21 %

2^o

Au 31/ 1/17	C ^{so} + p ^{le}	1.269,4	Dépôts	1.374,6	Prop.	92 %
Au 28/ 2/17	—	1.337,3	—	1.438,6	—	93 %
Au 31/ 3/17	—	1.385,2	—	1.484,1	—	93 %
Au 30/ 4/17	—	1.417,0	—	1.538,9	—	92 %
Au 31/ 5/17	—	1.479,1	—	1.604,3	—	91 %
Au 30/ 6/17	—	1.486,5	—	1.599,9	—	93 %
Au 31/ 7/17	—	1.562,1	—	1.678,6	—	93 %
Au 31/ 8/17	—	1.600,1	—	1.712,3	—	94 %
Au 30/ 9/17	—	1.627,1	—	1.739,7	—	92 %
Au 31/10/17	—	1.600,8	—	1.725,5	—	92 %
Au 31/11/17	—	1.648,4	—	1.785,3	—	92 %

D'autre part, nous avons consigné dans le tableau ci-dessous les fluctuations des postes de l'actif réalisable à terme et celles de leur ensemble. Les chiffres sont exprimés en millions de francs.

	Avances C ^{tes} c ^{ts} et reports déb ^{rs}	Ensemb. —
31 janvier 1917	135,5	140,9
28 février 1917	136,3	144,2
31 mars 1917	137,0	139,3
30 avril 1917	135,8	143,3
31 mai 1917	133,8	148,1
30 juin 1917	136,8	142,3
31 juillet 1917	137,5	146,8
31 août 1917	139,1	142,4
30 septembre 1917	140,7	141,7
31 octobre 1917	139,4	148,3
30 novembre 1917	142,5	158,5
		301,1

Au 31 décembre 1917 la proportion de l'ensemble, « caisse plus portefeuille » aux dépôts à vue se relevait encore jusqu'à 95 %. Il est vrai que, dans ce rapport, la part de l'encaisse n'était plus que 19 % au lieu de 21 % antérieurement.

Le *Comptoir d'Escompte* se trouvait donc préparé à faire face aux retraits de dépôts que l'émission du 3^{me} emprunt de la Défense Nationale allait provoquer.

La comparaison des bilans au 31 décembre 1917 et 31 janvier 1918 fait ressortir qu'à la suite de l'opération les exigibilités à vue ont fléchi de 122 millions.

En même temps, l'encaisse passait de 384 millions, au 30 novembre, à 311 millions au 31 janvier suivant, soit une diminution de 73 millions. Pour combler la différence le *Comptoir d'Escompte* faisait appel une fois de plus à son portefeuille commercial. Celui-ci n'accusait plus que 1.259 millions au 31 janvier 1918 contre 1.398 millions le mois précédent. Sur les ressources ainsi mises à sa disposition, la société avait en outre employé 12 millions en avances en comptes courants

et 15 millions en avances sur garanties. Dans son rapport du 18 avril 1918, le Conseil d'administration apportait les précisions suivantes en ce qui concerne la souscription des nouvelles rentes 4 %.

« Le Gouvernement a procédé au mois de novembre 1917 au troisième emprunt de guerre. La nouvelle rente offerte à un prix qui en faisait ressortir le revenu réel à 5,88 % présentait pour le public, l'attrait spécial d'une marge importante de plus-value. Nous avons depuis de longs mois préparé notre clientèle à cette opération et, grâce à ce travail continu et minutieusement conduit, nous avons obtenu un résultat très satisfaisant.

« Le total des souscriptions recueillies à nos guichets a dépassé 33 millions de francs de rente, pour un capital nominal de 830 millions avec un nombre de souscripteurs d'environ 160.000. La proportion de demandes en espèces s'est maintenue à plus de 50 % malgré les avantages accordés pour la consolidation des Bons et Obligations du Trésor. »

Cependant la reprise qui s'était manifestée l'année précédente dans l'activité du *Comptoir d'Escompte* s'était accentuée au cours de l'année 1917, ainsi qu'en témoigne le rapport du Conseil d'administration :

« Nous avons pu réaliser de nouveaux progrès en nous associant au développement des affaires qui se poursuit à travers les vicissitudes inhérentes à la prolongation de la guerre.

« Tout en restant fidèles aux principes de prudence que nous impose notre situation de Banque de Dépôts, nous n'en continuons pas moins à donner à notre clientèle le concours nécessaire pour faciliter les opérations se rattachant à la Défense Nationale, et à l'approvisionnement sous toutes ses formes. Ainsi s'expliquent les progrès que nous avons enregistrés dans nos agences des ports maritimes comme Bordeaux, Marseille, Le Havre, Rouen, Dunkerque, Nantes, dans les centres industriels comme Lyon ou Saint-Étienne et dans nos sièges du midi favorisés par la situation exceptionnelle du commerce des vins... Dans nos rapports avec les grands marchés étrangers, nous nous sommes efforcés de maintenir la situation conquise avant la guerre alors que la France avait à financer d'importants échanges internationaux. Les comptes de nos correspondants ont continué d'enregistrer un mouvement intéressant d'affaires, spécialement avec les pays dont nous sommes tributaires pour nos approvisionnements.

« Cette branche de notre exploitation ne peut assurément comporter un vaste développement, en un temps où nous avons comme devoir essentiel de mettre toute notre activité au service de notre clientèle française ; mais nous ne devons pas cependant perdre de vue que nous avons dans le monde un rang à conserver, une monnaie à défendre, un avenir à préparer et que, dans ce but, il est nécessaire de fortifier et même d'accroître si possible, nos relations avec les grandes places étrangères.

« Les alliances qui forment la base de notre puissance militaire, auront été trop solidement cimentées dans la lutte commune, pour ne pas survivre à la guerre ; elles trouveront leur prolongement dans des ententes économiques et financières pour l'œuvre féconde de la paix, à laquelle les banques françaises devront collaborer par la mise en valeur de tous leurs moyens d'action.

« Les renseignements que nous pouvons vous donner sur nos Succursales à l'étranger sont favorables.

Indépendamment de l'appui qu'elles ont prêté au commerce français, nos agences en Angleterre, par leur organisation bien comprise, ont rendu d'appréciables services, pour leurs transactions avec le Royaume-Uni, à nos nombreux guichets et au réseau important de nos correspondants dans le monde entier.

« En Égypte, nos établissements ont continué à bénéficier des circonstances toujours propices que signalait notre dernier rapport.

« En Australie et à Bombay, nous avons constaté une reprise de l'activité de nos agences, malgré des restrictions de toutes sortes, naturellement imposées par les événements mais qui n'en n'ont pas moins, aux Indes notamment, souvent entravé notre exploitation.

« Les résultats obtenus en 1917 par nos agences Tunisiennes sont dus aux conditions exceptionnelles dans lesquelles la Tunisie a poursuivi l'an dernier son développement agricole et minier. Les abondantes récoltes d'olives, de grains et de vin, l'exploitation plus intense des mines ont déterminé un mouvement d'affaires qui, malgré les difficultés de transport, se traduit pour le pays par d'importants bénéfices. Établis depuis plus de 20 ans dans le Protectorat où nous avons créé quatre agences, nous éprouvons aujourd'hui, la satisfaction d'avoir concouru aux progrès de la Tunisie, tant par la diffusion des services de banque, que par les facilités mises lors de la récolte à la disposition du commerce local.

« Nos agences de Madagascar ont continué à financer d'une manière ininterrompue le commerce de la grande Ile, dont

le développement, favorisé par les besoins toujours croissants de la Métropole, a pris, malgré le manque de fret, une extension des plus intéressantes.

« A la demande du Gouvernement général qui a fait mettre à notre disposition certains de nos collaborateurs mobilisés sur place, nous avons pu reprendre l'exploitation de notre agence de Mananjary que nous avons été contraints de fermer temporairement en 1916.

« Notre intervention dans les échanges intercoloniaux a été encore plus active que l'année précédente.

« Cette guerre aura démontré tout le parti qu'il est possible de tirer de nos colonies, dont le domaine organisé devrait pour nombre de produits suppléer à nos importations de l'étranger et nous assurer à ce point de vue une plus grande indépendance.

« La connaissance approfondie des affaires coloniales, qu'une expérience pratique de plus d'un demi-siècle lui a permis d'acquérir, aura préparé notre établissement à seconder efficacement le grand effort qui ne peut manquer de se produire dans cette voie pour économiser l'or de la France, par l'utilisation intense de toutes ses ressources. »

Malgré cet aperçu favorable dans l'ensemble, le *Comptoir d'Escompte* ne s'en était pas moins trouvé aux prises avec les mêmes difficultés que les années précédentes.

Tout d'abord l'augmentation des dépôts était encore extrêmement lente. Sans doute le taux d'accroissement en était-il plus élevé qu'antérieurement, permettant même de combler en 4 mois le vide creusé par l'emprunt 4 % 1917. On remarquera cependant que la société avait mis près de 3 ans à retrouver, quant à ses dépôts, le chiffre du 31 mai 1914. Aussi en présence de ce résultat semble-t-il permis de penser que les suspicions de l'opinion publique se maintenaient toujours vives.

D'autre part, l'établissement avait toujours à souffrir de la disparition du crédit dans les transactions commerciales. Dans son rapport du 18 avril 1918, le Conseil d'administration revenait sur cette question en ces termes :

« Quoique la reprise de nos escomptes de papier commercial se soit accentuée assez sensiblement, le mouvement est encore bien éloigné de celui des années d'avant guerre et ne peut

fournir une base de comparaison même approximative, pour contrôler le volume des affaires traitées.

Le renchérissement constant de tous les éléments de la production et de la consommation fausse les statistiques. D'un autre côté, nous devons tenir compte de l'occupation par l'ennemi de régions classées parmi les plus industrielles, des difficultés d'approvisionnements en matières premières de toute nature, de la gêne apportée par la force des circonstances à nos importations et exportations, comme de la pénurie des moyens de transport et de la main-d'œuvre. Il faut aussi noter que la faculté de production d'un grand nombre de nos usines est absorbée par les besoins de la Défense Nationale, c'est-à-dire par un seul client : l'État. La matière escomptable subit de ce chef une raréfaction qui ne peut s'atténuer sensiblement pendant la durée de la guerre.

« En outre, le rétablissement du crédit aux acheteurs, n'a fait, depuis l'an dernier qu'un faible progrès. Il en résulte que le papier commercial est à très courte échéance, nos industriels et nos commerçants n'ayant pas encore repris dans leurs transactions, l'usage du terme pratiqué autrefois. Nous ne pouvons pas espérer une modification dans cette situation tant que subsistera le régime des moratoires. Nous savons que la plupart des négociants ne sont pas désireux de greffer des engagements nouveaux sur ceux déjà anciens dont le règlement est remis à une date indéterminée. Aussi le moyen le plus efficace de rendre aux opérations commerciales une force plus grande réside-t-il dans la suppression des moratoires. Nous avons toujours le sentiment que le paiement des échéances prorogées pourrait s'opérer sans péril pour les intérêts engagés ; il suffirait de prendre les précautions nécessaires pour éviter les exigences déraisonnables. Un contact rendu obligatoire entre le créancier et le débiteur permettrait de rechercher les solutions utiles pour les deux parties. La liquidation facilitée par la bonne volonté de tous s'effectuerait sans peine et dégagerait l'avenir qui doit être ménagé par tous les moyens. La plupart des Chambres de Commerce ont émis des vœux en faveur de la levée des moratoires. Mais les décrets successifs de prorogation s'appuient toujours sur la diminution ininterrompue des effets prorogés figurant au Bilan de la Banque de France et ne semblent pas tenir compte de ceux qui sont encore détenus par les autres escompteurs ; ils ne font pas davantage allusion aux dettes moratoriées, dont le sort intéresse également les créanciers de tous ordres que la remise des échéances immobilise depuis plus de 3 ans et qui sont sans moyen d'agir contre leurs débiteurs. Enfin il ne faut pas hé-

siter à dire que la levée des moratoires serait utile au crédit de la France au dehors.

« Dans son compte rendu des opérations de la Banque de France pendant l'année 1917, M. le Gouverneur a rappelé fort opportunément le désir déjà exprimé par lui « que chacun se pénétre de l'intérêt qui s'attache à pratiquer l'économie du billet de banque en utilisant davantage les règlements par compensation. Cét intérêt est au moins égal à celui que présente la centralisation des réserves métalliques. Tout allègement de la circulation fortifie la confiance de l'étranger dans la résistance et la stabilité de notre situation monétaire. »

« On ne saurait trop donner de publicité à cet exposé qui indique si clairement le remède contre l'abus du moment dans la circulation des billets. Quand on constate que si l'attention du public s'arrêtait enfin sur cette question, le mal s'atténuerait dans des proportions sensibles, on comprend mieux l'intérêt présenté par l'organisation d'une grande propagande en vue d'atteindre ce but patriotique. Le nombre de bons esprits qui se sont dévoués à cette idée s'accroît de jour en jour. Récemment des affiches ont été apposées à Paris, et en Province pour démontrer aux yeux de tous les inconvénients de la thésaurisation des billets de banque.

« Convaincus de la nécessité d'apporter à l'État les ressources nouvelles dont il a constamment besoin pour faire face à ses dépenses, nos guichets ont continué d'agir énergiquement et de lutter contre cette thésaurisation ; ils se sont efforcés de répandre l'usage du chèque et du virement afin de soulager la circulation. Les nouvelles lois votées en 1917 les ont aidés. La loi du 2 août édicte contre ceux qui auraient émis des chèques sans provision des peines comportant l'emprisonnement et l'amende ; celle du 26 janvier avait rendu plus aisé le règlement par compensation.

« Le développement de la Chambre de Compensation des Banquiers de Paris fondée en 1872 mais dont le nombre des membres a pu être augmenté à la suite de modifications apportées à l'ancien fonctionnement, l'organisation de séances de compensation établies dans les succursales de la Banque de France en province faciliteront la réalisation d'un programme qui doit dorénavant être poursuivi avec persévérance. »

De l'exposition qui précède il semble que l'on puisse conclure que le portefeuille commercial du *Comptoir d'Escompte* se trouvait toujours composé essentiellement de Bons de la Défense Nationale. Le Conseil d'administration le reconnaissait d'ailleurs lui-même.

« Notre portefeuille bancaire comprend pour la majeure partie des Bons de la Défense Nationale ayant trois mois d'échéance au maximum. »

Cependant la politique du *Comptoir d'Escompte* au cours de l'année 1917 n'avait pas été déterminée uniquement par les circonstances que nous avons indiquées, mais aussi en raison de la situation de notre commerce extérieur.

Sur ce sujet, le Conseil d'administration apportait les précisions suivantes en indiquant la part que la société avait prise dans la lutte contre la hausse des changes.

« Malgré l'écart qui s'est encore accentué dans notre balance commerciale entre nos importations, toujours en progression, et nos exportations forcément ralenties, les changes sur Londres et New-York nous ont été plus favorables et se sont en quelque sorte stabilisés. Cette amélioration est très intéressante à constater bien que la même tendance ne se soit pas manifestée sur les devises des pays neutres européens. L'entrée des États-Unis dans la guerre et les crédits plus importants que nos deux alliés nous ont consentis pour le règlement de nos achats en Amérique, en Angleterre ont contribué à cette amélioration. Au surplus, diverses mesures de surveillance conseillées par la Commission des Changes instituée par le Ministre des Finances en juillet dernier ont écarté du marché les risques qui pouvaient contrarier l'utilisation des disponibilités créées par le Trésor à l'étranger. Ces mesures ont paru si utiles pour la sauvegarde de ces intérêts que nos alliés ont suivi l'exemple que nous avions donné, et constitué des organismes de contrôle sur le même modèle.

« En période normale, le régime des changes exige la plus grande liberté. L'expérience a démontré qu'au cours d'une guerre de longue durée certaines réglementations étaient nécessaires. Elles ont été adoptées dans un intérêt public, mais il est indispensable qu'elles conservent leur caractère exceptionnel et temporaire. Dès la fin des hostilités, elles devront disparaître en rendant au marché de Paris l'initiative et l'activité qui seules assureront le rapide retour de son influence mondiale et de son ancienne prospérité.

« En attendant, les porteurs de titres des pays neutres peuvent seconder l'action du Trésor en lui confiant des valeurs, qui permettent l'obtention de crédits momentanés. Les capitalistes français ont encore un portefeuille utilisable à cet effet : qu'ils le remettent à l'État ! Jusqu'à présent, le marché des

certificats délivrés en représentation de titres prêtés a été insuffisant. Des mesures seront prises nous n'en doutons pas pour assurer la négociabilité de ces certificats. Dans ces conditions aucun porteur n'hésitera à prêter de bonne volonté ses titres au Trésor et chacun pourra s'intéresser aux valeurs neutres sous une forme qui présente l'avantage d'un rendement plus élevé.

« Le compte de nos opérations de change à terme garanties qui figurait au bilan précédent pour 88 millions 816 mille francs a été ramené, au 31 décembre 1917, à 53 millions 794 mille francs. Cette différence s'explique par le remboursement de la plus grande partie des crédits consentis par les banques américaines auxquelles ont été substituées depuis l'entrée en guerre des États-Unis, les avances directes faites par le gouvernement américain. Par contre nous sommes intervenus dans un crédit d'escompte consenti par les banques suisses toujours dans le but de procurer au pays des moyens de change pour le règlement de ses achats à l'étranger. »

En ce qui concerne les placements et les émissions, le Conseil d'administration indiquait qu'en 1917 le *Comptoir d'Escompte* avait pris des participations dans un certain nombre d'affaires. C'étaient :

L'emprunt 5 1/2 % (obligations quinquennales) de la Ville de Paris.

Les Bons municipaux 5,25 et 5,50 %.

Les obligations foncières et communales 5 1/2 % (capital nominal 300 francs).

Les obligations 5 % de la Compagnie des Chemins de fer du Nord.

Les obligations 4 % de la Compagnie Générale Française de tramways.

Les obligations 5 1/2 % (garantie de l'État) du Chemin de fer Franco-Éthiopien de Djibouti à Addis-Abeba.

Les obligations et bons 6 % nets d'impôts des sociétés industrielles suivantes :

La Compagnie pour la fabrication des compteurs et matériel d'usines à gaz ;

La Société anonyme des Ateliers et Chantiers de la Loire ;

La Société Normande de Métallurgie ;

La Compagnie centrale d'énergie électrique ;

La Maison Bréguet ;

La Compagnie électrique de la Loire et du Centre ;

L'énergie électrique du littoral méditerranéen.

Le *Comptoir d'Escompte* avait en outre prêté son concours en vue de l'augmentation du capital social des sociétés ci-après :

- L'Énergie électrique du littoral méditerranéen ;
- La Compagnie pour la fabrication des Compteurs et matériel d'usines à gaz ;
- Les Tréfileries et Laminoirs du Havre ;
- La Compagnie Générale Transatlantique.

Quoique la liste qui vient d'être présentée ne concerne que des industries « *destinées à compléter l'outillage nécessaire aux besoins de la Défense Nationale* », on remarquera cependant que le nombre des opérations financières patronnées par le *Comptoir d'Escompte* devenait de plus en plus important, alors que les conditions faites aux banques de dépôts depuis le début de la guerre recommandaient tout particulièrement une politique de prudente liquidité.

En résumé, bien que pendant l'exercice 1917 la reprise qui s'était manifestée l'année précédente dans le mouvement industriel et commercial se fût encore accentuée, il ne semble pas que le *Comptoir d'Escompte* ait vu à cette époque ses affaires se développer d'une façon correspondante. Aussi en présentant les conclusions de son rapport, le Conseil d'administration devait-il reconnaître « *que la société était loin de réaliser les bénéfices que lui donnait avant la guerre le grand mouvement de ses opérations.* »

Le compte de profits et pertes n'accusait qu'un solde créditeur de 13 millions 727 mille francs sur lesquels 715 mille francs avaient été reportés.

Si l'influence des événements militaires n'a pas été sur le *Comptoir d'Escompte* au cours de l'année 1918, aussi caractérisée que sur le *Crédit Lyonnais*, on remarquera cependant qu'elle fut assez sensible pour déterminer d'une façon notable la politique de l'établissement. Les explications apportées par le Conseil d'administration dans son rapport du 28 avril 1919 ne permettent d'ailleurs aucun doute à cet égard :

« L'exercice 1918 dont nous vous soumettons les comptes, le cinquième de la guerre, a été particulièrement troublé par les événements militaires. A la fixité du front, ont succédé des mouvements parfois angoissants de ces grandes armées qui faisaient leur effort pour obtenir une solution. Les alternatives de la lutte nous ont amenés à aborder des problèmes très graves, comme par exemple celui des précautions exceptionnelles à prendre lorsque l'ennemi s'est approché de Paris. »

Quoique, jusqu'à la fin des hostilités, la proportion de l'ensemble « caisse plus portefeuille » aux dépôts à vue soit restée à peu près inchangée, sauf un léger fléchissement au 30 avril 1918, occasionné vraisemblablement par des retraits effectués au lendemain de l'offensive allemande du 21 mars, on constatera que l'encaisse est allée en augmentant de mois en mois. Elle passait de 362 millions au 30 avril à 418 millions au 30 septembre. Il est vrai qu'elle n'a jamais représenté plus de 20 % des exigibilités à vue, contre 42 % au *Crédit Lyonnais* à la même époque. Par contre son accroissement était ici absolument indépendant du portefeuille commercial lequel ne cessait de s'enfler, réserve faite cependant de son montant au 30 septembre 1918.

Dès ce moment, comme au *Crédit Lyonnais*, la proportion de l'ensemble « caisse plus portefeuille » aux dépôts à vue était en voie de diminution. Elle n'atteignait plus que 89 % au 31 octobre pour tomber à 87 % le 30 novembre suivant.

Quant aux avances sur garanties et reports, ils sont restés à peu près stationnaires jusqu'à la veille du 4^{me} emprunt de la Défense Nationale. Leur niveau est cependant supérieur à celui des exercices antérieurs.

Les mêmes observations peuvent être présentées en ce qui concerne les comptes courants débiteurs. On notera toutefois qu'ils sont en progression marquée dès le 31 juillet 1918. Voici quels sont les mouvements des principaux comptes du *Comptoir d'Escompte* au cours de l'année.

MOUVEMENT DE L'ENCAISSE, DU PORTEFEUILLE
COMMERCIAL ET DES DÉPÔTS À VUE

en millions de francs

Au 31/ 1/18	Encaisse	311,3	Portef.	1.259,2	Dépôts	1.722,9
Au 28/ 2/18	—	354,9	—	1.304,5	—	1.798,9
Au 31/ 3/18	—	333,5	—	1.349,6	—	1.831,3
Au 30/ 4/18	—	362,3	—	1.308,9	—	1.844,0
Au 31/ 5/18	—	377,0	—	1.359,4	—	1.904,0
Au 30/ 6/18	—	406,1	—	1.406,2	—	1.978,2
Au 31/ 7/18	—	412,5	—	1.420,2	—	2.013,0
Au 31/ 8/18	—	412,0	—	1.520,4	—	2.165,5
Au 31/ 9/18	—	418,1	—	1.475,0	—	2.084,9
Au 31/10/18	—	423,2	—	1.519,8	—	2.170,2

MOUVEMENT DES AVANCES ET REPORTS, DES COMPTES
DÉBITEURS ET DE L'ENSEMBLE DE CES DEUX COMPTES

en millions de francs

Au 31/ 1/18	Av. et rept ^s	153,3	C ^{ts} débit.	154,3	Ens.	307,7
Au 28/ 2/18	—	150,3	—	158,4	—	308,8
Au 31/ 3/18	—	153,3	—	155,4	—	309,0
Au 30/ 4/18	—	152,2	—	162,9	—	315,2
Au 31/ 5/18	—	151,7	—	155,2	—	206,9
Au 30/ 6/18	—	152,3	—	155,5	—	307,8
Au 31/ 7/18	—	152,1	—	172,5	—	324,6
Au 31/ 8/18	—	151,3	—	179,7	—	331,0
Au 30/ 9/18	—	158,0	—	182,7	—	340,7
Au 31/10/18	—	175,2	—	195,1	—	370,4

Indiquons enfin 1^o) le rapport de l'encaisse aux dépôts à vue, 2^o) le rapport de l'ensemble Caisse + Portefeuille aux dépôts à vue.

1^o

Au 31/ 1/18	Encaisse	311,3	Dépôts	1.722,9	Prop.	17 %
Au 28/ 2/18	—	354,9	—	1.798,9	—	19 %
Au 31/ 3/18	—	333,5	—	1.831,3	—	18 %
Au 30/ 4/18	—	362,3	—	1.844,0	—	19 %
Au 31/ 5/18	—	377,0	—	1.904,0	—	19 %
Au 30/ 6/18	—	406,1	—	1.978,2	—	20 %
Au 31/ 7/18	—	412,5	—	2.013,0	—	20 %
Au 31/ 8/18	—	412,0	—	2.165,5	—	19 %
Au 30/ 9/18	—	418,1	—	2.084,9	—	20 %
Au 31/10/18	—	423,2	—	2.170,2	—	19 %

2^o

Au 31/ 1/18	C ^{se} + p ^{le}	1.570,6	Dépôts	1.722,9	Prop.	91 %
Au 28/ 2/18	—	1.659,5	—	1.798,9	—	92 %
Au 31/ 3/18	—	1.683,0	—	1.831,3	—	92 %
Au 30/ 4/18	—	1.671,2	—	1.844,0	—	90 %
Au 31/ 5/18	—	1.736,4	—	1.904,0	—	91 %
Au 30/ 6/18	—	1.812,4	—	1.978,2	—	91 %
Au 31/ 7/18	—	1.832,7	—	2.013,0	—	91 %
Au 31/ 8/18	—	1.932,4	—	2.165,5	—	91 %
Au 30/ 9/18	—	1.893,2	—	2.084,9	—	90 %
Au 31/10/18	—	1.943,0	—	2.170,2	—	89 %

Or à la veille de l'emprunt, au 31 octobre 1918, l'encaisse augmentait encore atteignant son chiffre maximum, soit 423 millions. De plus, en fin d'exercice, la proportion de l'ensemble « caisse plus portefeuille » aux dépôts à vue se relevait à 93 %. On se rappelle qu'à cette époque le *Crédit Lyonnais* n'avait pris au contraire aucune mesure spéciale de liquidité. Il est vrai que le rapport alors particulièrement élevé de son encaisse aux exigibilités à vue, lui permettait, semble-t-il, de s'en dispenser.

Quoi qu'il en soit le rapprochement des bilans au 31 octobre 1918 et au 31 décembre 1918 fait apparaître qu'au moment où les nouvelles rentes 4 % ont été offertes au public, les dépôts ont fléchi de 226 millions.

En même temps, l'encaisse passait de 423 millions au 31 octobre à 299 millions au 31 décembre, soit une diminution de 124 millions.

La différence provenait une fois de plus du portefeuille commercial. Celui-ci s'était allégé de 134 millions entre le 31 octobre et le 30 novembre, ce qui avait permis d'avancer aux particuliers 40 millions en compte courant et 18 millions sur garanties.

Dans son rapport afférant à l'exercice 1918, le Conseil d'administration rendait compte en ces termes de la façon dont l'épargne avait répondu à l'appel du Trésor.

« L'emprunt de la Libération en Rentes perpétuelles 4 %, annoncé dès le commencement de septembre 1918, au moment où se dessinaient les progrès de la contre-offensive des armées alliées, était destiné tant à consolider la dette flottante qu'à fournir au Trésor des ressources nouvelles. Le fléchissement de l'armée allemande et la conclusion de l'armistice, qui nous rendaient nos départements envahis et nos chères provinces perdues, se produisirent au cours de la souscription : ce fut un succès sans précédent dans l'histoire financière de la France.

« Le total des demandes atteignit un capital nominal de plus de 30 milliards.

« La part de notre seul établissement s'est rapprochée de 2 milliards avec un nombre de souscripteurs dépassant 237.000 ».

Indépendamment des difficultés suscitées par les

alternatives diverses de la situation militaire, le *Comptoir d'Escompte* avait rencontré en 1918 les mêmes sujets de préoccupations que dans les années antérieures.

C'étaient tout d'abord les dépôts qui n'augmentaient toujours qu'assez lentement. Quoique leur taux d'accroissement fût de plus en plus élevé, ils ne s'élevaient encore, à la veille de l'emprunt 4 % 1918, qu'à 2 milliards 170 millions, soit un peu plus du triple du chiffre qu'ils accusaient avant la guerre, alors que la circulation de la Banque de France avait presque quintuplé. Dans ces conditions, il semble possible de considérer que le public ne s'était guère départi de l'attitude qu'il avait adoptée depuis le début de la guerre.

D'un autre côté, les inquiétudes que l'on avait pu éprouver en 1918 sur l'issue de la lutte qui se poursuivait depuis quatre ans n'étaient pas faites non plus pour hâter le rétablissement du crédit dans les transactions commerciales.

Dans le compte rendu qu'il présentait de l'exercice, le Conseil d'administration revenait une fois de plus sur ce sujet en ces termes :

« Les prévisions favorables que nous formulons l'année dernière, quant à la progression de nos opérations d'escompte ne se sont pas entièrement réalisées. Le mouvement ascensionnel que l'on pouvait envisager a été entravé par les événements. La plupart des transactions commerciales se sont effectuées au comptant.

D'autres éléments d'ailleurs inévitables se sont opposés et s'opposent encore au développement des affaires : il faut citer les restrictions de nos importations, le contingentement des matières premières par les consortiums, la pénurie de main-d'œuvre et surtout les difficultés de transport. Une amélioration se produira certainement après la démobilisation et la reprise du crédit sera facilitée par la fin imminente du moratorium déjà trop longtemps prorogé. Nous devons compter sur le patriotisme des intéressés pour qu'ils n'oublient pas que le paiement des dettes antérieures à la guerre est une nécessité indispensable au rétablissement de la situation générale. La bonne volonté de tous les débiteurs doit s'exercer pour trouver les formules d'entente qui faciliteront ce règlement. Ceux qui auront liquidé leur dette d'avant guerre, trouveront leur récompense légitime

dans l'empressement que les Banques mettront à faciliter la reprise et l'extension de leurs affaires. Par contre il serait à craindre que ceux qui continueront d'opposer la force de l'inertie aux démarches prescrites par le décret du 29 décembre 1918 ne s'exposent ultérieurement à des répercussions graves sur leur crédit.

« Nous reviendrons encore cette année sur la nécessité, pour lutter contre l'extension de la circulation fiduciaire, de modifier les formes de règlement des transactions par l'emploi plus fréquent du chèque et du virement. Cet emploi peut être, doit être multiplié par la propagande constante des administrations publiques, des officiers ministériels, des grandes sociétés et associations qui devraient, pour inciter le public à entrer dans cette voie, en user exclusivement pour leurs propres opérations. La création du chèque postal par la loi du 7 janvier 1918, ne peut qu'aider à la vulgarisation de ces modes de paiement. »

Des considérations qui précèdent, il semble que l'on puisse conclure qu'en 1918 comme précédemment, le portefeuille commercial du *Comptoir d'Escompte* se trouvait composé principalement de Bons de la Défense Nationale. Le Conseil d'administration le reconnaissait d'ailleurs lui-même dans son rapport de fin d'année.

« Notre portefeuille bancable est composé pour la plus grande partie de Bons de la Défense Nationale ayant trois mois d'échéance au maximum. »

Le placement de ces derniers, et en général toutes opérations pour le compte du Trésor, paraissent avoir été ainsi qu'il en était antérieurement, un élément important de l'activité de l'établissement au cours de l'exercice :

« Nous nous sommes employés en 1918 plus efficacement encore que les années précédentes, aux opérations de crédit du Trésor. C'est ainsi qu'en dehors des placements et renouvellements de Bons et Obligations de la Défense Nationale, prêts de titres à l'État, rachats de valeurs étrangères, ventes de titres sur le marché anglais par l'intermédiaire de la Banque de France, nous avons fait partie des établissements désignés pour effectuer l'échange contre des Obligations de la Défense Nationale des certificats négociables représentant les valeurs de pays neutres qui avaient été prêtées à l'État.

« Cette opération accordait aux prêteurs la récompense justement méritée, du service rendu en des heures difficiles. Elle

donnait au Trésor la disposition d'importants moyens de règlement pour ses dettes à l'étranger. Elle résolvait heureusement, ainsi que nous en avons manifesté le vœu dans notre précédent rapport, la difficulté d'établir un marché suivi sur ces certificats. »

Or l'utilité des valeurs étrangères devenait de plus en plus précieuse à mesure qu'augmentait le déficit de notre balance commerciale. Il y avait là encore une des conditions de l'année 1918 qui ne pouvait pas manquer de faire sentir son influence sur la politique du *Comptoir d'Escompte* à cette époque. Dans son rapport du 28 avril 1919, le Conseil d'administration donnait à ce sujet les renseignements suivants :

« Sur l'avis de la Commission des Changes qui en assure l'exécution et dans le but d'éviter tout gaspillage de nos crédits à l'extérieur, diverses mesures ont été prises par le Gouvernement et successivement appliquées au cours de l'année qui vient de s'écouler.

Elles ont eu pour résultat de stabiliser d'abord nos changes sur les principaux pays de l'étranger et de les améliorer sensiblement par la suite. Cette amélioration qui s'est manifestée au début sur la livre sterling et le dollar s'est accentuée au moment du succès définitif de nos armées en s'étendant sur toutes les autres devises dont le marché plus étroit s'était prêté à des fluctuations d'autant plus marquées. Elle ne s'est malheureusement pas maintenue.

« Le compte de nos opérations de change à terme garanties, qui représentent l'une des formes du concours donné gratuitement à l'État français pour faciliter ses règlements dans les pays étrangers s'est élevé au 31 décembre 1918 à 103 millions 756 mille francs, en augmentation de 49 millions 961 mille francs sur le chiffre de l'exercice antérieur. Cette différence a été principalement constituée par notre participation dans le crédit espagnol de 455 millions de pesetas qui a procuré les importantes disponibilités de change formant la base de l'accord franco-espagnol. »

Des faits qui viennent d'être exposés, il ne semble donc pas que l'année 1918 ait apporté pour le *Comptoir d'Escompte* des progrès bien sensibles dans le développement de ses affaires. Cette opinion paraît bien résulter encore de l'impression d'ensemble que laisse le compte

rendu présenté par le Conseil d'administration sur l'activité des différents sièges possédés par la société.

« Les renseignements que nous pouvons donner sur nos bureaux de quartier à Paris, et dans la banlieue sont toujours satisfaisants. Les circonstances douloureuses qui sont présentes à toutes les mémoires nous ont amenés dans l'intérêt de nos déposants, sur l'invitation expresse et avec l'aide des Pouvoirs Publics à évacuer sur le Midi de la France tous les titres dont nous avons la garde à Paris, pour le compte de nos clients.

« Au milieu des difficultés d'ordre économique qu'a traversées le pays dans le cours de l'année 1918, nos agences de province ont pu cependant réaliser de nouveaux progrès. Leur activité s'est manifestée sous toutes les formes dans chaque ville, parallèlement aux besoins du commerce et de l'industrie. C'est ainsi que nous avons bénéficié d'un nouvel accroissement d'affaires dans les grands ports par où a passé, l'an dernier, le mouvement toujours progressif de nos importations. Nos agences de Bordeaux, Marseille, le Havre, Rouen, Nantes, Cette, comptent parmi celles que les circonstances ont le plus spécialement favorisées.

« De même la région du Sud-Est, avec ses centres de vie intense, Lyon et Saint-Étienne nous a donné des résultats satisfaisants.

« Dans le Midi viticole, nos agences ont rencontré également des conditions exceptionnelles de développement. Le producteur a eu la bonne fortune de voir ses récoltes réquisitionnées par l'Intendance ou recherchées par le commerce à des prix inespérés. Là surtout, nous avons dû mettre à la disposition de nos clients les facilités nécessaires pour atténuer les effets de la crise des transports qui s'est fait sentir particulièrement dans cette région.

« Dans la transformation de l'outillage national en vue de son adaptation aux nécessités du temps de paix, nos agences de Province ont leur rôle à jouer aux côtés d'une fidèle clientèle à laquelle nous nous efforçons de rendre tous les services répondant aux besoins du moment.

« A l'étranger, nos succursales ont continué à étendre leurs opérations avec toute la prudence désirable et sans perdre de vue leur tâche essentielle qui est de favoriser le commerce avec la France des régions sur lesquelles s'exerce leur entreprise.

« En Angleterre, l'exploitation de nos agences s'est poursuivie à notre entière satisfaction, malgré une augmentation

sensible de leurs charges, imputable au renchérissement du coût de l'existence, et à l'élévation de l'incometax.

« Aussi bien à Alexandrie qu'au Caire et à Port-Saïd, nos établissements ont continué à financer une partie intéressante du commerce d'importation, d'exportation et de transit de l'Égypte. Évoluant dans un milieu prospère, ces agences voient constamment s'élargir le cercle de leurs relations.

« Nous pouvons également nous féliciter des résultats obtenus en 1918 par nos succursales en Australie et à Bombay et de l'appui très apprécié qu'elles n'ont cessé de prêter aux intérêts français.

« Nos agences tunisiennes nous ont donné, en 1918, des résultats dans lesquels se reflète la situation particulièrement favorable du pays pendant toute la durée de la guerre. Grâce aux bonnes récoltes pour les principaux produits d'exportation, huiles, céréales, vins et dattes, le mouvement commercial très actif dans toutes les branches a laissé d'importants bénéfices. Les mines ont également retrouvé leur activité d'antan avec des prix beaucoup plus rémunérateurs ; mais elles ont rencontré du fait des transports de sérieux obstacles au point de vue de l'exportation.

« Si nous avons eu la satisfaction de bénéficier de cette prospérité de la Tunisie, nous avons celle plus grande encore de voir que nos services sont toujours très appréciés par toute la clientèle indigène, comme aussi par le Gouvernement Tunisien, qui a centralisé en ses mains, pour parer aux difficultés du moment, un certain nombre d'opérations de ravitaillement.

« A Madagascar, la pénurie des moyens de transport maritimes signalée dans nos précédents rapports, s'est encore aggravée, après qu'il fut décidé de transborder à Port-Saïd, les produits de la colonie à destination de l'Europe.

« L'encombrement des ports et la lenteur des règlements qui en a été la conséquence ont provoqué un certain désarroi dans l'évolution économique de la grande Ile. Malgré ces entraves, le fonctionnement de notre groupe d'agences a été convenablement assuré. »

Nous croyons pouvoir conclure de ces divers renseignements que le *Comptoir d'Escompte* n'avait encore pu profiter que dans une mesure restreinte de la reprise économique favorisée par la hausse des prix dont le Conseil d'administration faisait part dès le début de son rapport :

« Au point de vue économique, l'année 1918 a été marquée en France par une hausse croissante du prix de toutes choses.

Cette hausse a servi de prétexte à un relèvement important des profits pour certaines branches de production et de commerce, et surtout au renchérissement de la main-d'œuvre. L'extension de la circulation fiduciaire a déterminé un accroissement des moyens d'achat, qui a contribué à développer la demande au moment même où la marchandise se faisait rare pour des motifs divers : épuisement des stocks, affectation presque exclusive des usines aux fabrications de guerre, réduction des importations, conséquences de l'absorption du fret par les transports militaires, enfin arrivée sur le marché national de consommateurs étrangers habitués à la vie large. »

En ce qui concerne le marché financier, le *Comptoir d'Escompte* avait pris en 1918 des participations dans un certain nombre d'émissions :

Les Bons municipaux de la Ville de Paris ;

2^e emprunt Marocain 5 % 1918 garanti par l'État Français ;

Les obligations 5 % de la Compagnie des Chemins de fer du Nord.

L'établissement avait en outre offert au public des Bons et obligations 6 % nets d'impôts créés par les sociétés suivantes :

Les chantiers et ateliers de la Gironde ;

La Compagnie des Forges et Aciéries de la Marine et d'Homécourt.

La Société Normande de Métallurgie ;

La Société anonyme des anciens chantiers Dubigeon ;

Les automobiles Berliet ;

La Société anonyme d'éclairage par le gaz de la ville de Clermond-Ferrand ;

Le *Comptoir d'Escompte* avait aussi prêté son concours à l'augmentation du capital social des entreprises ci-après :

La Société des Ateliers et Chantiers de la Gironde ;

La Compagnie des Forges et Aciéries de la Marine et d'Homécourt ;

La Société Normande de Métallurgie ;

La Compagnie française des câbles télégraphiques ;

La Société anonyme d'éclairage par le gaz de la ville de Clermond-Ferrand ;

La Compagnie française pour l'exploitation des procédés Thomson-Houston.

Cette énumération peut paraître d'autant plus imposante que, vu les circonstances de l'exercice, les opérations immobilisantes étaient tout particulièrement à éviter. Il faut reconnaître toutefois que, en diminution sur le chiffre des années précédentes, le portefeuille-titres du *Comptoir d'Escompte* n'a pas dépassé 10 millions soit 5 ‰ des dépôts à vue.

Quant aux bénéfices, ils s'étaient naturellement ressentis des conditions générales de l'exercice. Ils ne s'élevaient encore qu'à 15 millions 800 mille francs sur lesquels 470 mille francs étaient reportés.

En résumé, de toute la durée de la guerre, le *Comptoir d'Escompte* n'est pas parvenu plus que le *Crédit Lyonnais* à surmonter la défiance manifestée dans le public à la suite des décrets moratoires ainsi qu'en témoigne l'augmentation relativement faible des dépôts et la part tout à fait modeste réservée aux effets de commerce dans le portefeuille commercial de la société.

Restreinte dès le début des hostilités au paiement des coupons et aux opérations ayant pour objet les Bons de la Défense Nationale, l'activité de l'établissement n'a pu se développer en proportion de la reprise économique favorisée dès 1916 par l'inflation monétaire. On remarquera en particulier que le mouvement de progression qui s'était fait jour en 1917 dans le volume des affaires sociales s'est trouvé à peu près arrêté dès l'année suivante. Aussi semble-t-il possible de conclure que le *Comptoir d'Escompte* n'a pas été banque de guerre plus que le *Crédit Lyonnais*.

CHAPITRE III

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

(Documents statistiques pages 678-681)

Victime, dans les derniers mois qui ont précédé la déclaration de guerre de la formule mixte de banques de dépôts et d'affaires qu'elle avait adoptée, incapable de faire face aux retraits de dépôts qui sans les moratoires auraient été effectués à ses guichets lors de l'ouverture des hostilités, la *Société Générale* n'est pas arrivée, faute de dégagements suffisamment rapides, à s'assurer une situation de liquidité comparable à celle que présentaient le *Crédit Lyonnais* et le *Comptoir d'Es-compte* dans le dernier semestre de l'année 1914.

Tandis qu'à cette époque, les encaisses de ces deux dernières institutions de crédit s'étaient relevées dans des proportions tout à fait considérables et représentaient jusqu'à 42 % des dépôts à vue, les disponibilités immédiates de la *Société Générale* tombaient au contraire, au 31 décembre 1914, à 118 millions, soit une diminution de 65 millions sur le chiffre du 30 juin précédent. Quant au rapport de l'encaisse aux exigibilités à vue, il ne s'élevait qu'à 14 %.

On remarquera en outre que le montant de l'actif réalisable à terme dépassait ici de 560 millions l'ensemble de l'encaisse et du portefeuille, qui ne couvraient que 49 % seulement du passif à vue.

La réduction du portefeuille commercial était d'ailleurs extrêmement sensible. Elle n'était pas inférieure à 440 millions.

Enfin les comptes courants débiteurs se trouvaient ramenés de 701 millions à 608 millions et les avances sur garanties et reports de 402 millions à 374 millions. Au passif, les mouvements les plus importants à signaler sont ceux des comptes de chèques et des comptes

courants créditeurs, en diminution de 571 millions sur les chiffres du 30 juin précédent. Quoique le rapport présenté par le Conseil d'administration à l'Assemblée du 6 mai 1915 n'apporte aucun renseignement sur l'état des affaires sociales dans les six premiers mois de la guerre, ces quelques précisions statistiques permettent cependant de conclure à la gravité de la situation où s'est trouvée la *Société Générale* à la suite de la crise de thésaurisation déclanchée le 26 juillet 1914.

Aussi, en fin d'exercice, l'activité de l'établissement fut-elle vraisemblablement tout à fait restreinte. On notera en particulier que le Conseil d'administration l'indique même pas la part prise par la société dans le placement des Bons de la Défense Nationale, qui était alors, avec le paiement des coupons, la seule opération à laquelle se trouvaient réduites la plupart des institutions de crédit.

Au surplus, il importe de signaler que les comptes arrêtés au 31 décembre 1914 ne constituaient pas un bilan définitif, mais une simple situation provisoire.

« La situation au 31 décembre 1914 que nous vous soumettons aujourd'hui n'est pas proprement parler un bilan. Comme nous vous l'avons déjà dit, 18 de nos agences sont situées en territoire envahi et ne nous ont, par suite, fourni aucune situation de fin d'année. Mais aurions-nous en mains les résultats de toutes nos agences, que nous ne nous croirions pas encore le droit de qualifier de bilan la situation actuelle de nos comptes. Sans doute tous nos engagements d'ordre financier ont été examinés par nous avec soin et évalués avec la prudence accoutumée, mais un grand nombre de valeurs ne sont pas cotées ou sont cotées à des cours absolument nominaux et très variables, qui rendent les estimations malaisées.

« Quant aux engagements d'ordre commercial et à nos créances sur les particuliers, il nous est tout à fait impossible d'en faire une évaluation précise. La qualité de notre clientèle les recouvrements déjà opérés malgré le moratorium nous donnent certainement l'espoir que nous aurons de ce côté peu de mécomptes. Mais il serait absolument oiseux de vouloir résoudre, il serait même inopportun de soulever aujourd'hui les questions de tout ordre qui se rattachent aux pertes que les citoyens français, peuvent éprouver du fait de la guerre.

Nous sommes décidés à faire, sur ce point comme sur tous les autres, absolue confiance à notre Gouvernement. »

Quelle que soit la valeur de ces arguments, il n'est pas douteux que, dans de telles conditions, la *Société Générale* ne pouvait pas procéder à la distribution du produit net accusé par les écritures sans s'exposer à donner des dividendes fictifs. Aussi ne peut-on qu'approuver la proposition du Conseil d'administration de reporter intégralement les bénéfices de l'année, soit 10 millions 250 mille francs.

Il faut bien se rendre compte cependant que cette décision n'était que de pure forme, puisque l'on s'empressait de soumettre par ailleurs à l'approbation des actionnaires un prélèvement de 10 millions sur les institutions de prévoyance. Or sans avoir peut-être encore à ce moment une idée précise des pertes subies par la société, le Conseil d'administration ne devait pas ignorer qu'en raison de la politique passée, elles ne pouvaient manquer que d'être très importantes. L'intérêt évident de l'établissement aurait donc été de conserver précieusement intactes des réserves que l'on était à la veille de voir fortement entamées. Malheureusement la direction n'a pas osé prendre les mesures énergiques que comportait la situation. En se basant sur l'espoir fallacieux d'une guerre très courte, elle remettait à plus tard les amortissements indispensables dès cette époque, sacrifiant ainsi à la politique du dividende la solidité de la banque et par conséquent la sécurité des déposants.

La documentation que nous possédons sur la *Société Générale* au cours de l'exercice 1915 est assez incomplète. Il ne nous a pas été donné en effet de pouvoir présenter d'autres bilans que ceux au 30 avril, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Le rapprochement de ces quelques situations mensuelles permet cependant les quelques indications suivantes :

1^o L'encaisse de la société demeure pendant toute

l'année inférieure au chiffre qu'elle accusait avant la guerre, elle est en outre en diminution continue jusqu'au 30 septembre 1915;

2° Par contre, le rapport des disponibilités immédiates au passif à vue reste à peu près inchangé à 14 %; il se relève même à 18 % en fin d'exercice.

3° Le portefeuille commercial tombé à 234 millions au 30 avril 1915 est en reprise assez sensible à partir du mois de juin;

4° La proportion de l'ensemble « caisse plus portefeuille » aux dépôts à vue, réduite à 46 % seulement au 30 avril remonte d'une façon ininterrompue pour s'inscrire à 57 % au 31 décembre 1915.

Enfin les avances garanties et reports et les comptes courants débiteurs fléchissent constamment pendant toute l'année. Toutefois, au 31 décembre 1915, l'actif réalisable à terme dépassait encore de 386 millions l'ensemble des disponibilités immédiates et de l'actif réalisable à très court terme.

Quant aux dépôts, ils sont en diminution continue, sauf cependant une reprise assez sensible en fin d'exercice.

Voici d'ailleurs quels sont, en ce qui concerne les principaux comptes de l'établissement, les mouvements que nous pouvons signaler pour 1915.

Si l'on compare 1°) l'encaisse aux dépôts à vue, 2° l'ensemble Caisse + Portefeuille aux dépôts à vue, on obtient les proportions suivantes.

1°

Au 31/ 4/15	Encaisse	106,6	Dépôts	735,1	Prop.	14 %
Au 30/ 6/15	—	99,2	—	720,6	—	13 %
Au 30/ 9/15	—	100,4	—	702,5	—	14 %
Au 31/12/15	—	139,4	—	742,1	—	18 %

2°

Au 30/ 4/15	C ^{se} + p ^{le}	341,1	Dépôts	735,1	Prop.	46 %
Au 30/ 6/15	—	372,9	—	720,6	—	51 %
Au 30/ 9/15	—	377,5	—	702,5	—	53 %
Au 31/12/15	—	423,0	—	742,1	—	57 %

Voici quelles sont, en millions de francs, les fluctua-

tions des avances et reports, des comptes débiteurs et celles de l'ensemble de ces deux comptes.

	Avances et rep.	C ^{tes} cts déb ^{rs}	Ensemb. —
Au 30 avril 1915	319,2	589,3	908,5
Au 30 juin 1915	303,4	560,6	864,1
Au 30 septembre 1915 ...	291,5	537,6	829,1
Au 31 décembre 1915 ...	287,9	521,8	809,8

De ces quelques chiffres on peut donc conclure que la *Société Générale* était encore loin de la situation de liquidité que présentaient le *Crédit Lyonnais* et le *Comptoir d'Escompte* à la même époque. Néanmoins il est juste d'enregistrer les progrès accomplis à cet égard dans le courant de l'exercice, ainsi que le faisait d'ailleurs le Conseil d'administration dans son rapport du 30 mars 1916.

« Au cours de cet exercice 1915, nous nous sommes appliqués principalement à réduire dans la mesure du possible nos engagements ; à sauvegarder l'avenir des entreprises dans lesquelles notre clientèle et nous mêmes sommes intéressés.

« Notre actif autre que le portefeuille effets (Comptes courants, Avances sur garanties, Reports et Participations) a diminué dans l'ensemble de 150 millions environ, dont la contre-partie se trouve au passif dans une réduction correspondante des exigibilités. Quant au portefeuille-effets, la diminution de 16 millions accusée dans le bilan est loin de traduire l'effort considérable que nous avons accompli pour réduire l'importance de nos engagements. D'une part, en effet, des escomptes nouveaux et des Bons de la Défense Nationale sont venus prendre dans nos comptes la place du papier moratorié recouvré par nos soins et d'autre part, il convient de mentionner qu'une grande partie des effets remis par nous à la Banque de France avant l'ouverture des hostilités a été recouvrée.

« Le fait est que sur un portefeuille-effets moratoriés d'environ 1 milliard, il reste seulement à recouvrer environ 286 millions, dont 83 millions figurent dans notre portefeuille et le surplus à la Banque de France avec l'endos de notre société. Si l'on observe qu'une grande partie des effets encore impayés ont été souscrits par des débiteurs mobilisés ou origi-

naires de pays occupés par l'ennemi, on en conclura forcément que la proportion des recouvrements est très importante et justifie pleinement l'appréciation favorable que nous formulions à ce sujet dans notre dernier rapport. »

Grâce à la politique suivie par le Conseil d'administration, la *Société Générale* se trouvait incontestablement, lors de l'émission du premier emprunt de la Défense Nationale, dans une situation plus liquide qu'auparavant, ainsi qu'il résulte d'ailleurs du bilan au 31 décembre 1915. Nous ne pouvons toutefois, faute de situations mensuelles en nombre suffisant, donner de plus amples précisions sur les mouvements que l'appel du Trésor a très probablement dû provoquer dans les comptes de l'établissement.

Bornons-nous dès lors à indiquer les renseignements contenus dans le rapport du 30 mars 1916 quant aux souscriptions recueillies par la Société :

« La fidélité de notre clientèle s'est affirmée avec une force particulière, lors de l'emprunt de la Défense Nationale, par le chiffre considérable des capitaux que nous avons procurés au pays. Plus de 328.000 souscripteurs ont apporté à nos guichets un montant en capital de 880 millions de francs. »

En définitive, l'exercice 1915 ne paraît pas avoir apporté de changements bien notables en ce qui concerne le volume et le genre d'affaires traitées par la *Société Générale* depuis le début de la guerre. On remarquera en particulier que les opérations ayant pour objet les Bons de la Défense Nationale ont constitué encore un des éléments les plus importants de l'activité sociale, ainsi qu'il semble ressortir du rapport du Conseil d'administration.

« Nous avons continué sans interruption le placement des Bons et Obligations de la Défense Nationale. »

Trop d'obstacles s'opposaient d'ailleurs à la reprise des opérations de banque pures. Les uns, communs à l'époque à toutes les institutions de crédit, trouvaient

pour la plupart leur origine dans les moratoires. Les autres au contraire étaient spéciaux à la *Société Générale*.

On constatera tout d'abord que les dépôts de cette institution de crédit ont continuellement diminué jusqu'au 31 décembre 1915, alors qu'au *Crédit Lyonnais* et au *Comptoir d'Escompte* ils avaient commencé à se relever dès le mois de mars de la même année.

La *Société Générale* s'étant prévalu du moratorium des dépôts en banque de façon vraisemblablement plus stricte que d'autres établissements, il se peut que cette attitude ait eu pour conséquence de prolonger sensiblement la période pendant laquelle le public a effectué des retraits aux guichets de la société, après sa renonciation aux mesures exceptionnelles dont le principe se trouvait dans le décret du 1^{er} août.

Cette explication ne nous paraît pas toutefois suffisante.

On se rappelle en effet que, remettant à la fin des hostilités l'estimation des pertes subies par la société, le Conseil d'administration s'était appuyé sur l'état de guerre pour ne pas procéder dès l'année 1914 à l'apurement des écritures. Cette méthode, en permettant de gagner du temps, rendait en outre possible, au cours de tout l'exercice 1915, l'amortissement progressif des créances irrécouvrables.

Il semble donc que le fléchissement continu des exigibilités à vue aurait principalement pour cause les dépréciations successives dont les avances sur garanties et les comptes courants débiteurs ont été l'objet.

L'encaisse avait naturellement à subir les contre coups de ces diverses liquidations. Aussi l'opinion exprimée par l'« *Information* » du 3 mai 1916 ne nous paraît-elle pas absolument exacte. Sans doute peut-on penser que la *Société Générale* « s'était naturellement appliquée à conserver le minimum de disponibilités compatibles avec son avoir, car les espèces disponibles ne sont pas productives d'intérêts. » Nous ne croyons pas, cependant que le montant extrêmement faible de l'en-

caisse, étant données surtout les conditions faites à l'époque aux banques de dépôts, soit uniquement l'expression de ce souci.

Cependant la politique adoptée par le Conseil d'administration ayant pour effet de dissimuler la situation véritable de la société, n'était peut-être pas la plus propre à mettre un terme à la crise de confiance dont l'établissement avait eu à souffrir dès le mois de mai 1914 et que les décrets moratoires n'avaient pu qu'aggraver.

Aussi fallut-il, en fin d'exercice 1915, se résoudre à prendre les mesures énergiques qui n'avaient été que trop retardées.

Dans son rapport du 30 mars 1916, la direction les soumet à l'approbation des actionnaires en les motivant ainsi qu'il suit :

« Dans notre dernier rapport, nous ne vous avons présenté qu'une situation provisoire au lieu d'un bilan véritable, dans l'espoir que cette année, la guerre terminée, nous pourrions vous soumettre des évaluations plus précises. Mais les événements ayant trompé cette attente, nous n'avons pas cru pouvoir différer plus longtemps la révision sévère de tous les postes de notre actif. Cette estimation n'a pas pu avoir sur tous les points une précision absolue ; pour les titres notamment, nous avons dû souvent laisser de côté les cours de la Bourse correspondant à des cotations occasionnelles ou trop anciennes et nous baser sur la valeur intrinsèque estimée avec prudence ; pour les autres engagements, nous avons fait une évaluation consciencieuse d'après tous les moyens dont nous disposions. Nous n'avons fait qu'une seule hypothèse favorable, c'est la victoire des nations alliées que nous attendons avec confiance. Des explications détaillées ont été fournies à votre Commission des Comptes sur toutes ces évaluations.

Nous avons ainsi abouti à une dépréciation totale de 87 millions 693 mille francs laquelle après attribution totale des profits s'élevant à 21.150:000 francs (exercice 1914 compris) se réduit à une somme de 66 millions 542 mille francs que nous vous demandons de prélever sur les réserves.

« Pour simplifier les comptes, nous vous demandons également de joindre à notre réserve ordinaire la réserve immobilière de 6.613.000 francs dont l'affectation spéciale n'a plus de raison d'être depuis la création de la Société Immobilière Parisienne et Départementale qui pratique elle-même sur l'ensemble

de notre actif immobilier un amortissement large et régulier.

Si vous approuvez ces propositions, notre réserve ordinaire se présentera, tous amortissements opérés, avec un chiffre encore appréciable de 50 millions 704 mille francs et vous aurez ainsi, au prix d'un sacrifice momentané commandé par la prudence, assis sur une base forte et absolument saine la prospérité future de notre établissement. »

Un article du Journal « *le Pour et le Contre* » en date du 19 février 1916 avait présenté au sujet des décisions qui viennent d'être indiquées un certain nombre d'observations que nous croyons intéressant de rapporter ici.

« Si le Conseil d'administration demande cette année aux actionnaires de la *Société Générale* de se priver de toute répartition, ce n'est pas que l'exercice ait été infructueux. En réalité il fait apparaître un bénéfice légèrement supérieur à celui de 1914. Ce n'est pas non plus qu'il n'y ait plus de réserves où puiser, elles sont encore considérables. Mais l'heure est aux examens de conscience et aux actes d'énergie. A la *Société Générale* il y a, personne ne l'ignore, du fait d'anciennes immobilisations dont les circonstances actuelles ne permettent pas de sortir avant longtemps et sans dommages, un poids mort que la malveillance avait exploité à la veille de la guerre contre le crédit de la Société et que l'imagination publique grossissait certainement. Le doute sur sa situation ne profitant jamais à un établissement de crédit, il était évidemment nécessaire de sortir de cette équivoque, fût-ce au prix de gros sacrifices. Le Conseil l'a compris et il a eu le courage de vouloir le faire sans plus de retard, se disant avec beaucoup de raison que la suppression passagère du dividende est un mal insignifiant en regard de l'avantage qui s'attache pour un établissement de crédit à travailler sur une situation nettement établie.

Ce qu'il importait avant tout était de délimiter l'ensemble des risques qui peuvent incomber à la *Société Générale* du chef des créances que la guerre peut avoir compromises. A cet égard, le rapport des commissaires nous renseigne : « Il convient, disent-ils, d'envisager dans l'inventaire les pertes possibles sur les créances, les effets de commerce, les valeurs mobilières et d'estimer la dépréciation qui atteint l'ensemble de leur actif. Les fortes réserves dont vous avez doté la *Société Générale* et les bénéfices reportés nous permettent de pratiquer de larges amortissements. C'est ce que vous propose le Conseil dans une sage prévoyance à laquelle nous donnons notre

pleine adhésion. Le Conseil vous demande de fixer les amortissements à 87 millions passés. Des profits et pertes prélevés en totalité peuvent subvenir à cette attribution jusqu'à concurrence de 21 millions. La différence, soit 66 millions doit être demandée à la réserve ordinaire qui est de 110 millions. Ce prélèvement une fois opéré, votre Conseil vous propose d'ajouter, aux 44 millions formant le solde, la somme de 6 millions 600 mille francs à laquelle se monte la réserve immobilière dont la spécialisation n'est plus indispensable. La réserve ordinaire apparaîtrait ainsi très importante encore avec un chiffre de 50 millions 704 mille francs. »

« Ainsi sur un ensemble de 117 millions, il sera prélevé 66 millions pour apurer le bilan, en plus de 21 millions de bénéfice non employés que fournissent les exercices 1914-1915 et ces 87 millions serviraient à amortir les pertes que la Société se considère comme exposée à subir sur ses immobilisations ou de par ses engagements. Si c'est bien là toute la part du feu à faire, il est incontestable que les actionnaires n'en pourront être qu'agréablement surpris, car il était à redouter que le chiffre des pertes à couvrir fût plus élevé. Non seulement le capital-actions ressortirait de ces chiffres intégralement sauf, mais encore il resterait à la *Société Générale* près de 51 millions de réserves. La guerre finie, la *Société Générale*, avec son immense clientèle et sa puissante organisation d'agences en province, serait en mesure de prendre une part active et féconde à la renaissance économique du pays.

« Ces 87 millions d'amortissements portent à la vérité sur un ensemble d'immobilisations et d'engagements qui ne laisse pas que d'être encore considérable, bien que la direction de la *Société Générale* se soit évertuée depuis le début de la guerre à les réduire le plus possible et qu'elle soit parvenue, dans le cours du dernier exercice surtout, à en liquider une notable partie.

« La juxtaposition des bilans au 31 décembre 1914, et 31 décembre 1915 montre que les divers postes de l'actif ont subi au cours de cet exercice une compression générale qui tend si elle n'y atteint pas encore, à dégager largement la Société, et à éclaircir sa situation. Ces liquidations ont porté principalement sur les comptes de banque à l'étranger et sur les comptes courants divers, qui ont diminué de 86 millions, et sur les avances garanties, qui ont été ramenées de 318 à 257 millions. Bien entendu ces liquidations et ces règlements n'ont pu être opérés intégralement en espèces. Il faut mettre en regard 23 millions dont s'est grossi le portefeuille-titres ; mais toutes compensations faites, les dégagements opérés sur l'ensemble

des comptes plus ou moins gangrenés d'immobilisations ne s'élèvent pas à moins de 127 millions nets, ainsi qu'il résulte des chiffres suivants :

Avances sur garanties 61 millions de diminution ;

Participations financières 3.700.000 de diminution ;

C^{te} de Banque et Comptes courants divers 86.148.000 de diminution ;

Portefeuille-Titres 23 millions 684 d'augmentation ;
soit net 127 millions de moins dans l'ensemble des immobilisations.

D'autre part, la Société à réduit ses acceptations, qui avaient atteint à la fin de 1913 le chiffre très élevé de 176 millions, à 44 millions et demi, ce qui constitue pour elle un autre très notable et très efficace dégagement.

L'ensemble des comptes plus ou moins suspects d'immobilisations reste malgré tout considérable. Évidemment trop élevé, car en écritures au moins il atteint 1 milliard avec, il est vrai, de fortes contre-parties à l'actif. Il serait bon de pénétrer encore d'un peu d'air et de lumière les 623 millions de Compte de banque à l'étranger et Comptes courants divers. Sauf l'inconnue dont la guerre menace toute l'industrie de la Banque en Europe, l'actif ne doit plus receler de risques que le Conseil n'ait pu évaluer. Le rapport des commissaires de comptes nous informe que, en ce qui concerne le portefeuille-titres, son estimation a été faite, non d'après les cours cotés au 31 décembre dernier, ce qui eût été en fait une base tout à fait illusoire, quand elle n'eût pas fait purement et simplement défaut, mais d'après toutes les données qu'ont pu recueillir le Conseil et la direction en y apportant toute la prudence désirable. En définitive, on ne peut qu'encourager la Direction de la *Société Générale* à poursuivre le travail de liquidation du passé qu'elle a déjà si largement commencé et il semble que maintenant elle doive se sentir en mesure de le mener à bien au prix des amortissements dont elle fixe elle-même le chiffre à 87 millions. »

En résumé, il semble que la *Société Générale* ait été à la clôture de l'exercice 1915 à un tournant décisif de son histoire. Après avoir liquidé à peu près les immobilisations anciennes, elle avait en effet, à l'expérience de la crise redoutable qu'elle venait de traverser, la possibilité d'adopter dans l'avenir la politique saine que formulait le Conseil d'administration en terminant son compte rendu de fin d'année :

« Éviter soigneusement toute immobilisation, n'intervenir que dans les opérations rentrant dans le cadre des engagements courants de banque. »

Il y a lieu d'examiner maintenant dans quelle mesure la *Société Générale* est restée fidèle à ce programme et quelle a été sur elle l'influence des conditions économiques générales dans les trois dernières années de la guerre.

Il semble qu'à la faveur d'une certaine reprise dans le volume des affaires traitées par l'établissement, la situation de la *Société Générale* se soit sensiblement améliorée au cours de l'exercice 1916.

On constatera tout d'abord que, sans avoir pu retrouver son niveau d'avant guerre, l'encaisse est cependant en augmentation continue jusqu'au moment de l'emprunt, réserve faite toutefois de son montant au 31 juillet 1916,

D'autre part la proportion de l'ensemble « caisse plus portefeuille » aux dépôts à vue se relève progressivement jusqu'à 60 % au 30 septembre.

Il est vrai que dans ce rapport la part de l'encaisse est toujours très faible surtout pour l'époque.

Après avoir atteint 16 % au 30 juin, elle redescend légèrement, pour remonter à 15 % à la veille de l'émission des nouvelles rentes 5 %.

On remarquera en outre que, pendant toute l'année, l'actif réalisable à terme a dépassé encore de beaucoup le total des disponibilités immédiates et de l'actif réalisable à très court terme. Néanmoins l'écart va en s'atténuant continuellement. Il n'était plus que de 181 millions au 30 septembre. On notera enfin tout spécialement que les avances sur garanties et reports se sont relevées de mois en mois à partir du 31 juillet 1916.

Quant aux comptes courants débiteurs, après des fluctuations en sens divers, ils sont, à la clôture de l'exercice, en reprise assez caractérisée.

Quoique ces augmentations successives de l'actif réalisable à terme semblent indiquer une certaine

reprise dans la fonction de crédit de la *Société Générale* il n'en est pas moins vrai qu'elles avaient pour effet d'alourdir la situation de l'établissement, alors que l'encaisse et le portefeuille ne présentaient encore que 60 % des exigibilités à vue. Quoiqu'il en soit de ce dernier point de vue, voici quels sont, en ce qui concerne les principaux comptes de la société, les mouvements que nous pouvons signaler pour 1916.

En comparant 1^o) l'encaisse aux dépôts à vue 2^o) l'ensemble Caisse + Portefeuille aux dépôts à vue, on obtient le tableau ci-dessous.

Au 31/ 3/16	Encaisse	101,5	Dépôts	732,9	Prop.	14 %
Au 30/ 4/16	—	95,6	—	774,3	—	12 %
Au 31/ 5/16	—	99,2	—	791,4	—	12 %
Au 30/ 6/16	—	129,7	—	813,0	—	16 %
Au 31/ 7/16	—	104,5	—	826,2	—	12 %
Au 31/ 8/16	—	120,9	—	867,8	—	13 %
Au 30/ 9/16	—	136,6	—	901,3	—	15 %
Au 31/10/16	—	100,5	—	806,8	—	11 %
Au 30/11/16	—	122,0	—	817,9	—	14 %
Au 31/12/16	—	96,3	—	871,5	—	11 %

2^o

Au 31/ 3/16	C ^{se} + p ^{le}	391,4	Dépôts	732,9	Prop.	53 %
Au 30/ 4/16	—	410,4	—	774,3	—	53 %
Au 31/ 5/16	—	425,3	—	791,4	—	53 %
Au 30/ 6/16	—	465,8	—	813,0	—	57 %
Au 31/ 7/16	—	474,5	—	826,2	—	57 %
Au 31/ 8/16	—	512,9	—	867,8	—	59 %
Au 30/ 9/16	—	548,9	—	901,3	—	60 %
Au 31/10/16	—	447,3	—	806,8	—	55 %
Au 30/11/16	—	466,8	—	817,9	—	57 %
Au 31/12/16	—	509,6	—	871,5	—	58 %

On trouvera en outre, dans le tableau suivant les fluctuations des avances et reports et des comptes débiteurs ainsi que celles de leur ensemble

	Avances et repor ^s	C ^{tes} c ^{ts} débit ^{rs}	Ensemb. —
	Millions	Millions	Millions
Au 31 mars 1916	240,1	498,4	738,5
Au 30 avril 1916	242,8	498,2	741,0
Au 31 mai 1916	245,0	499,1	744,1
Au 30 juin 1916	241,6	482,6	724,3
Au 31 juillet 1916	240,9	487,7	728,7
Au 31 août 1916	247,8	484,0	731,9
Au 30 septembre 1916 ...	258,1	471,1	729,2
Au 31 octobre 1916	261,1	476,3	737,4
Au 30 novembre 1916 ...	261,8	466,4	728,2
Au 31 décembre 1916 ...	268,3	482,5	750,9

Au 30 septembre 1916, à la veille du deuxième emprunt de la Défense Nationale, la *Société Générale* se trouvait donc dans une situation plus liquide qu'elle n'avait jamais été depuis le début de la guerre. Toutefois le total de l'encaisse et du portefeuille était encore loin de représenter 98 % ou 93 % des dépôts à vue, comme c'était alors le cas au *Crédit Lyonnais* et au *Comptoir d'Escompte*.

Le rapprochement des bilans au 30 septembre et 31 octobre 1916 fait apparaître qu'au moment où les nouvelles rentes ont été offertes au public, les dépôts de la *Société Générale* ont fléchi de 95 millions. En même temps l'encaisse diminuait de 36 millions.

Pour combler la différence, l'établissement était obligé de faire appel à son portefeuille commercial. Sur les 66 millions provenant de ce poste de l'actif, 3 millions avaient été en outre avancés à la clientèle sur garanties et 5 millions en compte courant.

On remarquera que le rapport du Conseil d'administration présenté à l'Assemblée ordinaire du 29 mars 1917 n'apporte aucune précision sur les souscriptions recueillies par la Société. Il se contente en effet d'indiquer d'une façon générale « *que le deuxième emprunt de la Défense Nationale a rencontré le même succès que le premier.* »

Le document ajoutait en outre :

« Nous pouvons dire que sous les formes diverses dans lesquelles le public a été appelé à apporter à l'État son concours financier — Emprunts, Bons et Obligations de la Défense Nationale, Prêts et Ventes de titres de Pays-Neutres — notre établissement figure à l'heure actuelle pour un chiffre total de près de 4 milliards. »

De ces quelques renseignements, on peut conclure, semble-t-il, que pendant l'année 1916 le placement des Bons de la Défense Nationale et en général toutes opérations traitées pour le compte du Trésor a constitué

comme par le passé un des éléments les plus importants de l'activité sociale.

Toutefois nous croyons pouvoir signaler une certaine reprise au cours de l'exercice dans le mouvement des affaires de banque.

On constatera :

1^o Que les dépôts sont allés en augmentant de façon continue jusqu'au moment de l'emprunt.

Le rapport des commissaires des comptes insistait à ce sujet :

« sur le sentiment de sécurité croissante avec lequel le public, sans attendre la fin de la guerre, revenait en plus grand nombre ou pour des sommes plus importantes à ces dépôts. »

De son côté, le Conseil d'administration faisait remarquer « *que l'apurement progressif et continu des engagements antérieurs à la guerre n'était pas le moindre élément de cette renaissance du crédit.* »

2^o Il semble que le montant des effets de commerce détenus par la société soit plus élevé que précédemment ainsi qu'il résulte des observations présentées par la direction :

« Nos guichets ont été ouverts aussi largement que l'an dernier aux opérations industrielles et commerciales se rattachant à la Défense Nationale, au ravitaillement du pays, au maintien et au développement de notre outillage économique. Chaque mois qui s'écoule apporte à cet égard une amélioration nouvelle et la progression constante de notre chiffre d'escompte est l'indication certaine d'une très appréciable reprise des affaires. A de multiples indices, on reconnaît que le crédit retrouve peu à peu sa place dans les affaires du pays. »

3^o Nous noterons enfin, malgré les réserves que nous avons déjà formulées en égard à la situation où se trouvait la *Société Générale*, l'augmentation progressive de l'actif réalisable à terme dans le deuxième semestre de l'année.

Cependant il ne paraît pas que les affaires de la Société se soient développées proportionnellement à la renaissance.

sance économique qui s'était manifestée à cette époque. Quoique « aucune circonstance importante ne soit venue infirmer les évaluations auxquelles le Conseil d'administration s'était arrêté antérieurement pour des différents postes de l'actif » ; la crise redoutable que venait de traverser la Société était en effet trop récente encore.

En outre l'établissement avait à souffrir des conditions qui étaient faites aux institutions de crédit depuis le début de la guerre.

On remarquera tout d'abord que le taux d'accroissement des dépôts est extrêmement modeste. Il n'était même pas aussi élevé qu'au *Crédit Lyonnais* ou au *Comptoir d'Escompte*, ce qui semblerait témoigner de suspicions particulièrement vives de la part du public.

D'autre part, étant donné la raréfaction des effets de commerce à la suite de la disparition à peu près complète du crédit dans les transactions commerciales, il est vraisemblable que le portefeuille commercial de la société se trouvait composé pour le plus grande partie de Bons de la Défense Nationale.

En attirant l'attention des actionnaires sur ce poste du bilan, les commissaires des comptes avaient cru pouvoir se réjouir de son augmentation « *signe d'une reprise d'activité commerciale, manifestation de confiance en l'avenir qui était du meilleur augure.* » Toutefois le Conseil d'administration avait dû reconnaître :

« que l'on était loin des résultats de 1913, que trop de causes empêchaient d'y atteindre, plusieurs départements parmi les plus riches étant envahis et, d'autre part, un grand nombre de transactions se traitant au comptant. »

Il est vrai qu'il était peut-être assez délicat pour la *Société Générale* d'insister sur cet état de choses dont l'origine se trouvait presque exclusivement dans les moratoires. Remarquons enfin que le rapport du 29 mars 1917 garde un silence absolu sur la situation de notre commerce extérieur. Le Conseil d'administration, ne signalant aucune participation de la Société aux efforts faits par la plupart des grandes banques

françaises de dépôts pour enrayer la hausse des changes ; les bilans ne portant pas davantage la rubrique « opérations de change à termes garanties », il semblerait, sans que nous puissions cependant l'affirmer, que la *Société Générale* n'a pas pu mettre à cette époque sa signature à la disposition de la Banque de France en vue de l'obtention des crédits que notre institut d'émission négociait à l'étranger. Quant aux acceptations, elles n'accusaient que 13 millions à la clôture de l'exercice.

En ce qui concerne le marché financier, la *Société Générale* avait prêté son concours pendant l'année 1916 au placement d'un certain nombre de valeurs dont la liste suit :

Bons 5,25 % et 5,50 % de la Ville de Paris ;

Obligations 6 % de la Compagnie Française pour l'exploitation des Procédés Thomson-Houston ;

Bons 5 3/4 % de la Société du gaz de Paris ;

Obligations 6 % de la Compagnie des Tramways de l'Est-Parisien ;

Bons 6 % de la Compagnie des Tramways de Paris et du département de la Seine.

L'établissement avait en outre ouvert ses guichets aux augmentations de capital des entreprises suivantes :

Société des Tréfileries et Laminoirs du Havre ;

Compagnie des Produits Chimiques d'Alais et de la Camargue

Compagnie des Chargeurs réunis ;

Société Horme et Buire ;

Société des Laminoirs de cuivre et des Cartoucheries de Toulon ;

Société anonyme des usines Franco-Russes ;

Compagnie Nationale des Matières colorantes et en Produits chimiques.

Enfin deux affaires nouvelles avaient été fondées avec son concours financier.

La Société pour l'industrie chimique de France ;

La Compagnie Française de Réassurances Générales.

Quoique toutes ces émissions « aient été autorisées par les pouvoirs publics », ou ne concernassent « que des sociétés travaillant pour la défense du pays, » on ne peut s'empêcher de constater que le portefeuille-titres de la *Société Générale*, en augmentation de 14 millions sur le chiffre qu'il accusait à la veille de la guerre, s'élevait à 126 millions, soit 14 % des exigibilités à vue, alors que l'année précédente la direction avait manifesté son intention de réduire autant que possible les immobilisations.

En résumé, après avoir apuré sa situation à la clôture de l'exercice précédent, la *Société Générale* a connu en 1916 une certaine reprise dans le mouvement de ses affaires. Toutefois en raison des conditions faites aux institutions de crédit par les moratoires et aussi peut-être à cause des suspicions particulièrement vives dont l'établissement avait encore été l'objet du fait de sa politique passée, ce développement n'a pu être à beaucoup près proportionné à la renaissance économique qui s'était alors manifestée dans notre pays.

La reprise économique s'étant accentuée en 1917, la situation de la *Société Générale* s'est encore améliorée au cours de cet exercice.

Quoique, au début de l'année, la proportion de l'ensemble « caisse plus portefeuille » aux dépôts à vue ait diminué de façon appréciable à la suite d'une augmentation assez sensible de l'actif réalisable à terme, on remarquera cependant que l'encaisse tend à se maintenir malgré des fluctuations diverses à un niveau plus élevé que précédemment.

A la clôture de l'exercice, elle s'élevait à 309 millions soit un excédent de 213 millions sur son montant du 31 décembre 1916.

Cependant, ainsi que le faisait d'ailleurs observer le rapport des commissaires aux comptes :

« Il ne faudrait pas s'exagérer l'importance de cette différence, un afflux de capitaux s'étant produit dans les derniers jours de décembre du fait des souscriptions à l'emprunt national 4 %.

Néanmoins il n'est pas douteux que les ressources dont la *Société Générale* pouvait disposer immédiatement étaient de plus en plus abondantes. En particulier,

« Si, à la date du 30 novembre 1917, l'encaisse était loin de présenter le chiffre qu'elle allait atteindre le mois suivant, elle accusait cependant par rapport au bilan du 31 décembre 1915, une augmentation de plus de 40 millions. »

De même la proportion de l'ensemble « caisse plus portefeuille » aux dépôts à vue s'est accrue progressivement jusqu'à la fin de l'année.

Nous n'avons donc pas à signaler ici un mouvement comparable à celui qui avait eu lieu au *Crédit Lyonnais* et au *Comptoir d'Escompte* au lendemain du recul stratégique allemand. Il est à noter d'ailleurs que dans la situation où elle se trouvait encore, la *Société Générale* n'avait pas, malgré les progrès accomplis, les mêmes possibilités que ces deux dernières institutions de crédit. On constatera notamment que l'établissement avait mis près de trois ans à retrouver sa liquidité du 30 juin 1914. Encore faut-il ajouter qu'à cette dernière date l'encaisse représentait 12 % du passif à vue alors qu'au 31 mai 1917, elle ne couvrait que 11 % des dépôts. D'ailleurs, d'une façon générale, le rapport des disponibilités immédiates aux exigibilités à vue fut, au cours de l'année 1917, sensiblement inférieur à ce qu'il était depuis le début de la guerre. Il descendait même à 8 % au 30 septembre, ce qui, vu l'époque, peut paraître très insuffisant.

Par contre, depuis le 30 juin 1917, l'ensemble des disponibilités immédiates et de l'actif réalisable à très court terme dépassait de plus en plus l'actif réalisable à terme.

Quant aux avances sur garanties et reports et aux comptes courants débiteurs, après s'être sensiblement relevés dans les deux premiers mois de l'année, ils étaient restés à peu près stationnaires jusqu'aux envi-

rons du mois de juillet. Depuis, ils étaient au contraire en augmentation continue.

Nous appellerons enfin l'attention sur la diminution progressive, quoique extrêmement lente, du portefeuille titres.

En définitive, il semble que l'on puisse adopter dans l'ensemble les conclusions formulées dans le rapport des commissaires des comptes.

« A part les chapitres que dans les circonstances actuelles et pour des motifs d'ordre général, il semble préférable de restreindre ou du moins de ne pas accroître, tous les principaux postes du bilan sont en notable augmentation. »

Voici d'ailleurs quels ont été pour 1917 les mouvements des principaux comptes de la *Société Générale*.

Si l'on compare 1^o) l'encaisse aux dépôts à vue, 2^o) l'ensemble Caisse + Portefeuille aux dépôts à vue, on obtient les résultats suivants :

1 ^o						
	Au 31/ 1/17	Encaisse	100,1	Dépôts	903,4	Prop. 11 %
	Au 28/ 2/17	—	106,9	—	957,5	— 11 %
	Au 31/ 3/17	—	116,2	—	1.015,0	— 11 %
	Au 30/ 4/17	—	104,2	—	1.081,4	— 9 %
	Au 31/ 5/17	—	142,0	—	1.132,3	— 11 %
	Au 30/ 6/17	—	122,7	—	1.164,6	— 10 %
	Au 31/ 7/17	—	120,6	—	1.182,1	— 10 %
	Au 31/ 8/17	—	121,5	—	1.220,0	— 9 %
	Au 30/ 9/17	—	111,4	—	1.276,8	— 8 %
	Au 31/10/17	—	126,2	—	1.283,0	— 9 %
	Au 30/11/17	—	144,9	—	1.380,8	— 10 %
	Au 31/12/17	—	309,5	—	1.549,9	— 20 %
2 ^o						
	Au 31/ 1/17	C ^{se} + p ^{ie}	514,2	Dépôts	903,4	Prop. 56 %
	Au 28/ 2/17	—	541,7	—	957,5	— 56 %
	Au 31/ 3/17	—	612,1	—	1.015,0	— 60 %
	Au 30/ 4/17	—	683,1	—	1.081,4	— 63 %
	Au 31/ 5/17	—	739,9	—	1.132,3	— 65 %
	Au 30/ 6/17	—	778,5	—	1.164,6	— 66 %
	Au 31/ 7/17	—	787,6	—	1.182,1	— 66 %
	Au 31/ 8/17	—	819,2	—	1.220,0	— 67 %
	Au 30/ 9/17	—	871,4	—	1.276,8	— 68 %
	Au 31/10/17	—	872,4	—	1.283,0	— 68 %
	Au 30/11/17	—	948,2	—	1.380,8	— 68 %
	Au 31/12/17	—	1.105,2	—	1.549,9	— 71 %

D'autre part, nous avons consigné dans le tableau ci-dessous les fluctuations des postes de l'actif réalisable

à terme et celles de leur ensemble. Les chiffres sont exprimés en millions de francs.

	Avances et rep ^{ts}	C ^{tes} c ^{ts} débr ^{rs}	Ensemb. —
	Millions	Millions	Millions
Au 31 janvier 1917	273,3	488,1	761,5
Au 28 février 1917	278,4	507,0	785,4
Au 31 mars 1917	276,5	506,2	782,8
Au 30 avril 1917	276,3	501,2	777,5
Au 31 mai 1917	274,3	499,6	774,0
Au 30 juin 1917	267,1	503,8	771,0
Au 31 juillet 1917	271,6	504,9	776,5
Au 31 août 1917	274,2	511,8	786,1
Au 30 septembre 1917...	273,1	517,2	790,3
Au 31 octobre 1917	272,5	523,6	796,1
Au 30 novembre 1917 ...	275,2	529,2	814,4
Au 31 décembre 1917 ...	279,1	561,7	840,9

La politique suivie par le Conseil d'administration plaçait donc la *Société Générale*, à la veille de l'emprunt 4 % 1917 dans une situation qui ne s'était encore jamais trouvée aussi favorable depuis le début de la guerre.

Le rapprochement des bilans au 30 novembre 1917, 31 décembre 1917 et 31 janvier 1918 fait apparaître qu'au moment de l'émission des nouvelles rentes 4 % les dépôts ont fléchi de 213 millions.

En même temps l'encaisse diminuait de 28 millions. Pour combler la différence, la *Société Générale* avait fait appel, une fois de plus, à son portefeuille commercial. Sur les 217 millions provenant de ce poste de l'actif, 18 millions avaient en outre été avancés à la clientèle sur garanties et 22 millions en compte courant. 10 millions se trouvaient d'ailleurs remboursés au 31 janvier 1918.

Dans son rapport du 25 mars 1918, le Conseil d'administration apportait les précisions suivantes en ce qui concerne les souscriptions recueillies par la Société.

« Le troisième emprunt de la Défense Nationale réalisé en novembre 1917 sous la forme d'un titre 4 % émis à un cours avantageux a rencontré le même succès que les précédents : notre établissement y a concouru pour un chiffre en capital de 1 milliard 30 millions dépassant 41 millions de rente. »

Cependant le relèvement de la *Société Générale* avait été entravé au cours de l'année 1917 par les mêmes obstacles que l'année précédente.

On constatera tout d'abord que l'augmentation des comptes de chèques et des comptes courants créditeurs était toujours assez lente. Bien que leur taux d'accroissement fût sensiblement plus élevé que dans les exercices antérieurs, l'établissement n'était pas encore parvenu à retrouver, comme l'avaient fait le *Crédit Lyonnais* et le *Comptoir d'Escompte*, le chiffre de dépôts qu'il possédait au 30 avril 1914. Dès lors il semble possible de conclure que les suspicions de l'opinion publique se maintenaient toujours assez vives. D'autre part, la société avait eu à souffrir de la disparition persistante du crédit dans le règlement des transactions commerciales. Dans son rapport déjà cité le Conseil d'administration rendait compte de cet état de choses en ces termes :

« L'importance des capitaux circulants conduit naturellement à traiter au comptant un grand nombre d'opérations. Le chiffre considérable des billets en circulation prouve qu'en dépit des progrès réalisés dans la vulgarisation des chèques et dans l'extension des moyens de compensation, une grande partie de capitaux de notre pays demeurent encore sans emploi et sans rémunération, alors qu'ils pourraient être utilisés productivement et accroître la richesse nationale. »

Il semble que l'on puisse conclure de ces observations que le portefeuille commercial de la *Société Générale* se trouvait toujours composé, en 1917, pour la plus large part de Bons de la Défense Nationale.

Les opérations ayant ces derniers pour objet avaient d'ailleurs très vraisemblablement constitué comme par le passé un des éléments les plus importants de l'activité sociale au cours de l'exercice :

« Notre clientèle a continué à apporter son concours de plus en plus large à l'émission des Bons de la Défense Nationale. »

Il ne paraît pas en définitive que la *Société Générale* ait vu au cours de l'année ses affaires de banque pure se développer proportionnellement à la reprise progressive que le Conseil d'administration avait signalée dès le début de son rapport dans le mouvement des transactions commerciales.

Il importe d'indiquer toutefois que, contrairement à ce qui avait eu lieu précédemment, la direction en rendant compte de l'exercice écoulé appelait, le 25 mars 1918, l'attention des actionnaires sur la situation du commerce extérieur français :

« Nous avons en ce qui nous concerne le désir que notre établissement soit en mesure de contribuer largement au développement de notre commerce extérieur, et c'est principalement dans cette direction que nous orientons actuellement nos efforts.

« D'ores et déjà, par des ententes passées avec d'importantes institutions des États-Unis, par nos liens étroits avec la Banque Française Italienne de l'Amérique du Sud installée au Brésil et en Angleterre, par la création de la Banque Française du Chili, nous obtenons des résultats intéressants qui nous font bien augurer de l'avenir.

« Malheureusement la difficulté des transports maritimes, la nécessité de réserver au matériel de guerre une place considérable, le désir naturel de notre gouvernement de restreindre les importations et les exportations aux marchandises de première nécessité ne permettent point encore aujourd'hui de donner toute l'extension désirable à nos rapports commerciaux avec nos Alliés. Ces restrictions cesseront avec la guerre dont elles ont pour objet de hâter la fin. Dès à présent, nous devons tous être prêts pour la grande lutte économique qui lui succédera. »

Le rapport signalait en outre sans préciser davantage que « *la société avait participé avec la plupart des autres établissements de la place à des crédits ouverts à l'Etat Français dans divers pays neutres.* »

Ces sortes d'opérations n'ayant pas été l'objet comme au *Crédit Lyonnais* ou au *Comptoir d'Escompte* par exemple d'un compte spécial ouvert dans les bilans, il n'est pas possible d'en indiquer le montant.

En ce qui concerne les opérations financières, la *Société Générale* avait en 1917 ouvert ses guichets au placement d'un certain nombre de valeurs dont la liste suit :

- Obligations 5 % de la Ville de Paris.
- Communales et Foncières 5 ½ % Crédit Foncier de France.
- 4 % Chemin de fer de Paris à Orléans.
- 5 % — — du Nord.
- 5 ½ % Chemin de fer Franco-Éthiopien de Djibouti à Addis-Abeba.
- 6 % Compagnie Centrale d'Énergie Électrique.
- 6 % — Générale de Construction de locomotives.

Bons 6 % Énergie électrique du littoral Méditerranéen.

- 6 % Établissements Delaunay-Belleville.
- 6 % Énergie électrique de la Basse-Loire.
- 6 % Ville de Saumur.
- 6 % Société Horme et Buire.
- 6 % Produits Chimiques de l'Ouest.
- 6 % Bouhey Farcot.
- 6 % Papeteries de l'Ouest.

Obligations 6 % Produits Chimiques d'Alais et de la Camargue.

- 5 ½ % Chambre de Commerce du Havre.
- 6 % Établissements Fournier.
- 6 % Papeteries Bergès.

L'établissement avait en outre prêté son concours financier à l'augmentation du capital social et des entreprises suivantes :

- La Compagnie Générale Transatlantique ;
- Les Ateliers de Construction du Nord et de l'Est ;
- L'Énergie électrique du littoral Méditerranéen ;
- La Banque Industrielle du Japon.

Enfin la Société avait encore participé à la création du *Consortium Cotonnier du Havre*. L'énumération des opérations financières patronnées par la *Société Générale* devenait donc chaque année de plus en plus imposante. Sans doute, ainsi que nous l'avons déjà observé, le porte-

feuille-titres de cette institution de crédit avait-il diminué progressivement au cours de l'exercice 1917. Cependant au 31 décembre il représentait encore 8 % des dépôts à vue. Cette proportion ne peut qu'apparaître extrêmement élevée en regard de ce qu'elle était à la même époque au *Crédit Lyonnais* et au *Comptoir d'Escompte*. Il semblerait donc qu'en dépit des expériences passées la *Société Générale* maintenait sa formule mixte de banque de dépôts et d'affaires financières.

En résumé, quoique la situation de la *Société Générale* se soit encore améliorée au cours de l'année 1917, nous ne croyons que cet établissement de crédit ait pu bénéficier largement du mouvement de prospérité engendré factivement par l'inflation des billets de banque en circulation.

La politique financière adoptée depuis le début de la guerre par le Gouvernement français, autant que la crise de confiance dont elle avait eu plus particulièrement à souffrir opposaient en effet des obstacles très sérieux à son essor.

Aussi les bénéfices de l'exercice ne s'élevaient-ils qu'à 12 millions 800 mille francs sur lesquels 300.000 francs étaient reportés.

Quoique, dans son rapport du 27 mars 1919, le Conseil d'administration ne parle des événements militaires intervenus au cours de l'année 1918 que pour mentionner uniquement les difficultés auxquelles avait donné lieu le transport « *dans une ville du centre* » des titres que la *Société Générale* avait en garde, il semble cependant que la menace des armées allemandes contre la capitale ait eu une certaine influence sur la politique de l'établissement. Toutefois elle ne pouvait pas apparaître dans ses bilans de façon aussi sensible que dans ceux du *Crédit Lyonnais* et du *Comptoir d'Escompte*, la *Société Générale* ayant à raison de sa situation particulière et indépendamment de toute autre considération à poursuivre, ainsi qu'elle le faisait depuis plus de deux ans,

le renforcement de son actif facilement réalisable. On constatera néanmoins qu'en augmentation assez sensible sur les chiffres du mois de février et de mars l'encaisse s'élève à 277 millions au 30 avril.

Elle retombait sans doute à 260 millions le mois suivant. Elle se maintenait cependant sensiblement au même niveau jusqu'au 31 août.

Il est vrai que la proportion de l'encaisse au passif à vue n'a pas dépassé le chiffre de 18 % qu'elle accusait au 30 avril 1918. Elle tombait même à 12 % le 31 juillet. La liquidité de la *Société Générale* dans cette période critique était donc loin de pouvoir se comparer à celle du *Crédit Lyonnais* dont les disponibilités immédiates représentaient alors jusqu'à 42 % de leurs dépôts.

Il faut reconnaître toutefois qu'à cette époque, ainsi qu'il en était au *Comptoir d'Escompte*, le portefeuille commercial de la *Société Générale* n'a cessé de s'accroître très rapidement. De 792 millions qu'il était au 30 avril, il passait à 938 millions au mois de mai, 1.012 millions au mois de juillet et 1.120 millions au mois d'août. Aussi la proportion de l'ensemble « caisse plus portefeuille » aux dépôts à vue n'a-t-elle cessé d'augmenter de façon continue. Elle était de 70 % au 30 avril, 77 % au 31 juillet et 79 % au 31 août. Au 30 septembre, elle se maintenait encore à 79 % contrairement à ce qu'il en était au *Crédit Lyonnais* et au *Comptoir d'Escompte*, où, dès ce moment, elle commençait à diminuer. Il est vrai qu'à cette date l'encaisse de la *Société Générale* n'atteignait plus que 142 millions soit 7 % seulement des exigibilités à vue.

Les mouvements des comptes courants débiteurs et plus encore des avances sur garanties et reports ont été déterminés par les conditions générales de l'exercice.

Les premiers, en diminution continue depuis le mois de mai, n'ont remonté qu'au moment de l'emprunt. Depuis, ils se sont maintenus à un niveau sensiblement plus élevé que précédemment.

Quant aux avances sur garanties et reports, ils ont

été l'objet, depuis le mois de mars, d'une compression progressive qui s'est prolongée jusqu'à la fin de l'année.

Voici d'ailleurs qu'elles ont été, au cours de l'exercice 1918, les fluctuations des principaux comptes de la *Société Générale*.

MOUVEMENT DE L'ENCAISSE, DU PORTEFEUILLE
COMMERCIAL ET DES DÉPÔTS A VUE
en millions de francs

	Encaisse	Portef.	Dépôts
Au 31/ 1/18	281,9	586,0	1.336,8
Au 28/ 2/18	— 238,1	— 717,1	— 1.412,7
Au 31/ 3/18	— 254,8	— 735,7	— 1.452,6
Au 30/ 4/18	— 277,5	— 792,7	— 1.521,4
Au 31/ 5/18	— 260,1	— 938,1	— 1.622,4
Au 30/ 6/18	— 259,4	— 1.012,1	— 1.684,8
Au 31/ 7/18	— 256,4	— 1.119,5	— 1.776,5
Au 31/ 8/18	— 228,7	— 1.242,2	— 1.856,5
Au 30/ 9/18	— 142,3	— 1.376,4	— 1.900,9
Au 31/10/18	— 169,8	— 1.535,0	— 2.152,2
Au 30/11/18	— 211,0	— 1.065,4	— 1.866,3
Au 31/12/18	— 170,7	— 1.192,5	— 1.893,5

MOUVEMENT DES AVANCES ET REPORTS, DES COMPTES
DÉBITEURS ET DE L'ENSEMBLE DE CES DEUX COMPTES

en millions de francs

	Av. et rept ^s	C ^{ts} débit.	Ensemb.
Au 31/ 1/18	293,3	551,9	845,3
Au 28/ 2/18	— 284,0	— 551,4	— 835,4
Au 31/ 3/18	— 292,1	— 561,6	— 853,7
Au 30/ 4/18	— 283,4	— 577,1	— 840,6
Au 31/ 5/18	— 273,2	— 539,3	— 812,5
Au 30/ 6/18	— 267,7	— 534,0	— 801,7
Au 31/ 7/18	— 264,8	— 521,0	— 785,9
Au 31/ 8/18	— 255,4	— 515,3	— 770,8
Au 30/ 9/18	— 249,6	— 513,8	— 763,4
Au 31/10/18	— 246,3	— 582,5	— 828,8
Au 31/11/18	— 244,9	— 724,3	— 969,2
Au 31/12/18	— 237,3	— 673,8	— 911,1

Indiquons enfin 1^o) le rapport de l'encaisse aux dépôts à vue, 2^o) le rapport de l'ensemble Caisse + Portefeuille aux dépôts à vue.

1°

Au 31/ 1/18	Encaisse	281,9	Dépôts	1.336,8	Prop.	21 %
Au 28/ 2/18	—	238,1	—	1.412,7	—	16 %
Au 31/ 3/18	—	254,8	—	1.452,6	—	17 %
Au 30/ 4/18	—	277,5	—	1.512,4	—	18 %
Au 31/ 5/18	—	260,1	—	1.622,4	—	16 %
Au 30/ 6/18	—	259,4	—	1.684,8	—	15 %
Au 31/ 7/18	—	256,4	—	1.776,5	—	14 %
Au 31/ 8/18	—	228,7	—	1.856,5	—	12 %
Au 30/ 9/18	—	142,3	—	1.900,9	—	7 %
Au 31/10/18	—	169,8	—	2.152,2	—	8 %
Au 30/11/18	—	211,0	—	1.866,3	—	11 %
Au 31/12/18	—	170,7	—	1.893,5	—	9 %

2°

Au 31/ 1/18	C ^{se} + p ^{le}	867,9	Dépôts	1.336,8	Prop.	65 %
Au 28/ 2/18	—	955,2	—	1.412,7	—	67 %
Au 31/ 3/18	—	990,5	—	1.452,6	—	68 %
Au 30/ 4/18	—	1.070,3	—	1.521,4	—	70 %
Au 31/ 5/18	—	1.198,3	—	1.622,4	—	73 %
Au 30/ 6/18	—	1.271,5	—	1.684,8	—	75 %
Au 31/ 7/18	—	1.376,0	—	1.776,5	—	77 %
Au 31/ 8/18	—	1.470,9	—	1.856,5	—	79 %
Au 30/ 9/18	—	1.518,7	—	1.900,9	—	79 %
Au 31/10/18	—	1.704,9	—	2.152,2	—	79 %
Au 30/11/18	—	1.276,4	—	1.866,3	—	68 %
Au 31/12/18	—	1.363,2	—	1.893,5	—	72 %

De ces quelques chiffres, il résulte qu'au 31 octobre 1918, à la veille du 4^{me} emprunt de la Défense Nationale, la *Société Générale* avait renforcé son encaisse de 27 millions. En même temps le portefeuille commercial avait encore augmenté de 161 millions. A cette époque, la liquidité de l'établissement n'était plus très éloignée de celle que présentaient alors le *Crédit Lyonnais* et le *Comptoir d'Escompte* (79 % contre 89 %).

Le rapprochement des bilans aux 31 octobre, 30 novembre et 31 décembre 1918 fait apparaître qu'au moment où les nouvelles rentes 4 % ont été offertes au public les disponibilités immédiates ont fléchi de 41 millions.

Simultanément, les dépôts étaient ramenés de 2.152 millions à 1.866 millions, soit une diminution de 282 millions.

Pour combler la différence, la *Société Générale* faisait appel à son portefeuille commercial. Sur les 470 millions provenant de ce poste de l'actif, 142 millions avaient été en outre avancés à la clientèle en compte courant. Quant aux avances sur garanties et reports, ils se trouvaient cette fois réduits de 2 millions.

Dans son rapport du 27 mars 1919, le Conseil d'administration apportait d'ailleurs les précisions suivantes en ce qui concerne les souscriptions recueillies par la Société.

« Au mois d'octobre dernier, a eu lieu l'émission du quatrième emprunt de la Défense Nationale : favorisé par les heureux événements militaires qui venaient de se produire, il a rencontré un succès sans précédent et nous avons été heureux d'y contribuer pour un montant de 2 milliards 500 millions de francs, près de 10 % du chiffre total. Une grande partie de souscriptions recueillies par nos guichets se composait d'argent nouveau ou de Bons de la Défense Nationale consolidés ; le surplus prélevé sur les dépôts de la clientèle est à l'heure actuelle reconstitué dans la plupart de nos agences. »

Cependant la situation de la *Société Générale* au cours de l'année 1918 n'avait pas été déterminée uniquement par les événements militaires. En se félicitant de l'augmentation du portefeuille commercial, le Comité de censure faisait remarquer en effet :

« que cet accroissement méritait d'être particulièrement signalé, parce qu'il avait été réalisé dans des circonstances où la reprise d'opérations normales entre le commerce et la banque avait continué à rencontrer de très grands obstacles. »

Quoique, dans le compte rendu qu'il présentait de l'exercice écoulé, le Conseil d'administration ait gardé le silence le plus complet sur « *les obstacles* » auxquels il était ainsi fait allusion, il semble, que ceux-ci découlaient comme par le passé de la disparition persistante du crédit dans les transactions commerciales.

Aussi les opérations ayant pour objet les Bons de la Défense Nationale avaient-elles constitué, comme dans

les exercices antérieurs, un des éléments les plus importants de l'activité de la société :

« Pendant cette dernière année de guerre, notre clientèle s'est montrée de plus en plus empressée à souscrire aux Bons de la Défense Nationale, dont le chiffre d'émission à nos guichets n'a cessé de s'accroître. »

D'un autre côté, les particuliers ne se montraient guère empressés à confier à la Banque la disposition de leur épargne à court terme :

« Il nous faut répéter encore qu'aucune considération raisonnable ne peut justifier la quantité de billets de banque que le public conserve par devers lui. »

Bien que l'augmentation des comptes de chèques et comptes courants créditeurs ait été plus rapide que dans les années antérieures, la *Société Générale* n'avait pu retrouver toutefois qu'au mois de juillet 1918, soit au bout de 4 ans révolus, le montant des dépôts qu'elle possédait avant la guerre. On se rappelle que le *Crédit Lyonnais* et le *Comptoir d'Escompte* étaient parvenus un an plus tôt environ à ce même résultat.

Aussi les progrès accomplis par la *Société Générale* ne peuvent-ils apparaître que très modestes, étant donné surtout que dans le même laps de temps la circulation intérieure avait presque quintuplé.

On remarquera en outre que la direction ne donne pas non plus le moindre renseignement concernant la situation du commerce extérieur français pendant l'année 1918, ou le concours apporté à cette époque par la *Société Générale* dans l'effort déployé par la plupart de nos grandes banques de dépôts pour enrayer la hausse des changes. Aucune rubrique spéciale n'ayant été ouverte dans les bilans, il est impossible de donner la moindre précision à cet égard.

Par contre de longs développements sont consacrés aux opérations financières, ce qui semblerait témoigner des attentions toute particulières dont elles sont l'objet de la part de l'établissement.

La *Société Générale* avait en effet ouvert ses guichets, pendant la dernière année de la guerre, au placement d'un grand nombre de valeurs dont la liste suit :

Emprunt 5 % du gouvernement du Maroc.

Obligations quinquennales de la Défense Nationale.

— décennales de la Défense Nationale.

— 5 % Série E de la Compagnie des Chemins de fer du Nord.

— 3 % et 4 % de la Compagnie des Chemins de fer P.-L.-M. et Paris-Orléans.

— 6 % Usines Métallurgiques de la Basse-Loire.

— 6 % Compagnie Électro-Mécanique.

— 6 % — Générale de Constructions Navales.

— 6 % Société des Établissements J.-J. Carnaud et Forges de Basse-Indre.

— Société Anonyme des Établissements Delaunay Belleville.

— 6 % des Forges et Aciéries de la Marne et d'Homécourt.

— 6 % Compagnie Centrale d'Éclairage et de Transports de Force par Électricité.

— 6 % Société Anonyme des Filatures Corderies et Tissages d'Angers (Bessonneau).

— 6 % Paris-Maroc.

— 6 % des Forces motrices de la Garonne.

Bons 6 % Les Exploitations Électriques.

Obligations 5 ½ % Chambre de Commerce de Caen.

— 6 % Automobiles M. Berliet.

— 6 % Les abattoirs industriels du Sud-Ouest.

— 6 % Société des Ciments Portland artificiels d'Arreau.

— 6 % Établissements Fournier.

— 6 % Tréfileries et Cableries de Bourg.

— 6 % Société Anonyme Hauts-Fourneaux et Forges d'Alleyard.

Bons 6 ½ % Société Toulonnaise du Bazacle.

— 6 % Société Gaz et Électricité de Gaillac.

Obligations 6 % et augmentation de capital « Société Normande d'Alimentation ».

L'établissement avait en outre prêté son concours financier à l'augmentation du capital social des entreprises suivantes :

Usines Métallurgiques de la Basse-Loire ;
Société Métallurgique de l'Ariège ;
Établissements J.-J. Carnaud et Forges de Basse-Indre ;
Société Méridionale de Transport de Force ;
Compagnie Française pour l'exploitation des Procédés
Thomson-Houston ;
Mines de fer de Segré ;
Société des phosphates Tunisiens ;
Compagnie des Forges et Aciéries de la Marine et d'Homécourt
Ateliers et Chantiers de Bretagne ;
Compagnie Française des câbles télégraphiques.

La *Société Générale* avait donc participé en 1918 à 36 opérations de placement ou d'émission. Aussi le portefeuille-titres avait-il une tendance à se relever. A la clôture de l'exercice il représentait près de 7 % des exigibilités à vue.

Indiquons enfin que le compte de profits et pertes présentait un solde créditeur de 15 millions 740 mille fr. sur lesquels 300.000 francs étaient en fait reportés.

En résumé, si en raison des conditions faites aux banques de dépôts par les moratoires, le *Crédit Lyonnais* et le *Comptoir d'Escompte* n'ont pu être banques de guerre que dans des proportions tout à fait modestes, il semble que la *Société Générale* l'ait été dans une mesure plus restreinte encore.

Déjà très ébranlé par la crise de confiance dont elle avait été l'objet dans les derniers mois qui ont précédé la déclaration de guerre, l'établissement s'est trouvé dans une situation critique à la suite des retraits de dépôts effectués par le public entre le 26 juillet et le 1^{er} août 1914.

Aussi les deux premiers exercices qui ont suivi l'ouverture des hostilités ont-ils été consacrés presque exclusivement à la liquidation des engagements anciens plus ou moins irrécouvrables.

Depuis, le relèvement de la Société s'est heurté aux obstacles que rencontraient toutes les institutions de crédit du fait de la politique financière du Gouvernement français.

Néanmoins la *Société Générale* a pu bénéficier dans une

certaine mesure de la reprise qui s'était manifestée dans les transactions commerciales à la faveur de l'inflation des billets de banque en circulation. Toutefois il semble que, dès l'année 1917, l'activité de la société ait été orientée très largement du côté des opérations de placement ou d'émission, l'établissement paraissant ainsi maintenir en dépit des expériences du passé sa formule mixte de banque de dépôts et d'affaires financières.

CHAPITRE IV

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

(Documents statistiques pages 682-685)

Ainsi que l'avaient fait le *Crédit Lyonnais* et le *Comptoir d'Escompte*, le *Crédit Industriel et Commercial* s'est efforcé dès le début de la guerre d'obtenir la situation de liquidité que les événements imposaient. Quoique le rapport présenté par le Conseil d'administration à l'Assemblée ordinaire du 26 avril 1915 ne se soit pas expliqué sur cette question, on remarquera néanmoins qu'au 31 décembre 1914 l'encaisse, en augmentation de 28 millions sur son montant du 30 juin précédent, représentait 42 % des dépôts à vue contre 16 % avant l'ouverture des hostilités.

Il est vrai que la proportion de l'ensemble « caisse plus portefeuille » aux dépôts à vue n'était plus que de 77 %. Le portefeuille commercial s'était en effet allégé dans des proportions considérables: il n'accusait plus que 49 millions au 31 décembre. Cette diminution trouvait sans doute son explication dans la diminution des comptes de chèques et comptes courants créditeurs, mais aussi dans la raréfaction des effets de commerce à la suite de la disparition à peu près complète du crédit dans les transactions commerciales.

Quant aux avances sur garanties et reports et aux comptes courants débiteurs, ils étaient ramenés les uns de 71 millions à 59 millions, les autres de 37 millions à 33 millions.

Par contre le portefeuille-titres avait presque doublé. Il s'élevait au 31 décembre à 33 millions contre 15 millions au 30 juin.

En ce qui concerne le mouvement des dépôts, le

Conseil d'administration dans son rapport déjà cité apportait les précisions suivantes :

Du 27 juillet au 1^{er} août, en six jours, 150 millions 502 mille francs ont été remboursés à guichets ouverts aux titulaires des Comptes courants et de dépôts, dépassant de 68 millions 754 mille francs le montant des versements reçus pendant le même temps.

« Il est aussi à remarquer que les remboursements de ces premiers jours ramenaient à 170 millions environ le solde des comptes courants et de dépôts, et que c'est encore ce chiffre que l'on retrouve sans dépression nouvelle en fin d'exercice, alors que l'abandon de toutes restrictions avait rendu complète la faculté de retrait. »

On observera que le *Crédit Industriel et Commercial* n'avait pas cherché plus que les autres établissements financiers à retenir dans ses caisses l'épargne des particuliers en élevant le taux des dépôts. Le Conseil d'administration allait même jusqu'à faire connaître le peu d'empressement qu'il éprouvait à recevoir les fonds que le public apportait à la société :

« C'est de propos délibéré qu'au lieu de nous efforcer d'accroître nos dépôts, nous avons orienté les disponibilités de la clientèle vers les placements que réclamait l'intérêt public et que nous avons souscrit tant pour nous que pour nos clients, et correspondants, 147 millions 534 mille francs de Bons et Obligations de la Défense Nationale et 5 millions 948 mille francs de Bons de la Ville de Paris. »

Quoique le Conseil n'ait pas exposé les motifs de cette attitude, ils paraissent cependant ressortir clairement du compte-rendu même présenté à l'Assemblée des actionnaires. On pourra constater en effet qu'ayant exprimé cette opinion : « *la reprise accentuée des affaires ne semble guère probable, tant que l'envahisseur n'aura pas été repoussé, tant que la Bourse n'aura pas procédé à la liquidation de juillet, tant que le moratorium du papier négociable n'aura pas été solutionné de manière à rendre au commerce et à l'industrie toutes facilités pour de nouveaux crédits,* » la direction manifestait aussitôt

après son intention de ne rien entreprendre pour stimuler l'accroissement des dépôts. C'est que, pour être apparenté quelque peu aux banques d'affaires, le *Crédit Industriel et Commercial* n'en était pas moins, comme le faisait remarquer un article du journal « *Les cours de la Banque et de la Bourse*, » une banque de dépôts et d'escompte, les effets à recevoir ayant toujours absorbé à eux seuls, en moyenne, beaucoup plus que la moitié des ressources totales. Or depuis la déclaration de guerre, la raréfaction des effets de commerce avait cette conséquence de priver les dépôts de leur emploi naturel. On conçoit dès lors que le Conseil d'administration ne se souciât guère d'avoir la responsabilité de sommes qu'il ne pouvait rendre que difficilement productives.

Il faut reconnaître toutefois que le *Crédit Industriel et Commercial* ne s'est jamais beaucoup préoccupé d'augmenter le montant de ses exigibilités à vue. C'étaient au contraire les dépôts à terme qui avaient toujours été l'objet de ses attentions les plus vives. Or la contraction du crédit engendrée par la guerre devait presque fatalement conduire l'établissement à persévérer plus encore que par le passé dans la politique qui de tout temps avait été la sienne. C'était d'ailleurs l'opinion émise dans l'étude financière déjà citée du journal « *les Cours de la Banque et de la Bourse*. »

« On sait que le *Crédit Industriel* depuis la guerre, tout autant qu'avant, porte tous ses efforts à obtenir des dépôts à préavis qui lui laissent plus d'aisance dans ses mouvements qui lui accordent une faculté d'immobilisation des capitaux avec lesquels il travaille et à laquelle il doit moins se laisser aller dans l'emploi de ceux qu'il tient des dépôts à vue. »

Il ne faut pas oublier cependant que ces sortes de dépôts étaient devenus d'autant moins abondants que les Bons de la Défense Nationale offraient des taux plus rémunérateurs.

En résumé, il semble que dans les 6 premiers mois de la guerre l'activité du *Crédit Industriel et Commercial* ait été tout à fait restreinte. Elle fut vraisemblablement

réduite au paiement des coupons et aux opérations ayant pour objet les Bons de la Défense Nationale, ainsi que c'était alors le cas pour la presque totalité des établissements financiers. Aussi les bénéfices de l'année 1914 ne s'élevaient-ils qu'à 2 millions 154 mille francs sur lesquels près de 1 million se trouvaient reportés.

Avant d'aborder l'exercice 1915 il nous faut revenir sur l'augmentation tout à fait considérable du portefeuille-titres que nous avons déjà signalée antérieurement. On remarquera que cet accroissement provient exclusivement de la brusque apparition au bilan du 31 décembre 1914 d'un nouveau chapitre intitulé : Actions de Sociétés Filiales. En ce qui concerne l'introduction de cette rubrique, jusqu'alors inconnue dans les écritures, le journal « *Les Cours de la Banque et de la Bourse* » précité avait présenté l'interprétation suivante :

« Nous ne voyons rien d'autre à supposer que le *Crédit Industriel* avait avant la guerre constitué des réserves occultes qui devaient rigoureusement balancer au passif l'importance de ce chapitre de l'actif, de telle sorte qu'il lui était possible de ne le faire figurer ni d'un côté ni de l'autre. La guerre survenant avec toutes ses conséquences entraîna peut-être un déchet d'actif qui ne put être couvert par les provisions en question. Il fallut bien alors faire apparaître la situation au grand jour telle qu'elle se présentait.

Un fait significatif, c'est que surgissent au passif les comptes d'ordre qui n'ont pas de correspondance directe à l'actif et dans lesquels nous serions tentés de voir des provisions créées en vue de parer éventuellement à un déchet du portefeuille-titres. Nous le répétons, nous ne pouvons que faire des suppositions ; le rapport du Conseil d'administration n'ayant pas attiré l'attention des actionnaires sur un fait qui aurait mérité cependant de leur être signalé et se bornant à mentionner que l'évaluation des titres et valeurs compris à l'actif a été faite en tenant compte de toutes les dépréciations survenues. Quelles sont les filiales dont les titres demeurent ainsi dans le portefeuille de la Société ? Nous pensons qu'il doit y avoir des actions de la *Société Bordelaise de Crédit Industriel et Commercial*, de la *Société Nancéienne de Crédit Industriel et Commercial*, de la *Caisse Industrielle du Nord*, du *Crédit Havrais*, de la *Société Lyonnaise de dépôts et comptes courants*, toutes entreprises avec lesquelles le *Crédit Industriel et Commercial* est en relations étroites. »

Il ne faut pas perdre de vue en effet qu'en dehors des 52 succursales qu'il possédait en 1914 dans la région parisienne le *Crédit Industriel et Commercial* ne comptait pas une seule agence ni en province ni à l'étranger. Par contre, il avait procédé à la création de filiales régionales ayant leur capital propre, ce qui lui avait permis de limiter les risques. Dès lors on pourrait peut-être aussi émettre cette hypothèse, qu'au moment où les retraits de dépôts se sont produits avec tant de rapidité, le *Crédit Industriel et Commercial* avait dû venir en aide à quelques uns de ses correspondants en leur fournissant des avances que ceux-ci lui auraient garanti au moyen de titres de leurs sociétés respectives. Quoiqu'il en soit de ces différents points de vue, le portefeuille-titres de l'établissement représentait au 31 décembre 1914 plus de 23 % des dépôts à vue ce qui est une proportion particulièrement élevée.

Quoique pendant presque toute l'année 1915, jusqu'au moment du 1^{er} emprunt de la Défense Nationale, l'encaisse du *Crédit Industriel et Commercial* ait été sensiblement inférieure à son montant du 30 juin 1914, bien que, jusqu'au 30 novembre 1915, le rapport des disponibilités immédiates aux dépôts à vue n'ait jamais dépassé 18 %, tombant même à 11 % au 31 juillet, on remarquera cependant que dès le mois d'avril la proportion de l'ensemble « caisse plus portefeuille » aux exigibilités à vue remontait à 89 %. Elle s'est d'ailleurs maintenue à peu près du même niveau pendant tout l'exercice, ce qui, malgré le silence du Conseil d'administration, permettrait de conclure à un certain souci de liquidité de la part de la direction. Le portefeuille commercial s'était en effet accru avec une très grande rapidité ; de 49 millions qu'il était au 31 décembre 1914, il passait à 113 millions au 30 avril suivant, soit en 4 mois une augmentation de 226 %.

On notera aussi que les avances sur garanties et reports ainsi que les comptes courants débiteurs vont

en fléchissant continuellement jusqu'au mois d'octobre sauf cependant, en ce qui concerne ces derniers, une légère reprise au mois de juin.

En fin d'exercice, les uns et les autres sont en progression assez marquée.

Quant au portefeuille-titres, il est demeuré, au cours de l'année, inchangé à 33 millions passés. Voici d'ailleurs quels ont été pour 1915 les mouvements des principaux comptes du *Crédit Industriel et Commercial*.

Si l'on compare 1^o) l'encaisse aux dépôts à vue, 2^o) l'ensemble Caisse + Portefeuille aux dépôts à vue on obtient les résultats ci-dessous.

1^o

Au 30/ 4/15	Encaisse	25,1	Dépôts	155,5	Prop.	16 %
Au 31/ 5/15	—	22,4	—	158,0	—	14 %
Au 30/ 6/15	—	32,5	—	172,9	—	18 %
Au 31/ 7/15	—	18,1	—	164,1	—	11 %
Au 31/ 8/15	—	22,6	—	164,4	—	13 %
Au 30/ 9/15	—	27,6	—	169,8	—	16 %
Au 31/10/15	—	19,8	—	158,7	—	12 %
Au 31/11/15	—	42,1	—	179,4	—	22 %
Au 31/12/15	—	35,8	—	182,5	—	17 %

2^o

Au 30/ 4/15	C ^{se} + p ^{1e}	138,7	Dépôts	155,5	Prop.	89 %
Au 31/ 5/15	—	142,8	—	158,0	—	90 %
Au 30/ 6/15	—	150,6	—	172,9	—	87 %
Au 31/ 7/15	—	146,0	—	164,1	—	89 %
Au 31/ 8/15	—	146,6	—	164,4	—	89 %
Au 30/ 9/15	—	157,1	—	169,8	—	92 %
Au 31/10/15	—	142,0	—	158,7	—	90 %
Au 31/11/15	—	162,3	—	179,4	—	90 %
Au 31/12/15	—	166,1	—	182,5	—	90 %

Les avances et reports, les comptes courants débiteurs, ainsi que l'ensemble de ces deux comptes présentaient les fluctuations ci-après :

	Avances reports	Ctes cts débit ^{rs}	Ensemb. —
	Millions	Millions	Millions
Au 30 avril 1915	47,9	32,8	80,8
Au 31 mai 1915	46,6	32,3	78,9
Au 30 juin 1915	46,4	36,8	83,2
Au 31 juillet 1915	44,5	32,4	77,0
Au 31 août 1915	43,3	31,2	74,5
Au 30 septembre 1915 ...	41,9	30,0	72,4
Au 30 novembre 1915 ...	42,9	37,6	80,5
Au 31 décembre 1915 ...	43,0	37,9	80,9

Au moment où les nouvelles rentes 5 % ont été offertes au public, le *Crédit Industriel et Commercial* se trouvait donc dans une situation de liquidité des plus satisfaisantes. Le rapprochement des bilans au 30 novembre 1915, aux 31 décembre 1915 et 31 janvier 1916 fait apparaître qu'à la suite de cette opération les dépôts ont diminué de 23 millions.

En même temps l'encaisse fléchissait de 17 millions. Pour combler la différence l'établissement avait dû faire appel à son portefeuille commercial dans des proportions il est vrai très restreintes, puisqu'il ne lui demandait pas plus de 2 millions.

En outre, grâce à une augmentation assez sensible de ses dépôts à terme, la Société avait pu avancer à sa clientèle 6 millions sur garanties et 2 millions en comptes courants. Dès le 31 janvier 1916, les avances se trouvaient d'ailleurs réduites de 1 million et les comptes débiteurs de 6 millions. Les renseignements contenus dans le rapport du 21 mars 1916 permettent encore d'apporter les précisions suivantes, quant aux souscriptions recueillies par la banque.

» Au moment de l'emprunt 5 0/0, 40381 souscripteurs, clientèle directe et correspondants amis, nous ont apporté un capital nominal de 343 millions 217 mille francs. »

Si intéressants que soient ces résultats, ils nous paraissent toutefois dépassés par un fait sur lequel nous ne

saillions trop attirer l'attention. De tous les établissements financiers étudiés quant à présent le *Crédit Industriel et Commercial* est en effet le seul qui ait pu retrouver, dès la fin de l'année 1915, le montant des dépôts qu'il possédait avant la guerre. Sans doute il ne faudrait pas s'exagérer l'importance de cet état de choses d'ailleurs passager dont l'explication se trouve en grande partie dans l'afflux des capitaux provoqué par l'emprunt. On en peut conclure cependant que la société n'a pas été l'objet de la part de l'opinion publique d'une méfiance aussivive et surtout aussi prolongée que d'autres établissements de crédit.

Néanmoins il n'en résulte pas que l'établissement n'ait pas eu à se heurter au cours de l'exercice à un certain nombre de difficultés qui ont entravé le développement normal de ses affaires. Dans le compte-rendu qu'il présentait de l'année 1915, le Conseil d'administration faisait remarquer que « *malgré l'affermissement de la situation financière et l'abandon du moratorium des dépôts en banque, il n'avait dépendu de personne de faire renaître l'activité des temps prospères.* » Passant ensuite à l'examen des causes qui s'y opposaient le Conseil s'exprimait en ces termes : «

« L'arrêt des relations avec les régions envahies, France et Belgique, réduit dans une mesure appréciable le chiffre des affaires.

« Le règlement différé des comptes débiteurs rend difficile l'ouverture de nouveaux crédits, le portefeuille commercial se reconstitue lentement ; la plupart des transactions se font au comptant et l'escompte reste rare. Pour améliorer l'état de choses, la Direction a travaillé assidument non sans résultat, à l'apurement des effets moratoriés conservés par nous ou portés à la Banque de France, revêtus de notre signature, et du 1^{er} juillet au 31 décembre elle en a recouvré 40 %. Un effort analogue a été tenté de tous côtés. La masse subsistante des effets atermoyés, grossie d'intérêts impayés n'en demeure pas moins avec les prolongations de délais qui ne peuvent qu'amoindrir les chances de bonne fin, un poids mort, un sujet d'appréhension et la plus sérieuse entrave à la reprise désirée.

« L'absence presque complète de négociations de valeurs, fâcheuse en soi, a eu cependant une contre-partie heureuse. Cause ou effet, l'afflux des capitaux qui désertaient la Bourse s'est concentré sans déviation, sans arrêt, sur les Bons et Obligations de la Défense Nationale et s'est consolidé pour une grosse part, le jour de l'emprunt destiné à préparer la Victoire.

« Le montant des Obligations et des Bons ainsi souscrits par nos soins au cours de l'exercice, tant pour autrui que pour nous-mêmes, comme emploi de fonds s'élève à 417 millions 224 mille francs, renouvellement non compris. »

Il ne nous paraît pas douteux que l'on puisse dégager de ces derniers renseignements l'indication très nette que, dans le courant de l'année, le portefeuille commercial de la Société s'était toujours trouvé composé pour la plus large part de Bons de la Défense Nationale.

En résumé, quoique, en 1915, le *Crédit Industriel et Commercial* n'ait pas eu à souffrir, semble-t-il, au même degré que d'autres établissements financiers de la méfiance des particuliers, il ne paraît pas cependant être parvenu en raison des obstacles que lui opposaient plus spécialement les moratoires à étendre le champ de son activité en dehors des limites où elle se trouvait circonscrite depuis le début de la guerre.

Aussi en fin d'exercice les bénéfices ne s'élevaient-ils encore qu'à 2 millions 965 mille francs sur lesquels une soixantaine de mille francs se trouvaient effectivement reportés.

Le *Crédit Industriel et Commercial* a persévéré au cours de l'exercice 1916 dans la politique qu'il avait adoptée depuis l'ouverture des hostilités. On notera en effet que la proportion de l'ensemble « caisse plus portefeuille » aux dépôts à vue se relève à 94 %. Après un léger fléchissement entre le mois de mars et le mois de mai, occasionné vraisemblablement par des retraits de fonds, elle remontait à 95 %, à partir du mois de juin, pour rester inchangée jusqu'à la fin de l'année. Il est vrai que, dans ce rapport, la part de l'encaisse est relativement faible puisqu'elle se maintient en moyenne autour de 14 %, sauf cependant à l'époque du deuxième emprunt

de la Défense Nationale où elle est plus élevée. Il est à remarquer en outre que les mouvements de l'encaisse sont devenus très réguliers. Les disponibilités immédiates oscillent en effet constamment entre 20 et 25 millions, sans parvenir par conséquent à retrouver à aucun moment leur montant du 30 juin 1914. Dans son souci de donner à la Banque une situation liquide, le Conseil d'administration s'est donc beaucoup plus préoccupé, comme précédemment, d'accroître le portefeuille commercial que de renforcer l'encaisse.

Quant aux avances sur garanties et reports et aux comptes courants débiteurs, ils vont toujours en diminuant, exception faite toutefois, en ce qui concerne ces derniers, d'une légère reprise au 30 novembre 1916.

Signalons enfin que le portefeuille titres demeure invariablement à 33 millions passés. Voici d'ailleurs quelles ont été pour 1916 les fluctuations des principaux comptes du *Crédit Industriel et Commercial*.

Si l'on compare 1^o) l'encaisse aux dépôts à vue, 2^o) l'ensemble Caisse + Portefeuille aux dépôts à vue, on obtient les résultats suivants.

1 ^o						
Au 31/ 1/16	Encaisse	25,4	Dépôts	162,2	Prop.	15 %
Au 29/ 2/16	—	15,8	—	139,9	—	11 %
Au 31/ 3/16	—	25,7	—	151,0	—	17 %
Au 30/ 4/16	—	22,5	—	150,2	—	15 %
Au 31/ 5/16	—	19,8	—	146,8	—	13 %
Au 30/ 6/16	—	20,6	—	146,3	—	14 %
Au 31/ 7/16	—	22,2	—	157,4	—	14 %
Au 31/ 8/16	—	23,5	—	163,8	—	13 %
Au 30/ 9/16	—	23,3	—	173,2	—	13 %
Au 31/10/16	—	29,5	—	193,5	—	15 %
Au 30/11/16	—	24,3	—	146,0	—	16 %
Au 31/12/16	—	25,9	—	161,3	—	16 %

2 ^o						
Au 31/ 1/16	C ^{se} + p ^{le}	153,5	Dépôts	162,2	Prop.	94 %
Au 28/ 2/16	—	131,9	—	139,9	—	94 %
Au 31/ 3/16	—	140,2	—	151,0	—	92 %
Au 30/ 4/16	—	136,8	—	150,2	—	91 %
Au 31/ 5/16	—	134,9	—	146,8	—	92 %
Au 30/ 6/16	—	139,1	—	146,3	—	95 %
Au 31/ 7/16	—	150,3	—	157,4	—	95 %
Au 31/ 8/16	—	155,1	—	163,8	—	95 %
Au 30/ 9/16	—	165,7	—	173,2	—	95 %
Au 31/10/16	—	183,3	—	193,5	—	95 %
Au 31/11/16	—	140,4	—	146,0	—	95 %
Au 31/12/16	—	156,3	—	161,3	—	95 %

En outre, nous avons consigné dans le tableau ci-dessous les mouvements des avances et reports, des comptes débiteurs et de leur ensemble

	Avances reports	C ^{tes} c ^{ts} débit ^{rs}	Ensemb. —
	Millions	Millions	Millions
Au 31 janvier 1916	45,1	33,4	78,6
Au 29 février 1916	43,6	33,2	76,9
Au 31 mars 1916	43,5	34,7	78,3
Au 30 avril 1916	39,2	33,9	73,2
Au 31 mai 1916	38,6	33,5	72,1
Au 30 juin 1916	36,4	29,1	65,6
Au 31 juillet 1916	36,0	29,6	65,6
Au 31 août 1916	35,6	29,6	65,3
Au 30 septembre 1916	35,1	29,5	64,7
Au 31 octobre 1916	35,3	29,9	65,3
Au 30 novembre 1916	35,4	34,0	69,4
Au 31 décembre 1916	34,9	33,2	68,2

Au moment où les nouvelles rentes 5 % ont été émises, le *Crédit Industriel et Commercial* se trouvait donc dans une situation de liquidité très identique à celle qu'il présentait lors de l'emprunt précédent. Sans doute les disponibilités immédiates ne représentaient-elles que 16 % au lieu de 18 % des dépôts à vue ; par contre l'ensemble de l'encaisse et du portefeuille couvrait 95 % des exigibilités à vue contre 90 %. Le rapprochement des bilans au 30 septembre, 31 octobre et 30 novembre 1916 fait apparaître qu'à la suite de l'opération effectuée par le Trésor les fonds confiés à la société ont diminué de 37 millions.

Simultanément l'encaisse ne fléchissait que de 5 millions. Contrairement à ce qui avait eu lieu antérieurement l'établissement faisait donc face aux retraits de ses clients presque exclusivement au moyen de son portefeuille commercial. Celui-ci se trouvait ramené de 153 à 116 millions. Sur les 37 millions provenant de ce poste du bilan, 5 millions avaient été en outre avancés à la clientèle en comptes courants.

Dans son rapport du 20 mars 1917, le Conseil d'administration apportait d'ailleurs les précisions suivantes quant aux souscriptions recueillies par la société :

« Au dernier emprunt, 29.036 souscripteurs s'inscrivaient sur nos listes pour plus de 200 millions nominaux. »

Cependant il semble que l'année 1916 ait apporté au *Crédit Industriel et Commercial* une certaine reprise dans le mouvement de ses affaires. On pourra constater tout d'abord que, comme l'année précédente, la Société avait retrouvé largement au moment de l'emprunt le montant des dépôts qu'elle possédait avant la guerre. Quoique ce résultat n'ait été encore que passager, il y a là cependant un symptôme intéressant de la confiance dont jouissait l'établissement auprès du public.

D'un autre côté, dans le compte-rendu qu'il présentait de l'exercice écoulé, le Conseil d'administration avait reconnu « *que l'activité de la Société ne s'était nullement ralentie* ». Cette opinion était assise sur un certain nombre de considérations qu'il ne nous paraît pas inutile de rapporter ici :

« Le mouvement général des caisses, du portefeuille (nombre d'effets et sommes), des comptes de dépôts, des comptes courants créditeurs s'est accentué dans de fortes proportions : 49 %, 27 %, 55 %, 45 % et 41 %. L'augmentation est encore plus grande sur les ordres de Bourse, nombre et montant. La masse des coupons payés est en accroissement de 11 % ; les droits de garde de titres sont en plus-values de 6,54 %. Le solde bénéficiaire de l'exercice est lui aussi en progrès. D'autre part, la présentation à l'escompte se fait moins rare. »

Malheureusement le *Crédit Industriel et Commercial* avait toujours à souffrir de conditions défavorables faites aux banques de dépôts par le maintien prolongé des moratoires .

« Le moratorium persistant des effets de commerce, des avances, des comptes débiteurs demeure un des principaux obstacles à la démobilisation des capitaux et à l'extension des crédits. Certes, le montant des effets moratoriés en porte-

feuille ou remis à la Banque revêtus de notre signature s'est encore sensiblement abaissé en 1916, il ne représente plus au 31 décembre dernier que 22 % du chiffre d'origine ; mais il serait certainement possible d'obtenir mieux, si l'on ne se trouvait pas en face de débiteurs pour lesquels les dispositions moratoires n'ont vraiment pas de raison d'être et qui altermoient par calcul et non par nécessité.

« Le volume du papier nouvellement créé est très restreint et les 130.361 mille francs qui figurent au bilan de fin d'année sous la rubrique « effets à recevoir » se composent en grande partie de Bons de la Défense à court terme.

« De même pour les crédits de quelque importance qui nous demandés, presque tous se réfèrent à des affaires exceptionnelles concernant des commandes de l'État. »

Aussi, pour conclure son exposé, la direction s'exprimait-elle en ces termes :

« Les résultats que nous vous apportons ne sont que relatifs. Ils ne sont que la comparaison favorable de 1916 avec une période qui avait eu à se ressentir du premier choc des événements. Ce n'est pas, ce ne peut être encore le retour à une situation normale et nous continuons à travailler non sans complications parfois, aux prises avec le régime économique fait d'exceptions que l'état de guerre a engendré. »

N'était-ce pas à dire que la politique adoptée en matière financière depuis le début des hostilités n'avait pas permis au *Crédit Industriel et Commercial* de développer son activité proportionnellement à la reprise économique qui s'était manifestée en 1916 et dont le Conseil d'administration énonçait quelques indices caractéristiques dès le début de son rapport ;

« Les phénomènes d'ordre économique et financier qui ont spécialement marqué l'année dont nous vous rendons compte ont été déjà précisés dans le rapport de la Banque de France. Ce document constate l'effort persévérant de la Nation pour adapter son activité aux nécessités de la période de guerre, ainsi qu'une amélioration progressive, présage de jours meilleurs. Il signale comme autant de symptômes rassurants la reprise des transactions basées sur le crédit, le développement des présentations à l'escompte, une nouvelle diminution du portefeuille moratorié ; le rétablissement graduel de la circulation des capitaux et la liquidation à la Bourse des engagements antérieurs aux hostilités. »

Endehors des difficultés qu'il avait rencontrées au cours de l'année 1916 dans les opérations qui constituent essentiellement l'objet des banques de dépôts, le *Crédit Industriel et Commercial* avait eu en outre à tenir compte de la situation déficitaire du commerce extérieur français. Après avoir indiqué d'une façon générale les moyens les plus propres à enrayer la hausse des changes qui en était la conséquence, le Conseil d'administration précisait l'importance du concours apporté à cet égard par la Société :

« Grâce à la mobilisation du portefeuille français de valeurs étrangères, à la négociation de crédits en Angleterre et dans le pays où nous sommes débiteurs, à l'afflux de l'or détenu jusque là par les particuliers, le problème complexe et ardu de nos règlements à l'extérieur, tout en nécessitant de durs sacrifices, a été résolu sans aggravation sensible du change et notre réserve métallique a pu être maintenue au dessus de 5 milliards.

« Pendant que nos clients, en vue d'obtenir les crédits nécessaires à la France pour régler ses importations, apportaient leur concours empressé et prêtaient par nos soins à l'état 66 millions en titre des Pays neutres, notre société, dans un but semblable, donnait, en collaboration avec d'autres établissements de la place, sa signature pour plus de 31 millions de francs. »

Les participations ainsi prises par le *Crédit Industriel et Commercial* avaient donné naissance à un nouveau compte : les opérations de change à terme garanties. Cette rubrique apparaît pour la première fois au bilan du 31 avril 1916 alors qu'elle existait dès le 31 décembre précédent dans les écritures du *Crédit Lyonnais* et du *Comptoir d'Escompte*, ce qui semblerait indiquer qu'en matière de commerce extérieur, l'aide du *Crédit Industriel et Commercial* fut sollicitée un peu plus tard. Il n'y a là d'ailleurs rien que de très normal, cette institution de crédit n'ayant pas l'importance des deux autres.

En résumé pour n'avoir pas encouru peut-être autant que d'autres établissements financiers, la méfiance de l'opinion publique, le *Crédit Industriel et Commercial* ne paraît pas cependant être parvenu au cours de l'année

1916 à développer ses affaires proportionnellement à la reprise qui s'était manifestée dans les transactions commerciales. L'établissement eut à souffrir en effet de la disparition persistante du crédit à la suite des prorogations successives dont les moratoires avaient été l'objet. Aussi quoique supérieurs à ceux des deux derniers exercices, les bénéfices ne s'élevaient-ils qu'à 3 millions 451 mille francs sur lesquels 473 mille francs se trouvaient reportés.

La politique du *Crédit Industriel et Commercial* ne paraît pas avoir subi de modifications profondes en 1917. Comme l'année précédente, l'encaisse oscille constamment entre 20 et 25 millions, sauf cependant au mois d'août et au mois de septembre où elle est tombée à 17 millions, vraisemblablement à la suite de retraits de dépôts effectués par le public aux guichets de la Société.

Étant donné l'augmentation à peu près continue des comptes de chèques et comptes courants créditeurs le rapport des disponibilités immédiates aux exigibilités à vue avait donc une tendance à diminuer d'ailleurs assez sensible à partir du deuxième semestre. Au mois d'août et au mois de septembre, il n'atteignait plus que 9 % ainsi qu'il en était alors à la *Société Générale*. Il semblerait donc que, par ce côté tout au moins, il y ait entre ce dernier établissement financier et le *Crédit Industriel et Commercial* une similitude d'autant plus caractéristique qu'à la même époque les encaisses du *Crédit Lyonnais* et du *Comptoir d'Escompte* représentaient respectivement 40 % et 20 % du passif à vue.

Toutefois en ce qui concerne le *Crédit Industriel*, l'ensemble de l'actif immédiatement disponible ou réalisable à très court terme a toujours dépassé en 1917 le montant des dépôts à vue. La Société s'est donc assurée une situation très suffisamment liquide tout en ne conservant par devers elle que le minimum de capitaux improductifs.

On constatera en outre que les avances sur garanties

et reports et les comptes courants débiteurs présentent au cours de l'exercice des variations minimales ce qui permettrait de conclure à une certaine stabilisation de l'actif réalisable à terme.

Les mêmes remarques s'appliquent au portefeuille-titres. On observera cependant qu'il est un peu plus élevé qu'antérieurement : 35 millions contre 33 millions.

Voici d'ailleurs quelles ont été au cours de l'exercice les fluctuations des principaux comptes de l'établissement.

En comparant 1^o) l'encaisse aux dépôts à vue, 2^o) l'ensemble Caisse + Portefeuille aux dépôts à vue, on obtient les résultats suivants

1 ^o					
Au 31/ 1/17	Encaisse	19,7	Dépôts	153,8	Prop. 12 %
Au 28/ 2/17	—	20,8	—	154,0	— 13 %
Au 31/ 3/17	—	23,2	—	160,9	— 14 %
Au 30/ 4/17	—	21,9	—	166,5	— 13 %
Au 31/ 5/17	—	20,9	—	162,5	— 12 %
Au 30/ 6/17	—	25,7	—	170,9	— 15 %
Au 31/ 7/17	—	27,5	—	181,7	— 15 %
Au 31/ 8/17	—	17,6	—	179,0	— 9 %
Au 30/ 9/17	—	17,7	—	179,4	— 9 %
Au 31/10/17	—	22,2	—	180,8	— 12 %
Au 31/11/17	—	24,0	—	176,8	— 13 %
Au 31/12/17	—	24,9	—	193,6	— 12 %

2 ^o					
Au 31/ 1/17	C ^{se} + p ^{le}	159,0	Dépôts	153,8	Prop 103 %
Au 28/ 2/17	—	157,4	—	154,0	— 102 %
Au 31/ 3/17	—	170,4	—	160,9	— 106 %
Au 30/ 4/17	—	219,7	—	166,5	— 132 %
Au 31/ 5/17	—	175,1	—	162,5	— 118 %
Au 30/ 6/17	—	176,6	—	170,9	— 103 %
Au 31/ 7/17	—	190,3	—	181,7	— 105 %
Au 31/ 8/17	—	188,9	—	179,0	— 105 %
Au 30/ 9/17	—	185,0	—	179,4	— 103 %
Au 31/10/17	—	190,1	—	180,8	— 105 %
Au 30/11/17	—	183,0	—	176,8	— 104 %
Au 31/12/17	—	196,5	—	193,6	— 101 %

Les avances et reports, les comptes courants débiteurs et leur ensemble présentaient les fluctuations suivantes :

	Avances et rep.	C ^{tes} c ^{ts} débit ^{rs}	Ensemb —
	Millions	Millions	Millions
Au 31 janvier 1917	34,8	29,2	64,1
Au 28 février 1917	34,9	28,5	63,4
Au 31 mars 1917	34,7	27,3	62,1
Au 30 avril 1917	33,4	27,4	60,8
Au 31 mai 1917	32,7	29,0	61,8
Au 30 juin 1917	33,2	32,4	65,7
Au 31 juillet 1917	34,4	29,1	63,5
Au 31 août 1917	34,3	27,7	62,0
Au 30 septembre	33,1	30,0	63,2
Au 31 octobre 1917	33,8	29,3	63,1
Au 30 novembre 1917 ...	33,4	30,8	64,2
Au 31 décembre 1917 ...	35,0	32,9	67,9

Au 31 octobre 1917, malgré la faiblesse relative de son encaisse, le *Crédit Industriel et Commercial* se trouvait donc grâce à son portefeuille commercial dans une situation suffisamment saine pour pouvoir sans difficulté faire face aux retraits de dépôts que l'appel du Trésor allait provoquer. On constatera d'ailleurs qu'on trouve à peine trace, dans les bilans de la Société, du 3^{me} emprunt de la Défense Nationale. Au moment de son émission, les fonds confiés à la banque n'ont diminué que de 5 millions dont 4 millions pour les dépôts à vue et 1 million pour les dépôts à échéance. L'encaisse est restée inchangée à 22 millions. Par contre le portefeuille commercial a fléchi de 8 millions ce qui avait permis d'avancer à la clientèle 3 millions en comptes courants.

En ce qui concerne les souscriptions recueillies par l'établissement, le rapport du 12 mars 1918 apportait les précisions suivantes :

« A l'emprunt 4 % de novembre dernier, nous avons apporté au Trésor un montant de 12.082.475 francs de rente pour 207.214.480 francs de capital effectif et 302.061.925 francs nominaux. »

Rapprochés des mouvements tout à fait insignifiants que nous venons de signaler dans les situations mensuelles, ces derniers résultats paraissent bien indiquer que le public se trouvait toujours trop enclin à conserver son épargne plutôt que d'en remettre la gestion à la société. C'est qu'en effet le *Crédit Industriel et Commercial* n'était pas parvenu pendant l'année 1917 « à échapper complètement à l'influence des conditions générales » dont le Conseil d'administration donnait un aperçu dès le début de son compte-rendu :

« la France industrielle privée de la houille, du minerai, des betteraves, des hauts fourneaux, des usines et fabriques, des richesses des départements envahis, faisant face quand même, coûte que coûte, aux nécessités de la défense et aux besoins les plus impérieux du pays.

« D'autre part, une récolte déficitaire, les importations plus nécessaires et cependant plus entravées que jamais : le manque de fret : la guerre sous-marine : l'insuffisance des moyens de transport par terre : et puis la raréfaction de la main-d'œuvre, la hausse inouïe des prix de revient et plus encore des prix de vente : les réquisitions, la taxation, les restrictions : le trouble apporté dans le contrat de travail dans les conditions générales de la vie et dans l'application dès lors économique les mieux établies. »

Sans aller jusqu'à estimer, comme l'avaient fait d'autres établissements financiers que la reprise manifestée dès l'année précédente dans l'activité économique s'était accentuée au cours de l'exercice, le Conseil signalait cependant comme symptômes rassurants :

« Le développement appréciable des transactions commerciales, la liquidation progressive du portefeuille moratorié, la crise des changes enrayée sur plus d'un point, la vulgarisation des règlements par compensation, par virements en banque et par chèques dont l'effet était de ralentir l'inflation de la circulation fiduciaire. »

Aussi les résultats obtenus par la Société au cours de l'exercice 1917 « avaient-ils été relativement favorables ». A l'appui de cette opinion, la direction présentait un

certain nombre d'observations que nous croyons intéressant de mentionner ici :

« Le bilan de fin d'année se totalise par 401 millions 530 mille francs, soit 25 millions 574 mille francs de plus qu'en 1916 ; les dépôts à vue figurent dans ce bilan pour 193 millions 641 mille francs, chiffre que nous n'avions pas encore atteint. Ils ont comme contre-partie 171 millions 650 mille francs d'effets à recevoir, y compris pour la plus forte part des Bons à court terme de la Défense Nationale et 24 millions 911 mille francs de coupons à encaisser, de fonds disponibles dans les Banques et d'espèces en caisse et à la Banque de France : ensemble 196 millions 561 mille francs.

« A remarquer également au chapitre « actionnaires » une diminution de 908.251 francs par suite de la libération volontaire en 1917, en pleine guerre, de 2.422 actions. Le nombre de nos titres intégralement versés est ainsi de 10.361 dont 6.561 au porteur.

« L'activité générale ne s'est pas manifestée seulement dans le mouvement général des caisses des Comptes courants et des Comptes de Dépôts à vue. Le montant des ordres de Bourse au comptant donné par la clientèle et exécuté, celui des coupons payés, les droits de garde et de vérification des titres, le produit de la location des coffres-forts sont en progression. »

De cet exposé deux points retiendront plus particulièrement notre attention.

On remarquera tout d'abord qu'après avoir retrouvé au mois de juillet 1917 leur montant d'avant-guerre, les dépôts accusaient au 31 décembre suivant dans les bilans de la Société un chiffre qu'ils n'avaient encore jamais atteint. Ces résultats étaient d'autant plus appréciables que d'autres établissements financiers, le *Crédit Lyonnais* et le *Comptoir d'Escompte* par exemple, ne devaient y parvenir qu'un peu plus tard. Cependant tout en estimant que le *Crédit Industriel et Commercial* n'eut peut-être pas à se plaindre autant que d'autres institutions de crédit de la méfiance des particuliers il ne faut pas oublier, pour donner à ces faits leur signification véritable, que depuis le début de la guerre la circulation intérieure avait plus que triplé.

On notera aussi que selon les indications du Conseil d'administration, les Bons de la Défense Nationale étaient entrés pour la plus large part dans la composition du portefeuille commercial. Ceux-ci avaient d'ailleurs été l'objet d'une activité très importante, ainsi qu'il résulte des renseignements donnés par le rapport du 12 mars 1918.

« Nous avons surtout dirigé nos emplois de fonds et ceux de nos clients sur les Bons et Obligations de la Défense Nationale. Les sommes ainsi souscrites s'élèvent à 736.867.500 francs, non compris 99.697.100 francs de renouvellements. »

La Société avait eu en effet vraisemblablement à souffrir au cours de l'exercice qui venait de s'écouler de la raréfaction des effets de commerce à la suite du maintien prolongé des moratoires. Il faut signaler toutefois que, dans le document précité, la direction n'est pas revenue sur cette question.

Des observations qui viennent d'être présentées il semble possible de conclure qu'en 1917 l'expansion du *Crédit Industriel et Commercial* s'est heurtée aux mêmes obstacles que précédemment. Aussi en ce qui concerne plus particulièrement ses affaires de banque pures l'établissement n'a-t-il pu probablement bénéficier que dans une mesure restreinte de la reprise économique que l'inflation fiduciaire avait accentuée.

Par contre, pour la première fois depuis l'ouverture des hostilités, la Société indiquait des participations dans un certain nombre d'opérations financières savoir :

Les obligations 5 $\frac{1}{2}$ % du Crédit Foncier de France.

— 5 $\frac{1}{2}$ % du Chemin de Fer de Djibouti à Addis-Abeba.

— de la Compagnie Française de Tramways.

Bons décennaux 6 % de la Compagnie des métaux.

La Société avait en outre prêté son concours à l'augmentation du capital social de la *Compagnie Générale Transatlantique*.

Enfin 13.261.200 francs de Bons, 23.365.000 francs d'obligations quinquennales de la *Ville de Paris* avaient été placées par ses soins.

L'énumération ci-dessus n'est pas assez importante pour que la liquidité de la société en ait été sensiblement affectée. On constatera cependant qu'en augmentation de 2 millions sur les années antérieures, le portefeuille-titres représentait la proportion encore tout à fait élevée de 20 % des dépôts à vue.

La situation du commerce extérieur français était aussi, en 1917, une des circonstances générales dont l'influence ne pouvait pas manquer de se faire sentir sur le *Crédit Industriel et Commercial*. Sans fournir de renseignements bien précis à cet égard, le Conseil d'administration faisait savoir cependant que « *d'accord avec un groupe d'établissements de la place, la Société avait donné gratuitement sa signature sous les plus sérieuses garanties pour l'ouverture de crédits destinés à faciliter le règlement d'intérêts généraux français en Pays Neutres ou Alliés.* » Ces engagements figuraient au bilan pour 21.059.051 francs sous la rubrique « opérations de change à terme garanties. »

En résumé le *Crédit Industriel et Commercial* eut encore à souffrir en 1917 des entraves apportées par les moratoires dans l'exercice des opérations qui constituent essentiellement l'objet des banques de dépôts. Aussi, malgré des progrès sensibles sur les années précédentes le volume des affaires traitées par la Société ne s'est-il pas développé proportionnellement aux mouvements des transactions commerciales.

Le compte de profits et pertes présenté à l'Assemblée du 12 mars 1918 se ressentait naturellement de cet état de chose. Il ne s'élevait qu'à 3.626 mille francs sur lesquels 379 mille francs étaient reportés.

Dans son rapport du 18 mars 1919, le Conseil d'administration du *Crédit Industriel et Commercial* ne faisait allusion « *aux heures sombres de l'année 1918* » que pour

rappeler les difficultés rencontrées par la Société, lors du transfert à Avignon des titres et valeurs dont elle avait la garde. Il semble cependant que l'on puisse signaler en outre une influence assez caractéristique des événements militaires sur la situation de l'établissement au cours de l'exercice.

On observera tout d'abord qu'au lendemain de l'offensive du 21 mars, l'encaisse se relève une première fois à 31 millions. On pouvait en effet redouter qu'à cette époque le public effectuât aux guichets de la Société des retraits de fonds assez importants. Ces craintes ne sont d'ailleurs pas demeurées à l'état de simples éventualités. On remarquera en particulier que la situation mensuelle arrêtée au 31 mars 1918 accuse sur la précédente une diminution de quatre millions pour les comptes courants créditeurs. Après une légère augmentation au mois d'avril, les dépôts fléchissent à nouveau de 5 millions au 31 mai suivant, entraînant une réduction appréciable de l'encaisse. Si l'on se reporte aux documents annexés au compte rendu de l'exercice dont la publication suspendue pendant 4 ans se trouvait reprise pour la première fois, on constatera qu'aussitôt après l'offensive du 27 mai les moyennes mensuelles : comptes de chèques présentaient une moins-value très sensible. Aussi au tournant décisif de la guerre au 30 juin 1918, la question des remboursements éventuels se posait-elle à nouveau avec cette différence toutefois que l'établissement se sentait quelque peu affaibli par les retraits auxquels il avait déjà dû faire face. Dans ces conditions, le *Crédit Industriel et Commercial* eut à renforcer son encaisse dans des proportions encore plus considérables qu'au mois de mars précédent, ce qui ne put s'effectuer qu'en faisant appel au portefeuille commercial jusqu'à concurrence de 15 millions.

Au moment où elles furent maxima, les disponibilités immédiates ne représentaient cependant que 19 % des dépôts à vue. Il est vrai qu'au *Comptoir d'Escompte* la proportion était alors la même. D'un autre

côté, le rapport de l'ensemble « caisse plus portefeuille » aux exigibilités à vue, supérieur pendant toute l'année à 100 %, fut particulièrement élevé à l'époque de la crise. Il était de 104 % au mois de mars, 106 % au mois d'avril et de mai, 102 % au mois de juin, pour remonter à 103 % au mois de juillet. Pendant la période critique de l'année 1918, le *Crédit Industriel et Commercial* s'était donc assuré une situation de liquidité tout à fait satisfaisante. Aussi dès le 31 juillet, l'horizon politique s'étant éclairci et les dépôts ayant recommencé leur mouvement ascendant, la Société croyait-elle pouvoir réduire son encaisse pour restituer au portefeuille commercial une partie des fonds qu'il avait fournis un mois plus tôt.

Après des fluctuations en sens divers, pendant les derniers mois de l'été, l'encaisse ne couvrait plus au 31 octobre 1918 que 10 % du passif à vue. La Société eut donc à procéder à une nouvelle augmentation de ses liquidités en vue de répondre aux appels de fonds que le 4^{me} emprunt de la Défense Nationale allait provoquer. Au 30 novembre l'encaisse remonte effectivement à 35 millions soit 15 % des dépôts à vue.

Nous signalerons en outre qu'après avoir subi une compression assez sensible pendant les 6 premiers mois de l'année, les postes de l'actif réalisable à terme : avances sur garanties et reports ainsi que comptes courants débiteurs sont restés à peu près stationnaires à partir du mois de juillet, sauf cependant, en ce qui concerne ces derniers, une légère reprise au moment de l'emprunt.

Quant au portefeuille-titres il est demeuré invariablement à 34 millions passés jusqu'à l'armistice. Par contre, avec la fin des hostilités, son montant s'est accru dans des proportions assez importantes.

Voici d'ailleurs quels ont été en 1918 les mouvements des principaux comptes du *Crédit Industriel et Commercial* :

MOUVEMENT DE L'ENCAISSE DU PORTEFEUILLE
COMMERCIAL ET DES DÉPÔTS À VUE

En millions de francs

Au 31/ 1/18	Encaisse	36,2	Portef.	171,4	Dépôts	199,9
Au 28/ 2/18	—	29,2	—	163,4	—	183,8
Au 31/ 3/18	—	31,4	—	156,4	—	179,8
Au 30/ 4/18	—	27,4	—	169,8	—	185,6
Au 31/ 5/18	—	20,8	—	169,3	—	178,7
Au 30/ 6/18	—	37,8	—	154,3	—	187,1
Au 31/ 7/18	—	27,2	—	170,1	—	191,6
Au 31/ 8/18	—	24,7	—	183,0	—	199,9
Au 30/ 9/18	—	29,8	—	194,5	—	217,4
Au 31/10/18	—	26,7	—	235,9	—	250,3
Au 30/11/18	—	35,6	—	205,5	—	234,6
Au 31/12/18	—	28,1	—	188,5	—	206,2

MOUVEMENT DES AVANCES ET REPORTS, DES
COMPTES DÉBITEURS ET DE LEUR ENSEMBLE

En millions de francs

Au 31/ 1/18	Av. et rep ^{ts}	35,3	C ^{ts} débit.	33,6	Ensemb.	68,3
Au 28/ 2/18	—	35,1	—	27,9	—	63,1
Au 31/ 3/18	—	33,7	—	31,8	—	65,6
Au 30/ 4/18	—	32,4	—	29,3	—	61,8
Au 31/ 5/18	—	32,0	—	33,6	—	65,6
Au 30/ 6/18	—	32,2	—	32,6	—	64,8
Au 31/ 7/18	—	31,1	—	32,6	—	63,7
Au 31/ 8/18	—	32,3	—	30,8	—	63,1
Au 30/ 9/18	—	32,6	—	31,0	—	63,7
Au 31/10/18	—	31,7	—	31,8	—	63,5
Au 31/11/18	—	30,9	—	34,4	—	65,3
Au 31/12/18	—	30,1	—	31,6	—	61,7

Indiquons enfin, 1^o) le rapport de l'encaisse aux dépôts à vue, 2^o) le rapport de l'ensemble Caisse + Portefeuille aux dépôts à vue.

1^o

Au 31/ 1/18	Encaisse	36,2	Dépôts	199,9	Prop.	18 %
Au 28/ 2/18	—	29,2	—	183,8	—	15 %
Au 31/ 3/18	—	31,4	—	179,8	—	17 %
Au 30/ 4/18	—	27,4	—	185,6	—	14 %
Au 31/ 5/18	—	20,8	—	178,7	—	11 %
Au 30/ 6/18	—	37,8	—	187,1	—	19 %
Au 31/ 7/18	—	27,2	—	191,6	—	14 %
Au 31/ 8/18	—	24,7	—	199,9	—	12 %
Au 30/ 9/18	—	29,8	—	217,4	—	13 %
Au 31/10/18	—	26,7	—	250,3	—	10 %
Au 30/11/18	—	35,6	—	234,6	—	15 %
Au 31/12/18	—	28,1	—	206,2	—	13 %

2°

Au 31/ 1/18	C ^{se} + p ^{le}	207,8	Dépôts	199,9	Prop.	103 %
Au 28/ 2/18	—	192,6	—	183,8	—	104 %
Au 31/ 3/18	—	187,8	—	179,8	—	104 %
Au 30/ 4/18	—	197,3	—	185,6	—	106 %
Au 31/ 5/18	—	190,1	—	178,7	—	106 %
Au 30/ 6/18	—	192,1	—	187,1	—	102 %
Au 31/ 7/18	—	197,4	—	191,6	—	103 %
Au 31/ 8/18	—	207,8	—	199,9	—	104 %
Au 30/ 9/18	—	224,4	—	217,4	—	103 %
Au 31/10/18	—	262,7	—	250,3	—	105 %
Au 30/11/18	—	211,2	—	231,6	—	103 %
Au 31/12/18	—	216,7	—	206,2	—	105 %

Des chiffres qui viennent d'être présentés, il résulte que l'emprunt 4 % 1918 n'a affecté que très passagèrement la liquidité de l'établissement. On remarquera en particulier que, dès la clôture de l'exercice, la proportion de l'ensemble « caisse plus portefeuille » aux dépôts à vue retrouvait son chiffre de 105 %.

Le rapprochement des bilans aux 31 octobre, 30 novembre et 31 décembre 1918 fait apparaître en outre qu'au moment où les nouvelles rentes ont été offertes au public les dépôts ont diminué de 44 millions.

Simultanément l'encaisse fléchissait de 7 millions seulement. Comme en 1917, le *Crédit Industriel et Commercial* avait donc remboursé ses déposants en recourant presque exclusivement à son portefeuille commercial. Sur les 47 millions provenant de ce poste de l'actif, 3 millions avaient été en outre avancés à la clientèle en comptes courants. Enfin 5 millions étaient absorbés par le portefeuille-titres.

En ce qui concerne les souscriptions recueillies par la société, le rapport du 18 mars 1919 apportait les précisions suivantes :

« Notre souscription à l'emprunt de la libération, clientèle et correspondants compris, s'est élevé à 36.011.753 francs de rente et 900.293.825 francs de capital nominal, soit trois fois plus qu'à chacun des précédents emprunts de guerre. »

Cependant il semble qu'au cours de l'année 1918 la situation du *Crédit Industriel et Commercial* n'ait pas été déterminée uniquement par les événements militaires. Après avoir rappelé que « depuis 4 ans les capitaux

disponibles étaient venus demander un emploi presque exclusivement aux emprunts d'Etat sous toutes leurs formes», le Conseil d'administration constatait en effet que :

« Les difficultés rencontrées par la Société depuis le début de la guerre s'étaient plutôt aggravées pendant l'exercice. »

Au nombre de ces dernières, la direction signalait :

« La série sans fin des mesures discrétionnaires parfois éphémères et souvent décevantes, substituées à l'application des lois économiques universellement reconnues jusque là. »

Malgré l'imprécision probablement voulue des termes ainsi employés, il ne paraît pas douteux qu'il y eut là entre autres choses une illusion à la disparition prolongée du crédit dans les transactions commerciales. Il est en effet de toute probabilité que le portefeuille commercial de la Société se trouvait toujours composé pour la plus large part de Bons de la Défense Nationale. Les opérations ayant ces derniers pour objet avaient d'ailleurs constitué comme par le passé un des éléments les plus importants de l'activité sociale :

« Au cours de l'exercice 1918, 726.946.300 francs d'obligations et de Bons de la Défense Nationale, non compris 74.818.400 francs de renouvellements ont été souscrits par nos soins. »

D'autre part dans la dernière année de la guerre les dépôts du *Crédit Industriel et Commercial* avaient diminué de façon à peu près continue jusqu'au mois d'août. Malgré une reprise assez accentuée dans le deuxième semestre, leur taux d'accroissement par rapport à leur montant du 30 avril 1914 n'était pas cependant parvenu à dépasser 144 % à la veille du 4^{me} emprunt de la Défense Nationale, tandis que depuis le début des hostilités la circulation intérieure de la Banque de France avait presque quintuplé.

De même, la stabilisation de postes de l'actif réalisable à terme semble indiquer un ralentissement assez appréciable dans la fonction de crédit de l'établissement. En définitive, au cours de l'année 1918, les opérations qui constituent essentiellement l'objet des banques de

dépôts paraissent bien n'avoir donné lieu au *Crédit Industriel et Commercial* qu'à une activité encore restreinte.

Toutefois dans le compte-rendu qu'il présentait à l'Assemblée ordinaire du 18 mars 1919, le Conseil d'administration avait pu signaler quelques progrès sur l'exercice précédent :

« Les difficultés de l'année 1918 n'ont pas empêché de voir se développer nos opérations, grossir le montant des dépôts, celui du portefeuille et l'importance de la clientèle. Le bilan au 31 décembre donne un total de 443 millions 735 mille francs en augmentation de plus de 42 millions sur les chiffres du 31 décembre 1917. Le solde des comptes de dépôts créditeurs atteint 245 millions (bons à échéance compris) en accroissement de 13 millions ; le portefeuille d'effets commerciaux et de Bons de la Défense Nationale figure pour 188 millions et demi au lieu de 171 millions 650 mille francs. Enfin le produit net réalisé 4.038.242 francs se rapproche sensiblement de celui de 1913, dernière année avant la guerre. »

Les renseignements statistiques annexés au document qui vient d'être cité font ressortir également, en ce qui concerne le mouvement général des caisses, des améliorations assez importantes. Par contre le mouvement général du portefeuille commercial présente une dépression à laquelle la période critique de l'année 1918 ne nous paraît pas étrangère.

Mouvement général des caisses			Mouvement général du portefeuille			
	Entrées	Sorties	Entrées		Sorties	
	millions de fr.	millions de fr.	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur
Ann. 17	8.040,3	8.040,5	198.737 eff.	1.439,0	197.938 eff.	1.397,7
Ann. 18	8.886,8	8.881,1	171.986 —	1.410,2	172.825 —	1.393,3

Au cours de l'exercice, la Société avait en outre très probablement contribué pour sa part à enrayer la hausse

des changes, puisque les opérations de change à terme garanties qui n'avaient à aucun moment cessé de figurer dans les bilans s'élevaient à la fin de l'année à 43 millions, chiffre qu'elles n'avaient pas encore atteint. Toutefois il est impossible de préciser davantage, le Conseil d'administration ayant gardé sur ce sujet le silence le plus absolu.

On remarquera de même que le rapport du 18 mars 1919 ne mentionnait aucune participation prise par l'établissement dans des opérations financières. Il n'est guère vraisemblable cependant qu'en 1918 il s'en soit complètement abstenu.

En tous cas, il est un fait certain, c'est que depuis l'armistice le portefeuille-titres était allé en augmentant. Au 31 décembre 1918, il représentait la proportion encore très élevée de 19 % des dépôts à vue.

En résumé, grâce à la gestion prudente dont il avait toujours fait preuve, le *Crédit Industriel et Commercial* n'eut peut être pas pendant la guerre à souffrir autant que d'autres établissements financiers de la méfiance des particuliers. Cette société était en effet parvenue à retrouver dès l'année 1915 le montant des dépôts qu'elle possédait avant la guerre. Encore que ce résultat n'ait été que passager à cette époque, il mérite cependant, croyons-nous, d'être signalé.

Malheureusement l'établissement s'est heurté aux difficultés graves créées à toutes les banques de dépôts par le maintien prolongé des mesures arrêtées en matière financière par le Gouvernement français dans les derniers jours qui ont précédé l'ouverture des hostilités.

Aussi n'ayant pu profiter que dans une mesure restreinte du mouvement de prospérité que l'inflation fiduciaire avait facticement déterminée en France à partir de l'année 1916, le *Crédit Industriel et Commercial* n'a-t-il été lui aussi banque de guerre que dans des proportions modestes.

CHAPITRE V

LA SITUATION D'ENSEMBLE DES QUATRE GRANDES SOCIÉTÉS DE CRÉDIT PENDANT LA GUERRE

(Documents statistiques, pages 686-689)

La situation d'ensemble des quatre grandes sociétés de crédit pendant la guerre résulte naturellement de leur situation respective au cours de la période considérée. Or, des quatre établissements financiers étudiés quant à présent, deux se sont présentés véritablement comme des banques de dépôts : ce sont le *Crédit Lyonnais* et le *Comptoir d'Escompte*. Encore faut-il remarquer que celui-ci n'a pas poussé aussi loin que celui-là le souci de sa liquidité.

Le *Crédit Industriel et Commercial* a déjà offert par certains côtés quelque ressemblance avec les banques d'affaires.

Quant à la *Société Générale* elle était, et malgré les expériences du passé, est restée dans une large mesure une banque d'affaires financières.

En conséquence, et par suite de la politique particulière adoptée par cette dernière société, la liquidité d'ensemble des quatre grandes institutions de crédit est demeurée, surtout en ce qui concerne la proportion aux dépôts à vue de l'actif immédiatement disponible ou réalisable à très court terme, constamment inférieure à celle des trois autres établissements. Dès lors il nous a semblé que les renseignements statistiques qui vont être donnés ne pourraient acquérir tout leur intérêt qu'à condition d'être rapprochés des mouvements correspondants de chacune des banques ayant contribué pour sa part à les déterminer. Tels sont les mobiles qui nous ont conduit à dresser le tableau que l'on trouvera ci-après :

Mouvement des principaux comptes des quatre grandes Sociétés de Crédit pendant la guerre.

Dates	Débits	Encaisse	Portefeuille	Caisse plus Portefeuille	Proportion de l'encaisse aux dépôts	Proportion de l'ensemble Caisse + Portefeuille aux dépôts	Crédit Lyonnais		Comptoir d'Escompte de Paris		Société Générale		Crédit Industriel et Commercial	
							Proportion de l'encaisse aux dépôts	Proportion de l'ensemble Caisse + Portefeuille aux dépôts	Proportion de l'encaisse aux dépôts	Proportion de l'ensemble Caisse + Portefeuille aux dépôts	Proportion de l'encaisse aux dépôts	Proportion de l'ensemble Caisse + Portefeuille aux dépôts	Proportion de l'encaisse aux dépôts	Proportion de l'ensemble Caisse + Portefeuille aux dépôts
	Millions de francs	Millions de francs	Millions de francs	Millions de francs	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
31 Dec. 1914	3,108.9	1,485.1	1,357.8	2,842.9	40	76	41	79	39	75	14	49	42	77
30 Avril 1915	3,624.4	1,236.3	1,688.8	2,925.1	34	81	45	93	32	86	14	46	16	89
30 Juin 1915	3,717.4	1,333.1	1,810.0	3,143.2	36	84	46	94	36	88	13	51	18	87
30 Sept. 1915	3,814.3	1,345.9	1,923.1	3,269.1	35	85	44	95	36	89	14	53	16	92
31 Dec. 1915	3,595.5	1,053.6	2,047.3	3,096.0	29	86	35	96	27	89	18	57	17	90
31 Mars 1916	3,807.6	1,112.8	2,235.4	3,348.2	29	87	39	99	24	92	14	53	17	92
30 Avril 1916	3,935.7	1,132.0	2,306.4	3,438.4	28	87	39	98	24	91	12	53	15	91
31 Mai 1916	3,910.6	1,106.6	2,344.5	3,450.4	27	86	37	98	25	91	12	53	13	92
30 Juin 1916	4,029.5	1,132.2	2,415.6	3,547.9	28	88	36	98	25	91	16	57	14	95
31 Juil. 1916	4,111.5	1,122.3	2,496.9	3,619.3	27	88	36	98	23	91	12	57	14	95
31 Août 1916	4,218.4	1,208.5	2,532.8	3,742.1	28	88	39	99	24	92	13	59	13	95
30 Sept. 1916	4,363.6	1,206.2	2,671.2	3,877.5	27	88	35	98	25	93	15	60	13	95
31 Oct. 1916	3,989.0	945.2	2,553.7	3,498.9	23	89	32	99	19	90	11	55	15	95
30 Nov. 1916	4,108.1	1,004.6	2,580.0	3,584.7	24	86	30	96	22	91	14	57	16	95
31 Dec. 1916	4,263.0	1,089.4	2,661.3	3,750.8	25	88	35	97	21	92	11	58	16	95
31 Janv. 1917	4,456.8	1,203.8	2,645.0	3,908.8	28	87	41	97	22	92	11	56	12	103
28 Fev. 1917	4,621.0	1,331.8	2,702.4	4,039.5	29	87	41	97	24	93	11	56	13	102
31 Mars 1917	4,812.0	1,327.3	2,866.7	4,234.1	28	88	40	96	25	93	11	60	14	106
30 Avr. 1917	5,032.1	1,325.7	3,148.6	4,472.5	26	88	37	96	23	92	9	63	13	132
31 Mai 1917	5,237.6	1,384.4	3,450.0	4,734.4	26	88	36	95	23	91	11	65	12	108
30 Juin 1917	5,257.5	1,296.6	3,393.6	4,690.1	24	89	34	96	20	93	10	66	15	103
30 Juil. 1917	5,491.2	1,374.7	3,482.9	4,857.7	25	89	36	97	21	93	10	66	15	105

Mouvement des principaux comptes des quatre grandes Sociétés de Crédit pendant la guerre (suite)

Dates	Depôts	Encaisse	Portefeuille	Caisse plus Portefeuille	Proportion de l'encaisse aux dépôts	Proportion de l'encaisse + Portefeuille aux dépôts	Credit Lyonnais	Comptoir d'Escompt de Paris	Société Générale	Credit Industriel et Commercial
	Millions de francs	Millions de francs	Millions de francs	Millions de francs	%	%	Proportion de l'encaisse aux dépôts	Proportion de l'encaisse + Portefeuille aux dépôts	Proportion de l'encaisse aux dépôts	Proportion de l'encaisse + Portefeuille aux dépôts
30 Sept 1917	5 678,3	1 483,9	3 012,5	5 096,5	26	89	97	19	8	9
31 Oct. 1917	5 709,0	1 298,8	3 813,2	5 112,0	22	89	97	19	8	12
30 Nov. 1917	5 980,9	1 438,9	3 881,8	5 320,2	24	89	96	21	10	13
31 Dec. 1917	5 982,3	1 299,8	4 036,0	5 335,9	21	89	95	19	20	12
31 Janv. 1918	5 655,5	1 390,5	3 516,9	4 973,5	24	87	97	17	21	13
28 Fev. 1918	5 824,8	1 428,6	3 743,0	5 171,6	24	88	97	19	16	15
31 Mars 1918	5 941,7	1 409,8	3 875,5	5 285,3	23	88	98	18	17	17
30 Avril 1918	6 108,3	1 703,3	3 730,3	5 483,6	27	88	97	19	18	14
31 Mai 1918	6 339,4	1 681,6	4 019,0	5 670,7	25	89	96	19	16	11
30 Juin 1918	6 493,5	1 782,4	4 035,9	5 798,3	27	89	95	20	15	19
31 Juil. 1918	6 677,9	1 631,6	4 177,7	6 009,4	24	90	95	20	14	14
31 Août 1918	6 973,2	1 774,1	4 485,7	6 259,9	25	89	94	19	12	12
30 Sept. 1918	7 000,3	1 488,8	4 801,5	6 270,4	20	89	94	20	7	13
30 Oct. 1918	7 600,7	1 354,5	5 586,9	6 781,6	18	88	92	19	8	10
30 Nov. 1918	6 841,2	1 238,0	4 280,3	5 527,3	18	83	89	17	11	15
31 Dec. 1918	6 889,4	933,8	4 817,4	5 751,3	13	86	89	15	9	13

Dates	Avances & Reports	Comptes d'achats	Ensemble	Avances & Reports	Comptes d'achats	Ensemble	Avances & Reports	Comptes d'achats	Ensemble
Millions de francs	Millions de francs	Millions de francs	Millions de francs	Millions de francs	Millions de francs	Millions de francs	Millions de francs	Millions de francs	Millions de francs
31 Dec 1914	973,3	1 132,3	2 105,6	321,7	508,6	830,3	223,8	178,9	402,7
30 Avril 1915	828,5	1 185,6	2 014,1	269,0	429,8	698,8	192,3	133,6	335,9
30 Juin 1915	784,9	1 118,4	1 903,3	255,8	395,8	651,6	181,1	125,1	306,2
30 Sept 1915	747,0	1 096,6	1 843,6	241,6	397,3	638,9	171,8	131,2	303,0
31 Dec 1915	728,5	1 078,9	1 807,4	241,4	383,4	624,8	152,9	129,3	282,2

Mouvement des principaux comptes des quatre grandes Sociétés de Crédit pendant la guerre (suite)

Dates	Avances & Dépôts		Comptes Courants Débiteurs		Ensemble		Crédit Lyonnais		Comptoir d'Escompte de Paris		Société Générale		Crédit Industriel et Commercial	
	Millions de Francs	Millions de Francs	Millions de Francs	Millions de Francs	Millions de Francs	Millions de Francs	Avances et reports	Comptes Courants Débiteurs	Avances et reports	Comptes Courants Débiteurs	Avances et reports	Comptes Courants Débiteurs	Avances et reports	Comptes Courants Débiteurs
31 Mars 1916	665,1	1.002,0	1.667,1	1.667,1	1.667,1	230,7	350,9	150,7	117,9	240,1	498,4	43,5	34,7	34,7
30 Avril 1916	661,3	998,6	1.659,9	1.659,3	1.659,3	230,8	350,6	148,4	115,7	242,8	498,2	39,2	33,9	33,9
31 Mai 1916	663,0	1.013,9	1.676,9	1.676,9	1.676,9	231,0	364,1	148,3	116,9	245,0	499,1	38,6	33,5	33,5
30 Juin 1916	650,6	990,3	1.651,2	1.651,2	1.651,2	229,1	362,3	143,3	116,3	241,6	482,6	36,4	29,1	29,1
30 Juil 1916	646,6	1.017,6	1.664,2	1.664,2	1.664,2	228,3	374,8	141,2	125,3	240,9	487,7	36,0	29,6	29,6
31 Août 1916	648,5	1.000,8	1.649,3	1.649,3	1.649,3	226,4	369,0	138,6	117,9	247,8	484,0	35,6	29,8	29,8
30 Sept 1916	657,7	1.008,9	1.666,7	1.666,7	1.666,7	226,2	388,4	138,1	119,8	258,1	471,1	35,1	29,5	29,5
31 Octob 1916	671,3	1.060,8	1.738,1	1.738,1	1.738,1	235,7	423,3	139,0	131,0	261,1	476,3	35,3	29,9	29,9
30 Nov 1916	655,0	1.042,5	1.707,5	1.707,5	1.707,5	230,3	409,0	137,4	132,8	261,8	460,4	35,4	34,0	34,0
31 Déc. 1916	611,1	1.039,7	1.700,8	1.700,8	1.700,8	228,2	396,9	139,5	126,9	268,3	482,5	34,9	33,2	33,2
31 Janv 1917	612,3	1.079,9	1.752,2	1.752,2	1.752,2	228,6	421,4	135,5	140,9	273,3	488,1	34,8	29,2	29,2
28 Fév 1917	674,4	1.101,0	1.775,4	1.775,4	1.775,4	224,6	421,2	136,3	144,2	278,4	507,0	34,9	28,5	28,5
20 Mars 1917	669,0	1.095,0	1.764,1	1.764,1	1.764,1	220,7	422,0	137,0	139,3	276,5	506,2	34,7	27,3	27,3
30 Avril 1917	670,7	1.095,3	1.768,0	1.768,0	1.768,0	225,1	423,2	135,8	145,3	276,3	501,2	33,4	27,4	27,4
31 Mai 1917	662,1	1.118,0	1.780,2	1.780,2	1.780,2	221,2	441,1	133,8	148,1	274,3	499,6	32,7	29,0	29,0
30 Juin 1917	656,9	1.094,9	1.751,5	1.751,5	1.751,5	219,3	416,1	136,8	142,3	267,1	503,8	33,2	32,4	32,4
31 Juil 1917	656,2	1.081,0	1.746,3	1.746,3	1.746,3	221,6	402,1	131,5	146,8	271,6	504,9	34,4	29,1	29,1
31 Août 1917	667,4	1.074,6	1.741,8	1.741,8	1.741,8	219,7	392,3	139,1	162,4	273,2	511,0	34,3	27,7	27,7
30 Sept 1917	662,0	1.087,7	1.749,7	1.749,7	1.749,7	214,9	568,7	140,7	147,7	273,1	517,2	33,1	30,0	30,0
31 Octob 1917	658,9	1.113,0	1.771,9	1.771,9	1.771,9	213,1	411,6	139,4	148,3	278,5	523,6	33,8	29,3	29,3
30 Nov 1917	666,4	1.174,0	1.880,4	1.880,4	1.880,4	215,2	415,3	139,5	153,5	275,2	520,2	33,4	30,8	30,8
31 Déc 1917	667,2	1.218,2	1.885,5	1.885,5	1.885,5	198,5	468,0	156,8	160,4	279,1	561,7	35,0	32,9	32,9
31 Janv 1918	675,8	1.182,5	1.858,4	1.858,4	1.858,4	193,7	443,2	153,3	154,3	293,3	551,9	35,3	33,0	33,0
28 Fév 1918	661,4	1.170,6	1.832,1	1.832,1	1.832,1	191,8	482,6	153,3	158,4	284,0	551,4	35,1	27,9	27,9
31 Mars 1918	669,4	1.180,1	1.849,6	1.849,6	1.849,6	190,0	431,1	153,5	155,4	292,1	661,6	33,7	31,8	31,8

Mouvement des principaux comptes des quatre grandes Sociétés de Crédit pendant la guerre (fin)

Dates	Avances & Reports	Comptes Cour ^{ts} Débiteurs	Ensemble	Credit Lyonnais	Comptoir d'Esc de Paris	Société Générale	Credit Industriel et Commercial
	Millions de Francs	Millions de Francs	Millions de Francs	Avances & Reports & Reports Débiteurs Millions de Fr ^s	Avances & Reports & Reports Débiteurs Millions de Fr ^s	Avances & Reports & Reports Débiteurs Millions de Fr ^s	Avances & Reports & Reports Débiteurs Millions de Fr ^s
30 Avril 1918	560,2	1.182,6	1842,9	433,2	152,2	283,4	29,3
31 Mai 1918	643,4	1.196,7	1840,1	468,6	151,7	273,2	33,6
30 Juin 1918	631,9	1.223,1	1855,1	501,0	152,3	267,7	32,6
31 Juil 1918	628,8	1.207,0	1836,4	481,3	152,1	264,8	32,6
31 Août 1918	618,9	1.253,6	1872,6	527,7	151,3	255,4	30,8
30 Sep ^r 1918	619,1	1.257,5	1876,6	529,9	158,0	249,6	31,0
31 Oct 1918	633,0	1.397,2	2030,3	587,7	175,2	246,3	31,8
30 Nov 1918	638,2	1.640,5	2.278,8	659,7	176,8	244,9	34,4
31 Dec 1918	611,1	1.569,6	2.180,8	662,4	163,4	237,3	31,6

La situation d'ensemble des grandes banques françaises de dépôts au 31 décembre 1914 fait apparaître, par rapport à celle du 30 juin précédent, une diminution de 1.750 millions environ pour les comptes de chèques et comptes courants créditeurs. Pour faire face aux retraits tout à fait considérables effectués par le public pendant cette période, les grandes sociétés de crédit ont naturellement dû faire appel à leur portefeuille commercial. Celui-ci passait de 3.541 millions à 1.357 millions. Toutefois la réduction très sensible de ce poste des bilans trouve aussi son explication dans la disparition à peu près complète du crédit dans les transactions commerciales à la suite de la situation créée tant par l'état de guerre que par les mesures économiques et financières arrêtées par l'État français. Si bien que, ne trouvant plus pour leurs dépôts d'emplois suffisamment liquides, les établissements financiers furent contraints par voie de conséquence, de conserver par devers eux d'énormes encaisses absolument improductives. Il est à remarquer d'ailleurs qu'à la clôture de l'exercice 1914, ils avaient à veiller avec d'autant plus de soin sur leur liquidité qu'ils étaient à la veille de renoncer aux dispositions spéciales qui renaient encore dans leurs caisses une part appréciable des fonds à eux confiés par les particuliers. C'est dans ces conditions qu'en augmentation de 230 %, les encaisses s'étaient relevées à 1.485 millions représentant jusqu'à 40 % du passif à vue contre 644 millions au 30 juin précédent, soit 11 % des exigibilités à vue. En même temps les postes de l'actif réalisable à terme : avances sur garanties et reports et comptes courants débiteurs étaient l'objet d'une compression que les moratoires rendaient toutefois difficile. Les uns étaient ramenés de 1.080 millions à 979 millions, les autres de 1.631 millions à 1.329 millions.

Quant au portefeuille-titres, il présentait un accroissement de 21 millions imputables presque exclusivement à la *Société Générale* et au *Crédit Industriel et Commercial*. De ces quelques observations, il semble résulter que dans

le deuxième semestre de l'année 1914, l'activité des quatre grandes sociétés françaises de crédit fut extrêmement restreinte. D'une part leurs ressources avaient été très sérieusement diminuées du fait des retraits effectués par la clientèle ; d'autre part, en immobilisant les engagements anciens, les moratoires ne permettaient plus l'ouverture de nouveaux crédits. Enfin la raréfaction des effets de commerce avait cette conséquence de réduire considérablement les portefeuilles commerciaux, ce qui obligeait à conserver des encaisses tout à fait importantes. Dès lors, il est de toute probabilité que, dans les 6 premiers mois de la guerre, les opérations des grandes sociétés de crédit ont consisté presque exclusivement à payer des coupons et à placer dans le public des Bons de la Défense Nationale.

Vu le peu de documentation que nous possédons sur la *Société Générale* au cours de l'année 1915, il ne nous a pas été donné d'établir pour cet exercice plus de quatre situations d'ensemble des grandes sociétés françaises de crédit. Il ne nous a pas été possible en particulier, d'examiner les effets dans les bilans de l'abandon par ces sociétés du moratoire des dépôts en banque. Toutefois, pour des raisons que nous avons déjà exposées et sur lesquelles nous n'avons pas à revenir, il est très vraisemblable qu'au lendemain de la décision ainsi prise par les établissements financiers, des retraits de fonds importants ont dû être effectués par le public. Il semble même que ces demandes de remboursement se soient prolongées jusqu'au mois d'avril. On pourra constater en effet que la situation d'ensemble établie à cette époque accuse, sur celle du 31 décembre précédent, une diminution de 104 millions pour les comptes de chèques et comptes courants créditeurs.

Simultanément les encaisses fléchissaient de 250 millions. De même les avances sur garanties et reports et les comptes courants débiteurs étaient ramenés les uns de 979 millions à 828 millions, les autres de 1.329 millions

à 1.185 millions. Par contre, les portefeuilles commerciaux augmentaient de 330 millions. Il semblerait donc que, dès cette époque, les grandes sociétés de crédit aient cherché à réduire leurs encaisses tout en s'assurant d'une façon générale, grâce à leur portefeuille bancable, ainsi qu'à la compression des postes de l'actif réalisable à terme, une situation suffisante de liquidité.

C'est ainsi que les disponibilités immédiates représentaient la proportion encore très élevée de 34 % des dépôts à vue, tandis que l'ensemble des encaisses et des portefeuilles couvrait 81 % des exigibilités à vue contre 76 % à la clôture de l'exercice 1914.

L'examen de la situation d'ensemble au 30 juin 1915 révèle une politique tout à fait semblable.

On constatera en effet que les avances sur garanties et reports et les comptes courants débiteurs ont encore diminué respectivement de 44 millions et de 67 millions. Les portefeuilles commerciaux vont toujours en augmentant, passant de 1.688 millions à 1.810 millions. Les encaisses, il est vrai, présentaient un accroissement de 97 millions. Toutefois les comptes de chèques et comptes courants créditeurs accusaient eux aussi une plus-value de 103 millions, si bien que la proportion des disponibilités immédiates aux dépôts à vue ne se relevait que de 2 %, tandis que le rapport de l'ensemble « caisses plus portefeuilles » représentait jusqu'à 84 % des passifs à vue.

Au 30 septembre 1915, les avances et reports ainsi que les comptes courants débiteurs fléchissent à nouveau de 37 millions pour les uns et de 22 millions pour les autres. Les portefeuilles commerciaux augmentaient encore de 113 millions. Quant aux encaisses, elles restaient à peu près inchangées. Aussi, vu l'accroissement de 97 millions présenté par les comptes de chèques et comptes courants créditeurs, la proportion des disponibilités immédiates aux exigibilités à vue diminuait légèrement, tandis que le rapport de l'ensemble « encaisses plus portefeuilles » s'inscrivait à 85 %.

La situation au 31 décembre 1915 est naturellement influencée par les opérations auxquelles a donné lieu le premier emprunt de la Défense Nationale. Il ne nous est d'ailleurs pas possible de préciser dans quelle mesure, faute de n'avoir pu établir un ensemble des comptes au 30 novembre précédent. Toutefois, en dehors de la diminution de 219 millions accusée par les comptes de chèques et comptes courants créditeurs, il ne semble pas que l'appel du Trésor ait apporté de modifications bien profondes à la politique adoptée depuis le début de l'exercice par nos grandes institutions de crédit

On remarquera en particulier que les comptes courants débiteurs et les avances sur garanties et reports subissaient de nouvelles réductions tandis que les portefeuilles commerciaux passaient de 1.923 millions à 2.042 millions.

Aussi l'ensemble des encaisses et des portefeuilles bancables couvrait-il 86 % des dépôts à vue alors que, du fait des retraits effectués par le public, les disponibilités immédiates ne représentaient plus que 29 % des exigibilités à vue.

On notera également la reprise assez sensible du portefeuille-titres, imputable, il est vrai, à la *Société Générale* presque exclusivement, dans les conditions très spéciales que nous avons déjà indiquées lors de notre étude sur cette dernière société.

En ce qui concerne les souscriptions recueillies par nos grands établissements financiers au premier emprunt de guerre, le rapprochement des renseignements contenus dans les rapports des différents Conseils d'administration permet d'indiquer que 880.000 souscripteurs avaient demandé aux guichets de ces sociétés pour 3.600 millions environ en capital nominal dont la répartition s'établit comme suit.

Crédit Lyonnais : 1.655 millions pour 370.960 souscripteurs.

Société générale : 880 millions pour 328.000 souscripteurs.

Comptoir d'Escompte : 725 millions pour 140.000 souscripteurs.

Crédit Industriel et Commercial : 344 millions pour 40.380 souscripteurs.

En résumé, l'année 1915 se caractérise essentiellement pour nos grandes sociétés de crédit par une diminution continue des avances sur garanties et reports et des comptes courants débiteurs et une augmentation constante des portefeuilles bancables. Or de l'aveu même des divers Conseils d'administration nous savons que ceux-ci se trouvaient composés pour la plus large part de Bons de la Défense Nationale. Dès lors il ne semble pas qu'au cours de l'exercice nos grandes banques de dépôts soient parvenues à étendre leur champ d'activité en dehors des limites très étroites que la disparition du crédit leur avait imposées depuis le début de la guerre : le paiement des coupons et le placement des Bons de la Défense Nationale.

Il semble qu'au cours de l'année 1916 une certaine reprise se soit manifestée dans l'activité des grandes sociétés de crédit.

En effet, tandis que les comptes de chèques et comptes courants créditeurs étaient en augmentation continue jusqu'au mois d'octobre, les encaisses restaient à peu près, jusqu'à la même époque, en quelque sorte inchangées, oscillant constamment entre 1.132 millions et 1.106 millions. Si bien que la proportion des disponibilités immédiates aux exigibilités à vue tendait à diminuer, atteignant tout au moins un niveau moins élevé que l'année précédente. D'autre part, les portefeuilles commerciaux accusaient chaque mois de nouveaux accroissements, aussi le rapport de l'ensemble « encaisses plus portefeuilles » se relevait-il à 87 et 88 %, assurant ainsi aux grands établissements financiers une situation de liquidité des plus satisfaisantes.

On remarquera en outre que la réduction des avances sur garanties et reports est devenue extrêmement lente. Quant aux comptes courants débiteurs, ils présentaient des fluctuations en sens divers mais d'une ampli-

tude relativement faible, ce qui permettrait de conclure à leur stabilisation. Dans les derniers mois de l'exercice, les uns et les autres étaient même en progression assez sensible. Il est vrai que l'émission du deuxième emprunt de la Défense Nationale n'était pas complètement étrangère à ces mouvements. Le rapprochement des situations d'ensemble aux 30 septembre et 31 octobre 1916 fait apparaître qu'au moment où les nouvelles rentes ont été offertes au public les dépôts ont diminué de 374 millions. En même temps les encaisses fléchissaient de 261 millions ; la proportion des disponibilités immédiates aux exigibilités à vue se trouvait ainsi ramenée à 23 %.

En outre il avait été fait appel aux portefeuilles commerciaux jusqu'à concurrence de 118 millions, ce qui avait permis d'avancer à la clientèle 14 millions sur garanties et 58 millions en comptes courants.

La *Société Générale* n'ayant pas indiqué, dans son rapport du 29 mars 1917, le montant du concours qu'elle avait apporté au Trésor lors de l'emprunt 5 % 1916, il n'est pas possible de donner un aperçu d'ensemble des souscriptions recueillies à cette occasion par les grandes sociétés de crédit.

Cependant, au cours de la troisième année de guerre, les grands établissements financiers avaient encore été entravés dans leur essor par les prorogations successives dont les moratoires avaient été l'objet.

On constatera tout d'abord que, de l'aveu même des différents Conseils d'administration, les portefeuilles bancaires se trouvaient toujours composés pour la plus large part de Bons de la Défense Nationale. Les opérations ayant trait à ces derniers avaient d'ailleurs constitué, comme par le passé, un des éléments d'activité les plus importants.

D'autre part, les dépôts n'étaient pas encore parvenus à retrouver leur montant du 30 avril 1914. Bien que le taux d'accroissement des comptes de chèques et comptes courants créditeurs fût un peu plus rapide que précédem-

ment, il n'était au 30 septembre 1916 que de 76 %, tandis qu'à la même époque la circulation de la Banque de France avait presque triplé.

Enfin, des observations qui ont déjà été présentées sur les postes de l'actif réalisable à terme, il résulte que les grandes banques de dépôts ne sont arrivées bien modestement à reprendre leur fonction de crédit que dans les tout derniers mois de l'exercice. A ces différents points de vue, il semble possible de conclure qu'en 1916 les grands établissements financiers n'ont pu bénéficier que dans une mesure restreinte de l'essor économique facticement engendré depuis le début de l'année par l'inflation de la circulation fiduciaire. Aussi leur fallut-il se borner à prêter un concours des plus mesurés dans l'effort entrepris à cette époque pour enrayer la hausse inquiétante des changes. Au 31 décembre 1916 les opérations de change à terme garanties ne s'élevaient qu'à 208 millions.

La reprise qui s'était manifestée en 1916 dans l'activité des grandes sociétés de crédit paraît s'être accentuée au cours de l'exercice 1917. On remarquera tout d'abord que jusqu'à la fin de l'année les dépôts n'ont cessé de s'accroître. D'autre part, réserve faite des situations au 31 août, 30 septembre et 30 novembre, les encaisses demeuraient relativement stationnaires, oscillant constamment entre 1.300 et 1.400 millions. Aussi la proportion des disponibilités immédiates aux exigibilités à vue tendait-elle à diminuer, atteignant tout au moins un niveau sensiblement inférieur à celui des exercices écoulés depuis l'ouverture des hostilités.

Il est vrai que les portefeuilles bancables présentaient chaque mois de nouvelles augmentations, si bien que le rapport aux dépôts à vue de l'actif immédiatement disponible ou réalisable à très court terme se relevait à 89 et 90 %, assurant aux grands établissements financiers une situation de liquidité des plus satisfaisantes.

On remarquera en outre que, malgré des fluctuations en sens divers, les avances sur garanties et reports sont plutôt en voie de progression par rapport à l'année précédente.

Le mouvement est encore plus accentué en ce qui concerne les comptes courants débiteurs, ce qui semblerait témoigner d'une certaine reprise dans la fonction de crédit de nos grands établissements financiers. Celle-ci était d'ailleurs particulièrement caractérisée lors de l'émission du troisième emprunt de la Défense Nationale.

Le rapprochement des situations d'ensemble au 30 novembre, 31 décembre 1917 et 31 janvier 1918 fait apparaître en effet qu'au moment où les nouvelles rentes 4 % ont été offertes au public les grandes institutions de crédit ont avancé à leur clientèle 11 millions sur garanties et 105 millions en comptes courants.

Simultanément les dépôts à vue se trouvaient ramenés de 5.962 millions à 5.655 millions, soit une diminution de 307 millions, alors qu'après avoir fléchi de 139 millions dans le courant du mois de décembre, les encaisses remontaient à 1.396 millions au 31 janvier 1918, soit une augmentation de 97 millions. Quant aux portefeuilles commerciaux, c'étaient 458 millions de ressources qui leur avaient été demandés.

En ce qui concerne les souscriptions recueillies par les grandes sociétés financières, les renseignements contenus dans les rapports des différents Conseils d'administration permettent d'indiquer que c'étaient, en capital nominal, 3.709 millions qui avaient été apportés au Trésor, la répartition s'en établit comme suit :

Crédit Lyonnais : 1.547 millions ;

Comptoir d'Escompte : 830 millions.

Société Générale : 1.030 millions.

Crédit Industriel et Commercial : 302 millions.

Cependant en 1917, les grandes banques françaises de dépôts avaient encore eu à souffrir des prorogations successives dont les moratoires avaient été l'objet. On sait que, de l'aveu même des divers Conseils d'adminis-

tration, les portefeuilles bancables se trouvaient toujours composés pour la plus large part de Bons de la Défense Nationale, les opérations ayant trait à ces derniers ayant constitué, ainsi qu'il en était depuis le début de la guerre un des éléments les plus importants de leur activité.

D'autre part, les dépôts n'avaient pu retrouver péniblement qu'au mois d'octobre 1917, soit au bout de trois ans passés, le chiffre qu'ils accusaient au 30 avril 1914 tandis que dans le même laps de temps la circulation de la Banque de France avait plus que triplé.

En résumé, il semble qu'au cours de l'année 1917 les grandes sociétés de crédit n'ont pu bénéficier que dans une mesure restreinte de l'essor économique facticement soutenu à cette époque par l'inflation continue des billets de banque en circulation. Aussi leur participation dans l'effort entrepris pour enrayer la hausse des changes ne s'élevait-elle à la clôture de l'exercice qu'à 128 millions.

Au cours de l'année 1918, nos grands établissements financiers eurent à ressentir de façon toute particulière l'influence des événements militaires.

On constatera tout d'abord qu'au lendemain de l'offensive du 21 mars, grâce à une réduction de 145 millions subie par les portefeuilles commerciaux, les encaisses remontaient à 1.703 millions soit 27 % des dépôts à vue.

A cette époque, on pouvait en effet redouter que le public n'effectuât des retraits de fonds importants. Bien que les situations d'ensemble des grandes institutions de crédit n'aient pas cessé même pendant cette période de présenter une augmentation continue des comptes de chèques et comptes courants créditeurs, on remarquera cependant que le taux d'accroissement en est devenu extrêmement lent. On sait qu'en fait certaines sociétés, comme le *Crédit Industriel et Commercial*, ont vu alors baisser le niveau des fonds à elles confiées par les particuliers. Ainsi se trouve expliquée la diminution de 52 millions accusée par les encaisses

au 31 mai, ce qui ramenait à 26 % la proportion des disponibilités immédiates aux exigibilités à vue.

Cependant au 30 juin 1918, au tournant décisif de la guerre, les grandes banques se trouvaient dans une situation assez identique à celle du mois d'avril précédent avec toutefois cette différence aggravante qu'elles avaient déjà été affaiblies par les demandes de remboursement auxquelles elles venaient de faire face. Aussi dans le but de renforcer leurs encaisses, et comme en témoigne le très faible accroissement des portefeuilles commerciaux, la plupart d'entre elles paraissent avoir conservé improductives la plus grande partie des sommes qu'elles avaient alors reçues en dépôt. C'est dans ces conditions que la proportion des disponibilités immédiates aux exigibilités à vue retrouvait le chiffre de 27 % qu'elle avait atteint deux mois avant. Après avoir fléchi de 131 millions au 31 juillet, vraisemblablement à la suite d'une augmentation assez importante des portefeuilles bancables, les encaisses remontaient à 1.774 millions au 31 août. Il est vrai qu'à ce moment leur proportion aux dépôts n'était plus que de 25 %.

En ce qui concerne les fluctuations des avances sur garanties et reports, on notera la réduction continue subie par ce dernier poste des comptes entre le 31 mars et le 30 septembre. Au contraire les comptes courants débiteurs se sont accrus constamment même pendant la période la plus critique de l'exercice.

Dès le 30 septembre, époque où la coalition germanique a commencé de s'effondrer, les uns et les autres, les comptes débiteurs tout particulièrement, sont en progression assez marquée. Celle-ci est allée en s'accroissant au lendemain de l'armistice, témoignant d'une reprise assez sensible dans la fonction de crédit de nos grands établissements financiers.

Il est vrai que l'émission du 4^{me} emprunt de la Défense Nationale ne devait pas être complètement étrangère à ces mouvements.

Le rapprochement des situations d'ensemble au 31 octobre, 30 novembre et 31 décembre 1918 fait apparaître qu'au moment où les nouvelles rentes ont été mises en souscription publique, les dépôts ont diminué de 959 millions. En même temps les encaisses fléchissaient de 401 millions, ce qui ramenait à 13 % la proportion des disponibilités immédiates aux exigences à vue.

Pour combler la différence, les grandes sociétés de crédit avaient fait appel à leurs portefeuilles commerciaux jusqu'à concurrence de 1.117 millions. C'est dans ces conditions qu'elles avaient pu en outre avancer à leur clientèle 5 millions sur garanties et 243 millions en comptes courants.

Les renseignements contenus dans les rapports des différents Conseils d'administration permettent d'indiquer encore que les souscriptions qu'elles avaient recueillies représentaient ensemble un capital nominal de 8,764 millions dont la répartition s'établit ainsi qu'il suit.

Crédit Lyonnais : 3.364 millions.

Comptoir d'Escompte : 2 milliards.

Société Générale : 2.500 millions.

Crédit Industriel et Commercial : 900 millions.

Cependant au cours de l'exercice 1918, les événements militaires n'avaient probablement pas été les seuls à exercer une influence défavorable sur l'activité de nos grandes sociétés de crédit. Ainsi qu'il en était depuis quatre ans, celles-ci avaient eu en effet à souffrir du maintien prolongé des moratoires. Aussi leurs portefeuilles commerciaux se trouvaient-ils toujours vraisemblablement composés pour la plus large part de Bons de la Défense Nationale..

D'autre part, le taux d'accroissement des dépôts n'était que de 135 % au 30 novembre, alors que la circulation intérieure de la Banque de France avait presque quintuplé depuis le mois de juillet 1914.

Il semble dès lors que, pendant la cinquième année de guerre, les opérations des grands établissements

financiers aient été loin de se développer proportionnellement au mouvement des transactions commerciales. On remarquera en particulier que malgré une reprise assez sensible sur les chiffres de l'exercice précédent, les opérations de change à terme garanties ne s'élevaient au 30 novembre 1918, qu'à 250 millions.

En résumé, très affaiblies par les retraits de dépôts considérables auxquelles elles avaient dû faire face dans les derniers jours qui ont précédé l'ouverture des hostilités, extrêmement ébranlées dans l'esprit des particuliers par la promulgation des décrets moratoires à laquelle leur situation de liquidité, tout à fait insuffisante pour quelques unes d'entre elles, avait largement contribué, nos grandes sociétés de crédit ne sont guère parvenues de toute la durée de la guerre à regagner la confiance de l'opinion publique. Aussi, de toute cette période, leur activité fut-elle singulièrement restreinte. Elles furent en particulier complètement détournées de leur rôle essentiel d'organismes répartiteurs du crédit au commerce et à l'industrie et plus spécialement au commerce et à l'industrie nés des besoins de la Défense Nationale, pour devenir presque exclusivement des instituts de placement pour les emprunts à court terme ou à long terme émis soit par le Trésor, soit par les entreprises privées travaillant pour l'État.

Tandis que les grandes banques françaises de dépôts se trouvaient ainsi réduites à végéter, les banques anglaises ou américaines, par exemple, voyaient au contraire se développer leurs opérations dans des proportions tout à fait considérables, ce qui avait donné lieu spécialement en Angleterre à un mouvement de concentration extrêmement intense sur lequel le *Comptoir d'Escompte de Paris* avait à deux reprises attiré l'attention de ses actionnaires.

« En Angleterre, le fait marquant de l'année 1917 a été la concentration opérée entre les plus grands établissements

de Londres faisant partie des Joint Stocks Banks dont le nombre vient d'être ramené par de récents arrangements de 10 à 6 banques représentant comme capital et réserves l'équivalent d'environ 16 milliards de francs avec un chiffre de dépôts de près de 28 milliards de francs. L'ensemble des dépôts des banques anglaises étant évalué à près de 50 milliards de francs au 31 décembre 1917, c'est donc plus de la moitié qu'en détiennent après ces ententes les 6 principales Sociétés de Crédit par actions avec leurs 4.700 agences du Royaume-Uni.

« Dans la pensée des promoteurs le but de ces fusions est de donner à leurs établissements une organisation suffisamment puissante, pour être en mesure d'accorder au commerce et à l'industrie britannique toutes les facilités nécessaires à leur développement dans la lutte économique à laquelle on s'attend après la guerre. » (Rapport du 18 août 1918).

L'année suivante, le *Comptoir d'Escompte* revenait à nouveau sur cette question en ces termes :

« En Angleterre, nous avons déjà signalé la tendance au rapprochement manifesté chez les Joint Stocks Banks de Londres, qui par voie d'amalgamation ne forment plus aujourd'hui que cinq groupes représentant comme importance de dépôts plus de 34 milliards de francs, soit les deux tiers du chiffre total des banques anglaises évalué aux environs de 50 milliards de francs. C'est la plus grande concentration de forces financières qui soit au monde sur la même place, et ceci prouve bien que le marché de Londres entend défendre et même fortifier sa primauté d'avant-guerre.

« Mais il y a d'autres symptômes à noter dans cette évolution des banques anglaises. Cette force financière commence à se remettre en mouvement dans le sens d'un développement des affaires à l'étranger et les groupements cherchent à étendre en dehors du Royaume-Uni leur sphère d'activité, soit en s'alliant avec des banques déjà existantes, soit en créant de nouveaux organismes pour les affaires d'outre mer. »

En ce qui concerne le mouvement bancaire aux États-Unis les documents précités apportaient les renseignements suivants :

« Sous le nouveau régime qui a organisé le réescompte du papier commercial auprès de Fédéral Réserve Banks et a autorisé en même temps les National Banks, la finance américaine a procédé, au cours de l'année 1917, à la préparation d'un programme d'expansion à travers le monde dont il faudra tenir compte

pour nos plans d'avenir. Favorisés dans cette politique nouvelle par l'énorme accumulation de capitaux, certaines banques des États-Unis dont l'activité avait été plutôt limitée jusqu'alors aux opérations intérieures, ont créé des filiales dans l'Amérique du Sud ou en Europe, avec l'intention de prendre leur part dans le mouvement des affaires internationales.

« D'après le rapport officiel du « Comptroller of the Currency » la puissance bancaire des États-Unis, représentée par le capital, le surplus, les bénéfices, la circulation et surtout les dépôts de toutes les « National Banks », « State Banks » ou « Trust Companies » auxquels s'ajoutent maintenant le capital et les dépôts des « Federal Reserve Banks », s'élevait en juin 1918 à 215 milliards de francs, soit en augmentation, pour une année, de 26 milliards de francs ou 13 %. Depuis juin 1914, cette puissance bancaire des États-Unis, constituée comme il est dit ci-dessus, s'est accrue de 70 milliards de francs, soit 60 % pour les quatre années contre un accroissement de 16 % pour la période de quatre années précédant juillet 1914. »

« Si à l'éloquence de ces chiffres, on ajoute le fait que les États-Unis sont actuellement le plus grand réservoir d'or du monde — leurs stocks étant évalué à près de 15 milliards de francs — on comprend que cette énorme richesse ait besoin d'élargir son champ d'action. »

« C'est là le facteur nouveau dont nous devons tenir compte dans nos appréciations d'avenir. »

La conclusion de cet exposé avait été tirée par le *Comptoir d'Escompte* lui-même en des termes qu'il nous a paru intéressant de rapporter ici :

« L'examen des marchés étrangers, à la fin de l'année 1918, nous amène donc à constater la concentration générale des forces en vue du travail fécond de la paix et l'adaptation de puissants moyens financiers aux besoins des temps nouveaux.

« L'ère des conquêtes territoriales étant close, c'est sur le terrain des affaires que chaque État cherche à tirer parti de sa victoire par des luttes pacifiques pour le développement de son commerce et de son industrie. Dans la réorganisation qui se prépare, une place est vacante sur le marché mondial, celle de l'Allemagne ; aussi observe-t-on chez tous les peuples vainqueurs l'ambition de reprendre à leur compte et par des moyens s'harmonisant avec leurs caractères cette politique d'expansion économique. Il est à remarquer dans l'évolution des grandes forces financières anglaises et américaines que, jusqu'à présent, elles paraissent orientées sympathiquement vers notre pays en vue d'aider à la reconstitution de ses régions

dévastées, à la transformation de son outillage, à son relèvement économique. Ainsi s'explique qu'à la suite des banques anglaises déjà établies à Paris, des banques américaines et même canadiennes ont cherché à y prendre place attestant ainsi qu'après comme avant la guerre Paris doit rester un grand marché financier.

« Comme banque française, nous avons le devoir de suivre d'un œil attentif ce mouvement des capitaux dans leur expansion mondiale. L'idée de concurrence doit s'effacer devant celle d'alliance et c'est avec le plus vif intérêt qu'il faut considérer le rapprochement des finances alliées pour l'œuvre féconde de la paix. »

Quelle que soit l'opinion que l'on adopte sur cette manière optimiste d'envisager les choses, il n'en est pas moins vrai qu'au lendemain de l'armistice les grandes banques anglaises et américaines étaient en état de faire aux nôtres sur le marché international des capitaux, et peut-être même dans notre propre pays, une concurrence d'autant plus redoutable que leur puissance financière était infiniment supérieure à celle de ces dernières.

En estimant même, comme le faisait le *Comptoir d'Escompte*, « que les alliances qui ont formé la base de notre puissance militaire ont été trop cimentées dans la lutte commune pour ne pas survivre à la guerre et trouver pour l'œuvre de la paix leur prolongement dans des ententes économiques et financières, » il n'en est pas moins incontestable que les banques anglaises et américaines se trouvaient prêtes, dès la fin de l'année 1918, à seconder d'un concours extrêmement puissant l'industrie et le commerce nationaux, alors que, faute d'être parvenues à drainer dans leurs caisses l'épargne des Français, nos grands établissements de crédit ne pouvaient accorder, au moment où nous avons des ruines innombrables à relever, qu'une aide des plus mesurée à l'industrie et au commerce de notre pays.

Il y a lieu dès lors de se demander si avec la cessation des hostilités et grâce au retour de conditions plus normales, il n'a pas été donné aux grandes banques françaises de dépôts de regagner la confiance du public et de rattraper par suite dans une certaine mesure l'avance que les banques étrangères avaient prise sur elles. Il convient toutefois au préalable d'examiner ce que sont devenues pendant la guerre nos banques régionales ou d'importance secondaire.

TITRE II

La Situation d'ensemble des Banques régionales ou d'importance secondaire pendant la guerre.

CHAPITRE I

LA BANQUE NATIONALE DE CRÉDIT (Documents statistiques, page 690)

L'examen du bilan arrêté au 31 décembre 1914 montre qu'à cette époque les dépôts de la *Banque Nationale de Crédit* n'atteignaient plus que 128 millions soit un fléchissement de 10 millions et demi par rapport à l'exercice précédent. Toutefois, il est de toute probabilité que ce dernier chiffre était loin de représenter la diminution des comptes de chèques et comptes courants créditeurs à la suite des retraits de fonds effectués par le public depuis les derniers jours de juillet 1914.

On sait en effet qu'après avoir subi de profondes transformations la *Banque Nationale de Crédit* était en pleine période de développement lorsque la guerre a éclaté. Dans ces conditions, il est possible de supposer qu'à ce moment les fonds déposés par la clientèle étaient sensiblement supérieurs à ceux qu'avait indiqués la dernière situation publiée avant la mobilisation générale.

D'autre part, étant donné la prudence dont la société avait toujours fait preuve, on peut penser avec quelque raison, ainsi que le signalait d'ailleurs le Conseil d'administration dans son rapport du 21 juin 1915,

« que l'établissement avait pu répondre aisément aux importants retraits de fonds effectués par les déposants pendant la période troublée qui précéda l'ouverture des hostilités, tout en constituant en même temps des disponibilités suffisantes pour faire face aux éventualités qui se préparaient »

Il semblerait donc que lors de la crise de thésaurisation la *Banque Nationale de Crédit* eût été à même de rembourser ses déposants sans avoir besoin de recourir au moratorium des dépôts en Banque. Aussi la société avait-elle pu non seulement « *s'attacher à en atténuer les effets en satisfaisant dans la mesure du possible aux demandes légitimes des clients* » mais encore être une des premières à renoncer à des dispositions d'exception qu'elle n'avait en fait, pour ainsi dire, jamais appliquées.

Nous attachons une importance capitale à l'attitude ainsi adoptée dès le début de la guerre par la *Banque Nationale de Crédit*. Elle explique, croyons-nous, dans une très large mesure l'essor tout à fait considérable que, contrairement à ce qu'il en a été pour la plupart des banques françaises de dépôts, cette société a connu, même pendant les hostilités, si bien que d'établissement secondaire qu'elle était encore en 1914, elle allait parvenir, au lendemain de l'armistice, à occuper par rang d'importance une des toutes premières places parmi nos grandes institutions de crédit.

On remarquera en particulier que, dans les derniers mois de l'exercice 1914, l'activité de la *Banque Nationale de Crédit* ne paraît pas avoir été restreinte autant que celle des établissements financiers étudiés jusqu'à présent.

Sans doute la société avait-elle eu à subir le contre-coup des conditions économiques générales.

C'est ainsi qu'en outre du fléchissement d'ailleurs assez faible présenté par les comptes de chèques et comptes courants créditeurs, les avances sur garanties et reports et les comptes courants débiteurs se trouvaient, au 31 décembre 1914, ramenés respectivement de 35 millions et demi à 31 millions et demi et de 40 millions à 35,6 millions. De même, faute d'emplois suffisamment liquides pour ses dépôts, l'établissement avait dû conserver improductives des disponibilités assez considérables. En augmentation de 142 %, l'encaisse atteignait

à la fin de l'exercice 51,4 millions, soit 40 % des exigibilités à vue.

On observera toutefois que le portefeuille commercial avait relativement peu diminué, si bien qu'à l'inverse de ce qui s'était produit pour la plupart des sociétés de crédit, la proportion de l'ensemble « Caisse et Portefeuille » aux dépôts à vue avait augmenté assez sensiblement, passant de 80 % à 86 %. Il faut signaler cependant que ce dernier résultat était obtenu grâce à l'appoint de 11 millions de Bons de la Défense Nationale, qui jusqu'à concurrence de cette dernière somme avaient pris la place du papier commercial.

Nous attirerons encore tout spécialement l'attention sur le mouvement des acceptations. Tandis qu'à la clôture de l'exercice 1914 celles-ci subissaient dans tous les bilans des diminutions considérables, elles se maintenaient à la *Banque Nationale de Crédit*, à peu près au même niveau. On constatera en effet par la suite qu'à l'égard de ce genre d'opérations, la banque adopta une politique qui lui fut toute particulière.

On notera enfin qu'après avoir rappelé dans le rapport du 21 juin 1915 son « *intention de se consacrer principalement aux affaires industrielles et commerciales* » le Conseil d'administration ajoutait :

« Nous n'avons du reste pas pensé que le moratorium nous condamât à l'inaction. Nous avons considéré que nous avions des devoirs envers notre clientèle. Le premier émoi passé, nous avons nettement manifesté notre volonté de participer au rétablissement de la vie économique.

Au Havre et à Marseille notamment, nous avons secondé les initiatives nées des circonstances qui se sont produites, et la situation de notre établissement sur ces importantes places d'importation en a été grandement accrue. »

Il semblerait que les particuliers aient tenu compte de ces efforts ; la direction en voyait d'ailleurs une preuve dans « *l'activité bien entendu relative des opérations effectuées par la société et dans l'accroissement constant de ses relations.* »

Aussi les bénéfices de l'exercice n'avaient-ils que peu diminué, s'élevant à 2.307 mille francs contre 2.597 mille francs l'année précédente.

Toutefois, en raison des circonstances, les actions ne recevaient qu'un dividende de 4 % : 1.307 mille francs se trouvaient ainsi reportés.

Il semble qu'au cours de l'année 1915, l'activité de la *Banque Nationale de Crédit* se soit développée dans des proportions d'autant plus intéressantes qu'aucune des institutions françaises de crédit actuellement étudiées ne paraît avoir été aussi bien partagée.

On constatera tout d'abord qu'au 31 décembre 1915, les disponibilités improductives n'étaient plus que de 42 millions alors que les comptes de chèques et comptes courants créditeurs étaient passés de 128 millions à 216 millions ; aussi la proportion de l'encaisse aux dépôts n'était-elle plus que de 19 %.

Ainsi que le signalait le rapport du 12 avril 1916, « *cette diminution se retrouvait dans l'accroissement des autres disponibilités immédiates et productives.* » C'est ainsi que le portefeuille bancable s'élevait à 139 millions contre 59 millions l'année précédente, si bien que la proportion de l'ensemble « Caisse et Portefeuille » aux dépôts à vue était encore de 80 %, assurant à la banque une situation de liquidité des plus satisfaisantes, malgré les demandes de remboursement qui venaient de se produire à ses guichets à l'occasion du 1^{er} emprunt de guerre.

On constatera d'ailleurs que dans le portefeuille commercial la plus large part revenait aux effets — 78 millions — alors que les Bons de la Défense Nationale ne s'élevaient qu'à 52 millions.

D'autre part, les avances sur garanties et reports et les comptes courants débiteurs étaient en augmentation assez caractérisée, témoignant d'une certaine reprise dans la fonction de crédit de l'établissement.

En ce qui concerne les postes de l'actif réalisable

à terme, le conseil d'administration avait pu signaler « *qu'ils représentaient pour une part importante des engagements postérieurs à l'ouverture des hostilités et par cela même facilement réalisables.* »

Par contre :

« seul le chiffre des acceptations et des correspondants créditeurs après acceptation avait sensiblement fléchi, passant de 71 millions à 28 millions, par suite notamment des modifications survenues dans les conditions de paiement des opérations d'importations qui alimentent principalement ce compartiment d'affaires et au sujet desquels, en raison de la crise des changes ou pour toute autre raison, le remboursement au comptant était alors généralement exigé. »

Malgré la diminution qui vient d'être indiquée, on remarquera que le montant des acceptations était encore extrêmement élevé, en comparaison du chiffre où elles étaient descendues à l'époque dans les comptes de presque tous les établissements financiers.

En définitive, grâce à l'accroissement des principaux postes de la compabilité, le bilan de la *Banque Nationale de Crédit* se totalisait au 31 décembre 1915 avec une augmentation de plus de 50 millions.

Ces résultats tout à fait remarquables, vu les circonstances, trouvaient, croyons-nous, leur explication dans la confiance de la clientèle que la Banque avait su se ménager par son attitude dans la période troublée qui a marqué les premiers mois de la guerre.

Dans ces conditions, l'établissement se trouvait à même de profiter dans une large mesure de la reprise économique qui avait commencé à se faire sentir dès le début de l'année 1915 et que le rapport du 12 avril 1916 précité commentait en ces termes :

: « Le réveil du mouvement économique qui se manifestait déjà au début de l'année dernière s'est vivement accentué dans le cours de l'exercice, sous l'aiguillon des besoins de la Défense Nationale. Notre devoir et nos intérêts s'accordaient pour nous engager à seconder financièrement les efforts de notre clientèle et celle-ci, dans la limite de nos moyens et de notre sécurité, a trouvé chez nous le concours que réclamait la situation. L'exem-

ple nous était donné d'ailleurs, par la Banque de France, qui, avec son profond souci des intérêts généraux du pays, a toujours encouragé et soutenu avec une grande largeur de vues les efforts particuliers ayant pour but d'accentuer la reprise des affaires. »

D'autre part, dans une allocution qu'il avait présentée à l'assemblée des actionnaires, M. Siegfried président du Conseil d'administration avait défini la ligne de conduite de l'établissement.

« Ce qui est à mon avis particulièrement satisfaisant, c'est de voir que les résultats dont nous nous réjouissons ont été obtenus par des opérations de banque normales et régulières, c'est-à-dire par des affaires qui sont non seulement profitables à nos actionnaires, mais encore utiles à nos clients : c'est d'ailleurs le principe de la *Banque Nationale de Crédit* de favoriser les affaires commerciales et industrielles aussi largement que possible. Laissez-moi ajouter que l'application de ce principe deviendra dans l'avenir une nécessité de plus en plus large, si nous considérons les charges financières extrêmement lourdes de la guerre.

« Au 31 décembre de l'année dernière (1915) la France avait dépensé 45 milliards. On n'est pas éloigné de penser qu'à la fin de l'année, 40 milliards s'ajouteront encore à ces dépenses. Voilà 85 milliards de dépenses faites pour la guerre, sans compter les dettes antérieures.

« Pour faire face à ces charges énormes qui peuvent effrayer au premier abord, il n'est pas d'autre moyen que de développer la production nationale et nous y parviendrons en suscitant dans ce pays les gens d'initiative et d'action, en redoublant d'énergie et d'activité.

« Je suis persuadé que, dans cet ordre d'idées, notre banque aura un rôle important à jouer. Il conviendra, en effet, que tous ces négociants et tous ces industriels qui consacrent leur intelligence et leurs efforts au relèvement national trouvent dans les banques les concours nécessaires à la mise en action et au développement de leurs entreprises. »

Grâce à cette politique, en relations étroites avec les besoins du commerce et de l'industrie, la Banque Nationale de Crédit avait vu en 1915 « *sa clientèle sensiblement accrue et les dépôts dans un mouvement ininterrompu, progresser, d'un exercice à l'autre, de 178 mil-*

lions à 216,7 millions », soit par rapport au chiffre de 1913 une augmentation de 156 %.

Le Conseil d'administration pouvait ajouter :

« que toutes ou presque toutes les succursales avaient contribué à cette expansion encore que les circonstances aient favorisé plus particulièrement Paris, Lyon, Le Havre et Marseille. »

Des difficultés sérieuses avaient cependant contribué à entraver l'essor de la société.

Nous citerons principalement la disparition du crédit dans les transactions commerciales. Il semblerait toutefois que la *Banque Nationale de Crédit* n'ait pas eu à souffrir autant que d'autres établissements financiers de cette conséquence du moratoire.

On pourra constater en effet que le Conseil d'administration gardait le silence le plus complet sur cette question. D'autre part, ainsi que nous l'avons déjà signalé, le montant des effets détenus en portefeuille était toujours au 31 décembre 1915 sensiblement supérieur à celui des Bons de la Défense Nationale.

Néanmoins, ceux-ci et en général toutes opérations passées pour le compte du Trésor, paraissent avoir donné lieu à une activité des plus importantes. C'est ainsi que pendant l'exercice la société avait souscrit tant pour elle-même que pour sa clientèle, 304 millions de Bons de la Défense Nationale et 36 millions d'obligations décennales 5 %. Lors de l'émission du premier emprunt de guerre, la Banque avait apporté une souscription de 114 millions de francs provenant de 28.000 souscriptions.

L'établissement avait en outre prêté son concours financier jusqu'à concurrence de 9 millions dans les emprunts émis par la Ville de Paris, et placé 6 millions de Bons de la Société des Produits d'Alais et de la Camargue « qui travaillaient intensément pour la Défense Nationale. »

Ces émissions n'étaient pas assez considérables pour avoir de bien grosses répercussions dans les bilans.

D'ailleurs depuis sa formation, la *Banque Nationale de Crédit* ne s'était jamais souciée de se lancer dans les opérations financières, se consacrant au contraire presque exclusivement aux opérations de banque pure.

C'est ainsi que le portefeuille-titres, qui n'avait jamais atteint 4 millions, se trouvait ramené au 31 décembre 1915 à 3 millions, 475 mille francs soit 1 % des dépôts à vue. Encore faut-il ajouter :

« que les participations financières ne figuraient que pour un franc et que près d'un million de titres étaient déposés à la Banque de France pour les comptes d'avance de certaines sucursales. »

En définitive, quoique l'année 1915 se soit écoulée entièrement en période de guerre, les bénéfices nets s'élevèrent à 4.752 mille francs, doublant leur montant de 1914.

Il semble, dans ces conditions, que le développement des affaires traitées par la société ait pu suivre le mouvement industriel et commercial né des besoins de la Défense Nationale. »

Cette opinion paraît pouvoir s'appuyer sur une note du journal le *Pour et le Contre* en date du 9 avril 1916 :

Les résultats du dernier exercice font une excellente impression. Ils attestent un développement très sensible des affaires sociales qui se traduit par une augmentation des postes productifs du bilan et un accroissement consécutif des bénéfices.

De son côté l'*Information-Universelle* du 3 juin 1916 écrivait :

« Malgré les difficultés créés par la guerre, la marche de l'établissement a été des plus satisfaisantes. »

Le *Messager-Rentier* du 3 juin 1916, la *Petite Cote de la Bourse* du 28 avril 1916, la *Cote de la Bourse et de la Banque* du 19 avril 1916 adoptaient des conclusions tout à fait analogues.

En résumé, la presse financière paraît s'accorder à peu près unanimement pour reconnaître la bonne situation de la *Banque Nationale de Crédit* au cours de l'année 1915.

La progression que nous venons de relever dans les affaires de la *Banque Nationale de Crédit* s'est encore accentuée au cours de l'année 1916.

En effet, tandis que d'un exercice à l'autre, les comptes de chèques et comptes courants créditeurs passaient de 216 millions à 329 millions, l'encaisse n'augmentait que de 18 millions, si bien que la proportion des disponibilités immédiates aux exigibilités à vue n'était plus que de 18 %.

D'autre part, le portefeuille bancable se montait à 209 millions contre 130 millions au 31 décembre 1915, aussi le rapport aux dépôts à vue de l'ensemble « Caisse et Portefeuille » se relevait-il à 82 %, assurant à la société une situation de liquidité des plus satisfaisantes. De même les avances sur garanties et reports et les comptes courants débiteurs étaient en progression sensible, témoignant d'une reprise assez marquée dans la fonction de crédit de l'établissement.

En ce qui concerne ces derniers postes de la comptabilité, le Conseil d'administration rappelait dans son rapport du 1^{er} mai 1917 qu'ils représentaient pour la plus grande partie « *des engagements souscrits après la déclaration de guerre ou dégagés du moratorium et par conséquent de réalisation facile.* »

Quant aux acceptations, elles atteignaient un niveau relativement élevé surtout en comparaison du chiffre ou elles étaient alors descendues dans les comptes de presque toutes les institutions de crédit.

En définitive, le bilan arrêté au 31 décembre 1916 se totalisait avec un accroissement de 116 millions par rapport à l'exercice précédent.

Un article du Journal « *l'Information*, » en date du 2 mai 1917, donnait sur la situation de l'établissement les appréciations suivantes :

« Le bilan de la *Banque Nationale de Crédit*, qui avait présenté en 1914 une très légère compression, a pris en 1915 et surtout en 1916 une ampleur remarquable, et ce résultat obtenu en pleine guerre doit être souligné d'une façon toute particulière.

« Les disponibilités immédiates se sont sensiblement accrues depuis 1913 ; cette augmentation a été nécessitée par l'accroissement des dépôts.

Le portefeuille-effets qui, en 1914, avait été l'objet de quelques réalisations, a pris une extension considérable depuis deux ans. Il comprend pour 92 millions de Bons de la Défense Nationale et pour 117 millions d'effets commerciaux.

« En élargissant ainsi en pleine guerre ses opérations d'es-compte, la société a évidemment fait preuve d'un remarquable esprit d'initiative.

« Les comptes courants débiteurs sont en progrès continus ainsi que les avances sur garanties ; cela témoigne des facilités données par la Banque à la clientèle.

« Les comptes courants et de chèques ont pris une large extension en 1915 et surtout en 1916 ; c'est la meilleure preuve du crédit dont jouit la société auprès de sa clientèle.

« En somme, l'impression qui se dégage de la comparaison des bilans est nettement réconfortante : *La Banque Nationale de Crédit* a su faire preuve, au milieu des circonstances difficiles que traverse le Pays, d'un excellent esprit d'initiative préparant l'après-guerre dans des conditions les plus satisfaisantes. »

Le jugement ainsi porté sur la *Banque Nationale de Crédit* était d'autant plus favorable qu'à la même époque l'activité de nos grandes sociétés de crédit était extrêmement restreinte. Étant donné la situation où se trouvaient à la veille de la guerre la plupart d'entre elles, il leur avait fallu en effet se servir dans une mesure assez large des décrets moratoires. La *Banque Nationale de Crédit* au contraire n'y avait, en fait, jamais recouru.

D'un autre côté, la société s'était toujours efforcée depuis sa fondation de développer le mouvement du commerce et de l'industrie, et il semble bien que l'opinion publique lui en ait tenu compte. En définitive, pour avoir su se ménager, aux heures difficiles de l'année 1914, la confiance des particuliers, il était donné à l'établissement de profiter largement pendant

la guerre, de l'essor économique engendré par l'inflation de la circulation fiduciaire.

C'est ainsi que les dépôts atteignaient au 31 décembre 1916, un montant de 329 millions, soit une augmentation de 237 % par rapport au chiffre de l'année 1913.

D'autre part, après avoir indiqué d'une façon générale dans son rapport du 1^{er} mai 1917 que l'exercice 1916 avait marqué un nouveau pas en avant dans la marche des affaires sociales, le Conseil d'administration pouvait attirer l'attention sur les progrès très intéressants accomplis au cours de l'année dans les régions lyonnaise et parisienne.

La conséquence de cet état de chose avait été l'extension de l'établissement dans les deux régions considérées :

« Le développement continu de notre succursale de Lyon nous a engagé à étendre notre action dans l'industrielle région du Sud-Est.

« Nous avons ouvert à St Etienne et à Vienne (Isère) des succursales dont les premiers résultats dépassent nos espérances.

« Nous installerons très prochainement un bureau à Saint-Fons et une succursale à Tarare.

« Nous avons en outre à Paris un premier bureau de quartier qui nous rapprochera d'une clientèle intéressante. Nous avons, en effet, été assez heureux pour acquérir avenue Victor-Hugo une installation de banque confortable et toute moderne.

« Tout en conservant notre installation du 20 de la rue Le Peletier, nous avons loué la très grande partie des sous-sols, du rez-de-chaussée, de l'entresol et du premier étage des N^{os} 1 et 3, rue Le Peletier et 16, Boulevard des Italiens, en vue d'un agrandissement de nos services.

« Par décision de votre Conseil d'administration, le siège social et l'administration centrale de votre société sont d'ores et déjà transportés au premier étage de ces immeubles.

« Nous avons ensuite obtenu une promesse de vente réalisable à assez court terme sur la totalité des dits immeubles.

« Enfin, nous nous sommes assurés, au fur et à mesure de nos besoins, différentes parties des immeubles 4, 6, rue Laffitte et 18, 18 bis boulevard des Italiens. En résumé après le percement projeté du boulevard Haussmann, nous aurons à notre disposition un flot de 2.400 mètres carrés environ contourné par le boulevard des Italiens, la rue Laffitte, le boulevard Haussmann et la rue le Peletier. »

Malgré les avantages ainsi indiqués, on peut estimer cependant qu'en pleine guerre, ces dernières acquisitions ne présentaient pas les mêmes caractères d'urgence ou d'utilité que les autres.

C'est qu'en effet, malgré le développement incontestable de ses affaires, la *Banque Nationale de Crédit* avait eu à compter au cours de l'exercice avec des difficultés assez sérieuses pour ne pas se départir de la prudence à laquelle incitaient tout particulièrement les conditions économiques générales.

C'était tout d'abord la valeur de notre franc, qui baissait sur les places étrangères dans des conditions inquiétantes. La Société ne s'était d'ailleurs pas désintéressée de cette question puisque « *seule ou en commun avec des banques amies, elle avait obtenu à l'étranger des crédits d'une réelle importance.* » Il n'est cependant pas possible d'en préciser le montant, ceux-ci n'ayant pas été portés à un compte spécial, ainsi que l'avaient fait certains établissements financiers.

D'autre part, le papier commercial restait toujours rare.

Il ne semble pas toutefois que l'établissement ait souffert autant que d'autres institutions de crédit de cette conséquence des moratoires.

On constatera en effet que le Conseil d'administration garde comme l'année précédente le silence le plus complet à ce sujet.

En outre, ainsi que nous l'avons déjà signalé, le portefeuille bancable se trouvait toujours composé pour la plus grande partie d'effets de commerce. Sur un montant de 209 millions la part des Bons de la Défense Nationale n'était que de 92 millions.

Néanmoins les opérations ayant trait à ces derniers et en général toutes opérations passées pour le compte du Trésor, avaient encore donné lieu à une activité très importante. La direction signalait que :

« depuis le début des hostilités jusqu'au 31 décembre 1916, les souscriptions avaient porté sur :

1.104 millions de Bons de la Défense Nationale ;

76 millions d'obligations de la Déf. Nationale ;

144 millions de l'emprunt 5 0/0 1915 ;

202 millions de l'emprunt 5 % 1916.

Au total . . 1.526 millions.

La société avait :

« participé également aux diverses émissions de Bons de la Ville de Paris et les demandes qu'elle avait reçues s'étaient élevées pour la même période à 44 millions de francs. »

Enfin

« simultanément, sous des formes diverses : émissions de bons, obligations et actions, facilités de caisse, crédits à court terme, la banque s'était efforcée d'apporter aux entreprises travaillant pour la Défense Nationale un concours approprié aux circonstances. »

On observera cependant qu'en diminution de 543 mille francs sur le montant de l'année précédente, le portefeuille-titres ne représentait plus au 31 décembre 1916 que 8 ‰ des dépôts à vue.

En définitive étant donné l'augmentation importante des principaux chapitres du bilan, les bénéfices de l'exercice accusaient une nouvelle progression. Ils se montaient, impôts déduits, à 5.673 mille francs sur lesquels 1.071 mille francs se trouvaient effectivement reportés. Il semblerait donc que le développement de la société continuât à suivre de près l'essor économique engendré par les besoins de la Défense Nationale.

C'est dans ces conditions que, dès le mois de mai 1917, le Conseil d'administration songeait à étendre le rayon d'action de l'établissement. Le rapport du 1^{er} mai 1917 faisait déjà allusion à ce projet en les termes suivants :

« Pénétrés de l'importance du rôle que les banques vont être appelées à jouer dans le vaste mouvement économique qui suivra la guerre, décidés à participer de toutes nos forces à

cette œuvre d'intérêt national, nous sommes convaincus que votre concours ne nous fera pas défaut lorsque la réalisation successive de notre programme rendra nécessaire l'élargissement de la base de votre société. »

Pour mener à bien l'opération, il convenait en l'effet d'augmenter au préalable le capital social. En vertu des pouvoirs qu'il tenait de l'article 7 des statuts, le Conseil d'administration décidait dans sa réunion du 18 juin 1917 de le porter de 100 à 150 millions au moyen de 100.000 actions de 500 francs libérées du quart, offertes au prix de 225 francs l'une, soit avec une prime de 100 francs.

Les modalités de l'émission avaient été aussi commentées dans un article du journal « *Le Pour et le Contre* » en date du 1^{er} août 1917 :

« La *Banque Nationale de Crédit* procède en ce moment à une augmentation de capital qu'elle avait prévue et préparée dès sa constitution, car l'article 7 des statuts a d'avance autorisé le Conseil d'administration à élever le chiffre du capital social de 100 millions jusqu'à concurrence de 200 millions, quand il le jugerait convenable et sans avoir à recourir à la consultation d'une assemblée extraordinaire.

« On sait que ce capital n'est libéré que d'un quart, en vertu de cette doctrine théoriquement exacte, en pratique, médiocrement efficace, que pour une banque destinée surtout à faire les affaires du public, le capital n'a guère qu'une valeur de caution pour les dépôts et qu'il est d'ailleurs effectivement peu utile dans la caisse sociale où il ne trouve pas à s'employer au taux auquel il est nécessaire de le rémunérer.

« La combinaison consiste, par conséquent, à offrir aux tiers la garantie d'un capital qui n'est appelé à se mobiliser qu'en cas de nécessité imprévue ; le système ne présente pas d'autre inconvénient que celui de faire peser sur les actionnaires le risque d'un appel de fonds et par conséquent d'en rendre le recrutement un peu plus difficile. Mais, par là même, la souscription de ses actions est, pour une banque dont le capital n'est versé que pour un quart, une preuve même de son crédit.

« On peut dire de la *Banque Nationale de Crédit* qu'elle est née adulte, puisque ce n'est en somme autre chose que la scission et l'organisation en société séparée de tout le réseau d'agences et de succursales que le *Comptoir d'Escompte de Mulhouse* avait méthodiquement multipliés en France et qui

ensemble dépassaient de beaucoup en importance et en activité la maison-mère de Mulhouse. Elle s'est ainsi trouvée du premier coup en possession de 14 succursales, de 41 agences et de 34 bureaux auxiliaires disséminés sur le territoire français principalement des Vosges à Marseille et aussi dans quelques villes du centre et de la Normandie. L'essaimage s'est continué depuis sa création et sur toute la surface de cet ensemble, l'activité de la *Banque Nationale de Crédit* s'est développée malgré les obstacles que la guerre est venue y mettre dès le lendemain de sa naissance, au point que ses dépôts à vue qui n'étaient encore que de 128 millions au 31 décembre 1914, se sont progressivement élevés à 320 millions, chiffre du bilan de clôture du dernier exercice. Les bénéfices ont atteint l'année dernière 5.800 mille francs pour un capital versé de 25 millions et son dividende a été graduellement porté à 12 francs 50 par action libérée de 125 francs.

« Ce développement rapide et l'importance des résultats obtenus répondent certainement aux prévisions d'avenir de ceux qui ont fait préparer par les statuts l'élévation du capital jusqu'au chiffre de 200 millions nominal.

« Le Conseil y procède par étapes et se borne pour cette fois à porter le capital de 100 à 150 millions nominal et de 25 à 37 millions et demi de capital versé, par l'émission de cent mille actions nouvelles libérées d'un quart comme les anciennes.

« Mais en même temps que le quart du montant nominal de ses actions, la *Banque Nationale de Crédit* fait verser aux souscripteurs une prime importante qui lui sert à constituer ses réserves. A l'heure actuelle, la *Banque Nationale de Crédit* aligne à côté de ses 25 millions seulement de capital effectivement versé, 28 millions 200 mille francs de réserve dont un million 500.000 francs de report à nouveau et 4 millions de provisions pour risques de guerre, soit seulement 5 millions et demi provenant réellement de prélèvements sur les bénéfices et les 22 millions et demi de surplus, savoir : les 10 millions de la réserve légale, 10 millions 200 mille francs de la réserve supplémentaire et 2.500.000 francs de la réserve immobilière ont été apportés par les actionnaires en même temps que le capital et représentent par conséquent une partie importante de leur véritable mise de fonds. A cette fin, les 200.000 premières actions avaient été émises à 625 francs, soit avec une prime qui doublait le capital versé.

« La *Banque Nationale de Crédit* est ainsi du nombre des sociétés qui, afin de se constituer rapidement de belles réserves, n'hésitent pas à les faire tout simplement verser par leurs actionnaires. C'est un procédé dont il a été beaucoup usé et méusé et que nous avons souvent critiqué parce qu'il n'est pas rationnel et qu'il prête à de graves abus. L'avantage dont il se

targue, (rappelons ce qui s'est dit à la dernière assemblée générale de la *Compagnie Algérienne*), serait de faciliter une large distribution des bénéfices aux actionnaires en dispensant la société de leur faire subir de gros prélèvements en faveur des comptes de prévoyance. Nous avons déjà observé à la *Compagnie Algérienne* et nous observerons encore à la *Banque Nationale de Crédit* que ce prétexte est vain, que le dividende n'est gros qu'en apparence, qu'il n'est que de 5 % du capital effectivement versé par l'actionnaire, ici comme là-bas, et qu'on ne saurait admettre qu'une banque se constitue en vue de rémunérer son capital à un taux inférieur, tout en constituant de sages réserves. Comment donc se fait-il que ces banques, d'ailleurs prospères, soient obligées de démontrer elles-mêmes l'inanité de leur système, tout en ayant leurs réserves constituées d'avance ? C'est qu'en dépit des mots, la réalité s'impose à l'esprit d'administrateurs consciencieux ; ils n'arrivent pas à considérer comme tout à fait disponibles les réserves qu'ils ont fait verser par les actionnaires et dès qu'il se présente un risque de pertes un peu sérieux, ils s'empressent d'y parer par des prélèvements sur les bénéfices. C'est ainsi que la *Banque Nationale de Crédit* a fait pour 5 millions et demi de réserves supplémentaires depuis sa création, sans compter les provisions qui peuvent se dissimuler dans les 8 millions de comptes d'ordre.

« Convenons cependant qu'à la *Banque Nationale de Crédit* il y avait une excuse, peut-être même une raison, à cette affectation de la moitié du premier capital versé par les actionnaires à la constitution des réserves. Nous avons vu qu'elle avait reçu du *Comptoir d'Escompte de Mulhouse* sa clientèle, une très importante clientèle toute faite. Comment a-t-elle payé ce précieux apport ? Simplement en parts de fondateurs. Il fallait bien leur assurer une rapide rémunération. On l'a d'ailleurs soigneusement limitée pour l'avenir. Mais pour que cette rémunération qui ne commence qu'après attribution d'un intérêt fixe au capital nominal, intérêt de 4 %, fût rapide et pour qu'elle fût sérieuse, il fallut bien élever le taux nominal du dividende et c'est ce qui a été fait en amoindrissant le chiffre nominal du capital. En somme, les actionnaires paient sous forme de participations aux bénéfices un apport de grande valeur qu'autrement ils auraient dû payer en actions, ce qui eût été plus onéreux.

« La *Banque Nationale de Crédit* ne renonce pas cette fois encore au système d'émettre ses actions avec une prime importante pour en doter les réserves, cependant elle se modère ; les actions nouvelles sont émises au prix de 600 francs seulement soit avec une prime qui n'est plus que de 100 francs et qui, à bien compter, se réduit même à 93 francs 75, puisque l'entrée

en jouissance étant reportée au début de l'exercice courant, c'est-à-dire au 1^{er} janvier dernier, ces actions vont bénéficier gratuitement de la moitié du dividende de l'année qui ne paraît pas devoir être inférieur à 12 fr. 50. Nous sommes donc loin des primes fantastiques de la *Compagnie Algérienne*. »

L'augmentation du capital social à peine réalisée, dans des conditions d'ailleurs très satisfaisantes, puisque « *les demandes des actionnaires à titre réductible n'avaient pu être servies que jusqu'à concurrence de 10 %* », la *Banque Nationale de Crédit* s'empressait d'augmenter le nombre de ses guichets, ainsi qu'il résulte d'un article de « *la Revue Parisienne* » en date du 21 octobre 1917 :

« *La Banque Nationale de Crédit* qui au début de l'année comptait déjà 145 succursales, agences ou bureaux les accroît d'un seul coup dans une proportion très intéressante en rachetant au *Crédit Français* les actions qu'il possède et qui lui assurent le contrôle des Banques régionales suivantes : *Crédit de Savoie* dont le siège est à Chambéry ; *Crédit du Centre*, siège à Blois ; *Crédit du Rhône*, siège à Lyon ; *Crédit du Sud-Ouest*, siège à Bordeaux ; *Crédit de l'Ouest* avec siège à Angers et succursales à Laval, Tours, Cholet, Bressuire, etc... C'est en tout 22 agences et une trentaine de Bureaux qui vont étendre très notablement le rayon d'action de la *Banque Nationale de Crédit* en lui permettant de s'installer aux meilleures conditions possibles dans des centres importants comme Bordeaux, Tours, Blois, etc... où elle n'était pas encore représentée. Elle y trouve en effet, des agences en plein fonctionnement et ayant une clientèle ancienne, car les différentes sociétés que nous venons d'énumérer et qui passent sous le contrôle de la *Banque Nationale de Crédit* ont été formées elles-mêmes par l'absorption de banques locales et de firmes privées. »

On conçoit dès lors que le bilan arrêté au 31 décembre 1917 présente par rapport au précédent des différences tout à fait considérables.

On constatera tout d'abord qu'en augmentation de 41 millions, l'encaisse passait de 60 à 101 millions. Il est vrai que, dans la même période, les comptes de chèques et comptes courants créditeurs avaient progressé de 161 millions, aussi la proportion des disponibilités immédiates aux exigibilités à vue n'était-elle plus que de 17 %.

Simultanément le portefeuille bancable se montait à 412 millions contre 209 millions au 31 décembre 1916, si bien que le rapport aux dépôts à vue de l'ensemble « Caisse et Portefeuille » se relevait à 87 %, assurant à l'établissement une situation de liquidité des plus satisfaisantes.

On remarquera en outre le grossissement progressif des avances sur garanties et reports et des comptes courants débiteurs, témoignant d'un développement continu dans la fonction de crédit de l'établissement.

Signalons enfin que le portefeuille-titres présentait une plus value de 12 millions passés.

En définitive, grâce à l'accroissement notable de tous les postes de la comptabilité, le total du bilan était, au 31 décembre 1917, de 827 millions, en augmentation de 325 millions par rapport à celui de l'exercice précédent.

En ce qui concerne les mouvements qui viennent d'être indiqués, un article du *Messager de Paris* en date du 3 juin 1918 présentait les observations suivantes :

« Le bilan de la Banque au 31 décembre 1917 présente sur celui de l'année précédente des différences considérables, répondant à la fois au développement des affaires et à l'accroissement des ressources qu'a fournies à la société l'augmentation du capital social. On doit observer d'ailleurs que les fonds provenant de cette augmentation ne sont entrés dans les caisses de la maison et n'ont par conséquent pu être employés qu'à partir de juillet 1917.

« Les grandes différences relevées dans le bilan de fin 1917, par rapport à celui de fin 1916, auxquelles nous faisons allusions il y a un instant, peuvent se résumer en quelques chiffres qui en présentent l'ampleur caractéristique.

« Les dépôts et comptes courants ont passé d'une année à l'autre de 392 à 580 millions.

« Les disponibilités ont progressé dans les mêmes proportions « Caisse et Banque de France » de 28 à 59 millions, « Banques et Banquiers » de 31 à 38 millions ; les bons de la Défense Nationale de 92 à 144 millions, le portefeuille-effets de 118 à 169 millions.

« Les avances garanties et les comptes débiteurs formaient à la fin de décembre un ensemble de 148 millions, représentant pour une très grande partie des facilités de caisse et de crédits temporaires qui constituent également un actif facilement réalisable.

« Disons en terminant que l'ensemble des réserves après attribution du compte bénéficiaire de 1917 et y compris le report de profits et pertes à 1918 atteint la somme de 36 millions, soit à moins de 2 millions près le montant même de la partie versée du capital social. »

Dans un article du 26 juin 1918 « *l'Information* » avait en outre fait les remarques ci-après :

« Le portefeuille-titres, qui était à peu près insignifiant, a grossi brusquement durant le dernier exercice par suite de l'acquisition des actions de banques régionales, filiales du *Crédit Français*.

« Les acceptations par garanties ont été largement augmentées, c'est là une caractéristique de la *Banque Nationale de Crédit*, car nous avons vu que les autres banques avaient plutôt comprimé ce chapitre de leur bilan.

« A l'encontre de ce qui s'est produit pour beaucoup d'autres établissements, la guerre a été pour la *Banque Nationale de Crédit* l'occasion de faire preuve d'initiative ; elle a su répondre aux besoins de la clientèle qui l'en a immédiatement récompensée. »

Dans une allocution qui avait suivi la lecture des rapports, M. Siegfried, président du Conseil d'administration avait d'ailleurs défini à nouveau la politique de la société, exposant :

« les raisons qui faisaient une nécessité absolue pour les banques françaises d'encourager le développement de l'industrie et du commerce pendant la guerre, en vue du grand mouvement d'affaires et d'entreprises qui suivra la fin des hostilités. »

Il est bien certain que l'attitude ainsi adoptée par l'établissement n'était pas étrangère aux progrès que le Conseil d'administration signalait dans son rapport du 14 mai 1918 et « *qui témoignaient de la confiance du public et du développement considérable des affaires de la société* ».

Cette dernière avait eu cependant à compter au cours de l'exercice 1917 avec des difficultés assez sérieuses tenant aux conditions économiques générales de l'époque.

C'était tout d'abord la baisse du franc sur les marchés étrangers. Dans son rapport du 14 mai 1918, le Conseil d'administration n'était cependant pas revenu sur cette importante question. En outre, le bilan ne portant pas la rubrique « Opérations de change à terme garanties », il est impossible de préciser le montant du concours apporté par la banque dans l'effort entrepris pour enrayer la hausse des changes.

D'un autre côté, le papier commercial demeurait toujours rare. Il est vrai que la société ne paraît pas avoir souffert autant que d'autres institutions de crédit de cette conséquence des moratoires. Sans doute, contrairement à ce qu'il en était lors des exercices précédents, les Bons de la Défense Nationale occupaient dans le portefeuille bancable la part de beaucoup la plus large. On observera toutefois que d'une année à l'autre, les effets de commerce étaient passés de 117 millions à 168 millions.

Néanmoins les opérations ayant pour objet les emprunts à court terme émis par l'État et en général toutes opérations passées pour le compte du Trésor paraissent avoir donné lieu comme par le passé à une activité très importante.

C'est ainsi que dans l'emprunt 4 % 1917, l'apport de l'établissement avait été de 271 millions.

D'autre part, depuis le début de la guerre les souscriptions de la société aux Bons de la Défense Nationale portaient sur un capital nominal d'environ 3 milliards.

Enfin, pendant l'exercice, la *Banque Nationale de Crédit*

Il semblerait qu'à l'égard de ce dernier genre d'opé-

« avait participé dans une large mesure à de nombreuses émissions d'actions et d'obligations faites par des Sociétés Industrielles. »

rations, la politique de la *Banque Nationale de Crédit* ait subi au cours de l'année 1917 une orientation nouvelle.

L'acquisition des diverses banques régionales, que l'augmentation du capital social avait permis de réaliser, paraît en effet avoir été pour la société l'occasion de se lancer elle aussi, dans les affaires financières.

On constatera tout d'abord que, pour la première fois depuis la fondation de la banque, le rapport du 14 mai 1918 attirait l'attention des actionnaires « *sur le précieux élément de prospérité que constituait pour l'établissement sa faculté de placement.* »

D'autre part, dans son article précité du 26 juin 1918, l'« *Information* » dénôncait en ces termes la tendance nouvelle du conseil d'administration :

« Au début, la *Banque Nationale de Crédit* avait été surtout une banque d'escompte et de crédit, mais depuis elle s'est nettement orientée dans la voie des affaires et, soit qu'elle les ait patronnées, soit qu'elle y ait seulement participé, on peut dire qu'elle s'est intéressée à la plupart des émissions d'actions et d'obligations de sociétés industrielles sérieuses qui ont eu lieu dans ces derniers temps. »

De même le « *Messenger de Paris* » du 3 juin 1918 écrivait :

« La participation de la société aux nombreuses émissions d'actions et d'obligations de sociétés industrielles qui ont eu lieu en 1917 a été très importante. »

Ainsi que nous l'avons déjà signalé, le portefeuille-titres, en augmentation de 13 millions, représentait au 31 décembre 1917 26 % des dépôts à vue contre 8 % l'année précédente.

En définitive, grâce à l'augmentation sensible de tous les postes du bilan, les bénéfices accusaient une nouvelle progression passant, impôts déduits, de 5.673 mille francs à 6.656 mille francs.

Il semble donc qu'au cours de l'exercice 1917, le

le mouvement d'affaires de la *Banque Nationale de Crédit* soit demeuré en rapport étroit avec l'essor économique, qui sous l'influence de l'inflation fiduciaire s'était encore accentué.

Malgré les circonstances critiques qui ont marqué les premiers mois de l'année 1918, le bilan de fin d'exercice témoigne d'une nouvelle et notable progression dans les affaires de la *Banque Nationale de Crédit*.

C'étaient tout d'abord les comptes de chèques et comptes courants créditeurs qui d'une année à l'autre passaient de 590 millions à 832 millions.

De son côté, l'encaisse s'était accrue de 45 millions. La proportion des disponibilités immédiates aux exigibilités à vue demeurait cependant inchangée à 17 %.

D'autre part, en augmentation très sensible, le portefeuille bancable s'élevait à 524 millions contre 412 millions en 1917. On notera toutefois que le rapport aux dépôts de l'ensemble « Caisse et Portefeuille » se trouvait ramené de 87 % à 80 %, ce qui assurait encore à l'établissement une situation de liquidité qu'on peut estimer suffisante pour l'époque.

On observera également la plus value très accusée que présentaient les avances sur garanties et surtout les comptes courants débiteurs. Ces derniers avaient presque doublé leur montant du 31 décembre précédent passant de 78 millions à 144 millions.

Quant au portefeuille-titres il se trouvait grossi de 600 mille francs environ.

En définitive, ainsi que le Conseil d'administration le faisait remarquer dans son rapport du 5 juin 1919,

« le total du bilan dépassait pour la première fois un milliard, témoignant ainsi de l'activité de la société et de la confiance inspirée à la clientèle par la ligne de conduite présidant à sa gestion. »

Ces résultats étaient l'objet des appréciations suivantes dans un article de l'*Information* en date du 18 juin 1919 :

« L'année 1918 marque pour la *Banque Nationale de Crédit* de nouveaux et importants progrès. Au 31 décembre dernier, le total du bilan dépassait un milliard. L'augmentation a porté sur presque tous les chapitres de l'actif. Les disponibilités ont été renforcées d'une façon remarquable.

« Le portefeuille-effets, qui comprend pour plus de 300 millions de Bons de la Défense Nationale, est donc réalisable à vue ; mais on notera pourtant que les effets de commerce y figurent pour près de 200 millions contre un peu moins de 75 millions en 1913.

« Le portefeuille-titres s'est notablement accru, mais cet accroissement provient surtout des actions de banques locales qui ont été successivement rachetées et on ne peut dire que le portefeuille-titres de la *Banque Nationale de Crédit* soit celui d'une banque d'affaires. Il ne joue qu'un rôle relativement modeste par rapport aux autres chapitres du bilan.

« Les comptes courants qui sont la partie vivante et productrice de la Banque se sont notablement développés depuis 1913 de même les avances sur garanties se sont largement accrues, et c'est là un fait un peu spécial à la *Banque Nationale de Crédit*. Dans la généralité des autres établissements bancaires, ces sortes d'opérations n'ont guère été développées depuis la guerre. Par contre, les opérations d'acceptations ont très fortement diminué et au passif, les créditeurs par acceptations sont insignifiants.

« Constatons enfin que les comptes courants de dépôts ont sextuplé depuis 1913.

« En résumé, si les événements ont mis tout d'abord un certain obstacle au développement rapide de la *Banque Nationale de Crédit*, ils ne lui ont du moins causé aucun préjudice direct et avec sa puissante situation financière actuelle, avec son réseau d'agences qui se développe sans arrêt, la *Banque Nationale de Crédit* a largement regagné le retard que lui avait tout d'abord causé la guerre. »

De son côté, l'*Economiste Européen* du 28 juin 1919 écrivait :

« Par le bilan, dont tous les chapitres sont en notable augmentation sur ceux de l'année dernière, il est facile de constater que la *Banque Nationale de Crédit* a continué à consacrer toute son activité aux affaires. Par les facilités qu'elle consent à sa clientèle et que reflètent le solde des comptes courants débiteurs et celui des avances garanties, la société a, en harmonie avec les circonstances, apporté son appui au commerce et à l'industrie dont le développement et la prospérité sont le plus sûr garant de la renaissance économique de la France. D'autre

part, d'une année à l'autre, les dépôts et comptes courants ont encore considérablement progressé, passant de 580 à 814 millions. Devant cette marque continue de la confiance de la clientèle, la *Banque Nationale de Crédit* a le devoir de conserver une trésorerie extrêmement large. Les disponibilités immédiates en augmentation constante atteignent un montant considérable en rapport avec l'accroissement de ses dépôts. Quant aux comptes débiteurs et aux avances sur garanties dont nous venons de parler, ils représentent pour la presque totalité des facilités de caisse et des crédits temporaires constituant un actif aisément réalisable.

« Nous dirons pour terminer que la marche des affaires de la *Banque Nationale de Crédit* marque une vive progression, que les bénéfices sont de plus en plus satisfaisants. Le total de son bilan a triplé en l'espace de trois années. En effet, de 386 millions au 31 décembre 1915, il a passé à 502 millions en 1916 pour atteindre 827 millions en 1917 et dépasser 1 milliard 064 millions le 31 décembre 1918. Nous croyons pouvoir affirmer qu'il y a peu d'exemple d'une ascension aussi rapide à comparer à ce résultat. »

C'est dans ces conditions que, conformément à son programme, le Conseil d'administration avait été amené au cours de l'année 1918 à étendre encore le rayon d'action de la société ainsi qu'il en rendait compte à l'assemblée ordinaire annuelle du 5 juin 1919 :

« Poursuivant notre politique d'extension qui a déjà reçu votre approbation, nous avons ouvert cette année 7 nouvelles succursales, 12 agences et quelques bureaux. D'autres créations sont en voie de réalisation. Nous nous occupons notamment d'étendre notre activité à l'Alsace et à la Lorraine, qui ont donné tant de preuve de leur initiative féconde et nous avons le bon espoir qu'avec notre connaissance spéciale des besoins de ces régions, nous arriverons rapidement à y prendre notre place.

« Nous ouvrons en ce moment même une succursale à Strasbourg.

« En outre, nous avons le plaisir de vous annoncer que des accords viennent d'intervenir avec la Banque de Metz pour prendre, dès le 1^{er} juillet prochain, la suite des affaires de cette ancienne Maison qui a joué un rôle si important et si honorable dans la vieille cité lorraine.

« A Paris, nous avons créé deux nouveaux bureaux de quartier et nous préparons l'ouverture de plusieurs autres, notamment place de la Bourse. Nous en poursuivons en ce moment l'aménagement.

« Nous vous avons annoncé l'acquisition, l'an dernier, de la majorité des actions du *Crédit du Centre* à Blois et du *Crédit du Sud-Ouest* à Bordeaux. La liquidation de ces sociétés se poursuit et nous avons dès maintenant à Bordeaux, Blois, Chartres, des succursales dotées de plusieurs agences, qui ont apporté au présent bilan le contingent de leurs résultats. Ceux de Bordeaux sont particulièrement intéressants.

« Nous croyons enfin devoir vous signaler que notre siège du Boulevard des Italiens nous a apporté dès sa première année d'exploitation les résultats que nous en attendions, résultats qui ne peuvent d'ailleurs que se développer avec le temps et la mise au point des agrandissements aujourd'hui en cours de réalisation. »

Cependant en dehors des événements militaires, un certain nombre de difficultés étaient susceptibles, au cours de l'année 1918, d'entraver l'essor de la *Banque Nationale de Crédit*. Nous citerons principalement la raréfaction des effets de commerce. La société ne paraît pas toutefois avoir souffert autant que d'autres établissements de cette conséquence des moratoires.

On remarquera en effet que dans son rapport du 5 juin 1919, le Conseil d'administration n'avait pas fait allusion à cette question, non plus que dans ses comptes rendus antérieurs. D'autre part, si au 31 décembre 1918 les Bons de la Défense Nationale occupaient la plus large part dans le portefeuille bancable, les effets s'étaient légèrement accrus, passant d'une année à l'autre de 168 millions à 195 millions.

Néanmoins les emprunts à court terme émis par le Trésor et en général toutes opérations passées pour son compte semblent avoir donné lieu à une activité peut-être plus importante encore que précédemment, ainsi qu'il résulte des précisions apportées à cet égard par la direction :

« La souscription de notre établissement à l'emprunt national 4 % 1918 a atteint près de 800 millions de francs. Nos souscriptions et placements de Bons et Obligations de la Défense Nationale se sont pour la seule année 1918 élevés à 2.170 millions. »

En outre les guichets de la société « *avaient largement contribué au placement d'un nombre considérable de titres, obligations et bons, pour la plupart émis par la clientèle industrielle* »

Aussi tout en ne représentant plus que 18 ‰ des dépôts à vue, le portefeuille-titres était à la clôture de l'exercice en augmentation de 600 mille francs passés sur son montant au 31 décembre 1917.

On remarquera également que dans son article précité du 18 juin 1919, l'*Information* présentait les observations suivantes :

« Les disponibilités de la *Banque Nationale de Crédit* ont été renforcées d'une façon remarquable et bien au delà de ce qu'exigerait la simple prudence à l'égard des dépôts ; cette abondance des disponibilités constitue aujourd'hui une puissance, car elle permet à la société d'entrer délibérément dans la voie des grandes participations industrielles. »

Il semblerait donc que pendant l'année 1918, le Conseil d'administration ait pour le moins persévéré dans l'attitude nouvellement adoptée à l'égard des opérations financières.

Avant de conclure, il nous a paru intéressant de rapporter ici un article de l'*Agence Economique et financière* du 28 mars 1919, où l'on trouvera un aperçu rapide du chemin parcouru par l'établissement depuis 1913 :

« Née du Comptoir d'Escompte de Mulhouse, la *Banque Nationale de Crédit* adopta dès le début les méthodes de ce dernier. Celui-ci avait poursuivi depuis plusieurs années une politique d'absorption de maisons particulières qui lui épargnait dans la région visée tous les aléas du début. Par cette manière de procéder, le succès de ses opérations et sa prospérité s'étaient développés grandement et s'étaient traduits par une rapide augmentation de son capital, de son chiffre d'affaires et de ses bénéfices...

« Les espérances conçues lors de la création de la *Banque Nationale de Crédit* commençaient à se réaliser lorsque la guerre éclata.

« A ce moment, la banque avait déjà mené à bien une importante partie de son programme d'extension. Elle avait acquis « *la Banque du Midi* », repris à Montbéliard la suite de la *Banque Jolidon* et pris pied dans la région du Nord en y créant trois succursales à Roubaix, à Tourcoing et à Arras. Enfin, elle s'était rendue acquéreur de la *Banque Richou* et C^{ie} à Angers avec agences à Château-Gonthier, Cholet, le Flèche, le Mans, Sablé-sur-Sarthe et Saumur. A la fin de l'exercice 1914, la *Banque Nationale de Crédit* disposait ainsi de 135 succursales, agences ou bureaux, non compris le siège social de Paris.

« Comme toutes les banques françaises, la *Banque Nationale de Crédit* subit la répercussion de la crise financière, provoquée par la guerre. Mais, on constate malgré les importants retraits effectués fin juillet, que le chiffre des dépôts se maintenait au 31 décembre 1914 à 128 millions, inférieur seulement de 10 millions à celui de fin 1913.

« Le président du conseil d'administration pouvait avec raison faire remarquer à l'assemblée générale des actionnaires que la société avait en définitive traversé cette crise dans de meilleures conditions qu'on n'aurait pu le penser.

« Les résultats des exercices suivants furent beaucoup plus satisfaisants. L'exercice 1917 a été particulièrement favorisé: les bénéfices nets étaient en augmentation de 27 % sur ceux de l'année précédente.

« Il ressort du bilan à fin 1917 que les réserves provisoires et reports à nouveau s'élevaient à la somme de 35 millions 949 mille francs, en augmentation de 7.600.000 francs sur l'année précédente. Les disponibilités espèces, banques, Bons de la Défense Nationale, portefeuille-effets, atteignaient un total de 500 millions contre 270 millions en 1916. En ce qui concerne l'exercice 1918, les résultats s'annoncent plus satisfaisants encore.

« Entre temps, la *Banque Nationale de Crédit* avait continué l'extension de son programme d'absorption. L'acquisition de la majorité des actions du *Crédit du Centre* à Blois, du *Crédit du Sud-Ouest* à Bordeaux, du *Crédit du Rhône et du Sud-Est* à Lyon, lui ont assuré une rapide extension de son champ d'action. A l'heure actuelle, la Banque possède en France un réseau d'environ 180 agences et succursales.

« Parallèlement à ce rapide développement de son activité, il était indispensable que la Banque augmentât ses moyens financiers. C'est pourquoi elle porta en 1917 son capital de 100 à 150 millions. Les actions nouvelles étaient émises avec une prime de 100 francs, qui est venue grossir les réserves. Ces ressources nouvelles ont été employées par la Banque avec beaucoup de discernement. On sait, en effet, que cet établissement prête le concours le plus large au commerce et à l'industrie. Ses opérations revêtent généralement la forme suivante : il consent

des ouvertures de crédit à des sociétés, pour le compte desquelles il procède à un moment donné, soit à une augmentation de capital, soit à un emprunt par obligations. Le produit de ces émissions est destiné à couvrir le crédit consenti. En même temps, ces sociétés remettent à la Banque l'escompte de leurs effets.

« Cette manière de procéder se reflète dans le développement continu de trois comptes importants du bilan : le portefeuille-effets, les avances sur garanties et les comptes débiteurs.

	Portef.-effets.	Avances gar.	Comptes courants débit.
	millions	millions	millions
1913	74,8	35,5	40
1914	48,2	31,5	35,6
1915	78,5	44,1	55,2
1916	117,7	53,6	61,2
1917	168,6	70,6	78,1
1918	195,2	88,2	144,2

« Tout en travaillant activement pour l'intérêt général, la *Banque Nationale de Crédit* a donc su prendre une place en vue dans notre organisme bancaire. La progression rapide de ses affaires ne s'est d'ailleurs pas faite au détriment de sa solidité financière, » car ses bilans et la méthode avec laquelle sont conduites ses opérations donnent une complète impression de sécurité.

« En définitive, la *Banque Nationale de Crédit* constitue peut-être l'exemple le plus vivant de la tendance qui s'est manifestée depuis plusieurs années, d'une concentration de l'activité bancaire par la fusion, l'absorption ou le contrôle d'établissements régionaux déjà existants et disposant d'une clientèle étendue. »

Toutes proportions gardées, l'activité de la *Banque Nationale de Crédit* en France pendant la guerre peut donc être rapprochée par certains côtés de celles des banques anglaises ou américaines dans leur pays respectif au cours de la même période.

Il semblerait dès lors que l'état de stagnation dans lequel nos grandes institutions françaises de crédit sont demeurées au cours des hostilités ne soit pas le fait de la guerre mais bien la conséquence de la méfiance provoquée dans le public par l'attitude qu'il leur fallut adopter dans les derniers mois de l'année 1914, à la suite de la politique d'immobilisation que la plupart d'entre elles pratiquaient encore à la veille du grand conflit européen.

CHAPITRE II

LA BANQUE SUISSE ET FRANÇAISE (Crédit Commercial de France à partir de 1917) (Documents statistiques page 691)

Le Crédit Commercial de France apporte un nouvel exemple à l'appui des conclusions qui viennent d'être présentées. Cette société a connu en effet pendant la guerre un essor très comparable à celui de la *Banque Nationale de Crédit*.

L'explication paraît s'en trouver également dans l'attitude que l'établissement a pu adopter vis à vis de sa clientèle dans les premiers mois des hostilités.

Ainsi que le faisait remarquer un article du *Messenger de Paris* en date du 5 mai 1915,

« les dirigeants de la *Banque Suisse et Française* avaient depuis plusieurs années pris comme ligne de conduite de conserver une grande importance à la Trésorerie sociale, orientant en outre l'activité de l'établissement vers les affaires professionnelles de banque : escompte, reports, comptes courants, etc... »

Aussi, lors de la déclaration de guerre, le Conseil d'administration était-il à même de faire face aisément aux retraits de fonds effectués par le public.

Le rapport du 30 avril 1915 apportait d'ailleurs à cet égard les précisions suivantes :

« Lorsqu'à la fin du mois de juillet dernier, les événements de la politique extérieure vinrent subitement assombrir l'horizon de l'Europe, les craintes trop justifiées qui se manifestèrent brusquement amenèrent un trouble intense sur un marché déjà mal impressionné depuis plusieurs mois et les établissements de crédit se trouvèrent assaillis par les demandes de remboursement des comptes de dépôts.

« En ce qui concerne notre société, la grande liquidité que nous avons tenu depuis plusieurs années déjà à conserver d'une façon constante dans sa trésorerie nous a permis de faire face aisément à toutes les difficultés.

« Après avoir répondu sans restrictions à toutes les demandes de remboursement qui nous ont été faites, jusqu'au jour où le moratorium a été décrété, nous avons ensuite pris à tâche d'aider de la façon la plus efficace et dès le début de la guerre nos clients industriels et commerçants afin de leur permettre d'assurer l'existence de leur personnel et la continuation de leurs affaires.

« En outre, l'état de nos disponibilités nous permettait de payer très largement nos comptes de dépôts à vue ; et en décembre, nous pouvions annoncer que nous renoncions au bénéfice du moratorium pour le remboursement des dépôts et comptes courants à vue.

« Depuis lors, nous avons fait de même pour les comptes de dépôts à échéance et après avoir versé au début de décembre 40 % sur les comptes de fonds en reports, nous avons proposé, il y a quelque temps, un mode de libération de ces reports comportant un nouveau versement immédiat de 20 % sur les sommes restantes, ce qui a été accepté avec empressement par la presque totalité de nos déposants.

« Ajoutons que nous avons également remboursé toutes nos acceptations.

« Ces opérations ont été réalisées sans porter atteinte à la situation de notre Trésorerie qui est demeurée tout à fait satisfaisante. »

D'autre part, le Conseil d'administration manifestait son intention de persévérer dans l'orientation qu'il avait imprimée à l'établissement :

« La situation que nous n'avons cessé d'assurer à la société en maintenant sa parfaite liquidité et en consolidant son crédit, souvent même au détriment d'augmentation légitimes de bénéfices, nous a permis de vous apporter les résultats que nous vous présentons aujourd'hui. Ceux-ci nous apparaissent comme la justification de la ligne de conduite à laquelle nous nous sommes efforcés de rester fidèles et que nous désirons suivre encore dans l'avenir, si vous voulez bien continuer à nous accorder votre approbation et votre confiance. »

Les déposants paraissent bien avoir tenu compte ici encore des facilités que sous des formes diverses

la *Banque Suisse et Française* avait été à même de leur donner à une époque critique.

Le Conseil d'administration pouvait en effet signaler aux actionnaires « *que ses efforts lui avaient valu des témoignages de satisfaction auxquels il était d'autant plus sensible qu'il avait conscience d'avoir pu contribuer pour sa part à la reprise des affaires.* »

On observera en outre, que le bilan au 31 décembre 1914 ne présentait par rapport au précédent qu'une compression relativement légère.

D'une année à l'autre, les comptes de chèques et comptes courants créditeurs n'avaient fléchi que de 4 millions, passant de 84 à 80 millions.

Plus importante, vu la concurrence des Bons de la Défense Nationale, la diminution des Bons à échéance était de 24 millions.

De même les avances sur garanties et reports et les comptes courants débiteurs se trouvaient ramenés respectivement les uns de 79 millions à 65 millions, les autres de 35 millions à 18 millions. La réduction la plus considérable était celle du portefeuille bancable : 49 millions contre 87 millions. Elle trouvait sans doute son explication dans les retraits de fonds effectués par la clientèle, mais également dans la raréfaction des effets de commerce à la suite des décrets moratoires. Aussi, faute d'emplois suffisamment liquides pour ses dépôts, la Banque se trouvait-elle contrainte de conserver improductives des sommes très importantes.

C'est dans ces conditions qu'en augmentation de 143 %, l'encaisse atteignait à la clôture de l'exercice 1914 le chiffre de 41,4 millions, soit 51 % des dépôts à vue alors qu'au 31 décembre précédent elle ne s'élevait qu'à 29 millions représentant 34 % des exigibilités à vue. Toutefois malgré ce dernier accroissement la proportion de l'ensemble « Caisse et Portefeuille » aux dépôts à vue se trouvait ramené de 128 % à 112 % ce qui, il est vrai, assurait encore à l'établissement une situation de liquidité des plus satisfaisantes.

On notera également la plus value accusée par le portefeuille-titres encore que « *les évaluations dont il avait été l'objet aient été faites avec une extrême prudence à des cours ne paraissant devoir donner aucun mécompte* ». Il faut reconnaître cependant que ce dernier chapitre ne tenait qu'une place relativement peu importante dans la comptabilité sociale, puisqu'il ne dépassait pas 5:146 mille francs dont 1.665 mille francs de rente française 3 ½ % amortissable.

En définitive, d'un exercice à l'autre le total du bilan n'avait diminué que de 35 millions. La situation de la Société au 31 décembre 1914 se dégageait aisément de l'examen des comptes. Ceux-ci étaient présentés sous une forme nouvelle que le Conseil d'administration entendait justifier en ces termes.

« Nous avons tenu, en raison des circonstances exceptionnelles que nous traversons, à vous mettre à même de vous rendre compte d'une façon plus détaillée des différents éléments qui composent le bilan et en particulier à mieux faire apparaître à vos yeux les disponibilités et les exigibilités à uve.

« Nous répondrons, en même temps, au désir exprimé à ce sujet par Monsieur Ribot, Ministre des Finances, dans son magistral exposé de la situation financière de la France du 18 décembre 1914. »

De son côté, dans son article précité, le *Messenger de Paris* s'exprimait ainsi qu'il suit :

« Le bilan au 31 décembre 1914 est établi sous une forme particulièrement claire. L'examen des chapitres essentiels est des plus aisés. La situation financière de la banque se dégage ainsi très nettement et apparaît saine, forte et liquide. Ce qui frappe l'attention, c'est sa division en deux parties bien distinctes à l'actif comme au passif : exigibilités à vue, disponibilités en regard, et comme seconde partie: passif exigible à terme, actif réalisable à terme.

« Les exigibilités à vue : comptes courants à vue et correspondants atteignaient 80 millions. En regard, nous trouvons 84 millions d'actif réalisable à vue, composé d'espèces en caisse et à la Banque de France, Fonds disponibles à vue (France, Angleterre, États-Unis, Russie, Suisse) ensemble 41 millions, portefeuilles-effets sur France 37 millions, sur Angleterre, Russie et

Suisse 5 millions, coupons à encaisser 351 mille francs. Inutile de signaler la liquidité de cette trésorerie.

« Le passif exigible à vue comprend : les comptes créanciers pour 45 millions, les acceptations, pour 16 millions ; ensemble 61 millions. Par contre, nous trouvons un actif réalisable à terme de grande importance, comprenant 20 millions de reports, 19 millions de comptes débiteurs sur garanties, 14 millions et demi de compte débiteurs par acceptation ; 6 millions de portefeuille-effets sur France (papier déplacé), Belgique et Pays divers.

« En résumé, il résulte de cet examen que la *Banque Suisse et Française* est maintenue fermement depuis un certain nombre d'années dans la voie professionnelle et que le Conseil d'administration, clairvoyant et expérimenté, a cherché des bénéfices moins brillants peut-être, mais sûrs et plus continus dans le développement des opérations de banque. »

Des considérations qui précèdent, il résulte que les contre-coups des événements politiques ne se sont peut-être pas fait sentir sur la *Banque Suisse et Française* de façon aussi profonde que sur d'autres institutions de crédit. Il n'en faudrait pas conclure cependant qu'ils n'aient pas eu pour effet de restreindre l'activité de l'établissement dans les six derniers mois de l'année 1914. On peut constater en effet dans un certain nombre de compartiments une diminution assez sensible du volume des affaires traitées par la société au cours de l'exercice, ainsi qu'il ressort du tableau suivant, établi d'après les renseignements contenus dans les rapports du Conseil d'administration du 11 mars 1914 et du 30 avril 1915.

	Mouvement Général Caisse		Mouvement Général Portefeuille		Reports		Acceptations	Paiements à éch.
	Entrées	Sorties	Entrées	Sorties	Débit	Crédit		
1913	10.111,7	10.101,6	4.725,0	4.637,4	513,3	477,5	115,5	90,4
1914	7.982,4	7.957,0	2.718,5	2.668,6	269,1	249,3	85,1	69,8

Les bénéfices de l'année 1914 se ressentaient naturellement du ralentissement que les chiffres ci-dessus mettent en évidence. Leur diminution n'était cependant pas très importante, puisqu'après tous amortissements et provisions elle ne dépassait pas 545 mille francs soit 17 % de leur montant au 31 décembre précédent.

En résumé, ayant su ménager comme la *Banque Nationale de Crédit* la confiance de sa clientèle aux heures difficiles de l'année 1914, la *Banque Suisse et Française* se trouvait en état, dès la clôture de l'exercice, de seconder le mouvement du commerce et de l'industrie aussitôt que la reprise des affaires allait se faire sentir.

Il semble que l'on puisse signaler une certaine recrudescence dans l'activité de la *Banque Suisse et Française* au cours de l'exercice 1915.

On constatera en effet que d'une année à l'autre, les principaux chapitres du bilan s'étaient accrus de façon assez sensible.

C'étaient tout d'abord les comptes de chèques et comptes courants créditeurs qui, en augmentation de 36 millions, malgré les prélèvements importants opérés pour la souscription au premier emprunt de guerre ! dépassaient largement leur montant d'avant-guerre témoignant ainsi de la confiance des déposants.

Il est vrai que les Bons à échéance avaient encore diminué de 9 millions, probablement en raison de la concurrence qu'ils rencontraient de la part des Bons de la Défense Nationale.

De son côté l'encaisse passait de 41 millions à 46 millions. Ainsi que le faisait observer le Conseil d'administration dans son rapport du 11 avril 1916, cet accroissement était la conséquence de l'augmentation des dépôts :

« Nous avons renforcé les divers postes de notre actif réalisable à vue, de manière à les maintenir à un chiffre correspondant à nos exigibilités à vue. »

On remarquera cependant que les disponibilités immédiates ne représentaient plus que 39 % du passif à vue contre 51 % l'année précédente.

De même malgré la progression du portefeuille bancable, 78 millions au lieu de 49 millions, le rapport de l'ensemble « Caisse et Portefeuille aux dépôts à vue se trouvait ramené de 112 % à 107 % assurant encore à la *Banque Suisse et Française* une situation de liquidité qu'on peut estimer des plus satisfaisantes. Dans son compte rendu, le Conseil d'administration insistait à nouveau sur cette question, à laquelle les circonstances donnaient une importance capitale :

« Nous avons tenu à maintenir plus que jamais la grande liquidité de notre Trésorerie. »

On notera en outre que les avances sur garanties et les comptes courants débiteurs passaient respectivement de 45 millions à 52 millions et de 18 millions à 19 millions, ce qui semblerait indiquer une certaine reprise dans la fonction de crédit de l'établissement.

Signalons enfin que le portefeuille-titres s'était encore accru de 2 millions et demi. Il faut reconnaître toutefois que son montant demeurait toujours insignifiant en comparaison du chiffre des dépôts.

En définitive, le total du bilan s'était élevé de 201 à 223 millions.

D'autre part, dans le rapport déjà cité qu'il avait présenté à l'assemblée ordinaire annuelle du 11 avril 1916, le Conseil d'administration avait pu signaler un certain développement des affaires dans la région marseillaise :

« Nous avons la satisfaction de vous dire que notre succursale de Marseille a développé ses affaires d'une manière qui dépasse même nos prévisions, en dépit de son installation provisoire tout à fait insuffisante. Elle est à la veille de prendre possession de ses locaux définitifs, dont l'installation sera certainement très appréciée par notre clientèle, laquelle y trouvera toutes facilités et commodités, aussi bien au point de vue des agencements que de l'organisation des services. »

Des considérations qui précèdent, on semblerait autorisé à conclure qu'au cours de l'exercice 1915, la *Banque Suisse et Française* avait pu profiter dans une certaine mesure de la reprise des transactions commerciales que la direction signalait en ces termes à l'attention des actionnaires.

« Après l'arrêt complet des affaires survenu au début des hostilités, l'admirable vitalité de notre pays a révélé ce que le génie français était capable de faire, aussi bien dans l'organisation de la Défense Nationale que pour assurer la vie économique de la Nation.

« Dès le début de 1915, les affaires commerciales et industrielles ont repris une activité qui s'est progressivement développée sous l'impulsion donnée par les commandes de guerre et par les nécessités du ravitaillement. De leur côté, les Établissements financiers ont apporté tous leurs soins à seconder les énergies, à stimuler les bonnes volontés. Pour notre part, nous avons donné sans réserve notre concours le plus complet à l'élan général. »

Cependant, par certains côtés, la deuxième année de la guerre avait été pour l'établissement une période de liquidation.

« Depuis le début des hostilités, nous avons eu à faire face au remboursement complet de toutes nos acceptations qui se chiffrent par environ 25 millions au 31 décembre 1913, et qui ne s'élèvent plus qu'à 2.080.000 au 31 décembre 1915. Ces dernières acceptations sont d'ailleurs de nouvelles opérations qui se liquident à chaque échéance.

« Nous avons, en outre, procédé au remboursement de nos comptes de dépôts remis par notre clientèle pour être employés en reports et nous avons pu, d'autre part, faire rentrer nous-mêmes la plus grande partie des fonds que nous avions employés de cette manière. De 29 millions que nous avions avant la guerre, le chiffre en est tombé au bilan que nous vous présentons à 8.500.000 francs.

« Nous croyons intéressant de vous indiquer également que nous avons retiré le papier escompté à la Banque de France, et que sur le montant de nos risques par escompte au 31 juillet 1914, il nous est déjà rentré à ce jour environ 80 % et cela malgré le moratorium. »

C'est dans ces conditions que le mouvement général des comptes demeurait, dans plusieurs compartiments importants, toujours inférieur à ce qu'il en était en 1913. Il n'avait même pas encore retrouvé les chiffres de l'année 1914. Il faut reconnaître toutefois que l'exercice 1915, tout entier en période de guerre, n'avait pas bénéficié comme le précédent de sept mois de paix.

Quoi qu'il en soit, voici quelles sont pour ces trois dernières années les fluctuations indiquées dans les rapports du Conseil d'administration.

	Mouvement Général Caisse		Mouvement Général Portefeuille		Reports		Acceptation	Paie-ments à éch.
	Entrées	Sorties	Entrées	Sorties	Débit	Crédit		
1913	10.111,7	10.101,6	4.275,0	4.637,4	513,3	477,5	115,5	90,4
1914	7.082,4	7.957,0	2.718,5	2.668,6	269,1	249,3	85,1	69,8
1915	5.935,7	5.907,6	1.093,1	1.014,4	?	?	24,0	22,0

En outre, au cours de l'année 1915, la *Banque Suisse et Française* avait rencontré, comme toutes les institutions françaises de crédit, un certain nombre de difficultés susceptibles d'entraver son essor. Nous citerons en premier lieu la situation créée par la balance commerciale, dont le déficit commençait à prendre de sérieuses proportions. En signalant cette importante question aux actionnaires, le Conseil d'administration indiquait la part prise par la société dans l'effort déployé pour enrayer la hausse des changes.

« Les efforts patriotiques fait par l'Industrie et le Commerce pour utiliser les ressources disponibles en vue de fournir à la Défense Nationale tout ce que la France privée de ses départements du Nord et de l'Est est capable de produire, ne pouvant pas suffire cependant aux besoins considérables de l'Armée et du Pays, le gouvernement a dû faire un appel très large aux produits de l'étranger et nos importations se sont considérablement accrues, pendant que nos exportations tombaient à des chiffres infimes.

« Comme conséquence de cette situation, les changes étrangers qui, avant la guerre, étaient presque constamment favorables à la France alors créancière du monde entier, se sont bientôt renversés, rendant de plus en plus onéreux le paiement des marchandises fournies par les nations neutres.

« Il appartenait aux banques françaises de ne rien négliger pour remédier à cet état de choses. Nous n'y avons point manqué en ce qui nous concerne, et les relations que nous avons nouées aux États-Unis nous ont permis d'apporter à l'effort commun une contribution qui a été hautement appréciée.

« Nous avons pensé tout d'abord à l'avantage qu'il y aurait à négocier aux États-Unis des ouvertures de crédits par acceptations, afin de faire face plus facilement aux demandes sur le marché des changes. La Banque de France partageant cette idée, qui rentrait dans l'ensemble des mesures prises par elle pour assurer les paiements à l'étranger sans affaiblir son encaisse métallique, ce fut un membre de notre maison qui eut l'honneur d'être délégué par elle à New-York pour la négociation du crédit « Brown Brothers » de vingt millions de dollars.

« Ainsi que le constate le rapport de la Banque de France, ce crédit a été la première application positive aux opérations internationales d'escompte et d'acceptations de la loi américaine sur la « Fédéral Réserve. »

« Cette opération réalisée d'un côté par les plus importantes banques américaines, de l'autre avec le concours d'Établissements de Crédit de Paris et de la Haute banque parisienne, a servi, depuis lors de modèle pour des opérations analogues faites par des pays étrangers. Notre part dans cette opération figure dans le bilan sous la rubrique « Opérations de change à terme garanties » dont le montant s'élevait au 31 décembre dernier à 6.452 mille francs.

« Il nous paraît intéressant de citer à propos du crédit américain l'appréciation d'un des journaux financiers les plus importants de New-York (Wall Street Journal du 25 Août 1915) que M. le Gouverneur de la Banque de France a également mentionné dans son rapport :

« Ce crédit sera le précurseur d'autres opérations de même caractère. La participation jointe des banquiers des deux côtés de l'Atlantique constitue une politique nouvelle, tout au moins en ce qui concerne les institutions américaines. Grâce à elle, il pourra s'établir et se développer des relations plus étroites entre les institutions financières privées des deux pays, et l'on s'attend à ce que les résultats de cette opération aient une longue portée. »

La raréfaction des effets de commerce constituait encore une difficulté dont l'influence ne pouvait pas manquer de se faire sentir sur la *Banque Suisse et Française*. Il est toutefois assez difficile de préciser dans quelle mesure la société eut à souffrir en 1915 de cette conséquence du moratoire.

Dans son compte rendu de fin d'année, le Conseil d'administration n'avait fait allusion à cette question, que d'une façon très incidente, se bornant à indiquer d'une façon générale que « *malgré le défaut de la matière escomptable les opérations de banque avaient progressé d'une manière très régulière.* »

Dans ces conditions, il n'est guère possible de faire connaître avec quelque certitude l'importance respective des Effets de Commerce et des Bons de la Défense Nationale dans le portefeuille bancaire.

Il ne paraît pas douteux cependant que les emprunts à court terme émis par l'Etat et plus généralement toutes opérations passées pour le compte du Trésor aient été l'objet d'une activité extrêmement importante.

Selon les renseignements donnés par la direction:

« la *Banque Suisse et Française* s'était occupée activement du placement des Bons et obligations de la Défense Nationale pour lesquels elle avait alors recueilli un total de souscriptions de plus de 260 millions de francs. »

Au moment de l'émission du 1^{er} emprunt de guerre:

« la société avait également obtenu de sa clientèle un capital souscrit de 100 millions de francs avec 12.557 souscriptions. »

Faisons enfin observer que la Société n'avait mentionné aucune participation dans des opérations financières.

En résumé, encore que d'une année à l'autre les bénéfices ne se soient accrus que dans des proportions relativement restreintes, il semble que l'on puisse adopter les conclusions qui présentait le *Messenger de Paris* dans un article du 30 Novembre 1916:

« Assurément les événements actuels ont eu sur la *Banque Suisse et Française* une répercussion bien affaiblie, il est vrai. Mais en temps normal son excellent renom, la solidité de son crédit, l'ampleur de ses ressources financières auraient motivé une sensible expansion des opérations sociales. Toutefois, l'activité de la Banque n'est nullement entravée : elle n'est qu'atténuée et les résultats du dernier exercice sont encourageants. »

La reprise qui s'était manifestée dès l'année 1915 dans l'activité de la *Banque Suisse et Française* paraît s'être sensiblement accentuée au cours de l'année 1916.

On remarquera en effet que les principaux postes du bilan arrêté au 31 Décembre s'étaient encore accrus d'une année à l'autre dans des proportions assez considérables.

C'étaient tout d'abord les comptes de chèques et Comptes courants créditeurs, qui, en augmentation de 61 millions, témoignaient à nouveau de la confiance des déposants.

On remarquera en outre que, contrairement à ce qu'il en était depuis le début de la guerre, les Bons à échéance avaient cessé de fléchir pour marquer une progression de 9 millions sur leur montant de l'exercice précédent.

De son côté, l'encaisse passait de 46 millions à 51 millions. Ainsi que le faisait observer une fois de plus le Conseil d'administration dans son rapport du 30 Mai 1917, ce renforcement des disponibilités immédiates trouvait son explication dans l'accroissement des fonds déposés par la clientèle :

« Fidèles à notre ligne de conduite, en regard de l'augmentation de nos dépôts à vue, nous avons tenu à accroître encore notre actif immédiatement réalisable. »

Nous signalons cependant que la proportion de l'encaisse aux exigibilités à vue avait encore diminué. Elle se trouvait ramenée de 39 % à 29 % atteignant par conséquent un niveau toujours très élevé.

D'autre part, grâce à la plus value très importante que présentait le portefeuille bancable, 141 millions contre 78 millions, — le rapport de l'ensemble « Caisse et Portefeuille » au passif à vue restait à peu près inchangé à 108 %.

La *Banque Suisse et Française* offrait donc une situation de liquidité des plus satisfaisantes. Dans son compte rendu le Conseil indiquait que :

« L'actif immédiatement réalisable composé des espèces en Caisse et à la Banque de France, du portefeuille-effets et des Bons de la Défense Nationale était de plus de 188 millions contre 177 millions de dépôts à vue. »

Il concluait non sans raison, croyons-nous :

« Vous remarquerez que notre principe directeur est resté le même en maintenant toujours très grande notre liquidité, bien qu'elle limite nos bénéfices. »

L'examen des postes de l'actif réalisable à terme fait apparaître que d'un exercice à l'autre les avances sur garanties passaient de 52 millions à 62 millions et demi ce qui paraît témoigner d'une nouvelle reprise dans la fonction de crédit de la société. Il est vrai que les comptes débiteurs simples restaient en quelque sorte stationnaires à 18 millions.

Il semblerait donc que la Banque se soit montrée assez réservée à l'égard de ce dernier genre d'opérations qui, comme chacun sait, ne présentait pas les mêmes garanties de réalisation.

Quant au portefeuille-titres, il n'occupait toujours qu'une place extrêmement modeste dans la comptabilité sociale, puisque son montant représentait à peine 3 % des dépôts. En définitive, en augmentation de 98 millions, le total du bilan arrêté au 31 Décembre 1916 chiffrait par 321, 7 millions.

Selon les indications du Conseil d'administration toutes les agences avaient contribué aux progrès réalisés par la *Banque Suisse et Française* au cours de l'exercice.

Toutefois la région marseillaise avait été plus particulièrement favorisée :

« Notre succursale de Marseille a étendu sensiblement sur cette place sa clientèle, qui lui a apporté un chiffre d'affaires important et des résultats très appréciables. »

De même le développement des opérations traitées par l'établissement dans la région parisienne avait motivé l'ouverture de deux nouvelles agences, l'une Rue Réaumur, l'autre Boulevard Magenta.

Aussi le Conseil d'administration pouvait-il présenter les observations suivantes à l'assemblée ordinaire du 30 Mai 1917 :

« les résultats que nous vous présentons sont des plus satisfaisants. Nous sommes heureux que le dernier exercice, où notre Banque a fonctionné sous l'ancienne raison sociale de *Banque Suisse et Française*, témoigne ainsi de ses progrès constants depuis sa fondation. »

D'autre part, dans un article du 2 Mai 1917, le *Messenger de Paris* s'exprimait en ces termes :

« Il est de toute équité de rappeler que sous une direction active et vigilante, la Banque a obtenu des résultats constamment progressifs qui l'ont peu à peu placée au premier rang de nos institutions de crédit. Cette impulsion étant restée la même, on ne s'étonnera pas que, favorisés par une situation générale améliorée, les résultats de l'exercice 1916 marquent un nouveau progrès. Aussi a-t-il été permis, après de larges amortissements, de fixer le dividende de 1916 à 30 francs contre 25 francs en 1915.

« La reprise des affaires s'est accentuée en 1916. La *Banque Suisse et Française* a cherché à favoriser dans toute la mesure du possible les règlements que l'industrie nationale doit faire à l'étranger et à atténuer ainsi la tension du change.

« La situation financière est saine et solide. Il suffira de dire que l'actif immédiatement réalisable est de plus de 188 millions contre 177 millions de dépôts à vue.

« La liquidité des ressources sociales, aussi ample qu'on peut la désirer, a toujours été le principe directeur du conseil.

« C'est donc dans les meilleures conditions d'un succès progressif pour l'établissement que s'ouvre l'exercice 1917. »

Des observations qui précèdent, il semblerait donc que la *Banque Suisse et Française* ait pu bénéficier assez sensiblement en 1915 du développement des transactions commerciales que le Conseil d'administration avait signalé dès le début de son rapport :

« La reprise des affaires dont nous vous entretenions dans notre compte rendu sur l'exercice 1915 s'est accentuée pendant le cours de 1916. En effet, aux besoins toujours plus considérables des armées alliées, a répondu une activité économique plus intense dans toutes les branches de la production industrielle. La vie financière, elle aussi s'est développée, si bien qu'après 32 mois d'une guerre effroyable, la France donne au monde l'exemple de son extraordinaire vitalité.

« Les établissements de crédit ont continué à faire les plus grands efforts pour seconder le gouvernement dans la mobilisation des ressources financières du Pays et notre banque a été tout particulièrement heureuse d'y contribuer activement. »

Cependant, ainsi qu'il en était lors des années précédentes, les plus sérieuses difficultés étaient susceptibles d'entraver l'essor de l'établissement.

Le déficit de notre balance commerciale allait toujours en s'accroissant, créant une situation dont il importait de tenir compte. En revenant sur cette question, le rapport du 30 Mai 1917 indiquait en outre le concours apporté par la Société en vue d'enrayer la hausse des changes :

« Nous avons cherché à faciliter autant qu'il nous était possible les règlements que notre industrie devait faire à l'étranger et à atténuer ainsi la tension des changes. Vous n'ignorez pas que nous avons eu l'honneur de négocier en 1915 le crédit « Brown-Brothers » ouvert à un groupe de maisons françaises. Non seulement ce crédit a été renouvelé et étendu, mais plusieurs autres opérations de crédit ont été négociées en 1916 et notamment en Suisse, où nous avons pu donner avec l'appui de plusieurs banques françaises le concours important qui nous était demandé. En dehors de ces crédits, nous avons ouvert également un certain nombre de crédits d'acceptations à notre clientèle industrielle pour lui faciliter, toujours dans le même but, le règlement de ses achats.

« Nous sommes heureux de voir que des accords de cette nature se développent aujourd'hui sur une large échelle aux

États-Unis et resserrent chaque jour davantage les liens qui les unissent aux Alliés. Nous nous réjouissons de cette collaboration financière intense qui survivra certainement après la guerre. »

En augmentation de 18 millions, les opérations de change à terme garanties figuraient dans le bilan du 31 Décembre 1916 pour un montant de 24,8 millions.

D'autre part la disparition persistante du crédit dans les transactions commerciales privait la *Banque Suisse et Française*, d'un élément très important de son activité.

Il est toutefois assez difficile d'apprécier jusqu'à quel point la société eut à souffrir de cette conséquence des moratoires. Le Conseil d'administration n'y faisait encore allusion que très indirectement, se bornant à regretter que le « *public ne comprît pas mieux tout l'intérêt qu'il y avait pour lui et pour la circulation fiduciaire à ne pas thésauriser inutilement les billets de banque.* »

Dans ces conditions, il n'est guère possible de préciser avec certitude la part revenant respectivement dans le portefeuille bancable aux effets de commerce d'une part et aux Bons de la Défense Nationale d'autre part.

Il ne paraît pas douteux toutefois que ces derniers, et en général toutes opérations passées pour le compte du Trésor, aient été l'objet comme antérieurement d'une activité très importante, ainsi qu'il résulte des renseignements donnés par la direction :

« Au deuxième emprunt de la Défense Nationale, en octobre 1916, la Banque Suisse et Française a eu la satisfaction d'être classée dans les premiers rangs des établissements de crédit avec un total de 134 millions de francs, résultant de 15.509 souscriptions. Le concours financier que nous avons apporté au Pays en placement de Bons, obligations de la Défense Nationale, Rente Française et coopération aux emprunts depuis le début de la guerre s'élève à plus d'un milliard. »

Dans le domaine des opérations financières, il semblerait que la Banque ait réservé exclusivement son appui au Trésor. On constatera en effet que le rapport

du 30 Avril 1917 ne mentionnait pas plus que les précédents de participations prises par la Société dans des affaires industrielles.

En résumé, l'exercice 1916 a marqué pour la *Banque Suisse et Française* une extension très importante de ses affaires. Aussi, en augmentation de 1 million environ, les bénéfices s'étaient-ils élevés à 3.509 mille francs.

C'est dans ces conditions que le Conseil d'administration fut amené à proposer à l'Assemblée Générale extraordinaire du 15 Janvier 1917 l'absorption de la *Banque Aynard* de Lyon et celle de la *Caisse de Crédit de Nice*. Cette deuxième opération entraînait une augmentation du capital social que le rapport présenté aux actionnaires motivait ainsi qu'il suit:

« Nous vous avons réunis pour soumettre à votre approbation d'importants changements qui, nous en sommes persuadés, marqueront pour votre société le point de départ d'un nouvel essor.

« Fondée le 1^{er} juillet 1894, au capital modeste de 1 million de francs, la *Banque Suisse et Française* a élevé successivement son capital à 2 millions en 1897, 10 millions en 1898, 15 millions en 1906, 25 millions en 1912, 40 millions en 1913.

« Cette progression correspondant au développement parallèle de ses affaires indique la méthode qu'elle s'est assignée dès le début et dont elle ne s'est jamais départie. Après 22 années d'existence, il nous est agréable de constater que notre chiffre de dépôts, qui atteignait à peine 5 millions pour le premier exercice social et s'élevait à 153 millions en 1915, dépasse aujourd'hui 215 millions. Quant au montant du total du bilan de 6 millions environ qu'il atteignait en 1894, il a monté à 223 millions en 1915 et nous prévoyons qu'il sera de plus de 310 millions pour l'exercice 1916, en augmentation de près de 100 millions d'une année à l'autre. L'éloquence de ces chiffres se passe de commentaires.

« Mais à côté de ce résultat matériel, un autre bien plus important s'est trouvé réalisé; nous voulons parler du crédit que s'est acquis votre établissement.

« Grâce en effet à une sage persévérance apportée dans l'extension de ses affaires, sans sortir du cadre où elle devait se maintenir, grâce à la manière loyale dont elle a su prendre en mains les intérêts qui lui étaient déjà confiés, grâce à une ges-

tion prudente qui a su prévoir l'avenir et consolider chaque jour sa situation, votre société s'est attiré l'estime et la confiance d'une haute clientèle industrielle et commerciale qui s'est rapidement augmentée. Nous ajouterons que c'est en France que notre société a concentré tous ses efforts en se consacrant tout spécialement à ce qui touche les intérêts de notre pays. Son crédit lui permet aujourd'hui de pouvoir commencer malgré les circonstances critiques de l'heure présente, la réalisation d'un programme préparé depuis plusieurs années.

La fusion que nous venons vous proposer avec notre banque de la *Maison Aynard* et fils de Lyon et de la *Caisse de Crédit de Nice* en est l'éclatant témoignage.

« Vous connaissez, Messieurs, depuis longtemps la *Maison Aynard*. Tout le monde s'incline devant la grande honorabilité de cette maison qui depuis de si longues années est entourée d'une estime générale et jouit d'une réputation si justifiée.

« Grâce à elle, nous pourrions étendre sous les meilleurs auspices notre action dans cette région lyonnaise qui, fidèle à son passé, a mis en œuvre, dans le cours de cette guerre, une remarquable et prodigieuse activité.

« La *Caisse de Crédit de Nice*, en se joignant à nous, nous apporte également un précieux concours. Fondée en 1865, son capital actuel est de 10 millions de francs. Elle possède deux succursales en France, à Grasse et à Draguignan, et deux en Italie : à Gênes et à Port-Maurice. Nous retrouvons en elle comme dans la maison Aynard, les mêmes principes et les mêmes méthodes qui nous ont toujours guidés nous-mêmes et cette conformité de vue dans les traditions de nos maisons réunies est pour nous une des grandes satisfactions que nous procure la combinaison en voie de réalisation.

« L'extension de notre puissance d'action, qui va se trouver réalisée avec nos propres ressources, tout en maintenant notre état de liquidité dans une situation parfaite et sans faire appel à aucune autre augmentation de capital que celle de 5 millions d'actions d'apport, vous indique que nous pouvons envisager avec pleine confiance ce programme d'avenir qui sera tout à l'honneur de notre banque.

« Les propositions que nous venons de vous soumettre entraînent la modification de différents articles de nos statuts. Elles appellent en particulier une augmentation de notre capital de 40 à 45 millions par la création de 10.000 actions d'apport, réservées à la *Caisse de crédit de Nice*. L'article 7 des statuts autorisait votre conseil d'administration à porter le capital par simple décision de sa part jusqu'à 60 millions de francs. Nous vous demandons d'élever ce chiffre à 100 millions. »

Le Conseil d'administration profitait de la réunion de l'Assemblée extraordinaire pour proposer en outre différentes modifications aux articles 18, 28, 29, 30, 32, 33, 41, 47 des statuts, relatifs à la composition du Conseil d'administration et à ses pouvoirs, à la composition de l'assemblée générale et à ses pouvoirs.

Parmi les différentes propositions soumises à l'approbation des actionnaires, une retiendra plus spécialement notre attention : celle concernant le changement du titre de l'établissement. Dans le document présenté, le Conseil d'administration avait entendu le justifier en ces termes

« L'absorption de la *Banque Aynard* et de la *Caisse de Crédit de Nice* nous amène en même temps à vous proposer le changement de notre raison sociale. A l'élargissement plus considérable de notre crédit et de notre champ d'action doit correspondre également un titre d'une portée plus large. Nous avons pensé que le titre de *Crédit Commercial de France* y répondrait. En le soumettant à votre ratification, nous espérons que la nouvelle raison sociale justifiera la confiance que vous avez placée dans la prospérité de notre société. »

En fait, cette dernière modification, que l'extension des opérations sociales n'imposait nullement, était très probablement en relation étroite avec l'affaire dite du chèque Duval.

On pouvait en effet lire, dans la presse financière de l'époque, des articles ainsi rédigés :

« La Banque Suisse et française pour se refaire une virginité a, ainsi que nous l'avons dit plus haut, changé de nom ; elle s'appelle aujourd'hui *Crédit Commercial de France*. En même temps qu'elle a modifié son titre, elle a fusionné avec une vieille et honorable banque lyonnaise, la *Banque Aynard* et fils, dont l'un des chefs, beau père d'un homme politique très connu, fut lui-même un parlementaire influent. »

D'autre part, depuis le début de la guerre, la Société avait été l'objet d'attaques extrêmement violentes quant à la composition de son conseil d'administration qu'on avait accusé d'inféodation à une puissance ennemie

On peut penser dès lors qu'en faisant disparaître la dénomination de *Banque Suisse et Française* le Conseil d'administration espérait dans une certaine mesure mettre un frein à des commentaires défavorables dont la diffusion était susceptible de nuire gravement à un établissement dont l'activité repose sur la confiance publique.

On remarquera en outre que, sans répondre d'une façon directe aux attaques qui avaient été dirigées contre la Banque, le Conseil d'administration avait cependant tenu à se justifier devant les actionnaires. Le rapport du 15 Janvier 1917 présentait en effet les observations suivantes :

« Au cours de ces dernières années, nous pensons avoir répondu à ce que vous attendiez de nous, en nous efforçant de donner dès le début de la guerre, à la fois le plus large appui à notre clientèle et notre entier concours à l'œuvre de la Défense Nationale.

C'est ainsi que nous avons pu contribuer pour notre part aux ouvertures de crédit qui ont facilité les opérations de trésorerie de la France à l'Étranger et que, par nos souscriptions aux Bons et Obligations de la Défense Nationale, par notre coopération aux Emprunts en Rente Française, nous avons pu apporter au gouvernement un ensemble de versements s'élevant à près d'un milliard de francs.

« Après la guerre, dans la grande œuvre économique qui prolongera le merveilleux effort de notre armée, nous souhaitons également nous trouver en bonne place.

« Résolus à demeurer fidèles aux règles de prudence que nous avons toujours observées, mais aussi, conscients de la tâche que nous aurons à remplir, nous voulons être prêts à participer par toutes nos énergies, à l'essor toujours plus grand des destinées commerciales et industrielles de la France. »

En dépit des habiletés de ses dirigeants, la Banque fut encore en butte par la suite à des critiques extrêmement acerbes, en particulier lors de l'absorption de la *Banque de Bordeaux* et des augmentations du capital social intervenues au cours de l'année 1919.

Nous ne pouvons insister sur ces questions que nous ne faisons que signaler en passant.

Dans ces études, nous nous sommes toujours placés sur le terrain économique et financier et de ce point de vue il n'est pas douteux que l'année 1917 ait marqué pour le *Crédit Commercial de France* une nouvelle progression dans le mouvement de ses affaires.

On constatera tout d'abord que, d'un exercice à l'autre, tous les postes du bilan s'étaient sensiblement accrus.

En premier lieu, les comptes de chèques et comptes courants créditeurs passaient de 177 millions à 292 millions, témoignant de la confiance continue des déposants.

De même les Bons à échéance avaient encore augmenté de 77 millions.

L'encaisse s'élevait à 56 millions contre 51 millions à la clôture de l'exercice précédent.

On remarquera cependant que la proportion des disponibilités immédiates aux exigibilités à vue avait de nouveau diminué se trouvant ramenée de 29 % à 19 %.

Toutefois, grâce à l'augmentation considérable du portefeuille bancable, 295 millions au lieu de 145 millions, le rapport de l'ensemble « Caisse et Portefeuille » aux dépôts à vue passait de 108 % à 120 %, assurant à la société une situation de liquidité des plus satisfaisantes.

D'autre part, les chapitres de l'actif réalisable à terme marquaient un nouveau pas en avant. Les avances sur garanties principalement s'étaient accrues de plus de 28 millions et demi, tandis que de leur côté les comptes courants débiteurs progressaient de 8,7 millions. Il semble donc que les dirigeants du *Crédit Commercial de France* se soient montrés une fois de plus assez réservés à l'égard de ce dernier genre d'opérations dont la réalisation n'offrait pas les mêmes garanties de sécurité.

Quant au portefeuille-titres il n'occupait toujours qu'une place très restreinte dans la comptabilité sociale, puisque son montant atteignait à peine 2 % des dépôts

à vue. En définitive, d'une année à l'autre, le total du bilan s'était accru de 205 millions passant de 321, 7 millions à 527, 3 millions.

Les progrès réalisés par le *Crédit Commercial de France* au cours de l'année 1917 trouvaient encore leur explication dans l'orientation que la direction n'avait cessé d'imprimer à l'établissement: d'une part, situation de liquidité saine et forte, d'autre part facilités larges accordées à la clientèle industrielle et commerçante.

Ce point de vue était d'ailleurs aussi celui du Conseil d'administration ainsi qu'il résulte du rapport présenté à l'assemblée ordinaire du 22 Mars 1918:

« Les chiffres de notre bilan témoignent du développement général de notre banque au cours de cette année.

« Nous devons attribuer cet heureux résultat à la situation particulièrement saine de notre banque, telle qu'elle ressort du bilan établi sous la forme que nous avons adoptée ces dernières années, en groupant sous une rubrique spéciale, à l'actif, les éléments qui composent nos disponibilités immédiates, pour les mettre en regard de nos exigibilités à vue au passif.

« C'est ainsi qu'au 31 décembre 1917 notre actif réalisable à vue s'élève à la somme de 342 millions, contre un passif exigible à vue de 292 millions. Vous pouvez ainsi juger de notre grande liquidité. Comme vous le savez, nous n'avons jamais cessé de nous attacher à réaliser cette condition, que nous considérons comme essentielle pour assurer le crédit de notre établissement dans l'essor qu'il a pris. La sécurité crée la confiance.

« Cette politique jointe au large appui que nous donnons à notre clientèle industrielle et commerciale ne peut s'obtenir que par un examen sévère et constamment attentif des affaires qui viennent nous solliciter. Elle limite, par contre, dans une certaine mesure, les bénéfices qui pourraient, sans aucun doute, être plus importants avec des principes moins rigoureux que les nôtres, mais la qualité même de notre clientèle et la fidélité sans cesse croissante qu'elle nous témoigne nous affirment la nécessité et la sagesse de la ligne de conduite que nous avons prise pour règle. »

Se plaçant au point de vue de l'intérêt général, le document ajoutait encore:

« Les répercussions économiques de cette guerre nécessitent des banques une prudence d'autant plus grande que celles-ci

ne pourront rendre les services que l'on est en droit d'attendre d'elles dans l'avenir que dans la mesure où elles maintiendront intact le crédit général de pays. »

Les résultats d'une pareille politique étaient particulièrement probants puisqu'en pleine guerre alors que la plupart de nos grandes institutions de crédit se trouvaient réduites à végéter, le *Crédit Commercial de France* était parvenu comme la *Banque Nationale de crédit*, grâce à des méthodes absolument semblables, à développer ses affaires d'une façon singulièrement remarquable. On constatera en particulier qu'en 1917 comme en 1916 toutes les agences du *Crédit Commercial de France* avaient contribué aux progrès réalisés par la Société:

« Nos agences dans Paris et nos succursales de Province ont continué à se développer d'une façon des plus satisfaisantes.

« Le nombre de nos agences à Paris, actuellement de 7, va encore être augmenté. Deux autres sont en effet en préparation et fonctionneront prochainement.

« Notre succursale de Lyon améliore son installation pour répondre aux vœux d'une clientèle qui s'accroît très notablement. Sous la sage direction de notre administrateur délégué de Lyon, nous pouvons envisager pour l'avenir une large extension de nos affaires sur cette place.

« D'autre part, à Marseille, nous obtenons des résultats qui indiquent que notre succursale a su justifier les espérances que nous avions mises en elle et s'attacher une clientèle toujours plus nombreuse et fidèle.

« Notre succursale de Nice, moins favorisée en raison des difficultés qu'éprouve actuellement le commerce des huiles et matières grasses, et d'autre part en raison de l'absence des étrangers, n'en est pas moins cependant en progrès ; il en est de même de nos agences de Grasse, Draguignan et Gênes. Dans cette dernière ville, le développement du port de Gênes ne manquera pas de donner à notre succursale un nouvel essor pour lequel elle peut compter sur l'expérience éclairée de notre administrateur délégué de Nice. »

Sous cette poussée d'affaires, le Conseil d'administration avait dû songer à de nouvelles extensions:

« Le développement de nos opérations nous oblige à envisager l'agrandissement de nos locaux. Grâce à la société

immobilière La Fayette, nous avons pu occuper différents immeubles dans des conditions avantageuses pour notre banque.

C'est ainsi qu'à Lyon, nous sommes devenus les locataires principaux de la maison où se trouvait déjà située la Banque Aynard.

« A Paris, nous avons pu prendre possession de l'immeuble situé 20 bis, rue La Fayette, et d'y réserver un bureau à la maison «Brown-Brothers» de New-York qui vient d'ouvrir conjointement avec nous un bureau spécial pour les Américains en France. »

Les résultats de l'exercice 1917 se présentaient donc comme particulièrement intéressants.

Ils avaient été l'objet des appréciations suivantes dans un article du journal « *Le Pour et le Contre* » en date du 10 Mai 1918:

« L'absorption de la *Banque Aynard* et de la *Caisse de Crédit de Nice* qui ont été réalisés au début de 1917 a eu naturellement pour effet de grossir brusquement le volume des affaires sociales qui de lui-même se développait d'ailleurs avec une rapidité et une continuité remarquable. C'est pourquoi la balance générale des écritures sociales au 31 décembre se fait cette année-ci un niveau supérieur de plus de 200 millions au chiffre du bilan de 1916. Mais déjà, l'année précédente, et sans l'appoint d'aucun apport étranger, le total du bilan avait monté par rapport à 1915 d'une centaine de millions. Le *Crédit Commercial de France* est parmi nos établissements de crédit jeunes et d'envergure encore secondaire un de ceux qui ont pris le plus notable développement en ces derniers temps. C'est maintenant une de nos banques les plus actives. Il a réussi à s'étendre sans se surcharger de capital. On en trouve précisément un exemple frappant dans les absorptions importantes qu'il a su faire l'année dernière sans augmenter son capital de plus de 5 millions, et il faut bien aussi lui rendre cette justice que, par lui-même, il a pu aller très vite dans la voie de son développement, tout en évitant de brûler les étapes; ses progrès pour être rapides n'en sont pas moins très méthodiques et calculés; aussi sont-ils solidement acquis. »

Cependant, au cours de l'année 1917, les conditions économiques générales avaient encore créé à la société des difficultés susceptibles d'entraver son essor.

En premier lieu, la situation de notre balance commerciale devenait de plus en plus inquiétante. L'établissement avait dû compter avec cet état de chose, ainsi qu'il résulte des précisions apportées à cet égard dans le rapport précité du 22 Mai 1918:

« Dès le début de la guerre, nous nous sommes efforcés de seconder de notre mieux les Pouvoirs Publics. Nous vous rappellerons qu'en 1915, nous avons eu une part importante dans le succès du premier crédit international qui fut négocié à New-York par nos soins.

« Depuis lors plusieurs autres crédits ont été établis sur le même modèle et d'après les mêmes principes avec différentes nations neutres et nous avons eu le plaisir d'en constater tous les heureux effets pour les règlements des dépenses effectuées par les industries de guerre et pour la stabilité même du change.

« Tout en participant avec les principales banques françaises à la plupart des opérations de même nature conclues à l'étranger cette année, nous avons été amenés à prendre une part toute spéciale aux négociations qui ont eu lieu avec la Suisse et qui, espérons-nous, apporteront une aide nouvelle au gouvernement français. »

En augmentation de 4 millions, les opérations de change à terme garanties s'élevaient au 31 Décembre 1917 à 28,3 millions.

D'autre part, depuis l'ouverture des hostilités les transactions commerciales demeuraient presque exclusivement au comptant. La conséquence en était d'activer l'inflation fiduciaire. Aussi, en présence de la dépréciation continue de notre franc, convenait-il de prendre des mesures destinées à limiter autant que possible l'émission des billets de banque. En attirant l'attention de ses actionnaires sur cette importante question le Conseil d'administration indiquait en outre la part prise par la Société dans l'œuvre commune:

« Nous avons déjà signalé l'an dernier, dans notre rapport, combien il était nécessaire de répondre aux vœux de la Banque de France en réduisant, autant qu'il est possible, la circulation fiduciaire.

« L'initiative que nous avons prise à cet égard, avec des banques amies, de créer une Caisse de Compensation, d'après

des méthodes mieux adaptées qu'elles ne l'avaient été jusqu'ici, aux nécessités bancaires actuelles, a été couronnée de succès. Elle a permis, en effet, la fusion de cette caisse avec la Chambre de Compensation des Banquiers de Paris qui s'est réorganisée sur le plan résultant de notre étude et dont le nombre des membres adhérents s'est trouvé ainsi élevé depuis le 26 juillet 1917 de 11 à 34.

« Les résultats obtenus par la nouvelle Chambre de Compensation font espérer qu'elle sera le point de départ de progrès importants dans l'organisation intérieure des banques et dans l'éducation du public en vue d'un usage toujours plus répandu du chèque.

« L'année dernière, dans un opuscule qu'elle a propagé le plus possible, la Banque de France expliquait d'une façon très claire, non seulement les risques d'erreurs et de perte qu'entraîne la trop grande manipulation des billets de banque, mais surtout le grand intérêt qu'il y aurait pour le Pays à ne pas les thésauriser et à ne pas augmenter aussi inutilement la circulation fiduciaire.

« Tous ces efforts, joints aux méthodes de vulgarisation que les banques sauront appliquer ne manqueront pas d'amener le public à se servir désormais du chèque d'une façon aussi courante en France qu'à l'Étranger. »

Une autre conséquence de la disparition à peu près complète du crédit dans les transactions commerciales était la raréfaction des effets de commerce dont l'es-compte constituait avant la guerre pour l'établissement un des éléments les plus importants de son activité.

Toutefois, faute de pouvoir préciser le montant respectif des effets de commerce et des Bons de la Défense Nationale dans le portefeuille bancable, il est assez difficile de pouvoir indiquer dans quelle mesure le *Crédit Commercial de France* eut à souffrir en 1917 de cet effet des moratoires.

Il n'est pas douteux cependant que les emprunts à court terme ou à long terme émis pour le compte du Trésor aient été l'objet d'opérations très considérables.

A cet égard le Conseil d'administration avait apporté les renseignements suivants :

« Soucieux de continuer à apporter à l'État tout le concours pont nous pouvions disposer, nous nous sommes occupés très

activement en 1917 du placement des valeurs du Trésor et plus particulièrement du troisième emprunt de guerre qui a rencontré dans notre clientèle la même faveur que celui de l'année précédente.

« Les montants souscrits à nos guichets ont dépassé le chiffre de 1916. Les souscriptions obtenues ont atteint 202 millions en capital nominal avec environ 12 mille souscripteurs.

« A la fin de l'exercice 1917, le montant en nominal des opérations effectuées à nos guichets pour le compte de l'État — emprunts de Rentes Françaises, Bons et Obligations de la Défense Nationale — ne s'élevait pas à moins de 2 milliards 56 millions. »

La Société avait en outre « *prêté son concours aux différentes émissions faites pour les besoins de sa clientèle industrielle travaillant pour la Défense Nationale.* »

Nous attirerons tout particulièrement l'attention sur cette dernière indication qui apparaissait pour la première fois dans les comptes rendus du *Crédit Commercial de France* comme elle avait alors figuré pour la première fois dans ceux de la *Banque Nationale de Crédit*. Il semblerait donc que les extensions réalisées par l'une et l'autre société au cours de l'année 1917 aient été pour leurs dirigeants l'occasion d'une attirance inconnue jusqu'à cette époque vers les opérations financières.

En ce qui concerne plus spécialement le *Crédit Commercial de France*, il ne paraît pas cependant que cette orientation nouvelle ait fait sentir bien profondément son influence sur le bilan arrêté au 31 Décembre 1917.

On constatera en effet que le portefeuille-titres n'avait augmenté que de 1.500 mille francs environ sur le montant du 31 Décembre 1916.

En résumé, au cours de l'année 1917 le *Crédit Commercial de France* a connu une extension tout à fait considérable de ses affaires, l'activité de la Société étant demeurée en relations étroites avec le mouvement des transactions commerciales que les besoins de la Défense Nationale avait encore intensifiés.

Aussi les bénéfices s'étaient-ils accrus à nouveau passant de 3.509 mille francs à 4.312 mille francs.

Faute de tous renseignements à cet égard dans le rapport du 30 Avril 1919, il n'est pas possible d'indiquer quelle a été sur le *Crédit Commercial de France*, l'influence des événements militaires intervenus pendant la dernière année de la guerre. En tous cas, il ne paraît pas douteux que l'exercice 1918 ait été encore pour la société l'occasion de nouveaux progrès.

On constatera tout d'abord que, d'une année à l'autre tous les chapitres du bilan s'étaient accrus dans des proportions tout à fait considérables.

En premier lieu les comptes de chèques et comptes courants créditeurs passaient de 292 millions à 404 millions, témoignant de la confiance continue de la clientèle.

De leur côté les Bons à échéance marquaient un nouveau pas en avant s'élevant à 156 millions contre 122 millions.

Simultanément l'encaisse augmentait de 19 millions. On observera cependant que la proportion des disponibilités immédiates aux exigibilités à vue fléchissait une fois de plus se trouvant ramenée de 19 % à 18 %.

De même, malgré l'accroissement très sensible du portefeuille bancable — 364 millions au lieu de 295 millions — le rapport de l'ensemble « Caisse et Portefeuille » aux dépôts à vue n'était plus que de 109 % alors qu'il se montait à 120 % au 31 Décembre précédent. La société conservait néanmoins une liquidité qu'on peut estimer des plus satisfaisantes.

D'autre part les postes de l'actif réalisable à terme présentaient eux aussi de fortes plus values. Les avances sur garanties principalement s'étaient accrues de 47 millions, tandis qu'en même temps les comptes courants d biteurs grossissaient de 18 millions. Il semble donc que l'établissement se soit montré, comme par le passé, assez réservé à l'égard de ce dernier genre d'opérations, dont la réalisation n'offrait pas les mêmes garanties de sécurité.

Quant au portefeuille-titres il n'occupait toujours qu'une place relativement restreinte dans la comptabilité sociale, puisque son montant représentait à peine 15 % des dépôts à vue.

En définitive, en augmentation de 172 millions, le total du bilan passait d'un exercice à l'autre de 527 millions à 699 millions.

Toutes les agences possédées par la Société avaient d'ailleurs apporté leur contribution à ces résultats ainsi qu'il ressort du compte-rendu présenté à l'assemblée ordinaire du 30 Avril 1919:

« L'exercice 1918 a été marqué par une très importante extension de nos affaires, tant en province qu'à Paris. Grâce à un travail intensif dans toutes nos succursales et agences, ainsi qu'au siège social, nous avons vu le nombre de nos clients s'augmenter d'une manière remarquable pendant cet exercice. »

Sous la poussée des affaires, le *Crédit Commercial de France* avait dû procéder à de nouveaux agrandissements:

« A Lyon et à Nice, nous avons beaucoup agrandi nos bureaux. A Gênes, nous préparons l'installation nouvelle de notre succursales dans un grand immeuble que nous venons d'acheter, où nous pourrions très rapidement organiser les services nécessaires au développement de nos affaires. A Lille, nous avons acheté également un immeuble, square Jussieu, où nous pourrions mettre au large nos bureaux, beaucoup trop à l'étroit dans l'installation actuelle.

« Enfin, à Paris, nous avons augmenté le nombre de nos agences, qui de sept qu'elles étaient en 1917, sont au nombre de neuf à fin 1918. Quatre nouvelles sont en préparation et notamment une importante agence au coin de la rue Edouard VII, spécialement destinée au service des étrangers.

« Tous les frais occasionnés par ces installations ont été amortis complètement comme d'habitude. »

Les progrès réalisés par la Société au cours de l'année 1918 avaient été l'objet des appréciations suivantes dans un article du journal « *Les Cours de la Banque et de la Bourse* » en date du 15 Avril 1919:

« La situation de l'entreprise, telle qu'elle nous est révélée par la comparaison des bilans et des deux derniers exercices, fait ressortir des améliorations qui expliquent la progression des profits.

« Déjà le bilan de 1917 avait révélé un développement énorme des ressources avec lesquelles la société se trouvait à même de travailler : son capital et ses réserves d'une part, ses comptes courants et les créiteurs divers d'autre part, avaient accusé en effet, de 1916 à 1917, une plus value de 200 millions, plus value qui s'est affirmée encore par un nouveau progrès supérieur à 150 millions au bilan de 1918. L'augmentation remarquable que nous enregistrons ici provient surtout de l'extension prise par les comptes courants qui bondissent de 292 millions à 404 millions, tandis que les comptes créiteurs avancent eux aussi de 34 millions environ. Il n'est pas douteux qu'avec l'importance des moyens mis à sa disposition par sa clientèle, le *Crédit Commercial de France* ait pu travailler activement l'an dernier. Il semble d'ailleurs, que son effort se soit encore porté sur les opérations de banque pure à en juger par l'importance qu'ont prise son portefeuille-effets et surtout les avances sur garanties. Nous croyons même pouvoir tirer de cette constatation un indice que la société a continué à apporter un large concours au commerce et à l'industrie française, non pas seulement par les facilités qu'elle leur a fournies par l'escompte du papier, mais aussi par les ouvertures de crédit qui vraisemblablement sont englobées dans ce poste des avances sur garanties.

« L'essentiel pour les établissements de crédit, qu'il nous soit permis de le faire remarquer en passant, est de prendre à l'égard de ces ouvertures de crédit certaines précautions. Le bruit circule en ce moment avec vraisemblance, que certaines succursales provinciales de banques que nous ne voulons pas nommer auraient éprouvé de grosses pertes à la suite d'affaires de ce genre, principalement d'avances effectuées sur marchandises avec des marges trop étroites. Notre impartialité nous oblige du reste à dire qu'à propos de ces affaires malheureuses, le nom du *Crédit Commercial de France* n'a pas été prononcé.

« En définitive, l'opinion favorable que nous avons témoignée à l'égard du *Crédit Commercial de France* ne paraît pas devoir être modifiée. »

De son côté le « *Pour et le Contre* » du 4 Juin 1919 s'exprimait en ces termes :

« En analysant les comptes du *Crédit Commercial de France*, nous avons déjà insisté sur le développement pris par cette société. Cette extension des affaires, le Conseil d'administration la signale aussi. On en trouve en particulier une manifes-

tation dans l'accroissement de la clientèle. Cet accroissement a rendu nécessaire de nouvelles installations à Nice, Lyon, Gênes, Lille. A Paris, deux nouvelles agences ont été ouvertes et quatre le seront prochainement. »

Cependant, en dehors des conditions défavorables créés par les heures sombres de l'année 1918, le *Crédit Commercial de France* avait rencontré au cours de l'exercice un certain nombre de difficultés susceptibles d'entraver son essor.

Tout d'abord le déficit de plus en plus accentué de notre balance commerciale engendrait une situation dont il importait de tenir compte. On remarquera toutefois que dans son rapport déjà cité le Conseil d'administration gardait le silence le plus complet sur cette question. Le concours apporté par l'établissement dans l'effort destiné à enrayer la hausse des changes était cependant plus important que précédemment, puisqu'en augmentation de 22 millions, les opérations de change à terme garanties s'élevaient à 50 millions passés au 31 Décembre 1918.

D'autre part les transactions commerciales avaient continué à se faire pour la plupart au comptant. Il est néanmoins assez difficile d'apprécier dans quelle mesure la société eut encore à souffrir de cette conséquence des moratoires.

Dans le compte rendu du 30 Avril 1919 le Conseil d'administration n'avait pas fait la moindre allusion à cet état de choses ; aussi n'est-il guère possible de préciser avec quelque certitude la part revenant respectivement aux effets de Commerce et aux Bons de la Défense Nationale dans le portefeuille bancable.

Il ne paraît pas douteux cependant que les emprunts à court terme ou à long terme émis pour le compte du Trésor aient été l'objet d'une activité très importante :

« Comme l'année précédente, nous avons pris une part active au placement dans notre clientèle des valeurs du Trésor. C'est ainsi que notre souscription à l'emprunt français 4 % 1918 s'est élevée à 580 millions de capital nominal avec plus de 15.000 souscripteurs contre 202 millions à l'emprunt de 1917. »

En ce qui concerne les participations financières, on observera que le Conseil d'administration n'avait pas apporté non plus le moindre renseignement dans son rapport de fin d'année ; aussi est-il assez malaisé de préciser l'attitude adoptée par l'établissement à l'égard de ce dernier genre d'opérations. A ce sujet l'article précité du journal « *Les cours de la Banque et de la Bourse* » contient les considérations suivantes :

« Nous ne manquerons pas de signaler que les deux chapitres de l'actif qui condensent plus spécialement la branche « affaires » de la société, ont poursuivi le développement qu'ils avaient déjà témoigné en 1917. Nous voyons en effet le portefeuille titres progresser de près de 2.300.000 francs et que les participations financières ont augmenté à nouveau d'une centaine de mille francs. Il est difficile de déterminer la politique exacte qu'entend suivre le Conseil d'administration à cet égard. Vraisemblablement, l'inflation que nous venons de faire remarquer dans ces postes est la conséquence de celle observée dans les avances sur garanties. Nous avons déjà expliqué comment les Banques se trouvent amenées à transformer, sous la forme tangible de titres ou de participations, les intérêts qu'elles ont pris dans certaines entreprises au moyen d'ouvertures de crédit ou de toute autre façon. Nous espérons qu'à la prochaine assemblée, les dirigeants de l'entreprise donneront aux actionnaires quelques éclaircissements à cet égard, non pas, croyons-nous, que ceux-ci puissent éprouver des inquiétudes, car il semble que maintenant la gestion du *Crédit Commercial de France* s'inspire de principes plus rigides que ceux qui étaient en honneur à la *Banque Suisse et Française*. »

En fait, étant donné d'une part la tendance nouvelle que nous avons déjà signalée antérieurement et d'autre part les augmentations du portefeuille-titres qui viennent d'être indiquées il ne nous paraît pas douteux qu'au cours de l'exercice 1918, le Conseil d'administration ait persévéré dans la voie où il s'était délibérément engagé l'année précédente.

Quoi qu'il en soit de ce dernier point de vue, ce qu'il importe de retenir ici c'est que, pendant la dernière année de la guerre, les affaires du *Crédit Commercial de France* ont encore prospéré brillamment, l'activité

de la Société paraissant avoir suivi à nouveau le mouvement des transactions commerciales que les besoins de la Défense Nationale avaient accentué. Aussi les bénéfices avaient-ils augmenté une fois de plus, passant de 4.312 mille francs à 5.191 mille francs. Avant de terminer cette étude il nous a paru intéressant de rapporter un article du journal « *Les Cours de la Banque et la Bourse* » en date du 16 Octobre 1918, où l'on trouve un aperçu d'ensemble des progrès réalisés par l'établissement au cours des hostilités.

« La raison sociale dont se pare la Banque que nous nous proposons d'examiner n'a rien d'une devise ou d'un programme. Elle est née de la guerre et ne s'est substituée qu'en 1917 à celle qui couvrait, depuis sa création en 1894, la *Banque Suisse et Française*. Des critiques assez vives, des insinuations de germanophilie, quelques campagnes plus ou moins désintéressées menées par une certaine presse furent, pour dire vrai, le motif véritable qui invita cette entreprise à changer d'étiquette. La façade seule fut modifiée, tout le reste demeura ce qu'il était autrefois, c'est-à-dire une affaire sérieuse et honnête à qui comme à tant d'autres, il arrive parfois de se tromper.

Au surplus, la *Banque Suisse et Française*, pas plus que le *Crédit Commercial de France* ne fut guère une banque d'affaires au sens large que l'on peut attribuer à ce vocable ; elle accorda bien son patronage à certaines émissions, elle plaça dans la clientèle des titres d'entreprises industrielles en petit nombre, elle collabora à la diffusion dans le public de certains emprunts étrangers, mais la base même de son activité fut de tout temps les opérations de banque pure.

« Au fait il s'agit ici d'une société de crédit plutôt terne, qui ne prit jamais une réelle envergure, se contentant de demeurer au second plan de notre organisation bancaire.

La guerre au début ne sembla pas devoir bouleverser les règles de son existence, les répercussions n'en furent guère sensibles pour elle ; ses bénéfices mêmes n'en furent pas trop sérieusement atteints et si la diminution inévitable qu'ils accusèrent justifia la réduction du dividende, ce fut dans une mesure étroite qui ne causa qu'un préjudice relatif aux actionnaires.

« Depuis un certain temps, il semble néanmoins qu'un besoin plus réel d'activité se soit manifesté dans sa vie sociale ; une orientation nouvelle est en train de se faire jour.

« Ce qui autorise à formuler cette affirmation, c'est qu'avant la guerre la *Banque Suisse et Française* n'avait guère manifesté l'intention de développer son influence, d'étendre son champ d'activité ou d'augmenter sa clientèle.

« En tant que banque d'affaires, elle ne témoignait pas cette audace qui permet parfois à certains organismes de deuxième plan de se hausser jusqu'aux premières places ne fut-ce que passagèrement ; en tant qu'établissement de crédit elle n'observait pas les règles de pratique courante chez ses concurrents, poursuivant inlassablement la recherche des moyens susceptibles d'accroître leur rayonnement.

« La guerre la surprit ne disposant en dehors de son siège social que de deux succursales, une à Lille, l'autre à Marseille et d'une agence à Tourcoing, instruments de faible pouvoir quand on se rappelle l'importance prise par les réseaux de guichets tissés en province par certaines firmes parisiennes, non seulement les grandes, les toutes puissantes, mais aussi par certaines banques modestes parfois même d'acabit douteux.

« Elle avait bien en préparation l'installation d'une douzaine de bureaux de quartier dans Paris, qu'elle comptait réaliser par l'augmentation des actions de la Société immobilière « La Fayette » au capital de 1 million. Ce projet ne fut exécuté qu'à la longue, en ce sens qu'elle parvint seulement à ouvrir au début de 1915, deux succursales parisiennes, ce qui ne compensa pas pour elle la privation momentanée de celles de Lille et de Tourcoing qui lui fut infligée par l'invasion.

« En revanche, elle eut tout lieu de se féliciter de celle de Marseille, qui bénéficia rapidement de la prospérité qui incombe au commerce et aux industries locales du grand port méditerranéen. Cette expérience favorable fut-elle la déterminante de la résolution qu'elle prit par la suite de diriger davantage son effort vers la Province ? Nous avouons l'ignorer et nous constatons simplement qu'au début de 1917, elle absorba la *Banque Aynard* ainsi que la *Caisse de Crédit de Nice*, entreprises fort honorablement connues l'une et l'autre, dont elle conserva l'organisation et les méthodes de travail. Cette opération fut réalisée moyennant, en ce qui concerne la *Caisse de Crédit de Nice*, l'émission de 10.000 actions de 500 francs créées à cet effet ce qui l'amena à élever son capital de 40 à 45 millions entièrement versés. Elle profita même de l'occasion pour demander à ses actionnaires l'autorisation de le porter éventuellement à 100 millions.

« L'absorption du *Crédit de Nice* la dota de deux agences en province à Grasse et à Draguignan et d'une troisième à Gênes en Italie ; d'autre part elles est maintenant à la tête de sept bureaux de quartier à Paris. Tout cela constitue le noyau d'une organisation appelée à s'étendre ultérieurement. Le *Crédit Commercial de France* veut établir avec sa clientèle des liens plus étroits que jadis, il commence à recueillir les

fruits de la politique qu'il poursuit dans cet ordre d'idées ; la preuve nous en est fournie par l'extension prise par ses affaires au cours des tout derniers exercices.

« Nous tenons à nous défendre ici contre le soupçon d'une sympathie particulière pour l'établissement que nous étudions et qui pourrait paraître résulter des considérations que nous venons de formuler rapidement. Tout le travail présenté à cette place s'inspire d'une absolue bonne foi et peut se targuer d'une entière indépendance. Nous ne pouvons quand même pas dissimuler la satisfaction que nous éprouvons quand il nous est donné de constater que certaines banques se décident enfin à s'engager résolument dans une voie nouvelle de travail et d'activité féconde, en harmonie avec les besoins du pays, que les organismes bancaires ont si longtemps méconnus.

Quelle meilleure réponse d'ailleurs le *Crédit Commercial de France* pourrait-il faire aux critiques malveillantes dirigées contre la *Banque Suisse et Française* qu'en fournissant à la collectivité française son concours le plus entier ?

« Il nous faut voir maintenant si les éléments dont il dispose sont suffisants pour que ce concours ne soit pas seulement platonique et s'ils sont susceptibles de réalisations productives, aussi bien pour l'intérêt général que pour celui propre des actionnaires. Pour fixer les idées à cet égard, nous grouperons ci-après les ressources diverses avec lesquelles la société est à même de travailler maintenant.

	Capital	Réser.	C ^{tes} c ^{ts} cr ^{rs}	Cr ^{rs} à	Ress ^{es}
			à vue	échéanc.	totales
	Millions	Millions	Millions	Millions	Millions
1913	40	11,922	84,2	69,7	205,9
1914	40	12,754	80,9	60,9	194,6
1915	40	13,104	116,9	38,5	208,6
1916	40	13,491	177,7	47,5	278,7
1917	45	14,289	292,3	127,9	479,6
1918	45	15,356	404,4	156,4	621,1

« Brusquement l'exercice 1917 révèle pour l'entreprise une envergure que l'on n'aurait osé prévoir il y a quelques années. Son capital ne s'accroît que de 5 millions, ses réserves ne progressent que de 800.000 francs à peine et malgré cela la totalité de ses ressources s'enfle de plus de 200 millions.

« Pour établir le départ qu'il convient de faire ici, il faudrait pouvoir isoler les comptes du seul *Crédit Commercial de France* et ventiler l'appoint apporté à ses dépôts, à ses correspondants et à ses créditeurs par les maisons de banque dont il a repris l'actif. De même il serait nécessaire, pour être complètement édifié, de pouvoir extraire également de ces différents postes du passif ce qui a trait aux opérations de l'emprunt français

1917, dont l'émission eut lieu fort peu de temps avant la clôture de l'exercice. Au surplus, à prendre les choses telles qu'elles sont, il faut convenir qu'elles n'ont rien que de très encourageant.

Si les ressources personnelles du *Crédit Commercial de France* n'ont qu'une ampleur relative, encore faut-il remarquer que ses réserves atteignent le tiers de son capital et d'autre part qu'il est toujours préférable à une banque d'opérer avec les capitaux qu'elle doit à la confiance de sa clientèle : le travail est à la fois moins coûteux et plus rémunérateur.

« La guerre ne lui a pas porté préjudice, bien au contraire même, puisqu'elle a permis d'accroître dans de considérables proportions la puissance des armes dont elle dispose. Rien ne prouve que, sans le stimulant qu'ont été les événements, l'entreprise aurait eu le courage de se tirer de l'ornière dans laquelle elle se trouvait et de s'engager avec énergie dans la route qui peut la conduire au succès.

« On aurait tort d'ailleurs de penser que son orientation s'est modifiée de façon radicale. Si au début de sa carrière, elle fut banque d'affaires et si les déboires éprouvés l'incitèrent à devenir établissement de crédit, on sent que ses préférences vont encore vers les opérations de banque pure et la seule chose dont on puisse vraiment la féliciter est la recrudescence d'activité qu'elle manifeste dans la pratique de ces opérations.

« L'escompte est toujours la branche privilégiée. Toutefois en examinant ci-après le tableau où nous condenseons les principaux chapitres d'emploi des ressources, on constatera que sa politique actuelle n'est plus dominée comme elle fut si longtemps par la crainte excessive peut-être des risques.

	Portef ^{11e} bancable Millions	Rep ^{ts} — Mill.	Débit ^{rs} en c ^{tes} c ^{ts} sur gar ^t . Millions	Avanc. — Millions
1913	87,5	35,7	49,5	43,6
1914	49,9	19,8	18,8	45,4
1915	78,6	8,4	19,0	52,1
1916	141,2	6,2	18,6	62,6
1917	296,2	5,2	27,3	91,3
1918	335,8	3,9	45,8	138,5

« Ces chiffres mettent en relief les méthodes d'exploitation que la Banque tient en honneur. Nous venons de dire que l'escompte est la base même de ses opérations sociales, il en a de tous temps constitué le fond, la partie essentielle et, si l'exercice 1914 a témoigné un certain ralentissement, les sommes employées ici ont repris rapidement les années suivantes, une progression qui a atteint son point culminant en 1918 avec une étendue même absolument remarquable.

« Mais quelle différence dans l'ensemble, si l'on compare entre elles les deux années 1913 et 1918. La première année normale année de paix et la seconde anormale celle-là puisque année de guerre presque entièrement. Ses ressources, la *Banque Suisse et Française* après en avoir distrait la majeure partie pour l'escompte, s'attachait à les utiliser de la façon la moins dangereuse de là l'importance des reports, malgré leur médiocre productivité, ou celle des avances sur garanties.

« La guerre est venue : avec elle disparaît le marché à terme ; la Bourse n'exige plus de capitaux et l'on ne peut plus songer à cet emploi de tout repos. Cela importe peu, puisque insensiblement, les avances sur garanties viennent se substituer aux reports avec peut-être plus de risques mais aussi plus de profits non seulement pour la Société elle-même, mais encore pour le commerce et l'industrie qui voient enfin s'ouvrir des portes qui dans le temps leur étaient toujours demeurées closes, quels que fussent leurs besoins.

« Aussi le *Crédit Commercial de France* s'apparente-t-il maintenant non pas aux banques d'affaires avec leurs conceptions égoïstes et surannées de jadis, mais aux banques s'inspirant de cet esprit plus moderne qui veut subordonner l'intérêt particulier à l'intérêt général.

« Si même, poursuivant plus loin les investigations, on examine les mouvements de son portefeuille-titres et des participations financières, comme nous le faisons ci-après, on trouve encore une fois la mise en œuvre de conceptions plus larges s'inspirant davantage de la pratique que de la théorie.

	Portefeuille titres	Participations financières
1913	1.166 mille francs	1.061 mille francs
1914	1.695 » »	1.786 » »
1915	1.675 » »	1.200 » »
1916	1.562 » »	923 » »
1917	2.488 » »	1.314 » »
1918	4.809 » »	1.402 » »

« On sent dans l'évolution de ces deux chapitres de l'actif cette idée dominante d'abord, de comprimer le plus possible des comptes qui comportent des éléments d'incertitude. Malgré leur faiblesse, le Conseil doit les trouver encore de trop d'importance et en poursuit la disparition ; puis un revirement se manifeste, il répudie les craintes et s'engage plus hardiment dans la voie des affaires. Il n'est pas à penser en effet que la seule absorption de deux maisons de banques provinciales prospères certes, mais ne travaillant qu'avec des moyens limités, ait suffi à quadrupler presque les sommes investis dans cette branche d'opérations.

« Quoi qu'il en soit d'ailleurs la productivité du travail fourni globalement par l'entreprise s'est accrue régulièrement depuis la guerre. Les chiffres ci-dessous de ses bénéfices sont là pour en faire foi.

Bénéfices nets	Réserves —	Dividendes/ totaux	Divid ^{es} par act.
1913 : 3.030.000 fr.	803.000 fr.	2.600.000 fr.	32 fr. 50
1914 : 2.486.000 »	248.000 »	2.000.000 »	25 » »
1915 : 2.521.000 »	252.000 »	2.000.000 »	25 » »
1916 : 3.510.000 »	851.000 »	2.400.000 »	30 » »
1917 : 4.312.000 »	1.431.000 »	2.700.000 »	30 » »
1918 : 5.191.000 »	1.595.000 »	3.150.000 »	33 , 25

L'année 1914 fut moins satisfaisante quoique, à vrai dire, la chute des profits sociaux ne fût que relativement faible. Une reprise légère se dessine en 1915 et ce fut ensuite la poussée qui porta les bénéfices à un niveau supérieur à celui d'avant-guerre. Ils atteignirent leur maximum en 1918 et l'écart qu'ils révèlent avec ceux des années précédentes justifie amplement la mesure prise en 1917 par le Conseil d'administration d'augmenter le capital social.

Tout en laissant en effet le dividende au même taux à cette époque, il fut permis de doter plus largement les réserves, ce qu'il n'avait jamais été possible de faire auparavant.

« Il nous reste à conclure et nous n'avons guère à ajouter à ce que nous avons dit plus haut. Dans son rapport du 22 mars 1918, le Conseil d'administration rappelait que la Banque avait prêté son concours au commerce et à l'industrie travaillant pour la Défense Nationale :

« Nous pouvons lui affirmer, ajoutait-il, que notre appui ne lui fera pas défaut pour les soutenir aussi activement que nous le pourrons dans l'œuvre de paix qu'elle aura à entreprendre dans l'avenir. Après ces longues et cruelles années de lutte sanglante, semant autour d'elles les ruines et les dévastations, la tâche par laquelle sera assurée la prospérité économique de la France sera une tâche considérable. Elle devra se poursuivre sur des bases nouvelles réalisant tous les progrès aussi bien au point de vue technique qu'au point de vue social. Ce sera le devoir des établissements financiers d'aider à cette réalisation. »

Il y a là dans ces déclarations mieux qu'une simple profession de foi ; ce sont de véritables engagements qu'il convient d'enregistrer. En les tenant, leurs auteurs ne feront pas que s'honorer hautement, ils assureront une prospérité indiscutable à l'établissement dont ils assument les destinées ; ils travailleront pour le Pays tout autant que pour eux-mêmes puisqu'ils associeront l'avenir et le développement du *Crédit Commercial de France* sur des bases d'une solidité à toute épreuve. »

En résumé l'extension tout à fait considérable prise par les affaires du *Crédit Commercial de France* pendant la guerre paraît trouver ici encore son explication dans l'orientation que le Conseil d'administration avait imprimé à la Société. En particulier, grâce à une politique de prudente liquidité, l'établissement avait pu aisément faire face aux retraits des dépôts importants effectués par le public dans les derniers mois de l'année 1914.

Aussi forte de la confiance de sa clientèle, la Banque était-elle parvenue très vite à bénéficier largement de l'essor économique engendré facticement au cours des hostilités par l'inflation continue de la circulation fiduciaire.

Il semblerait donc une fois de plus que le ralentissement prolongé qui s'est manifesté dans l'activité des grandes institutions françaises du crédit ne soit pas le fait de la guerre mais bien la conséquence de l'attitude que la plupart d'entre elles avaient dû adopter à l'égard de leurs déposants lors de la crise de thésaurisation.

CHAPITRE III

LA BANQUE PRIVÉE LYON-MARSEILLE

(Documents statistiques page 692)

Les événements qui se sont produits dans la dernière semaine du mois de juillet 1914 ont exercé une influence profonde sur le mouvement des comptes de cette société, ainsi qu'il résulte du rapprochement des bilans au 31 mai et 31 décembre 1914.

On remarquera tout d'abord qu'en diminution de 40 millions, les comptes de chèques et comptes courants créditeurs se trouvaient ramenés de 102 millions à 62 millions.

De même le portefeuille bancable avait fléchi de 15 millions. Cette réduction trouvait sans doute son explication dans les retraits de dépôts très importants effectués par la clientèle, mais aussi dans la raréfaction des effets de commerce à la suite des décrets moratoires. Aussi, faute d'emplois suffisamment liquides pour les fonds à elle confiés par le public, la société avait-elle dû renforcer son encaisse. C'est dans ces conditions qu'en augmentation de 137 %, les disponibilités immédiates s'élevaient à 9 millions 054 mille francs, soit 14 % des dépôts à vue, alors qu'au 31 mars 1914 elles n'atteignaient que 6 millions 600 mille francs représentant seulement 6 % du passif immédiatement exigible. Le Conseil d'administration avait voulu sans doute s'en tenir à ces seules constatations, lorsque dans son rapport annuel du 19 avril 1915 il faisait observer aux actionnaires « *que les mesures prises en temps opportun pour la mobilisation d'une partie de l'actif avaient permis à l'établissement d'atténuer au profit de ses déposants les rigueurs du moratorium.* »

Nous signalerons en outre que les chapitres de l'actif réalisable à terme avaient été l'objet de compressions assez importantes. Les comptes courants débiteurs principalement accusaient une diminution de 25 millions, alors que de leur côté les avances sur garanties et reports passaient de 25 millions à 22 millions.

Par contre le portefeuille-titres s'était accru de 6 millions ; avec ses 31 millions, il représentait 50 % des dépôts à vue, ce qui constituait une proportion excessivement élevée. En définitive, à la clôture de l'exercice 1914, le total du bilan n'avait diminué que de 36 millions sur son montant du 31 mars précédent.

D'autre part, dans le document précité, le Conseil d'administration avait fait connaître que :

« Depuis le début des hostilités, la société n'avait rien négligé pour mettre à la disposition de sa clientèle les ressources nécessaires à la vie économique et notamment pour aider les industries travaillant pour la Défense Nationale. »

Il semblerait donc que la *Banque Privée* n'eût pas à souffrir plus que d'autres établissements financiers des contre-coups économiques de la déclaration de guerre.

On conçoit des lors qu'il y eut lieu de s'étonner de la baisse tout à fait considérable subie, à la Bourse des Valeurs, par les actions de la Société. Un article de « *l'Information* » en date du 7 janvier 1915 traduisait ce sentiment en ces termes :

« Les actions de la *Banque Privée* se cotent à 280 francs marquant une reprise assez sensible sur les plus bas cours cotés depuis le début de la guerre ; mais c'est encore un cours très bas si l'on songe que le pair de l'action est 400 francs. Cette dépréciation semble absolument injustifiée en raison de la situation intrinsèque de la Banque. Il est curieux de voir en effet que la *Banque Privée* est la seule de nos sociétés de crédit dont aucune agence ne se trouve en pays envahi, ce qui fait qu'elle n'a pas souffert de ce fait de la guerre. Le graphique dessinant la situation de ses 93 agences représente à peu près un parallélogramme très allongé dont le point nord se trouve immédiatement au dessous des Vosges, le point sud à

Marseille et les deux extrémités à la hauteur de Grenoble d'une part et de St- Étienne de l'autre. Un des principaux sièges est naturellement Paris.

« Nous croyons savoir que le siège de Paris, celui de Lyon, celui de St- Étienne et celui de Grenoble travaillent très activement. Les trois derniers sont des centres d'activité industrielle particulièrement remarquables. On y travaille pour les fournitures de guerre et l'argent s'emploie à très bon compte. C'est dire que la *Banque Privée* y fait des affaires dans les meilleures conditions possibles.

« *La Banque Privée* a à sa disposition des disponibilités importantes, tout au moins proportionnellement à son capital social. En effet elle a encore à sa disposition, en plus de ses réserves et de son fonds de roulement normal, les compléments de dividende qui n'ont pas été distribués aux actionnaires, car cette distribution devait se faire au moment où la guerre a éclaté. Ce complément de dividende représente 1.200 mille francs. Voilà des capitaux qui ont pu être employés immédiatement pour la meilleure utilisation de l'activité sociale. »

L'auteur de l'article ajoutait en outre : « *La Banque Privée n'a d'ailleurs, d'une façon générale, pas eu recours au moratorium.* »

En fait, la situation de la société à la clôture de l'exercice 1914 n'était pas aussi favorable qu'avait bien voulu le dire l'*Information*. L'établissement s'est en effet trouvé au début de la guerre dans une position très comparable à celle de la *Société Générale*.

On sait que, victime des influences qui s'étaient fait sentir au sein de son Conseil d'administration, la *Banque Privée* s'était engagée très à fond dans la voie des affaires. Dans ces conditions, il ne paraît pas douteux qu'elle ait éprouvé de sérieuses difficultés à rembourser ses déposants lorsqu'à la fin de juillet 1914, les appels de fonds affluèrent à ses guichets. On remarquera en particulier que malgré la mobilisation de l'actif dont il avait été question dans le rapport du Conseil d'administration, la proportion de l'encaisse aux dépôts n'était au 31 décembre 1914 que de 14 %.

De même l'ensemble de l'actif, immédiatement disponible ou réalisable à très court terme, ne représentait

encore que 58 % des exigibilités à vue. La *Banque Privée* était donc loin de représenter une liquidité que l'on puisse estimer suffisante pour la sécurité des déposants.

D'autre part, étant donné la façon dont ils avaient été établis, les comptes arrêtés au 31 décembre 1914 ne constituaient pas un bilan définitif, mais une simple situation provisoire. Les titres notamment, figuraient dans les écritures sans qu'il ait été tenu aucun compte pour leur évaluation des dépréciations tout à fait considérables qu'ils avaient subies depuis le début de la guerre. A cet égard, le rapport du commissaire des comptes apporte les précisions suivantes :

« Les circonstances actuelles n'ont pas permis à votre Conseil d'établir une situation rigoureusement exacte de la société. Partout où des évaluations précises étaient possibles, elles ont été faites. Mais certains postes, notamment les postes « Actions, Obligations et Rentes », « Syndicats, Participations et titres en souscription » ne pouvaient être évalués même approximativement avec quelque chance d'exactitude. Pour ces postes, votre Conseil a estimé qu'il y avait lieu de reprendre sans modification les évaluations qui avaient servi de base à l'établissement du bilan au 31 décembre 1913 pour ceux des éléments d'actifs existants à cette date et de maintenir les chiffres portés au grand Livre pour les éléments nouveaux. Dans ces conditions, les comptes qui vous sont présentés doivent donc être considérés plutôt comme un aperçu général des différents postes de l'actif et du passif que comme un bilan strictement exact. »

De son côté, à l'appui de la décision qu'il avait prise de ne pas apurer les écritures, le Conseil d'administration faisait valoir un certain nombre de considérations qu'il n'est peut-être pas sans intérêt de rapporter ici :

« Plusieurs inconnues se posent actuellement, du fait qu'une grande partie des clients sont mobilisés, que bien des usines sont arrêtées ou en état de demi-fonctionnement. Il n'est pas permis de prévoir dans quelle situation se trouveront à la fin des hostilités nombre d'industriels et de commerçants dont les échéances sont actuellement prorogées. D'autre part au 31 décembre 1914, le marché n'avait recouvré qu'une acti-

vité purement nominale ; peu de titres étaient cotés ; dans l'impossibilité où nous étions d'évaluer ceux que nous avons eu en portefeuille d'après les cours normaux, nous avons cru devoir les maintenir au bilan du 31 décembre 1914 avec la valeur pour laquelle ils figuraient sur nos livres, nous réservant, quand nous aurions des données précises, d'appliquer les amortissements nécessaires. »

Quelle que soit la valeur des motifs qui étaient ainsi allégués, il n'en est pas moins vrai que la solution préconisée par le Conseil d'administration lui permettait de gagner du temps pour amortir des pertes qui ne pouvaient pas manquer d'apparaître comme très importantes. Nous rappelons en effet, en ce qui concerne le seul portefeuille-titres, que son montant atteignait 31 millions passés, soit 50 % des dépôts à vue.

Ainsi donc la formule de banque d'affaires adoptée par la *Banque Privée* dans les dernières années qui ont précédé la déclaration de guerre la conduisait au 31 décembre 1914 aux plus sérieuses difficultés, comme c'était alors le cas pour la *Société Générale*, contraignant l'une et l'autre société à recourir aux mêmes expédients.

Toutefois, en ce qui concerne plus spécialement le premier de ces deux établissements, il ne paraît pas douteux que le besoin de gagner du temps se présentât avec un caractère de nécessité impérieuse. Contrairement à ce qu'il en était à la *Société Générale*, la *Banque Privée* ne disposait en effet que de réserves tout à fait insignifiantes. On sait que cet établissement n'avait jamais songé à se doter d'institutions de prévoyance et que les bénéfices avaient toujours été intégralement distribués jusqu'à concurrence des seuls prélèvements imposés par la loi. Seule la dernière augmentation du capital social avait donné l'occasion de créer une « réserve facultative » dont le montant ne dépassait pas deux millions et demi. En définitive, c'étaient un peu plus de 3 millions dont disposait la *Banque Privée* au 31 décembre 1914 pour amortir les pertes qu'elle avait subies. Or, ainsi qu'on le verra par la suite, celles-ci étaient de beaucoup

plus considérables. On conçoit dès lors que les bénéfices de l'exercice soit 2 millions 77 mille francs aient été entièrement reportés sans que le capital-actions ait pu être rémunéré en aucune façon par un prélèvement sur les réserves, ainsi qu'il avait été décidé à pareille époque à la *Société Générale*. Dans ces conditions, il ne semble pas qu'il y ait lieu de s'étonner comme l'avait fait l'*Information* dans l'article précité du 7 janvier 1915 de la baisse subie par les actions de la Société à la Bourse des valeurs.

D'autre part, tout en satisfaisant aux dispositions législatives concernant la distribution des dividendes fictifs, il n'en est pas moins vrai que les mesures arrêtées par le Conseil d'administration n'étaient pas suffisantes pour éclairer le public sur la situation véritable de la société et par conséquent pour lui ramener la confiance de ses déposants.

Il semblerait dès lors que, dans les premiers mois de la guerre, l'activité de la *Banque Privée* ait été des plus restreintes.

L'exercice 1915 ne paraît pas avoir apporté de modifications bien notables dans la situation de la *Banque Privée*. La deuxième année de la guerre fut en effet presque exclusivement pour l'établissement une période de liquidation, ainsi qu'il en avait été alors à la *Société Générale*. Toutefois, moins heureuse que cette dernière, la *Banque Privée* n'est pas encore arrivée au 31 décembre 1915 à présenter un bilan définitif, mais une simple situation provisoire. Malgré cet état de choses, les comptes de chèques et comptes courants créditeurs étaient parvenus non seulement à se maintenir à leur niveau de l'année précédente, mais encore à s'accroître très légèrement, passant de 62 millions à 64 millions. Cependant, si l'on veut bien ne pas perdre de vue que cette progression était essentiellement due à l'augmentation de 9 millions accusée par les seuls dépôts de la clientèle, il semblerait que le premier emprunt de la Défense Nationale ne soit pas complètement étranger à ces résultats.

D'autre part, l'encaisse avait diminué de 3 millions 300 mille francs environ, aussi la proportion des disponibilités immédiates aux exigibilités à vue se trouvait-elle ramenée de 14 % à 9 %.

Le rapport du commissaire des comptes en date du 15 avril 1916 nous apprend que « *cette diminution des espèces en caisse et en banque trouvait sa contre partie dans l'augmentation du portefeuille bancable.* » Celui-ci s'élevait en effet à 31 millions et demi contre 27 millions l'année précédente, soit une augmentation de 4 millions et demi, compensant donc presque entièrement la réduction de l'encaisse. Dans ces conditions, le rapport de l'ensemble « Caisse et Portefeuille » aux dépôts à vue restait à peu de chose près ce qu'il était antérieurement — 57 % contre 58 % au 31 décembre 1914 — Encore que, selon le compte rendu qu'il présentait à l'assemblée ordinaire du 15 avril 1916, le Conseil d'administration « *se soit efforcé d'accroître les disponibilités de la Trésorerie* », la *Banque Privée* demeurait donc toujours dans une situation que, vu les circonstances de l'époque, on peut estimer très insuffisamment liquide pour la sécurité des déposants.

Nous signalerons toutefois que les chapitres de l'actif réalisable à terme avaient été l'objet de nouveaux dégagements. C'est ainsi que les comptes courants débiteurs se trouvaient ramenés de 68 millions à 54 millions, et que, de leur côté, les avances garanties et reports ne se montaient plus qu'à 19 millions au lieu de 22 millions.

Quant au portefeuille-titres, il restait presque inchangé à 31 millions passés, soit 48 % des dépôts à vue, ce qui constituait toujours une proportion extrêmement élevée.

Les mouvements que nous venons d'indiquer avaient été l'objet des appréciations suivantes dans un article du Journal « *Le Pour et le Contre* » en date du 2 avril 1916 :

« Le travail de dégagement auquel la *Banque Privée* consacre actuellement tous ses efforts commence à donner quelques résultats ; ils sont particulièrement sensibles au compte « accep-

tations » qui représente toujours la nature d'opérations la plus aventureuse engagées en faveur de la clientèle ou des correspondants. Le chiffre en a été réduit de 38 millions à 19 millions, soit exactement de moitié en une seule année. De même les comptes courants débiteurs clients et les correspondants banquiers ont leur solde considérablement réduit. La Société n'est pas encore très sensiblement allégée de ses immobilisations proprement dites : Syndicats, Participations, et Portefeuille-Titres, l'ensemble n'a diminué que de 1 million sur 32 millions.

« Au point de vue de ses facultés de Trésorerie, la situation de la *Banque Privée* s'améliore tout naturellement à mesure que ses immobilisations se réduisent. Au 31 décembre 1915, l'ensemble des disponibilités immédiates ou à terme s'élevait à 101 millions 645 mille francs alors que ses exigibilités de toute espèce n'excédaient pas 89 millions 8 soit une différence de 14.842 mille francs en faveur des disponibilités et cela sans toucher au portefeuille-titres. »

En outre de ces dernières indications, nous ferons observer qu'en 1914 comme en 1915 l'ensemble de l'actif réalisable à terme dépassait de beaucoup l'ensemble de l'actif immédiatement disponible ou réalisable à très court terme. Il faut remarquer toutefois que l'écart est allé en s'atténuant ; au 31 décembre 1915, il n'était plus que de 36 millions au lieu de 54 millions.

En définitive, d'un exercice à l'autre, le total du bilan passait de 163 millions à 147 millions, soit une diminution de 16 millions.

Effectivement, la différence devait être beaucoup plus considérable. Nous rappelons en effet que le bilan arrêté au 31 décembre 1915 ne tenait pas compte, plus d'ailleurs que le précédent, des dépréciations subies notamment par les titres depuis le début de la guerre.

Le rapport déjà cité du Commissaire des comptes nous apporte à cet égard les renseignements suivants :

« Les règles qui avaient servi de base à l'établissement du bilan de 1914 ont dû encore et pour les mêmes raisons être appliquées cette année. Les postes Actions, obligations et rentes et Syndicats, Participations et Titres en souscription figurent avec le même chiffre d'évaluation que l'an dernier pour ceux qui existaient à cette date. Les éléments nouveaux ont été maintenus à leur chiffre d'entrée au grand Livre.

« Les comptes qui vous sont soumis constituent donc encore plutôt une situation d'ensemble des différents postes d'actif et passif qu'un bilan que les circonstances actuelles ne permettaient pas d'établir définitivement.

« Nous pensons que les transactions de plus en plus nombreuses qui s'effectuent sur le marché permettront l'établissement de cours qui ne soient pas purement nominaux et fourniront en conséquence à votre société, les éléments nécessaires pour présenter à la fin de 1916 une situation exacte des deux chapitres du Bilan ci-dessus rappelés. »

De son côté, à l'appui de la décision qu'il avait prise de ne pas apurer encore les écritures, le Conseil d'administration faisait valoir les observations suivantes :

« Au comptant comme à terme, les transactions ont toujours été rares et n'ont cette année encore porté, sauf pour quelques titres favorisés par les circonstances, que sur un très petit nombre d'opérations. Pour certains titres même, l'absence de toute cotation ne permet de les évaluer que d'une manière très approximative.

« Les conditions dans lesquelles nous nous trouvons obligés par suite des circonstances d'établir notre situation, la crise prolongée que traverse notre pays et à l'issue de laquelle nul ne saurait encore assigner une date, l'incertitude qui plane au point de vue économique et financier sur les lendemains de paix sont autant de raisons qui incitent à la prudence. D'autre part, pour pouvoir évaluer d'une manière précise certains postes de votre actif et leur faire subir les amortissements nécessaires, nous avons pensé qu'il convenait que nous ayons à notre disposition des éléments réels d'appréciation. »

Quelle que soit l'opinion que l'on adopte au sujet des considérations qui viennent d'être présentées, il n'en est pas moins vrai que les dirigeants de la *Banque Privée* ne pouvaient encore proposer aucune rémunération au capital-actions sans s'exposer à distribuer des dividendes fictifs. Aussi les bénéfices de l'année, 1.502 mille francs au lieu de 2.077 mille francs en 1914, étaient ils reportés purement et simplement.

Cependant l'absence de toute précision concernant l'ordre de grandeur des pertes subies par la Banque n'était pas précisément faite pour lui ramener la con-

fiance de ses déposants. Il y a lieu dès lors de se demander pourquoi l'établissement se trouvait contraint d'adopter une attitude si contraire à l'intérêt des sociétés financières, dont l'activité même repose sur la notion de crédit. En fait, la *Banque Privée* continuait à faire les frais de la politique qu'elle avait poursuivie dans les dernières années qui ont précédé la guerre ainsi qu'il résulte d'un article du journal « *Les Informations Parisiennes* » en date du 22 avril 1916 :

« *La Banque Privée* Lyon-Marseille se trouve cette année encore dans l'impossibilité de distribuer un dividende à ses actionnaires. Ceux qui éprouvent de la difficulté à en expliquer la cause diront : C'est la guerre. Des impartiaux répondront : cela n'est pas exact, car cette cause est tout autre.

« *La Banque Privée* est acculée à cette situation uniquement parcequ'au lieu de suivre le programme sage, prudent et précis de ses fondateurs elle a voulu avec le moindre effort obtenir un maximum de résultats. Et si encore, ayant agi ainsi, elle avait réussi à faire la fortune de ses actionnaires même au détriment de sa clientèle, on pourrait plaider les circonstances atténuantes ; mais il ressort de la brutalité des faits que la clientèle n'a pas à se louer des opérations auxquelles elle a été engagée à participer. Les actionnaires qui n'ont jamais touché de dividendes dépassant la juste rémunération des capitaux, doivent s'apercevoir aujourd'hui que non seulement les avantages à attendre sont nuls, mais que la valeur des actions possédées par eux est bien chancelante.

« Les débuts de la *Banque Privée* furent tout de suite non pas merveilleux (cela n'était pas dans l'idée de ses dirigeants) mais c'est grâce au concours de la *Banque Privée* Lyon-Marseille que de nombreuses industries et commerces se développèrent où virent le jour. Mais hélas ! plus tard le démon de l'ambition germa dans l'idée de quelques uns des dirigeants de la société. De leur propre chef, ou parce qu'ayant partie liée avec des financiers moins prudents et plus âpres au gain, ils facilitèrent dans leur sein une infiltration de cette sève financière particulière aux mœurs parisiennes contre lesquelles leurs aînés avaient voulu lutter. Ce fut alors qu'après des remaniements divers et des augmentations successives de capital, les destinées de la *Banque Privée* Lyon Marseille passèrent en de nouvelles mains.

« Nous sommes loin actuellement de l'esprit régional qui présidait à toutes les décisions des premiers dirigeants de la *Banque Privée* Lyon-Marseille. Avec l'intrusion des grandes

banques d'affaires financières de Paris, le programme initial suivit une ligne diamétralement opposée. Il ne s'agissait plus de faciliter le commerce et l'industrie d'une région ou même de la France, mais au contraire de profiter, d'attirer à soi, en y trouvant le plus grand profit possible, les bénéfices accumulés par le travail, le génie et les habitudes d'économie de ses commerçants et de ses industriels. C'est alors que la *Banque Privée* après avoir créé un centre d'action et de relations à Paris, ouvre des guichets un peu partout, à l'instar du système qu'elle s'était donné le programme de combattre, car ses guichets ne sont pas comme on pourrait le croire pour rechercher et favoriser le commerce et l'industrie, mais bien pour écouler pour le compte de brasseurs d'affaires et de financiers pour lesquels l'argent n'a pas d'odeur, du papier dont le moins que l'on puisse dire est qu'il ne vaut pas grand chose. Mais cette façon de faire laisse des bénéfices énormes aux intermédiaires et aux syndicats qui s'interposent entre l'emprunteur direct et le définitif prêteur, en l'occurrence la clientèle de la Banque, et c'est ce qui explique pourquoi la clientèle de la *Banque Privée Lyon-Marseille* perd beaucoup d'argent sur les placements conseillés à ses guichets, comme celui des obligations Saint-Louis and San-Francisco par exemple, et c'est pourquoi aussi la banque elle-même ayant abandonné ses bonnes et prudentes opérations du début est obligée d'avoir une situation pénible qui l'empêche de distribuer un dividende. »

Reprenant sa thèse dans un article un peu postérieur, en date du 1^{er} juillet 1916, le journal « *Les Informations Parisiennes* » se faisait plus précis encore :

« Il faut se rappeler que la *Banque Privée* a gorgé sa clientèle d'obligations Saint-Louis and San-Francisco, dont le service des coupons fut supprimé deux ans après l'émission de ces obligations ; cette société étant tombée en déconfiture, quel intérêt avait donc la *Banque Privée* pour conseiller un papier aussi mauvais, ce qu'elle ne pouvait ignorer ? Pour comprendre la conduite bien condamnable de la *Banque Privée* il faut savoir qu'elle était, comme elle est encore aujourd'hui et sans que nous ayons ici à en expliquer les causes, à la merci de la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, dirigée, comme on sait, par des étrangers d'origine diverse et que, domestique de cette société, la *Banque Privée* écoula par tous les moyens le papier des combinaisons et participations de la *Banque de Paris et des Pays-Bas* et de son entourage qui en ont tiré des profits considérables.

« On en est amené à se demander si les administrateurs de la *Banque Privée* ne sont pas intéressés aux bénéfices de ces combinaisons et de ces participations, puisque pour augmenter les moyens d'action nécessaires à la vente du mauvais papier de la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, la *Banque Privée* a créé de toutes pièces et à grands renforts de frais d'installation et de dépenses de toutes sortes, de nombreuses succursales et agences, partant du principe que plus il y a de guichets ouverts au public bénévole et confiant, plus on place de papier. Les administrateurs de la *Banque Privée* auraient peut-être intérêt à faire connaître à la clientèle les sommes exactes touchées par la Compagnie de Saint-Louis and San Francisco sur le montant de l'emprunt qu'elle a émis en France pour cette compagnie. Cela fixerait les victimes sur certains points restés obscurs : commissions, frais etc. etc... »

« En tout cas, si les administrateurs de la *Banque Privée* trouvent que tout est bien, la clientèle en ce qui la concerne ne peut en dire autant, car elle a été à peu près ruinée et les actionnaires eux-mêmes de la *Banque Privée* ne sont pas mieux partagés, puisqu'aucun dividende ne leur est distribué et que la valeur de leurs actions subit de ce fait et de plusieurs autres une énorme dépréciation qui menace de s'accroître encore. »

Ce que nous retiendrons du point de vue qui vient d'être développé, c'est qu'étant donné la composition probable de son portefeuille-titres, la *Banque Privée* a dû très vraisemblablement connaître au début de la guerre des déboires d'autant plus considérables que ce chapitre de l'actif occupait dans sa comptabilité une importance que nous avons déjà signalée par ailleurs.

Or pour l'assainissement général de son bilan, la société, au bout de 2 années de guerre, ne disposait encore que de 6 millions répartis ainsi qu'il suit : 2 millions et demi à la réserve facultative ; 500 mille francs à la réserve légale et 3 millions et demi de bénéfices reportés. On conçoit dès lors que l'année 1915 n'ait pas encore suffi à l'établissement pour amortir les pertes que lui valait sa politique passée et qu'à la clôture de l'exercice, la nécessité de gagner du temps se fit toujours sentir comme devant ; d'où la décision prise par le Conseil d'administration de ne pas apurer les écritures.

Pour sérieuses que fussent les difficultés avec lesquelles la *Banque Privée* se trouvait aux prises, en raison de sa situation propre, elles n'étaient cependant pas les seules que la société ait rencontrées au cours de l'année 1915.

En particulier depuis le début de la guerre, les transactions commerciales se faisaient pour la plupart au comptant, aussi les effets s'étaient-ils singulièrement raréfiés. Toutefois, le rapport du 15 avril 1916 n'ayant pas fait la moindre allusion à cet état de choses, il est assez difficile d'indiquer dans quelle mesure la société eut à souffrir de cette conséquence des moratoires. Nous indiquerons simplement qu'au 31 décembre 1915, les effets de commerce occupaient encore la plus large part dans le portefeuille bancable, puisqu'ils dépassaient 21 millions et demi, alors que les Bons de la Défense Nationale atteignaient à peine 10 millions.

Néanmoins, il semble que les emprunts à court terme émis par l'État Français et en général toutes opérations passées pour le compte du Trésor aient constitué un des éléments les plus importants de l'activité de la *Banque Privée* au cours de l'exercice. A cet égard, le rapport du Conseil d'administration nous apporte les renseignements suivants :

« Nous avons participé au placement des Bons et Obligations de la Défense Nationale pour un montant de près de 32 millions.

Nous avons recueilli en faveur de l'emprunt National 5 % des souscriptions s'élevant à plus de 54 millions. »

D'autre part, le même document nous indique, en termes d'ailleurs assez généraux, que la société avait prêté son concours financier au commerce et à l'industrie :

« Tout en continuant à apporter à notre ancienne et fidèle clientèle tout l'appui financier nécessaire, nous nous sommes appliqués à répondre aux besoins nouveaux des régions où nous sommes établis. Depuis plusieurs mois, le Centre et le Sud-Est, où nous comptons le plus d'agences, ont vu se créer

de multiples industries. Il en a été de même à Paris, où nous nous sommes attaché une nouvelle clientèle de plus en plus nombreuse d'industriels et de commerçants. Aux unes et aux autres, avec l'appui toujours bienveillant de la Banque de France, nous avons prêté notre concours le plus actif notamment aux maisons et entreprises travaillant pour la Défense Nationale. »

Dans ces conditions, le Conseil d'administration avait pensé pouvoir conclure « *à la participation de l'établissement à la reprise économique* » qu'il avait signalée dès le début de son rapport. A l'appui de cette affirmation, il présentait les remarques suivantes :

« Notre participation au mouvement de reprise économique se révèle par le relèvement du chiffre de notre portefeuille-effets, dans l'accroissement de nos dépôts et comptes courants passés de 48 millions au 31 décembre 1914 à 57 millions au 31 décembre 1915, enfin dans les profits et pertes réalisés au cours du dernier exercice. »

Nous avons déjà signalé ce qu'il fallait penser de l'accroissement des dépôts. Quant à l'accroissement du portefeuille bancable, il n'était en fait que la contrepartie presque exclusive de la diminution des disponibilités immédiates. Enfin, en ce qui concerne les bénéfices, nous verrons par la suite qu'ils avaient été en 1915 sensiblement moins élevés qu'en 1914.

Le rapport du 15 avril 1916 avait d'ailleurs dû reconnaître que pendant l'année écoulée, l'activité de la société avait été, en de nombreux sièges, extrêmement restreinte :

« Nous subissons temporairement sans compensation suffisante la lourde charge de notre organisation d'agences et de sous-agences. Bien que la région où s'exerce notre activité se trouve parmi celles qui ont subi le moins lourdement le contre-coup de la crise actuelle, un grand nombre de nos sièges sont demeurés pendant de longs mois dans un état d'atonie partielle soit en raison du manque d'affaires, soit en raison de l'insuffisance numérique du personnel. Quelques agences, il est vrai, ont vu leur production s'affirmer d'une manière très intéressante, d'autres ont équilibré leurs frais généraux

et se trouvaient au commencement de 1915 en voie de production effective. Mais d'autres aussi sont situées dans des régions moins favorisées par la reprise des affaires ; d'autres encore (nous visons ici plus de quarante de nos sous-agences) ont dû être fermées, faute de personnel, et nous laissent de lourdes charges sans aucune contre-partie. »

En résumé, il ne semble pas que, pendant l'année 1915, la *Banque Privée* soit parvenue à étendre bien sensiblement le champ de ses opérations en dehors des limites très étroites qui lui avaient été assignées depuis le début de la guerre.

Les produits de l'exercice se ressentaient naturellement de cette situation. En diminution de 575 mille francs sur ceux de l'année précédente, ils ne dépassaient pas 1.502 mille francs, lesquels avaient été intégralement reportés dans les conditions que nous avons déjà précisées.

L'année 1916 fut encore essentiellement, pour la *Banque Privée* une période de liquidation des engagements souscrits avant la guerre, conformément aux directives que l'établissement avait alors reçues. Toutefois, nous signalerons dès maintenant que, contrairement à ce qu'il en était depuis l'ouverture des hostilités, la Société était parvenue à la clôture de l'exercice à présenter un bilan que l'on puisse considérer, les amortissements proposés par le Conseil d'administration une fois effectués, comme reflétant véritablement la situation exacte de la Banque. Celle-ci avait donc mis près de trois ans pour arriver à ce résultat. Si longtemps qu'il se soit fait attendre, il n'en constituait pas moins pour l'établissement une amélioration sensible à laquelle les progrès réalisés par ce dernier au cours de l'année ne nous paraissent pas complètement étrangers.

On constatera tout d'abord qu'en augmentation de 52 millions, les comptes de chèques et comptes courants créditeurs passaient d'une année à l'autre de 64 millions

à 116 millions, dépassant ainsi largement leur montant du 31 mars 1914.

Simultanément, l'encaisse s'était accrue de 7 millions. On remarquera cependant que la proportion des disponibilités immédiates aux exigibilités à vue ne s'était relevée que très légèrement puisqu'à la clôture de l'exercice 1916 elle n'atteignait que 10 % contre 9 % l'année précédente. De même le portefeuille bancable présentait une plus value de 62 millions.

On observera néanmoins que pour être plus élevé que précédemment, le rapport de l'ensemble « Caisse + Portefeuille » aux dépôts à vue ne dépassait pas 65 %, ce qui n'assurait encore à la Société qu'une liquidité relativement faible, étant donné les circonstances de l'époque. Il faut reconnaître cependant que le Conseil d'administration paraît s'être occupé plus attentivement que par le passé de cette question si importante pour la sécurité des déposants. C'est ainsi que, dès le début du rapport qu'il avait présenté à l'assemblée ordinaire du 28 avril 1917, il affirmait son intention

« de maintenir la ligne de conduite qu'il s'était tracée, c'est-à-dire apporter l'aide la plus large aux industries travaillant pour la Défense Nationale, tout en allégeant les engagements résultant d'opérations anciennes. »

En outre, à la page 5 du rapport, le Conseil donnait à nouveau l'assurance « *qu'il ne voulait pas s'écarter de la prudence qui doit présider à toute opération de banque pure* » faisant remarquer en particulier que

« Le chapitre du portefeuille-effets de commerce témoignait des efforts accomplis dans cette voie. »

En ce qui concerne les postes de l'actif réalisable à terme, on observera que les avances sur garanties et reports ainsi que les comptes courants débiteurs étaient en progression marquée, passant respectivement de 19 millions à 34 millions et de 54 millions à 61 millions. Il semblerait donc que l'année 1916 ait marqué pour la

Banque Privée une certaine reprise dans sa fonction de crédit.

Quant au portefeuille-titres, en diminution de 11 millions, il se trouvait ramené de 31 millions passés à 20 millions, soit 17 % des dépôts à vue au lieu de 48 % au 31 décembre 1915. En fait, la proportion était même beaucoup moindre, ainsi qu'on le verra par la suite.

En définitive, au 31 décembre 1916, le bilan se totalisait par 197 millions, soit une augmentation de 50 millions par rapport à l'exercice précédent.

Ainsi que nous l'avons déjà signalé par ailleurs, les comptes arrêtés au 31 décembre 1916 reflétaient avec plus de sincérité que par le passé la situation véritable de la société. En particulier, les estimations ayant servi de base à l'évaluation du portefeuille-titres, tenaient plus rigoureusement compte de la dépréciation subie par les valeurs mobilières depuis le début de la guerre.

A cet égard, le rapport du Conseil d'administration nous apporte les renseignements suivants :

« Le portefeuille-titres et les participations syndicales qui en juillet 1914 étaient portés ensemble pour un chiffre de plus de 31 millions ont pu, grâce à diverses réalisations et liquidations de syndicats, être ramenés au Bilan de l'exercice 1916 à un chiffre de 20 millions ; ce montant sera lui-même sensiblement réduit si les résolutions qui vont vous être proposées rencontrent votre approbation.

« Nous vous signalions à l'Assemblée du 19 avril 1915, qu'en l'absence de cotations sur le marché, il était impossible d'évaluer d'après des cours normaux les titres que nous avons en portefeuille ; il en était de même pour certains postes de notre actif que les événements nous avaient empêchés d'apprécier à leur juste valeur. Dans ces conditions, nous avons été conduits à maintenir ces postes à la valeur pour laquelle ils figuraient sur nos livres, nous réservant de pratiquer les amortissements nécessaires lorsque nous aurions des données précises. Les règles qui avaient ainsi servi de bases à l'établissement du Bilan de 1914 furent également appliquées au bilan de 1915 et les bénéfices de ces deux exercices furent purement et simplement reportés à nouveau. Ces mêmes règles ont encore été appliquées au Bilan arrêté au 31 décembre 1916 ; mais nous estimons que le moment est maintenant venu de proposer

de larges amortissements de manière à porter le montant de ces différents postes à leur valeur actuelle.

« Les bénéfices nets de l'exercice 1916 se sont élevés à 3.831 mille francs ; en y ajoutant les bénéfices reportés antérieurement soit 3.579 mille francs, c'est une somme totale de 7.410 mille francs qui reste disponible.

« Nous vous proposons d'affecter aux amortissements reconnus nécessaires un montant de 7.039 mille francs et de reporter à nouveau le solde soit 371 mille francs.

« Après ces amortissements que les bénéfices des derniers exercices nous permettent d'effectuer sans toucher à nos réserves, votre Portefeuille-titres présentera une estimation exacte basée sur les cours pratiqués actuellement pour tous les titres cotés en Bourse ou sur une évaluation très sévère pour tous les titres non cotés. »

Ces explications ainsi données par le Conseil d'administration trouvaient leur complément dans le rapport du Commissaire des comptes :

« Le montant global des immobilisations comprises précédemment sous les deux rubriques : Syndicats-Participations et Titres en souscription et Actions-Obligations et Rentes et qui s'élevaient à la fin de l'exercice précédent à 31 millions a été à la suite de réalisations et de liquidations de syndicats ramené à 20 millions. Cette dernière somme figure dans le nouveau bilan à raison de 2.515 mille francs sous le titre de Participations syndicales et 17.779 mille francs pour le Portefeuille-Titres.

« Dans le bilan qui vous est présenté, les évaluations qui ont servi à établir le montant de ces deux derniers postes sont encore les mêmes que celles appliquées pour les exercices 1914 et 1915. Mais votre Conseil va vous proposer de revenir pour l'évaluation des titres en portefeuille et des Participations Syndicales aux principes appliqués avant la guerre et d'y apporter de larges amortissements.

« Il a fait procéder pour ces titres et participations à une estimation qui a pour base, en ce qui concerne les valeurs cotées en Bourse, les cours au 31 décembre 1916 ou le dernier cours de décembre. Pour les titres non cotés, une évaluation aussi serrée que possible a été établie d'après tous les moyens d'information qui ont pu être réunis, et en tenant compte de la dépréciation du change à l'égard des valeurs libellées en monnaies étrangères. »

Ces mesures avaient été l'objet des appréciations suivantes dans un article du journal « *Le Messager de Paris* » en date du 17 juillet 1917.

« La politique de prudence recommandée par le Conseil d'administration aux actionnaires a été acceptée par eux. En fait la tâche d'un assainissement substantiel du bilan s'imposait et elle a été accomplie. L'estimation du portefeuille-titres et des participations a bien été faite sur la base des cours antérieurs à la guerre. Mais le Conseil entend la ramener à la base des cours actuels avant de reprendre les répartitions de dividende. En conséquence, une réestimation officieuse a été faite de ces éléments de l'actif d'après les cours de fin 1916 pour les valeurs cotées et d'après les évaluations très larges de leurs risques pour les valeurs non cotées. Ces estimations nouvelles ont fait ressortir sur celle du bilan un écart qui a été couvert par la majeure partie des 7 millions prélevés à cet effet sur les bénéfices de 1916. Le reste est affecté à une provision pour créance douteuse.

« Le portefeuille-titres et les participations syndicales figuraient dans le bilan de fin 1916 pour une somme globale d'un peu plus de 20 millions. La somme était de 31 millions dans le bilan de 1915. On voit l'importance des réalisations qui ont été effectuées. Avec la réserve constituée pour ramener l'estimation des valeurs de ce portefeuille au niveau du cours réel du présent, on peut estimer que les précautions ont été suffisamment prises contre toute déception possible.

« D'autres mesures d'assainissement ont été adoptées encore et se traduisent par des chiffres dans le bilan. Les acceptations qui s'élevaient fin 1915 à 19, 6 millions ne figurent plus après une nouvelle année que pour 15 millions. »

Cependant l'apurement des écritures ne nous paraît pas suffisant à lui seul pour expliquer les progrès incontestables réalisés par la *Banque Privée* au cours de l'année 1916.

Il importe de signaler en effet qu'à partir de cette époque, l'établissement paraît avoir reçu une orientation tout à fait différente de celle qui l'avait amené aux difficultés très graves qu'il avait connues depuis le début de la guerre. Nous avons déjà fait observer que la direction paraissait avoir apporté à la liquidité de la société une attention jusqu'alors inconnue. En outre, dans le

compte rendu du 28 avril 1917, les dirigeants de la *Banque Privée* affirmaient leur intention de réserver essentiellement le concours de la Maison au commerce et à l'industrie.

« Nous avons considéré que nos efforts devaient s'employer à favoriser de tout notre pouvoir la reprise des affaires et à prêter notre appui, comme nous venons de le dire, aux industries travaillant pour la Défense Nationale. Par leur développement progressif ces industries ont puissamment contribué aux succès de nos armées. Mais leur rôle sera, pensons-nous, tout aussi considérable dans la lutte économique de demain car ce sont elles qui par les perfectionnements et les extensions apportés à leur outillage participeront de la manière la plus efficace à l'essor de notre pays après la guerre. Nous sommes fondés à croire qu'elles assureront en majeure partie l'œuvre de relèvement des régions envahies et que, de plus, elles mettront notre pays en mesure de lutter victorieusement contre nos rivaux sur tous les marchés du monde. »

Il semblerait que la politique nouvellement adoptée dans la gestion de la *Banque Privée* n'ait pas tardé à donner des résultats satisfaisants. C'est ainsi que le Conseil d'administration pouvait attirer l'attention des actionnaires sur les augmentations caractéristiques présentées par les chapitres les plus importants du bilan :

« Comme vous pourrez le constater la progression que nous avons l'an dernier la satisfaction de vous signaler dans nos postes Portefeuille-Effets de Commerce, dépôts et comptes courants ne s'est pas ralentie, tout au contraire. Le Portefeuille-Effets qui se chiffrait par 21 millions en 1915 s'élève à 57 millions au 31 Décembre 1916.

« Nos dépôts et comptes courants, qui figuraient au bilan de 1914 pour 48 millions et au bilan de 1915 pour 57 millions, dépassent au 31 décembre dernier 111 millions. »

De même les dirigeants de la *Banque Privée* pouvaient faire remarquer que :

« les relations de la société avec la clientèle devenaient chaque jour plus étroites, la connaissance plus intime de ses besoins ayant pris une adaptation rendue de plus en plus nécessaire par les exigences toujours nouvelles du commerce et de l'industrie. »

Il semblerait donc que, grâce à des méthodes nouvelles, la *Banque Privée* ait pu profiter dans une certaine mesure de la recrudescence qui s'était manifestée en 1916 dans le mouvement des transactions commerciales et que le rapport du 28 avril 1917 signalait en ces termes :

« Il y a un an à pareille époque, nous constatons qu'une reprise des affaires se manifestait dans quelques régions avec une intensité croissante. Grâce à la remarquable vitalité de notre pays et malgré la prolongation de la guerre, ce mouvement de reprise n'a cessé de s'étendre et de s'accroître dans la plupart des branches de l'activité économique. »

Cependant, au cours de la troisième année de la guerre, la *Banque Privée* avait rencontré un certain nombre de difficultés susceptibles d'entraver le développement de ses opérations. Ainsi qu'il en était depuis l'ouverture des hostilités, les transactions commerciales se faisaient pour la plupart au comptant, aussi les effets de commerce demeuraient-ils toujours relativement rares.

Il est toutefois assez difficile de préciser quelle fut, sur la société, l'influence de cette conséquence des moratoires. On remarquera en effet que, dans le compte rendu qu'il avait présenté à l'assemblée annuelle du 28 avril 1917, le Conseil d'administration avait gardé comme précédemment le silence le plus complet sur cette question.

Il importe de faire observer toutefois qu'occupant toujours dans le portefeuille bancaire la place de beaucoup la plus importante, les effets de commerce s'étaient singulièrement accrus, passant de 21 millions à 57 millions.

Néanmoins, il ne paraît pas douteux que le placement des Bons et obligations de la Défense Nationale et en général toutes opérations effectuées en compte avec le Trésor aient constitué un des éléments les plus importants de l'activité sociale, ainsi qu'il résulte des précisions fournies à cet égard par le Conseil d'administration :

« Nous nous sommes fait un devoir d'apporter à l'Etat notre concours le plus actif tant pour le placement des Bons et Obligations de la Défense Nationale que pour l'émission du deuxième emprunt 5 %. Nous sommes heureux de vous signaler les excellents résultats obtenus lors de cette dernière opération, grâce aux efforts de toutes nos agences : les souscriptions recueillies par notre établissement ont dépassé 72 millions contre 54 millions pour le premier emprunt national. »

La société avait en outre pris des participations dans un certain nombre d'opérations financières, savoir :

- Augment. du capital social des Etablissements Poulenc.
- Augment. du capital social de la compagnie Nationale de Matières Colorantes.
- Aug. du capital social de la Société l'Eclairage électrique.

L'établissement avait aussi prêté son concours aux émissions suivantes :

- les Bons Municipaux de la Ville de Paris.
- les obligations 3 % du Chemin de Fer de Paris à Orléans.
- les Bons 5 3/4 % de la Société du Gaz de Paris.
- les Bons 6 % de la société Hydro-Electrique Drac-Romanche.

Toutefois, en ce qui concerne ce dernier genre d'opérations, il semblerait que la *Banque Privée* n'ait pas oublié les expériences du passé. Nous attirerons en effet tout particulièrement l'attention sur cette observation du Conseil d'administration.

« Le concours que nous avons ainsi donné à diverses opérations financières n'a absorbé qu'une faible part de notre activité. Nous avons considéré en effet que nos efforts devaient : s'employer à favoriser de tout notre pouvoir la reprise des affaires et à prêter notre appui aux industries qui travaillent pour la Défense Nationale. »

Des considérations qui précèdent, il semblerait donc que l'année 1916 ait donné à la *Banque Privée* l'occasion d'améliorer très sensiblement ses affaires.

Cependant sa situation n'était peut-être pas encore assez affermie pour qu'on lui demandât de prêter sa

signature à la Banque de France en vue d'obtenir à l'étranger les crédits destinés à enrayer la hausse des changes. Dans ce domaine, la *Banque Privée* s'est néanmoins efforcée, dans la mesure de ses moyens, de prêter son concours à l'État :

« En vue de faciliter le règlement des commandes faites à l'étranger pour les besoins de la guerre, nous sommes activement intervenus auprès de notre clientèle pour l'amener à prêter à l'État, les titres des pays neutres spécialement désignés par le Trésor.

« Nous avons en outre procédé pour le compte du gouvernement au rachat de diverses valeurs américaines et spécialement de celles à l'émission desquelles nous avons participé. C'est ainsi que nous avons pu offrir aux porteurs d'obligations New-Orléans Railway and Light C^o et S^t Louis and San Francisco 5 % le rachat de leurs titres à des conditions intéressantes. »

En définitive, au 31 décembre 1916, la *Banque Privée* paraît s'être trouvée à un tournant décisif de son histoire. Après avoir liquidé les immobilisations anciennes, la Société était en effet en mesure de prêter tout son concours au commerce et à l'industrie.

Or, plus sage en cela que la *Société Générale*, il semble bien que la *Banque Privée* n'ait pas laissé passer l'occasion qui s'offrait à elle de transformer ses méthodes. On constatera, en effet, par la suite, qu'en ce qui concerne tout au moins les opérations financières, l'établissement ne paraît pas être revenu à la politique qui l'avait placé au début de la guerre dans une position extrêmement critique. Toutefois, en dépit de cette opinion, il ne faut pas se dissimuler que dans l'état actuel des choses, il est toujours loisible de dissimuler les opérations d'émissions sous la rubrique « comptes courants débiteurs ». Il ne serait donc pas impossible que les changements apportés dans les méthodes de la *Banque Privée* revêtent beaucoup plus l'aspect d'un jeu d'écritures que d'une modification sensible dans les principes de sa gestion.

La reprise qui s'était manifestée en 1916 dans l'activité de la *Banque Privée* paraît s'être accentuée pendant l'année 1917, ainsi qu'il résulte de l'examen des deux bilans publiés par l'établissement dans le courant de l'exercice.

On constatera, en effet que, réserve faite des acceptations et du portefeuille-titres, tous les chapitres des comptes présentaient des augmentations continues, témoignant des progrès constants réalisés à l'époque par la société.

C'étaient tout d'abord les comptes de chèques et comptes courants créditeurs qui, du 31 décembre 1916 au 30 juin 1917, passaient de 116 millions à 152 millions, soit, par rapport à leur montant du 31 mars 1914 un accroissement de 218 %.

Simultanément, en augmentation de 1.800 mille francs, l'encaisse se montait à 14, 4 millions contre 12, 6 millions.

Néanmoins, la proportion des disponibilités immédiates aux exigibilités à vue fléchissait légèrement, se trouvant ramenée de 10 % à 9 %.

De son côté, le portefeuille bancable s'était accru de 21 millions. On remarquera toutefois, que le rapport de l'ensemble « Caisse + Portefeuille » aux dépôts à vue avait un peu diminué; il n'était plus que de 64 % au lieu de 65 % à la clôture de l'exercice précédent. Il faut reconnaître cependant que, pour être toujours en faveur de l'ensemble de l'actif réalisable à terme, la différence entre ce dernier et l'ensemble de l'actif immédiatement disponible ou réalisable à très court terme allait toujours en s'atténuant. Elle n'était plus, au 30 juin 1917, que de 12 millions.

Les avances sur garanties et reports ainsi que les comptes courants débiteurs n'en présentaient pas moins de nouvelles augmentations. Ils passaient respectivement de 34 millions à 42 millions et de 61 millions à 68 millions, témoignant ainsi d'une certaine reprise dans la fonction de crédit de l'établissement.

Quant au portefeuille-titres, il se trouvait ramené de 20 millions à 14 millions et demi, ne représentant plus que 9 % des dépôts à vue.

En définitive, au 30 juin 1917, le total du bilan se montait à 232 millions, soit une augmentation de 35 millions sur le chiffre du 31 décembre précédent.

Les progrès ainsi réalisés par la *Banque Privée* dans les 6 premiers mois de l'année 1917 se sont poursuivis dans le deuxième semestre de l'exercice.

On constatera, en effet, que du 30 juin au 31 décembre 1917, les comptes de chèques et comptes courants créditeurs faisaient un nouveau pas en avant, passant de 152 millions à 187 millions, soit par rapport à leur montant du 31 mars 1914, un accroissement de 276 %.

D'autre part, l'encaisse augmentait encore de 6 millions environ. Néanmoins, la proportion des disponibilités immédiates aux exigibilités à vue demeurait inchangée à 9 %.

En même temps le portefeuille bancable s'était accru de 31 millions. Aussi, contrairement à ce qu'il en était dans le bilan du 30 juin, le rapport de l'ensemble « caisse plus portefeuille » aux dépôts à vue se relevait-il assez sensiblement. Il était de 71 %, alors que précédemment il ne dépassait pas 64 %. Malgré cette dernière amélioration, la liquidité de la *Banque Privée* était encore loin de pouvoir se comparer à celle que présentaient à la même époque des banques de dépôts pures comme le *Crédit Lyonnais* et le *Comptoir d'Escompte*. Il faut reconnaître cependant que pour la première fois depuis le début de la guerre, l'ensemble de l'actif immédiatement disponible ou réalisable à très court terme dépassait l'ensemble de l'actif réalisable à terme.

Depuis le 30 juin 1917, celui-ci avait d'ailleurs fléchi de 6 millions, dont 3 millions pour les avances sur garanties et reports et 3 millions pour les comptes courants débiteurs. L'émission du 3^{me} emprunt de la Défense Nationale n'était probablement pas étrangère à ces dernières fluctuations.

Quant au portefeuille-titres, il subissait une nouvelle réduction de 2 millions passés. En définitive au 31 décembre 1917, le bilan se totalisait par 261 millions contre 232 millions au 30 juin précédent et 197 millions à fin 1916.

Examinant les progrès réalisés par la *Banque Privée* pendant la quatrième année de la guerre un article du Journal « *Les cours de la Bourse et de la Banque* » en date du 26 avril 1918 présentait les observations suivantes :

« D'un exercice à l'autre les espèces en caisse et en banque sont en augmentation de 4.354 mille francs. Le portefeuille-Bons de la Défense Nationale s'élève à 15.920 mille francs, en augmentation de plus de 10 millions sur l'année précédente. Le portefeuille-effets de Commerce qui se chiffrait par 21 millions à fin 1915 et 57 millions à fin 1916 s'élève à tout près de 100 millions au 31 Décembre 1917. La progression a été extrêmement rapide.

Les comptes courants débiteurs clients sont en augmentation de 2.770 mille francs et les avances sur garanties de 5.914 mille francs. L'élévation sensible de ces divers comptes témoigne de la marche ascendante de la société pendant l'exercice écoulé.

« D'autre part le compte Participation Syndicale a été ramené à 1.987 mille francs et le portefeuille-titres à 10.337 mille francs ; les évaluations de ces deux postes ont été faites en tenant compte dans toute la mesure voulue des aléas de réalisation.

« Au passif, les acceptations ont été encore réduites de 4.755 mille francs. Les dépôts et comptes courants créditeurs clients ont continué à s'accroître et sont passés à 182.397 mille francs soit une augmentation de 71.222 mille francs témoignant de l'accroissement de la clientèle. »

Ces résultats trouvaient, croyons-nous, leur explication dans la continuation de la politique à laquelle le Conseil d'administration s'était définitivement rallié, et dont il avait exposé les principes un an plus tôt à l'Assemblée des actionnaires. Ce point de vue était d'ailleurs celui des dirigeants de la *Banque Privée* ainsi qu'il résulte du rapport présenté à l'Assemblée ordinaire du 20 avril 1918.

« Il était de notre devoir comme de notre intérêt de seconder dans la limite de nos moyens l'accentuation de la reprise des affaires en apportant le concours le plus entier à notre clientèle notamment aux industries qui travaillent pour la défense nationale. C'est ce que nous nous sommes efforcés de faire ; les résultats ainsi obtenus se traduisent par un nouveau progrès dans tous les compartiments de notre activité et par suite dans le rendement de nos opérations. »

D'autre part, en ce qui concerne la liquidité de l'établissement, le Conseil d'administration s'exprimait en ces termes :

« La politique que nous avons suivie et qui a reçu votre complète approbation comportait indépendamment d'un large appui au Commerce et à l'Industrie une réduction progressive de nos immobilisations anciennes. Nous avons continué nos efforts dans cette voie avec succès au cours de l'exercice 1917, afin de donner à notre Trésorerie la plus grande liquidité possible, persuadés que, dès la conclusion de la paix, les banques seront appelées à jouer un rôle de tout premier ordre dans le mouvement économique des nations, rôle pour lequel elles doivent se tenir prêtes dès à présent. »

Les méthodes ainsi employées dans la gestion de la *Banque Privée* paraissent avoir contribué largement au développement pris par les affaires de la société au cours de l'année 1917. On remarquera en particulier que, dans le compte rendu précité du 20 avril 1918, les dirigeants de l'établissement avaient été à même de présenter les observations suivantes :

« Nous tenons à attirer votre attention sur deux postes dont les plus values font ressortir assez nettement la continuité de notre développement : nous voulons parler du Portefeuille-effets de commerce qui se chiffrait par 21 millions à fin 1915 et 57 millions à fin 1916 s'élève à tout près de 100 millions au 31 Décembre 1917. La progression a été, comme vous le voyez, extrêmement rapide.

« Au passif, le poste Dépôts et comptes-courants qui figurait par 57 millions au bilan de 1915 et pour 111 millions à celui de 1916 atteint 182 millions au 31 Décembre 1917 témoignant ainsi de l'accroissement de notre clientèle. »

Dans ces conditions, il semblerait que soient justifiées les extensions réalisées par la Société au cours de l'exercice et dont le Conseil d'administration rendait compte en ces termes :

« Malgré les difficultés de toute nature qu'entraînent les circonstances actuelles, nous nous sommes préoccupés de donner à notre champ d'activité une plus grande extension en créant de nouvelles agences dans les villes où l'intensité de la vie économique offrait pour le présent et pour l'avenir des perspectives particulièrement favorables. C'est ainsi que nous avons absorbé, à dater du 1^{er} Juillet, le *Comptoir Alix Julien* de Béziers, maison de banque des plus honorablement connues dans toute cette région biterroise dont vous n'ignorez pas l'importance notamment au point de vue du commerce des vins..

« Nous nous sommes également installés à Nantes, centre industriel considérable, dont le développement s'est encore affirmé depuis la guerre. Notre nouvelle agence a commencé ses opérations le 3 Décembre dernier, dans les bureaux provisoires, en attendant son installation définitive dans l'immeuble que nous sommes en train d'aménager dans le centre de la Ville. »

Des considérations qui précèdent il semblerait que la *Banque Privée* ait profité assez largement en 1917 de l'essor économique engendré par les besoins de la Défense Nationale et que dès le début de leur rapport, les dirigeants de la société avaient signalé aux actionnaires en ces termes :

« L'exercice 1917 a été marqué par une nouvelle amélioration de la situation économique du pays. Cette amélioration que nous avons déjà la satisfaction de constater l'an dernier est due plus particulièrement au développement de la production industrielle qui a entraîné un accroissement notable du volume des transactions commerciales. »

Cependant au cours de la quatrième année de la guerre, la *Banque Privée* avait rencontré un certain nombre de difficultés susceptibles d'entraver son activité.

Tout d'abord, ainsi qu'il en était depuis l'ouverture des hostilités, les transactions commerciales se faisaient toujours pour la plupart au comptant, aussi le papier

commercial demeurerait-il encore relativement rare. Il semblerait toutefois que l'établissement n'eût pas à souffrir autant que d'autres institutions de crédit de cette conséquence des moratoires. On remarquera en effet que, dans le portefeuille bancable, les effets de commerce qui occupaient toujours la place de beaucoup la plus importante s'étaient à nouveau accrus dans des proportions d'autant plus considérable que les conditions générales de l'exercice n'étaient pas favorables aux opérations d'escompte. Néanmoins il ne paraît pas douteux que les opérations ayant pour objet les Bons de la Défense Nationale et en général toutes celles passées pour le compte du Trésor aient donné lieu à une activité extrêmement importante. A cet égard le rapport du 20 avril 1918 nous apporte les renseignements suivants :

« Nous avons donné à l'Etat notre concours le plus actif pour toutes les opérations dont il a pris l'initiative, notamment pour le placement des Bons et Obligations de la Défense Nationale. Lors de l'émission de la Rente Française 4 %, nous avons tenu à honneur de répondre avec empressement à l'appel du gouvernement et de contribuer dans la mesure de nos forces au plein succès de l'emprunt. Les résultats obtenus ont été des plus satisfaisants, puisque malgré l'absence d'une grande partie de notre personnel et la fermeture provisoire d'un certain nombre de nos sous-agences, le montant nominal des souscriptions recueillies par notre établissement a atteint 106 millions de francs, contre 72 millions et 54 millions respectivement pour les emprunts précédents. »

En outre au cours de l'année 1917 la *Banque Privée* avait coopéré au placement des emprunts suivants :

Obligations 5 ½ % du Crédit Foncier de France.

Bons municipaux et Emprunt 5 ½ % de la Ville de Paris.

Bons Communaux 5 ½ % de la Ville de Marseille.

Bons 6 % de la Société des Etablissements industriels de

E. C. Grammont et de A. Grammont.

— Société des Papeteries de Navarre.

— Société des Produits chimiques d'Alais et

— de la Camargue.

- Société des Etablissements Delaunay
- Belleville.
- Société des Automobiles Delaunay-Belle-
- ville.
- Compagnie Générale d'électricité.
- Compagnie électrique de la Loire et du
- Centre.
- Compagnie d'Electricité de l'Ouest Parisien
- (Ouest-Lumière).
- Société d'outillage mécanique et d'usinage
- d'Artillerie.

La Banque avait aussi prêté son concours financier en vue de l'augmentation du capital social des entreprises suivantes :

- Compagnie des Mines, Fonderies et Forges d'Alais.
- Société l'Eclairage électrique.
- Compagnie électrique de la Loire et du Centre.
- Compagnie Générale Transatlantique.
- Société des Aéroplanes Borel.
- Société Commerciale de l'Ouest Africain.

C'étaient donc en tout 18 opérations de placement auxquelles la Banque Privée avait participé en 1917. Encore que le Conseil d'administration ait pris soin de faire observer que l'aide apportée par l'établissement au commerce et à l'industrie avait revêtu principalement les formes d'ouvertures de crédit, d'escompte et d'avances, on ne peut s'empêcher cependant de remarquer que la liste des opérations financières patronnées par la société au cours de l'exercice tendait à retrouver l'ampleur qu'elle présentait à la veille de la guerre. On pourrait se demander dès lors si, en dépit des expériences du passé, la *Banque Privée* n'était pas portée à revenir à sa politique ancienne. Nous signalerons toutefois qu'en diminution de 8 millions sur son montant du 31 décembre 1916, le portefeuille-titres ne dépassait pas 12 millions à fin 1917 soit 6 % des dépôts à vue. On sait que précédemment la proportion était de beaucoup plus élevée.

Malgré cette amélioration sensible dans sa situation,

il ne semble pas que l'établissement ait encore pu prendre une part active dans l'effort soutenu à l'époque par la plupart des grandes banques françaises de dépôts pour enrayer la hausse des changes. On observera notamment que sur cette dernière question le rapport du 20 avril 1918 gardait le silence le plus absolu ; et d'autre part les bilans de la Banque ne portaient aucune trace de la rubrique opérations de change à terme garanties. En fait la crise redoutable d'où sortait à peine la *Banque Privée* était encore trop récente pour qu'on pût lui demander de prêter sa signature à la Banque de France en vue d'obtenir à l'étranger les crédits destinés à améliorer les conditions du commerce extérieur français.

En résumé, grâce au maintien de la politique dont le Conseil d'administration avait exposé les principes un an plus tôt, la *Banque Privée* est parvenue en 1917 à développer d'une façon très appréciable le volume de ses opérations. Aussi les bénéfices s'étaient-ils accrus en conséquence. A la clôture de l'exercice, ils s'élevaient à 4.400 mille francs soit en augmentation de 570 mille fr. sur leur montant de l'année précédente.

Le rapport du 3 mai 1919 n'ayant fait allusion aux événements de l'année 1918 que pour signaler les précautions prises en vue de sauvegarder les titres et valeurs confiées à la *Banque Privée* par la clientèle parisienne, il est assez difficile d'indiquer quelle fut alors sur la société l'influence des opérations militaires. Il semblerait cependant que l'établissement en ait subi le contre coup dans une certaine mesure.

On remarquera tout d'abord que, dans les six premiers mois de l'année 1918, l'augmentation des dépôts a été beaucoup moins rapide que dans le courant de chacun des deux semestres précédents. En effet du 31 décembre 1917 au 30 juin 1918, les comptes de chèques et comptes courants créditeurs ne s'étaient accrus que de 22 millions alors qu'ils avaient augmenté de 36 millions pendant la

période correspondante de l'exercice 1917 et de 35 millions dans les six derniers mois de la même année.

D'autre part l'encaisse ayant été renforcée de 4 millions et demi, la proportion des disponibilités immédiates aux exigibilités à vue s'était au 30 juin 1918 relevée légèrement passant de 9 % à 10 %. Il semblerait donc qu'en prévision des éventualités que l'on pouvait redouter, la *Banque Privée* se soit efforcée d'accroître sa liquidité.

On observera toutefois qu'avec ses 121 millions, le portefeuille commercial n'avait augmenté que de 6 millions par rapport à son montant du 31 décembre précédent, aussi le rapport de l'ensemble « caisse plus portefeuille » aux dépôts à vue se trouvait ramené de 71 % à 68 %. Rapprochée du mouvement des comptes de chèques et comptes courants créditeurs, cette dernière diminution paraîtrait indiquer qu'à la veille du tournant décisif de la guerre, la *Banque Privée* avait eu à faire face à des retraits de dépôts assez importants.

On conçoit dès lors que la société ait fait en sorte de réduire le montant de son actif réalisable à terme. C'est ainsi que les avances sur garanties et reports avaient fléchi de 6 millions. Par contre les comptes courants débiteurs avaient encore grossi de 14 millions depuis le 31 décembre 1917.

En définitive il semble que l'on puisse conclure à un certain ralentissement dans l'activité de la *Banque Privée* pendant les six premiers mois de la dernière année de la guerre.

Coïncidant avec la fin des hostilités, le deuxième semestre de l'année 1918 a amené une reprise assez sensible dans les opérations de la société.

On constatera en effet que du 30 juin au 31 décembre 1918 les comptes de chèques et comptes courants créditeurs s'étaient accrus de 33 millions, ce qui semblerait indiquer qu'avec la conclusion de l'armistice la confiance de la clientèle était revenue à l'établissement.

D'autre part, en diminution de 2 millions et demi

environ, l'encaisse ne s'élevait plus qu'à 20,4 millions représentant 8 % des dépôts, alors qu'au 30 juin précédent la proportion des disponibilités immédiates aux exigibilités à vue atteignait 10 %. Ce fléchissement de l'actif immédiatement disponible trouvait probablement sa contre-partie dans l'augmentation du portefeuille bancaire. Son montant était de 146 millions à la clôture de l'exercice 1918 contre 121 millions au milieu de l'année. Il semblerait donc qu'escomptant une amélioration sensible de la situation économique générale, les dirigeants de la *Banque Privée* se soient efforcés au lendemain de l'armistice de réduire au minimum l'importance des capitaux improductifs.

Toutefois, comme à cette époque l'ensemble de l'actif immédiatement disponible ou réalisable à très court terme ne couvrait que 69 % du passif à vue, on peut estimer que la liquidité de la société n'était pas suffisante pour la sécurité de ses déposants. On remarquera en particulier que malgré les progrès sensibles réalisés depuis le début de la guerre, elle était encore loin de pouvoir être comparée à celle que présentaient alors des banques de dépôts pures comme le *Crédit Lyonnais* ou le *Comptoir d'Escompte*.

Il semblerait en effet que, n'attribuant qu'une importance relative aux opérations d'escompte, la *Banque Privée* ait orienté largement son activité dès la cessation des hostilités vers les opérations de banque réalisables à terme : avances sur garanties et reports et comptes courants débiteurs. Encore que, favorisant l'essor du commerce et de l'industrie, cette politique fût plus conforme aux intérêts généraux que celle poursuivie par la société avant la guerre, elle était susceptible cependant de placer la banque dans une situation difficile au cas où des retraits de dépôts importants viendraient à être effectués à ses guichets. Sans insister davantage pour le moment sur cette question, bornons-nous à signaler quant à présent les augmentations assez importantes présentées au 31 décembre 1918 par

les avances sur garanties et reports et les comptes courants débiteurs. En progression de 14 millions, les premiers passaient de 53 millions à 67 millions ; quant aux seconds, ils s'élevaient à 84 millions, accusant par rapport à leur montant du 30 juin précédent une nouvelle plus-value de 5 millions.

Indiquons enfin qu'en diminution continue depuis le 31 décembre 1915, le portefeuille-titres n'atteignait plus que 6 millions à la fin de la guerre soit à peine 3 % des dépôts à vue.

En définitive, au 31 décembre 1918, le bilan se totalisait par 319 millions contre 282 millions au 30 juin précédent et 261 millions à la fin de 1917.

Examinant les résultats obtenus par la *Banque Privée* au cours de l'année 1918, l'*Economiste du Littoral* dans son numéro du 17 mai 1919 écrivait :

« La comparaison des bilans au 31 Décembre 1917 et 31 Décembre 1918 fait ressortir les nouveaux progrès réalisés par la *Banque Privée* au cours de l'exercice 1918. Le total du bilan à fin 1918 se chiffre par 319 millions contre 261 millions et demi à fin 1917 faisant ainsi ressortir une augmentation de 57 millions passés. Parmi les postes du bilan qui caractérisent nettement le développement de la Banque il convient de signaler à l'actif le portefeuille effets de commerce qui passe de 99 millions à 121 millions, en accroissement de 22 millions ; de même celui des Bons de la Défense Nationale qui s'élevait à 15.930 mille francs passe à 24 millions 353 mille francs en plus value de 8 millions 425 mille francs. Au passif, les dépôts et comptes courants qui se chiffraient en 1917 par 182 millions 397 mille francs atteignent au 31 Décembre 1918, 231 millions en augmentation de plus de 48 millions et demi.

« En outre la *Banque Privée* a continué en 1918 à réduire progressivement ses immobilisations, ramenant notamment son portefeuille-titres de 10 millions à 4 millions. Elle a procédé d'une part à des réalisations qui ont pu être effectuées dans d'excellentes conditions, d'autre part elle s'est montrée très rigoureuse dans l'estimation de son portefeuille-titres d'où, on peut le dire, tout risque de perte semble matériellement écarté.

« A signaler également la réduction des acceptations qui ne s'élèvent plus qu'à 1 million 195 mille francs au lieu de 10 millions 165 mille francs, en diminution de 9 millions envi-

ron. En somme, tel qu'il se présente, le bilan de la *Banque Privée* fournit à la fois la preuve de la prudence de sa gestion et de la place de plus en plus grande que prend cet établissement parmi les banques régionales. »

De son côté, l'*Information* du 15 avril 1919 s'exprimait en ces termes :

« Le bilan de la *Banque Privée* au 31 Décembre 1918 accuse un développement notable des opérations. Les ressources mises à la disposition de l'établissement par des tiers se sont accrues de près de 50 millions, les dépôts et comptes courants créditeurs ont atteint en effet 231 millions contre 182 millions fin 1917. En ce qui concerne les emplois, le portefeuille-effets a progressé de 100 millions à 122 millions ; les Bons de la Défense Nationale de 16 à 24 millions ; les avances sur garanties de 38 millions à 48 millions et demi les comptes courants débiteurs clients de 53 millions à 67 millions. Le bilan se totalise par 319 millions au lieu de 261 millions fin 1917.

« Les immobilisations qui avaient été déjà bien allégées précédemment ont encore été réduites l'an dernier à la suite de réalisations effectuées dans de bonnes conditions et d'une estimation très rigoureuse. Le portefeuille-titres a été ramené de 10 millions à 4 millions et demi environ et les participations syndicales de 2 millions à 1 million 150 mille francs. »

Des considérations qui précèdent, il semble bien résulter que malgré le ralentissement qui s'était manifesté au début de l'année 1918 dans l'activité de la *Banque Privée*, le dernier exercice de la guerre s'est traduit, tout compte fait, par un nouveau et sensible développement des opérations traitées par la société.

Ces résultats trouvaient, croyons-nous, leur explication dans la ligne de conduite que le Conseil d'administration s'était précédemment tracée et dont le principe semble avoir été maintenu au cours de l'exercice, ainsi qu'il résulte du rapport présenté à l'Assemblée, ordinaire du 3 mai 1919 :

« Pendant les douze mois qui viennent de s'écouler nous nous sommes associés de tout notre pouvoir à l'immense effort national qui en assurant la continuité de la vie économique a fourni à nos armées et à leurs chefs les moyens matériels de

vaincre. De même que dans les années antérieures, nous nous sommes efforcés de contribuer dans la plus large mesure possible au mouvement général et à la reprise des affaires, secondant de tout notre pouvoir le commerce et l'industrie des régions dans lesquelles fonctionnent nos agences. »

Cette politique paraît avoir donné à nouveau les résultats les plus satisfaisants. Dans le compte-rendu précité du 3 mai 1919 le Conseil d'administration était en effet à même d'attirer l'attention des actionnaires sur les augmentations très sensibles accusées par les chapitres les plus importants du bilan de clôture :

« L'exercice 1918 dont nous venons vous soumettre les comptes se traduit par de nouveaux progrès dans tous les compartiments de notre activité, soulignant ainsi le développement et l'attachement de notre clientèle. »

« Notre bilan au 31 Décembre 1918 se totalise par 319 millions contre 261 millions à la fin de 1917 et 197 millions à la fin de 1916.

« L'augmentation de nos dépôts et comptes courants entre pour une large part dans ce résultat de 182 millions au 31 Décembre 1917 ce poste passe à 230 millions. Il s'élevait à 48 millions à la fin de l'exercice 1914.

« Notre portefeuille-effets de commerce qui, au 31 Décembre 1915, était tombé à 21 millions par suite du ralentissement des transactions mais qui s'était progressivement relevé jusqu'à près de 100 millions à la fin de 1917 accuse une nouvelle et importante augmentation et s'inscrit à 121,8 millions malgré la prédominance persistante des règlements au comptant ou à très court terme. A ce chiffre il convient d'ajouter celui des Bons de la Défense Nationale qui s'élève à 24 millions contre 16 millions à la fin de 1917.

« Nos comptes courants clients atteignent 67 millions contre 53 millions au 31 Décembre de l'année précédente. »

Dans ces conditions, il semblerait que soient justifiées les installations nouvelles auxquelles la Société avait procédé dans le courant de l'année et dont le Conseil d'administration rendait compte en ces termes :

Nous avons poursuivi l'an dernier l'exécution de notre programme d'extension en créant plusieurs agences nouvelles. C'est ainsi que nous sommes établis à Morteau (Doubs) et

dans la Loire, à Firminy, Rive-de-Gier et Saint-Bonnet-le-Château. Dans cette dernière localité nous avons pris la suite d'une maison des plus honorablement connues, la Banque Blanc-Rochette et fils, dont nous nous appliquerons à suivre les heureuses traditions.

« Depuis le fin des hostilités, nous avons ouvert à nouveau des succursales qui dépendaient du Comptoir Alix Julien de Béziers et notamment celles de Pézenas et de Clermont-l'Hérault.

« Enfin votre conseil a décidé récemment l'installation de nouveaux sièges à Nîmes et à Alais ainsi qu'à Saint-Chamond. Tout nous fait espérer que nous obtiendrons sur ces places les meilleurs résultats. »

En définitive, demeurée en rapports étroits avec le mouvement industriel et commercial, la *Banque Privée* paraît avoir profité assez largement en 1918 de l'essor économique qui s'était encore accentué dans le courant de l'exercice en dépit des circonstances graves dont l'influence s'était fait sentir sur l'année presque tout entière.

Dans toutes les régions où la Société était établie, les besoins de la Défense Nationale avaient en effet donné naissance à une activité très intense, ainsi que l'exposait le Conseil d'administration dans son rapport du 3 mai 1919 :

« La Ville de Lyon par ses installations métallurgiques si rapidement agrandies ou sorties de terre, par ses usines d'explosifs, de produits chimiques et pharmaceutiques, par ses ateliers d'automobiles et d'aviation, par son industrie alimentaire a contribué largement à armer et à nourrir nos combattants, développant son effort avec une énergie et un esprit d'initiative qui lui fait le plus grand honneur. Nous avons concouru dans toute la mesure de nos forces au mouvement d'expansion de ces industries vitales, auxquelles il convient d'ajouter celles de la tannerie, de la stéarinerie, des constructions mécaniques et électriques, de la tréfilerie, des électrodes, sans oublier tout ce qui se rattache à la production et à l'utilisation des métaux notamment du cuivre et du plomb. Nous ne pouvons passer sous silence le commerce de la soierie qui a connu en 1914 et 1915 des heures difficiles et s'est rapidement relevé depuis cette époque.

« Pour tâcher d'obvier au déficit de notre production houillère, dû à l'occupation par l'ennemi de la presque totalité de nos gisements du Nord et du Pas-de-Calais, des recherches ont été entreprises non seulement dans le bassin de la Loire mais aussi dans le bassin du Rhône.

« Dans le Centre, l'extraction des mines a été poussée avec vigueur tandis que nombre de gisements anciens ont été remis en exploitation. Enfin on sait les efforts faits pour atténuer dans la mesure du possible la crise des transports, en développant la navigation sur les fleuves et sur les canaux. Là encore nous avons été heureux de prêter notre appui aux entreprises déjà existantes et qui sont appelées à un nouvel essor, aussitôt que la question de l'aménagement et de l'utilisation du Rhône aura été résolue.

« Il convient également de rappeler les remarquables résultats obtenus par les usines métallurgiques de la Loire qui, par leur puissant outillage et leurs aciers spéciaux, ont été à même de fournir un précieux concours à l'Armée, à la Marine et à l'Aviation par la fabrication notamment de la grosse artillerie, des munitions de toutes sortes, des moteurs, etc...

« Il n'est que juste de rappeler l'appoint considérable que la moyenne et la petite industrie de St Etienne sont parvenues à apporter à la production des grands ateliers. Nous n'aurions garde d'oublier le développement continu des fabriques de textiles à Roanne, de velours et de mousseline à Tarare, des usines de cotonnades, d'impression et de teinture de Thizy, Cours et Reyny et d'une manière générale de toute cette région si laborieuse.

« Enfin Villefranche, dont le marché des vins a repris toute son importance, a vu intensifier la production des machines agricoles en même temps que la production des cotonnades et du vêtement.

« Le Dauphiné, et tout particulièrement la région grenobloise, n'ont pas montré moins de vie au cours de ces quatre années de guerre. Les puissantes ressources de la contrée en houille blanche ont permis aux usines électro-métallurgiques et électro-chimiques de répondre à toutes les exigences de la Défense Nationale, tandis que les grandes usines de constructions mécaniques et hydrauliques, la papeterie, la ganterie, les fabriques de chaussures et de ciment ont largement augmenté leur production.

« Enfin l'industrie des produits chimiques, vivement stimulée par les besoins de la guerre a entrepris en grand la fabrication des matières colorantes et du chlore liquide et paraît s'être implantée définitivement dans cette contrée.

« Notre activité a trouvé aussi à s'exercer dans les régions vinicoles du Sud de la France notamment dans les centres de Montpellier, de Béziers et de Cette. La récolte de 1918, quoique moins brillante que la précédente, a bénéficié de la hausse des cours qui se sont maintenus constamment à un niveau élevé. Malheureusement la crise des transports a causé une gêne considérable à laquelle les producteurs et les commerçants se sont efforcés de remédier par l'acquisition du matériel roulant et maritime nécessaire.

« La guerre a modifié profondément les conditions générales du commerce dans la région marseillaise, la plupart des importations ayant été pratiquement monopolisées par l'Etat. Cependant les usines ont bénéficié d'un large développement d'affaires et de nombreuses entreprises nouvelles ont été créées. L'insuffisance des transports n'a pas toujours permis, il est vrai d'écouler les stocks avec la rapidité désirable ; à ce point de vue toutefois la situation est en vue d'amélioration. Quant à la baisse des prix qui, depuis l'armistice, a affecté certains produits d'Extrême-Orient, elle était à peu près fatale et ne nous a nullement surpris.

« Nous ne pouvons terminer cette revue rapide des contrées où nous sommes établis sans mentionner les progrès réalisés à Besançon et à Dijon et le magnifique essor pris dans la région nantaise par les chantiers navals, les usines métallurgiques et électriques et les fabriques de produits alimentaires.

« Enfin une place à part mérite d'être réservée à notre agence de Paris qui a apporté un large concours aux branches industrielles les plus diverses de la Défense Nationale. On sait le calme et la ténacité avec lesquels Paris a poursuivi dans toutes les branches de l'industrie son immense effort pendant les périodes les plus sombres de la guerre. Ses usines agrandies et multipliées depuis quatre ans ont puissamment contribué à la victoire. Le relèvement de nos ruines autant que la nécessité de concourir au développement économique de la France lui réservent pour l'avenir le plus noble et le plus vaste champ d'action. »

Cependant, au cours de l'année 1918, la *Banque Privée* avait rencontré un certain nombre de difficultés susceptibles d'entraver le développement de ses opérations. Nous citerons notamment la raréfaction des effets de commerce ; les transactions commerciales s'étant faites encore pour la plupart au comptant. Il semblerait cependant que la société n'ait pas trop souffert de cette

conséquence des moratoires. On remarquera en effet que dans le portefeuille bancable la part de beaucoup la plus importante se trouvait toujours réservée au papier commercial. En augmentation de 22 millions sur son montant du 31 décembre 1917 le portefeuille-effets de commerce se chiffrait par 122 millions au lendemain de l'armistice. Néanmoins le placement des Bons de la Défense Nationale et en général toutes opérations passées en compte avec le Trésor paraissent avoir donné lieu comme par le passé à une activité très importante. A cet égard le rapport du Conseil d'administration nous apporte les renseignements suivants :

« L'accroissement de nos moyens d'actions nous a permis de donner à l'Etat un concours plus actif encore que les années précédentes au placement des Bons et obligations de la Défense Nationale puis à l'émission de l'emprunt 4 %. Les résultats obtenus ont été des plus satisfaisants, puisque le montant total des souscriptions recueillies par nos soins a dépassé 286 millions, contre 106 millions pour l'emprunt précédent. »

La société avait en outre pris part aux émissions suivantes de Bons et Obligations :

Emprunt du gouvernement impérial du Maroc.
Compagnie Internationale de Régie co-intéressée des
tabacs du Maroc.
Société Financière Franco-Marocaine.
Etablissements Sohier.
Etablissements de Dion-Bouton.
Compagnie d'Electricité de l'Ouest-Parisien.
Société Lorraine des Anciens Etablissements de Dietrich
et C^{ie}.
Société des papeteries de Normandie.
Aciéries du Grand Couronné.
Société Nantaise d'Eclairage et de Force par l'Electricité.
Filatures, Corderies et Tissages d'Angers.
Société de Porcelaine et Appareillage Electrique Gram-
mont.
Ateliers et Chantiers Maritimes du Sud-Ouest.
Automobiles Berliet.
Etablissements Jacob Holtzer.

Usines métallurgiques de la Basse-Loire.
Forges et Ateliers de la Chabassière.
Aciéries et Forges de Firminy.
Forges et Aciéries de la Marne et d'Homécourt.
Etablissements Guillaumet.
Etablissements Keller-Leleux.
Forges et Aciéries électriques Paul Girod.

La *Banque Privée* avait de plus coopéré à l'augmentation du capital social des sociétés ci-après :

Stéarinerie et Savonnerie de Lyon.
Société Françaises des Electrodes.
Société Anonyme de Teinture, Impressions et Apprêts de Thizy.
Société des Chantiers Navals Français.
Compagnie des Produits chimiques d'Alais et de la Camargue.
Compagnie Française pour l'exploitation des Procédés Thomson-Houston.
Société Electro-chimique du Giffre.
Union Commerciale Indo-Chinoise.
Société des Chantiers généraux de Cette.
Société des Grands Travaux en Béton Armé.
Société Nouvelle du Gaz de St Etienne.
Société des Chaux et Ciments Romain-Boyer.

La liste des opérations financières patronnées par la *Banque Privée* devenait donc chaque année de plus en plus imposante. On pourrait se demander dès lors si l'établissement n'était pas enclin à revenir à sa politique passée.

On observera toutefois qu'en diminution de 6 millions sur son montant du 31 décembre 1917, le portefeuille-titres ne dépassait pas 6 millions à fin 1918 soit 2,5 % des dépôts à vue. La réduction continue des immobilisations entreprise depuis le début de la guerre allait donc tous les ans en s'affirmant davantage contribuant singulièrement à améliorer la situation de la société. Il ne semble pas cependant qu'au cours de l'année 1918 la *Banque Privée* ait eu à prêter son concours à la Banque de France en vue d'obtenir à l'étranger les crédits

destinés à enrayer la hausse du change. On remarquera en effet que dans son rapport du 3 mai 1919, le Conseil, d'administration gardait une fois de plus le silence le plus complet sur cette importante question et que les bilans de l'établissement ne portaient aucune trace de la rubrique opérations de change à terme garanties.

Néanmoins il ne paraît pas douteux qu'au cours de la dernière année de la guerre la société ait réalisé de nouveaux et sensibles progrès. Aussi les bénéfices s'étaient-ils accrus de 336 mille francs se montant à 4.634 mille francs contre 4.298 mille francs en 1917.

En résumé, victime de la politique qu'elle avait poursuivie avant la guerre, la *Banque Privée* est passée au début des hostilités par une crise redoutable qui paraît s'être prolongée jusqu'à la fin de l'année 1916.

Étant parvenue à cette époque à apurer à peu près complètement ses écritures, la société s'est décidée à modifier profondément ses méthodes pour les adapter aux besoins du commerce et de l'industrie. On remarquera cependant que les concours prêtés par l'établissement ont revêtu dans une très large mesure la forme d'avances sur garanties ou en comptes courants ; aussi l'ensemble de l'actif immédiatement disponible ou réalisable à très court terme n'a-t-il jusqu'à la fin de la guerre jamais dépassé 71 % des exigibilités à vue. La Banque est donc demeurée constamment dans une situation qu'on peut estimer insuffisamment liquide pour la sécurité de ses déposants.

Cependant, grâce à l'orientation nouvelle qu'elle avait reçue son activité est demeurée en rapports étroits avec le mouvement des transactions commerciales. Dans ces conditions jusqu'à la fin des hostilités elle a pu bénéficier d'ailleurs assez largement de l'essor économique engendré par les besoins de la Défense Nationale.

CHAPITRE IV

LA SOCIÉTÉ CENTRALE DES BANQUES DE PROVINCE (Documents statistiques page 693)

Cette institution de crédit s'est trouvée au début de la guerre dans une situation tout à fait comparable à celle de la *Banque Privée*. On sait que, complètement détournée du but qui lui avait été assigné par ses fondateurs, la *Société Centrale des Banques de Province* était devenue presque exclusivement un institut d'émission. Cette politique qui lui avait déjà valu, notamment en 1913, des déboires retentissants, paraît l'avoir placée dès le 30 juin 1914 dans une position difficile. Il est probable, en effet, qu'à cette époque l'actif social arrivait tout juste à équilibrer le passif. On conçoit dès lors que la déclaration de guerre ait exercé une influence profonde sur l'établissement.

En ce qui concerne le mouvement des comptes on observera tout d'abord que, du 30 juin au 31 décembre 1914, les dépôts se trouvaient ramenés de 20,4 millions à 16,3 millions. Ils s'élevaient à 26,6 millions à la clôture de l'exercice 1913. Les ressources mises par la clientèle à la disposition de la société avaient donc constamment diminué dans le courant de l'année. D'autre part l'encaisse qui, à la veille de la guerre se montait à 13,3 millions, avait fléchi de 2 millions à fin 1914. Faute de dégagements suffisamment rapides, l'établissement n'était donc pas arrivé à renforcer ses disponibilités immédiates ainsi que l'avaient fait à l'époque les grandes institutions de crédit. On remarquera cependant que, toujours très élevée, la proportion de l'actif immédiatement disponible aux exigences à vue se montait à 69 % alors qu'elle n'était que de 60 % au 30 juin précé-

dent. Toutefois, comme de son côté le portefeuille bancaire avait subi une réduction de 7 millions et demi, le rapport de l'ensemble « caisse plus portefeuille » aux dépôts à vue n'atteignait plus que 138 % contre 153 %. Nous signalerons en outre que, contrairement à ce qu'il en était alors dans les bilans des grandes banques de dépôts, les avances et reports étaient en progression de 1 million. Il est vrai que les comptes courants débiteurs avaient diminué de 2 millions. Ces derniers chapitres n'avaient d'ailleurs à l'époque qu'une importance minime dans les comptes de la *Société Centrale des Banques de Province*.

Par contre, le portefeuille-titres présentait dans les écritures une ampleur extrêmement considérable. Encore qu'il ait été un peu réduit depuis le 30 juin 1914, il était cependant en augmentation de 3 millions passés sur son montant du 31 décembre 1913. Avec ses 26 millions, il dépassait à lui seul l'ensemble de l'actif immédiatement disponible ou réalisable à court terme, allant jusqu'à représenter 162 % des dépôts ce qui était une proportion extraordinairement élevée.

Les mouvements qui viennent d'être indiqués avaient été l'objet des quelques observations suivantes consignées dans un article de *l'Information*, en date du 10 mars 1915 :

« La guerre a exercé une répercussion considérable sur les affaires de la *Société Centrale des Banque de Province*. On remarquera principalement à l'actif du bilan la diminution des disponibilités en caisse et en banque qui ne figurent plus que pour 11 millions 336 mille francs au lieu de 14 millions et l'augmentation du portefeuille-titres qui, d'une année à l'autre, passe de 18 millions 723 mille francs à plus de 22 millions. Les participations financières sont restées à peu près au même chiffre que précédemment ; elles atteignent 4 millions 141 mille francs. »

Il est à noter d'ailleurs que, dans les conditions où ils avaient été établis, les comptes arrêtés au 31 décembre 1914 ne constituaient pas à proprement parler un

bilan définitif. Malgré les amortissements dont ils avaient été l'objet, certains éléments de l'actif figuraient en effet pour un montant bien supérieur à leur valeur effective de réalisation. Cette dernière remarque s'applique notamment au portefeuille-titres et résulte des observations ci-après, présentées par le Conseil d'administration dans son rapport annuel du 10 mars 1915 :

« Tous nos efforts ont tendu et tendront encore à veiller, dans toute la mesure où les circonstances le permettront, à la sauvegarde de vos intérêts. C'est pour obéir à cette pensée que votre conseil croit devoir vous proposer, comme vous le verrez tout à l'heure, de consacrer à l'amortissement de divers postes de l'actif les 192.641 francs de bénéfices nets de l'exercice 1914.

« En effet les circonstances critiques dans lesquelles s'est déroulé cet exercice ne pouvaient pas manquer d'influer votre bilan. Vous remarquerez d'abord que la réserve extraordinaire n'est plus portée cette année à notre bilan que pour 7 millions 500 mille francs au lieu de 10 millions. Nous avons cru devoir, sous réserve de votre approbation, prélever sur ce chapitre une somme de 2 millions et demi en vue de procéder à des amortissements sur divers postes de l'actif que, sans présumer de l'avenir, nous avons estimé indispensable de pratiquer dès maintenant. Vous n'ignorez pas en effet la dépréciation très importante qu'ont subie les valeurs mobilières depuis le commencement de la guerre sur les marchés du monde. Le portefeuille-titres de votre société n'a pas échappé à la loi commune. Aussi la majeure partie du prélèvement de 2 millions et demi que nous venons de vous indiquer a été consacrée à l'amortissement partiel de ce chapitre. Malgré l'atténuation dont il a été l'objet, il présente néanmoins un chiffre plus élevé que celui pour lequel il figurait au bilan du 31 Décembre 1913. Cette augmentation provient d'achats à des cours avantageux de titres d'un rendement heureusement intéressant, mais dont la réalisation projetée a été entravée par la déclaration de guerre.

« Le bilan que nous vous soumettons ne présente pas de compte de profits et pertes. Comme nous l'avons indiqué, son solde créditeur s'élevait à 192.641 francs que, concurremment avec le prélèvement de 2 millions et demi sur la réserve extraordinaire, nous avons, avant inventaire, appliqué à l'amortissement de divers postes de l'actif. Il est impossible, dans l'état actuel des choses, de prévoir la répercussion éventuelle de la

guerre sur les divers chapitres de ce dernier. Nous manquons donc d'éléments d'évaluation pour apprécier la mesure dans laquelle il pourrait être affecté par les événements. Aussi avons nous cru préférable de recommander seulement ici à votre sanction les mesures qui dès maintenant nous ont paru s'imposer. »

Examinant les décisions ainsi prises par le Conseil d'administration le « *Pour et le Contre* » du 7 mars 1915 écrivait :

« *A la Société Centrale des Banques de Province*, les bénéfices nets accusés par le dernier exercice ne dépassent pas 192 mille 641 francs, qui ont été affectés à l'amortissement de divers postes de l'actif. Mais, avant inventaire, il avait été pratiqué d'autres amortissements qui ont porté principalement' déclare le Rapport des Commissaires des Comptes, sur les avances et reports et sur la plupart des valeurs contenues dans le portefeuille-titres. Ce chapitre n'en présente pas moins par rapport au 31 Décembre 1913, une augmentation sensible de 3.200 mille francs au sujet de laquelle les commissaires se bornent à déclarer que le Conseil d'administration donnera sans doute toutes les explications désirables. Ils ont tenu toutefois à signaler que les 10.000 actions ordinaires de la *Caisse Commerciale et Industrielle* figurent sans changement pour la somme de 12.634 mille francs soit la moitié du capital versé. Des amortissements ont également été pratiqués sur le chapitre des participations financières, mais de nouvelles participations ayant été prises, ce chapitre se présente finalement en légère augmentation.

« Les amortissements effectués ainsi cette année ne portent encore que sur les dépréciations d'actif dès maintenant certaines et chiffrables et il en faudra faire d'autres ultérieurement. Aussi les commissaires ont-ils tenu à déclarer que « *la situation anormale dans laquelle se trouve la société par suite de la guerre actuelle ne permet à qui que ce soit de prévoir quelle sera la répercussion des graves événements sur la valeur réelle de l'actif social.* »

« Les amortissements effectués dès cette années à l'inventaire ont nécessité un premier prélèvement de 2 millions et demi sur les réserves. Le total de celles-ci s'élève encore à 8 millions 390 mille francs en y comprenant le solde de 590 mille francs provenant des bénéfices reportés à nouveau l'année dernière. C'est une marge qui paraît suffisante pour couvrir le déchet que fera encore ressortir la révision des divers

postes de l'actif, quand il sera possible de la faire définitivement. Il semble cependant que dès maintenant l'intégralité du capital soit hors de cause. »

D'autre part, cherchant à préciser la composition du portefeuille-titres, le « *Globe* » du 18 mai 1916 s'exprimait en ces termes :

« Les chiffres mêmes du bilan permettent de supposer que parmi les actionnaires principalement composés de banquiers de province et par conséquent d'hommes habitués à scruter les chiffres, il se sera trouvé quelqu'un pour demander des explications sur la composition du portefeuille-titres et sur les participations financières. A défaut de la lumière que le compte rendu in extenso de l'assemblée ordinaire des actionnaires ne manquerait certainement pas de projeter sur ces points intéressants de l'actif social, nous pouvons nous reporter à des explications très complètes qui furent fournies à l'Assemblée Générale du 9 mars 1914 au sujet du portefeuille-titres. A la fin de 1913 le portefeuille-titres était évalué à 18 millions 723 mille francs. Dans cette somme figurait comme lot principal 10.100 actions de la *Caisse Commerciale et Industrielle de Paris* portées pour 12 millions 634 mille francs, ce qui faisait ressortir chacune d'elles à un peu plus de 1.250 francs, valeur sans doute très éloignée du cours de réalisation possible. Un actionnaire, dans les discussions qui suivit la lecture du Rapport du Conseil d'administration, posa quelques questions: « Au chapitre portefeuille-titres qui dépasse 18 millions figurent des titres non cotés inscrits à leur prix de revient. Quels sont ces titres non cotés ? et quelle est leur valeur intrinsèque ? Correspondent-ils bien à leur prix de revient ? »

« Au chapitre Participations Financières il est question d'opérations en préparation ; je souhaite comme beaucoup d'actionnaires que ces affaires ne soient pas du genre de la Missouri-Oklahoma. En terminant je me permets de dire qu'il serait souhaitable dans l'avenir que la société étudiât de plus près les affaires en préparation avant d'offrir les titres au public pour éviter les mésaventures de l'exercice dernier et le renouvellement des critiques qui ont été formulées contre sa gestion. En ce qui concerne le Missouri-Oklahoma, les actionnaires ont d'autant plus le droit de s'étonner de cette mésaventure que notre président semblait mieux placé pour connaître l'affaire. Sans doute, lors de la dernière émission, il n'était plus président de la *Banque Franco-Américaine*, mais il l'était lors de la première et de la deuxième émission. Il peut

être jugé surprenant, même pour un provincial comme moi que notre président qui, un an auparavant, dirigeait encore la *Banque Franco-Américaine* n'ait pas assez de relations avec le personnel de cette banque pour être facilement renseigné sur la valeur et la marche de la *Missouri-Oklahoma*. Les faits parlent d'eux-mêmes. Etant donné la situation de la *Missouri-Oklahoma*, ces titres n'auraient jamais dû être offerts aux banquiers et au public et surtout ils n'auraient pas dû l'être à un prix que ne justifiait pas leur valeur intrinsèque, qu'une étude sérieuse eût permis de préciser. »

Poursuivant son exposé, le *Globe* ajoutait :

« Or le président de la *Société Centrale des Banques de Province* convenait que le montant des placements d'obligations *Missouri-Oklahoma* effectués par la Société comprenait en 1909: 1.200.000 dollars c'est-à-dire environ 7 millions de frs ; en 1910: 2.192.000 dollars c'est-à-dire près de 14 millions de francs et en 1912 4 millions de dollars c'est-à-dire 20 millions de francs soit au total environ 41 millions. Les obligations *Missouri-Oklahoma* se négocient actuellement à 60 francs. C'est une perte de 420 francs par obligation que subissent leurs porteurs et pour l'ensemble des titres placés dans l'épargne française la perte ressort à un peu plus de 34 millions de francs. On comprend dans ces conditions que ni les souscripteurs, ni les banquiers de province adhérents à la *Société Centrale* ne soient satisfaits de ce placement et que quelques uns d'entre eux aient crupouvoir porter la question devant les tribunaux. Où en sont ces procès ? L'exemple a-t-il été suivi par d'autres obligataires de *Missouri-Oklahoma* ? Autant de questions qui ont sans doute été posées au Conseil d'administration lors de la dernière assemblée générale et il est fâcheux que le public ne soit pas mis au courant des réponses faites car pour son édification, il a le droit de savoir ce que deviennent de telles affaires qui ont un caractère d'intérêt général. Il n'est pas indifférent en effet qu'en de telles matières la lumière soit faite. N'insistons pas et terminons par une constatation qui nous semble avoir quelque intérêt. En prenant à la présidence la place de M. Achille Adam, M. Ch. Dumont a rappelé fort à propos le programme initial de la *Société Centrale des Banques de Province* ; il consistait à maintenir et sauvegarder le commerce et l'industrie dans nos provinces. On avait dit de tous côtés que l'industrie et le commerce français trouveraient dans la *Société Centrale* l'instrument indispensable de leur développement pour la mise à leur service des capitaux qui

leur seraient nécessaires. Enfin nous allons posséder l'organisme bancaire destiné à vivifier toutes les forces de notre production nationale. Or voici la liste des placements auxquels s'est intéressé tout d'abord le *Syndicat des Banques de Province*; ensuite la « *Société Centrale* qui lui a succédé:

Obl. 1 1/2	Volga-Bougoulna	Minas G. raes	Créd. Fonc. Mex.
	Cais. Hyp. d'Égypt.	Sc. d'én. Elec.	Acier. du Caïli
	Eaux de St-Nect.	Alp. Bernoises	Forces mot. de la
			Haute Durance
	N.-York-N-Haven	Emp. Japon.	Emp. Bulgare
		5 0/0	4 1/2
	Emprunt Chinois	Emp. Congo	Banq. Hypoth.
			de Danemark

« Dans ce premier lot d'émissions qui porte sur un total de 937 millions de francs, les affaires françaises figurent seulement pour 37 millions.

Depuis, la *Société Centrale* a émis des Actions de la Caisse Hypothécaire Canadienne, les obligations Missouri-Oklahoma, Crédit Foncier du Brésil, Crédit Foncier d'Orient, El Hogar-Argentino, les Bons du Trésor Japonais, l'Emprunt Chinois 5 % 1913, les obligations des Chemins de fer de la Mer Noire et de la Société des embranchements de chemins de fer Russes.

Mais la proportion des capitaux employés aux affaires purement françaises n'a pas été supérieure à celle que nous venons d'indiquer. De telle sorte que la proportion se chiffre à environ 4 % et se trouve sensiblement inférieure à celle des affaires françaises émises par les sociétés de crédit que les protagonistes de la *Société Centrale des Banques de Province* accusaient de ne rien faire pour les industries nationales en besoin de commandite. »

Quoi qu'il en soit de ces dernières considérations, il ne semble pas douteux que la dépréciation subie au 31 décembre 1914 par le portefeuille-titres de la *Société Centrale des Banques de Province* ait été extrêmement considérable. Les pertes subies de ce chef par la société devaient donc être d'autant plus élevées que les valeurs détenues par l'établissement représentaient le chapitre le plus important du bilan. On conçoit dès lors qu'au début de la guerre, la *Société Centrale des Banques de Province* se soit trouvée, comme l'étaient alors la *Société Générale* et la *Banque Privée*, dans la nécessité de gagner du temps. Ainsi paraît s'expliquer la décision prise par le

Conseil d'administration de ne pas apurer complètement les écritures. Il importe de signaler toutefois que les commissaires des comptes formulaient des réserves quant à l'attitude ainsi adoptée par les dirigeants de la banque :

« Il va sans dire que nous n'avons pas la prétention de vouloir apprécier ni discuter les méthodes apportées par notre Conseil d'administration dans l'évaluation de différents postes dudit bilan. La situation anormale dans laquelle se trouve la Société par suite de la guerre actuelle ne permet à qui que ce soit de prévoir quelle sera la répercussion des graves événements que nous subissons sur la valeur réelle de notre actif social. »

Les mesures arrêtées par le Conseil d'administration avaient en effet l'inconvénient de laisser persister l'incertitude quant à la situation véritable de la société. Cet état de choses n'était naturellement pas fait pour ramener une clientèle dont la confiance était déjà très ébranlée. Aussi dans les six derniers mois de l'exercice 1914 l'activité de l'établissement a-t-elle été extrêmement restreinte. Le Conseil d'administration l'avait d'ailleurs avoué en ces termes à l'Assemblée ordinaire du 10 mars 1915 :

« Le mouvement des affaires de notre société, notamment le placement des valeurs mobilières qui fut précédemment comme vous le savez, le principal élément de son activité, n'a pu que se ressentir des circonstances critiques dans lesquelles s'est déroulé l'exercice 1914. L'engagement des hostilités arrêta net toutes les affaires d'émission. Nous croyons toutefois devoir vous signaler que, postérieurement au mois d'août, nous avons dans la mesure de nos forces apporté notre concours à la mobilisation de la puissance financière du pays par la contribution que nous avons prise au placement des Bons de la Défense Nationale. Il est évident que cette opération sur l'intérêt d'ordre général de laquelle il serait superflu d'insister devant vous, n'avait pas à nos yeux pour but de compenser les résultats que nous eussions pu obtenir en temps normal au cours du deuxième semestre. Aussi, si l'on se place au point de vue de la productivité de notre société en 1914, peut-on dire que cet exercice n'a pour ainsi dire compté que 6 mois d'acti-

vité réellement rémunératrice. Aucune comparaison ne saurait donc pour ce motif être établie judicieusement entre les résultats de l'exercice 1914 et ceux de l'année précédente. Alors que pour l'exercice 1913 les bénéfices bruts avaient atteint 5.772 mille francs ils se sont élevés cette année à 2.875 mille francs qui après déduction des charges de toute nature ont laissé un solde bénéficiaire de 192.641 francs. »

En présence de ces résultats dont la faiblesse n'a pas besoin d'être signalé, le Conseil d'administration manifestait l'intention de revenir à la politique que les fondateurs avaient assignée à l'établissement :

« Dans le développement suivi de nos services, vous verrez certainement un témoignage de l'activité croissante des relations de la *Société Centrale* avec les Banquiers, membres du *Syndicat des Banques de Province*. Il constitue pour nous un encouragement précieux. C'est dans la voie du resserrement de ces relations qu'aussitôt la guerre terminée nous redoublons d'efforts, résolus à apporter aux Banques de Province une coopération de plus en plus étroite en vue de favoriser la reconstitution autour de nous de celles des entreprises industrielles et commerciales qui auraient été plus ou moins atteintes par la guerre. La connaissance particulière que ces maisons possèdent, chacune dans sa sphère, des hommes et des affaires dignes de confiance et de crédit les désigne naturellement à votre société en qualité de collaboratrices dans la tâche que vos intérêts bien compris aussi bien que le patriotisme nous feraient un devoir d'assurer. »

Il convient d'examiner maintenant dans quelle mesure la *Société Centrale des Banques de Province* est restée fidèle à ce programme.

Consacrée presque exclusivement à la liquidation des engagements anciens, la deuxième année de la guerre ne paraît pas avoir apporté de reprise bien sensible dans l'activité de la *Société Centrale des Banques de Province*. A s'en tenir à l'examen du bilan arrêté au 31 décembre 1915, il semblerait cependant que l'établissement soit parvenu à réaliser quelques progrès au cours de l'exercice.

On constatera en effet qu'en augmentation de 4 millions et demi les comptes de chèques et comptes bancariers correspondants créditeurs passaient de 16,3 millions à 20,8 millions.

En même temps l'encaisse s'était relevée de 8 millions accusant 19,3 millions contre 11,3 millions au 31 décembre 1914. Dans ces conditions, la proportion des disponibilités immédiates aux exigibilités à vue remontait à 92 % alors que précédemment elle était de 69 %.

De même le portefeuille bancable s'était accru de 13 millions et demi ; aussi l'ensemble de l'actif immédiatement disponible ou réalisable à court terme représentait-il 208 % des dépôts à vue contre 133 % à fin 1914.

Au bout de 18 mois de guerre, la société se trouvait donc dans une situation plus liquide qu'auparavant. Dans son rapport du 7 avril 1916 le Conseil d'administration n'avait d'ailleurs pas manqué de le faire ressortir aux actionnaires :

« Les espèces en caisse et à la Banque de France s'élevaient au 31 Décembre 1915 à 19 millions 335 mille francs, contre 11 millions 336 mille francs au 31 Décembre 1914 et le poste nouveau des Bons du Trésor Français à moins de 3 mois à 10 millions 788 mille francs. Ces comptes font donc ressortir un ensemble de 30.123 mille francs de ressources immédiates en augmentation de 18 millions 786 mille francs par rapport au précédent bilan. »

D'autre part, en ce qui concerne les postes de l'actif réalisable à terme, on observera que les avances sur garanties et reports se trouvaient ramenés de 5 millions à 4 millions. Il est vrai qu'à l'inverse les comptes courants débiteurs étaient en progression de 11 millions environ.

Quant au portefeuille-titres, en diminution de 200 mille francs, il s'élevait à 25,8 millions représentant 123 % des dépôts à vue, ce qui était une proportion encore très élevée.

En définitive, au 31 décembre 1915, le bilan se tota-

lisait par 178 millions, soit une augmentation de 26 millions par rapport à l'exercice précédent.

Étant donné spécialement les mouvements présentés par les comptes de chèques et comptes Banquiers correspondants créditeurs, il semblerait que la politique préconisée un an auparavant par le Conseil d'administration à l'égard des banquiers de province n'ait pas tardé à donner des résultats satisfaisants. Cette opinion était d'ailleurs soutenue par le « *Pour et le Contre* » dans un article du 2 avril 1916 :

« Les chiffres du bilan démontrent que la Société a su rendre à son rôle essentiel d'institution syndicaliste des banquiers de province l'importance qu'il avait prise à l'époque où la société connut une splendeur éphémère c'est-à-dire avant 1914. Les comptes courants de ses adhérents banquiers passent de 8 à 15 millions tandis qu'ils n'avaient qu'à peine dépassé 12 millions en 1913. Il est vrai que le régime de pléthore monétaire que peu à peu nous nous sommes fait depuis le commencement de la guerre et qui a son expression caractéristique dans le chiffre de 18 milliards auquel vient d'être portée la faculté d'émission de la Banque de France, a pour résultat d'accoltre partout le numéraire en réserve de sorte que, toutes proportions gardées, le chiffre de 15 millions au crédit des adhérents banquiers de la *Société Centrale des Banques de Province* ne paraît pas plus élevé au 31 Décembre 1915 que celui de 12 millions au 31 Décembre 1913. On peut néanmoins estimer que le terrain qu'il avait perdu de ce côté en 1914 est aujourd'hui regagné. Quant aux dépôts du public qui atteignent 39 millions à peu près, comme ils n'étaient que de 14 millions en 1913, le progrès de ce côté est indéniable. On le sentait du reste s'annoncer déjà l'année dernière, il s'affirme tout à fait cette année. Enfin c'est un progrès aussi, une amélioration du moins, que la variation qui s'observe en sens contraire au chapitre des acceptations. C'est en effet sous la forme d'acceptation que la *Société Centrale* avait dû faire des ouvertures de crédit pour leur venir en aide à des entreprises où elle s'était autrefois engagée avec une réelle témérité, en sorte que ce chapitre est un peu prolongement du portefeuille-titres et ainsi que lui est un fruit des erreurs de jeunesse de la *Société Centrale*. Il s'était élevé en 1913 jusqu'à 17,5 millions. En deux ans il s'est réduit à 13,5 millions. Il faut en féliciter la *Société Centrale* et souhaiter qu'elle puisse encore se dégager de ce côté.

« Il n'y a pas d'augmentation sensible au service de l'es-compte mais, à bien considérer les choses, c'est de ce côté un réel progrès que de présenter cette année un portefeuille d'ef-

fets escomptés égal à celui de 1914, car la matière escomptable s'est énormément rarifiée l'année dernière. Le chiffre de 10 millions et demi est encore relativement honorable pour une société qui n'a pas dépassé celui de 14 millions et demi en 1913. Du reste les transactions commerciales, se réglant au comptant depuis le début de la guerre, à défaut de pouvoir escompter des effets, c'est sous forme d'avances que l'industrie sollicite en ce moment le concours des banques. La *Société Centrale* s'est pliée aux circonstances et l'on voit ainsi s'enfler brusquement de plus de 5 millions son compte de débiteurs divers, qui ne dépassait guère 2 millions précédemment ; le rapport des commissaires nous confirme que ce sont là des avances faites à des industries intéressant la Défense Nationale. »

A l'encontre du point de vue qui vient d'être exposé nous ferons remarquer que le bilan de la *Société Centrale des Banques de Province* ayant été établi au moment de l'émission du premier emprunt de la Défense Nationale, les augmentations présentées par les comptes nous paraissent bien plutôt traduire le mouvement des fonds provoqués par cette opération que des progrès définitivement acquis. On observera en particulier que le rapport du 7 Avril 1916 semblerait confirmer cette manière de voir :

« L'augmentation des ressources immédiates a sa contre partie dans celle de 10.121 mille francs que présentaient ensemble les comptes des dépôts à vue et de « Banquiers correspondants créditeurs » par rapport au chiffre de l'année dernière ou proviennent des opérations de souscriptions en *Renie Française* 5 % dont le règlement s'est effectué au 31 décembre 1915. »

Dans ces conditions, *l'Information* du 5 Mars 1916 nous paraît se faire une opinion plus exacte de l'activité déployée par la *Société Centrale* au cours de l'exercice :

« Les divers postes du bilan arrêté au 31 Décembre 1915 n'accusent pas de modifications très importantes par rapport à fin 1914. Toutefois l'encaisse qui était à cette époque de 11,3 millions, s'élevait à fin 1915 à 19,3 millions. En outre on

constate l'existence de 13, 2 millions de Bons du Trésor, poste nouveau qui n'existait pas en 1914. Les comptes débiteurs et banquiers correspondants sont en assez forte augmentation et figuraient cette année pour 10 millions 987 mille francs par suite de divers crédits consentis en vue d'opérations se rattachant à la Défense Nationale. Le portefeuille commercial n'a pour ainsi dire pas varié et reste inscrit pour 10.618 mille frs. Les débiteurs par acceptations sont en diminution d'un peu plus de 2 millions à 13,4 millions. Le portefeuille-titres, dont la composition ne paraît pas avoir subi de modification notable, a été ramené de 21,9 millions à 20,5 millions. Les participations sont par contre en augmentation de 689 mille francs environ à 5.311 mille francs.

Au passif on remarque surtout l'augmentation des dépôts de la clientèle qui sont passés de 18 millions à 38 millions et celle du compte banquiers correspondants qui est de 68 millions. Ces augmentations témoignent de la fidélité de la clientèle de la société qui s'est manifestée d'ailleurs au moment de la souscription à l'emprunt français en Novembre et Décembre dernier. »

On remarquera d'ailleurs que, dans les conditions où ils avaient été établis, les comptes arrêtés au 31 Décembre 1915 ne constituaient pas encore un bilan définitif. Malgré les amortissements effectués, certains éléments d'actif étaient toujours portés pour un montant bien supérieur à leur valeur effective de réalisation. C'est ainsi que dans le portefeuille-titres notamment, les actions de la *Caisse Commerciale et Industrielle de Paris* figuraient à nouveau pour leur valeur d'achat sans qu'il ait été tenu aucun compte dans leur estimation des dépréciations considérables subies depuis le début de la guerre par les valeurs mobilières.

A ce sujet, il est à signaler que dans son rapport du 6 Avril 1916 le Conseil d'administration n'apportait aucune précision de nature à pouvoir se faire la moindre idée de la situation véritable de la Société. Sans fournir de plus amples renseignements, les dirigeants de l'établissement se contentaient d'indiquer que « *après déduction de toutes les dépenses, le compte de profits et pertes présentait un solde créditeur de 546 mille francs*

lequel avait été consacré à l'atténuation avant inventaire de divers postes de l'actif »

Or étant donné les observations présentées antérieurement il ne paraît pas douteux que, joints aux précédents, ces amortissements étaient moins que suffisants pour ramener le portefeuille-titres à sa valeur véritable. Dans ces conditions, il semblerait que soient entièrement justifiées les appréhensions manifestées à cet égard par le journal « *le Pour et le Contre* » dans son article précité du 2 Avril 1916:

« Le gros compte de l'actif reste celui du portefeuille-titres auquel s'adjoint celui des participations financières, formant ensemble un bloc d'immobilisations de 26 millions car les rentes françaises et les Bons du Trésor sont inventoriés à part. Les participations ont augmenté au cours de l'année de près de 700 mille francs par suite d'affaires nouvelles auxquelles s'est intéressée la Société. Quant au portefeuille-titres il s'est réduit au contraire de 861 mille francs par des réalisations de titres et de 546 mille francs par voie d'amortissement auxquels ont été employés intégralement les bénéfices de l'exercice. Ces 26 millions d'immobilisations constituent la partie évidemment avariée de l'actif social, car ils comprennent pour 12 millions 600 mille francs d'actions de la *Caisse Commerciale* au prix coûtant, qui fut le prix fort. Mais ils ont devant eux près de 8 millions et demi de réserves pour couvrir les pertes possibles. C'est une marge sérieuse d'autant qu'il a déjà été pratiqué des amortissements sur ces éléments suspects de dépréciations plus ou moins définitives. Probablement faudra-t-il encore poursuivre ces amortissements ; de leur importance et de leur urgence dépendra la reprise plus ou moins prochaine des répartitions de ses dividendes par la *Société Centrale*. »

L'établissement n'était donc pas encore parvenu pendant l'année 1915 à amortir les pertes dont il était redevable à sa politique passée. Aussi à la clôture de l'exercice le Conseil d'administration se trouvait-il à nouveau dans la nécessité de gagner du temps, d'où la décision prise de ne pas apurer encore les écritures.

Cependant la dissimulation de la situation véritable où se trouvait en 1915 la *Société Centrale des Banques de Province* n'avait pas été de nature à favoriser au

cours de l'exercice un mouvement de reprise dans l'activité de l'établissement. Nous avons déjà eu l'occasion de signaler qu'à la fin de l'année le portefeuille commercial se présentait sans changement bien appréciable, ce qui semblerait témoigner d'un arrêt à peu près complet dans les opérations d'escompte. Il faut reconnaître toutefois que depuis le début de la guerre la matière escomptable s'était singulièrement raréfiée, les transactions commerciales se traitant pour la plupart au comptant. D'autre part, ainsi que l'avait fait remarquer le Conseil d'administration, les conditions générales de l'exercice n'avaient pas été favorables aux émissions:

« La plus grande partie des ressources qui alimentaient dans la paix la prospérité de notre société sont restées taries dans le courant de l'année 1915 où le placement des titres et valeurs des entreprises ou établissements publics et privés français ou étrangers a été extrêmement réduit ».

Aussi les opérations ayant pour objet les Bons de la Défense Nationale et d'une façon générale toutes opérations passées pour le compte du Trésor paraissent avoir fourni à la Société un des éléments les plus importants de son activité. A cet égard le compte rendu du Conseil d'administration nous apporte les renseignements suivants:

La *Société Centrale*, à côté des établissements de crédit et des banques, a travaillé sous l'énergique impulsion du Ministre des Finances à procurer au Trésor toutes les ressources nécessaires à la conduite de la guerre. Nous avons continué à placer pour des sommes considérables les Bons et les obligations de la Défense Nationale. En Novembre et Décembre 1915, toute notre force de propagande et de travail a été employée au succès de l'émission de l'emprunt 5 %. Les souscriptions que nous avons recueillies à nos guichets ou qui nous ont été confiées par nos correspondants se sont élevées en capital nominal à 281.554.360 francs provenant de 50.000 souscriptions environ. Ces résultats sont loin de représenter, permettez de nous l'indiquer incidemment, la totalité de l'effort déployé par nos adhérents. Bon nombre d'entre eux ont été amenés

par suite des circonstances locales et de considérations personnelles dont ils nous ont fait confidents et parfois juges à partager entre nous et d'autres organismes, les souscriptions par eux recueillies. Des renseignements que nous devons à leur obligeance, il résulte que le montant global des souscriptions transmises au Trésor d'une façon ou d'une autre par les membres du Syndicat des Banquiers de Province a dépassé 1 milliard de francs. »

En même temps qu'au Trésor, la Société avait prêté son appui à la Ville de Paris et aux Compagnies de Chemins de fer du Nord et du Midi.

L'établissement avait en outre apporté son concours aux entreprises travaillant pour la Défense Nationale. On remarquera cependant qu'à ce sujet les dirigeants de la Banque se sont bornés aux indications les plus générales:

« Votre société a trouvé des éléments d'activité de plus ne plus appréciables en dehors des opérations de placement. Au cours du dernier exercice en particulier nous avons, dans une mesure aussi large que possible, apporté notre concours aux entreprises travaillant pour la Défense Nationale. »

En résumé, il ne semble pas qu'en 1915 la *Société Centrale des Banques de Province* soit parvenue à étendre le champ de son activité très sensiblement au delà des limites très étroites qui lui avaient été assignées dès le début de la guerre.

Les bénéfices de l'exercice subissaient naturellement le contre coup de cet état de choses. Ils ne dépassaient pas 546 mille francs en augmentation de 354 mille frs sur ceux de l'année précédente. Il convient d'observer que ces résultats trouvaient leur explication unique-ment dans la compression des frais généraux ainsi que l'indiquait dans son article précité le *Pour et le Contre* du 2 Avril 1916:

« Les bénéfices de l'exercice 1915 s'élèvent à 546 mille frs contre 192 mille francs en 1914. Cette augmentation est entièrement due à la réduction des frais généraux, elle lui est même un peu inférieure, les produits ayant de leur côté légèrement fléchi. »

Avant d'aborder l'exercice 1916, il nous a paru intéressant de rapporter ici une étude financière présentée dans « *l'Information* » du 16 Mai 1916 où l'on trouvera un aperçu d'ensemble sur la situation de l'établissement pendant les deux premières années de la guerre:

« *La Société Centrale des Banques de Province* qui s'occupait avant la guerre surtout d'émissions et d'opérations financières a vu tarir brusquement la majeure partie des ressources qui alimentaient sa prospérité. Pendant l'exercice 1915, les opérations de la Société se sont à peu près bornées au placement des Bons et Obligations de la Défense Nationale, à l'émission de l'emprunt français 5 % et à l'ouverture de crédits à des industries intéressant la Défense Nationale. On peut ajouter que la Société a prêté son concours à la Ville de Paris et aux compagnies de chemins de fer du Nord et du Midi. Dans son rapport, le Conseil signale l'importance du placement qui a été opéré par la société en titres du Trésor soit directement, soit par l'intermédiaire de ses correspondants. Elle a reçu 50 mille souscriptions pour un capital de 281 millions.

« Dans l'ensemble les membres du *Syndicat des Banquiers de Province* ont transmis au Trésor plus de 1 milliard et si le rapport de la *Société Centrale des Banques de Province* insiste sur ce point, c'est évidemment pour faire ressortir, avec raison d'ailleurs, le rôle très important que peuvent jouer les Banques Provinciales dans les grandes émissions publiques.

« Pour qu'on puisse juger les conséquences qu'a pu avoir la guerre sur la situation de la Société nous avons résumé dans la tableau suivant les principaux chapitres des trois derniers exercices.

	1913	1914	1915
	millions	millions	millions
Totaux des Bilans	158,7	151,5	178,0
Caisse et Banque	14,0	11,3	19,3
Bons du Trésor	—	—	13,3
Portefeuille Commercial	14,5	10,4	10,6
Correspt. débit ^r avances	27,5	23,5	28,6
Portef. Titres et Particip.	27,4	30,7	29,9
Banquiers créditeurs	12,3	8,2	15,0
Dépôts et créditeurs	14,3	18,1	38,8
Acceptations à payer	17,6	15,3	13,4

« Le premier fait qui ressort de l'examen de ce tableau est l'augmentation du total des bilans. A première vue ce résultat

pourrait sembler paradoxal, mais il ne faut pas oublier que la *Société Centrale des Banques de Province* n'est pas une banque de dépôts et par conséquent elle n'a pas eu à subir la conséquence de retraits précipités. En outre les opérations de placement qu'elle entreprend se font avec la participation de tous ses adhérents, de telle sorte que ses propres engagements se trouvent notablement réduits. De ce chef elle ne risque pas trop d'avoir ce qu'on appelle en termes de métier « des queues de placement ». C'est à ce caractère un peu spécial qu'on doit de voir les bilans se présenter d'une année à l'autre sans grandes modifications. La plus grosse variation est celle du chapitre dépôts et créditeurs, l'augmentation de ce compte provient surtout d'avances faites à des Industries intéressant la Défense Nationale.

« En somme, le seul examen des bilans de la *Société Centrale des Banques de Province* ne traduit guère la crise aiguë que nous traversons aujourd'hui. C'est surtout dans l'examen des comptes de profits et pertes que l'on va trouver trace des conséquences de la guerre.

	Bénéf. bruts mille frs	Frais g. mille frs	Bénéf. nets mille frs	Divi ^e tot. mille frs	Div. p. Act francs
1912	4.168	1.965	2.202	2.500	12 50
1913	4.940	2.248	2.692	1.875	9 37
1914	2.875	2.682	193	—	—
1915	2.798	2.251	547	—	—

« Les chiffres de ce tableau peuvent se passer de commentaire. Nous constaterons simplement que les bénéfices brusquement comprimés par l'arrêt de toutes opérations de placement ont fléchi de plus de 40 %. Il en résulte une forte réduction des bénéfices nets et la distribution d'un dividende est devenue impossible.

« Les bénéfices des deux derniers exercices ont été consacrés aux amortissements, mais il est difficile de savoir si ces amortissements seront suffisants pour parer à la dépréciation du portefeuille-titres. Le total de ce chapitre y compris les participations financières serait de 30 millions et la société n'a pu effectuer aucun amortissement bien important sur ce poste de l'actif. Il est à présumer qu'il faudra un jour lui faire subir une importante dépréciation. Il est vrai que les réserves s'élèvent à 8 millions en chiffres ronds. Peut-être aussi les acceptations laisseront-elles un certain déchet ; on sait qu'ils s'agit là d'ouvertures de crédits que la société avait consenties à certaines entreprises où elle avait pris des engagements.

« En définitive, la société a subi rudement le choc de la guerre ; elle a vu ses bénéfices se fondre rapidement ; cependant

elle a pu maintenir une activité suffisante pour lui permettre de poursuivre son existence sociale, jusqu'au moment où, la guerre terminée, il sera possible de procéder à une révision de son bilan.

« Le Conseil a sans doute pensé qu'à l'heure actuelle cette révision serait prématurée. Quand elle sera allégée du legs du passé la *Société Centrale des Banques de Province* prendra sa part dans l'œuvre de relèvement économique du pays. »

Ainsi que nous allons le voir, l'espoir ainsi conçu par *l'Information* n'a cependant pas encore été réalisé au cours de l'exercice 1916.

Le bilan arrêté au 31 Décembre 1916 semblerait témoigner d'une certaine reprise dans l'activité de la Société au cours de l'exercice.

On constatera en effet que d'une année à l'autre les comptes de chèques et comptes correspondants bancaires créditeurs s'étaient accrus de 13 millions, passant de 20 millions à 33 millions.

D'autre part, en diminution de 6 millions, l'encaisse ne s'élevait plus qu'à 13 millions. La proportion des disponibilités immédiates aux exigibilités à vue se trouvait ainsi ramenée à 41 % contre 92 % en 1915.

La réduction des capitaux improductifs trouvait probablement sa contre partie dans l'augmentation du portefeuille — 44 millions au lieu de 24 millions —

On remarquera toutefois que le rapport de l'ensemble « Caisse + Portefeuille » aux dépôts à vue n'était plus que de 173 % alors qu'il se montait à 208 % un an plus tôt.

En ce qui concerne les postes de l'actif réalisable à terme, nous signalerons le fléchissement continu des avances sur garanties et reports. Leur montant qui était de 5 millions en 1914, 4 millions en 1915, ne dépassait pas 3,8 millions en 1916.

Par contre, les comptes courants débiteurs présentaient une sensible et nouvelle progression, passant de 10 millions à 20 millions, paraissant indiquer une certaine modification dans l'orientation jusqu'alors imprimée à la Société.

Quant au portefeuille-titres, il avait été réduit de 2 millions. Avec ses 23,7 millions il représentait cependant 70 % des dépôts à vue ce qui était une proportion encore très élevée.

En définitive, au 31 Décembre 1916 le total du bilan se montait à 204 millions en augmentation de 26 millions par rapport à l'exercice précédent.

Les mouvements qui viennent d'être indiqués avaient été l'objet des appréciations suivantes dans un article de la « *Cote de la Bourse et de la Banque* » en date du 5 Mars 1917:

« La *Société Centrale des Banques de Province* semble maintenant tout à fait orientée vers les opérations de banque pure. On le constate particulièrement au mouvement de ses comptes de dépôts et du portefeuille commercial, depuis le bilan de l'exercice 1913. Pour 1913, les banquiers créditeurs: 12,3 millions et les comptes courants clients réunis 14,3 millions, représentaient ensemble moins de 27 millions de dépôts. Or ils atteignent fin 1916 près de 87 millions; ce bond de 60 millions s'est effectué à raison de 33 millions en 1916 seulement.

« Le portefeuille commercial qui n'était que de 14 millions et demi pour 1913 s'est relevé à 21 millions au dernier bilan. Quant aux participations financières et au portefeuille-titres, ils vont en diminuant. Ce dernier comprend de 12.600 mille francs d'actions de la *Caisse Commerciale de Paris* qui constituent la principale charge de l'actif social. Mais en face de cette somme figurent au passif une réserve extraordinaire de 7,5 millions, puis 600 mille francs de bénéfices reportés et enfin 2.940 mille frs de comptes d'ordre, où peuvent se trouver quelques unes des provisions constituées au moyen des bénéfices du dernier exercice, puisque'elles n'apparaissent pas autrement au bilan. »

En donnant à entendre que la *Société Centrale des Banques de Province* était en train de s'orienter vers les opérations de banque pure, l'opinion soutenue dans le document ci-dessus nous paraît extrêmement exagérée. Qu'on examine le compte rendu présenté par le Conseil d'administration à l'assemblée ordinaire du 20 mars 1917, on constatera qu'il ne différerait en rien des précédents. Les développements de beaucoup les plus importants

étant toujours consacrés comme par le passé aux opérations ayant pour objet le placement où l'émission des titres. D'ailleurs, dans leur rapport même, les dirigeants de la Société ne faisaient aucune difficulté pour lui attribuer le titre de banque d'affaires: « *Il est impossible disaient-ils que les postes les plus importants du bilan d'une banque d'affaires n'obéissent pas etc.* »

Sans doute, il ne paraît pas douteux que, dans le domaine des opérations de banque pure, la *Société Centrale* ait trouvé en 1916 un élément d'activité qu'elle avait jusqu'alors peut-être par trop délaissé; mais nous ne croyons pas qu'il en faille conclure que la politique de la Société « *semblait maintenant tout à fait orientée* » vers ce genre d'opérations. Aussi à cet égard, les observations présentées dans *l'Information* du 4 Mars 1917 nous paraissent-elles beaucoup plus conformes à la vérité :

« Le bilan de la *Société Centrale des Banques de Province* au 31 Décembre 1916 se totalise par 203,9 millions au lieu de 178,0 l'an dernier. Cette augmentation est le résultat du développement des opérations de banque pure (escompte, ouverture de crédits et comptes de dépôts) qui se sont accrues dans des proportions tout à fait satisfaisantes. Le portefeuille commercial est passé de 10,6 millions à 21 millions et les comptes débiteurs de 7 millions et demi à 19 millions 456 mille francs par suite du concours prêté par la *Société Centrale* à diverses industries travaillant pour la Défense Nationale. Les espèces en caisse et en banque ne figurent plus au bilan que pour 13 millions 892 au lieu de 19 millions 385 l'année précédente. Par contre les Bons du Trésor à court terme ou à plus de 3 mois atteignent 23 millions 652 au lieu de 13 millions 352. Dans l'ensemble, les disponibilités immédiates sont donc plus élevées que précédemment. Au passif on remarque l'augmentation des dépôts qui témoigne de l'extension de la clientèle. Ils passent de 38 millions 200 au 31 Décembre 1915 à 56 millions 203 Décembre 1916. Dans ce dernier chiffre les dépôts avec préavis entrent pour près de 43 millions. Le compte « Banquiers Créditeurs. » est également en augmentation de plus de 5 millions à 20 millions 453. L'activité déployée par la Société a été fructueuse et les bénéfices se sont élevés à 2.378 au lieu de 546 mille francs en 1915. Il y a lieu de constater qu'à l'encontre de ce qui se produisait autrefois, ils proviennent presque uniquement des opérations de banque pure et non des émissions. »

Ce que nous retiendrons de ces dernières considérations c'est qu'au cours de l'année 1916 la *Société Centrale des Banques de Province* est parvenue incontestablement à réaliser de très sensibles progrès, spécialement dans le domaine des opérations de banque proprement dite. On remarquera d'ailleurs que dans le compte rendu du 20 Mai 1917 le Conseil d'administration avait attiré à nouveau l'attention des actionnaires sur le concours apporté par l'établissement au commerce et à l'industrie:

« D'une façon toute particulière au cours du dernier exercice nous avons cherché de tout notre pouvoir à favoriser l'industrie française. Celle-ci a en effet trouvé à la *Société Centrale*, ainsi que nous vous en avons fait part l'année dernière, un concours qui nous a permis de nouer d'utiles relations dont la *Société Centrale* et les Banquiers de Province, nous en avons la conviction, tireront profit après la guerre. »

Quel que soit la généralité de ces indications, il semblerait donc que par une évolution assez analogue à celle qui s'était alors manifestée à la *Banque Privée*, la *Société Centrale des Banques de Province* ait renoncé à consacrer le plus clair de son activité aux opérations d'émission pour s'adapter aux besoins du commerce et de l'industrie. Nous signalerons toutefois que le changement dans les méthodes n'a pas été ici aussi radical qu'à la *Banque Privée*. On verra en effet par la suite que la liste des opérations financières patronnées par l'établissement est allée chaque année en s'allongeant entraînant une augmentation notable du portefeuille-titres notamment en 1919 et en 1920. Quoi qu'il en soit, il ne paraît pas douteux que, grâce à l'orientation nouvelle qui lui avait été imprimée, la Société ait été en mesure dès l'année 1916 de bénéficier de l'essor économique engendré à l'époque par les besoins de la Défense Nationale.

Dans ces conditions il semblerait que soient justifiées les extensions auxquelles le Conseil d'administration

avait procédé pendant l'exercice et dont il rendait compte en ces termes aux actionnaires:

« Dans le but d'étendre encore notre champ d'action et de faire profiter par notre intermédiaire les membres du syndicat de nouvelles facilités nous avons procédé en Septembre et Octobre 1916 à la création de deux agences à Paris, l'une dans le quartier du Temple, l'autre à Passy. »

Il ne faudrait pas oublier cependant que, dans les conditions où ils avaient été établis, les comptes arrêtés au 31 Décembre 1916 ne constituaient pas encore à proprement parler un bilan définitif. On constatera en effet que le Conseil d'administration avait dû consacrer à nouveau les bénéfices de l'exercice, soit 2 millions 378 mille francs, à l'amortissement de divers chapitres de l'actif. Cette décision était en outre accompagnée des commentaires suivants:

« Nous croyons qu'une société comme la nôtre ne saurait être actuellement trop prudente. Il est impossible que les postes les plus importants du bilan d'une banque d'affaires ne subissent pas l'influence d'une crise qui progressivement s'étend à tous les marchés du monde. Pour remplir tout notre rôle dans l'économie financière du pays et effectivement à la fois représenter et unir les efforts des banquiers nos adhérents, les aider les uns par les autres au développement des ressources de leur région, nous avons besoin avant toutes choses d'une Trésorerie forte et libre. En outre, et plus particulièrement au moment où l'ennemi quittera les départements envahis, les banquiers de ces régions dont plusieurs étaient parmi nos plus fidèles et anciens amis pourraient avoir besoin de notre appui pour restaurer leur maison. Sous des formes à déterminer nous considérons de notre devoir de les leur donner. Pour toutes ces considérations nous vous demandons d'approuver les affectations que nous vous proposons. »

En fait, au cours de l'année 1916, la *Société Centrale des Banques de Province* n'était pas encore parvenue à amortir les pertes très considérables dont elle était redevable à sa politique passée. C'est d'ailleurs ce que donnait à entendre « *l'Information* » dans son article précité du 4 Mars 1917:

« Le portefeuille-titres, qui était inscrit pour 20 millions 322 à fin Décembre 1915, figure cette années dans les comptes pour 19 millions 535 et les participations financières ont été ramenées à 4 millions 254 millefrancs au lieu de 5 millions 311. Au total ces deux postes qui représentaient le legs du passé ne montent plus qu'à 23 millions 681. Ils se composent pour un peu plus de la moitié d'actions de la *Caisse Industrielle et commerciale* qui avait été sérieusement atteinte par la guerre. Mais la plupart des entreprises de la *Caisse Commerciale* ont bénéficié du relèvement économique du Brésil dans ces derniers mois ; aussi la situation de la société-mère peut-être envisagée maintenant avec plus de confiance dans son relèvement final. »

Ainsi donc, au 31 Décembre 1916, le Conseil d'administration se trouvait-il toujours dans la nécessité de gagner du temps, d'où sa décision de ne pas procéder encore à l'apurement des écritures.

Dans ces conditions on peut se demander s'il n'eût pas été préférable de consacrer à l'assainissement du bilan les sommes alors dépensées en installations nouvelles. C'est qu'en effet la Société continuait à demeurer dans une situation pour le moins anormale, ce qui n'était évidemment pas de nature à lui ramener la confiance du public.

En dehors des difficultés qui lui étaient propres, l'établissement avait en outre rencontré au cours de l'année 1916 un certain nombre d'obstacles susceptibles d'entraver le développement de ses opérations. On sait que depuis le début de la guerre les transactions commerciales se faisaient pour la plupart au comptant. Il est toutefois assez difficile de préciser dans quelle mesure la Banque eut à souffrir de cette conséquence des moratoires. Nous signalerons simplement qu'à la fin de 1916 les effets de commerce détenus par la *Société Centrale* se montaient à 21 millions contre 10 millions l'année précédente. On remarquera cependant que dans le portefeuille la plus large part revenait aux Bons de la Défense Nationale.

Le placement de ces derniers avait d'ailleurs fonrui

à la Société un élément très important de son activité, ainsi que l'indiquait le Conseil d'administration:

« Comme en 1914 et en 1915 nous avons continué à placer pour un montant très important de Bons et obligations de la Défense Nationale. »

En ce qui concerne les souscriptions recueillies par la Banque à l'emprunt 5 % 1916, le compte rendu du 20 Mai 1917 apportait les renseignements suivants:

« Nous avons donné tout notre effort à l'emprunt 5 %. Alors que le montant des souscriptions recueillies par nos soins en 1915 avait déjà dépassé 281 millions provenant de 50 mille souscriptions environ, celles que nous avons reçues à nos guichets, jointes à celles qui ont été confiées aux Banquiers membres du Syndicat se sont élevées en Octobre 1916 en capital nominal à 381.265 mille francs provenant de plus de 71 mille souscripteurs.

C'est la Banque de France qui a présenté nos souscriptions au Trésor. De cette manière s'est affirmée l'étroite collaboration qui doit exister entre notre grande institution d'émission et la Banque Locale. »

Au cours de l'exercice, la *Société Centrale des Banques de Province* avait pris un outre des participations dans un certain nombre d'émissions savoir :

Bons décennaux 5 3/4 % de la Société du Gaz de la Paris,
Bons 6 % de la Société Pyrénéenne d'Energie Electrique,
Bons 6 % des Tramways de l'Est Parisien,
Bons 6 % de la Société Toulousaine de Bazacle,
Bons 6 % de la Société Hydro-Electrique « Drac-Romanche »

Obligations des compagnies de Chemins de fer Français
Bons municipaux de la Ville de Paris

En résumé, l'année 1916 paraît avoir apporté à la Société Centrale une certaine reprise dans le mouvement de ses affaires notamment en ce qui concerne les opérations de banque proprement dites. Aussi les bénéfices s'étaient-ils accrus assez sensiblement passant de 546 mille francs à 2.378 mille francs. Nous rappellerons

qu'ils avaient été affectés intégralement à l'amortissement de divers chapitres du bilan, la Banque n'étant pas encore parvenue à apurer complètement ses écritures.

La reprise qui s'était manifestée en 1916 dans l'activité de la *Société Centrale des Banques de Province* paraît s'être accentuée assez sensiblement au cours de l'exercice 1917.

On constatera en effet que, d'une année à l'autre, les comptes de chèques et comptes Banquiers Correspondants créditeurs s'étaient accrus de 49 millions passant de 33,7 millions à 82,3 millions. Comme, pendant le même temps, l'encaisse n'avait augmenté que de 3 millions et demi, la proportion des disponibilités immédiates aux exigibilités à vue se trouvait ramenée de 41 % à 21 %.

Cette diminution dans l'importance relative des capitaux improductifs avait sa contre partie dans l'augmentation tout à fait considérable que présentait le portefeuille. Il s'élevait à 121,8 millions à fin 1917, contre 44,5 millions au 31 Décembre précédent. On remarquera cependant que l'ensemble de l'encaisse et du portefeuille ne représentaient que 169 % des dépôts à vue au lieu de 173 % à la clôture de l'exercice 1916.

D'autre part les comptes courants débiteurs avaient à nouveau progressé très notablement. Ils atteignaient près de 45 millions, témoignant du concours de plus en plus large prêté par la Société au commerce et à l'industrie.

A l'inverse, les avances sur garanties et reports avaient encore fléchi de 1.200 mille francs. Ce dernier poste de l'actif n'avait d'ailleurs plus qu'une importance tout à fait minime dans les comptes de l'établissement.

Quant au portefeuille-titres, il avait été l'objet d'une nouvelle compression.

Avec ses 23 millions passés, il représentait cependant 28 % des dépôts à vue, ce qui était encore une proportion relativement élevée.

En définitive, au 31 Décembre 1917 le total du bilan se montait à 306 millions en augmentation de 103 millions sur le chiffre de l'année précédente.

On observera toutefois que l'émission du 3^{ème} emprunt de la Défense Nationale n'était pas complètement étrangère à ce dernier résultat ; si bien que les progrès définitivement acquis par la Société au cours de l'exercice étaient en fait beaucoup moins importants. C'est ce qu'expliquait d'ailleurs le « *Pour et le Contre* » dans son numéro du 10 Mars 1918 :

« Il ne faut pas juger bien entendu par ce seul chiffre de 306 millions et sans examen de la progression des affaires sociales. Un bilan n'est après tout qu'un instantané pris à une date choisie une fois pour toutes sur des masses de capitaux en mouvement dont l'importance peut présenter de grandes inégalités. Or il est arrivé qu'au 31 Décembre dernier la souscription à l'emprunt national venait de se clore et que sa libération était en cours. *La Société Centrale* avait recueilli, tant de ses banquiers de province que de sa clientèle parisienne, un grand nombre de souscriptions, en couverture desquelles lui avaient été déposé d'avance le montant des versements effectués. C'était là un mouvement de trésorerie purement accidentel et qu'il faut détacher de la masse des affaires courantes ; il fait d'ailleurs l'objet d'un compte spécial de 56 millions au passif, et à l'actif la contre partie de cette écriture se trouve au portefeuille commercial ; les fonds en transit ayant été momentanément employés en escompte d'effets de commerce. Déduction faite de ces 56 millions de passage, la totalisation des affaires en fin d'exercice est encore augmentation de 46 millions ayant passé de 203 millions à 249 millions d'une année à l'autre. L'augmentation de 1916 à 1917, déjà importante, n'avait été que de 25 millions.

Réserve faite de ces dernières observations, nous croyons cependant intéressant de reporter en quelques appréciations de la presse financière sur les mouvements ci dessus indiqués dans les comptes,

Dans un article publié le 27 Mars 1918 le *Messenger de Paris* écrivait :

« Parmi les différents services de l'établissement, il importe de signaler celui de l'encaissement qui a passé de 296 mil-

lions en 1916 à 727 millions en 1917. Les dépôts à vue se sont élevés à 42 millions ceux à préavis à 37 millions, les comptes courants créditeurs des banquiers à 39 millions.

En mai 1914, les chiffres correspondants étaient 2 millions et demi pour les dépôts à vue 15 millions et demi, pour les dépôts à préavis, 8 millions pour les comptes créditeurs des banquiers, soit au total 26 millions en 1914 et 118 millions en 1917. »

De son côté, dans l'article précité du 10 mai 1918, le « *Pour et le contre* » s'exprimait en ces termes :

« Le bilan de la *Société Centrale des Banques de Province* témoigne que l'activité sociale s'est encore très notablement développée au cours de l'année dernière, elle porte maintenant sur un chiffre d'affaires dont la société n'avait jamais approché, même au temps de sa fausse prospérité. Enfin les tracés de ce passé funeste s'atténuent rapidement et sont à la veille de s'effacer complètement. Déduction faite des 56 millions relatifs aux opérations de l'emprunt, la totalisation des affaires en fin d'exercice est encore en augmentation de 46 millions. Ce sont les affaires de banque pure qui font l'objet de cette crue remarquable ; les comptes de dépôts de la clientèle atteignent maintenant 80 millions au lieu de 56 seulement, il y a un an, et les dépôts des banquiers y ajoutent près de 40 millions au lieu de 20. A l'actif on ne trouve guère en augmentation notable que le chiffre des Bons du Trésor qui représentent des disponibilités immédiates et les comptes débiteurs divers où s'inscrivent les ouvertures de crédits à l'industrie: « *Ce chapitre, dit le rapport des commissaires, est en augmentation sensible sur celui de l'exercice précédent: il correspond à un développement des intérêts pris par la Société Centrale dans les industries travaillant pour la Défense Nationale.* » On n'aperçoit d'immobilisations nulle part ; les débiteurs par acceptations sont même en nouvelle diminution. Il a été fait de même un petit amortissement discret sur le portefeuille-titres qui a constitué le point faible, le point vulnérable de la *Société Centrale*. Il paraît évident que la compression de ce portefeuille est sur le point de toucher à sa limite. »

Il semblerait donc que les dirigeants de la *Société Centrale des Banques de Province* aient persévéré au cours de l'année 1917 dans la ligne de conduite qu'ils s'étaient précédemment tracée. On remarquera d'ailleurs que dans le rapport du 18 mars 1918, le Conseil d'administration avait à nouveau attiré l'atten-

tion des actionnaires sur l'aide apportée par la société au commerce et à l'industrie pendant l'exercice écoulé :

« Sous forme de crédits ouverts, soit seuls, soit avec l'aide de divers membres du syndicat ou de maisons amies nous avons prêté un vigilant concours à de nombreuses amies travaillant pour la Défense Nationale. Nous nous attachons particulièrement à celles des industries qui peuvent plus ou moins se profondément transformer, s'adapter aux besoins d'après guerre. Autour de nous se groupe peu à peu une élite d'industriels, nos clients, dont l'effort déjà fructueux prépare un ample développement de la production française en même temps que de nos affaires. »

Demeurée en rapports étroits avec le mouvement industriel et commercial, la *Société Centrale des Banques de Province* paraît avoir bénéficié en 1917 de l'essor économique engendré à l'époque par les besoins de la Défense Nationale.

Dans son compte rendu du 18 mars 1918, le Conseil d'administration avait pu en effet signaler un certain nombre de progrès réalisés par l'établissement au cours de l'exercice écoulé :

« Parmi nos services celui de l'encaissement mérite une mention spéciale. Il passe de 296 millions en 1916 à plus de 727 millions en 1917. En relations directes avec ces opérations, nos dépôts à vue se sont élevés à 42 millions, ceux à préavis à 37 millions, les comptes courants créditeurs des banquiers à 39 millions. En 1914 les chiffres correspondants étaient 2 millions 516 pour les dépôts à vue, 15 millions 625 pour les dépôts à préavis, 8 millions 254 pour les comptes créditeurs des banquiers, soit au total un peu plus de 26 millions en 1914 et 118 millions en 1917. »

Dans ces conditions, il semblerait que soient justifiées les extensions auxquelles la société avait procédé dans le courant de l'année :

« Lors de notre dernière assemblée générale vous avez approuvé la création de deux agences à Paris dans le quartier du Temple et à Passy. Encouragés par un incontestable succès nous avons ouvert deux nouvelles agences aux Halles et aux

Champs-Élysées. En ce moment même de nouveaux guichets sont installés rue Réaumur. Lorsque les circonstances nous paraîtront favorables, nous continuerons à mettre en application un programme d'extension que nous avons conçu dans l'intérêt commun de nos actionnaires et des banquiers. »

Il faut reconnaître cependant que ces agrandissements procédaient essentiellement du désir d'augmenter la puissance de placement de la société, l'établissement demeurant avant tout une banque d'affaires financières.

Si l'on examine le rapport du 18 mars 1918, on constatera en effet que c'était toujours le marché financier qui faisait l'objet des préoccupations dominantes du Conseil d'administration.

« Les appels au crédit se sont multipliés au cours de l'année écoulée : appels de l'Etat et des Villes pour se procurer les ressources nécessaires à leurs dépenses, appels des industriels pour obtenir les moyens indispensables à leur développement. La Ville de Paris, qui avait déjà pu apprécier lors de l'émission des Bons du Gaz et du placement des Bons Municipaux l'efficacité du concours de la *Société Centrale*, a constaté lors de son emprunt de consolidation 5 1/2 % que nous lui versions en dehors d'une importante souscription réductible 88.924.100 francs de souscriptions irréductibles soit, sur 632 millions qu'elle demandait au public, près du sixième de l'emprunt. Ce résultat vaut d'être noté. Il fait connaître au gouvernement et aux établissements publics, aux instituts à charte privilégiée et aux compagnies de chemin de fer les services qu'on peut attendre de nous pour réaliser les grandes opérations de crédit que la guerre et la paix nécessiteront. Nous avons montré que, le moment venu, nous pourrions faire plus qu'il ne nous a été demandé. Les charges présentes et futures des emprunts de Ville, d'Etat, de Compagnie à gros capitaux obligataires autant que les besoins immédiats de l'armée et du pays exigent que nous développions sur l'heure, dans toute la mesure du possible, la puissance de l'industrie, de l'agriculture et du commerce français. Pour prendre les engagements, réaliser les placements qui viennent d'être rappelés, il importe de conserver à tout moment une trésorerie libre et forte et garder liquides toutes les disponibilités nécessaires. Il faut tout à la fois accroître sur la place de Paris la force de votre propre société et rendre toujours plus étroite la collaboration des Banquiers de Province avec la *Société Centrale*. Lors de notre dernière assemblée générale, vous avez approuvé la création

de deux agences à Paris dans les quartiers du Temple et de Passy. Encouragés par un incontestable succès, nous avons ouvert deux nouvelles agences.

Quant aux Banquiers de Province, leurs relations avec la *Société centrale* se développeront dans la mesure où les placements faits par elle à notre instigation leur seront une recommandation près de leurs clientèle et où en même temps nos services généraux de bourse et de coupons, de change et d'encaissement fonctionneront avec plus de régularité. »

Il importe de signaler d'autre part que, dans les conditions où ils avaient été établis, les comptes arrêtés au 31 décembre 1917 ne constituaient pas encore à proprement parler un bilan définitif.

On remarquera en effet que le Conseil d'administration avait dû consacrer une fois de plus l'intégralité des bénéfices soit à l'amortissement de divers chapitres de l'actif, soit à la constitution de provisions destinées à parer à la dépréciation d'une partie importante du portefeuille-titres. Ces dernières décisions avaient été soumises à l'approbation des actionnaires avec les motifs suivants :

« Malgré un contrôle rigoureux des dépenses, nous n'avons pu empêcher nos frais généraux de passer de 2.460 mille francs en 1915 à 3.100 mille francs en 1917. Par contre les produits de l'exercice qui étaient en 1916 de 4.850 mille francs s'élèvent cette année à 7.285 mille francs d'où, après déduction des frais généraux — 3.190 mille francs — et des amortissements, il reste un bénéfice de 2.008 mille francs.

« Vous voudrez bien cette année encore, la dernière nous y comptons, autant du moins que dans la période où nous sommes, prévoir est possible, accepter que les bénéfices nets ne soient pas distribués mais portés à un compte spécial de réserves. En contre partie d'une fraction notable de notre portefeuille dont l'estimation est actuellement impossible et dont dépréciation arbitraire serait inopportune, nous devons constituer une réserve très importante pour que notre Trésorerie conserve cette liberté qui est la condition essentielle de notre puissance d'action et de crédit. Mettre à un compte spécial de Trésorerie cette année encore nos bénéfices, c'est, nous en avons la conviction, valoriser nos actions et servir nos intérêts même immédiats, plus que ne le ferait la distribution prématurée d'un dividende. »

Ces mesures avaient été l'objet des appréciations suivantes dans l'article précité du journal « *Le Pour et le Contre* » en date du 10 mars 1918 :

« La tentation va être certainement forte pour de malheureux actionnaires privés de dividendes depuis 1914 de ne pas laisser passer sous leurs yeux de si copieux bénéfices sans y toucher. Nous croyons cependant qu'il est de leur devoir social autant que de leur intérêt bien compris de suivre à cet égard des directives du Conseil d'administration. Nous ne sommes pas ici en face d'une situation normale. *La Société Centrale* relève d'une crise terrible qui a bien failli lui être fatale ; elle est sauvée maintenant, on peut même dire qu'elle est prospère et cette fois sérieusement. Mais le péril si grave qui vient d'être conjuré est presque d'hier et, si le mal matériel est maintenant guéri ou va l'être, les conséquences morales, le souvenir n'en pourront disparaître complètement qu'en présence d'un bilan où les réserves l'emporteront visiblement sur les risques. Le crédit d'une banque, qui est en définitive son meilleur actif son véritable instrument de travail, ne doit donner lieu à aucune discussion. Au sortir d'une crise qui l'a ébranlée, presque anéantie même un moment il faut s'en rapporter au Conseil d'administration qui l'a restaurée à force de labeur et d'énergie du soin d'apprécier le moment où une première répartition de bénéfices pourra se faire sans inconvénients. »

Faut-il conclure de ces dernières observations que certaines pressions s'étaient fait sentir sur le Conseil d'administration en vue de l'amener à distribuer des dividendes ? Quoi qu'il en soit, dans son désir d'inciter les actionnaires à la prudence « *le Pour et le Contre* » avait cru opportun d'ajouter :

« Au surplus il ne s'agit plus que de patienter un an ; il ne semble pas que, l'année prochaine, rien ne puisse s'opposer à ce que les bénéfices soient mis à la disposition des actionnaires. Abstraction faite des amortissements qui ont été faits pour les deux exercices 1916 et 1917, amortissements ayant le même caractère de charge exceptionnelle imposée par le passé, le produit réel se chiffrait par 2.378 mille francs pour 1916 et 4 millions 95 mille francs pour 1917. Cette progression parle à l'esprit sans qu'on y insiste et comme il faut seulement 1.250 mille francs pour distribuer un dividende de 5 % aux 25 millions de capital versé, on peut apprécier tout de suite

qu'il sera payé avec la plus grande facilité l'année prochaine, le bilan étant bien assaini. »

Comment cette dernière opinion pouvait-elle toutefois se concilier avec les remarques suivantes présentées à la fin du même article :

« Le portefeuille-titres constitue le point vulnérable de la *Société Centrale*. La masse importante en est constituée par les actions de la *Caisse Commerciale et Industrielle de Paris* qui, ne faisant l'objet d'aucun amortissement direct, sont toujours inventoriées pour leurs prix d'acquisition soit 12 millions 600 mille francs.

« Bien que la situation de la *Caisse Commerciale* n'apparaisse plus aussi radicalement mauvaise qu'elle fut jusqu'à l'arrangement de ses affaires Brésiliennes: Port of Pará, Chemins de fer Fédéraux du Brésil, Crédit Foncier du Brésil etc . . . , bien qu'elle trouve dès maintenant de sérieux éléments d'actif qui pourront un jour rendre une certaine valeur à ses propres actions, la *Caisse Commerciale* ayant été la grosse pierre d'achoppement de la *Société Centrale des Banques de Province* le Conseil d'administration de cette dernière entend reconstituer intégralement sous forme de réserves ces 12 millions 600 mille francs qui ne peuvent pas faire l'objet d'une réévaluation avant bien longtemps. C'est à cela qu'il a demandé à l'assemblée des actionnaires de sacrifier cette année encore le dividende. »

En fait, ainsi qu'il résulte d'ailleurs du compte rendu présenté à l'assemblée ordinaire du 19 mars 1918, le Conseil d'administration n'était pas encore parvenu à la clôture de l'exercice 1917 à amortir les pertes très considérables subies par la société dès le début de la guerre. Aussi les dirigeants de l'établissement se trouvaient-ils toujours dans la nécessité de gagner du temps. Dans ces conditions, la question se pose à nouveau de savoir s'il n'eût pas été préférable de consacrer à l'apurement des écritures, les sommes dépensées en frais d'installation.

En présentant un bilan qui n'était pas définitivement assaini, le Conseil d'administration laissait en effet persister un état de chose d'autant moins favorable

à la société que celle-ci avait déjà rencontré par ailleurs, dans le courant de l'année, un certain nombre de difficultés de nature à gêner le développement de ses opérations. En particulier, comme il en était depuis l'ouverture des hostilités, les transactions commerciales s'étaient traitées pour la plupart au comptant, ce qui avait eu pour effet de raréfier singulièrement la matière escomptable. Il est toutefois assez difficile d'apprécier dans quelle mesure la Banque eut à souffrir de cette conséquence des moratoires.

Sans doute de fin 1916 à fin 1917, le portefeuille commercial s'était accru de 50 millions environ passant de 21 millions à 70,8 millions. Il importe de signaler cependant, ainsi que l'avait d'ailleurs fait le rapport du commissaire des comptes, que « *l'augmentation très sensible de ce poste de l'actif s'expliquait par le emploi en papier bancable de 56,4 millions reçus par l'établissement pour la souscription à l'emprunt 4 % 1917* ». Il n'y avait donc là qu'une opération de trésorerie ayant sa contre-partie au passif. Déduction faite de ces 56 millions de passage, le portefeuille commercial ne dépassait donc pas 14,4 millions au 31 décembre 1917 alors qu'à la clôture de l'exercice précédent il se montait à 21 millions passés. Il semblerait dès lors qu'en 1917, la *Société Centrale des Banques de Province* ait connu un recul dans ses opérations d'escompte. Par contre, la place occupée dans le portefeuille par les Bons de la Défense Nationale était devenue très importante, témoignant de l'activité dont ces derniers avaient été l'objet au cours de l'exercice.

En ce qui concerne les souscriptions recueillies par la société au troisième emprunt de guerre, le rapport du 19 mars 1918 nous apporte les renseignements suivants :

« Au Trésor public, lors du dernier emprunt 4 % nous avons apporté 513 millions 307 mille francs en capital nominal. Notre souscription avait été également en capital nominal de 380 millions pour l'emprunt 1916, de 281 millions pour l'em-

prunt 1915. Le progrès est remarquable. Il est dû, pour la plus grande part, à l'action des banques locales groupées à chaque emprunt plus étroitement derrière la *Société Centrale*. Pour la deuxième fois, la Banque de France a bien voulu présenter nos souscriptions au Trésor et nous offrir ainsi une nouvelle occasion de manifester l'intime collaboration qui doit exister entre notre grand établissement d'émission et les Banques de Province, si bien placées par leur connaissance de chaque région et de chacun dans sa région pour garantir la régularité des paiements à l'échéance, fondement principal en temps normal de la valeur du billet de banque. »

La Société avait en outre prêté son concours financier à la Ville de Paris, au Crédit Foncier de France, à la Compagnie des Chemins de fer du Nord et à la Compagnie des Chemins de fer d'Orléans.

Elle avait enfin pris des participations dans un certain nombre d'émissions savoir :

Bons 6 1/2 %	de la Société Toulousaine de Bazacle.
Bons 6 %	de la Société Générale d'Entreprises.
— —	Société d'Eclairage Electrique.
— —	Société d'outillage Mécanique et d'Usinage d'Artillerie.
— —	Société des Affréteurs Réunis.
Actions	de la Société Energie du Sud-Ouest.
Actions	de la Compagnie de Vapeurs Français.
Actions	de la Compagnie d'Electricité Industrielle.
Obligations 6 %	de la Société des Câbles et Tréfileries d'Angers.
— —	Société des Filatures, Corderies et Tissages d'Angers.
— —	Compagnie Générale d'Electricité
— —	Compagnie d'Electricité Industrielle.

Le nombre des opérations financières auxquelles l'établissement s'était intéressé en 1917 était donc sensiblement plus élevé qu'en 1916. On remarquera cependant qu'en diminution de 800 mille francs environ sur son montant de l'année précédente le portefeuille-titres n'atteignait plus que 23 millions, soit 28 % des dépôts à vue.



En résumé, il semble que la politique à laquelle le Conseil d'administration s'était rallié au cours des derniers exercices, ait permis à la *Société Centrale des Banques de Province* de profiter dans une certaine mesure de l'essor économique engendré en 1917 par les besoins de la Défense Nationale, Néanmoins, étant donné l'accroissement des frais généraux, les bénéfices avaient fléchi assez notablement : ils ne dépassaient pas 2 millions 008 mille francs alors qu'en 1916 ils s'étaient élevés à 2 millions 378 mille francs.

Il est assez difficile d'indiquer jusqu'à quel point la *Société Centrale des Banques de Province* eut à subir le contre coup des circonstances critiques qui ont marqué les premiers mois de l'année 1918, le rapport présenté à l'assemblée ordinaire du 8 avril 1919 n'ayant apporté aucune précision à cet égard. Tout ce qu'il nous est donné de signaler c'est qu'en fin d'exercice, la plupart des chapitres du bilan étaient en augmentation assez sensible par rapport aux chiffres correspondants de l'année précédente. On constatera en effet que du 31 décembre 1917 au 31 décembre 1918, les comptes de chèques et comptes bancaires correspondants créiteurs s'étaient accrus de 44 millions, passant de 82 millions à 126 millions.

Simultanément, l'encaisse n'avait augmenté que de 4 millions, aussi la proportion des disponibilités immédiates aux exigibilités à vue avait-elle encore fléchi. Elle se trouvait ramenée de 21 % à 17 %.

De son côté, le portefeuille-effets et bons de la Défense Nationale était en diminution de 14 millions sur son montant du 31 décembre 1917. Nous rappellerons toutefois qu'à cette dernière date cet élément d'actif s'était trouvé grossi accidentellement de 56 millions, si bien que, tout compte fait, le portefeuille était en progression de 42 millions environ.

Néanmoins le rapport de l'ensemble « Caisse + Portefeuille » aux dépôts à vue ne s'élevait plus qu'à 102 % contre 169 % précédemment.

En ce qui concerne les postes de l'actif réalisable à terme, on observera les progrès continus réalisés par les comptes courants débiteurs. Ceux-ci s'étaient encore accrus passant de 44 millions à 52 millions. Par contre, les avances sur garanties et reports, qui n'avaient pas cessé de décroître depuis le début de la guerre, accusaient un nouveau recul, (2.216 mille francs au lieu de 2.664 mille francs à fin 1917). L'importance de ce dernier chapitre de la comptabilité sociale devenait donc chaque année de plus en plus infime. Quant au portefeuille-titres, il se trouvait encore allégé de 2 millions et demi environ. Il ne se montait plus qu'à 20,6 millions soit 16 % des dépôts à vue.

En rapprochant cette dernière proportion de celles tout à fait considérables signalées précédemment, il semble que l'on puisse conclure à une amélioration sensible dans la situation de l'établissement.

En définitive au 31 décembre 1918, le total du bilan s'élevait à 304 millions.

On sait que le chiffre correspondant de l'année précédente était effectivement de 250 millions environ si bien que, d'un exercice à l'autre, l'augmentation était en fait de plus de 54 millions.

Les résultats obtenus par la *Société Centrale des Banques de Province* au cours de la dernière année de la guerre avaient été l'objet des appréciations suivantes dans un article du journal « *La Cote de la Bourse et de la Banque*, » en date du 9 avril 1919 :

« Quelques chiffres marquent l'importance des progrès accomplis par l'établissement pendant l'exercice écoulé. Les encaissements ont passé de 727 millions en 1917 à 1.625 millions en 1918. »

« Le compte « Banquiers Correspondants Créditeurs » s'est élevé de 39 millions 643 mille francs au 31 Décembre 1917 à 56 millions 292 mille francs au 31 Décembre 1918.

« Au 31 Décembre 1918 les dépôts à vue s'élevaient à 69 millions 954 mille francs et les dépôts à préavis à 44 millions contre 42 et 37 millions au 31 Décembre 1917.

« Le rapprochement des bilans de 1917 et 1918 fait appa-

raître les variations suivantes dans les postes principaux de l'actif: Le poste «Caisse et Banque » est en sensible plus-value de 17 millions 418 à 21.798 mille francs.

« Le portefeuille passe de 121,8 millions en 1917 à 107,9 millions en 1918. Ce poste comprend en outre les Bons de la Défense Nationale et des effets à échoir, les effets sur l'étranger et les coupons à encaisser. Il était précédemment en fort accroissement par suite du remploi en papier bancable de 56 millions 405 mille francs remis à la société pour la souscription à l'emprunt 4 % 1917. Cette opération de trésorerie avait d'ailleurs sa contre partie au passif.

« Banquiers et correspondants débiteurs ont augmenté de 2 millions 643 mille francs contre 5 millions 518 mille francs. Enfin le portefeuille-titres 16 millions 509 mille francs est en sensible diminution contre 19 millions 081 mille francs par suite de réalisations de titres, les 10 mille actions de la *Caisse Commercial et Industrielle de Paris* figurent à ce compte pour leur prix d'achat.

« Au passif, les Banquiers Correspondants Créditeurs, — 56 millions 292 contre 39 millions 613 mille francs, sont aussi en nouvelle et très sensible augmentation, ce qui dénote une fois de plus l'activité croissante des relations des banquiers avec la *Société Centrale*. Les dépôts et créditeurs divers se montent à 114 millions 021 mille francs (compte de dépôts à vue 69 millions 954 mille francs, compte à préavis 44 millions 068 mille francs) en augmentation de 34 millions 215 mille francs sur le chiffre de l'exercice précédent. Ce nouvel et avantageux accroissement est dû probablement en partie au développement des agences dans Paris.

« Les acceptations et dispositions à payer, soit 17 millions 923 mille francs, forment à peu de chose près la contre partie du poste « débiteurs par acceptations. »

De ces diverses considérations, il paraît résulter que les dirigeants de la *Société Centrale des Banques de Province* avaient persévéré en 1918 dans la ligne de conduite qu'ils s'étaient tracée quelques années auparavant.

On remarquera cependant que le rapport du 8 avril 1919 n'avait plus fait mention de l'aide apportée par l'établissement au commerce et à l'industrie.

Toutefois, étant donné notamment l'accroissement des comptes débiteurs, il semblerait que, restée en rapport étroits avec le mouvement industriel et commercial, la société ait encore pu bénéficier dans une certaine

mesure de l'essor économique provoqué à l'époque par les besoins de la Défense Nationale.

Dans le compte rendu qu'il avait présenté à l'assemblée ordinaire du 8 avril 1919, le Conseil d'administration n'avait d'ailleurs pas manqué d'attirer l'attention des actionnaires sur les progrès réalisés par la banque au cours de l'année écoulée.

« Les encaissements opérés par le nouveau service dont nous vous avons entretenu dans notre dernier rapport ont passé de 727 millions en 1917 à 1 milliard 625 millions en 1918. Le compte Correspondants Banquiers Créditeurs s'est élevé de 39 millions 643 mille francs au 31 Décembre 1917 à 56 millions 292 mille francs. A la même date, nos dépôts à vue s'élevaient à 69.954 mille francs et nos dépôts à préavis à 44 millions contre 42 millions et 37 millions au 31 Décembre 1917. »

Dans ces conditions, il semblerait que soient justifiées les extensions auxquelles la société avait procédé dans le courant de l'exercice. Il faut reconnaître cependant que ces agrandissements avaient essentiellement pour mobile le désir d'accroître sa puissance de placement, la *Société Centrale des Banques de Province* demeurant par dessus tout une banque d'affaires financières. A cet égard, les termes dont s'était servi le Conseil d'administration pour annoncer aux actionnaires la création des nouvelles succursales nous paraissent particulièrement caractéristiques :

« Pour asseoir notre situation à Paris selon le programme mesuré que vous avez bien voulu approuver aux assemblées de 1917 et de 1918, nous avons élargi le réseau de nos agences qui actuellement au nombre de dix seront prochainement portées à quatorze. Ces agences étendent d'abord l'action de notre siège social dans les principaux quartiers de Paris. Elles nous permettent, selon le vœu judicieux qui nous a été exprimé, l'intéresser à la *Société Centrale* un certain nombre de nos actionnaires qui deviendront nos clients et même nos propagandistes. Ces agences en même temps rendent les plus grands services à nos banquiers de province et nous sont un moyen de resserrer les liens qui nous unissent aux membres du Syndicat. C'est grâce en effet aux banquiers de Province que nous

avons pu gagner et maintenir, lors des deux derniers emprunts nationaux, le quatrième rang parmi les établissements français à charte privée. C'est par eux et pour eux que nos services d'encaissement de coupons et de titres ont pris une importance si considérable.

« Persuadés que les banques privées locales, dirigées par des hommes qui regardent comme un legs sacré le nom de leur maison, et qu'en même temps les banques régionales administrées par les notabilités industrielles et financières de chaque province constituent d'indispensables instruments du relèvement économique du pays, nous voulons seulement appuyer et ces banques privées et ces banques régionales à un puissant établissement parisien qui les unisse, les représente et les défende. Autant qu'à l'époque où nous vivons les événements peuvent être prévus, nous osons dire que les deux dernières années écoulées nous donnent l'assurance que dans cette vue *Société Centrale* et Banques de Province peuvent également servir l'intérêt public et recueillir de durables profits.

Cependant dans les conditions où il avait été établi, le bilan arrêté au 31 décembre 1918 ne reflétait pas encore rigoureusement la situation véritable de la société. On remarquera notamment que faute d'avoir pu leur faire subir un amortissement définitif, le Conseil d'administration avait dû porter dans les écritures, les actions de la *Caisse Commerciale et Industrielle de Paris* pour leur prix d'acquisition, soit 12 millions 600 mille francs.

Dans ces conditions, il y a lieu de se demander une fois de plus s'il n'eût pas été préférable de consacrer à l'assainissement des comptes les sommes dépensées en installations nouvelles. L'incertitude qui continuait à peser sur l'état véritable des affaires sociales n'était pas en effet de nature à ramener à l'établissement la confiance des particuliers et venait ajouter par suite aux difficultés sérieuses que la banque avait déjà rencontrées par ailleurs dans le développement de ses opérations.

En particulier, ainsi qu'il en était depuis le début de la guerre, les transactions commerciales avaient continué en 1918 à se traiter pour la plupart au comptant, ce qui avait eu pour effet de raréfier singulièrement la matière escomptable.

Il est toutefois assez difficile de préciser dans quelle mesure la *Société Centrale des Banques de Province* eut alors à souffrir de cette conséquence des moratoires.

En effet dans le compte rendu de fin d'exercice le Conseil d'administration n'avait fait aucune allusion à cette question et d'autre part, contrairement à ce qui avait eu lieu jusqu'alors, les commissaires des comptes n'avaient plus distingué dans leur rapport le chapitre: Bons de la Défense Nationale du chapitre Effets de commerce. Ils s'étaient contentés d'indiquer d'une façon générale que le portefeuille comprenait des Bons de la Défense Nationale, des effets à échoir, les effets sur l'étranger, les coupons à encaisser et les coupons domiciliés.

Nous savons néanmoins que, depuis le commencement des hostilités, c'étaient les Bons de la Défense Nationale qui occupaient dans ce dernier poste de l'actif la place de beaucoup la plus importante, or nous ne pensons pas que les conditions générales de l'année 1918 aient été de nature à modifier cet état de choses.

On remarquera en outre que les dirigeants de la Société n'avaient pas signalé non plus l'importance du concours apporté à l'Etat en ce qui concerne le placement des Bons de la Défense Nationale. Toutefois étant donné le montant du portefeuille, il semble bien que les opérations ayant pour objet les emprunts à court terme émis par le Trésor ont encore constitué pour l'établissement un des éléments les plus importants de son activité.

Quant aux souscriptions recueillies par la banque au 4^{eme} emprunt de guerre le Conseil d'administration apportait les renseignements suivants:

« Au dernier emprunt 4 %, la Banque de France a présenté en notre nom une souscription en valeur nominale de 1 milliard 373 millions contre 513 millions en 1917, 380 millions en 1916 et 280 millions en 1915. »

La Société s'était en outre intéressée à l'augmentation du capital des entreprises ci-après:

Société métallurgique de l'Ariège.
Ateliers et Chantiers Maritimes du Sud-Ouest.
Société Anonyme d'application industrielle du bois.
Forges et Aciéries de la Marine et d'Homécourt.
Compagnie Française pour l'exploitation des procédés
Thomson-Houston.
Compagnie des Vapeurs Français.

La *Société Centrale des Banques de Province* avait enfin pris des participations dans les émissions suivantes.

Obligations des Compagnies de Chemins de fer Français
Emprunt Marocain 5 %
Obligations 6 % de la Société Anonyme des Filatures
corderies et tissages d'Angers (émission de janvier)
Bons 6 % de la Société Toulousaine de Bazacle.
Obligations 6 % de la Société des Forces motrices de la
Vienne.
Obligations de la Société Française de Matériel agricole
et industriel de Vierzon.
Bons 6 % de la Société des Etablissements Sohier.
Bons 6 % de la Société Anonyme d'application industrielle du bois.
Obligations 6 % des Usines Frédet.
Obligations 6 % de la Compagnie des Forges et Aciéries
Electriques Paul Girod.
Obligations 6 % de la Société Anonyme de Filatures cor-
deries et tissage d'Angers (émission d'Août)
Bons 6 % Ateliers et Chantiers Maritimes du Sud-Ouest
Bons 6 % Société des Automobiles Brasier.
Obligations 6 % de la Société Anonyme des Boulonneries
de Bogny-Braux.

La liste des opérations financières par la *Société Centrale des Banques de Province* s'était donc encore accrue assez sensiblement. On observera toutefois qu'en diminution de 3 millions et demi environ sur son montant du 31 Décembre 1917, le portefeuille-titres se trouvait ramené de 23 millions à 20,6 millions. Il ne représentait plus ainsi que 16 % des dépôts à vue, ce qui était une proportion beaucoup plus normale que celles rencontrées jusqu'ici.

En résumé, il semble que la politique nouvelle adoptée par le Conseil d'administration ait encore permis

en 1918 à la *Société Centrale des Banques de Province* de bénéficier dans une certaine mesure de l'essor économique provoqué par les besoins de la Défense Nationale.

En tout cas il ne nous paraît pas douteux que la reprise qui s'était manifestée depuis quelque temps dans l'activité de l'établissement se soit encore accentuée pendant la dernière année de la guerre.

Les produits de l'exercice s'étaient naturellement accrus en proportion. Ils s'élevaient à 9 millions 679 mille francs contre 7.285 mille francs en 1917 et 4 millions 858 mille francs en 1916. Toutefois en raison de l'augmentation continue des frais généraux et déduction faite de certains amortissements, les bénéfices nets ne dépassaient pas 2 millions 269 mille francs.

Cependant pour la première fois depuis le début de la guerre un dividende de 5 % était attribué aux actions. Après s'être excusé sur la modicité de cette répartition le Conseil d'administration ajoutait :

« Nous sommes persuadés qu'une extrême prudence s'impose cette année encore. Garder une Trésorerie libre et forte est le moyen le plus certain d'assurer un avenir prospère et rémunérateur à des sociétés qui jeunes comme la notre ont dû au cours de ces dernières années pour vivre pendant la guerre et être prêtes à travailler, la paix revenue, transformer leurs méthodes complètement.

« Fondée pour souscrire et patronner les émissions qu'elle avait charge de rechercher au profit de ^{de} banquiers adhérents du Syndicat, centralisant en même temps à Paris un certain nombre de services peu ou pas rémunérateurs, qu'elle assurait au profit des banquiers de Province, la *Société Centrale* devait profondément être modifiée si on voulait l'adapter aux nécessités nouvelles d'une époque où pour un temps devait cesser les émissions de valeurs étrangères. C'est pourquoi notre société avec son siège social complété par ses agences parisiennes au lieu de demeurer simplement l'organe exécutif du Syndicat et des Banquiers de Province est devenue en outre une des plus importantes maisons de banques associées. »

Le Conseil d'administration était d'autant plus fondé à recommander la prudence aux actionnaires qu'à côté

dés motifs ainsi indiqués, il existait une autre raison qui à elle seule justifiait amplement cette attitude.

En effet comme nous l'avons déjà signalé le bilan arrêté au 31 Décembre 1918 n'était pas encore définitivement assaini. Dans ces conditions, il y a lieu de se demander si les bénéfices distribués étaient complètement disponibles.

Cette dernière question dépend elle-même du point de savoir si les amortissements effectués, notamment sur le portefeuille-titres, autant que les provisions affectées à la dépréciation des actions de la *Caisse Commerciale* suffisaient avec les réserves pour parer aux pertes effectivement supportées par la Société depuis le début de la guerre.

Dès l'année précédente dans un article publié le 10 Mars 1918 le « *Pour et le Contre* » avait cru pouvoir répondre par l'affirmative:

« L'effort soutenu par les actionnaires depuis le commencement de la guerre est à son terme. Sept millions et demi de réserves extraordinaires, 2 millions 600 mille francs de bénéfices anciens et nouveaux que les actionnaires ont eu la sagesse de laisser dans la caisse sociale font 10 millions auxquels s'ajoutent des provisions inscrites, on le sait, aux comptes d'ordre. La somme totale de 12 millions 600 mille francs montant des actions de la *Caisse Industrielle et Commerciale* est atteinte ou à si peu près que l'année prochaine il n'en sera plus question qu'à titre de mauvais souvenir; autant que peuvent se prévoir les choses humaines, les actionnaires seront alors au large pour s'octroyer un dividende de 5 %/o. »

Cette thèse se trouvait reprise l'année suivante par le même journal dans un article publié le 23 Mars 1919 :

« Depuis l'exercice 1913, auquel remonte le précédent dividende, la *Société Centrale des Banques de Province* a dû appliquer tous ses efforts et sacrifier la totalité de ses bénéfices à apurer sa situation. Pendant cette période, elle a ainsi affecté, en y ajoutant deux millions et demi prélevés sur la réserve extraordinaire, 7 millions 705 mille francs aux amortissements; les bénéfices de l'exercice 1918 y apportent environ 2 millions 940 mille francs de sorte que le total des amortissements effectués et provisions constituées atteint 10 millions 645 mille frs. De ce total, les comptes d'ordre figurant au passif renferment environ 3 millions et l'ensemble des réserves, en lequel la réserve extraordinaire entre pour 7 millions et demi, n'est guère inférieure à 11 millions. Il est à mettre en regard du portefeuille-titres dans lequel subsistent pour 12 millions 600 mille francs, prix d'achat, les actions de la *Caisse Commerciale et*

Industrielle de Paris. Cette lourde immobilisation qui est la seule comportant encore dépréciation est donc presque entièrement couverte par les réserves et comme elle représente malgré tout une réelle valeur, que l'amélioration de la situation du Brésil et en Argentine est susceptible d'accroître encore, il est permis de considérer que le capital social proprement dit de la *Société Centrale* est intact, mais aussi qu'il y a dans le portefeuille-titres les éléments d'une réserve élastique qui pourra compenser plus tard le sacrifice de la réserve extraordinaire constituée par la prime d'émission qu'ont versée les actionnaires. Dans ces conditions le Conseil a eu tout à fait raison de juger qu'il n'y a pas lieu de priver plus longtemps les actionnaires de la rémunération de leur capital. »

Cette dernière appréciation ne nous paraît cependant pas décisive. Encore que nous n'ayons pas entre les mains des documents suffisamment précis pour pouvoir la discuter, il nous a paru néanmoins intéressant d'en rapprocher les observations qui découlent du tableau ci-après dressé exclusivement d'après les renseignements contenus dans les divers rapports du Conseil d'administration relatifs aux exercices correspondants.

Ce tableau prend pour point de départ la situation du portefeuille-titres et des participations financières au 30 juin 1914. Chacune de ces deux situations figure respectivement l'une dans la colonne 6, l'autre dans la colonne 7,

La colonne 1 (Dat.) indique la date au 31 Décembre de chaque année.

La colonne 2 (Amort.) indique l'ensemble des amortissements avec pour chacun d'eux leur origine, soit qu'ils proviennent des bénéfices de l'exercice (bén. ex.) soit qu'ils constituent un prélèvement sur les réserves (s. Res.)

La colonne 3 (Amort P. T.) et la colonne 4 (Am. Part. F.) indiquent le montant jusqu'à concurrence duquel ces amortissements ont été répartis entre le portefeuille-titres et les participations financières.

La colonne 5 (R/s P. T.) indique les réalisations effectuées sur le portefeuille-titres.

Les colonnes 2, 3, 4, 5, indiquent donc l'ensemble des réalisations ou prélèvements effectués tant sur les réserves que sur les bénéfices et leur répartition entre le portefeuille-titres et les participations financières.

Dans la colonne 6 (Port. Tit.) et dans la colonne 7 (Part. F.) figurent les transformations successives qu'ont subies le portefeuille-titres et les participations financières en raison des différents amortissements dont ces deux comptes ont été respectivement l'objet.

La colonne 8 (Prov.) indique les provisions constituées en vue de parer à leur dépréciation. Tous les chiffres sont exprimés en milliers de francs.

Ensemble des réalisations ou prélèvements effectués depuis le 31 décembre 1914 tant sur les bénéfices que sur les réserves et répartition de ces réalisations ou prélèvements entre le portefeuille-titres et les participations financières.	Transformations subies depuis le 30 juin 1914 par le portefeuille-titres et les participations financières.
--	--

Provisions constituées en vue de parer à leur dépréciation.

Dates	Amort.	Amort. P. T.	Am. P. F.	R/s P. T.	Port. Tit.	Part. F.	Prov.
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
30/6/14					23.203	4.707	»
31/12/14	192 bén. ex. 2.500 s/Rés.	1.284	566	»	21.929	4.141	»
31/12/15	546 bén. ex.	546	»	861	20.522	5.311	»
31/12/16	2.378 bén. ex.	987	»	»	19.535	4.254	1.391
31/12/17	2.087 bén. ex.	454	»	»	19.081	3.921	2.008
31/12/18	2.940 bén. ex.	2.572	»	»	16.509	4.137	724
	10.643	5.843	566	861			4.123

L'avant dernier chiffre de la deuxième colonne (2.940 mille francs) appelle quelques observations. C'est qu'en effet les renseignements contenus dans le rapport du 8 Avril 1919 ne permettent pas de l'établir. Toutefois comme nous l'avons trouvé dans un certain nombre de journaux financiers nous avons cru pouvoir le reproduire ici. Les documents auxquels nous faisons ainsi allusion sont les suivants :

1°) *La France économique et Financière* du 22 Mars 1919 :
 « Les bénéfices nets déduction faite de 2 millions 940 mille frs »
 « d'amortissements ressortent à 2 millions 256 mille francs. »

2°) *La Situation Economique et Financière* du 29 Mars 1919 :
 « Les produits bruts ont progressé de 7 millions 285 mille frs en 1917 à 9 millions 679 mille francs en 1918. Après déduction de 4 millions 469 mille francs pour frais généraux contre 3 millions 190 mille francs précédemment, le produit net est ressorti pour 1918 à 5 millions 209 mille francs en augmentation de 1 million 114 mille francs. Après affectation de 2 millions 940 mille francs aux amortissements et provisions au lieu de 2 millions 086 mille francs, les bénéfices nets disponibles ressortissent à 2.269 au lieu de 2.008 »

3°) *Le Pour et le Contre* du 23 Mars 1919 :

« Depuis 1913 la Société Crentale des Banques de Province

a affecté 7 millions 705 mille francs aux amortissements. Les bénéfices de l'exercice y apportent encore 2 millions 940 mille francs. »

En ce qui concerne les actions de la *Caisse Commerciale et Industrielle de Paris*, il semblerait donc qu'il n'y ait aucune difficulté. Jointes aux réserves, 8 millions et demi environ dont 590 mille francs de bénéfices reportés en 1914, les provisions constituées depuis l'année 1916 paraissent amplement suffisantes pour parer à la dépréciation subie par les dites actions depuis le début de la guerre.

Par contre, cette conclusion n'apparaît plus aussi nettement dès qu'il s'agit des autres valeurs détenues par la Société depuis le 30 Juin 1914. Si l'on fait abstraction des actions de la *Caisse Commerciale*, le portefeuille-titres se montait à cette dernière date à 10 millions 608 mille francs. Or les amortissements successivement effectués sur ce dernier élément de l'actif ne dépassaient pas 5 millions 843 mille francs plus 861 mille francs de réalisation soit 63. %.

Etant donné le genre d'affaires auxquelles l'établissement s'était intéressé avant les hostilités, il semblerait que les valeurs par lui conservées en portefeuille aient effectivement supporté une dépréciation plus considérable. Ainsi pourrait s'expliquer l'importance des amortissements — 4 millions 809 mille francs — auxquels le Conseil d'administration avait dû encore procéder à la clôture de l'exercice 1919.

Avant de terminer cette étude, il n'est peut-être pas inutile de rapporter ici un article du journal « *Le Comptant* » en date du 10 Décembre 1919, où l'on trouvera un aperçu d'ensemble sur l'activité de la *Société Centrale des Banques de Province*: avant et pendant la guerre :

« Dès le second exercice social, les opérations sur titres effectuées par la Société furent moins heureuses. L'opération essentielle consiste dans l'acquisition de 10 mille actions de la *Caisse Commerciale et Industrielle de Paris* pour un somme de 12 millions 634 mille francs. La *Société Centrale des Banques de Province* convertissait ainsi en actions de la *Caisse Commerciale et Industrielle* plus de la moitié de son capital versé. Elle orientait ainsi d'une façon de plus en plus marquée son activité vers le placement des titres argentins ou

brésiliens et, tout en protestant de sa volonté d'apporter au commerce et à l'industrie nationale un large concours, c'est dans les opérations financières avec l'Amérique du Sud qu'elle allait chercher ses profits les plus substantiels. On peut dire que ces profits lui ont été refusés. Le placement de titres argentins ou brésiliens et d'une façon plus générale la recherche des émissions n'ont pas donné à la *Société Centrale* les bénéfices qu'elle espérait. D'une année à l'autre, chaque rapport du Conseil d'administration se plaint que la plus grande partie des sources qui alimentaient dans le passé la prospérité de l'entreprise soit restée tarie par suite de la difficulté des placements de titres. La participation considérable prise dans la *Caisse Commerciale et Industrielle* a ainsi pesé lourdement sur la *Société Centrale des Banques de Province* et a même failli la mettre en péril.

Voici d'ailleurs d'année en année les résultats obtenus.

« Pour l'exercice 1913, les bénéfices atteignaient 2 million. 961 mille francs. Le Conseil insiste sur le malaise assez intense que traversait l'Europe et qui a sur le mouvement des affaires sociales une répercussion sensible. C'est pour réagir contre ces causes de faiblesse que la société prend la décision d'évoluer et de marquer par un changement des personnalités dirigeantes ce changement d'orientation.

« Surprise par la guerre dans cette période de transformation, la Société présenta pour l'exercice 1914 un bilan dont le solde bénéficiaire s'élevait seulement à 192 mille francs. Un prélèvement de deux millions et demi fut effectué sur la réserve extraordinaire pour procéder à des amortissements sur divers postes de l'actif. Le rapport des commissaires contenait ces lignes un peu inquiétantes: « *Il va sans dire que nous n'avons pas la prétention de vouloir apprécier ni discuter les méthodes apportées par votre conseil dans l'évaluation des différents postes du bilan. La situation anormale dans laquelle se trouve la société par suite de la guerre actuelle ne permet à qui que ce soit de prévoir quelle sera la répercussion des graves événements que nous subissons sur la valeur réelle de l'actif social.* »

« C'est assez dire que l'organisme fut très sensible à la crise intense déchainée par les événements. C'est pour parer à ces répercussions que le Conseil a dû consacrer aux amortissements et comptes provisionnels tout le solde disponible de de l'exercice suivant, soit 546 mille francs, puis le solde disponible de l'exercice 1916 soit 2.378 mille francs puis enfin les 2 millions 8 mille francs qui ont représenté le bénéfice net de l'exercice 1917.

« Cependant la Société faisait preuve d'une certaine activité qui se révèle notamment dans la comparaison des principaux chapitres des bilans de 1914 et 1918.

Les espèces en caisse et en banque se trouvent notablement renforcées et atteignent au 31 Décembre 1918 presque le montant du capital versé. Le portefeuille-titres s'est restreint; quoiqu'il comprenne encore pour 12 millions 600 mille francs d'actions de la *Caisse Commerciale et Industrielle de Paris* il ne dépasse pas 20 millions. Au contraire le portefeuille-effets a bondi de 14 millions à 107 millions, manifestation tangible que les opérations proprement bancaires de la *Société Centrale* se sont étendues dans des proportions très considérables. Mais le symptôme le plus intéressant à noter consiste dans l'extension remarquable prise au passif par les comptes de dépôts. Ce dernier accroissement montre que la clientèle de la *Société Centrale* s'est sensiblement développée; le Conseil a d'ailleurs pu annoncer à la dernière assemblée générale que la Société allait bientôt disposer de 14 agences alors qu'elle n'en avait aucune avant la guerre.

« De 1917 à 1918 le compte Banquiers Correspondants créditeurs s'élève de 39 millions à 56 millions, celui des dépôts à vue passe de 42 millions à 70 millions. Les bénéfices bruts progressent de 7 millions 285 mille francs à 9 millions 679 mille francs. Mais la progression des bénéfices nets est moins sensible ou plutôt il y a de 1916 à 1918 un léger recul sur ce point important. Le produit net de 1918 est en effet de 2.269 mille francs, celui de 1917 était de 2.008 mille francs, celui de 1916 avait été de 2.378 mille francs. La répartition des dividendes a néanmoins été reprise pour l'exercice 1918. La *Société Centrale des Banques de Province* témoigne ainsi de l'effort qu'elle a entrepris pour s'adapter aux nécessités nouvelles d'une époque où les émissions de titres argentins ou brésiliens ne peuvent plus constituer un programme bancaire. En s'intéressant autrefois à certains titres exotiques de l'Amérique du Sud ou du Chemin de fer Missouri-Oklahoma ou du Métropolitain de Vienne, elle a provoqué une crise qui aurait pu lui être fatale. Ce qui l'a sauvée, c'est l'effort qu'elle a fait pour modifier son orientation; mais c'est aussi le principe, l'idée originale et forte qui est à la base de la *Société Centrale des Banques de Province*.

« Le rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée des actionnaires du 7 avril 1916 soulignait avec raison que la guerre a permis une fois de plus à la Banque Française de Province d'affirmer sa puissance financière. Les Banques Régionales se trouvent aujourd'hui mieux placées que jamais pour prendre une part active à la réorganisation économique du pays.

« Comment n'aurait-on pas souci de conserver le puissant ressort d'activité économique qu'elles représentent pour l'heure prochaine où il faudra que le crédit soit distribué dans toutes

les parties du pays et pour qu'il ne soit ni refusé à qui le mérite, ni gaspillé ou compromis dans des entreprises sans lendemain. Il sera si important que la valeur des hommes et des gages dans chaque région soit appréciée en toute indépendance par des professionnels capables et responsables ! »

« Si la *Société Centrale des Banques de Province* avait déjà une raison d'être en 1914, elle en a une plus manifeste encore aujourd'hui. Or c'est une grande force que d'être réellement dans un pays un organe utile. Mais parce qu'un principe ne vaut en définitive que par ses applications, il ne suffit pas que la *Société Centrale des Banques de Province* repose sur une idée juste ; il importe surtout que son activité soit à la fois assez puissante et assez prudente pour satisfaire à ce qu'on peut attendre d'elle. Depuis 1911 elle cherche sa voie. Elle n'a pas encore tout à fait prouvé qu'elle l'avait trouvée, puisque sa méthode reste un peu indécise et que la progression de ses bénéfices nets n'offre pas la régularité que l'on constate dans les sociétés bancaires en pleine possession de leurs instruments de contrôle et d'action. »

En ce qui concerne ce dernier point de vue, nous croyons cependant qu'il est possible de se rallier aux conclusions présentées par le « *Messenger de Paris* » dans un article publié le 25 Juillet 1919 :

« Jusqu'en 1913 la Société, étant surtout une banque d'affaires financières, n'avait pas cherché à développer ses opérations d'escompte. On voit qu'au contraire en 1918 ces opérations ont joué un rôle prépondérant dans l'activité sociale alors que le portefeuille-titres et les participations financières ont été ramenées au deuxième plan. Il est probable qu'avant peu avec le mouvement d'affaires qui va aller croissant ce dernier chapitre aura pris plus d'importance.

« L'expansion des comptes de dépôts atteste la confiance d'une clientèle largement accrue. Elle a déterminé le Conseil d'administration à chercher surtout dans les dernières années à développer ses opérations de banque pure, en quoi il a complètement réussi, comme l'indique le chiffre élevé atteint par le portefeuille-effets.

« On peut supposer cependant que la Société ne renoncera nullement pour cela à redevenir ce qu'elle avait été au début une banque d'affaires, sans abandonner ses opérations d'escompte où elle a obtenu plus récemment un réel succès. »

En résumé, victime de la politique qu'elle avait pour suivie dans les dernières années qui ont précédé la dé-

claration de guerre, la *Société Centrale des Banques de Province* est passée au début des hostilités par une crise redoutable qui a d'ailleurs failli lui être fatale. Très éprouvée par la dépréciation extrêmement considérable qu'avait subi l'élément le plus important de son actif, la Société n'est pas arrivée, de toute la durée de la guerre, à présenter un bilan définitivement apuré.

L'incertitude qui a aussi pesé sur la situation véritable de ses affaires lui créa incontestablement de sérieuses difficultés dans le développement de ses opérations. Aussi, jusqu'en 1916 tout au moins, l'activité de la banque s'est-elle trouvée singulièrement restreinte.

Grâce à la reprise qui s'était manifestée à cette époque dans le mouvement des transactions commerciales et sous l'influence aussi d'un certain changement dans l'orientation qui lui avait été imprimée jusqu'alors, l'établissement, en s'adaptant aux besoins du commerce et de l'industrie, est parvenu ultérieurement à bénéficier dans une certaine mesure de l'essor économique provoqué jusqu'à la fin des hostilités par les nécessités de la Défense Nationale.

Conduit par les conditions économiques générales à porter son attention sur les opérations de banque pure, à peu près complètement délaissées jusqu'alors, le Conseil d'administration ne paraît pas cependant avoir abandonné définitivement sa politique ancienne. Il entendait vraisemblablement laisser subsister à côté de ce nouveau compartiment d'activité, les opérations ayant pour objet le placement ou l'émission des titres. En dépit des expériences du passé, la *Société Centrale des Banques de Province* demeurait en effet essentiellement une banque d'affaires financières.

CHAPITRE V.

LA SOCIÉTÉ MARSEILLAISE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL.

(*Documents statistiques, pages 694-697*)

Nous avons vu que, loin de se borner à prêter son concours financier à l'industrie et au commerce régional, la *Société Marseillaise* était entrée, elle aussi, à la veille de la guerre dans la voie des grandes émissions étrangères.

D'un autre côté, la politique d'avances en comptes courants très largement pratiquée par l'établissement avait entraîné, faute de dégagements suffisamment rapides, une diminution de sa liquidité. Toutefois, comme au 31 Mai 1914 l'ensemble de l'encaisse et du portefeuille représentait encore 76 % des dépôts et que d'autre part, en raison peut-être de son éloignement relatif du théâtre éventuel des opérations militaires, la société, à la veille de l'ouverture des hostilités, ne paraît pas avoir eu à faire face à des retraits de dépôts aussi importants que ceux alors effectués par le public dans d'autres établissements financiers, il semblerait qu'elle ait été à même d'aborder sans trop de difficultés la crise de thésaurisation déclanchée par les événements de fin juillet 1914. Ceux-ci n'ont pas manqué cependant d'exercer une influence profonde sur la situation de la banque.

On constatera en effet que, du 31 Mai au 31 Décembre 1914, les ressources mises par les particuliers à la disposition de l'établissement avaient diminué de 14 millions.

Simultanément le portefeuille commercial se trouvait ramené de 51 millions et demi à 25,1 millions. Cette

réduction sensible de l'actif réalisable à court terme trouvait sans doute son explication dans le fléchissement des comptes courants créditeurs, mais aussi dans la raréfaction des effets de commerce à la suite des décrets moratoires. Si bien que n'ayant pu trouver pour ces dépôts d'emplois suffisamment liquides, la *Société Marseillaise* avait dû conserver improductives des disponibilités importantes.

C'est ainsi qu'en augmentation de 226 %, l'encaisse se montait à 19 millions 840 mille francs, contre 8 millions 755 mille francs au 31 Mai précédent.

Les retraits de fonds effectués par les déposants depuis fin Juillet 1914 avaient naturellement eu pour effet d'attirer spécialement l'attention du Conseil d'administration sur la liquidité de la Société. Le rapport du 21 Juin 1915 nous apporte à cet égard les renseignements suivants :

« Lorsque se produisirent si brusquement les graves événements de fin Juillet notre premier soin fut d'organiser notre Trésorerie générale et de la mettre à même de fournir à tous les besoins dans l'ensemble de nos agences. Aussi dès que, comme tous nos confrères, il a fallu faire face aux retraits importants des derniers jours de Juillet, nous avons eu la grande satisfaction de pouvoir, aussi bien à notre siège social qu'à Paris et dans toutes nos agences, assurer nos services de caisse sans aucune interruption. Lorsque le moratorium a permis aux banquiers, aux industriels et aux commerçants de se ressaisir nous avons encore devant nous un chiffre très important de disponibilités immédiates. Dans la suite, nous avons appliqué tous nos efforts à fortifier notre situation. Nos soldes mensuels d'espèces en caisse et à la Banque se sont toujours maintenus depuis le mois d'Août entre 15 et 20 millions. Il nous paraît indispensable, malgré les charges d'intérêts qui en résultent, de maintenir dans les événements actuels de larges disponibilités immédiates nous permettant de faire face à toutes les éventualités. »

On observera cependant que la proportion de l'ensemble « Caisse + Portefeuille » aux dépôts ne dé-

passait pas 69 % à la clôture de l'exercice 1914 alors qu'au 31 Mai précédent elle atteignait 76 %.

En ce qui concerne les postes de l'actif réalisable à terme, nous signalerons une certaine compression des comptes courants débiteurs. En diminution de 6 millions 850 mille francs environ, ceux-ci se trouvaient ramenés de 51 millions 950 mille francs à 45 millions 104 mille francs. Par contre les avances sur garanties et reports étaient à peu près inchangés. Il est à remarquer d'ailleurs que l'ensemble de ces derniers chapitres dépassait toujours d'une façon assez appréciable l'ensemble de l'actif immédiatement disponible ou réalisable à très court terme.

Quant au portefeuille-titres, malgré la dépréciation assez considérable dont il avait été l'objet, il passait de 16 millions 732 mille francs à 17 millions 951 mille frs soit 27 % des dépôts.

Le renforcement de la Trésorerie sociale, auquel le Conseil d'administration avait appliqué tous ses soins dès le début de la crise, semble avoir permis à la *Société Marseillaise*, pendant les premiers mois de la guerre, d'accorder de larges facilités à ses déposants notamment à sa clientèle industrielle et commerciale. C'est du moins ce que nous apprend le Conseil d'administration dans son rapport du 21 Juin 1915:

« Nous avons de nous-mêmes sensiblement élargi le décret du moratorium en portant, dès le mois de Septembre, de 20 % à 40 % la faculté de retrait et, d'ailleurs d'une manière générale, très largement interprété les clauses du moratorium chaque fois qu'il s'est agi de retraits se rapportant à l'industrie, aux achats de matières premières et en examinant avec soin tous les cas intéressants pour donner à chacun satisfaction dans la plus large mesure. Dès le mois de décembre, nous avons enfin de nous-mêmes renoncé entièrement à nous prévaloir du moratorium. »

D'autre part la Société s'était efforcée de prêter son appui au commerce et à l'industrie, soit en maintenant autant que possible les avances antérieurement con-

senties, soit en facilitant la reprise des escomptes. A ce dernier point de vue, le compte rendu présenté à l'assemblée ordinaire du 21 Juin 1915 nous fournit les précisions suivantes:

« Tout en fortifiant notre situation, nous avons contribué de notre mieux à la reprise des affaires dans notre région. Dès les premiers jours d'août, nous avons fait tous nos efforts pour apporter notre concours le plus large au réveil de l'activité économique et particulièrement aux opérations se rapportant à l'administration de la guerre et à la Défense Nationale. Tous nos efforts ont aussi tendu à assurer la reprise des escomptes et à maintenir tous les concours prêtés sous forme d'avances au commerce, à l'industrie et aux particuliers. Ce programme a été entièrement réalisé tout en conservant les disponibilités les plus larges. »

Dans une étude financière publiée le 22 Juillet 1915 le *Messenger de Paris* avait confirmé les renseignements ainsi donnés par les dirigeants de la *Société Marseillaise*:

« On sait comment les perturbations économiques se sont précipitées dès les premiers jours d'Août, immobilisant pour les banques les éléments de Trésorerie considérés de tout temps comme les plus sûrs, les plus facilement réalisables. Les fonds en reports bloqués par l'ajournement de la liquidation de fin Juillet, la prorogation des échéances, le bouleversement des changes étrangers, les difficultés de transports etc ... Dans ce désarroi, la *Société Marseillaise* s'est efforcée de donner son concours le plus large aux opérations se rapportant à l'administration de la guerre et à la Défense Nationale, notamment à celles qui ont pour objet de faciliter l'importation des blés ainsi qu'aux émissions de Bons de la Défense Nationale. Dès le mois de Décembre, la Société renonçait à se prévaloir du moratorium. Tous les efforts de l'établissement ont ensuite tendu à la reprise des escomptes, programme dont elle a poursuivi l'exécution, tout en ayant soin de conserver les disponibilités les plus larges. En effet les soldes mensuels des espèces en caisse ou disponibles à la Banque se sont toujours maintenus depuis le mois d'août entre 15 et 20 millions. »

De son côté la *Petite Cote de la Bourse* du 23 Septembre 1915 écrivait:

« Tous les efforts de la Société ont tendu à assurer la reprise des escomptes et à maintenir tous les concours antérieurement prêtés sous forme d'avances, soit au commerce, soit à l'industrie et aux particuliers. Ce programme a été entièrement réalisé, tout en conservant les disponibilités les plus larges. »

Malgré les précautions ainsi prises par le Conseil d'administration pour ménager la confiance de la clientèle, il ne semble pas que la *Société Marseillaise* ait pu éviter, pendant les cinq derniers mois de l'exercice 1914, un ralentissement très prononcé dans le mouvement de ses affaires. En effet, ainsi que nous l'avons déjà signalé, la diminution des ressources provenant des déposants avait entraîné une réduction appréciable des comptes courants débiteurs, encore que les dirigeants de la banque aient, entendu maintenir, autant que possible, les concours antérieurement prêtés au commerce et à l'industrie. De même le portefeuille-effets de commerce avait fléchi de façon très sensible. Il est probable dès lors que l'activité de la Société s'est trouvée presque exclusivement réduite au placement des Bons de la Défense Nationale. C'est du moins ce qui paraît résulter des renseignements contenus dans le rapport précité du 21 Juin 1915:

« Dès les premiers jours d'août, nous avons fait tous nos efforts pour apporter notre concours le plus large aux opérations se rapportant à la Défense Nationale. Lors de la première émission des Bons du Trésor, nous n'avons pas hésité à prendre une première participation et à encourager notre clientèle à s'engager dans la même voie. Nous avons la satisfaction d'avoir largement contribué sur notre place et dans notre région à ces souscriptions patriotiques. Pour les faciliter, nous avons de nous-mêmes sensiblement élargi le décret du moratorium en portant, dès le mois de septembre, de 20 % à 40 % les facultés de retraits. »

Il est à remarquer d'ailleurs que ce n'est pas surtout dans le mouvement des comptes que s'est manifestée l'influence de la guerre sur la *Société Marseillaise*.

Sans doute le bilan arrêté au 31 décembre 1914 avait subi une compression notable; néanmoins les retraits

de dépôts effectués aux guichets de la société n'avaient pas été suffisamment importants pour l'empêcher d'assurer à sa trésorerie l'élasticité compatible avec les événements.

Par contre, il lui fut plus difficile d'échapper aux conséquences qu'allait entraîner pour elle la politique qu'elle avait poursuivie à la veille de la guerre à l'égard des opérations d'émissions.

Avec ses 16 millions 732 mille francs, le portefeuille-titres de la *Société Marseillaise* constituait au 31 mai 1914 un des éléments importants de l'actif. Son montant représentait en effet jusqu'à 21 % des dépôts. Or, étant donné le genre d'affaires auxquelles l'établissement s'était intéressé, il ne paraît pas douteux que, de ce chef, il ait éprouvé dès le commencement des hostilités des pertes très considérables.

D'autre part, comme de l'aveu même du Conseil d'administration, l'année 1914 n'avait comporté que sept mois d'activité effective, la société ne disposait à la clôture de l'exercice que d'un solde bénéficiaire amoindri pour procéder aux amortissements nécessaires. Ceux-ci avaient dès lors absorbé la presque totalité des produits nets ainsi que l'expliquait le compte-rendu de fin d'année.

Cette dernière résolution était d'autant plus sage que,

« Grâce aux résultats obtenus dans la première partie de l'exercice, nous avons pu, sans entamer nos réserves, procéder à une évaluation sérieuse de notre portefeuille qui, en raison des cours cotés au 31 Décembre dernier a absorbé la presque totalité de nos bénéfices. Sans la dépréciation de nos rentes, actions, obligations et participations, nos résultats, déduction faite des frais généraux, se seraient élevés à 2 millions 924 mille francs. La dépréciation du portefeuille a absorbé 2 millions 657 mille francs, ce qui a ramené le solde disponible à 267 mille francs. Ajouté au report de l'exercice précédent ce solde représente après prélèvement de 5 % pour la réserve légale, un report à nouveau de 815 mille francs. Dans ces conditions, nous n'avons pas cru devoir proposer une répartition quelconque, estimant qu'il ne convenait pas non plus dans les circonstances actuelles d'affaiblir nos réserves par un prélèvement en vue d'assurer l'intérêt aux actions. »

dans l'état des amortissements effectués sur les valeurs possédées par la société, le Conseil d'administration n'aurait peut-être pas pu attribuer une répartition aux actionnaires sans s'exposer à distribuer des dividendes fictifs. On peut se demander en effet si les dépréciations subies par le portefeuille-titres ne dépassaient pas en fait largement les amortissements dont il avait été l'objet. On observera tout d'abord qu'en dépit des 2 millions 657 mille francs qui lui avaient été appliqués, le montant de ce dernier chapitre de l'actif s'était encore accru de 1.200 mille francs environ par rapport au chiffre du 31 mai précédent.

D'autre part, l'année suivante, à la clôture de l'exercice 1915, le Conseil d'administration avait encore dû procéder à de nouveaux amortissements dans des conditions d'ailleurs assez difficiles à préciser ainsi qu'on le verra par la suite.

Il semblerait donc que le bilan arrêté au 31 décembre 1914 n'était pas complètement assaini. Cependant l'incertitude qui pesait ainsi sur la situation véritable de l'établissement était susceptible d'entraver ultérieurement l'essor de ses opérations. On peut se demander dès lors s'il n'eût pas été préférable que, sans plus tarder, le Conseil d'administration procédât à l'apurement définitif des écritures. A cet effet il disposait de 21 millions de réserves groupés sous des rubriques diverses, ce qui était amplement suffisant pour parer à la dépréciation du portefeuille-titres dont le montant était de 18 millions environ comme nous l'avons déjà indiqué. Il importe de signaler toutefois que parmi les provisions figurait une somme de 2 millions et demi provenant des primes d'émission versées par les actionnaires lors de la dernière augmentation du capital social et qui, de ce chef, pouvait dans l'esprit du Conseil d'administration n'être pas considérée comme absolument disponible. On peut estimer néanmoins qu'à la clôture de l'exercice 1914 les dirigeants de la Banque avaient la possibilité d'assainir complètement le bilan

et qu'en tout cas la nécessité de gagner du temps ne se présentait pas pour la société d'une façon aussi impérieuse que pour d'autres établissements financiers.

Quoi qu'il en soit, la *Société Marseillaise* ne paraît pas avoir souffert autant que la *Banque Privée* ou la *Société Centrale des Banques de Province* de la situation anormale où elle se trouvait. Il lui avait été donné de pouvoir satisfaire aux demandes de remboursements effectués par le public dans les derniers jours qui ont précédé la déclaration de guerre et, sous le régime des moratoires, de lui accorder de larges facilités. C'était là en définitive le point essentiel pour ses déposants ; aussi l'établissement est-il parvenu beaucoup plus rapidement que d'autres institutions de crédit à reconstituer le chiffre de ses dépôts. Il n'en reste pas moins vrai qu'au début de la guerre la *Société Marseillaise* dut éprouver du fait de sa politique passée des pertes assez considérables.

Le Conseil d'administration de la *Société Marseillaise* semble avoir persévéré au cours de l'année 1915 dans la ligne de conduite qu'il avait adoptée depuis le début de la guerre. On constatera en effet que, pendant toute la durée de l'exercice, l'encaisse s'est maintenue constamment à un niveau élevé. Réserve fait de son montant au 31 juillet et au 31 octobre 1915, elle a oscillé continuellement entre 15 et 22 millions. Il est vrai que la proportion des disponibilités immédiates aux exigibilités à vue avait une tendance assez nette à diminuer, surtout à partir du mois de mai. A cette époque, elle n'atteignait plus que 28 % pour descendre à 16 % au 31 octobre 1915. Elle remontait néanmoins à 24 % à la veille de l'émission du premier emprunt 5 %.

Par contre, en raison de l'accroissement continu du portefeuille bancable, le rapport de l'ensemble « caisse plus portefeuille » aux dépôts avait progressivement augmenté. De 58 % qu'il était au 31 janvier 1915, il se relevait à 75 % à la clôture de l'exercice, témoignant ainsi d'une amélioration très sensible dans la liquidité de l'établissement.

De leur côté, les postes de l'actif réalisables à terme avaient été l'objet d'une certaine compression. Les comptes courants débiteurs notamment avaient été ramenés de 49,8 millions à 43,9 millions entre le mois de février et le mois de mai. Après avoir remonté à 47 millions au mois d'août, ils s'inscrivaient à 40 millions à la clôture de l'exercice. Il est vrai que les opérations relatives au premier emprunt de la Défense Nationale n'étaient sans doute pas complètement étrangères à ce dernier mouvement.

De même, malgré des alternatives diverses, les avances sur garanties et reports n'étaient plus que de 17 mil. 972 au 30 novembre 1915 contre 19 millions 239 au début de l'année. A l'inverse, le portefeuille-titres s'était accru d'une façon presque continue. De 17 millions 951 mille fr. au mois de janvier, il passait à 18 millions au mois de mai, 19 millions 195 mille francs au mois d'août. Après avoir atteint jusqu'à 20 millions 053 mille francs au 31 octobre 1915, il avait un peu fléchi en fin d'exercice. Avec ses 19 millions 600 francs il était cependant en augmentation de 1 million 700 mille francs environ sur son montant au 31 décembre précédent. On observera en outre qu'il représentait 26 % des dépôts contre 21 % à fin 1914. Il semblerait donc qu'en ce qui concerne ce dernier compartiment de son activité, la *Société Marseillaise* n'avait nullement renoncé à sa politique passée.

Les dépôts s'étaient cependant accrus d'une façon plus rapide que dans d'autres établissements financiers. Après avoir retrouvé leur montant d'avant-guerre au mois de mai 1915, ils s'élevaient à 88 millions à la veille de l'emprunt, soit un accroissement de 119 % par rapport au chiffre du 31 mai 1914.

Voici d'ailleurs quelles ont été pour 1915 les fluctuations des principaux comptes de l'établissement.

Si l'on compare : 1° l'encaisse aux dépôts ; 2° l'ensemble Caisse + Portefeuille aux dépôts, on obtient les résultats suivants :

1°

Au 31/1/15	Encaisse	14,5	Dépôts	66,9	Prop.	21 %
Au 28/2/15	—	18,8	—	70,7	—	26 %
Au 31/3/15	—	21,4	—	67,5	—	31 %
Au 30/4/15	—	22,6	—	73,9	—	30 %
Au 31/5/15	—	21,8	—	78,3	—	28 %
Au 30/6/15	—	15,5	—	76,1	—	20 %
Au 31/7/15	—	12,9	—	79,9	—	16 %
Au 31/8/15	—	15,1	—	83,4	—	19 %
Au 30/9/15	—	»	—	»	—	» %
Au 31/10/15	—	12,8	—	79,1	—	16 %
Au 30/11/15	—	21,2	—	88,5	—	24 %
Au 31/12/15	—	14,5	—	73,8	—	19 %

2°

Au 31/1/15	C ^{se} + p ^{ie}	39,1	Dépôts	66,9	Prop.	58 %
Au 28/2/15	—	41,8	—	70,7	—	59 %
Au 31/3/15	—	47,1	—	67,5	—	64 %
Au 30/4/15	—	51,5	—	73,9	—	69 %
Au 31/5/15	—	56,9	—	78,3	—	73 %
Au 30/6/15	—	54,7	—	76,1	—	72 %
Au 31/7/15	—	56,1	—	79,9	—	70 %
Au 31/8/15	—	61,4	—	83,4	—	74 %
Au 30/9/15	—	»	—	»	—	» %
Au 31/10/15	—	57,3	—	79,1	—	72 %
Au 30/11/15	—	65,8	—	88,5	—	74 %
Au 31/12/15	—	55,7	—	73,8	—	75 %

D'autre part, les mouvements des avances et reports, des comptes débiteurs, ainsi que de leur ensemble, ont été consignés dans le tableau ci-après :

	Avances et rep ^{ts}	C ^{tes} cr ^{rs} débit ^{rs}	Ensemb. —
	Millions	Millions	Millions
Au 31 janvier 1915 ..	19,239	49,890	69,129
Au 28 février 1915 ...	19,590	49,357	68,948
Au 31 mars 1915	19,428	44,978	64,406
Au 30 avril 1915	19,462	46,359	65,822
Au 31 mai 1915	19,325	43,979	63,303
Au 30 juin 1915	19,184	45,016	64,201
Au 31 juillet 1915 ...	19,162	46,807	65,969
Au 31 août 1915	19,842	47,070	66,913
Au 30 septembre 1915			
Au 31 octobre 1915 ..	18,259	44,208	62,468
Au 30 novembre 1915	17,972	42,742	60,714
Au 31 décembre 1915.	18,560	40,545	59,105

La politique prudente adoptée par le Conseil d'administration à l'égard des déposants semble avoir donné des résultats assez satisfaisants. Comme nous l'avons déjà indiqué, les ressources mises par le public à la disposition de la société s'étaient en effet accrues au cours de l'exercice plus rapidement que dans d'autres institutions de crédit. Dans son rapport du 16 juin 1916, le Conseil d'administration n'avait d'ailleurs pas manqué d'attirer l'attention des actionnaires sur l'augmentation assez sensible des dépôts :

« La ligne de conduite prudente que nous avons suivie d'accord avec vous a été appréciée par notre clientèle. Ainsi le chiffre de nos dépôts, qui avait comme dans toutes les sociétés de crédit subi, au lendemain de la déclaration de guerre, une réduction importante, était au 31 décembre dernier complètement reconstituée ; il se trouve aujourd'hui sensiblement dépassé. Cette confiance flatteuse de nos déposants a été pour nous un précieux réconfort et la plus éloquente approbation de notre ligne de conduite. »

D'autre part, la société s'était efforcée de prêter son concours au commerce et à l'industrie, ainsi qu'il résulte des renseignements contenus dans le compte-rendu précité :

« Favoriser l'essor de l'activité industrielle en vue d'intensifier les moyens de défense, encourager les initiatives et seconder par des ouvertures de crédits l'adaptation ou la création de nombreuses industries travaillant pour l'administration de la guerre ; faciliter autant qu'il est en notre pouvoir les transactions commerciales : importations, exportations et coopérer aux mesures destinées à faciliter les échanges avec les pays amis ou alliés et nos colonies, tel a été et tel est notre programme et nous aurons ainsi conscience de remplir notre devoir. C'est ainsi que pour répondre au désir qui nous a été souvent exprimé, nous avons ouvert à Marseille un bureau de change plus particulièrement destiné à assurer dans les meilleures conditions possibles les nombreuses transactions de change nécessitées par l'expédition d'Orient et le passage dans notre ville des troupes anglaises et russes. »

Le Conseil d'administration ajoutait en outre « *qu'il avait pu conserver à la clientèle le concours qui lui avait été apporté soit en avances en comptes courants ou sur titres.* »

Malgré les efforts ainsi déployés par la société pour participer au réveil de l'activité économique, il semble que le champ de ses opérations soit demeuré encore très restreint. Les dirigeants de la Banque en avaient eux-mêmes convenu en ces termes

« Si les événements ne nous ont pas permis d'obtenir des résultats proportionnés à nos efforts, nous avons, en tous cas, tout mis en œuvre en sauvegardant nos intérêts matériels pour placer votre société à la hauteur de ses devoirs patriotiques et moraux. »

C'est qu'en effet, au cours de l'année 1915, la *Société Marseillaise* avait rencontré un certain nombre de difficultés que le Conseil d'administration signalait dès le début de son rapport :

« Tout en ayant largement participé au merveilleux réveil de l'activité industrielle ; à la réorganisation, à la création, au développement de toutes les industries travaillant pour la Défense Nationale, nous devons cependant constater que les sources normales de nos profits résidant surtout dans les escomptes et les opérations financières, sont loin d'avoir repris leur cours habituel.

« Nos escomptes commerciaux ressortent bien en progression sensible sur les derniers mois de l'an passé, mais ce chiffre n'en est pas moins très inférieur à la moyenne normale. Les escomptes sont toujours à très courte échéance et ne représentent guère que du comptant différé, les transactions ne se faisant guère presque toujours qu'au comptant, d'où réduction sensible dans le montant des agios et des profits.

« Cette situation paraît devoir se prolonger aussi longtemps que le crédit commercial, base de toute reprise économique appréciable, se trouvera immobilisé par le moratorium des échéances.

« Certains décrets ont bien eu pour but de modifier cet état de choses, mais ces mesures n'ont pas apporté d'appréciables modifications ; aussi la reprise des escomptes se fait-elle toujours attendre.

« Quant aux opérations financières, s'il est permis de constater une certaine reprise dans les ordres de Bourse, les transactions sont naturellement très loin d'avoir repris toute leur ampleur. De plus, dans la branche des émissions et des placements, nous nous sommes imposé, depuis la guerre, la règle de ne participer qu'aux emprunts nationaux ou à quelques rares émissions industrielles ayant un rapport direct avec les nécessités de la Défense Nationale. »

Dans ces conditions, il ne semble pas douteux que les opérations ayant pour objet les Bons de la Défense Nationale aient constitué encore un des éléments les plus importants de l'activité sociale. C'est d'ailleurs ce qui paraît ressortir des observations présentées à cet égard par le Conseil d'administration.

« Le chiffre de notre participation à l'emprunt national a été largement dépassé dans les souscriptions aux Bons de la Défense Nationale »

Le rapport de fin d'année signalait en outre que le « *montant des Bons du Trésor conservés par la Société avait été continuellement très considérable, puisqu'il représentait en moyenne 50 % du portefeuille bancable.* »

D'autre part, lors de l'émission du 1^{er} emprunt de guerre la *Société Marseillaise* avait apporté à l'État un concours important.

Le rapprochement des bilans au 30 novembre 1915, 31 décembre 1915 et 31 janvier 1916 fait apparaître qu'au moment où les nouvelles rentes 5 % ont été offertes au public les comptes courants créditeurs avaient diminué de 19 millions. Simultanément l'encaisse se trouvait ramenée de 21 millions 285 mille francs à 13 millions 884 mille francs. Pour combler la différence la Société avait fait subir à ses comptes débiteurs une réduction de 7 millions. Elle avait de plus recouru à son portefeuille bancable jusqu'à concurrence de 3 millions 300 mille francs, ce qui lui avait permis, entre le mois de novembre et le mois de décembre, d'avancer à sa clientèle 600 mille francs environ sur garanties. Malgré les retraits de dépôts importants dont la Société venait d'être l'objet, sa liquidité n'en était cependant presque pas affectée. On remarquera en particulier

qu'au lendemain de l'emprunt le rapport de l'ensemble « caisse plus portefeuille » aux dépôts se trouvait tel qu'il était avant, à 72 %. Il semblerait donc que le 1^{er} emprunt de la Défense Nationale n'ait eu sur la société qu'une influence très atténuée, nullement en rapport, en tous cas, avec l'importance des souscriptions recueillies par ses soins : Celles-ci se montaient en effet à 105 millions ainsi que nous l'apprend le rapport du 16 juin 1916 :

« Notre participation dans l'emprunt national a été de 105 millions ».

Pour améliorer la tension des changes provoquée par le déficit de notre balance commerciale, l'activité de la société s'était encore étendue à la recherche et à la vente des valeurs américaines et des pays neutres. Il ne semble pas cependant que la *Société Marsellaise* soit allée jusqu'à prêter sa signature à la Banque de France en vue d'obtenir des crédits à l'étranger. On constatera en effet que le rapport au 16 juin 1916 ne signale rien de semblable et d'autre part la rubrique « opérations de change à terme garanties » ne figure pas dans les bilans. L'établissement avait en outre au cours de l'exercice pris des participations dans un certain nombre d'opérations financières, notamment dans les emprunts de la Ville de Paris. Bien que le Conseil d'administration se soit borné uniquement, ainsi qu'il l'avait indiqué, à patronner des émissions ayant un rapport direct avec les nécessités de la Défense Nationale, il n'en reste pas moins vrai que le portefeuille-titres de la *Société Marseillaise* n'avait cessé d'augmenter jusqu'à la fin de l'année, ce qui semblerait témoigner de la faveur dans laquelle les dirigeants de la Banque persistaient à tenir ce genre d'opérations.

Signalons enfin qu'en raison de la pénurie du personnel, la Société avait été contrainte de fermer un certain nombre de bureaux et d'agences notamment à Bagnols, à l'Isle, à Amance, à Ganges, à Digne, à Antibes et à

St-Raphaël. En outre, les agences de Perpignan, Pont-Saint-Esprit, Vaison, Nyons, Roquefort, Olonzac, Pezanas, St-Gervais, Clermont-l'Hérault n'étaient restées ouvertes que pour assurer le service de garde des coffres.

En définitive, les conditions économiques générales de l'année 1915 ne paraissent pas avoir permis à la *Société Marseillaise* d'étendre le champ de ses opérations au delà des limites étroites qui lui avaient été fixées depuis le début de la guerre.

Les produits de l'exercice subissaient naturellement le contre-coup de cet état de chose. En diminution de 1 million 102 mille francs par rapport aux précédents, ils ne s'élevaient avant évaluation d'inventaire qu'à 1 million 822 mille francs. Par suite d'amortissements jugés nécessaires sur divers chapitres, notamment sur le portefeuille-titres, ils se trouvaient ramenés à 231.000 fr. Tels sont du moins les chiffres indiqués officiellement dans le rapport du 16 juin 1916.

Les amortissements avaient donc absorbé la presque totalité des bénéfices. Dans ces conditions, le Conseil d'administration n'avait pas cru opportun de proposer une répartition aux actionnaires. Cette décision avait été ainsi motivée :

« Les incertitudes résultant du maintien du moratorium, la prolongation d'une guerre sans précédent et dont il est difficile de prévoir les répercussions, toutes ces considérations expliquent et justifient les mesures de prévoyance et d'économie appliquées au cours de cet exercice et doivent nous maintenir dans la voie où vous êtes résolument entrés l'année dernière. Aussi, pour cet exercice encore, et pensant que ce sera pour la dernière fois, nous vous demandons de renoncer à toute répartition. »

Le Conseil ajoutait en outre :

Dans le réveil économique, industriel, commercial et financier qui suivra la Guerre, notre région, notre cité, ne seront-elles pas appelées à jouer un rôle particulièrement brillant ? Sans rechercher à disséminer nos forces, nous comptons suivre et développer notre programme local et régional, et faire jouer à notre Société le rôle de l'ancienne banque locale, mais un rôle élargi.

Tout en perfectionnant nos méthodes de travail, nous consacrerons à notre société cette organisation financière régionale assez souple et assez puissante pour appuyer toutes les initiatives industrielles et commerciales, initiatives qui seront à la base de la rénovation économique de la France.

« Notre antique cité phocéenne, après avoir rendu à la Défense Nationale d'éminents services, peut-être insuffisamment reconnus, reprendra son rôle bienfaisant et séculaire de porte ouverte sur l'Orient, mais sur un Orient pacifié, préparé à notre expansion commerciale et maritime et sur un domaine colonial agrandi. Nos ports, dont l'outillage et la capacité, grâce aux soucis intelligents de notre Chambre de Commerce, ont réalisé, dans ces dernières années de sérieux progrès, vont par le percement du Tunnel de Jove et du canal de jonction Rhône à Marseille, être mis en communication directe avec la superbe mer intérieure qu'est l'étang de Berre et Port-de-Bouc qui en sera le point terminus. Déjà, de nombreux industriels attirés par les avantages résultant du nouveau rayon d'action de nos ports, se sont créés ou transplantés dans notre région, notamment à Port-de-Bouc qui, par sa situation privilégiée à cheval sur la mer, le canal du Rhône et la grande voie ferrée du P.-L.-M. paraît particulièrement séduisant. Notre Chambre de Commerce, toujours en éveil, a décidé de voter les fonds nécessaires à l'approfondissement de la rade de Port de Bouc et de l'étang de Caronte de manière à permettre aux plus grands navires, même aux cuirassés d'escadre, de pénétrer dans l'étang de Berre. Mais il y a plus, et le projet de créer dans l'étang de Caronte un vaste port entre la rade de Port-de-Bouc et le viaduc du chemin de fer n'est pas loin d'éclore.

« En envisageant cet ensemble de faits, il nous paraît difficile de ne pas avoir confiance dans l'avenir et de ne pas escompter la part que notre société saura prendre dans l'heureux réveil de l'expansion commerciale, industrielle, et maritime de notre pays. »

Quelle que soit la valeur des motifs qui étaient ainsi allégués pour obtenir à nouveau des actionnaires la renonciation à tout dividende, le Conseil d'administration était d'autant plus fondé à préconiser des mesures de prudence qu'il existait en outre une autre raison de nature à justifier amplement cette attitude. Il est de toute probabilité en effet que, dans les conditions où il avait été établi, le bilan arrêté au 31 décembre 1915 ne reflétait pas encore la situation véritable de la

Société. On remarquera en particulier que le chiffre des bénéfices bruts à présenter éventuellement à l'Assemblée ordinaire des actionnaires avait été l'objet de variations assez singulières. Si l'on en croit une information de la « *Cote de la Bourse et de la Banque* » en date du 12 juin 1916, ils devaient tout d'abord se monter à 3 millions 400 mille francs. L'annonce en avait d'ailleurs paru dans plusieurs journaux financiers. Puis dans une note d'allure officielle communiquée à la Presse par la Société, on apprenait brusquement que « *les bénéfices qui s'élevaient avant inventaire à 1 million 822 mille francs avaient été ramenés par suite de moins-values jugées nécessaires sur divers chapitres à 231 mille francs.* » C'est dans ces conditions que la *Cote de la Bourse et la Banque* avait été amenée à présenter les observations suivantes, dans une étude financière publiée le 12 juin 1916.

« Que se passe-t-il donc à la *Société Marseillaise* ? Une agence avait annoncé ces jours derniers que les bénéfices étaient de 3 millions 400 mille francs, mais que divers amortissements nécessaires laisseraient un profit net de 1 million 035 mille francs. On ne distribuerait pas de dividende sans doute, mais les 1.035 mille francs reportés à nouveau, reliquat d'un bénéfice global de 3 millions 400 mille francs étaient chose sérieuse et consolatrice pour les actionnaires.

« Cette exagération nous avait mis en défiance. Trois millions et plus, d'après certains indices, avaient paru un peu beaucoup. Nous nous étions abstenus par prudence, dans l'attente de chiffres plus vraisemblables et probablement plus vrais.

« Or on annonce aujourd'hui que le point de départ des bénéfices a été modifié. On — nous ne savons pas qui est cet on — avait bien proposé au Conseil 3 millions 400 mille francs. Mais nous savons de Marseille qu'au lieu de partir de ce dernier chiffre, le Conseil d'administration aurait décidé de partir de 1 million 800 mille francs, d'amortir divers postes pour 765 mille francs et de reporter à nouveau 1.035 mille francs. C'est le même report à nouveau, comme on voit, mais partant d'un bénéfice inférieur de 1 million 600 mille francs à celui qu'il avait été question de présenter.

Rendons grâce à ce retour au bon sens en considérant comme exact le bénéfice de 1 million 800 mille francs. Mais que penser de cette différence de 1.600 mille francs dans le point de départ ?

Ces 1.600 mille francs étaient-ils des chiffres d'amortisse-

ments ? Si oui, le Conseil d'administration qui a su faire des provisions de 765 mille francs pour amortissements, aurait pu y ajouter ces 1 million 600 mille francs et partir de 3 millions 400 mille francs. Si le Conseil ne l'a pas voulu, c'est que ces 1 million 600 mille francs ne pouvaient pas être de même essence que les 765 mille francs. C'est donc qu'on aurait voulu grossir le point de départ, maintenir à l'actif des éléments qui n'y devaient pas rester. Le fait de vouloir partir de 1.800 mille francs est un retour au bon sens, avons-nous dit. Le Conseil d'administration a reculé devant une inconséquence proposée par quelqu'un, par qui ? De Paris ou de là-bas ? On ne sait ; il a bien fait ; mais que se passe-t-il à la *Société Marseillaise* ? la Société se ressaisit-elle enfin comme nous l'avions demandé ? »

En fait, ainsi que nous l'avons déjà indiqué, le report de 1915 à 1916 n'était même pas de 765 mille francs mais de 231 mille francs seulement, aussi, dans son numéro suivant, celui du 20 juin 1916, la *Cote de la Bourse et de la Banque* avait-elle rédigé une note rectificative conçue en ces termes :

« *La Société Marseillaise* a fait parvenir à la presse le communiqué suivant :

L'Assemblée générale ordinaire a eu lieu le 16 courant à Marseille.

Le Rapport du Conseil d'administration a été adopté à une très grande majorité.

Les bénéfices qui s'élevaient, avant évaluation d'inventaire, à 1 million 822 mille francs, ont été ramenés par suite de moins values jugées nécessaires sur divers chapitres à 231 mille francs. Ce solde ajouté au report de l'exercice précédent représente, après prélèvement de 5 % pour la réserve légale, un report à nouveau de 1.035 mille francs.

Le Président du Conseil d'administration a annoncé que l'ère des dividendes pouvait se rouvrir en 1916.

« Les chiffres officiels insérés dans la note officielle ci-dessus, nous mettent en devoir de rectifier une erreur que nous avons commise dans notre numéro précédent au bénéfice de la *Société Marseillaise*. Sur la foi de la rédaction d'une agence qui attribuait à la Société un solde bénéficiaire reporté à nouveau pour l'exercice de 1 million 035 mille francs, nous avons considéré que la *Société Marseillaise* reporterait à nouveau 1.035 mille francs pour l'exercice. Or le report à nouveau qui est bien de 1.035 mille francs est composé par les exercices antérieurs et par le solde des bénéfices actuels. Nous eussions préféré pour la *Société Marseillaise* nous être trompé à son préjudice.

Malheureusement, le point de départ des bénéfices qui devait

être d'abord de 3 millions 400 mille francs, qui a dû être abaissé à 1 million 800 mille francs, est maintenant de 231 mille francs. La chute est rude.

« Pour l'expliquer, la note dit bien que les bénéfices s'étaient élevés avant inventaire à 1 million 822 mille francs, mais qu'il a fallu les ramener à 231 mille francs, par suite de moins values jugées nécessaires sur divers chapitres. Cette explication n'explique rien du tout. Le bilan n'est pas autre chose qu'une table des matières d'une comptabilité générale. Si l'on y a porté 1.822 mille francs de bénéfices qu'il a fallu diminuer de 1.590 mille francs, c'est qu'il y avait une somme de 1 million 590 mille francs en trop dans les bénéfices par le maintien en plus value de valeurs qui étaient en moins value. Mais c'est quelque chose d'avouer son erreur, même en sauvant la face, et nous souhaitons à la *Société Marseillaise* les jours meilleurs qu'elle fait espérer à ses actionnaires. Elle y arrivera d'autant plus sûrement qu'elle assurera mieux son crédit en rompant définitivement avec des errements fâcheux où l'avaient égarée des ingénérances maladroites. »

Bien que ces incidents divers ne paraissent présenter en somme qu'un caractère épisodique, nous avons tenu cependant à les relater, car ils permettent de se faire idée de la façon dont la *Société Marseillaise* entendait amortir les pertes qu'elle avait éprouvées au début des hostilités, à la suite de sa politique passée.

Avant d'aborder l'exercice 1916, il nous a paru intéressant de rapporter ici un article du *Messenger de Paris* en date du 23 juin 1916 où l'on trouvera un aperçu d'ensemble sur l'activité de la Société pendant les 18 premiers mois de la guerre :

« La *Société Marseillaise*, après avoir donné à ses actionnaires un dividende de 45 francs pour l'exercice 1913, dut suspendre toute rénumération pour 1914. On sait la gravité des événements qui lui inspirèrent comme à tant d'autres sociétés cette mesure de prudence. Le début de l'exercice n'avait cependant été nullement infructueux ; pour les 6 premiers mois en effet, le bénéfice avait été de 2 millions 925 mille francs.

« La seconde partie de l'année fut naturellement moins favorisée et le bénéfice net en fin de compte ne dépassa guère, pour l'année entière, le gain du premier semestre. Il permit, en tous cas, au Conseil d'administration de procéder à la fin de l'année à une réévaluation du portefeuille-titres, de façon à en ramener le montant à un niveau plus en rapport avec les cours cotés

dans les dernières bourses de 1914 : la dépréciation que le Conseil lui fit ainsi subir s'éleva à une somme de 2 millions 657 mille francs. Cette somme, imputée au bénéfice net, en absorba la plus grande partie, laissant un solde disponible de 254 mille francs. Avec le report à nouveau de 562 mille francs de 1913, on eut ainsi un montant disponible de 816 mille francs, qui fut reporté de 1914 à 1915.

« Le nouvel exercice, le 50^{ème} de l'existence sociale commençait donc avec un montant respectable de bénéfices réservés et d'une part un poste important de l'actif social avait été l'objet d'amortissements considérables. C'étaient là des conditions favorables. Mais l'exercice 1915 au lieu de se poursuivre comme le précédent pour une large partie de son cours dans une période d'exploitation normale, s'est écoulé tout entier dans les plus graves difficultés que faisait surgir de tous côtés l'état de guerre.

« Sans doute les difficultés ont été en s'atténuant en partie sous la double influence d'une reprise d'activité industrielle et de l'amélioration déjà sérieuse d'une situation que les moratoires avaient si profondément troublée. D'une part, les sources normales de profit : escomptes et opérations financières ont fait défaut ; mais de l'autre, la société a participé au développement de toutes les industries travaillant pour la Défense Nationale. Le rapport présenté par le Conseil d'administration à l'assemblée générale ordinaire tenue le 16 courant expose ce double aspect que présentent les phénomènes de la vie de la société au cours de l'année 1915.

« Bornons-nous à constater que, si la reprise des escomptes se fait encore attendre, c'est parce que les décrets successifs promulgués pour la déclaration des moratoires n'ont pas encore apporté de modifications catégoriques à l'état de choses que les mesures adoptées dès les premiers jours de la guerre avaient créé.

« La branche des émissions ne pouvait donner des résultats bien substantiels, puisque la société s'était imposé depuis le début de la guerre la règle de ne participer qu'aux emprunts nationaux et à quelques rares opérations industrielles ayant un rapport direct avec les nécessités de la Défense Nationale.

« Dès la première heure, ainsi que le fait observer judicieusement le Conseil d'administration, notre organisation bancaire a su canaliser vers l'Etat l'or et les disponibilités publiques, soutenir, développer, par un large appui financier la réorganisation industrielle en vue de la Défense Nationale, encourager les initiatives, seconder par des ouvertures de crédits l'adaptation ou la création de nombreuses entreprises travaillant pour les besoins de la guerre, faciliter les transactions commerciales, les échanges avec les pays alliés ou amis et les colonies. Tel est le programme que s'est efforcée de suivre la *Société Marseillaise* en 1915.

« Sa participation dans l'emprunt national a été de 105 millions, plus élevée encore dans les souscriptions aux Bons de la Défense Nationale et aux Bons Municipaux de la Ville de Paris.

« Le Conseil s'est activement occupé, sous la clairvoyante-impulsion du ministre des finances, des opérations visant l'amélioration du change notamment par la recherche et la vente des valeurs américaines et des pays neutres.

« Une préoccupation constante de la direction a été, dans un autre ordre d'idées, de soutenir par des mesures appropriées la confiance des déposants.

« Aussi l'encaisse a été constamment maintenue entre 15 et 20 millions de francs, comprenant les disponibilités immédiates à l'exclusion de celles qui figurent dans les comptes courants (correspondants banquiers).

« Des réductions importantes ont été opérées sur divers postes du passif. Ainsi les acceptations, ramenées de 26 millions de francs fin juillet 1914 à 7 millions fin 1914 sont entièrement remboursées en juin 1919.

« La clientèle a donné des preuves certaines de la confiance que lui inspirait cette ligne de conduite, visant à la fois le maintien d'un fort actif réalisable et la réduction des engagements. En effet, le chiffre des dépôts, après avoir subi dans les premiers mois de la guerre une importante diminution, était fin 1915 reconstitué et se trouve aujourd'hui dépassé.

« Le montant des bénéfices nets pour 1915 s'élevait, avant évaluation d'inventaire, à 1.822 mille francs. De nouveaux amortissements ont été effectués sur le portefeuille-titres pour tenir compte des moins-values survenues pendant l'exercice. Il est resté un solde disponible de 232 mille francs que l'assemblée générale, sur la proposition du Conseil d'administration, a joint au report à nouveau de 1914 de façon à constituer un report à nouveau de 1 million 035 mille francs de 1915 à 1916. Les actionnaires ont consenti ainsi à renoncer pour une fois encore, la dernière sans doute, à toute répartition, étant assurés que la situation de la Société lui permet de considérer l'avenir avec un optimisme sérieusement motivé. Il y a lieu de penser en effet, que Marseille et la région Marseillaise où s'exerce principalement l'activité de la Société, sont appelés à jouer un rôle important dans le réveil économique industriel, commercial et financier qui suivra la guerre. Dans ce renouveau d'affaires *« nous comptons, dit le rapport du Conseil d'administration, suivre et développer notre programme régional, faire jouer à notre société le rôle de l'ancienne banque locale, mais un rôle élargi. »*

« D'autre part, les travaux exécutés à Marseille par les soins de la Chambre de Commerce constituent des indices manifestes d'un prochain réveil d'expansion commerciale, industrielle et maritime auquel la Société Marseillaise aura pris une part

qu'il était intéressant de signaler et dont il ne saurait être imprudent de tenir compte, au moins partiellement, dès à présent. »

Les espoirs ainsi fondés sur la *Société Marseillaise* ont-ils été réalisés par la suite, telle est la question qu'il convient d'examiner maintenant.

Il semble qu'une certaine reprise se soit manifestée au cours de l'année 1916 dans l'activité de la *Société Marseillaise*.

On constatera en effet que, pendant toute la durée de l'exercice, les comptes de chèques et comptes courants créditeurs n'ont cessé de s'accroître, marquant à peine un léger fléchissement au mois d'octobre 1916, lors de l'émission du deuxième emprunt de guerre. Dès le mois suivant, les ressources mises par les particuliers à la disposition de l'établissement se trouvaient entièrement reconstituées ; si bien qu'à la fin de l'année les dépôts de la *Société Marseillaise* se montaient à 109 millions et demi soit un accroissement de 147.4 % par rapport au chiffre du 30 avril 1914.

Comme, d'autre part, l'encaisse s'était constamment maintenue à un niveau sensiblement moins élevé qu'à l'année précédente, la proportion des disponibilités immédiates aux exigibilités à vue avait continuellement diminué. De 19 % qu'elle était au début de l'année elle tombait à 6 % au mois de septembre. Il est vrai qu'à partir de cette époque elle s'était relevée d'une façon assez appréciable pour s'inscrire à 16 % à la clôture de l'exercice. L'émission de l'emprunt 5 % 1916 ne devait d'ailleurs pas être absolument étrangère à ce dernier mouvement.

La diminution dans l'importance des capitaux improductifs trouvait sa contre partie dans le portefeuille bancable. Réserve faite de son montant au 31 octobre 1916, ce dernier chapitre avait présenté une augmentation continue. Il était passé de 43,3 millions au 31 janvier 1916 à 66,6 millions au 31 décembre suivant.

On remarquera cependant que le rapport de l'ensemble « Caisse plus Portefeuille » aux dépôts avait une tendance à diminuer. Du mois de juin au mois de novembre, il a oscillé constamment entre 63 % et 67 % alors que l'année précédente il n'était jamais descendu au-dessous de 70 %.

On observera en outre que la compression dont les postes de l'actif réalisables, à terme avaient été l'objet depuis le début de la guerre avait fait place à un mouvement de reprise assez appréciable surtout dans les premiers mois de l'année.

Les comptes courants débiteurs principalement avaient augmenté de 20 millions entre le mois de janvier et le mois de juillet. Ils s'élevaient alors à plus de 57 millions. Depuis ils avaient fléchi assez sensiblement pour retomber à 44 millions à la clôture de l'exercice. Néanmoins ils présentaient encore une plus-value de 3 millions et demi sur leur montant du 31 décembre 1915.

De même les avances sur garanties et reports étaient passées de 17 millions, au mois de janvier à 22,5 millions au mois de juin. Depuis ils étaient restés à peu près stationnaires oscillant entre 21,4 millions et 22,3 millions.

Quant au portefeuille-titres, après avoir été progressivement réduit jusqu'au mois d'octobre 1916 il s'était brusquement accru de 2 millions. Toutefois à la fin de l'année il n'était plus que de 18,3 millions soit 16 % des dépôts alors qu'au 31 décembre 1915 il se montait à 19,6 millions et représentait jusqu'au 26 % des exigibilités. Il y avait donc de ce chef une amélioration incontestable dans la situation de la Société.

Voici d'ailleurs quelles ont été pour 1916 les fluctuations des principaux comptes de l'établissement.

En comparant 1^o) l'encaisse aux dépôts, 2^o) l'ensemble Caisse + Portefeuille aux dépôts, on obtient les résultats ci-après.

1°

Au 31/ 1/16	Encaisse	13,8	Dépôts	69,5	Prop.	19 %
Au 29/ 2/16	—	12,2	—	73,9	—	16 %
Au 31/ 3/16	—	»	—	»	—	»
Au 30/ 4/16	—	»	—	»	—	»
Au 31/ 5/16	—	14,2	—	84,5	—	16 %
Au 30/ 6/16	—	11,1	—	105,1	—	11 %
Au 31/ 7/16	—	11,3	—	105,8	—	10 %
Au 31/ 8/16	—	»	—	»	—	»
Au 30/ 9/16	—	7,1	—	105,6	—	6 %
Au 31/10/16	—	10,2	—	102,9	—	9 %
Au 30/11/16	—	11,7	—	105,9	—	11 %
Au 31/12/16	—	18,5	—	109,5	—	16 %

2°

Au 31/ 1/16	C ^{se} + p ^{le}	57,6	Dépôts	69,5	Prop.	82 %
Au 29/ 2/16	—	53,6	—	73,9	—	72 %
Au 31/ 3/16	—	»	—	»	—	»
Au 30/ 4/16	—	»	—	»	—	»
Au 31/ 5/16	—	62,2	—	84,5	—	73 %
Au 30/ 6/16	—	68,5	—	105,1	—	65 %
Au 31/ 7/16	—	66,9	—	105,8	—	63 %
Au 31/ 8/16	—	»	—	»	—	»
Au 30/ 9/16	—	70,7	—	105,6	—	67 %
Au 31/10/16	—	65,0	—	102,9	—	63 %
Au 30/11/16	—	71,0	—	105,9	—	67 %
Au 31/12/16	—	85,2	—	109,5	—	77 %

D'autre part, les mouvements des avances et reports, des comptes débiteurs ainsi que de leur ensemble ont été consignés dans le tableau suivant :

	Avances et rept ^s Millions	C ^{tes} c ^{rs} débit ^{rs} Millions	Ensemb. — Millions
Au 31 janvier 1916 ..	17,243	37,229	54,4
Au 28 février 1916 ..	16,718	42,771	57,4
Au 31 mars 1916			
Au 30 avril 1916			
Au 31 mai 1916	22,363	42,191	64,5
Au 30 juin 1916	22,545	56,356	78,9
Au 31 juillet 1916 ...	22,420	57,867	80,2
Au 31 août 1916			
Au 30 septembre 1916	21,436	54,478	75,9
Au 31 octobre 1916 ..	21,973	55,615	76,8
Au 30 novembre 1916	22,353	52,406	72,7
Au 31 décembre 1916	21,696	44,019	65,7

Examinant les mouvements qui s'étaient produits d'une année à l'autre dans les comptes de la *Société Marseillaise*, la *Situation Economique et Financière* du 9 juin 1917 écrivait :

« Le portefeuille bancable qui figurait au bilan du 31 décembre 1915 pour 41 millions 230 mille francs s'élève, à la fin de décembre 1916, à 66 millions 688 mille francs en augmentation de 25 millions 458 mille francs. Les Bons de la Défense Nationale y figurent pour les 2/3, le solde étant représenté par le papier commercial provenant des escomptes que la société conserve en portefeuille et par le solde du papier moratorié.

« D'autre part, au passif, les comptes de dépôts et comptes courants créditeurs, qui s'élevaient au total, en 1915, à 74 millions 084 mille francs, s'élèvent à 109 millions 546 mille francs, soit en augmentation d'un exercice à l'autre de 35 millions 531 mille francs.

Comme le déclare fort justement le rapport du Conseil d'administration, cette augmentation sensible est le meilleur témoignage de la confiance dont jouit la Société. »

Dans ces conditions, il semblerait que l'on puisse se ranger aux conclusions présentées par le « *Pour et le Contre* » dans son numéro du 26 juin 1917.

« Les résultats obtenus par la Société Marseillaise au cours du dernier exercice dénotent une amélioration sensible dans l'état de ses affaires. »

Les progrès réalisés par la *Société Marseillaise* pendant l'année 1916 trouvaient, croyons-nous, pour une large part leur explication dans le maintien de la ligne de conduite à laquelle les dirigeants de l'établissement s'étaient nouvellement ralliés et dont ils avaient exposé les principes, l'année précédente, lors de l'Assemblée ordinaire des actionnaires.

On observera tout d'abord, en ce qui concerne la liquidité de la Société, que, tout en conservant des disponibilités importantes, le Conseil d'administration s'était efforcé de réduire les immobilisations. A cet égard le rapport du 25 mai 1917 nous apporte les précisions suivantes :

« Nous avons maintenu, comme les deux précédentes années, un chiffre important de disponibilités immédiates, soit en caisse, à la Banque de France ou au Trésor. Nos encaisses ont représenté une moyenne journalière de 15 millions de francs environ. Malgré les charges qui en résultent, nous estimons indispensable de conserver une Trésorerie très large. Dans ce chiffre ne sont pas comprises nos disponibilités chez nos correspondants banquiers qui figurent dans nos comptes courants débiteurs.

« Toutes les valeurs qui entrent dans notre portefeuille-titres ont été évaluées sur les cours moyens au 31 décembre dernier, et la plus value réalisée sur certaines d'entre elles nous a permis de procéder à la révision de certaines valeurs non cotées. Tout en apportant à nos réalisations de titres tout le tempérament désirable, nous comptons poursuivre notre programme, qui consiste à réduire progressivement ce chapitre de nos immobilisations. Nous avons déjà obtenu dans cette voie des résultats appréciables, et nous croyons pouvoir vous dire que de nouveaux progrès seront réalisés au cours de cet exercice. »

D'autre part la société avait prêté son concours au commerce et à l'industrie notamment aux entreprises travaillant pour la Défense Nationale, ainsi qu'il résulte des renseignements fournis par le Conseil d'administration dans son compte-rendu de fin d'exercice :

« Nous avons prêté l'appui de nos capitaux ou de notre caution à de nombreuses industries travaillant pour la guerre, leur fournissant ainsi le moyen de conclure d'importants marchés avec les administrations de la Guerre et de la Marine. »

C'était surtout dans les six premiers mois de l'année que ces concours avaient pris leur ampleur la plus considérable, comme en témoignent les mouvements précédemment signalés dans les comptes courants débiteurs.

Il semblerait dès lors que soient fondées les observations présentées dans l'*Economiste du Littoral* du 7 juin 1917.

« L'orientation donnée à la *Société Marseillaise* par sa nouvelle direction est caractérisée par les deux paragraphes du rapport que nous avons mis en italique — ceux qui viennent

d'être cités — : Appui de capitaux ou cautions directes aux industries travaillant actuellement pour la Défense Nationale et pour celles qui, dans l'après-guerre, travailleraient pour le développement de la prospérité nationale. »

« Réalisation du portefeuille-titres, ce qui paraît impliquer l'abandon pour l'avenir de la politique de participation aux émissions, qui jusqu'à ce jour, a par trop absorbé l'activité de cet établissement de crédit. »

C'est dans ces conditions que le Conseil d'administration avait été à même d'attirer l'attention des actionnaires sur la plus-value accusée par certains postes de la comptabilité sociale, en particulier par les comptes de dépôts :

« Nos comptes de dépôts et comptes courants créditeurs, qui s'élevaient à 74 millions 014 mille francs en 1915, sont passés à 109 millions 546 mille francs au 31 décembre 1916, en augmentation de 35 millions 531 mille francs. »

Il semblerait donc que soient justifiées les extensions auxquelles le Conseil d'administration avait procédé dans le courant de l'exercice et dont il rendait compte en ces termes :

« En ce qui concerne l'amélioration et la mise au point de notre réseau, tout en nous inspirant d'un esprit d'économie, nous avons agrandi et aménagé les salles de coffres-forts de notre siège social pour les mettre en rapport avec les installations similaires et le développement de notre clientèle. Nous procédons à l'aménagement de locaux que nous nous sommes assurés dans des conditions favorables à Toulon, Arles et Cette. Si la pénurie de personnel ne nous permet pas d'organiser définitivement ces agences avant la fin des hostilités, nous serons en tous cas prêts, à ce moment, à les ouvrir à l'exploitation. Notre réseau d'agences régionales sera ainsi homogène et à peu près complet dans tout le bassin de la Méditerranée, de Perpignan à Monaco. »

Cependant, ainsi qu'il en était depuis le début de la guerre, la *Société Marseillaise* avait rencontré en 1916 un certain nombre de difficultés dont l'influence s'était fait sentir profondément sur le mouvement de ses opérations.

Tout d'abord, en raison du manque de personnel l'établissement avait dû maintenir fermés 19 de ses succursales, agences ou bureaux, certains autres, en outre ne restant ouverts que pour assurer le service de garde des coffres.

D'autre part, comme les transactions commerciales étaient demeurées encore pour la plupart au comptant, l'escompte des effets de commerce s'était singulièrement raréfié. Aussi le portefeuille bancable de la Société se trouvait-il composé pour la plus large part de Bons de la Défense Nationale. A ce dernier point de vue le rapport du 25 Mai 1917 nous apporte les précisions suivantes:

« Notre portefeuille commercial s'élève au 31 décembre 1916 à 66 millions 688 mille francs, en augmentation de 25 millions 458 mille francs sur l'année précédente. Les Bons de la Défense Nationale y figurent pour les 2/3, le solde étant représenté par le papier commercial provenant de nos escomptes que nous conservons en portefeuille et par le solde du papier moratorié.

« La rentrée de notre papier moratorié se poursuit dans des conditions qui seraient plus satisfaisantes encore si les mesures concernant les moratoires, tout en prévoyant les exceptions justifiées, permettaient d'amener tous les débiteurs à une conception plus exacte de leurs devoirs. Vous constaterez que nos escomptes commerciaux, bien qu'en augmentation sur les précédents exercices, sont encore loin d'avoir repris leur niveau normal. Cette situation restera la même, tant que le crédit commercial qu'il conviendrait, dans l'intérêt général, de faire revivre, sera remplacé dans bien des cas par la thésaurisation résultant des moratoires. »

Il ne semble pas douteux, dès lors, que les opérations ayant pour objet les Bons de la Défense Nationale aient encore constitué au cours de l'exercice un des éléments les plus importants de l'activité sociale. C'est d'ailleurs, ce qui paraît bien résulter des indications suivantes présentées par les dirigeants de la Société :

« Nous avons prêté notre concours le plus actif à toutes les opérations financières d'intérêt national. Nous avons considéré comme un devoir d'intensifier nos efforts vers le placement des Bons de la Défense Nationale et, pour contribuer à augmenter encore la faveur si justifiée dont ils jouissent, nous en avons largement facilité l'escompte. »

En ce qui concerne le concours apporté à l'Etat par l'établissement, lors de l'émission du deuxième emprunt de la Défense Nationale, on observera que le Conseil d'administration s'était borné aux indications les plus générales :

« Dans le deuxième emprunt national, notre compagnie s'est classée dans un rang des plus honorables parmi les principales sociétés de crédit. »

Le rapprochement des bilans au 30 Septembre et 31 Octobre 1916 fait apparaître cependant qu'au moment où les nouvelles rentes 5 % ont été offertes au public les dépôts de la *Société Marseillaise* ont fléchi de 2 millions 700 mille francs environ. On remarquera en outre que, loin d'entraîner une réduction de l'encaisse comme on aurait pu s'y attendre, cette diminution des ressources mises par le public à la disposition de la Société n'affectait en rien les disponibilités immédiates. Celles-ci avaient au contraire augmenté de 3 millions passés. Aussi le fléchissement des exigibilités à vue avait-il uniquement sa contre-partie dans le portefeuille bancable. Ce dernier se trouvait ramené de 63 millions 590 mille francs à 54 millions 806 mille frs ce qui avait permis à la Banque d'avancer à sa clientèle 550 mille francs environ sur garanties et 1 million 200 mille francs en comptes-courants.

L'établissement avait donc subi d'une façon plus atténuée encore que l'année précédente le contre-coup de l'appel adressé par le Trésor à l'épargne.

Par contre la Société paraît avoir pris une part importante dans les émissions industrielles. Encore qu'à cet égard le Conseil d'administration se soit contenté de fournir les indications les plus générales, on observera en effet que le rapport du 25 Mai 1917 signalait la participation de la banque « à presque toutes les émissions et obligations industrielles se rattachant à la Défense. »

On constatera néanmoins qu'en diminution de 1 mil-

lion 244 mille francs sur son montant du 31 Décembre 1915, le portefeuille-titres n'atteignait plus à fin 1916 que 18 millions 356 mille francs, soit 16 % des dépôts, ce qui était une proportion beaucoup moins élevée que celles rencontrées jusqu'à présent.

Signalons enfin que la Société s'était efforcée de contribuer à l'amélioration des changes notamment par la recherche de l'or et le prêt à l'Etat de titres des pays neutres. Il ne semble pas cependant qu'elle soit allée jusqu'à prêter sa signature à la Banque de France en vue d'obtenir des crédits à l'étranger. On remarquera en effet que le rapport du Conseil d'administration n'avait fait aucune allusion à des opérations de ce genre et d'autre part la rubrique « Opérations de change à terme garanties » ne figurait toujours pas dans les bilans.

En définitive, la politique nouvellement adoptée par les dirigeants de la *Société Marseillaise* semble avoir permis à l'établissement de demeurer au cours de l'année 1916 en rapports assez suivis avec le mouvement industriel et commercial et par suite de bénéficier dans une certaine mesure de l'essor économique qui s'était manifesté à cette époque sous le stimulant des besoins de la Défense Nationale.

Aussi les produits de l'exercice s'étaient-ils accrus d'une façon sensible. En augmentation de 2 millions 310 mille francs sur ceux de 1915, ils s'élevaient après inventaire à 2 millions 541 mille francs.

Se souvenant des incidents auxquels leur évaluation avait donné lieu l'année précédente, la *Cote de la Bourse et de la Banque* du 28 Février 1917 écrivait :

« Nous lisons dans diverses notes d'agences, que le Conseil d'administration de la *Société Marseillaise*, qui pendant deux années, n'avait rien réparti à ses actionnaires, proposait la distribution d'un dividende de 5 % sur le capital versé pour l'exercice clos au 31 décembre.

« Nous en acceptons volontiers l'augure en souhaitant seulement que cette année, les dirigeants de la Banque ne soient pas contraints, comme ils le furent l'année précédente, de reviser les comptes dressés tout d'abord et qui faisaient apparaître un chiffre de bénéfices ne correspondant pas à la réalité. »

Le Conseil d'administration n'eut pas dans la suite à revenir sur sa décision. Le 25 Mai 1917, à l'assemblée ordinaire des actionnaires, un dividende de 5 % fut effectivement proposé par les dirigeants de la Société.

Nous n'avons sans doute pas entre les mains des documents suffisamment précis pour trancher la question de savoir si les bénéfices ainsi distribués étaient complètement disponibles. Nous ferons remarquer cependant que les indications fournies par le Conseil d'administration sur la composition du portefeuille-titres et son évaluation semblent permettre de conclure qu'à la clôture de l'exercice 1916, la Société était parvenue à peu près complètement à amortir les pertes qu'elle avait éprouvées depuis le début de la guerre sur ce dernier chapitre de son actif :

« Notre portefeuille-titres se compose pour 1/3 environ de valeurs régionales cotées à la Bourse de Marseille. Les deux autres tiers comprennent les valeurs cotées à Paris, les valeurs non cotées et nos participations diverses. Nous avons évalué toutes nos valeurs cotées sur les cours moyens au 31 décembre dernier et la plus value réalisée sur certaines d'entre elles nous a permis de procéder à la révision de certaines valeurs non cotées. »

Dans ces conditions il semblerait que l'on puisse considérer le bilan arrêté au 31 Décembre 1916 comme définitivement apuré.

Ainsi donc les espoirs conçus l'année précédente par le Conseil d'administration en terminant la lecture de son rapport s'étaient en partie réalisés.

La reprise qui s'était manifestée en 1916 dans l'activité de la *Société Marseillaise* paraît s'être accentuée au cours de l'année 1917.

On constatera tout d'abord que, réserve faite d'un fléchissement d'une quinzaine de millions pendant les 3 mois de l'été, les comptes de chèques et comptes courants créditeurs n'avaient pas cessé de s'accroître jusqu'à la fin de l'exercice. Ils s'élevaient alors à 193

millions 210 mille francs, en augmentation de 83 millions 664 mille francs par rapport à leur montant du 31 décembre précédent. Il faut reconnaître toutefois que ces derniers chiffres se trouvaient accidentellement grossis des dépôts passagèrement confiés à la Société en vue des souscriptions au troisième emprunt de la Défense Nationale. Aussi la comparaison des bilans au 31 Décembre 1916 et 30 Novembre 1917 donnerait-elle plus rigoureusement l'importance des progrès définitivement réalisés par la *Société Marseillaise* au cours de l'exercice. A cette dernière date, les ressources mises par la clientèle à la disposition de la banque dépassaient 171 millions, ce qui représentait encore sur les chiffres de fin 1916 une augmentation sensible et dont le montant n'était pas inférieur à 61 millions et demi.

Comme d'autre part, après des alternatives diverses dans la première période de l'année, l'encaisse s'était constamment maintenue à partir du mois de Mai à un niveau moins élevé que précédemment, la proportion des disponibilités immédiates aux exigibilités à vue ne tardait pas à descendre au dessous de 10 %.

Entre le mois de mai et le mois de novembre elle restait à peu près inchangée à 7 %.

Elle remontait cependant à 14 % à la clôture de l'exercice. Il est vrai que l'émission des nouvelles rentes 4 % ne devait pas être complètement étrangère à ce dernier mouvement.

Cette diminution dans l'importance des capitaux improductifs trouvait sa contre partie dans le portefeuille bancaire. Celui-ci était passé de 66 millions à 140 millions. Il avait donc plus que doublé pendant l'année alors que les fonds provenant de la clientèle n'avaient augmenté que de 177 %. Aussi le rapport de l'ensemble « Caisse + Portefeuille » aux dépôts qui avait atteint 80 % dès le mois de mars, se relevait-il à 87 % au mois de novembre suivant.

Tout compte fait, la liquidité de la *Société Marseillaise* avait donc très notablement augmenté au cours

de l'exercice. La sécurité des déposants s'en trouvait par suite très sensiblement accrue.

Ce dernier résultat n'avait naturellement pu être obtenu qu'aux dépens des postes de l'actif réalisable à terme. C'est ainsi que les avances sur garanties et reports avaient été l'objet d'une compression à peu près continue. A la clôture de l'exercice, ils n'atteignaient plus que 17 millions 821 mille francs contre 21 millions 696 mille francs au 31 Décembre précédent.

Quant aux comptes courants débiteurs, ils avaient sans doute augmenté graduellement. On remarquera cependant que cette progression n'a pas cessé de demeurer extrêmement lente. De 48 millions 369 mille francs qu'ils accusaient au 31 Janvier 1917, ils passaient à 58 millions 622 mille francs au 30 Septembre suivant, pour redescendre à 56 millions 102 mille francs au mois de Novembre. A la fin de l'année, ils étaient cependant en lég re reprise à 59 millions 729 mille francs. Il est vrai que ce dernier mouvement devait être en relations étroites avec les déplacements de fonds provoqués par l'emprunt. Les renseignements contenus dans le rapport du 17 mai 1918 sembleraient confirmer cette interprétation:

« L'augmentation des comptes débiteurs provient en grande partie de nos soldes disponibles au 31 décembre chez nos correspondants banquiers. »

Indiquons enfin que le portefeuille-titres avait été continuellement réduit au cours de l'année. En diminution de 8 millions 243 mille francs par rapport à son montant du 31 Décembre 1916, il ne s'élevait plus, en fin d'exercice, qu'à 10 millions 113 mille francs soit 5 % des dépôts.

Voici d'ailleurs quelles ont été en 1917 les fluctuations des principaux comptes de la *Société Marseillaise*:

Si l'on compare 1^o) l'encaisse aux dépôts, 2^o) l'ensemble Caisse + Portefeuille aux dépôts, on obtient le tableau suivant

1°

Au 31/ 1/17	Encaisse	15,2	Dépôts	109,4	Prop.	13 %
Au 28/ 2/17	—	13,0	—	112,4	—	11 %
Au 31/ 3/17	—	17,4	—	127,4	—	13 %
Au 30/ 4/17	—	18,5	—	157,4	—	11 %
Au 31/ 5/17	—	11,4	—	158,5	—	7 %
Au 30/ 6/17	—	11,3	—	149,5	—	7 %
Au 31/ 7/17	—	13,3	—	145,0	—	9 %
Au 31/ 8/17	—	10,8	—	143,1	—	7 %
Au 30/ 9/17	—	10,5	—	147,9	—	7 %
Au 31/10/17	—	12,4	—	158,0	—	7 %
Au 30/11/17	—	10,8	—	171,7	—	6 %
Au 31/12/17	—	27,0	—	193,2	—	14 %

2°

Au 31/ 1/17	C ^{se} + p ^{le}	81,5	Dépôts	109,4	Prop.	74 %
Au 28/ 2/17	—	84,2	—	112,4	—	75 %
Au 31/ 3/17	—	103,1	—	127,4	—	81 %
Au 30/ 4/17	—	133,0	—	157,4	—	84 %
Au 31/ 5/17	—	132,3	—	158,5	—	83 %
Au 30/ 6/17	—	126,0	—	149,5	—	84 %
Au 31/ 7/17	—	117,3	—	145,0	—	80 %
Au 31/ 8/17	—	116,2	—	143,1	—	81 %
Au 30/ 9/17	—	121,2	—	147,9	—	82 %
Au 31/10/17	—	137,3	—	158,0	—	86 %
Au 30/11/17	—	149,8	—	171,7	—	87 %
Au 31/12/17	—	167,1	—	193,2	—	86 %

De leur côté, les avances et reports, les comptes débiteurs ainsi que l'ensemble de ces deux comptes présenteraient les fluctuations ci-après en millions de francs.

Au 31/ 1/17	Av. et rep ^{ts}	22,0	C ^{ts} débit.	48,3	Ens.	70,3
Au 28/ 2/17	—	21,3	—	49,4	—	70,8
Au 31/ 3/17	—	18,9	—	48,5	—	67,4
Au 30/ 4/17	—	19,0	—	50,5	—	69,6
Au 31/ 5/17	—	18,6	—	53,2	—	71,8
Au 30/ 6/17	—	17,8	—	52,2	—	70,0
Au 31/ 7/17	—	18,2	—	55,7	—	73,9
Au 31/ 8/17	—	18,0	—	55,7	—	73,7
Au 30/ 9/17	—	16,9	—	58,0	—	74,9
Au 31/10/17	—	17,6	—	53,8	—	71,4
Au 30/11/17	—	17,6	—	56,1	—	73,7
Au 31/12/17	—	17,8	—	59,7	—	77,5

Examinant les mouvements qui s'étaient produits d'une année à l'autre dans les comptes de la Société, *l'Economiste Européen* du 12 Juillet 1918 écrivait :

« Passons en revue les principaux postes du bilan ; nous constatons que le chapitre Caisse et Banque s'élève à 27,088 millions. Dans ce chiffre important ne sont pas comprises les disponibilités chez ses correspondants banquiers qui figurent dans les comptes courants. Soucieuse de conserver de très larges disponibilités immédiates, même au prix du sacrifice qu'une pareille immobilisation lui cause, cette politique financière nous paraît des plus sages.

« Le portefeuille et les Bons de la Défense Nationale s'élèvent à 140 millions 076 mille francs contre 66 millions 688 mille francs en 1916, soit une augmentation de 73 millions 387 mille francs.

« Le chapitre Rentes, Actions, Obligations et Participations financières a été ramené de 18 millions 356 mille francs au 31 décembre 1916, à 10 millions 113 mille francs, soit une diminution de 8 millions 243 mille francs. Les immobilisations avec les risques inévitables de variations qu'elles entraînent se trouvent ainsi sensiblement diminuées.

« Les avances sur titres se retrouvent à 17 millions 822 mille francs en diminution de 3 millions 874 mille francs par rapport à 1916.

« Les comptes courants sont à 59 millions 729 mille francs contre 44 millions 119 mille francs. Cette augmentation provient en grande partie des soldes disponibles au 31 décembre chez les correspondants banquiers. Les autres postes de l'actif ne comportent aucune remarque spéciale.

« Au passif, seul le poste dépôts et comptes courants attire l'attention. Ces comptes s'élèvent à 193 millions 210 mille francs en 1917, contre 109 millions 546 mille francs en 1916, soit une augmentation de 83 millions 664 mille francs. Il est intéressant de constater la progression des dépôts et comptes courants au cours des cinq dernières années. Elle résulte des chiffres ci-après :

- « 65 millions 829 mille francs en 1913.
- « 43 millions 930 mille francs en 1914.
- « 54 millions 188 mille francs en 1915.
- « 109 millions 546 mille francs en 1916.
- « 193 millions 210 mille francs en 1917.

« On peut donc constater par ces chiffres que la clientèle de la *Société Marseillaise* n'a pas cessé de lui témoigner sa confiance la plus grande. »

De son côté, le *Messenger de Paris* du 12 Juin 1918 écrivait :

« Le seul chapitre du passif qui, dans le bilan de fin 1917 appelle une observation, est celui des dépôts et comptes courants dont le développement remarquable depuis 1914 a pris, surtout depuis l'an dernier, une ampleur extraordinaire, passant de 65 millions en 1913 à 109 millions en 1916 et enfin à 193 millions en 1917. La clientèle de la *Société Marseillaise* n'a donc pas cessé de lui témoigner une confiance toujours plus grande, mettant à sa disposition des ressources qui lui permettront, à la reprise des affaires, de remplir dignement le rôle économique réservé aux sociétés de crédit et particulièrement aux grandes sociétés régionales faisant œuvre utile de décentralisation.

Les progrès réalisés par la *Société Marseillaise* pendant la quatrième année de la guerre trouvaient, croyons nous, pour une large part leur explication dans le maintien de la ligne de conduite à laquelle les dirigeants de l'établissement s'étaient ralliés depuis les derniers exercices.

On remarquera que le Conseil d'administration s'était encore préoccupé attentivement de la liquidité de la Société. Ce souci se manifestait notamment dans les renseignements qu'il avait donnés sur l'importance des disponibilités conservées en caisse par la banque :

« Le chapitre Caisse et Banque s'élève à 27 millions 688 mille francs. Dans ce chiffre ne sont pas compris nos disponibilités chez nos correspondants banquiers, qui figurent dans nos comptes courants débiteurs. Notre souci constant a été de conserver de très larges disponibilités immédiates, même au prix du sacrifice qu'une pareille immobilisation nous cause. »

Nous savons en outre que l'ensemble de l'actif immédiatement disponible ou réalisable à très court terme était allé, au 30 Novembre 1917, jusqu'à représenter 87 % des dépôts. Cette dernière proportion était analogue à celle que l'on rencontrait à la même époque dans de grandes institutions de crédit comme le *Comptoir National d'Escompte de Paris*.

Enfin le Conseil avait poursuivi la réduction des immobilisations. A cet égard le rapport du 17 Mai 1918 nous apporte les précisions suivantes :

« Nous avons procédé au cours de cet exercice à d'importantes réalisations sur notre portefeuille-titres qui ont ramené ce chapitre encore trop important de notre actif de 18 millions 356 mille francs au 31 décembre 1916 à 10 millions 113 mille francs, soit une diminution de 8 millions 242 mille francs. La plupart de ces réalisations se sont effectuées avec bénéfices ; d'autres au pair ou avec pertes légères. Nous avons jugé indispensable d'appliquer le bénéfice résultant de la réalisation de certaines valeurs locales à des réductions d'évaluations sur d'autres valeurs non cotées ou sur certaines de nos participations financières. Vous constaterez qu'un grand pas d'ores et déjà a été fait, et que nos immobilisations en rentes, actions, obligations et participations financières avec le risque inévitable qu'elles entraînent, se trouvent sensiblement diminuées ou améliorées. »

D'autre part, la Société avait entendu prêter son appui au commerce et à l'industrie, notamment aux entreprises travaillant pour la Défense Nationale. On constatera cependant qu'à ce point de vue, le compte rendu de fin d'année s'était borné aux indications les plus générales :

« L'orientation donnée à nos affaires au cours de cet exercice a été celle de ces dernières années. Toute notre activité, tous nos efforts ont été tendus vers le même but : donner notre aide sans réserve à tout ce qui peut de près ou de loin intéresser la Défense Nationale. »

En fait, il semblerait que le concours apporté par l'établissement ait beaucoup plus revêtu la forme de participation aux émissions industrielles que celle d'avances en comptes courants. Nous avons déjà signalé en effet que les comptes courants débiteurs ne s'étaient que relativement peu accrus. Par contre, ainsi qu'on le verra par la suite, le rapport du 17 Mai 1918 avait cité jusqu'à 16 opérations financières patronnées par la Société, alors que l'année précédente il n'en avait indiqué aucune.

L'orientation imprimée à la *Société Marseillaise* pendant l'exercice avait été l'objet des appréciations suivantes dans un article du « *Messenger de Paris* » en date du 29 Mai 1918 :

« La *Société Marseillaise* s'est efforcée de conserver de très larges disponibilités. De là une diminution des avances sur titres et du chapitre: Rentes, Actions, Obligations et Participations diverses. Par contre, le chapitre Caisse et Banque s'élève à 27 millions 88 mille francs et le portefeuille se totalise par 140 millions en augmentation de 73 millions. Dans le total figurent les Bons de la Défense Nationale pour 90 millions. »

De son côté, *Le Rentier* du 7 Juin 1918 écrivait:

« La politique adoptée par le Conseil d'administration au cours de l'exercice 1917 a été la même que celle de ces dernières années. C'est dire que toute l'activité de la Société a été tendue vers le même but: donner un concours sans réserve à tout ce qui peut intéresser la Défense Nationale. »

C'est dans ces conditions que le Conseil d'administration avait été à même d'attirer l'attention des actionnaires sur l'augmentation très considérable accusée par le chapitre le plus important du bilan: les comptes de dépôt et les comptes courants créditeurs.

« Ces comptes s'élèvent à 193 millions 210 mille francs en 1917 contre 109 millions 546 mille francs en 1916, soit une augmentation de 83 millions 664 mille francs. Notre clientèle n'a donc cessé de nous témoigner une confiance toujours plus grande. »

Il semblerait dès lors que la *Société Marseillaise* soit parvenue à bénéficier dans une certaine mesure de l'essor économique provoqué en 1917 par les besoins de la Défense Nationale, et plus particulièrement de l'activité intense dont la région Marseillaise avait été le siège, ainsi, que l'indiquait le Conseil d'administration dès le début de son rapport:

« Peu de jours avant sa mort, M. Charles-Roux nous retraçait à Port de Bouc ce qu'était peu d'années auparavant cette contrée ingrate et méconnue. Et maintenant se profile à nos yeux l'importante silhouette du viaduc de Caronte, tandis qu'autour de nous, dans cette région jadis déserte, se dressent

de puissantes usines créées ou transformées comme par miracle : les chantiers de Provence, les usines Kuhlmann, Société de S^t Gobain, Triages du P. L. M., formant en quelque sorte le prolongement de notre grand port ; puissante source d'énergie et de production travaillant sans relâche aujourd'hui pour la défense du pays, demain pour sa prospérité.

« Région aujourd'hui privilégiée pour notre développement industriel, située telle qu'elle est entre la ligne du P. L. M. et le Canal de Marseille au Rhône, qui doit étendre à l'infini la puissance d'action de notre grand port, transformant notre industrie, lui offrant à bon compte le transport, la force, les matières premières, sources de bienfaits pour tous par l'abaissement du prix de tant d'articles de consommation, victoire tangible dans les luttes d'après guerre. »

On remarquera cependant que, malgré la prospérité de la région où elle se trouvait installée, la *Société Marseillaise* n'avait procédé au cours de l'exercice à aucune installation nouvelle. C'est qu'en effet l'établissement avait encore rencontré de très sérieuses difficultés qui étaient venues inciter ses dirigeants à la prudence.

D'une part, ainsi qu'il en était depuis le début de la guerre, l'habitude s'était généralisée de régler au comptant la plupart des transactions commerciales. En maintenant dans le public une circulation considérable dont le recours au crédit eût économisé l'usage, cet état de choses contribuait singulièrement à précipiter la dépréciation du billet de banque. Pour ménager le crédit de la Banque de France, notamment à l'étranger où notre pays effectuait d'importants achats, il convenait donc autant que possible de limiter l'emploi des espèces, d'où l'effort entrepris par notre institut d'émission pour vulgariser les chèques et les virements.

La *Société Marseillaise* avait été une des premières à s'y associer ainsi qu'il résulte du rapport présenté par le Conseil d'administration à l'assemblée ordinaire du 17 Mai 1918 :

« Nous avons considéré qu'il était de notre devoir d'appuyer de tout notre concours moral, la campagne si utile et si bienfaisante menée sous la haute direction de M. le Ministre des Finances et de M. le Gouverneur de la Banque de France

en vue de la réduction de notre circulation fiduciaire. Nous constatons à ce propos avec plaisir que nous avons été parmi les pionniers de la première heure. Dès 1914, en effet, par une large publicité faite dans les départements du Midi, où s'étend surtout notre sphère d'action et d'influence, nous avons engagé la clientèle à restreindre l'usage des billets par une utilisation beaucoup plus large des chèques, des domiciliations et des virements. De même nous avons secondé de notre mieux les efforts de la direction de la Banque de France de notre ville pour la création à Marseille d'une Chambre de compensation. Ce projet, aujourd'hui réalisé, permet de régler sans mouvement d'espèces ou de billets, par simple jeu d'écriture, des sommes s'élevant journallement à 8 ou 9 millions de frs. »

Il semblerait que dans cet ordre d'idées la *Société Marseillaise* ait obtenu des résultats assez satisfaisants. On remarquera en tout cas qu'elle était singulièrement plus favorisée que les grands établissements financiers. Depuis le 30 Juin 1914, ses dépôts s'étaient en effet accrus de 260,7 %, alors que ceux des quatre grandes institutions de crédit n'avaient augmenté en moyenne que de 104,7 % pendant le même laps de temps.

Les règlements au comptant avaient aussi pour effet de raréfier très sensiblement les effets de commerce. La *Société Marseillaise* paraît avoir souffert encore assez profondément au cours de l'exercice 1917 de cette autre conséquence des moratoires :

« La principale source de nos profits et le meilleur emploi de nos dépôts, l'escompte du papier commercial, reste à peu près tari et il en sera ainsi aussi longtemps que le crédit, levier indispensable et puissant de toute reprise économique, n'aura pas repris son rôle bienfaisant. Le moratorium lui fait encore obstacle, le respect de l'échéance étant la condition sine qua non du crédit. Qui peut payer doit payer, telle devrait être la règle applicable à tous les engagements moratoriés. Trop de débiteurs font passer leur intérêt particulier et souvent mal compris avant l'intérêt général. Le crédit est un organisme complexe et délicat, mais un organisme vital et nous nous associons à tous nos grands confrères pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur la nécessité de prendre à l'égard du moratorium des mesures conformes à l'intérêt général et à la reprise de l'escompte. Toutes les transactions se traitant au comptant presque toujours pour le compte de l'Etat ou des Mu-

nicipalités, ne donnent généralement lieu qu'à des règlements par chèques et virements sur le Trésor. Aussi le montant des agios n'a-t-il aucun rapport avec le volume des transactions d'escomptes. »

Ajoutons en outre que conformément aux indications du Conseil d'administration, les Bons de la Défense Nationale occupaient toujours la plus large part dans le portefeuille bancable. Sur un montant de 140 millions, ceux-ci figuraient en effet pour 90 millions, soit 64 %.

Il semblerait dans ces conditions que les opérations ayant pour objet les emprunts à court terme émis par le Trésor aient constitué comme par le passé un des éléments les plus importants de l'activité sociale. Cette opinion paraît bien résulter des renseignements fournis par les dirigeants de la Société:

« La participation aux Bons de la Défense Nationale, soit comme prise directe pour notre compte, soit comme escompte de Bons de la clientèle ont dépassé de beaucoup le montant que nous avons atteint au cours de ces dernières années. »

En ce qui concerne la part prise par la Société dans le placement du troisième emprunt de la Défense Nationale le Conseil d'administration s'était borné, ainsi qu'il l'avait fait l'année précédente, aux indications les plus générales:

« Nous avons participé tout spécialement au dernier emprunt national 4 %. Comme pour les deux précédents nous nous sommes placés comme résultats au tout premier rang des Sociétés de crédit régionales. »

Le rapprochement des bilans aux 30 Novembre 1917, 31 Décembre 1917, 31 Janvier 1918 et 28 Février 1918 fait apparaître qu'à l'époque où les nouvelles rentes ont été offertes au public les dépôts de la *Société Marseillaise* ont diminué de 31 millions.

Simultanément l'encaisse qui était passée de 10 millions' 813 au mois de novembre, à 27 millions, 088 au mois de décembre pour atteindre au mois de janvier 44 millions et demi, chiffre qu'elle n'a jamais dépassé de toute la durée de la guerre, se trouvait ramenée au 28 février 1918 à 19 millions 438 mille francs en diminution de 25 millions 116 mille francs. La différence provenait du portefeuille commercial. Celui-ci avait fléchi de 25 millions 131 mille francs entre le mois de décembre et le mois de février, ce qui avait permis en outre d'avancer à la clientèle 4 millions 270 mille francs en comptes courants.

Il semblerait donc à première vue que l'appel adressé par le Trésor à l'épargne ait exercé sur la Société une répercussion sensiblement plus profonde que l'année précédente.

On observera toutefois que l'augmentation de l'encaisse entre le mois de décembre 1917 et le mois de janvier 1918 — 20, 3 millions — trouvait jusqu'à concurrence de 17, 3 millions sa contre partie dans la diminution du portefeuille bancable. On peut donc en conclure qu'au lieu de garder improductives, jusqu'au règlement de l'opération, les sommes qui lui avait été apportées par le public pour être remises au Trésor, la Société les avait au préalable consacrées à des emplois à court terme. Il en résultait par suite une amplification très appréciable dans les mouvements de l'encaisse et du portefeuille. Il n'en reste pas moins vrai que, tout compte fait, les déplacements de fonds provoqués par l'emprunt portaient sur une trentaine de millions contre 3 millions à peine l'année précédente. La Société avait en outre contribué au placement des titres suivants:

- | | |
|-------------|--|
| Bons | Sud-Electrique 6 %. |
| | Energie électrique du littoral Méditerranéen 6%. |
| Actions | Tréfileries du Havre. |
| | Aciéries de Firminy. |
| | Société Havraise d'Energie Electrique. |
| Obligations | du Crédit Foncier de France 5 1/2 %. |

Obligations	Ville de Paris 5 1/2 %.
Bons	Phosphates de Gafsa. Compagnie Française de Métaux. Energie électrique du Sud-Ouest. Matériel Roulant. Delaunay-Belleville. Société d'explosifs et de produits chimiques.
Actions	Compagnie Française du Froid sec.
Obligations	Usines Bouhey 6 %.
Actions	Energie électrique du littoral Méditerranéen.
Obligations	Ville de Marseille 5 1/2 %.

Si l'on en croit la « *Chronique Latine* » du 25 mars 1918, la Société se serait en outre intéressée à l'augmentation du capital social de la *Banque de l'Azow et du Don* et de la *Société Prowodnik*. A ce sujet le journal en question avait écrit un article assez violent que nous reproduisons ici à titre documentaire :

« Comprenant, mais un peu tard, que l'on n'abuse pas outrageusement de la crédulité publique sans provoquer sa juste méfiance, la *Société Marseillaise* s'évertue par une publicité intensive et tapageuse à la quatrième page des grands quotidiens à faire ses offres de service aux capitalistes français, espérant probablement ainsi regrouper un nouveau noyau de clients. Ces procédés surannés ne suffiront certainement pas à attirer à nouveau aux guichets de cette banque une clientèle si cruellement échaudée dans le passé et qui, juste retour des choses d'ici bas, a désappris aujourd'hui à prendre le chemin de ses bureaux. Il ne pouvait d'ailleurs pas en être autrement et nous l'avons à différentes reprises bien fait prévoir. Lorsqu'on a eu en effet le triste courage ou l'aberration de patronner et d'écouler clandestinement des titres d'affaires russes inféodées jusqu'aux moelles aux capitaux allemands, alors que l'ennemi souillait encore notre sol, se livrant aux plus abominables atrocités sur nos malheureuses populations envahies, il n'est pas surprenant de constater que des citoyens patriotes manifestent ouvertement leur mécontentement, tiennent en suspicion et ne veulent plus avoir recours à un établissement de crédit dont les agissements furent si répréhensibles.

« On pourrait même se montrer surpris de ce que la réprobation unanime des gens avertis, soulevée par cette politique inconsciente, n'ait pas eu sa répercussion à la tribune de la Chambre. Cependant, disons le nettement, c'est un scandale que ces augmentations de capital en pleine guerre de la *Banque de l'Azow et du Don* et de la *Prowodnik*. Sans les politiciens in-

flents qui gravitent autour de cette banque, couvrent ces véritables méfaits, sans le concours largement rémunéré il est vrai du trop célèbre économiste Didier parvenu à obtenir le silence de la presse contre un peu d'or, des faits aussi scandaleux n'auraient certes pu se produire ou, en tous cas, ils eussent été réprouvés énergiquement. »

Quoi qu'il en soit de ce dernier point de vue, l'importance de l'énumération présentée ci-dessus semble permettre de conclure que la *Société Marseillaise* était loin d'avoir complètement renoncé à la politique qui l'avait placée au début de la guerre dans une position difficile.

Il faut reconnaître cependant qu'en diminution de 8 millions 243 mille francs sur son montant du 31 Décembre précédent, le portefeuille titres n'atteignait plus à fin 1917 que 10 millions 113 mille francs soit 5 % des dépôts.

Signalons enfin que, contrairement à ce qu'il en avait été jusqu'alors, la *Société Marseillaise*:

« avait prêté gratuitement sa signature dans certaines opérations de change et de crédit intervenues entre le Gouvernement et certains pays neutres ou alliés. »

Toutefois, comme à l'inverse de ce qu'avait fait nombre de sociétés de crédit, ces opérations n'avaient pas été portées à un compte spécial, il n'est pas possible, dans le silence du Conseil d'administration, d'en préciser le montant.

En définitive, il ne paraît pas douteux que malgré les difficultés inhérentes aux conditions générales de l'exercice, la *Société Marseillaise* soit parvenue en 1917 à développer assez sensiblement le volume de ses affaires.

Aussi, en augmentation de 205 mille francs sur ceux de l'année précédente les bénéfices s'étaient-ils élevés à 2 millions 746 mille francs, sur les quels 340 mille francs se trouvèrent reportés à nouveau.

Encore que le rapport du 17 mai 1919 n'ait fait aucune

allusion à l'influence exercée sur la *Société Marseillaise* par les événements de l'année 1918, cette dernière paraît cependant en avoir subi le contre-coup d'une façon assez sensible.

On constatera tout d'abord qu'au lendemain de l'offensive du 21 mars, les ressources mises par le public à la disposition de l'établissement avaient diminué de 5 millions 300 mille francs environ. Bien qu'à cette époque la Société se soit efforcée de réduire dans une certaine mesure les postes de l'actif réalisable à terme : avances sur garanties et reports ainsi que les comptes courants débiteurs, l'encaisse avait néanmoins fléchi de 7 millions 780 mille francs ; aussi, la proportion des disponibilités immédiates aux exigibilités à vue se trouvait-elle ramenée de 11 % à 7 %. Toutefois, comme de son côté le portefeuille bancable s'était accru de 6 millions 600 mille francs, le rapport de l'ensemble « Caisse plus Portefeuille » aux exigibilités passait de 82 % à 84 %. Dans l'ensemble, la liquidité de la Banque avait donc augmenté.

Cependant la situation militaire s'étant quelque peu éclaircie, une certaine reprise s'était manifestée au 30 avril suivant dans les postes de l'actif réalisable à terme, notamment dans les comptes courants débiteurs. Il semblerait toutefois que des retraits de dépôts assez importants aient encore été effectués aux guichets de la Société. Sans doute, les comptes de chèques et comptes courants créditeurs étaient-ils en augmentation de 2 millions par rapport à leur montant du 31 mars précédent. On remarquera cependant que cet accroissement trouvait son explication dans les comptes courants débiteurs, dont la plus value n'était pas inférieure à 4 millions. C'est dans ces conditions que, l'encaisse étant restée à peu près inchangée à 11 millions 802 mille francs, soit 7 % des dépôts comme précédemment, le portefeuille bancable se trouvait ramené de 121, 6 millions à 119, 7 millions. Aussi l'ensemble de l'actif immédiatement disponible ou réalisable à très court terme

ne représentait-il plus que 82 % des exigibilités à vue contre 84 % antérieurement.

Au lendemain de l'offensive du 27 mai, les comptes de chèques et comptes courants créditeurs fléchissaient à nouveau de 1 million. La liquidité de la Société ne s'en trouvait toutefois nullement affectée. En effet, tandis que les comptes courants débiteurs se trouvaient ramenés de 59 millions 134 mille francs à 57 millions 173 mille francs, l'encaisse s'était accrue de 527 mille francs et le portefeuille bancable en augmentation de 300 mille francs environ s'inscrivait à 120 millions. Le rapport de l'ensemble « Caisse + Portefeuille » aux dépôts passait ainsi de 82 % à 83 %.

Cependant au cours du mois de juin 1918, les dépôts de la *Société Marseillaise* s'étaient assez sensiblement accrus, si bien qu'à la fin du mois, ils s'élevaient à 172 millions 260 mille francs contre 157 millions 920 mille au 30 avril précédent. Comme, au tournant décisif de la guerre, la société pouvait être brusquement l'objet de retraits de fonds extrêmement importants, elle s'était montrée particulièrement prudente dans l'emploi des ressources qui venaient de lui être ainsi confiées.

On constatera en effet que la plus grande partie en était demeurée dans ses caisses. Aussi la proportion des disponibilités immédiates aux exigibilités à vue s'était-elle relevée à 11 %.

De son côté le portefeuille bancable s'était encore accru de 9 millions 850 mille francs environ. Enfin les postes de l'actif réalisable à terme avaient été l'objet d'une nouvelle compression. Les comptes courants débiteurs se trouvaient réduits de près de 3 millions. Quant aux avances sur garanties et reports, ils étaient ramenés de 19 millions 012 à 18 millions 523.

Ainsi donc, au lieu de conserver en caisse d'énormes capitaux improductifs comme l'avaient fait certains établissements financiers, le *Crédit Lyonnais* en particulier, la *Société Marseillaise*, à l'époque critique de l'année 1918, s'était surtout préoccupée d'accroître son

portefeuille bancable. C'est dans ces conditions que le rapport de l'ensemble « Caisse + Portefeuille » aux dépôts était passé de 83 % à 87 %, ce qui assurait d'une façon très satisfaisante la sécurité des déposants.

Au 31 juillet suivant, la proportion avait encore augmenté, elle était de 88 % ; il semblerait cependant que l'on puisse signaler dès ce moment un certain fléchissement dans la liquidité de la *Société Marseillaise*. On observera en effet qu'en diminution de 3 millions 507 mille francs, l'encaisse n'accusait plus que 17 millions 118 mille francs, soit 10 % des dépôts contre 11 % le mois précédent.

Au mois d'août, le mouvement s'était accentué. On constatera tout d'abord que l'encaisse avait à nouveau diminué de 2 millions 884 mille francs, si bien qu'elle ne représentait plus que 7 % des dépôts. En outre, bien que le portefeuille bancable se soit encore accru de 8 millions passés, le rapport de l'ensemble « Caisse + Portefeuille » aux exigibilités se trouvait ramené de 88 % à 84 %. Cette réduction dans l'importance relative de l'actif immédiatement disponible ou réalisable à très court terme trouvait sa contre-partie dans les comptes courants débiteurs qui, en reprise assez sensible, avaient alors augmenté de 11 millions 820 mille francs. On remarquera toutefois qu'après s'être relevé à 86 % au mois de septembre, le rapport de l'ensemble « Caisse + Portefeuille » aux dépôts se maintenait inchangé au 31 octobre suivant. La *Société Marseillaise* se trouvait donc à même de faire face sans difficultés aux retraits de fonds que le quatrième emprunt de la Défense Nationale allait provoquer à ses guichets.

C'est dans ces conditions qu'après s'être enflés d'une façon continue depuis le mois d'août, les comptes de chèques et comptes courants créditeurs avaient diminué de 22 millions environ entre le 31 octobre et le 30 novembre, entraînant une réduction sensible de l'encaisse et surtout du portefeuille bancable.

A la clôture de l'exercice, les ressources mises par le public à la disposition de la société s'étant en partie

reconstituées, le portefeuille était en reprise marquée. Cependant, comme l'encaisse avait encore fléchi de 3 millions, l'ensemble de l'actif immédiatement disponible ou réalisable à très court terme ne représentait plus que 85 % des dépôts, au lieu de 86 % le mois d'octobre précédent.

Voici d'ailleurs quels ont été pour 1918 les mouvements des principaux comptes de la *Société Marseillaise* :

**MOUVEMENT DE L'ENCAISSE DU PORTEFEUILLE
COMMERCIAL ET DES DÉPÔTS**
en millions de francs

Au 31/ 1/18	Encaisse	44,5	Portef.	119,7	Dépôts	191,8
Au 28/ 2/18	—	19,4	—	114,9	—	162,2
Au 31/ 3/18	—	11,6	—	121,6	—	156,9
Au 30/ 4/18	—	11,8	—	119,7	—	158,9
Au 31/ 5/18	—	12,3	—	120,0	—	157,9
Au 30/ 6/18	—	20,6	—	129,8	—	172,2
Au 31/ 7/18	—	17,1	—	134,1	—	171,5
Au 31/ 8/18	—	14,2	—	142,5	—	185,9
Au 30/ 9/18	—	19,6	—	155,2	—	201,6
Au 31/10/18	—	17,7	—	157,5	—	202,7
Au 30/11/18	—	14,3	—	138,6	—	180,8
Au 31/12/18	—	10,9	—	154,5	—	192,8

**MOUVEMENT DES AVANCES ET REPORTS, DES COMPTES
DÉBITEURS ET DE LEUR ENSEMBLE**
en millions de francs

Au 31/ 1/18	Av. et rep ^{ts}	17,5	C ^{ts} débit.	60,3	Ens.	77,9
Au 28/ 2/18	—	18,7	—	58,9	—	77,6
Au 31/ 3/18	—	18,1	—	55,2	—	73,3
Au 30/ 4/18	—	18,9	—	59,1	—	78,0
Au 31/ 5/18	—	19,0	—	57,1	—	76,1
Au 30/ 6/18	—	18,5	—	54,2	—	72,7
Au 31/ 7/18	—	19,7	—	51,7	—	71,5
Au 31/ 8/18	—	17,5	—	63,5	—	81,1
Au 30/ 9/18	—	16,0	—	63,5	—	79,5
Au 31/10/18	—	16,7	—	64,3	—	81,1
Au 30/11/18	—	18,8	—	63,8	—	82,6
Au 31/12/18	—	17,5	—	65,5	—	73,1

Indiquons enfin 1) le rapport de l'encaisse aux dépôts, 2) le rapport de l'ensemble Caisse + portefeuille aux dépôts.

1 ^o							
	Au 31/ 1/18	Encaisse	44,5	Dépôts	191,8	Prop.	23 %
	Au 28/ 2/18	—	19,4	—	162,2	—	11 %
	Au 31/ 3/18	—	11,6	—	156,9	—	7 %
	Au 30/ 4/18	—	11,8	—	158,9	—	7 %
	Au 31/ 5/18	—	12,3	—	157,9	—	7 %
	Au 30/ 6/18	—	20,6	—	172,2	—	11 %
	Au 31/ 7/18	—	17,1	—	171,5	—	10 %
	Au 31/ 8/18	—	14,2	—	185,9	—	7 %
	Au 30/ 9/18	—	19,6	—	201,6	—	9 %
	Au 31/10/18	—	17,7	—	202,7	—	8 %
	Au 30/11/18	—	14,3	—	180,8	—	8 %
	Au 31/12/18	—	10,9	—	192,8	—	5 %

2 ^o							
	Au 31/ 1/18	C ^{se} + pl ^e	164,2	Dépôts	191,8	Prop.	85 %
	Au 28/ 2/18	—	134,3	—	162,2	—	82 %
	Au 31/ 3/18	—	133,2	—	156,9	—	84 %
	Au 30/ 4/18	—	131,5	—	158,9	—	82 %
	Au 31/ 5/18	—	132,3	—	157,9	—	83 %
	Au 30/ 6/18	—	150,4	—	172,2	—	87 %
	Au 31/ 7/18	—	151,5	—	171,5	—	88 %
	Au 31/ 8/18	—	156,7	—	185,9	—	84 %
	Au 30/ 9/18	—	174,8	—	201,6	—	86 %
	Au 31/10/18	—	175,2	—	202,7	—	86 %
	Au 30/11/18	—	152,9	—	180,8	—	84 %
	Au 31/12/18	—	165,4	—	192,8	—	85 %

Examinant les fluctuations qui s'étaient produites d'une année à l'autre dans les bilans de l'établissement, l'Agence Economique et Financière écrivait :

« A l'actif, le poste Caisse et Banque est en diminution sur 1917 par 10 millions 961 mille francs contre 27 millions 088. Par compensation le portefeuille et les Bons de la Défense Nationale passent de 140 millions 076 à 154 millions 572 ; les Rentes et Participations sont à 7 millions 820 mille francs contre 10 millions 113 mille francs ; les avances sur titres stationnaires à 17 millions,5, les comptes courants débiteurs en progrès à 65 millions 541 mille francs contre 59 millions 729 mille francs. Les comptes d'ordre, immeubles et succursales (12 millions globalement) sont sans changement.

« En face de cet actif liquide ou réalisable d'environ 256 millions, il y a 192 millions 890 mille francs de dépôts (chiffre peu près égal à celui de 1917), 4 millions 367 milles francs

de comptes d'ordre et 37 mille francs d'effets à payer. L'ensemble des réserves est inchangé à 21 millions 300 mille francs.»

De son côté le « *Pour et le Contre* » du 24 août 1919 s'exprimait en ces termes :

« La comparaison des bilans au 31 Décembre 1917 et 31 Décembre 1918 ne fait pas ressortir de différence très importante d'un exercice à l'autre, il en est cependant une qui doit être soulignée, c'est la diminution de 2 millions 292 mille francs qu'a subi le portefeuille-titres par suite de réalisations ; le portefeuille-effets qui comprend sur-, tout des Bons de la Défense Nationale est en augmentation de 14 millions ; le montant des dépôts et comptes courants qui est de 192 millions 890 mille francs est à peu près égal à celui du bilan précédent mais il dépasse de 86 millions le chiffre au 31 Décembre 1916 ; il se trouvait occasionnellement grossi à la fin de 1917 des versements sur l'emprunt 1918 la liquidation des comptes a été faite en décembre. Les immobilisations, si on y fait entrer intégralement le portefeuille-titres s'élèvent à 17 millions 833 mille francs ; elles sont d'une importance modérée en regard du fonds social qui ne comprend déjà pas moins de 23 millions 259 mille francs de réserve ; l'avoir en caisse et en banques et le portefeuille-effets formant déjà un total de disponibilités de 155 millions 533 mille francs, qui n'est que d'environ 38 millions inférieur au total du passif envers les tiers. »

De ces dernières considérations, il semble résulter que la *Société Marseillaise* a persévéré en 1918 dans la politique de liquidité à laquelle elle s'était précédemment ralliée. Nous avons déjà vu que pendant toute la durée de l'exercice, le rapport de l'ensemble « Caisse + Portefeuille » aux dépôts s'était maintenu à un niveau élevé. D'autre part, ainsi qu'il résulte du rapport du 17 mai 1919, le Conseil d'administration s'était à nouveau efforcé de réduire les immobilisations.

« Nous avons continué au cours de l'exercice à réduire le poste « Rentes, Actions, obligations et Participations financières » par diverses réalisations. De 10 millions 113 mille frs qu'il était en 1917, le solde restait à 7 millions 820 mille francs au 31 Décembre 1918, soit en diminution de 2 millions 292 mille francs. »

Néanmoins, comme nous l'avons déjà fait observer,

les dépôts de la *Société Marseillaise* étaient restés à peu près stationnaires pendant toute la première période de l'année. Il est vrai qu'ils s'étaient relevés assez sensiblement à partir du deuxième semestre. Aussi, eu égard à cette dernière progression, les dirigeants de la banque pouvaient-ils présenter les observations suivantes à l'assemblée ordinaire des actionnaires :

« Le chiffre des dépôts est sans doute à peu près égal à celui de l'année précédente, mais il faut tenir compte que du fait des opérations de l'emprunt 1917, ce chapitre avait subi à fin décembre 1917 une importante augmentation occasionnelle. Les dépôts accusent en réalité une progression très satisfaisante. C'est un témoignage de la confiance que la clientèle continue à nous accorder. »

Il semblerait dès lors que soient justifiées les extensions auquel le Conseil d'administration avait procédé au cours de l'exercice et dont il rendait compte en ces termes :

« Pendant l'année 1918, nous avons ouvert à l'exploitation nos agences de Toulouse et de Cette. Nous avons tout lieu de penser que nos résultats sur ces deux places, où nous possédons déjà de nombreux amis, répondront à notre attente.

« Manquant de personnel suffisant, nous avons dû malheureusement laisser de côté pendant trop longtemps toute une partie de notre région où les affaires sont cependant importantes et actives. Nous voulons parler de l'Aude et des Pyrénées-Orientales, où nous possédons des installations à Narbonne et à Perpignan. Nous avons pu dans le courant de l'année écoulée remettre en marche ces deux sous-agences et nous venons même, pour répondre au développement prévu de nos opérations, de constituer dans cette zone un groupe autonome avec Narbonne comme agence-mère et Perpignan comme sous-agence. Notre agence mère de Narbonne est provisoirement installée dans le local de l'ancienne sous-agence qui a subi quelques modifications, mais nous nous occupons en ce moment d'une réinstallation définitive adaptée à toutes les exigences d'une organisation de banque moderne .

« Nous allons procéder bientôt, à Marseille, à l'ouverture de notre bureau de Castellane, ce qui portera à cinq le nombre de nos bureaux de quartier. Nous vous informons enfin que nous allons bientôt compléter notre réseau régional du Sud-Ouest par la création d'une agence de notre société à Nîmes. »

Cependant la *Société Marseillaise* avait rencontré en 1918 un certain nombre de difficultés qui paraissent avoir très sérieusement entravé l'essor de ses opérations. Tout d'abord, elle avait été amenée pendant la plus grande partie de l'année à réduire les postes de son actif réalisable à terme. Nous avons vu en effet que les comptes courants débiteurs avaient été l'objet d'une compression presque continue jusqu'au mois de juillet. Ce n'est qu'à partir de cette époque qu'ils avaient repris leur mouvement de progression. Encore convient-il d'observer qu'à la clôture de l'exercice, ils ne s'élevaient qu'à 65 millions 541 mille francs, soit une augmentation d'à peine 6 millions par rapport à leur montant du 31 Décembre précédent.

De leur côté, les avances sur garanties étaient restées à peu près stationnaires. L'appui donné par la *Société Marseillaise* au commerce et à l'industrie s'était donc trouvé de ce chef singulièrement restreint.

Il est à remarquer en outre qu'après avoir fait mention en termes d'ailleurs très généraux, « *du concours sans réserve prêté par la Société à toutes opérations intéressant la Défense Nationale* », le rapport du 17 mai 1919 présentait la liste des opérations financières patronnées par l'établissement au cours de l'exercice écoulé. Il semblerait donc, ainsi qu'il en était déjà l'année précédente que l'aide apportée par la banque au commerce et à l'industrie ait revêtu de préférence la forme de participations dans les émissions industrielles que celles d'avances sur garanties ou en comptes courants.

D'autre part, l'habitude s'étant conservée de régler au comptant la plupart des transactions commerciales, la *Société Marseillaise* s'était encore vue privée en 1918 des opérations d'escompte qui constituaient avant la guerre un des compartiments les plus importants de son activité. A cet égard, le compte rendu du Conseil d'administration présentait les observations suivantes :

« La matière escomptable a été l'année dernière presque aussi rare qu'au cours des années précédentes. Toute l'activité industrielle et commerciale ayant été tournée du côté de la Défense Nationale et les transactions qui s'y rapportent se faisant à peu près toutes au comptant.

« Nous avons été privés en conséquence du papier commercial qui constitue notre ressource habituelle pour le remploi normal de nos dépôts. Il faut espérer qu'avec la reprise des transports et quand la liberté sera pleinement rendue aux échanges commerciaux, nous ne tarderons pas à revenir aux habitudes de crédit qui sont à la base de tout développement économique. La suppression du moratorium ne pourra que précipiter ce renouveau d'affaires en replaçant enfin la régime des échéances dans le droit commun. »

Dans ces conditions et bien que les dirigeants de la banque n'aient plus donné aucune précision sur la composition du portefeuille bancable, il est à présumer que dans ce dernier chapitre de l'actif, la plus large part se trouvait toujours réservée aux Bons de la Défense Nationale.

Ainsi qu'elle l'avait fait depuis le début des hostilités, la *Société Marseillaise* s'était cependant efforcée de favoriser la reprise du crédit dans les transactions. A cet effet, elle avait appuyé énergiquement la propagande menée par la Banque de France pour répandre l'emploi des chèques et des virements :

« Comme nous l'avons fait dans les précédentes années, nous avons, au cours de l'exercice écoulé, secondé de tout notre pouvoir la Banque de France dans la campagne entreprise en vue de la réduction si nécessaire de notre circulation fiduciaire, nous livrant à une propagande continue et soutenue, pour vulgariser l'usage du chèque, du virement, de la domiciliation en banque. Souhaitons, pour le bien de notre pays, que l'usage de cet admirable instrument financier qu'est le chèque se répande de plus en plus, non seulement dans les milieux industriels et commerciaux, mais aussi dans le public. »

Les résultats obtenus ne paraissent pas cependant avoir été aussi satisfaisants qu'en 1917.

Au 31 décembre 1918, le taux d'accroissement des

dépôts était à la *Société Marseillaise* de 259,2 %, c'est-à-dire sensiblement le même que l'année précédente à pareille époque. Des considérations qui précèdent, il ne semble pas douteux que les opérations ayant pour objet les Bons de la Défense Nationale aient encore constitué un des éléments les plus importants de l'activité sociale. C'est d'ailleurs ce qui paraît résulter des explications fournies à cet égard par le Conseil d'administration :

« Nous avons participé dans une mesure plus étendue encore que les années précédentes au placement des Bons de la Défense Nationale, soit en les prenant directement pour notre compte, soit en les escomptant à notre clientèle. »

En ce qui concerne la part prise par la Société dans le quatrième emprunt de guerre, le rapport du Conseil d'administration nous apporte les renseignements suivants :

« La principale opération financière de l'année écoulée a été comme vous le savez, l'emprunt national 4 %. Mieux encore que les années précédentes, les résultats obtenus par notre société nous placent en très bon rang parmi les établissements régionaux de crédit. Nous sommes heureux de mettre sous vos yeux quelques chiffres démontrant l'intéressante progression de nos résultats pour les trois derniers emprunts. C'est un témoignage matériel du développement constant de notre clientèle :

emprunt 1916 : 95 millions.

emprunt 1917 : 140 millions.

emprunt 1918 : 300 millions. »

Le rapprochement des bilans au 31 octobre 1918 et 30 novembre 1918 fait apparaître en outre qu'à l'époque où les nouvelles rentes 4 % ont été offertes au public, les dépôts de la *Société Marseillaise* avaient diminué de 21 millions 924 mille francs.

Simultanément, l'encaisse s'était trouvée ramenée de 17 millions 721 mille francs à 14 millions 353. Pour combler la différence, la banque avait fait appel à son

portefeuille commercial jusqu'à concurrence de 18 millions 936 mille francs et réduit ses comptes débiteurs de 510 mille francs, ce qui lui avait permis d'avancer à sa clientèle plus de 2 millions sur garanties.

Encore qu'en 1918 l'influence de l'emprunt se soit fait sentir sur la *Société Marseillaise* d'une façon beaucoup plus sensible qu'en 1915 ou en 1916, on ne sera pas cependant sans observer que le mouvement des fonds, dans les bilans, était hors de toute proportion avec l'importance des souscriptions recueillies par l'établissement.

Au cours de la dernière année de la guerre, la Société s'était en outre intéressée à l'augmentation du capital social des entreprises suivantes :

Compagnie Française de l'Afrique Occidentale.

Compagnie Fraissinet

Grands travaux de Marseille.

Compagnie des Pétroles.

Produits chimiques d'Alais et de la Camargue.

Grands travaux en béton armé.

Chantiers Naval Français.

Société du Nouvel Hôtel et Astoria.

Elle avait aussi contribué au placement des emprunts ci-après :

Maroc 5 %.

Bessonneau (2 émissions).

Aciéries de Firminy.

Emprunt Italien 5 %.

La liste qui vient d'être ainsi présentée était sans doute un peu moins importante que celle de l'année précédente. Toutefois, comme elle revêt un caractère simplement énonciatif, elle paraît encore suffisante pour permettre de conclure que la *Société Marseillaise* était loin d'avoir complètement abandonné la politique qui l'avait placée au début de la guerre dans une position difficile. Il faut reconnaître toutefois qu'en diminution de 2 millions 292 mille francs sur son montant du 31 décembre 1917, le portefeuille-titres n'atteignait

plus, à fin 1918, que 7 millions 820 mille francs, soit 4 % seulement des dépôts.

Signalons enfin que la Société avait « à nouveau prêté gratuitement sa signature pour le renouvellement d'opérations de change et de crédit intervenues entre le gouvernement français et certains pays neutres ou alliés ».

Toutefois, comme le Conseil d'administration n'avait pas donné de plus amples précisions et que d'autre part la rubrique « opérations de change à terme garanties » ne figurait toujours pas dans les bilans, il ne nous est pas possible d'en indiquer le montant.

En définitive, la *Société Marseillaise* semble avoir subi assez sensiblement le contre coup des événements intervenus au cours de l'année 1918. Bien que ceux-ci paraissent avoir entraîné un certain ralentissement dans l'activité de l'établissement, notamment en ce qui concerne le mouvement de ses comptes débiteurs, les bénéfices de l'exercice s'étaient néanmoins très notablement accrus. En augmentation de 932 mille francs par rapport à ceux de 1917, ils s'élevaient à 3 millions 678 mille francs sur lesquels 412 mille francs se trouvaient reportés à nouveau.

Avant de terminer cette étude, nous avons cru intéressant de rapporter ici un article du journal « *le Comptant* » en date du 29 octobre 1919, où l'on trouvera un aperçu d'ensemble sur la *Société Marseillaise* avant et pendant la guerre.

« La *Société Marseillaise* est l'un de nos établissements de crédit les plus anciens. Elle fut cependant plus lente que les autres grandes banques françaises de dépôts à pratiquer une politique de large expansion. En 1912, elle ne possédait pas encore, comme les plus importants de ses concurrents, un réseau serré de succursales susceptibles de drainer partout vers ses caisses l'argent disponible.

« Le Conseil estima que c'était une infériorité et il s'exprimait en ces termes à l'assemblée du 11 avril 1912 : « *Il faut, Messieurs, savoir regarder autour de nous et en tirer un enseignement : il faut suivre l'impulsion donnée par la majeure partie de nos confrères qui, en multipliant leurs agences et en développant*

ainsi leurs moyens de placement, ont acquis une puissance considérable et trouvé une source précieuse de profits. » La guerre est venue avant que la Société ait pu réaliser le programme que ces paroles comportaient. Le dernier rapport du Conseil d'administration paraît témoigner que cette réalisation se trouve seulement différée et qu'elle va être reprise.

« Quels sont les caractères généraux qui se sont révélés jusqu'ici dans l'activité de la *Société Marseillaise* ? »

« Comme banque d'escompte, on constate que pour les 12 derniers exercices d'avant guerre (1902 à 1913 inclus) son portefeuille-effets a grossi de 36 à 58 millions. Ces chiffres sont intéressants, mais ils ne révèlent pas d'autre part les difficultés que la société éprouva pour le règlement de quelques-unes de ses créances les plus importantes. Telle en 1911, la créance Zervudachi. La chute retentissante de cette affaire d'Alexandrie obligea la banque à prélever sur le report des exercices antérieurs une somme de 1 million et demi à titre de provisions spéciales pour « affaires égyptiennes. » Ce n'est pas que la *Société Marseillaise* ait consenti à la maison Zervudachi des crédits en blanc. Mais la liquidation du stock des titres détenus en garantie provoqua un affaiblissement considérable des cours.

« L'année suivante, en 1912, la *Société Marseillaise* eut à éprouver le contre-coup d'une faillite qui la toucha encore de plus près. La maison Rodriguez déposa son bilan. Cette société avait obtenu de la banque plus de 6 millions d'avances. On préleva sur les réserves 3 millions pour amortir les pertes à prévoir.

« Comme banque d'affaires, la *Société Marseillaise* n'a pas été moins active que comme banque d'escompte. Voici, par exemple, une liste des opérations auxquelles elle a participé pour le seul exercice 1912.

Constitution de la Société Centrale des Banques de Province.

- de la Société Nouvelle du gaz de St Étienne.
- de la Banque Nationale de la République d'Haïti.
- de la Caisse Générale des Prêts Fonciers et Industriels.

Augmentation du Capital social de la Banque Transatlantique.

- de la Banque de l'Union à Moscou.
- du Crédit Foncier d'Algérie et Tunisie.
- de la Société Galicienne des Mines.

Introduction à la Bourse des actions de la Banque d'Orient et Hellénique.

- de la Société des Vins et Spiritueux.

Émission des emprunts 4 % Argentin.

3 % Tunisien.

5 % Haïti.

4 % Ottoman.

4 % Hellénique.

Émissions des obligations Industrielles Foncières 4 %.

Gaz de St Étienne 4 %.

Compagnie des Transatlantiques 4 %.

Province de Buenos-Aires 4 %.

Brazil Railway 4 ½ %.

Port of Para 5 %.

Émissions des obligations Buda-Pest 4 %.

Land Bank of Égypt 4 %.

Sud-Électrique 5 %.

Omnibus 4 %.

Société Générale et Immobilière de
la Ville de Sao-Paulo 6 %.

Il y a là des initiatives de bon aloi, tel le concours apporté par la *Société Marseillaise* à la création de la *Société Centrale des Banques de Province*. Il y en a eu de moins brillantes. Quelques-unes de ces affaires furent, semble-t-il, des erreurs financières.

« Bref, entreprenante dans ses recherches, la Société n'a pas été invariablement heureuse dans ses trouvailles.

« On a une légère surprise à constater que la *Société Marseillaise* n'éprouva pas avant juillet 1914 la nécessité d'unifier son action et de la fortifier par la création d'une direction générale. Voici comment s'exprime à ce sujet le rapport à l'assemblée du 21 juin 1915 « *Dans les premiers jours de juillet, votre conseil a réalisé un projet longuement mûri : celui de créer une direction générale et une inspection principale de la comptabilité. La création des agences, la nécessité de centraliser, de coordonner les services de la société, et d'établir l'unité de direction dans toutes les branches de son activité, nous conduisait tout naturellement à cette décision.* »

« Les résultats obtenus au cours des derniers exercices sont résumés dans le tableau suivant.

	Bénéfices réalisés	Sommes distribuées	Divid. par action.
	milliers de francs	milliers de francs	francs
1913	4.885	4.440	45
1914	268	»	»
1915	232	»	»
1916	2.542	2.243	25
1917	2.746	2.266	25
1918	3.678	2.914	30

« La guerre a donc été pour la Société une épreuve sérieuse qui a entraîné pendant deux ans la suppression de toute répartition. Mais la Société a recouvré déjà d'importants éléments d'activité fructueuse qui lui ont permis de porter à 6 %, pour l'exercice 1918, la rémunération de son capital.

« La situation présente de la Société se dégage d'ailleurs du bilan au 31 décembre 1918 qu'il y a intérêt à rapprocher du précédent. La comparaison de ces deux bilans fait ressortir au chapitre Caisse et Banque une diminution de 16 millions qui se trouve compensée par une augmentation sensiblement égale, figurant au Portefeuille et Bons de la Défense Nationale. Les dépôts sont restés apparemment stationnaires, mais il faut remarquer que le chiffre des dépôts au 31 décembre 1917 se trouve grossi d'une façon anormale du fait que le jeu des opérations de l'emprunt 1917 avait fait subir à ce chapitre une importante augmentation occasionnelle. En réalité, le total des dépôts n'a cessé d'accuser une progression que le Conseil juge très satisfaisante et qui est la suivante : de 44 millions en 1914, il passe à 54 l'année suivante, à 110 en 1916 et 193 pour les deux derniers exercices. Les réserves de la société s'élèvent à 21 millions 485 mille francs, ce qui représente 48,12 % du capital versé.

« Quoique la banque ne soit pas d'une façon générale une industrie ayant bénéficié de la guerre, la *Société Marseillaise* a donc obtenu, pendant son dernier exercice de guerre, des résultats supérieurs à ceux de l'année précédente. Le développement de sa clientèle, qui lui avait permis de souscrire pour 95 millions à l'emprunt de 1916 et pour 110 millions à celui de 1917 l'a mise à même de porter à 300 millions le montant de sa souscription à l'emprunt de 1918.

« Poursuivant le développement de son réseau d'agences, la Société s'est préoccupée de s'établir à Nîmes et surtout de s'installer à Alger et à Oran, afin d'étendre peu à peu le champ de son activité dans toute l'Afrique du Nord. Le rapport du Conseil, lu à l'assemblée du 17 mai dernier, fait état du développement des affaires de la Société et « d'un programme de longue haleine » que le conseil élabore pour étendre au delà de la Méditerranée le champ de l'établissement.

« Ainsi la *Société Marseillaise* veut agir. Ce n'est pas, certes, le champ qui manquera à son activité en France et en outre-mer. Elle a éprouvé dans le passé certains mécomptes. On peut dire que la Bourse ne lui en tient pas rigueur, puisqu'elle capitalise à 4 % brut son dernier dividende. C'est qu'elle tient compte de la vitalité dont la *Société Marseillaise* a su faire preuve et des profits que son activité est appelée à lui procurer. »

Quoi qu'il en soit de ce dernier point de vue, il n'en reste pas moins vrai que la *Société Marseillaise* s'est trouvée au début de la guerre dans une position difficile et qui l'eût sans doute été bien davantage, si au lieu de faire subir à ses comptes de chèques et comptes courants créditeurs une diminution de 18 % seulement, les retraits de fonds effectués par le public à ses guichets eussent été suffisamment importants pour les réduire de 37 % entre le mois de mai et le mois de décembre 1914, ainsi que ce fut le cas pour les grandes sociétés de crédit.

N'ayant été que relativement peu touchée par la crise de thésaurisation déclanchée brusquement dans les derniers jours de juillet 1914, la *Société Marseillaise* eut la possibilité de renforcer très rapidement sa liquidité et de pouvoir ainsi sous le régime du moratorium des dépôts en banque, accorder de très larges facilités à ses déposants tout en maintenant à peu près complètement les concours antérieurement prêtés au commerce et à l'industrie. A l'égard de sa clientèle, tout s'est donc passé comme si elle avait poursuivi avant la guerre une politique de prudente liquidité.

Les conséquences de sa conduite passée se sont dès lors traduites uniquement pour elle par des pertes plus ou moins considérables sur divers chapitres de son actif, notamment sur son portefeuille-titres.

Bien que, pour des motifs précédemment indiqués, il ne nous soit pas possible de fixer même approximativement le chiffre de ces moins-values, il semblerait cependant que les réserves dont pouvait disposer la société étaient plus que suffisantes pour permettre, dès le mois de décembre 1914, un amortissement définitif. On sait qu'en fait, il en fut autrement et que l'apurement définitif des comptes n'est intervenu qu'à une époque d'ailleurs indéterminée et qui ne peut être que située entre le 31 décembre 1915 et le 31 décembre 1916. Pendant les 18 premiers mois de la guerre, tout au moins la *Société Marseillaise* est donc demeurée dans une

situation anormale. Il ne paraît pas cependant qu'elle ait eu à en souffrir particulièrement. Dès le commencement de la crise et jusqu'à sa renonciation au moratoire, il lui avait été donné de pouvoir satisfaire dans une mesure assez large aux demandes de remboursement qui lui furent présentées et en somme, c'était là l'essentiel pour ses déposants. Aussi, après avoir été une des premières à retrouver le montant des dépôts qu'elle possédait avant la guerre, la *Société Marseillaise* s'est-elle trouvée à même de seconder énergiquement la reprise qui s'était manifestée en 1916 dans le mouvement des transactions commerciales. Il semblerait qu'à cette époque, le Conseil d'administration se soit efforcé d'imprimer à la banque une orientation nouvelle, cherchant à adapter ses méthodes aux besoins du commerce et de l'industrie.

On remarquera cependant qu'à ce dernier point de vue, les rapports du 17 mai 1918 et 17 mai 1919 étaient déjà beaucoup moins précis. En fait, à la fin de la guerre, la *Société Marseillaise* était devenue, elle aussi, presque exclusivement un institut d'émission pour emprunts à court terme ou à long terme émis, soit par l'État, soit par les entreprises privées. C'était là, en dehors des préférences marquées dont l'établissement avait toujours fait preuve à l'égard des opérations financières, la conséquence néfaste de la disparition persistante du crédit à la suite du maintien prolongé des moratoires.

CHAPITRE VI

LA SITUATION D'ENSEMBLE DES BANQUES FRANÇAISES DE DÉPÔTS D'IMPORTANCE SECONDAIRE PENDANT LA GUERRE

(Documents statistiques page 710)

Pour terminer cette étude des principales banques françaises de dépôts pendant la guerre, nous aurions eu encore à examiner les sociétés suivantes :

LE CRÉDIT DU NORD.

LA BANQUE ADAM.

LE COMPTOIR D'ESCOMPTE DE ROUEN.

LE CRÉDIT DE L'OUEST.

LA SOCIÉTÉ NANCÉIENNE.

LA BANQUE RENAULD.

LA BANQUE DE BORDEAUX (absorbée en 1919 par le
Crédit Commercial de France).

LA SOCIÉTÉ LYONNAISE DE DÉPÔTS.

LA COMPAGNIE ALGÉRIENNE.

LE CRÉDIT FONCIER D'ALGÉRIE ET TUNISIE.

Toutefois, comme ces dernières institutions de crédit, malgré le développement relativement avancé où sont parvenues aujourd'hui quelques-unes d'entre elles, ne présentent qu'une importance moindre en ce qui concerne les mouvements de l'épargne à court terme, nous n'avons pas cru indispensable de les envisager chacune séparément. Nous nous sommes simplement borné à les faire figurer dans la *statistique* d'ensemble que nous avons établie ci-après des quinze banques d'importance secondaire dont nous nous sommes efforcé précédemment de dégager la situation au 31 décembre 1913.

PRINCIPAUX COMPTES DE QUINZE BANQUES FRANÇAISES DE DÉPÔTS
AUTRES QUE LES QUATRE GRANDES SOCIÉTÉS DE CRÉDIT DE 1913 A 1918 (1).

	Encaisse	Porte- feuille et Bons du Trésor	Avances et Reports	Comptes- courants Débiteurs	Portef. Titres et Particip. Financ.	Dépôts et Ctes-Cour. Crédits	Nombres indices des dépôts et Ctes-Cour.	Nombres indices de l'encaisse	Proport. p. cent de l'encaisse aux dépôts
31 décembre 1913	130,9	700,9	326,9	539,5	82,5	1.030,0	100	100	12
31 décembre 1914	215,3	488,1	273,2	438,6	101,0	743,6	72,2	164,3	29
31 décembre 1915	191,3	670,4	270,8	430,1	110,8	918,9	89,2	146,0	20
31 décembre 1916	240,8	948,6	305,7	508,0	104,0	1.244,5	120,8	183,8	19
31 décembre 1917	311,7	1.636,3	358,6	648,0	130,8	2.077,3	201,6	238,6	15
31 décembre 1918	385,8	1.884,9	464,0	768,4	130,6	2.673,4	259,5	294,5	14

Le tableau ci-dessus ne comprend pas les comptes du *Crédit du Nord*, cette société n'ayant pas publié de bilan pendant la guerre.

Les chiffres des 31 décembre 1914 et 1915 ne comprennent pas ceux de la *Banque Renauld* qui n'a pas publié de bilan à ces deux dates.

Monsieur le Professeur Ch. Rist a bien voulu réserver à cette statistique une place dans la *Revue d'Economie Politique* du mois d'Octobre 1921.

Nous avons vu dans la première partie de notre travail que d'une façon générale les Banques d'importance secondaire avaient apporté tous leurs soins, à la veille de la guerre, à maintenir leur situation dans un état de liquidité susceptible d'assurer largement la sécurité de leurs déposants.

À quelques exceptions près, la plupart de ces Sociétés avaient d'ailleurs consacré presque toute leur activité aux opérations de banque proprement dites. Sans doute certaines d'entre elles, comme la *Banque Adam* ou la *Banque de Bordeaux*, s'étaient-elles laissées entraîner, vraisemblablement à l'instigation du *Syndicat des Banques de Province*, à prendre, en 1912, des participations dans des emprunts étrangers notamment dans des affaires brésiliennes. Il faut reconnaître cependant qu'en 1913 et dans les premiers mois de l'année 1914 surtout elles s'étaient généralement montrées plus prudentes à l'égard de ce genre de placements. Certains de ces établissements comme la *Société Nancéienne* y avaient même complètement renoncé, se contentant de prêter leur appui financier aux industries régionales :

« En raison de la situation générale, nous nous sommes montrés très circonspects en matière d'émissions nouvelles ; nous avons cependant prêté notre concours aux souscriptions d'entreprises régionales suivantes : Hts Fourneaux et Fonderies de Pont-à-Mousson, Société Générale des eaux minérales de Vittel, Société d'Impression des Vosges, Société des aciéries de Dieulard. ».

(Rapport présenté par le Conseil d'administration de la Société Nancéienne à l'assemblée ordinaire du 4 avril 1914).

D'autres, comme la *Banque Nationale de Crédit* n'avaient qu'un portefeuille-titres très restreint destiné presque exclusivement « à alimenter les comptes d'avances à la Banque de France mises à la disposition des succursales les plus importantes. »

Enfin quelques-uns de ces établissements financiers, dont le *Comptoir d'escompte de Rouen*, n'avaient même

pas de portefeuille-titres du tout. Cette dernière institution de crédit, comme c'était en particulier le cas pour la *Société Lyonnaise de dépôts*, consacrait la presque totalité de son activité aux opérations d'escompte. Au 31 Décembre 1913, le seul portefeuille-effets de la *Société Lyonnaise* représentait jusqu'à 91 % des dépôts et comptes courants créditeurs.

Aussi, tant en raison de leur situation propre que de l'orientation qui leur avait été imprimée, les Banques d'importance secondaire jouissaient-elles généralement d'une grande confiance auprès de leur clientèle.

On observera notamment qu'à la clôture de l'exercice 1913 les encaisses représentaient dans l'ensemble 12 % des dépôts, alors que dans les quatre grandes sociétés de Crédit le rapport des disponibilités immédiates aux exigibilités à vue ne dépassait pas 10 %.

De même l'ensemble de l'actif immédiatement disponible ou réalisable à très court terme couvrait dans les banques régionales 80 % des fonds déposés par le public, tandis que dans les quatre grandes sociétés de crédit la proportion de l'ensemble « Caisse + Portefeuille » aux dépôts à vue atteignait à peine 78 %.

D'une façon générale, les Banques d'importance secondaire étaient donc plus aptes à affronter une crise de thésaurisation.

Aussi, lorsque se produisirent les événements de fin Juillet 1914, la plupart de ces sociétés furent-elles à même de faire face sans difficultés aux retraits de fonds effectués par le public à leurs guichets. Il y a plus, quand, pour ménager son concours le plus entier au gouvernement français, la Banque de France fut contrainte d'apporter de sérieuses difficultés aux conditions du réescompte des effets, nombre de ces banques régionales, tout en étant à peu près réduites à leurs propres forces, purent accorder de très larges facilités à leurs déposants. La politique prudente qu'elles avaient poursuivie avant la guerre leur permit en effet d'interpréter extensivement les clauses du moratorium des dépôts en banque

Quelques-uns de ces établissements financiers, la *Banque Nationale de Crédit* notamment, ne les appliquèrent même en fait jamais, estimant ainsi que le moyen le plus efficace pour enrayer une crise de thésaurisation consistait encore à donner les plus larges satisfactions aux particuliers, comme la politique des banques anglaises au début de la guerre venait d'en fournir un exemple particulièrement probant.

Ajoutons enfin que la plupart de ces institutions de crédit furent parmi les premières à renoncer définitivement au moratorium.

L'attitude généralement adoptée par les banques d'importance secondaire dès l'ouverture des hostilités nous paraît capitale. Elle explique, croyons nous, dans une large mesure l'essor très considérable que presque toutes ces sociétés ont connu pendant la guerre.

On remarquera en particulier qu'au 31 Décembre 1918 les fonds déposés par la clientèle dans ces derniers établissements s'étaient accrus de 259,5 % par rapport à leur montant du 31 Décembre 1913, alors que dans les quatre grandes sociétés de crédit ils n'avaient augmenté, au cours de la même période, que de 116,8 %.

Dès le mois de Décembre 1916, les banques régionales avaient d'ailleurs dans leur ensemble largement dépassé le chiffre des dépôts qu'elles possédaient avant la guerre, tandis que pour les grandes sociétés de crédit ce dépassement ne se constate tout juste qu'au mois d'octobre 1917.

Il semblerait donc que les contre-coups des événements politiques aient exercé sur celles-ci une influence sensiblement plus profonde que sur celles-là.

On observera notamment que, du 31 décembre 1913 au 31 décembre 1914, les comptes de chèques et comptes courants créditeurs des banques régionales se trouvaient ramenés de 1 milliard 730 millions à 743,6 millions, soit une diminution de 27 %, alors que les ressources mises par le public à la disposition des grandes banques de dépôts étaient passées de 5 milliards 334 mil-

lions,9 à 3 milliards 708 millions,9, soit une réduction de 30 %.

Encore convient-il de noter que certaines sociétés, comme la *Banque Renault* ou la *Société Nancéienne*, particulièrement exposées à l'invasion de l'ennemi en raison de leur proximité des frontières, avaient dû vraisemblablement être l'objet de retraits particulièrement importants. Rien qu'à la *Société Nancéienne* les comptes de dépôts à vue étaient tombés de 124 millions à moins de 18 millions soit une diminution minima de 85 %.

D'autre part, ainsi que nous l'avons déjà signalé précédemment, la plupart des banques d'importance secondaire avaient renoncé bien avant la clôture de l'exercice 1914 à se prévaloir du moratorium des dépôts en banque. Pour les grands établissements financiers au contraire cette renonciation n'est intervenue qu'à partir du 1^{er} Janvier 1915.

En fin d'exercice, les grandes sociétés de crédit retenaient donc encore dans leurs caisses des fonds qu'elles étaient à la veille de voir retirer par le public. Aussi ces dernières avaient-elles, à l'époque, à veiller tout particulièrement à leur liquidité, tandis que pour les banques régionales, ce souci ne s'imposait pas au même degré.

En conséquence, tandis que d'une année à l'autre les encaisses des grandes sociétés de crédit s'étaient accrues de 277,6 % passant de 534 millions,8 à 1 milliard 485 millions,1, les disponibilités immédiates des banques régionales n'avaient augmenté que de 164,3 % passant de 131 millions à 215 millions,3.

Eu égard à l'importance relative des fonds retirés respectivement par le public dans les grands établissements financiers et dans les banques secondaires, la proportion des disponibilités immédiates aux exigibilités à vue se trouvait ainsi relevée de 10 % à 40 % pour ceux-là et de 12 % à 29 % seulement pour celles-ci.

Ayant pu se dispenser de conserver en caisse des capitaux improductifs relativement aussi considérables

que ceux des grands établissements financiers, les banques régionales avaient été à même de maintenir au commerce et à l'industrie des concours que ces dernières n'avaient pu leur conserver. C'est ainsi qu'entre le 31 décembre 1913 et le 31 décembre 1914 le portefeuille bancable des banques d'importance secondaire n'avait diminué que de 30 % tandis que pendant le même laps de temps, les grandes institutions de crédit avaient dû réscompter leur jusqu'à concurrence de 62 %.

Il est vrai que les comptes débiteurs des banques d'importance secondaire avaient subi une réduction de 18 %, alors que ceux des grandes sociétés de crédit n'avaient diminué que de 12 %. Toutefois comme les moratoires étaient susceptibles d'immobiliser complètement ce dernier élément d'actif, il semblerait en résulter que les banques régionales avaient su mieux choisir leur clientèle.

Les mêmes observations paraissent pouvoir être présentées en ce qui concerne les avances sur garanties et reports. On remarquera en effet que dans les banques régionales, les avances sur garanties et reports avaient diminué de 16 %, alors que dans les grands établissements financiers ils n'avaient été réduits que de 13 %.

Signalons enfin que les portefeuilles-titres des banques régionales accusaient au 31 décembre 1914 une augmentation de 18 millions et demi par rapport à leur montant du 31 décembre précédent. On observera toutefois que cet accroissement était presque exclusivement le fait de la *Banque Privée*, de la *Société Centrale des Banques de Province*, de la *Société Marseillaise* et de la *Banque Adam* ainsi qu'il ressort du tableau suivant.

Portefeuille-Titres et Participations Financières

	31 déc. 1913	31 déc. 1914
	millions	millions
Banque Privée	26,124	31,937
S ^{te} Centrale des B. de Province	23,324	26,071
Société Marseillaise	16,014	17,951
Banque Adam	0	2,972
	65,462	78,931
		+ 13,461

Ces quatre Sociétés de crédit contribuaient donc à elles seules jusqu'à concurrence de 13 millions 461 mille francs à l'accroissement de 18 millions et demi qui vient d'être indiqué.

Aussi, bien qu'à la clôture de l'exercice 1914, les portefeuilles-titres des banques régionales représentassent dans l'ensemble près de 14 % de leur dépôts, la proportion était-elle en fait sensiblement moindre pour la plupart de ces établissements.

En définitive, étant donné l'arrêt à peu près complet des affaires au début de la guerre, l'activité des banques régionales fut sans doute très restreinte pendant le dernier semestre de l'année 1914. Il n'en reste pas moins vrai qu'à une époque critique ces dernières avaient su faire preuve de leur vitalité. Tout en satisfaisant largement aux retraits de fonds effectués par le public sous le régime du moratorium des dépôts en banque, elles avaient pu maintenir dans une mesure très appréciable les concours antérieurement prêtés au commerce et à l'industrie. La clientèle paraît bien leur avoir tenu compte de leurs efforts.

C'est dans ces conditions que, beaucoup moins affaiblies relativement que les grands établissements financiers, elles allaient être à même de seconder énergiquement le mouvement industriel et commercial aussitôt que la reprise des affaires commencerait à se faire sentir.

La situation d'ensemble établie au 31 décembre 1915 des banques d'importance secondaire est sans doute quelque peu faussée du fait des mouvements de fonds provoqués par les souscriptions au premier emprunt de guerre. Réserve faite de cette observation, son examen permet cependant de conclure à une reprise sensible dans l'activité de ces Sociétés.

On constatera en effet que, dans l'ensemble, les comptes de chèques et comptes courants créditeurs avaient augmenté de 175 millions passés, par rapport à leur montant du 31 Décembre précédent.

Comme simultanément les encaisses avaient fléchi de 24 millions, la proportion des disponibilités aux exigibilités à vue se trouvait ramenée de 29 % à 20 %.

Cette diminution dans l'importance des capitaux improductifs avait sa contre partie dans les portefeuilles bancables ; en augmentation de 182, 3 millions, ceux-ci passaient de 488, 1 millions à 670, 4 millions. L'ensemble de l'actif immédiatement disponible ou réalisable à très court terme représentait ainsi d'une façon générale 93 % des dépôts contre 94 % l'année précédente, ce qui assurait encore d'une façon des plus satisfaisantes la sécurité des déposants.

On sait que dans les grands établissements financiers la proportion des disponibilités immédiates aux exigibilités à vue était à la même époque de 29 %. Toutefois comme les portefeuilles bancables s'étaient accrus dans des proportions beaucoup moins considérables, le rapport de l'ensemble « Caisse + Portefeuille » aux dépôts ne représentait pas plus de 86 %. En ce qui concerne les postes de l'actif réalisables à terme, les mouvements sont les mêmes dans les grandes banques que dans les petites.

On remarquera cependant que, pour les banques régionales, ces derniers chapitres de leur actif ne présentaient qu'une diminution tout à fait insignifiante. Les avances sur garanties et reports ainsi que les comptes courant débiteurs se trouvaient en effet respectivement ramenés de 273, 2 millions à 270, 8 millions et de 438, 1 millions à 430, 1 millions. Il semblerait donc que la compression dont ils avaient été l'objet depuis le début de la guerre était sur le point de toucher à son terme. La réduction progressive de ces deux comptes s'est au contraire poursuivie dans les grandes banques jusqu'au mois de septembre 1916 environ. Encore convient-il d'observer que, très accidentelle, la reprise qu'ils avaient manifestée à cette époque était très probablement en relations étroites avec les opérations du deuxième emprunt de la Défense Nationale.

Signalons enfin qu'à la clôture de l'exercice 1915 les portefeuilles-titres des banques régionales avaient à nouveau augmenté de près de 10 millions passant de 101,8 millions à 110 millions .

On observera que cet accroissement était exclusivement le fait de la *Banque Suisse et Française*, de la *Société Marseillaise*, de la *Banque Adam*, de la *Banque de Bordeaux* et de la *Compagnie Algérienne*, ainsi qu'il résulte du tableau suivant.

	Portefeuilles-Titres et Participations Financières	
	31 déc. 1914	31 déc. 1915
	millions	millions
Banque Suisse et Française	5,146	7,606
Société Marseillaise	17,961	19,600
Banque Adam	2,972	3,069
Banque de Bordeaux	3,648	5,963
Compagnie Algérienne	1,022	6,293

Les portefeuilles-titres des autres sociétés avaient au contraire assez sensiblement diminué.

En définitive les mouvements des comptes semblent témoigner d'une certaine reprise au cours de l'année 1915 dans les opérations des banques secondaires. En tout cas il ne paraît pas douteux que leur activité ait été à l'époque proportionnellement plus considérable que celles des grandes institutions de crédit.

La reprise qui s'était manifestée en 1915 dans l'activité des banques régionales paraît s'être accentuée très sensiblement au cours de l'exercice 1916.

On observera en effet que, d'une année à l'autre, les comptes de chèques et comptes courants créditeurs s'étaient à nouveau accrus de 325 millions, passant de 918,9 millions à 1.244 millions et demi. Ils retrouvaient ainsi très largement leur montant d'avant-guerre, tandis que, pour les grands établissements financiers, ce résultat n'allait être obtenu tout juste qu'au mois d'octobre 1917.

Comme de leur côté les encaisses n'avaient augmenté que de 49 millions et demi, la proportion des disponibilités immédiates aux exigibilités à vue se trouvait dans l'ensemble ramenée de 20 % à 19 %.

Cette diminution dans l'importance relative des capitaux improductifs trouvait sa contrepartie dans les portefeuilles bancables. Ceux-ci s'élevaient à 948,6 millions contre 670,6 millions à la clôture de l'exercice précédent.

C'est dans ces conditions que le rapport de l'ensemble « Caisse plus portefeuille » aux dépôts s'était relevé très notablement. De 93 % qu'il était à fin 1915, il passait à 95 %, assurant ainsi d'une façon des plus satisfaisantes la sécurité des déposants.

On sait que dans les grandes sociétés de crédit la proportion des disponibilités immédiates aux exigibilités à vue était encore, à la même époque, de 25 %.

Par contre, comme les portefeuilles bancables s'étaient accrus dans des proportions beaucoup moins considérables l'ensemble de l'actif immédiatement disponible ou réalisable à très court terme ne représentait que 88 % des dépôts à vue.

En ce qui concerne les postes de l'actif réalisable à terme, on observera que dans l'ensemble des banques régionales, les avances sur garanties et reports ainsi que les comptes courants débiteurs étaient en reprise assez sensible. D'une année à l'autre, ces deux derniers chapitres de leur actif s'étaient en effet respectivement accrus de 35 millions et de 78 millions.

Dans les grands établissements financiers au contraire, réserve faite d'une légère progression à l'époque de l'emprunt, ces comptes avaient été à nouveau l'objet d'une compression presque continue, si bien que finalement ils se présentaient à fin 1916 en diminution assez sensible sur les chiffres de l'année précédente.

Signalons enfin qu'en moins value de 6 millions 800 mille francs, les portefeuilles-titres des banques d'importance secondaire ne s'élevaient plus qu'à 104 millions, soit 8 % des dépôts contre 12 % en 1915.

Des mouvements qui viennent d'être indiqués dans les bilans des banques régionales, il semble que l'on puisse conclure d'une façon générale au maintien de la ligne de conduite à laquelle le plus grand nombre de ces sociétés s'étaient toujours efforcées de demeurer fidèles. Tout en conservant dans leurs caisses des disponibilités relativement importantes, elles avaient entendu prêter, dans la limite de leurs moyens, le concours le plus entier au commerce et à l'industrie, notamment sous la forme d'avances sur garanties ou en comptes courants. C'est dans ces conditions qu'elles avaient vu s'accroître très sensiblement le montant des ressources à elles confiées par le public. Aussi, par un jeu de cause à effet, avaient-elles pu seconder très énergiquement la reprise qui, sous les stimulants des besoins de la Défense Nationale, s'était manifestée à l'époque dans le mouvement des transactions.

Ce n'est pas à dire sans doute qu'elles n'eussent pas à souffrir, elles aussi, des conditions générales de l'exercice et en particulier de la disparition persistante du crédit à la suite du maintien prolongé des moratoires.

Il semblerait toutefois qu'en ce qui concerne la composition des portefeuilles bancables, une part très importante ait encore été réservée aux effets de commerce. C'est du moins ce qui paraît ressortir du tableau suivant dressé d'après les renseignements contenus dans les différents rapports des Conseils d'administration.

31 décembre 1916	Portefeuille bancable		%
	Ensemble	Effets	
Banque Nat ^{le} de Crédit	209,672	117,760	56.
Crédit Comm ^l de France	141,285	?	?
Banque Privée	63,025	57,239	88
Syndicat des B. de Province	44,595	21,032	47
Société Marseillaise	66,688	22,500	33
Banque Adam	23,452	?	?
Société Nancéienne	38,216	23,322	68
Banque Renault	8,664	?	?
Banque de Bordeaux	24,081	?	?
C ^t d'Escompte de Rouen	40,962	?	?
Société Lyonnaise	27,707	?	?
Crédit de l'Ouest	3,175	2,175	68
Compagnie Algérienne	163,386	111,386	68
Crédit-Foncier d'Algérie et Tunisie	92,973	92,973	100

Ainsi donc, sur 8 banques d'importance secondaire dont les bilans distinguaient encore au 31 décembre 1916 la rubrique « Portefeuille-effets » de celle « Bons de la Défense Nationale », 6 d'entre elles possédaient un portefeuille bancable dans lequel le papier commercial entraît pour la plus large part. La conclusion qui paraît se dégager de cette dernière observation, c'est qu'à l'encontre de ce qu'il en était déjà pour les grandes sociétés de crédit, les Bons de la Défense Nationale n'occupaient encore qu'une place relativement peu considérable dans le portefeuille des banques régionales.

En définitive, demeurées au cours de l'année 1916, en rapports plus étroits que les grands établissements financiers avec le mouvement industriel et commercial, les banques d'importance secondaire paraissent aussi en avoir bénéficié beaucoup plus largement.

Les opérations des banques régionales se sont à nouveau très considérablement développées pendant la quatrième année de la guerre ainsi qu'il résulte du rapprochement des situations d'ensemble au 31 décembre 1916 et 31 décembre 1917.

On constatera en effet que, d'une année à l'autre, les comptes de chèques et comptes courants créditeurs avaient encore augmenté de 832 millions, passant de 1.244, 5 millions à 2.077, 3 millions. Ils avaient ainsi plus que doublé leur montant du 31 décembre 1913, tandis que dans les grandes sociétés de crédit leur taux d'accroissement n'était que de 104, 4 % seulement. Comme de leur côté les encaisses des établissements secondaires ne s'étaient accrues que de 71 millions, la proportion des disponibilités immédiates aux exigibilités à vue se trouvait ramenée de 19 % à 15 %.

Toutefois, en raison de la progression très accusée des portefeuilles bancables — 1.636, 3 millions contre 948, 6 millions à fin 1916 — l'ensemble de l'actif immédiatement disponible ou réalisable à très court terme, représentait encore 93 % des dépôts. La sécurité des

déposants se trouvait donc assurée d'une façon qu'on peut estimer très satisfaisante.

Dans les grandes institutions de crédit au contraire, la proportion de l'encaisse aux dépôts à vue se maintenait toujours à un niveau sensiblement plus élevé. A la clôture de l'exercice 1917, elle était de 21 %. Néanmoins étant donné l'augmentation beaucoup moins rapide des portefeuilles-bancables, le rapport de l'ensemble « Caisse plus Portefeuille » aux exigibilités à vue ne dépassait pas 88 %.

En ce qui concerne les postes de l'actif réalisable à terme, on observera que dans l'ensemble des banques régionales, les avances sur garanties et reports ainsi que les comptes courants débiteurs avaient réalisé de nouveaux et notables progrès. Ces deux chapitres de leur actif passaient en effet respectivement de 305,7 millions à 358,6 millions et de 508 millions à 648 millions soit pour ces derniers une augmentation de 27 %.

Dans les grands établissements financiers le mouvement était beaucoup moins accusé.

Après des fluctuations en sens divers, les avances sur garanties et reports s'inscrivaient à fin 1917 à 667,2 millions, en diminution de 4 millions sur leur montant du 31 décembre précédent. Par contre, les comptes courants débiteurs se présentaient dans les derniers mois de l'année en reprise assez marquée. Ils ne s'étaient cependant accrus que de 17 % par rapport aux chiffres du 31 décembre 1916.

Signalons enfin qu'en recrudescence assez sensible, les portefeuilles-titres des banques régionales s'élevaient à 130,8 millions contre 104,1 millions. On remarquera toutefois qu'ils ne représentaient plus dans l'ensemble que 5 % des dépôts contre 9 % antérieurement. Les progrès réalisés par les établissements secondaires au cours de l'année 1917 trouvaient, croyons nous, pour une large part leur explication dans l'orientation qu'elles avaient reçue. Tout en conservant dans leurs caisses des disponibilités relativement importantes,

elles s'étaient en effet à nouveau efforcées d'accorder de très larges concours au commerce et à l'industrie. C'est dans ces conditions que, d'un exercice à l'autre, elles avaient encore vu grossir de 832 millions les fonds à elles confiés par le public. Aussi s'étaient-elles trouvées à même de seconder énergiquement le mouvement des transactions et par suite aussi de prendre assez largement leur part dans l'essor économique provoqué à l'époque par les besoins de la Défense Nationale.

Elles s'étaient toutefois dans le courant de l'exercice heurtées aux plus sérieuses difficultés.

En particulier, l'habitude s'étant généralisée de régler au comptant la plupart des transactions commerciales, elles se voyaient toujours très notablement privées des effets de commerce dont l'escompte constituait avant la guerre un des éléments les plus importants de leur activité. Il est toutefois assez difficile de préciser dans quelle mesure elles eurent à souffrir en 1917, de cette conséquence des moratoires. A cet égard, nous devons nous borner à présenter le tableau suivant.

31 décembre 1917	Portefeuille bancable.		
	Ensemble	Effets	
Banque Nationale de Crédit	412,344	168,639	40 %
Crédit Comm ^l de France	295,675	?	?
Banque Privée	115,719	99,889	86 %
Société Marseillaise	140,076	50,076	36 %
Société C. des B. de Province	121,873	70,869	58 %
Banque Adam	25,809	?	?
Société Nancéienne	41,962	21,231	50 %
Banque Renauld	22,312	?	?
Banque de Bordeaux	40,231	?	?
Comptoir d'Esc. de Rouen	42,590	?	?
Société Lyonnaise	39,423	?	?
Crédit de l'Ouest	9,251	?	?
Compagnie Algérienne	202,686	112,686	55 %
Crédit Foncier d'Algérie et Tunisie	121,414	121,414	100 %

Sur sept banques régionales ou d'importance secondaire dont les bilans distinguaient encore au 31 décembre 1917 la rubrique « Effets de commerce » de celle « Bons de la Défense Nationale », cinq possédaient donc un portefeuille bancable dans la composition duquel le papier commercial entrait pour la plus large part. On sait que dans tous les grands établissements financiers, la place de beaucoup la plus importante se trouvait au contraire occupée par les bons de la Défense Nationale.

En définitive, n'ayant pas encouru la méfiance des particuliers au même degré que les grandes institutions de crédit, les sociétés régionales paraissent avoir bénéficié dans une mesure beaucoup plus large que ces dernières de l'activité économique suscitée en 1917 par les besoins de la Défense Nationale.

Nous n'avons pas entre les mains des documents suffisamment précis pour pouvoir indiquer qu'elle a été, sur les banques d'importance secondaire, l'influence des événements intervenus au cours de l'année 1918. Tout ce qu'il nous est permis d'observer c'est qu'à la clôture de l'exercice les principaux chapitres de leurs bilans s'étaient à nouveau accrus dans des proportions très considérables, quoique un peu moins rapides qu'en 1917.

C'étaient tout d'abord les comptes de chèques et comptes courants créditeurs qui ont augmenté de 596 millions passaient de 2.077, 3 millions à 2.673, 4. millions Ils étaient ainsi en voie de tripler leur montant du 31 décembre 1913, tandis que dans les grandes sociétés de crédit, leur taux d'accroissement n'était alors que de 116 %.

Comme de leur côté les encaisses n'avaient augmenté que de 75 millions, la proportion des disponibilités immédiates aux exigibilités à vue se trouvait ramenée de 15 % à 14 %. De même l'ensemble de l'actif immédiatement disponible ou réalisable à très court terme ne représentait plus que 84 % des dépôts contre 95 % en 1916 et 93 % en 1917. Au lendemain de l'armis-

tice, la liquidité des banques régionales avait donc dans l'ensemble assez sensiblement diminué. On peut estimer néanmoins qu'elle était encore suffisante, à l'époque, pour assurer la sécurité de leurs déposants. Un mouvement analogue s'était produit dans les comptes des grands établissements financiers ; il revêtait toutefois un aspect très différent.

Nous avons vu en effet que pendant toute la durée de la guerre et notamment pendant la période critique de l'année 1918, les grandes banques françaises de dépôts avaient conservé des encaisses beaucoup plus considérables que celles des banques régionales. Or, en fin d'exercice, elles avaient fait subir à ce dernier chapitre de leur actif une compression tout à fait sensible, si bien que les disponibilités immédiates ne représentaient plus que 13 % des dépôts contre 21 % au 31 décembre 1917.

C'est dans ces conditions que le rapport de l'ensemble « Caisse plus Portefeuille » aux exigibilités à vue se trouvait ramené de 88 % à 86 %. D'une façon générale les portefeuilles-bancables n'avaient donc aucune part dans cette dernière diminution.

Au lendemain des hostilités, les grandes sociétés de crédit s'étaient donc trouvées à même d'accorder au commerce et à l'industrie un concours plus large que par le passé,

Les Comptes courants débiteurs notamment s'inscrivaient à 1 milliard 569, 6 millions soit d'une année à l'autre un accroissement de 28 % ; il est vrai qu'en fléchissement continu depuis le mois de mars 1918, les avances sur garanties et reports n'atteignaient plus que 611 millions, contre 667, 2 millions au 31 décembre 1917 et 671, 1 millions au 31 décembre 1916. Dans les banques régionales au contraire, les comptes courants débiteurs et plus encore les avances sur garanties et reports se présentaient au contraire à la fin de la guerre en progression très sensible sur l'année précédente.

Les premiers étaient passés de 648 millions à 768 mil-

lions, 4 soit une augmentation de 18 % et les seconds de 358, 6 millions à 464 millions soit un accroissement d'environ 40 %.

Ainsi donc tandis que, dans les grandes sociétés de crédit, les appuis nouvellement prêtés au commerce et à l'industrie revêtaient essentiellement la forme d'avances en comptes courants, ils se présentaient dans les banques régionales sous celle d'avances sur garanties, ce qui leur donnait une sécurité beaucoup plus grande en vue d'une réalisation éventuelle.

Signalons enfin que, dans l'ensemble, les portefeuilles-titres des établissements secondaires se retrouvaient inchangés à 130 millions passés. Toutefois étant donné l'accroissement des fonds déposés par la clientèle, ils ne représentaient plus que 4 % des exigibilités à vue. D'une façon générale, ce dernier élément de leur actif n'occupait donc plus qu'une place très minime dans leurs bilans.

Des mouvements qui viennent d'être signalés dans les comptes, il résulte que, dans l'ensemble, les banques régionales avaient persévéré au cours de l'année 1918 dans la ligne de conduite qui avait toujours été la leur.

Sans doute, à la clôture de l'exercice, le souci de leur liquidité ne s'imposant plus au même degré avaient-elles pu dans une certaine mesure réduire les éléments de leur actif susceptibles de réalisation immédiate ; l'ensemble de leur encaisse et de leur portefeuille bancaire était cependant toujours très suffisant pour assurer largement la sécurité de leurs déposants.

D'autre part, dans la limite de leurs moyens, elles avaient entendu prêter les cours les plus entiers au commerce et à l'industrie ainsi qu'en témoigne la progression des comptes débiteurs et surtout des avances sur garanties. C'est dans ces conditions qu'elles avaient vu s'accroître encore très sensiblement le montant des ressources à elles confiées par les particuliers.

Aussi avaient-elles été à même de seconder énergiquement le mouvement industriel et commercial et

de bénéficier par suite beaucoup plus largement que les grands établissements financiers de l'activité économique engendrée à l'époque par les besoins de la Défense Nationale.

Elles avaient cependant rencontré, à nouveau, un certain nombre de difficultés de nature à entraver l'essor de leurs opérations.

Nous citerons notamment la disparition persistance des effets de commerce et plus généralement du crédit à la suite du maintien prolongé des moratoires. Il est toutefois assez difficile de préciser dans quelles mesures elles eurent à souffrir pendant la dernière année de la guerre de la situation qui leur était ainsi faite.

En particulier, en ce qui concerne la composition de leur portefeuille-bancable nous devons nous borner à présenter le tableau suivant établi exclusivement d'après les renseignements donnés par les rapports des différents Conseils d'administration.

31 décembre 1918	Portefeuille Ensemble	bancable Effets	%
Banque Nationale de Crédit	524,451	195,293	37
Crédit Comm ^l de France	364,235	?	?
Banque Privée	146,236	121,883	83
Soiété C. des B. de Province	107,947	?	?
Société Marseillaise	154,572	?	?
Banque Adam	69,236	?	?
Société Nancéienne	48,422	23,322	48
Banque Renault	19,218	5,823	30
Banque de Bordeaux	50,135	?	?
Comptoir d'Esc. de Rouen	68,152	?	?
Société Lyonnaise	50,450	?	?
Crédit de l'Ouest	9,653	?	?
Compagnie Algérienne	183,118	125,118	68
Crédit Foncier d'Algérie et Tunisie	143,287	143,287	100

Sur six banques régionales ou d'importance secondaire dont les bilans distinguaient encore au 31 décembre 1918 la rubrique « Effets de commerce » de celle « Bons du Trésor », il n'en restait donc plus que trois dont le

portefeuille-bancable se trouvât composé pour la plus large part de papier commercial.

Encore convient-il d'observer que dans la région de l'Afrique du Nord, où opéraient principalement le *Crédit Foncier d'Algérie et Tunisie* et la *Compagnie Algérienne*, le moratoire avait cessé depuis longtemps d'être pratiquement en vigueur.

Il semblerait donc qu'à leur tour les Banques d'importance secondaire voyaient les Bons de la Défense Nationale prendre de plus en plus la place des effets de commerce.

En résumé, parvenues dans l'ensemble à faire face sans difficulté à la crise de thésaurisation déclanchée au mois de juillet 1914, les sociétés régionales furent encore à même, grâce à la politique prudente qu'elles avaient très généralement pratiquée avant la guerre, d'accorder sous le régime du moratorium des dépôts en banque les plus larges facilités à leurs déposants. Dans les six premiers mois des hostilités, elles eurent sans doute à souffrir très profondément de l'arrêt à peu près complet de toute activité économique; il n'en reste pas moins vrai qu'ayant pu ménager la confiance de leur clientèle à une époque difficile, elles avaient été beaucoup moins affaiblies que les grands établissements financiers et se trouvaient par suite beaucoup plus aptes à favoriser la reprise des affaires aussitôt que celle-ci viendrait à se faire sentir.

C'est dans ces conditions que, dès l'année 1915, une certaine recrudescence s'était manifestée dans leur activité. N'ayant pas encouru la méfiance des particuliers au même degré que les grandes institutions de crédit, elles étaient parvenues beaucoup plus rapidement que ces dernières à retrouver le montant des dépôts qu'elles possédaient avant la guerre.

Depuis lors, les ressources à elles confiées par le public étaient allées chaque année en grossissant. Très accentué déjà en 1916 le mouvement s'était précipité au cours l'année 1917, si bien qu'à la fin de la guerre, le taux

d'accroissement de leurs comptes de chèques et comptes courants créditeurs était de 259 %, alors qu'il ne dépassait pas 116 % dans les grandes sociétés de crédit. Les banques d'importance secondaire s'étaient donc trouvées à même de prêter au commerce et à l'industrie des concours de plus en plus considérables et aussi d'autant plus précieux que les grandes banques de dépôts les mesuraient très étroitement.

Tout en favorisant beaucoup plus largement que ces dernières l'essor industriel et commercial, les banques secondaires en avaient aussi beaucoup plus sensiblement bénéficié.

C'est dans ces conditions que certaines d'entre elles comme la *Banque Nationale de Crédit* ou le *Crédit Commercial de France* étaient arrivés jusqu'à connaître au cours même des hostilités un mouvement de prospérité assez analogue à celui dont les banques anglaises et américaines avaient été l'objet dans leur propre pays.

Tant par le chiffre de ses affaires que par le nombre de ses succursales, la *Banque Nationale de Crédit* et aussi, quoique dans une mesure un peu moindre, le *Crédit Commercial de France* parvenaient, de banques secondaires qu'elles étaient encore en 1913, à occuper au lendemain de l'armistice, une des toutes premières places parmi les banques françaises de dépôts. Ces dernières considérations suffisent amplement à montrer le rôle croissant joué par les sociétés régionales dans l'économie du pays pendant la guerre et leur concurrence grandissante à l'égard des grands établissements financiers.

Puisque, de toute la durée de la crise, ces derniers n'étaient pas parvenus dans l'ensemble à remplir le rôle qui, dans un système économique basé sur le principe d'échange, incombe à toute banque de dépôts, les banques secondaires, dont la politique s'était toujours montrée d'une façon générale plus conforme aux intérêts du pays tendaient graduellement à les remplacer dans l'exercice de cette fonction.

TITRE III

LA SITUATION D'ENSEMBLE DES PRINCIPALES BANQUES FRANÇAISES DE DÉPÔTS PENDANT LA GUERRE

(Documents statistiques, page 711)

Les études qui précèdent nous mettent maintenant à même d'atteindre le but que nous nous sommes proposé dans cette troisième partie : exposer et suivre les fluctuations qui se sont produites au cours de la guerre dans la situation d'ensemble des principales sociétés françaises de crédit.

Tel est l'objet du présent titre.

La situation d'ensemble des principales banques françaises de dépôts pendant la guerre est naturellement déterminée par celle des grandes sociétés de crédit d'une part, et aussi par celle des établissements régionaux ou d'importance secondaire. Autant que l'on puisse grouper dans une même statistique les comptes de sociétés présentant des caractères aussi profondément différents, on obtient le tableau ci-après :

SITUATION D'ENSEMBLE DES PRINCIPALES BANQUES FRANÇAISES DE DÉTOTS PENDANT LA GUERRE

	ENCAISSE	Portefeuille et Bons du Trésor	Avances et Reports	Comptes courants Débiteurs	Portefeuille- Titres	Dépôts et Comptes courants créditeurs	Nombre des dépôts et comptes créditeurs	Nombre de titres de l'encaisse	Proportion o/o de l'encaisse aux Dépôts	Opérations de change à terme garanties
31 Décembre 1913	665,8	4.421,8	1.460,4	2.054,7	239,9	6.361,9	400,0	103,6	10	
31 Décembre 1914	1.700,4	1.845,9	1.246,5	1.767,9	275,6	1.122,6	69,9	25,5	38	
31 Décembre 1915	1.245,0	2.712,7	999,4	1.504,0	305,5	1.511,5	70,9	187,6	27	48,7
31 Décembre 1916	1.330,3	3.609,9	976,8	1.547,7	286,2	5.507,7	86,5	199,8	14	235,6
31 Décembre 1917	1.611,6	5.672,4	1.025,9	1.866,2	303,1	8.039,6	126,3	242,0	20	159,5
31 Décembre 1918	1.319,7	6.702,4	1.075,1	2.338,1	304,0	9.342,9	146,8	198,2	14	319,1

Le tableau ci-dessus ne comprend pas les comptes du *Crédit du Nord*, cette Société n'ayant pas publié de bilans pendant la guerre. Les chiffres au 31 Décembre 1914 et 1915 ne comprennent pas ceux de la *Banque Renauld* qui n'a pas publié de bilan à ces deux années.

Des chiffres qui viennent d'être présentés, il résulte que, d'une façon générale, les banques françaises de dépôts ont subi très profondément le contre-coup des événements politiques. Du 31 décembre 1913 au 31 décembre 1914, elles avaient perdu plus de 30 % de leurs dépôts. Les ressources à elles confiées par le public ayant ainsi très considérablement diminué, elles avaient dû restreindre dans une mesure très appréciable les concours prêtés au commerce et à l'industrie. C'est dans ces conditions que les avances sur garanties et reports et les comptes courants débiteurs avaient respectivement fléchi de 14 %. De même, en réduction de 57 %, les portefeuilles bancables se trouvaient ramenés de 4.321,8 millions à 1.845,9 millions. Cette dernière diminution trouvait en outre son explication dans la disparition à peu près complète des effets de commerce à la suite des décrets moratoires, si bien que, privées d'un emploi liquide pour leurs dépôts, les sociétés de crédit avaient dû conserver improductifs des capitaux très importants. C'est ainsi que les disponibilités immédiates étaient passées de 655,8 millions à 1.700,4 millions, soit une augmentation de 255,4 %.

En définitive, tous les chapitres productifs des bilans avaient plus ou moins fléchi, seules les encaisses s'étaient grossies dans des proportions très considérables. Il ne semble donc pas douteux que l'activité des institutions françaises de crédit se soit trouvée extrêmement restreinte dans les premiers mois de la guerre.

L'année 1915 ne paraît pas avoir apporté de modifications bien sensibles à cet état de choses. En effet quoique, d'une année à l'autre, les comptes de chèques et comptes courants créditeurs se fussent accrus d'une centaine de millions, les avances sur garanties et reports ainsi que les comptes courants débiteurs avaient encore fléchi dans une mesure très appréciable. De 1.246,5 millions qu'ils étaient au 31 décembre 1914, les premiers se trouvaient ramenés à 999,4 millions, soit une nouvelle diminution de près de 20 %. Quant aux autres,

ils ne s'élevaient plus qu'à 1.504,0 millions, contre 1.767,9 millions soit une réduction de 14 %. Seul le portefeuille bancable avait augmenté de quelque 900 millions, encore convient-il d'observer que, jusqu'à concurrence de 445 millions, cette progression trouvait son explication dans la réduction des encaisses. Étant donné la disparition persistante des effets de commerce, il ne paraît pas douteux que dans ce dernier chiffre les Bons de la Défense Nationale avaient une part très importante.

Ce n'est qu'à partir de l'année 1916 que les comptes des banques françaises de dépôts témoignent d'une certaine amélioration dans le mouvement de leurs affaires. Tout en n'étant pas encore parvenus à retrouver leur montant d'avant guerre, les dépôts atteignaient néanmoins à la clôture de l'exercice 5.507,4 millions en augmentation de 1 milliard environ sur l'année 1915. Étant donné cet accroissement des fonds qui pouvaient leur être retirés du jour au lendemain, les établissements financiers avaient dû renforcer leur encaisse. C'est dans ces conditions que les disponibilités immédiates passaient de 1.245 millions à 1.330 millions. On remarquera cependant que la proportion de l'encaisse aux dépôts ne s'élevait plus qu'à 24 % contre 27 % en 1915 et 38 % en 1914.

Cette diminution dans l'importance relative des capitaux improductifs avait sa contre-partie dans les portefeuilles bancables presque exclusivement.

En augmentation de 1.900 millions environ, ils se montaient à 3.609 millions au lieu de 2.712 millions à fin 1916.

Malgré la reprise sensible qui s'était manifestée à l'époque dans la fonction de crédit des banques secondaires, les avances sur garanties et reports fléchissaient à nouveau de 23 millions. Par contre les comptes courants débiteurs étaient en progression de 47 millions. On sait que ce dernier résultat était dû uniquement aux établissements régionaux.

En définitive, les fonds apportés par le public aux banques françaises de dépôts pendant l'année 1916 paraissent leur avoir permis tout juste, en dehors de leur souscription aux Bons de la Défense Nationale, de parvenir à la stabilisation du mouvement de régression qui s'était manifesté depuis le début de la guerre dans les postes de leur actif réalisable à terme.

La situation d'ensemble arrêtée au 31 décembre 1917 présentait au contraire un accroissement d'ailleurs assez sensible de tous les comptes.

C'étaient tout d'abord les comptes de chèques et comptes courants créditeurs qui, en augmentation de 3 milliards et demi environ, passaient de 5.507,3 millions à 8.039,6 millions. Pour la première fois depuis l'ouverture des hostilités, ils dépassaient donc leur montant du 31 décembre 1913.

Grâce aux ressources nouvellement apportées par le public, les portefeuilles bancables s'étaient accrus de 2.062,5 millions.

En outre les concours prêtés au commerce et à l'industrie avaient pris une importance plus considérable qu'auparavant.

C'est ainsi que les avances sur garanties et les comptes courants débiteurs se montaient respectivement à 1.025, 9 millions et 1.866, 2 millions contre 976, 8 millions et 1.547, 8 millions à fin 1916.

On sait que les établissements régionaux ont contribué très largement à ces derniers résultats. Néanmoins il ne paraît pas douteux que, d'une façon générale, les banques françaises de dépôts aient connu en 1917 une reprise sensible dans le mouvement de leurs opérations.

Du rapprochement des situations d'ensemble au 31 décembre 1917 et 31 décembre 1918, il semblerait résulter que pendant la dernière année de la guerre leur activité se soit encore développée assez notablement.

On observera toutefois que l'accroissement des

comptes n'avait pas été aussi rapide que de 1916 à 1917.

En fait, nos établissements financiers paraissent avoir subi très sensiblement le contre-coup des événements critiques qui ont marqué les premiers mois de l'exercice.

Bref, au lendemain de l'armistice, les ressources mises par les particuliers à la disposition des principales banques françaises de dépôts ne dépassaient pas 9 milliards 343 millions, soit une fois et demie à peine leur montant du 31 décembre 1913 alors que depuis le début de la guerre la circulation intérieure de la Banque de France avait presque quintuplé et que de leur côté les dépôts des banques anglaises notamment avaient plus que triplé.

Ainsi que l'avait fait valoir le Conseil d'administration de la *Société Marseillaise* dans son rapport du 17 mai 1918, « *les entreprises de banque n'ont donc pas été en France de celles qui ont bénéficié de la guerre.* »

Quelle que soit la part de responsabilité indirecte encourue par certaines d'entre elles dans la promulgation du décret instituant le moratorium des dépôts en banque, il n'en reste pas moins vrai que d'une façon générale la politique financière adoptée par le gouvernement français fut particulièrement funeste à nos sociétés de crédit.

D'une part, la suspicion sur elles jetée par les mesures arrêtées le 1^{er} août 1914 s'est maintenue avec persistance pendant toute la durée des hostilités.

D'autre part, en attirant à lui par l'émission des Bons de la Défense Nationale la majeure partie de l'épargne en quête d'emploi momentané, l'État Français a privé très notablement nos banques de dépôts de la marchandise qui fait l'objet de leur activité. Sans doute, pour conduire la guerre, l'État avait besoin de toutes les ressources du Pays.

On peut se demander toutefois si au lieu de s'adresser directement aux particuliers, il n'eût pas été préférable de les obtenir par l'intermédiaire de banques dont le crédit eût été au préalable soigneusement ménagé.

Cette méthode couramment employée avant la guerre, lorsqu'il s'agissait pour le Trésor de se procurer des disponibilités à court terme, aurait eu l'avantage de laisser subsister entre l'État et le public de puissants organismes dont le crédit, reposant sans doute sur celui des particuliers, en eût cependant été distinct. L'État aurait ainsi obtenu, probablement à bon compte, des concours dont il s'est délibérément privé et, de leur côté, les banques de dépôts auraient pu remplir leur fonction essentielle d'organisme répartiteur du crédit au commerce et à l'industrie, ce qui eût allégé dans une mesure très appréciable la circulation intérieure de la Banque de France. Il faut reconnaître néanmoins que tout en protestant de leurs efforts pour vulgariser l'usage des chèques, des virements, des domiciliations en banque, nos établissements financiers n'ont cependant jamais tenté bien sérieusement de retenir dans leurs caisses ou d'attirer à eux les disponibilités du public. Le seul moyen vraiment efficace eût en effet consisté à relever le taux des dépôts, ce qu'ils n'ont jamais fait.

Il est vrai qu'ils pouvaient hésiter à assumer vis-à-vis de leurs déposants la responsabilité de fonds pour lesquels ils ne trouvaient plus d'emplois suffisamment liquides, les effets de commerce ayant à peu près complètement disparu à la suite du maintien prolongé des moratoires.

On conçoit dès lors que, renonçant au but même de leur activité, certains établissements financiers comme le *Crédit Industriel et Commercial* aient incité leur clientèle à souscrire directement aux Bons de la Défense Nationale, plutôt qu'à leur confier la gestion de leur épargne à court terme.

C'est assez dire que, d'une façon générale, les conditions faites aux banques de dépôts pendant la guerre leur rendirent très difficile la poursuite des opérations qui constituent la raison même de leur existence.

Dès lors, au lendemain de l'armistice, au moment où le relèvement des ruines de toutes sortes accumulées par la guerre eût exigé une activité productrice intense,

n'était-il pas à craindre que, privés des capitaux qui leur sont indispensables, l'industrie et le commerce français traversassent une crise redoutable ?

N'était-il pas à craindre aussi, qu'en quête des ressources dont ils allaient avoir besoin, les industriels et les commerçants fussent tentés de les solliciter d'organismes extrêmement puissants analogues à ceux qui existent en Angleterre et aux États-Unis ?

La production française tout entière risquait ainsi de devenir tributaire de l'étranger, ce qui ne pouvait pas manquer de porter à un point aigu la question des changes qui prenait, depuis quelques années déjà, une tournure particulièrement inquiétante.

CONCLUSIONS

En dépit des contre-indications les plus caractéristiques, un grand nombre de nos sociétés de crédit ont persisté jusqu'au moment du cataclysme, dans la politique du « dividende » sans se soucier plus spécialement de la sécurité de leurs déposants. Aussi la plupart se trouvaient-elles dans une situation telle, qu'il leur était très difficile de faire face à une crise de thésaurisation prolongée avec le seul secours du réescompte à la Banque de France de leur portefeuille commercial. Elles ont donc incontestablement retiré du moratorium des dépôts en banque un avantage *immédiat* très appréciable. Celui-ci fut toutefois payé trop cher dans la suite pour qu'une pareille méthode soit à préconiser pour l'avenir.

Il est vrai qu'à la fin de juillet 1914, le problème posé à la clairvoyance de nos dirigeants dépassait de beaucoup la question de la liquidité plus ou moins grande de nos banques de dépôts.

D'une part depuis le coup d'Agadir, en 1911, et plus encore depuis les deux guerres balkaniques, un malaise profond pesait sur la Bourse des Valeurs.

D'autre part, le marché monétaire français se trouvait sérieusement ébranlé en raison de la crise de confiance dont la *Société Générale* avait dû faire plus particulièrement les frais.

Enfin les finances publiques, traversaient aussi une crise indéniable. Pour combler le déficit du budget, le Trésor venait de se résoudre tardivement à demander à l'épargne plus de 800 millions. Bien que l'emprunt ainsi lancé ait revêtu les apparences d'un gros succès financier, puisque, disait-on, il avait été couvert plus

de quarante fois, en fait les nouveaux titres de rente se trouvaient presque totalement détenus par la seule spéculation, si bien que dès les premiers bruits de guerre les dégagements précipités des acheteurs amenaient un fléchissement très accentué des cours.

En réalité, le marasme de la Bourse, la crise de confiance dont souffrait le marché monétaire français, et plus généralement le malaise qui pesait sur le monde des affaires tout entier constituaient un ensemble de faits qui posait la question de savoir où l'on puiserait les ressources indispensables à la conduite de la guerre d'une façon d'autant plus redoutable que la crise traversée par les finances de l'État se révélait brusquement à un moment où la menace des complications extérieures allait chaque jour en s'accroissant davantage.

Dans ces conjonctures essentiellement défavorables, on conçoit que le Gouvernement français ait entendu par dessus tout se réserver le crédit de la Banque de France, qui pouvait lui apparaître comme le seul moyen de financer la guerre. En se plaçant à ce point de vue il convenait de rendre sans objet le réescompte à la Banque d'Émission des portefeuilles commerciaux des différents établissements financiers et, pour ce faire, mettre un frein aux retraits de fonds effectués à leurs guichets par les déposants. Il en résulta le moratorium des dépôts en banque.

Nous ne manquerons sans doute pas aujourd'hui de juger très étroite la conception que le Gouvernement français s'était faite des finances de guerre. Si l'on veut bien toutefois se reporter à l'époque, il semble qu'elle puisse se justifier dans une certaine mesure.

D'une part, tout le monde se trouvait unanimement d'accord pour penser que la guerre serait très courte. Il est à peine besoin de rappeler que cette opinion à laquelle s'étaient rangées les compétences militaires les plus autorisées trouvait aussi des défenseurs parmi les économistes les plus en vue.

Dans cette hypothèse, l'issue de la lutte se présentait dans une large mesure comme une question de vitesse dans le déploiement de notre effort maximum. Or, étant donné la faiblesse de notre natalité, la question des effectifs revêtait une importance de tout premier plan. On conçoit dès lors que, sans distinguer, la mobilisation générale ait appelé sous les drapeaux tous les Français aptes à faire campagne. Ainsi se trouvait brusquement arrêtée toute la vie économique du pays. Dans ces conditions, il importait au plus haut point que les marchés étrangers nous demeurassent largement ouverts en évitant tout spécialement que le relèvement des changes nous rendît leur accès plus difficile.

D'autre part, le rôle joué par la Banque de France pendant la guerre de 1870 constituait un précédent dont le souvenir était présent à toutes les mémoires. Il ne semble d'ailleurs pas douteux que ce souvenir ait marqué d'une empreinte néfaste l'ensemble des mesures financières adoptées par le Gouvernement français. Nous ne paraissions pas, au début, avoir eu suffisamment conscience de l'immensité du conflit. Nous étions par trop portés à considérer la lutte qui allait s'ouvrir comme une réédition simplement élargie des événements de 1870, sans nous rendre compte qu'entre l'une et l'autre guerre il y avait une différence de nature : la campagne de 1914 allait opposer des nations tout entières à d'autres nations tandis que celle de 1870 avait seulement opposé une armée à un autre. C'est ainsi que l'étroitesse de nos conceptions a fait sentir son influence profonde sur les décisions du Gouvernement.

Néanmoins, en raison du rôle écrasant qui dans l'esprit même de nos dirigeants allait être assigné à la Banque de France, on peut s'étonner que les différents gouvernements qui se sont succédé au pouvoir n'aient jamais songé à obtenir des banques de dépôts l'engagement d'une action concertée au cas où l'attitude menaçante dont l'Allemagne avait si souvent fait preuve à notre égard viendrait à se transformer en conflit armé. C'est

là, croyons-nous, le reproche le plus grave que l'on puisse adresser à nos gouvernants comme à nos institutions de crédit.

Quelles que soient les causes profondes qui ont déterminé sa promulgation, le moratorium des dépôts en banque et plus généralement les mesures arrêtées entre le 29 juillet et le 2 août 1914 ne pouvaient pas manquer à leur tour d'exercer les répercussions les plus sensibles sur la vie économique du pays, venant ainsi ajouter au désarroi dans lequel il se trouvait déjà plongé, tant du fait de la crise économique que des complications extérieures.

Le stade de production auquel les sociétés étaient parvenues à la veille de la guerre reposait essentiellement sur la notion de crédit. Comme l'étymologie l'indique, cette notion implique la confiance dans les engagements délibérément consentis. Elle est donc de nature infiniment complexe, mais extrêmement délicate aussi. Or les moratoires se présentaient sans conteste comme une rupture brutale de la loi du contrat. Ils constituaient donc une atteinte profonde à la confiance générale et mettaient par conséquent en cause les fondements même du système économique. Ils tendaient en fait à réintroduire pour base de l'économie positive un principe qui caractérise dans l'évolution des sociétés un stade antérieur de production. Ce retour à un système d'échange naturellement moins perfectionné entraînait inévitablement une diminution de la production et par suite une diminution des salaires et des profits, c'est-à-dire un appauvrissement général.

Par contre, du fait de la guerre, les besoins de l'État s'étaient accrus de mesurément. La nécessité nationale commandait d'y satisfaire à tout prix. Pour n'avoir pas su comprendre à temps que la véritable richesse du pays consistait dans sa capacité de production et non dans le crédit de la Banque d'Émission, on allait en être bientôt réduit à faire jouer la planche aux assignats. Ainsi se trouvait instauré le principe de la politique financière qui nous a régis pendant toute la durée

de la guerre et qui nous régissait naguère encore : émettre du papier monnaie, puis consolider au moyen d'un emprunt subséquent. Nous nous trouvions dès lors irrémédiablement engagés dans la voie qui devait nous conduire à l'impasse où nous nous débattons à l'heure actuelle. Or, nous l'avons vu, pour sauver le marché français de la faillite, il n'a manqué que deux milliards environ, dont cinq cents millions à la Bourse des valeurs. Une pareille somme paraît aujourd'hui bien modeste, eu égard spécialement à l'importance des concours qui ont été sollicités de la Banque de France pendant toute la durée de la guerre. Si, prévoyant l'avenir, cet établissement avait pu se douter qu'à la fin des hostilités, le montant de ses billets émis dans le public dépasserait 30 milliards, il est probable qu'il n'eût pas provoqué dans une certaine mesure la promulgation des décrets moratoires en refusant au Syndicat des Agents de change les 500 millions dont il avait besoin pour procéder à la liquidation du 31 juillet 1914.

Les effets des moratoires se sont naturellement fait sentir d'une façon toute particulière sur les banques de dépôts, puisque celles-ci ont précisément pour objet l'entremise dans les opérations de crédit.

Provoquées par la nécessité de trouver les ressources indispensables à la conduite de la guerre, les décisions du Gouvernement français avaient tout d'abord pour conséquence de créer chez les particuliers un besoin de numéraire d'autant plus pressant que les instruments de crédit se trouvaient par ailleurs singulièrement raréfiés. Or, loin de pouvoir satisfaire aux demandes de fonds à elles adressées par le public, les Sociétés de Crédit se sont vues contraintes de leur opposer rigoureusement les prescriptions du moratoire. On conçoit dès lors qu'elles aient encouru d'autant plus vivement la méfiance générale qu'elles avaient paru manquer davantage à leur rôle essentiel de gardiennes de l'épargne à court terme.

Une fois perdue, la confiance ne se retrouve que bien difficilement et très lentement. Les banques ont dû

faire l'expérience de cette loi. Bien que depuis le 1^{er} janvier 1915 elles aient officiellement renoncé à se prévaloir des moratoires, l'épargne s'est néanmoins systématiquement refusée à retourner dans leurs caisses. Cette situation s'est prolongée pendant toute la durée de la guerre. Leur activité au cours de cette période est donc forcément demeurée très restreinte. Seuls ont prospéré les quelques rares établissements dont la situation était, à la veille de la guerre, suffisamment liquide pour ne pas éprouver le besoin de se retrancher derrière des mesures d'exception.

Il était cependant de l'intérêt général que les banques demeurassent à même de remplir leur fonction naturelle d'organisme répartiteur du crédit au commerce et à l'industrie. A ce point de vue, il eût été désirable qu'après leur avoir accordé les facilités les plus larges en ce qui concerne le réescompte de leur portefeuille commercial, la Banque de France eût encore la possibilité de leur consentir des avances, bien qu'en certains cas elles eussent été pratiquement en découvert. En constatant que les établissements financiers ne paraissaient éprouver aucune difficulté à rembourser leurs déposants, le public eût été amené de lui-même à limiter ses retraits de fonds. L'expérience montre en effet que les satisfactions mêmes données aux déposants sont encore le moyen le plus efficace pour enrayer une crise de thésaurisation. L'étude des mesures financières arrêtées par le Gouvernement britannique au début de la guerre semble confirmer cette opinion.

Il est vrai que chez nous la circulation de la Banque de France était fixée d'une façon particulièrement stricte, puisque la limite d'émission ne pouvait être modifiée que par une loi. Il ne faut pas oublier toutefois, que sous l'empire de la nécessité, le Gouvernement français avait la possibilité d'arrêter les mesures indispensables sans attendre l'assentiment des Chambres. C'est d'ailleurs en vertu de ce principe qu'ont été promulgués les décrets moratoires.

Ainsi donc, au début de la guerre, la politique financière du gouvernement français était susceptible de deux orientations possibles : ou bien permettre aux sociétés de crédit de satisfaire largement aux retraits de dépôts effectués à leurs guichets, ou bien au contraire consacrer légalement la faillite de leurs engagements en frappant d'immobilisation les fonds déposés dans leurs caisses. Nous avons déjà exposé les raisons profondes qui ont conduit nos dirigeants à opter pour la deuxième solution.

De leur côté, les établissements financiers auraient dû, semble-t-il, consacrer tous leurs efforts à retenir dans leurs caisses les disponibilités qui leur avaient été confiées par les particuliers. Le seul moyen vraiment efficace eût consisté à relever le taux d'intérêt des dépôts, ainsi que l'ont fait les banques anglaises. Du point de vue rationnel, il ne paraît pas douteux que l'appât d'un intérêt plus fort devait avoir pour effet d'inciter les déposants à laisser aux banques la libre disposition de leurs fonds. Cette mesure n'était cependant désirable qu'à cette condition : que l'État continuât comme par le passé à s'adresser aux sociétés de crédit pour obtenir des moyens de trésorerie sans les solliciter directement du public.

En effet, en admettant, dans l'hypothèse contraire, que le Trésor eût consenti à subir la concurrence des banques de dépôts sur le marché des capitaux à court terme, le relèvement du taux d'intérêt des dépôts n'eût été opérant que dans la mesure où il eût assuré aux déposants un avantage tel que ceux-ci fussent conduits à laisser en banque leurs fonds momentanément disponibles plutôt que de les confier à l'État.

Dans ces conditions, une charge extrêmement lourde eût pesé sur les sociétés de crédit. Elles auraient donc été contraintes de retirer un bénéfice plus important des ressources mises par le public à leur disposition. Or de toutes les opérations pratiquées par les sociétés de crédit, les plus rémunératrices ne sont pas précisément

de nature à assurer la sécurité de leurs déposants, puisque sans être susceptibles de dégagements rapides, elles sont essentiellement à long terme. Plus encore que par le passé, les établissements financiers se seraient donc trouvés portés à orienter leur activité vers les opérations d'immobilisation, qui constituaient déjà avant la guerre un élément trop important de leur actif. Le relèvement du taux d'intérêt des dépôts dans les conditions indiquées eût donc présenté un danger certain pour les déposants. Les banques elles-mêmes ne font d'ailleurs aucune difficulté pour en convenir, ainsi qu'il résulte du rapport présenté par le Conseil d'administration du *Crédit Commercial de France* à l'assemblée ordinaire du 18 mars 1922 :

« Nous avons tenu à ne pas nous départir de la règle que nous nous sommes toujours imposée, de limiter à un taux raisonnable l'intérêt de nos comptes courants. Nous considérons en effet cette règle comme une mesure de sécurité essentielle prise dans l'intérêt même de nos clients pour maintenir notre liquidité au chiffre que vous pouvez constater dans notre bilan. »

De ces observations, on peut conclure qu'un relèvement sensible du taux d'intérêt des dépôts n'était pas désirable, puisque dans l'état actuel de notre organisation bancaire, les déposants ne disposent d'aucun moyen efficace pour obliger les sociétés de crédit à se préoccuper sérieusement de leur sécurité.

La question de la liquidité des banques qui se posait déjà, avant la guerre, dans des conditions inquiétantes a pris un tour particulièrement grave depuis la promulgation des décrets moratoires. Ces mesures constituaient en effet un précédent d'autant plus fâcheux qu'il était de nature à faire perdre aux sociétés de crédit le sentiment de leur responsabilité. Du moment qu'on leur offrait un moyen d'échapper aux conséquences logiques de la politique « d'immobilisation », il n'y avait en définitive aucune raison pour qu'elles l'abandonnassent

puisque cette politique leur procure par ailleurs un avantage particulièrement appréciable : le gros dividende. N'était-il pas à craindre dès lors que les établissements financiers fussent de plus en plus portés à se désintéresser de la sécurité de leurs déposants ?

D'autre part, il y avait encore chez nous, en 1914, un certain nombre de banques qui avaient toujours fait preuve d'une extrême prudence à l'égard des fonds dont elles avaient la garde. Si elles n'avaient jamais consenti à réaliser facilement des bénéfices très considérables, c'est qu'avant toute autre considération, elles jugeaient indispensable de se trouver toujours prêtes à rembourser leurs clients. Englobées dans la crise de confiance générale qui s'est manifestée à la suite des décrets moratoires, elles se sont vues privées de l'avantage qu'elles étaient en droit d'attendre de leur politique. Elles ont donc été beaucoup plus les victimes que les bénéficiaires des « *mesures de protection spéciale* » prises en faveur des banques de dépôts.

N'était-il pas à craindre dès lors qu'au plus grand dommage de leurs déposants elles fussent entraînées à leur tour à rechercher les gros bénéfices, puisque le sacrifice qu'elles s'étaient délibérément imposé ne leur a été d'aucune utilité quand la crise s'est déclanchée ?

Or, du point de vue de l'intérêt général, il n'est pas indifférent que les sociétés de crédit pratiquent une politique d'immobilisation plutôt qu'une politique de liquidité. A cette question, le commerce et l'industrie sont intéressés autant que les déposants, quoique à un titre différent.

Dans un système d'échange basé sur l'économie de crédit, la collaboration entre les établissements financiers et le monde des affaires doit demeurer constamment très étroite. Immenses déversoirs des capitaux momentanément disponibles, les banques de dépôts ont, en effet, pour fonction essentielle de répartir l'instrument d'échange de façon à permettre au producteur d'assurer la continuité de son entreprise, en attendant

qu'il ait pu toucher le prix de la marchandise fabriquée. Or la politique des participations financières, telle qu'elle était comprise par la plupart des sociétés de crédit ne répondait nullement à ce rôle ainsi défini. En raison même de l'immobilisation souvent très considérable d'une partie de leur actif, les banques se trouvaient contraintes de conserver en caisse des disponibilités importantes. Elles privaient ainsi le commerce et l'industrie de capitaux qui eussent incontestablement contribué à les rendre plus prospères.

D'autre part, combien de capitaux n'ont-ils pas été engloutis dans des émissions particulièrement hasardées et qui ne trouvaient leur explication que dans les grosses commissions dont se trouvaient gratifiés les établissements chargés du placement ?

Enfin, il est de l'intérêt bien compris des banques elles-mêmes de veiller à ce que les dépôts du public trouvent constamment leur contre-partie dans l'ensemble de l'actif immédiatement disponible ou réalisable à très court terme.

Sans doute pendant la période de prospérité économique, quand l'argent est abondant, la question du remboursement des dépôts s'efface au point qu'elle semble disparaître. En fait, elle existe à l'état latent. Elle reparaît soudainement et quelquefois dans des conditions très inquiétantes au moment où la crise économique vient à se déclancher. Il est donc essentiel que les sociétés de crédit ne perdent jamais de vue la sécurité de leurs déposants. Cette nécessité s'impose de toute évidence dans une Europe où la paix n'est assise que d'une façon très incertaine.

En définitive, la question se pose de savoir s'il est préférable pour les établissements financiers de se contenter d'un bénéfice relativement modeste, tout en conservant à chaque instant la faculté de rembourser le public ou au contraire de retirer de leur exploitation des profits très considérables, quitte à encourir la faillite après avoir manqué à leurs engagements. Entre ces

deux alternatives, il semblerait qu'il n'y ait pas d'hésitation possible. Il ne paraît pas douteux que la première est seule conforme à l'intérêt bien compris des banques. Cette opinion n'est malheureusement pas toujours celle de leurs dirigeants. A notre époque où les appétits de toutes sortes ont considérablement diminué la moralité publique, les dirigeants des grandes entreprises ne sont que trop enclins à considérer la firme qu'ils exploitent comme une source de revenus personnels. Sans se soucier suffisamment des intérêts en cause, ils cherchent à en retirer le maximum de rendement.

En ce qui concerne les établissements financiers, la sanction logique de cette politique a pratiquement disparu. Ces derniers ne sont que trop certains de trouver un appui auprès des pouvoirs publics chaque fois qu'ils se trouveront dans l'impossibilité de faire face aux retraits de leurs clients. L'État ne saurait en effet consentir à une faillite qui aurait notamment pour conséquence de ruiner des milliers de déposants.

La promulgation des décrets moratoires n'a pu que confirmer les banques dans leur disposition d'esprit. En les protégeant contre les conséquences immédiates de leur politique, les mesures d'exception arrêtées par le gouvernement français étaient effectivement de nature à porter une atteinte profonde au sentiment de leur responsabilité. De l'exposition qui précède, on peut donc conclure que les moratoires étaient susceptibles de nuire très gravement dans la suite à la sécurité des déposants, à la prospérité du commerce et de l'industrie, enfin aux banques elles-mêmes, du point de vue de leur intérêt bien compris.

Puisque en raison de circonstances exceptionnelles le gouvernement avait jugé indispensable d'intervenir pour immobiliser les dépôts dans les banques, il aurait dû, semble-t-il, s'appliquer à prévenir les dangers d'une pareille intervention. La question a été posée à la tribune de la Chambre par M. Alexandre Ribot, alors ministre des finances, au cours de la session parlemen-

taire du mois de décembre 1914. Depuis, sans recevoir aucune solution, elle est pendante devant l'opinion publique.

Dans ces conditions, il n'y a pas lieu de s'étonner que les établissements financiers soient retournés très vite à la pratique des immobilisations. En fait, dès l'année 1916, la plupart des banques qui pratiquaient avant la guerre la politique du dividende étaient à nouveau engagées dans cette voie, bien que certaines d'entre elles ne fussent pas encore parvenues à amortir complètement les pertes dont elles étaient redevables à leur politique passée.

Il y a plus ; certaines sociétés qui s'étaient toujours montrées très prudentes à l'égard de leurs déposants paraissent avoir subi à leur tour l'attrait des opérations d'émissions.

Aussi quand, en mai 1920, la crise économique s'est déclanchée, la question de la liquidité des banques de dépôts s'est-elle à nouveau posée très sensiblement dans les mêmes termes qu'en 1914. La politique des immobilisations avait produit ses effets et comme les moratoires sauveurs n'étaient plus là pour les tirer d'affaire, certains établissements ont dû suspendre leurs paiements. Une de ces faillites était particulièrement grave puisqu'elle mettait en cause l'organisation même de l'industrie bancaire en province. Elle n'était cependant qu'une faillite retardée qui, sans les moratoires et la guerre, se serait probablement produite quelques années plus tôt.

Quoi qu'il en soit, il est incontestable que les bilans déposés dans les conditions indiquées dénotent un mépris inconcevable des règles les plus élémentaires de prudence à l'égard des dépôts du public.

Il faut d'ailleurs reconnaître que, depuis le début de la guerre, il est particulièrement difficile aux sociétés de crédit d'assurer la sécurité de leurs déposants, tout en accordant de larges concours au commerce et à l'industrie. La crise de confiance aggravée par les décrets mora-

toires, autant que l'inflation continue de la circulation intérieure ont eu pour conséquence de raréfier très notablement les effets de commerce. Par suite, les banques se sont vues privées d'un emploi particulièrement précieux pour leurs dépôts, puisqu'il leur permettait de procurer des crédits au commerce et à l'industrie, tout en leur laissant la possibilité de rembourser les fonds que le public leur apportait. On conçoit donc qu'elles aient cherché un autre emploi qui présentât autant que possible les mêmes avantages. C'est ainsi que dans les différents portefeuilles bancables, les Bons de la Défense Nationale sont parvenus très vite à occuper presque complètement la place du papier commercial.

* Les Bons du Trésor dont l'échéance n'excède pas 90 jours, remplissent en effet par certains côtés le même office. Réescomptables par la Banque de France, ils sont susceptibles eux aussi de dégagements suffisamment rapides pour permettre aux établissements financiers de faire face aux demandes de remboursement que leurs clients peuvent à chaque instant leur adresser. Pour les déposants, il est donc indifférent que les portefeuilles bancables des sociétés de crédit soient composés pour la majeure partie de Bons de la Défense Nationale plutôt que de traites.

Par contre, il en va très différemment en ce qui concerne les intérêts du commerce et de l'industrie. En employant en Bons du Trésor les ressources qu'elles tenaient du public, les banques de dépôts détournaient au profit de l'État des ressources très considérables qui auraient dû normalement être destinées à fournir des crédits temporaires aux industriels et aux commerçants. Sans doute, au cours des hostilités, les emprunts à court terme émis par le ministre des finances étaient susceptibles de stimuler l'activité économique dans la mesure où ils procuraient à l'État les moyens de satisfaire aux besoins nés de la guerre. Il n'en reste pas moins vrai qu'en les lançant, l'État ne se proposait nullement de prêter appui au commerce et à l'industrie, mais de

régler simplement ses fournisseurs. L'opération qui consiste pour une banque à mettre en portefeuille des Bons du Trésor ne correspond donc nullement au rôle qui lui est assigné dans un système d'échanges.

Depuis la disparition des effets de commerce, les avances sur garanties ou en comptes courants et les participations financières demeuraient donc les seules formes possibles du concours prêté par les banques au commerce et à l'industrie. Or ces dernières opérations sont de par leur nature essentiellement immobilisantes. En conséquence, les établissements financiers ne peuvent s'y engager qu'avec leurs capitaux propres, à l'exclusion des dépôts du public qui sont essentiellement remboursables à vue.

En définitive, pendant toute la durée de la guerre, les institutions de crédit se sont trouvées en présence d'une double alternative : ou bien assurer la sécurité de leurs déposants tout en n'accordant au commerce et à l'industrie qu'une aide parcimonieusement mesurée, ou bien, au contraire, prêter le plus large appui au monde des affaires, tout en s'exposant à ne pouvoir rembourser éventuellement les fonds dont elles avaient la garde.

C'est dans ces conditions qu'elles ont dû se borner presque exclusivement au placement dans la clientèle des titres émis, soit par l'État, soit par les entreprises privées. Cette modification sensible dans le champ de leur activité n'allait pas cependant sans présenter un inconvénient capital. Il impliquait, en effet, un changement profond dans la nature de leur fonction. Du moment que les banques de dépôts devenaient principalement des instituts d'émissions, elles ne pouvaient plus accorder au commerce et à l'industrie les facilités temporaires qui sont de nos jours indispensables à leur fonctionnement. Les sociétés de crédit avaient ainsi perdu leur caractère essentiel d'organisme régulateur de la circulation.

Ce dernier fait explique, croyons-nous, dans une très large mesure, la crise économique dont nous souffrons

à l'heure actuelle. Si depuis plus de 18 mois un malaise profond pèse sur le monde des affaires, si nous voyons le commerce et l'industrie manquer de capitaux, ce n'est pas, croyons-nous, que le montant des instruments d'échange émis par la Banque de France soit insuffisant eu égard au volume des transactions commerciales. Depuis le début de la guerre, le montant des billets de la Banque de France a plus que sextuplé. En revanche, il est bien manifeste que les échanges commerciaux ne se sont pas, à beaucoup près, développés dans les mêmes proportions. Si tout paraît se passer comme si les moyens d'acquisition mis à la disposition du public par la Banque d'Émission étaient en quantité insuffisante, c'est que les Banques de dépôts ayant perdu leur fonction essentielle d'organisme régulateur de la circulation, l'instrument d'échange demeure immobilisé dans « le bas de laine » d'un trop grand nombre de particuliers.

De toutes les conséquences de la politique financière du gouvernement français la disparition des effets de commerce se présente donc comme particulièrement néfaste. Parmi les problèmes de l'heure présente, cette question apparaît par conséquent comme une de celle dont la solution s'impose de toute urgence.

Or il est bien évident que les industriels et les commerçants ont tout intérêt à exiger le paiement au comptant de la marchandise vendue tant qu'ils se trouveront en présence d'acheteurs dont les moyens d'acquisition sont sans cesse accrus ou pour le moins constamment renouvelés. L'arrêt de l'inflation monétaire se présente par suite comme une des conditions essentielles de la reprise des effets de commerce.

Sans doute, en mettant fin brusquement à l'émission du papier-monnaie, on risque de provoquer une crise économique aiguë, en l'espèce celle dont nous souffrons encore aujourd'hui. Quelle que soit son intensité, si retentissantes qu'aient été certaines faillites, cette crise nous paraît toutefois constituer une étape nécessaire dans la voie du retour à une situation plus normale que

celle dans laquelle nous vivons depuis le début de la guerre.

Il est à remarquer d'ailleurs que contrairement à ce qu'il en a été lors des crises précédentes, la crise économique actuelle paraît avoir apporté une reprise assez sensible des transactions commerciales à terme. On peut constater, en effet, que les rapports des Conseils d'Administration des grandes sociétés de crédit se trouvent unanimement d'accord pour signaler une augmentation appréciable des effets de commerce au cours de l'exercice 1921.

Si importante que soit la reprise des opérations d'es-compte, elle ne constitue cependant pour les établissements financiers que le moyen de favoriser le développement du commerce et de l'industrie, tout en assurant d'autre part la sécurité de leurs déposants. Elle ne saurait donc à elle seule, leur permettre de remplir leur fonction d'organisme régulateur de la circulation.

Encore est-il indispensable, à ce dernier point de vue que les banques de dépôts détiennent dans leurs caisses la presque totalité de l'épargne à court terme.

En fait, il en va bien différemment. Le mouvement d'ensemble des comptes de chèques et comptes courants créditeurs à vue des 19 sociétés de crédit envisagées dans notre étude montre que d'une façon générale et pendant toute la durée de la guerre, les disponibilités du public se sont systématiquement écartées des établissements financiers. Bien que depuis la fin des hostilités une amélioration très sensible soit à enregistrer à cet égard puisque, au cours de la seule année 1919, les dépôts des sociétés de crédit ont presque triplé, il ne semble pas cependant que la méfiance du public ait encore complètement désarmé.

Si l'on rapproche le montant au 31 décembre 1921 des dépôts confiés au 19 établissements considérés du montant à la même époque des billets émis dans le public par la Banque de France, on constate que les banques de dépôts ne détiennent que 52 % de la circu-

lation intérieure. De beaucoup supérieure, cette proportion s'élevait jusqu'à 108 % au 31 décembre 1913.

Il est vrai que depuis cette époque, les prix ont plus que triplé, ce qui a notamment pour effet d'obliger les particuliers à conserver par devers eux des encaisses beaucoup plus importantes.

Néanmoins, l'écart entre les 2 chiffres qui viennent d'être indiqués nous paraît beaucoup trop considérable pour qu'il puisse être justifié à l'aide de cette seule considération. Il semblerait en outre qu'il témoignât du peu d'empressement que mettent les particuliers à déposer leurs fonds en banque. Une distinction paraît toutefois s'imposer.

Depuis l'armistice, les sociétés de crédit ont retrouvé à peu près intégralement leur clientèle industrielle et commerciale spécialement dans les grands centres. Dans les campagnes, au contraire, la méfiance se maintient toujours extrêmement vive. Or il ne semble pas douteux que le paysan détienne une part très importante de la fortune publique. Qu'elle soit le fait des populations rurales plutôt que des populations urbaines, il faut bien convenir que cette méfiance n'est que trop fondée dans son principe.

La politique financière telle qu'elle était couramment pratiquée à la veille de la guerre par le plus grand nombre de nos sociétés de crédit a été particulièrement néfaste aux intérêts généraux du pays. Sous l'action d'influences diverses, la plupart de nos établissements financiers en étaient arrivés à considérer que toute la politique bancaire consistait essentiellement à grossir le nombre de leurs déposants en vue d'écouler dans la clientèle la plus large quantité possible de valeurs mobilières diverses, notamment des titres étrangers.

Dans son ouvrage « *La Question des Sociétés de Crédit* » Monsieur J. Domergue, directeur de la « *Réforme Economique* » estimait que, sur un montant de plus de 30 milliards d'émissions diverses faites par l'intermédiaire de nos établissements financiers entre 1889 et

1909, la part réservée aux valeurs françaises ne dépassait pas 6 milliards 188 millions, soit 23 %. Une pareille disproportion était susceptible de nuire d'autant plus gravement aux intérêts de l'industrie et du commerce français, que la situation se trouvait encore sensiblement aggravée du fait d'un certain nombre de considérations sur lesquelles l'auteur ne manquait pas d'attirer l'attention :

« Nous constaterons d'abord, que sur ces 6 milliards de valeurs françaises, il y en a plus du tiers qui n'ont aucunement à proprement parler, le caractère de valeurs commerciales, industrielles ou agricoles. Ce sont :

Obligations du Crédit Foncier	1.230.000.000
Obligations Ville de Paris	848.000.000
Obligations de Villes et Départements	147.000.000
Total	2.226.000.000

« Il s'agit là de titres ayant la garantie de l'Etat, des départements ou des villes, et l'effort des sociétés de crédit, pour en opérer le placement n'est point pour provoquer un grand sentiment d'admiration.

« De 6 milliards 200 millions, retranchons ces 2 milliards 226 millions. Nous voilà en présence d'un chiffre de 3 milliards 975 millions.

« Représente-t-il au moins des valeurs intéressant directement notre production agricole et industrielle ou le commerce proprement dit ? Il s'en faut de beaucoup.

« Un premier et gros chiffre nous apparaît : 708 millions 860 mille francs ; c'est le montant des actions émises par les Banques et Sociétés de Crédit pour créer ou compléter leur capital actions. Voilà qui n'a rien de commun avec le concours donné à la production française sous une forme quelconque.

« Apparaît alors un second chiffre qui vaut aussi qu'on s'y arrête. Il s'élève à 706 millions 900 mille francs. Les éléments en sont fournis par les emprunts émis pour les besoins financiers de nos colonies et protectorats, emprunts garantis, soit par les colonies elles-mêmes, soit par la Métropole.

« Et voilà que, toutes déductions faites, les 6 milliards de valeurs françaises se réduisent à 2 milliards 560 millions. Et ce chiffre n'est encore qu'une apparence. Comment se répartit-il ?

« Voici d'abord deux compartiments spéciaux et qui portent sur des entreprises assurément utiles, mais qui n'approchent

que de très loin les affaires qui nous intéressent de façon spéciales dans cette étude :

Eaux et Gaz	215.114.000
Chemins de Fer et Tramways	663.494.000

Total	878.609.000
-------	-------------

« Nous voilà réduits au chiffre de 1 milliard 681 millions.

« Allons-nous enfin être en présence d'émissions intéressant directement cette fois la production nationale industrielle et agricole ? Non pas.

« Il faut en déduire les entreprises « françaises » faites à l'étranger. Les émissions de cette catégorie sont intéressantes certes pour notre pays. Il y a là des placements utiles au développement de notre influence au dehors. Ces valeurs, dans le détail desquels nous ne voulons pas entrer, s'élèvent au chiffre de 612 millions. De sorte qu'en dernière analyse, nous arrivons à constater que le concours direct donné par les grands établissements de crédit à la production nationale n'est plus représenté que par le chiffre de 1 milliard 056 millions. Voilà ce qu'en vingt années les Sociétés de Crédit ont bien voulu faire pour développer la production française. Un milliard 056 millions sur plus de 30 milliards d'émissions, soit environ 50 millions par an, ou autrement dit, une proportion de 3 1/2 %. A noter que dans ce milliard de valeurs, il n'y a pas un sou pour l'agriculture.

« En résumé, le montant par catégorie des émissions de valeurs « françaises » faites par l'intermédiaire des établissements de crédit de 1889 à fin décembre 1908 se décompose ainsi :

Obligations du Crédit Foncier	1.230.000.000
Obligations Ville de Paris	848.690.000
— Villes et Départements	147.798.000
— Colonies et Protectorats	706.905.000
Actions Banques et Etablissements de Crédit	708.860.000
Eaux et Gaz	215.114.000
Chemins de Fer et Tramways	663.494.000
Affaires Françaises à l'Etranger	611.758.000
Affaires industrielles et commerciales françaises	1.055.921.000

Total	6.188.543.000
-------	---------------

« Exagère-t-on en vérité, lorsqu'on affirme que les Sociétés de Crédit ne font rien ou à peu près pour le développement de la production nationale ? »

Une pareille conception de leur activité leur a sans doute procuré des bénéfices extrêmement considérables principalement sous forme de grosses commissions. En revanche, les porteurs des titres souscrits à leurs guichets ont connu bien souvent des déboires particulièrement cuisants, les titres ainsi acquis devenant parfois pratiquement invendables ou tombant à des cours infimes par rapport à leur valeur nominale.

D'autre part, tous les industriels, tous les commerçants français savent combien il était difficile avant la guerre d'intéresser les sociétés de crédit à la création ou même au simple développement de leur entreprise.

Après avoir indiqué dans quelles conditions des affaires notoirement solides s'étaient trouvées réduites à solliciter de l'étranger les concours financiers indispensables, Monsieur J. Domergue, dans son ouvrage précité rapportait à l'appui de ses dires quelques exemples singulièrement suggestifs, notamment p. 38, p. 53 et suivantes, enfin p. 71 et suivantes. L'auteur ajoutait en outre :

« Pour créer une entreprise en France ou dans nos colonies ou pour y développer une industrie existante, c'est-à-dire pour contribuer au progrès de l'activité économique et de la richesse du pays, un homme a-t-il besoin de quelques millions ou simplement de quelques centaines de mille francs, il ne les trouvera pas en France. Il y existe, et bien au delà toutes les ressources nécessaires, mais elles sont à la seule discrétion de établissements de crédit. Ceux-ci ferment leurs portes aux solliciteurs français. Ils ont décrété que les capitaux disponibles n'auraient d'autre emploi que celui qu'ils ont fixé. »

Pour refuser leur concours à la production nationale, les établissements financiers invoquaient un motif particulièrement impressionnant : celui de la couverture de leurs dépôts. L'argumentation a été présentée sous des dehors particulièrement séduisants dans une allocution dont il a été déjà parlé antérieurement et qui fut prononcée par M. Paul Boyer le 24 avril 1915 à l'assemblée ordinaire des actionnaires du *Comptoir National d'Escompte de Paris*. L'ancien vice-président du Conseil

d'Administration de cette société s'exprimait en ces termes :

« ... Une critique qui déjà avant la guerre avait été adressée aux établissements de crédit a été de nouveau mise en avant ces derniers temps. Les Banques n'aident pas le petit et le moyen commerce, ne consentent pas de longs crédits aux industriels, ne favorisent pas les affaires d'exportation. La contradiction est évidente entre ce reproche de ne pas traiter des opérations essentiellement immobilisantes et celui de n'avoir pas conservé une trésorerie liquide. D'ailleurs en ce qui nous concerne, ce reproche n'est pas mérité. Nous avons toujours placé les affaires commerciales au premier rang de notre activité et nous n'avons cessé d'offrir à nos clients grands ou petits, toutes les facilités d'escompte et de crédit compatibles avec le souci d'une bonne trésorerie. Nous accordons des crédits documentaires aux importateurs, des crédits de campagne aux acheteurs de matière première. Aussitôt la marchandise fabriquée et vendue, nous escomptons les traites qui en forment la représentation et cela aussi bien pour les ventes en France qu'à l'étranger et dans les pays d'outre-mer où nous possédons, vous le savez, des agences ou des représentants directs. En un mot, nous permettons aux commerçants et aux industriels de travailler avec un fond de roulement réduit au minimum.

« Pour les industries jouissant d'une certaine notoriété nous intervenons auprès du public pour leur procurer par le placement d'actions ou d'obligations les fonds dont elle ont besoin pour leur installation, mais nous avons toujours estimé que les dépôts qui nous sont confiés ne peuvent pas être immobilisés en crédits de commandite, en avances remboursables après de longs délais etc.

« Les événements nous confirment dans notre manière de voir et nous montrent que si une lacune existe sous ce rapport dans le système bancaire, la solution doit en être recherchée en dehors des banques de dépôts.

« Nous ne voulons pas discuter ici la question très complexe des mesures qu'il faudra prendre pour développer les affaires d'exportation, quels efforts nos producteurs devront faire pour s'assurer les marchés étrangers, quels concours ils devront trouver, par exemple pour l'augmentation de la marine marchande ; ce que nous pouvons dire c'est que pour des montants proportionnés à leur situation personnelle nos clients ont toujours trouvé auprès de nous des facilités pour leurs affaires d'exportation.

« Quant aux crédits d'une durée inusitée en France, nous avons mainte fois constaté que notre clientèle est peu dispo-

sée à les accorder. Ceux qui formulent ces critiques oublient volontiers que les banques françaises ont rendu des services signalés en mainte circonstance et que leur organisation a fait ses preuves dans les moments les plus difficiles. »

Quel que soit le bien fondé des affirmations de M. Boyer en ce qui concerne la maison de banque dont il était un des principaux dirigeants, il n'en reste pas moins vrai que l'orateur n'a pas su ou n'a pas voulu situer la question sur son véritable terrain. On n'a jamais fait grief aux sociétés de crédit de se livrer à des opérations immobilières de par leur nature dans la mesure où ces opérations sont compatibles avec la sécurité de leurs déposants. Ce qu'il faut leur reprocher, c'est que les industries étrangères, le commerce étranger aient été en principe les seuls à bénéficier de ces sortes d'opérations à l'exclusion de l'industrie et du commerce français.

A la vérité, l'attitude de nos sociétés de crédit à l'égard de nos industriels et de nos commerçants a été déterminée, avant la guerre, par leur politique financière. Comment voudrait-on que certaines sociétés de crédit engagées à trois ou quatre dans un emprunt de 800 millions, comme ce fut le cas notamment lors de l'émission de certaines valeurs russes, pussent encore au même moment trouver le moyen de satisfaire aux besoins financiers de notre propre pays, tout en conservant par ailleurs des disponibilités suffisantes pour rembourser éventuellement leurs déposants.

Ainsi donc, si avant la guerre nos sociétés de crédit se sont pour la plupart désintéressées de la production nationale, ce n'est pas parce qu'elles n'avaient pas les moyens de lui venir très efficacement en aide, mais parce qu'elles avaient délibérément réservé presque toutes leurs possibilités pour le marché étranger.

En d'autres termes, et dès qu'il s'agissait de soutenir les intérêts généraux du pays, nos établissements financiers étaient toujours prêts à mettre en cause la couverture de leurs dépôts, tandis que, par une contradiction flagrante, l'objection s'évanouissait brusquement aussitôt

qu'il était question de dériver nos capitaux vers des placements extérieurs, c'est-à-dire en somme, lorsqu'il y avait de grosses commissions à gagner.

Sur toutes ces questions M. J. Domergue projetait, dès l'année 1909, une lumière singulièrement éclatante :

« Nous connaissons de longue date, écrivait-il, ce prétendu argument qui n'est qu'une détestable échappatoire.

« Les dépôts confiés aux grands établissements de crédit ne doivent jamais être immobilisés, c'est entendu : avec quelques réserves toutefois.

« L'obligation apparaît déjà, en effet, beaucoup moins évidente si l'on considère les dépôts à long terme. Il y a, dans les grandes sociétés de crédit, des dépôts dont le retrait doit être prévu et annoncé trois ans à l'avance, parfois même davantage. Dira-t-on que cela suffit pour frapper d'immobilisation ces dépôts et qui croira que les sociétés de crédit leur infligent cette immobilisation ?

« D'une façon générale ne pourrait-on pas répondre d'ailleurs aux sociétés de crédit comme l'a fait Lysis :

« Voilà un sentiment très louable et certes nous reconnaissons qu'une banque de dépôts ne doit pas engager l'argent qu'on leur confie dans les affaires d'industrie lesquelles comportent généralement des risques. Mais c'est dire alors qu'une banque de dépôts ne doit pas faire d'affaires spéculatives, quelles qu'elles soient, et nos établissements de crédit en font à chaque instant. Ils ne sont pas seulement des banques de dépôts, ils sont aussi des banques de spéculation et d'émissions. Ils pratiquent, comme l'a dit M. Aynard, à la fois tous les genres. Leur raison n'est donc qu'un prétexte. Comment n'être pas choqué d'ailleurs par la constatation qu'ils s'intéressent pour des sommes importantes à des sociétés de métallurgie ou de charbonnage en Russie, dont les résultats sont désastreux et qu'en France ils se déclarent impuissants à rien faire en invoquant la rigidité de leur principe et le souci de leur gestion. »

« Qu'on songe donc à tout ce qui aurait pu être fait en France ajoutait M. Domergue, avec les milliards que les grands établissements de crédit ont fait dériver vers l'étranger. Combien judicieuses les considérations que développe à ce sujet un éminent économiste, M. Cauwès, dans la préface du livre de M. Théry sur les progrès économiques de la France : »

« Cette proportion de placements étrangers n'est-elle pas exorbitante ? La question a été examinée, il y a quelques années à la Société d'économie politique nationale. On retrouve ici l'opinion

alors émise par M. Edmond Théry plus fortement défendue encore. De mon côté, je persiste à penser qu'une beaucoup plus forte part de notre épargne pourrait être utilisée au profit de l'économie nationale ; et pourtant ne serions nous pas, M. Edmond Théry et moi assez près de nous entendre. Il établit sans réplique possible, je crois (spécialement dans les dernières pages du livre) que l'absorption totale de l'épargne française par les placements intérieurs n'est ni possible, ni désirable. Ne pourrait-elle pas être très sensiblement accrue ? C'est le seul point litigieux. Il me semble bien que M. Edmond Théry incline à résoudre affirmativement comme moi cette question puisqu'il « regrette l'absence d'une institution qui soit pour l'émission des valeurs industrielles françaises, ce que le Crédit Foncier est au au Crédit Hypothécaire et qu'il ajoute ceci « le jour ou un véritable établissement du crédit industriel existera, le capital français ne lui fera pas défaut. »

« Aujourd'hui l'épargne française est en présence des seules grandes institutions de crédit existantes, leur caractère de Banques de dépôts limite fâcheusement, et peut-être plus que dans la mesure nécessaire, leur action pour la commandite industrielle. Mais au peu d'empressement de notre épargne vers les placements industriels il y a d'autres causes que la défectueuse organisation actuelle du crédit, ce sont des causes d'ordre psychologique. Timorés à l'excès quand il s'agit de valeurs industrielles ou coloniales, nous sommes d'une folle témérité pour répondre à l'appel des Etats emprunteurs à finances suspectes.

« Nous amassons de l'or, l'encaisse de la Banque de France, les dépôts des Caisses d'Epargne, les plus values de l'annuité successorale, tout atteste notre richesse croissante. Pourquoi par un déplorable contraste, l'objection financière fait-elle ajourner ou ralentir l'exécution de tant d'entreprises d'intérêt national, travaux de navigabilité de nos fleuves, de canalisation, d'approfondissement de nos ports, d'extension du réseau de nos voies ferrées ? Que d'œuvres de défense et de salut, telles que le reboisement des montagnes, ne sont dotées que de dérisoires crédits ! »

De tout exposé, M. Domergue concluait :

« L'objection de l'immobilisation obligatoire des dépôts disparaît d'ailleurs, si l'on considère le capital propre des Sociétés, capital dont le chiffre n'est pas médiocre. Ce capital, les sociétés de crédit l'emploient comme il leur convient de le faire : c'est un droit que nous ne leur contestons certes pas. Il y a seulement ceci, c'est qu'avec leur capital propre, les banques d'affaires en Allemagne, en Angleterre, en Suisse etc... commanditent leurs industries nationales, tandis que les grands

établissements de crédit en France lui donnent un tout autre emploi.

« Evidemment, malgré son importance, le capital propre des sociétés de crédit ne saurait faire face à toutes les exigences notamment en ce qui concerne la création des grandes entreprises ; mais de quel secours ne pourrait-il pas être pour ce qu'on qualifie de petites affaires, pour celles qui n'ont besoin que de quelques centaines de mille francs ou tout au plus d'un ou deux millions. Ces petites affaires là sont des éléments essentiels de la prospérité d'un pays. De bons esprits estiment qu'elle sont précisément les plus intéressantes. Nous sommes tout à fait de leur avis. Quelle force auraient les grands établissements de crédit pour répondre à leurs adversaires, s'ils pouvaient répondre par l'exposé de ce qu'ils ont fait pour aider à la création et au développement de ces petites affaires.

« Ce qu'on reproche encore une fois aux Sociétés de Crédit c'est de se désintéresser systématiquement de tout ce qui est affaire française pour pousser, de parti pris, leur clientèle à faire emploi de ses disponibilités uniquement dans l'achat de valeurs étrangères.

« Les Sociétés de crédit n'ont pas le droit d'immobiliser les dépôts qui leur sont confiés. C'est leur « tarte à la crème. » Mais ne pourraient-elles pas amener leurs déposants à faire en deçà de nos frontières ce qu'elles savent s'elles amener à faire au delà ? »

En définitive, la politique financière des nos banques de dépôts a eu ce double résultat d'engloutir des milliards dans des placements que les faits ont révélés plus ou moins hasardés et de priver nos industriels et nos commerçants des concours sur lesquels ils étaient en droit de compter. En raison même des arguments invoqués par nos banques de dépôts pour justifier leur attitude à l'égard de ces derniers, on aurait pu, semble-t-il, espérer tout au moins que la mobilisation de leur actif immédiatement disponible et réalisable à très court terme leur permettrait le cas échéant de rembourser leurs dépôts. Les faits n'ont même pas répondu à cette attente. Lorsque, dans la dernière semaine de juillet 1914, des événements exceptionnels vinrent brusquement compromettre la paix européenne, le public s'est présenté en masse aux guichets des sociétés de crédit pour retirer ses fonds. Très rapidement les banques se sont trouvées incapables

de faire face à ces exigences. Le gouvernement dut alors intervenir pour donner un semblant de légalité à la faillite de leurs engagements.

Au moment où fut promulgué le décret moratoire, jamais encore aussi nettement l'occasion ne s'était offerte pour le public de s'apercevoir que, complètement détourné de sa signification profonde, l'argument de la couverture des dépôts n'avait pas eu d'autre objet que de servir à masquer des intérêts personnels.

En résumé, sur les points essentiels qui constituent l'activité de la banque : savoir :

Le placement de l'épargne à long terme ;

Le concours au commerce et à l'industrie ;

La sécurité des déposants,

la politique pratiquée par nos banques de dépôts à la veille de la guerre n'a fait qu'accumuler les déceptions de toutes sortes.

On conçoit dès lors que, dans l'esprit des particuliers, le souvenir de tous ces mécomptes soit demeuré extrêmement vivace et qu'aujourd'hui encore nos sociétés de crédit aient à souffrir dans une certaine mesure de leurs erreurs passées.

En dépit de toutes ces considérations il n'en reste pas moins vrai que les banques de dépôts ont un rôle fondamental à jouer. Elles ont pour mission essentielle de corriger les inégalités de la répartition, vice inhérent au système économique dans lequel nous vivons. C'est par ce côté et par ce côté seulement qu'elles sont indispensables à la prospérité générale. Les conditions d'exercice de cette fonction exigent évidemment une large concentration bancaire. Nous sommes donc ainsi conduit à écarter toute solution dont le principe suppose une limitation des dépôts dans leurs caisses et la multiplication corrélatrice des banques locales. (1) Mais réci-

(1) Cette dernière solution était celle de M. J. Domergue. L'auteur s'y était rallié notamment en considération de ce fait que les grands établissements financiers ne consentent pas de crédit personnel, contrairement à ce que font les banques locales. Nous ne pensons pas cependant qu'il y ait là un vice inhérent à la concentration bancaire, mais bien plutôt une insuffisance des différents services de renseignements financiers.

proquement, l'accumulation de la presque totalité de l'épargne à court terme entre les mains de quelques grosses maisons de banque n'a de raison d'être que dans la mesure, où, à l'exclusion de tout autre mobile, elle constitue pour ces sociétés le moyen de se comporter comme des organismes régulateurs de la circulation.

Cette dernière conception n'est nullement celle de nos établissements financiers. Ceux-ci n'ont jamais envisagé la concentration des dépôts dans leurs caisses autrement que d'un point de vue exclusivement personnel sans se soucier davantage du rôle capital que ces ressources immenses leur permettraient de jouer.

Si nos sociétés de crédit ne se sont jamais beaucoup préoccupé des intérêts généraux, pas plus d'ailleurs que de leur intérêt bien compris, c'est qu'en dépit de toutes les subtilités de la loi leurs intérêts se confondent en fait avec ceux de leurs dirigeants si bien qu'en dernière analyse ces derniers sont effectivement les seuls à déterminer l'orientation de leur activité.

A tous ces points de vue, la politique à laquelle nos banques s'étaient ralliées avant la guerre constitue un précédent singulièrement édifiant. Or dans l'état actuel des choses il n'y a aucune raison pour qu'elles apportent une modification quelconque à leurs méthodes. Ainsi que nous nous sommes efforcés de le démontrer, l'intervention du gouvernement au mois de juillet 1914 n'a pu que les confirmer dans leur gestion passée et de fait nous avons montré comment dès l'année 1916 toutes les sociétés de crédit tendaient plus ou moins ouvertement à revenir à leurs pratiques d'avant-guerre.

Dans ces conditions, nous considérons comme particulièrement dangereuse toute disposition législative qui, sous couleur de permettre aux grands établissements financiers de remplir leur fonction d'organisme régulateur de la circulation, obligerait les particuliers à déposer leurs fonds en banque et à se servir du paiement par chèque pour tout versement d'une certaine importance.

Les résultats d'une pareille mesure ne nous paraissent pas douteux.

La sanction déjà fort problématique actuellement que comporte la politique suivie par la plupart de nos sociétés de crédit viendrait à disparaître pratiquement comme ce fut le cas en 1914. En conséquence, on risquerait de provoquer une recrudescence de cette politique et par suite de nuire bien autrement aux intérêts généraux du pays spécialement à ceux du commerce et de l'industrie.

Le moins que l'on puisse redouter de la mesure envisagée, c'est qu'elle soit inopérante. Sans qu'il soit besoin de faire intervenir des considérations d'ordre théorique et de s'étendre longuement sur la thèse des *Physiocrates*, l'expérience prouve que la volonté du législateur a d'autant moins de prise sur les événements qu'elle se propose de mettre obstacle à des phénomènes déterminés par la loi économique. Or, ainsi que nous l'avons exposé, l'attitude du public à l'égard des établissements financiers est grandement motivée en raison des intérêts de toutes sortes qu'elles ont profondément blessés.

Dans l'un comme dans l'autre cas, il n'apparaît donc pas que l'obligation pour les particuliers d'avoir à déposer leurs fonds en banque puisse atteindre le but proposé.

Plutôt que de s'en prendre à la méfiance du public il semblerait donc de beaucoup préférable que la contrainte légale s'appliquât à exercer son action sur les causes qui la déterminent.

En d'autres termes, si les particuliers avaient un intérêt certain à confier leurs disponibilités aux établissements financiers, nous ne voyons pas pour quels motifs ils s'en abstiendraient. Partant de ce point de vue, nous proposons l'intervention de l'État auprès des sociétés de crédit pour les obliger à pratiquer une politique conforme aux intérêts généraux du pays.

En outre nous estimons indispensable que l'épargne

à court terme ne trouve plus à s'employer sous forme de Bons de la Défense Nationale.

A ces deux conditions, un taux d'intérêt même relativement minime peut-être considéré comme suffisant pour attirer les dépôts dans les caisses des établissements financiers.

Il va sans dire que les banques de dépôts se sont toujours montrées absolument opposées à toute intervention de l'État dans la gestion de leurs affaires. On devine aisément pourquoi. Il faut reconnaître toutefois que cette attitude peut être aussi justifiée à l'aide d'un certain nombre de considérations théoriques. Celles-ci ont été exposées succinctement dans l'allocution précitée de M. P. Boyer :

« On a pu envisager que pour éviter le retour de difficultés qui ont pu gêner le public, il fallait chercher le remède dans des mesures restrictives. Nous ne le pensons pas. Les entraves apportées à la gestion des banques auraient une répercussion certaine sur la marche des affaires commerciales et industrielles. Faut-il rappeler que dans certains pays, il a suffi de vouloir après une crise réglementer et contrôler les banques pour arrêter tout l'essor des affaires et empêcher tout progrès pendant une longue période ? En France comme dans tous les pays de grande expansion économique le seul régime possible est celui de la liberté. C'est le régime de la liberté qui a permis de procurer au commerce les facilités d'escompte et de crédit dont il ne saurait plus se passer ; y porter atteinte ce serait compromettre l'avenir et le développement de l'activité économique du pays au moment où il importe au contraire de le stimuler en lui fournissant les ressources du crédit, c'est à dire de la confiance librement consentie ».

De par la nature même de leurs opérations, les banques de dépôts sont incontestablement des entreprises commerciales. Par ce côté elles devraient donc bénéficier d'un régime de liberté que l'expérience prouve être le seul compatible avec la prospérité du commerce et de l'industrie. Néanmoins étant donné leur influence capitale sur toute l'économie du pays, il rentre dans les devoirs essentiels de l'État de veiller à ce que leur activité ne s'exerce pas au détriment des intérêts en cause.

Il y a plus. L'intervention des pouvoirs publics se justifie d'autant mieux que l'industrie de la banque est plus concentrée et que par suite la presque totalité de l'épargne à court terme se trouve accumulée dans les caisses de quelques gros établissements. En raison des répercussions formidables qu'entraînerait la faillite de l'une quelconque de ces sociétés, l'État ne pourrait pas manquer de lui venir en aide le cas échéant. Dès lors il semble de toute logique que le rôle de l'État ne se borne pas exclusivement à endosser toutes les responsabilités.

Toutefois il est bien manifeste que, dans ses modalités d'application, le contrôle de l'État doit être déterminé par la nature même de l'objet sur lequel il s'exerce.

Partant de ce point de vue il ne semble pas désirable qu'il se manifeste sous forme de mesures préventives. Dans l'hypothèse il n'aboutirait qu'à supprimer totalement la liberté des affaires qui constituent pour les entreprises commerciales un élément indispensable de leur prospérité. Il est donc extrêmement douteux que l'industrie de la banque puisse s'accommoder d'un pareil régime.

C'est à cette objection fondamentale que paraît se heurter la nationalisation des établissements financiers. Un pareil système réalise sans doute théoriquement le type idéal de la concentration bancaire, puisque les différentes sociétés de crédit se trouveraient confondues en une seule sous la haute direction de l'État.

Toutefois il faut bien se rendre compte qu'il impliquerait nécessairement une clause de sauvegarde analogue à celle qui est actuellement en vigueur pour les caisses d'épargne. Lors d'une crise économique aiguë, et plus encore au moment d'un conflit extérieur, l'État pour ménager son crédit se verrait dans l'obligation de limiter la faculté de retraits des déposants. La nationalisation des banques de dépôts comporterait donc une menace perpétuelle de moratoire. Dans ces conditions, il est extrêmement douteux que les particuliers et plus encore

les industriels et les commerçants consentent à confier leurs fonds à la banque d'État, car en risquant l'immobilisation brusquée de leurs disponibilités, ils s'exposeraient à chaque instant à ne pouvoir assurer la marche de leur entreprise.

Les ressources de la Banque d'État seraient donc fort limitées. Par suite, fort limitées seraient aussi les avances qu'elle pourrait consentir. On peut donc estimer que la nationalisation des établissements financiers équivaldrait en fait à la suppression du crédit.

Seules les mesures répressives paraissent susceptibles de se concilier avec la nature profonde des banques de dépôts, puisque laissant subsister le principe de la liberté, elles se contentent seulement d'en régler les conditions d'exercice.

C'est à ces derniers principes que se réfère la législation actuellement en vigueur.

En vertu de l'article 44 de la loi du 24 juillet 1867 les administrateurs d'une société anonyme

« Sont responsables conformément aux règles du droit commun, individuellement ou solidairement suivant les cas, envers la société ou envers les tiers soit des infractions aux dispositions de la présente loi soit des fautes qu'ils auraient commises dans leur gestion notamment en distribuant des dividendes fictifs ».

En outre, chaque année, doit obligatoirement être publié un certain nombre de documents concernant la marche de l'entreprise, notamment un bilan de fin d'exercice, dont la sincérité est certifiée par un commissaire aux comptes délégué par les actionnaires à la vérification de la comptabilité sociale.

Il semblerait donc que dans ses dispositions essentielles la loi contienne tous les éléments nécessaires pour contraindre les dirigeants des sociétés anonymes à se comporter comme de « bons pères de famille » à l'égard des intérêts dont ils ont la garde. Dans son discours précité du 24 avril 1915, M. P. Boyer paraît s'être rallié à ce point de vue :

« On a reproché aux établissements de crédit de ne pas renseigner le public d'une manière suffisamment précise sur leurs engagements et les ressources qui en forment la contre-partie.

Les situations mensuelles que nous publions et les documents que nous vous soumettons chaque année vous font connaître le détail de nos opérations. Les postes de notre bilan sont suffisamment nombreux et explicites. Ils donnent tous les renseignements désirables. En France, comme dans tous les pays de grande expansion économique, le seul régime possible est celui de la liberté, ce qui n'exclut nullement l'idée d'agir contre ceux qui en abusent. Par la grande publicité donnée à tous les actes, par la libre discussion au grand jour, l'éducation du public s'est déjà faite et continue à se faire. Chacun possède les éléments nécessaires pour savoir où placer sa confiance. »

Néanmoins il faut bien convenir que dans son état actuel la législation est parfaitement inopérante.

D'une part les peines édictées par la loi sont hors de proportion avec les catastrophes de toutes sortes qui sont la conséquence des « opérations de cavalerie » en matière bancaire. D'autre part, les documents qui sont présentés aux actionnaires lors des assemblées générales sont absolument insuffisants pour leur permettre de se renseigner d'une façon exacte sur la marche des affaires sociales.

Un bilan de fin d'exercice n'est jamais autre chose qu'un reflet de la situation sociale à un moment donné ; il ne peut donc faire mention que des opérations en cours sans apporter aucune indication sur celles qui ont pu intervenir pendant l'année et qui sont liquidées au moment de son établissement. Il est en outre extrêmement possible que le bilan de clôture ne soit même pas un reflet sincère de la situation sociale à l'instant qu'il indique.

Les actionnaires n'ont personnellement aucun moyen pour s'en assurer. Il leur faut donc uniquement s'en remettre aux affirmations des commissaires aux comptes. Or ceux-ci sont le plus souvent élus à l'instigation des Conseils d'administration, et comme la preuve de leur collusion frauduleuse avec ces derniers est pratiquement impossible à faire, ils ne courent en fait aucun risque à contrevenir aux dispositions impératives de la loi.

C'est assez dire que les actionnaires ne disposent en aucune façon des éléments suffisants pour pouvoir soup-

conner l'existence des agissements incriminés par la loi. D'ailleurs, viendraient-ils à s'en douter, que l'impossibilité matérielle où ils se trouvent généralement d'instrumenter la preuve, leur interdit d'intenter l'action individuelle qui leur est formellement réservée par l'article 39 de la loi sur les sociétés. Lorsqu'ils croient pouvoir enfin s'y décider à leurs risques et périls, leur intervention tardive n'a plus d'autre effet que de rendre effective une faillite virtuellement consommée depuis longtemps.

En définitive, le contrôle des actionnaires tel qu'il est organisé par la loi n'est qu'un épouvantail qui n'a jamais fait peur à personne.

Si donc, pour des raisons inhérentes à la nature profonde des banques de dépôts, le rôle du législateur doit se borner à prendre des mesures répressives, du moins un renforcement sérieux de la législation en vigueur nous paraît-il indispensable.

On pourrait tout d'abord songer à aggraver très sensiblement les peines édictées par la loi. Ces mesures risqueraient toutefois de demeurer lettre morte si corrélativement l'administration de la preuve n'était pas grandement facilitée aux intéressés.

D'autre part, il nous paraît d'une importance capitale que la sanction économique qui est pour toute entreprise commerciale la conséquence imminente d'une administration hasardée joue pour les établissements financiers au même titre que pour les autres sociétés, sans que les concours sur lesquels ils pourraient compter le cas échéant doivent les inciter à ne pas apporter dans leur gestion toute la prudence qu'elle comporte.

Enfin, se dessaisissant de leurs disponibilités pour en confier la garde aux instituts de crédit, les déposants ont intérêt manifeste à ne pas s'en rapporter aveuglément à des sollicitations plus ou moins pressantes, mais à pouvoir apprécier en toute connaissance de cause le bien fondé de l'acte de confiance qu'ils accomplissent.

Dans ces conditions, nous considérons comme un

minimum indispensable qu'une disposition législative vienne obliger les établissements financiers à mettre à la disposition des actionnaires comme du public une documentation beaucoup plus abondante que celle qu'ils sont actuellement tenus de publier.

En particulier, un bilan mensuel semble pour le moins s'imposer, si l'on désire que les intéressés puissent se rendre suffisamment compte de la marche de l'entreprise.

Il est à remarquer que certaines sociétés de crédit parmi les plus importantes ont pris l'habitude depuis longtemps de présenter à la fin de chaque mois un relevé de leurs comptes. Il faut bien convenir toutefois que ces situations mensuelles n'ont qu'une valeur documentaire très restreinte. Comme ces bilans ne portent pas la signature des commissaires aux comptes, ils n'offrent en somme aucune certitude de sincérité. Et de fait, ne pourrait-on pas faire observer que chaque année les établissements qui publient des bilans mensuels ont bien soin de préciser que la situation arrêtée au 31 décembre est purement provisoire et que ce provisoire se trouve effectivement plus ou moins modifié lorsque le moment est venu d'obtenir l'approbation des actionnaires après vérification des commissaires. D'ailleurs, toutes les situations mensuelles porteraient-elles indistinctement le visa de ces derniers que cette formalité ne serait pas nécessairement une garantie de sincérité ainsi que nous l'avons expliqué.

En outre, les bilans définitifs comme les situations mensuelles ne sont pas suffisamment explicites, notamment en ce qui concerne le point de savoir si l'actif est suffisamment liquide, c'est-à-dire réalisable dans un délai suffisamment court pour permettre éventuellement le remboursement des dépôts à vue.

Enfin les uns et les autres sont plus ou moins faussés par l'introduction de « Comptes d'ordre, qui sont à la vérité d'immenses cimetières dans lesquels on enfouit tout ce que l'on désire cacher. En résumé, si voulant

s'inspirer de l'intérêt général, une disposition législative entendait mettre à la disposition du public tous les éléments nécessaires « *pour savoir où placer sa confiance* » encore faudrait-il,

1^o) qu'elle précisât d'une façon impérative la forme que les bilans devraient revêtir ;

2^o) qu'elle instituât un contrôle efficace pour assurer véritablement la conformité de ces bilans avec les écritures.

Le type de bilan ci-après nous paraît répondre au but proposé.

Ce modèle de bilan figure, en fin de ce travail, au nombre des documents annexes, p.p. 668,669.

Un document de ce genre présente un avantage auquel nous attachons une importance considérable. Il renseigne très exactement le public sur la situation véritable de la société et lui indique notamment quelles seraient ses possibilités au cas où les déposants viendraient à réclamer en masse le remboursement de leurs disponibilités. La banque se trouve donc constamment exposée à voir les retraits de fonds affluer à ses guichets. Par ce seul fait la sanction, actuellement illusoire que comporte la pratique des immobilisations revêt en l'occurrence l'aspect d'une menace extrêmement pressante.

Dans ces conditions, il est de toute probabilité que les institutions de crédit mettraient tous leurs soins à conserver une situation extrêmement liquide, se préoccupant essentiellement de donner à leurs dépôts des emplois d'une réalisation facile. De même, en raison de l'appoint que pourrait constituer éventuellement la portion de leur actif réalisable à terme, il y a tout lieu d'escompter qu'elles se montreraient beaucoup plus réservées à l'égard des affaires n'offrant pas toute garantie de solidité. Les industriels et les commerçants sérieux y gagneraient par suite des appuis extrêmement précieux.

La mesure envisagée suppose, bien entendu, l'insti-

tution d'un contrôle efficace assurant la conformité des bilans avec les écritures. Dans cet ordre d'idées, on pourrait songer, par exemple à une commission mixte, composée d'inspecteurs des finances et de hauts dignitaires de la Banque de France. Les premiers représenteraient les intérêts généraux. Quant à la Banque de France, tout en ménageant les banques de dépôts qui sont ses clients naturels, elle a manifestement le plus grand intérêt à être fixée très exactement sur la valeur du papier qu'elle escompte journellement.

Tout ce système implique, en outre, une éducation fort avancée de l'opinion publique. Or, il ne faut pas se le dissimuler, de sérieux progrès restent encore à faire à ce dernier point de vue. Aussi pourrait-on demander aux journaux financiers véritablement dignes de ce nom de remplir une tâche qui rentre tout naturellement dans leurs attributions. Toutefois faudrait-il encore obtenir que, dans leurs colonnes, les études véritablement désintéressées se distinguassent nettement des articles de publicité.

Tout cet ensemble de dispositions ne vise nullement à mettre le public définitivement à l'abri de tout mécompte ultérieur. Une pareille prétention nous paraîtrait fort exagérée.

De par l'objet même de leur activité, les sociétés de crédit sont des entreprises commerciales ; tout comme les autres industries, elles sont donc soumises à un certain nombre de risques qui sont inhérents à la nature même des affaires qu'elles traitent. S'il est impossible de les annihiler complètement, du moins notre système se propose-t-il de les réduire très sensiblement. Ce résultat n'a pu être obtenu qu'au prix d'une atteinte profonde portée au vieux principe du secret des affaires. Mais dans la mesure où il ne sert qu'à masquer des intérêts personnels, nous ne pensons pas que ce principe doive être considéré comme un dogme intangible.

Convenablement renseignés sur le degré de confiance qu'il conviendrait d'accorder aux établissements finan-

ciers, les particuliers auraient tout intérêt à leur confier leurs disponibilités. C'est qu'en effet les dépôts en banque constituent pour ces disponibilités un emploi rémunérateur, tandis que les fonds conservés sous forme d'espèces liquides sont essentiellement improductifs.

Dans ces conditions, on pourrait escompter que la presque totalité de l'épargne à court terme viendrait s'accumuler dans les caisses des sociétés de crédit. Les banques trouveraient ainsi la possibilité de remplir la fonction qui leur est dévolue dans un système basé sur le principe d'échange et qui consiste essentiellement à corriger les inégalités dans le domaine de la répartition.

Si elles entendaient profiter de l'accumulation des dépôts dans leurs caisses pour poursuivre un but exclusivement personnel, leur liquidité viendrait à diminuer très sensiblement ; par suite, la menace que comporte la pratique des immobilisations ne tarderait pas à jouer d'une façon effective. Plutôt que de s'intéresser à des affaires plus ou moins hasardées, les banques auraient donc tout avantage à réserver leur appui aux entreprises sérieuses.

Sous le stimulant de ces concours, celles-ci connaîtraient bientôt un renouveau d'activité dont le pays tout entier ne tarderait pas à bénéficier. Les banques à leur tour prendraient largement leur part de cet enrichissement général.

Le système que nous préconisons est donc basé sur les deux principes suivants :

1^o La concentration des dépôts dans les caisses des sociétés de crédit.

2^o Le contrôle effectif de l'opinion publique sur leur gestion.

Il implique par suite que l'épargne à court terme ne trouve plus à s'employer sous forme de Bons de la Défense Nationale.

Sous le principe de la politique financière adoptée

par le gouvernement français depuis le début de la guerre, des milliards se trouvent, chaque année, ainsi détournés des caisses des établissements financiers et, par leur intermédiaire, du commerce et de l'industrie. Il est donc à souhaiter que cette épargne retourne à sa destination première, qui consiste essentiellement à favoriser le développement de la production.

Nous sommes ainsi conduits à aborder des problèmes de finances publiques et aussi de droit international, dans la mesure où l'équilibre de notre budget dépend du règlement des dettes interralliées et de l'exécution des engagements souscrits par l'Allemagne dans le traité de Versailles. L'examen de ces questions ne saurait trouver place dans le cadre de cette étude.

Vu :

Le Doyen,

H BERTHÉLEMY.

Le Président,

Charles RIST

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPELL.

QUATRIÈME PARTIE

Documents-Annexes

Statistiques

et

Diagrammes

ETABLISSEMENT X

Situation arrêtée à la date du

ACTIF

Actif immédiatement disponible.

Encaisse.....	a ¹
Fonds à la Banque de France.....	b ¹
Fonds disponibles dans les banques.....	c ¹
	y ¹
Coupons d'encaissement.....	z ¹
	x ¹ ... x ¹

Actif réalisable à court terme.

Bons du Trésor Français à moins de 3 mois.....	a ²
Effets de commerce escomptables par la Banque de France.....	b ²
	x ² ... x ²

Ensemble de l'actif immédiatement disponible et réalisable à court terme.....

A. A

Actif réalisable à terme.

Reports sur places françaises.....	a ³
— d° — étrangères.....	b ³
	x ³ ... x ³
Bons du Trésor Français à plus de 3 mois.....	a ⁴
Effets de Commerce sur France à plus de 3 mois.....	b ⁴
— d° — Etranger.....	c ⁴
	x ⁴ ... x ⁴

PASSIF

Passif exigible à vue.

Comptes de chèques et d'escomptes.....	a ¹
Comptes courants créditeurs.....	b ¹

Ensemble du Passif exigible à vue.....

A. A

A. A

Passif exigible à terme.

Bons à échéance fixe à 1 mois.....	a ²
— d° — plus de 1 mois.....	b ²
	x ²

Crédit Lyonnais

Dates	Encaisse	Portefeuille	Avances et Reports	Comptes Courants Débiteurs	Portefeuille Titres	Encaisse plus Portefeuille Débiteurs	Avances et reports plus Comptes débiteurs	Dépôts	Bons à échéance	Opérations de change à terme garanties	Avances sur titres	Indice des dépôts	Proportion des dépôts
	en francs	en francs	en francs	en francs	en francs	en francs	en francs	en francs	en francs	en francs	en francs	%	%
31 Déc. 1915	474,4	1 577,9	300,2	735,6	8,6	1 692,3	1 087,8	2 190,6	38,0	442,4	35,6	93,4	8
30 Avr. 1916	503,3	1 535,2	440,2	732,4	9,3	1 788,5	1 142,3	2 344,7	40,1	427,3	400,0	100,0	8
31 Mai "	250,3	1 700,9	359,2	721,6	9,5	1 931,2	1 080,8	2 452,8	38,5	421,5	113,0	103,8	9
30 Juin "	251,9	1 648,3	356,8	714,1	9,5	1 879,8	1 070,9	2 378,2	37,3	417,1	113,8	101,4	9
31 Déc. "	721,5	653,5	321,7	508,6	8,6	1 374,9	830,3	1 737,4	28,6	45,3	354,0	74,1	41
31 Mar. 1916	743,8	745,9	278,2	447,6	8,6	1 459,7	725,9	1 624,3	23,3	14,0	351,0	69,3	43
30 Avr. "	758,2	767,9	269,0	429,8	8,7	1 526,1	698,8	1 649,7	22,1	16,7	372,3	70,3	45
31 Mai "	678,0	901,4	262,3	401,8	9,0	1 579,2	664,1	1 682,4	20,4	15,6	353,4	71,7	40
30 Juin "	807,9	857,9	253,8	395,8	9,0	1 665,9	649,7	1 740,4	15,7	15,8	397,0	74,1	46
31 Jul. "	776,6	928,2	251,5	409,3	9,0	1 704,8	660,9	1 808,6	15,8	13,9	382,0	77,1	42
31 Août "	806,4	920,4	247,3	390,7	9,0	1 726,8	638,1	1 811,7	16,0	13,3	396,0	77,1	44
30 Sep. "	844,9	948,1	241,6	397,3	8,8	1 730,0	639,0	1 818,5	15,9	13,0	399,0	77,5	44
31 Oct. "	814,2	922,2	235,2	405,3	9,0	1 797,1	640,6	1 878,5	15,9	14,5	400,8	80,1	43
30 Nov. "	819,9	933,9	226,5	431,8	8,8	1 810,9	651,3	1 905,3	15,7	18,3	403,0	82,2	42
31 Déc. "	809,4	902,4	241,4	383,4	8,6	1 581,5	624,9	1 641,1	15,5	13,6	412,2	83,9	35
31 Jan. 1916	671,2	1 012,1	244,9	377,3	8,8	1 620,4	622,3	1 680,1	16,6	19,5	420,5	71,6	33
29 Fév. "	676,3	1 022,5	230,6	372,6	9,2	1 693,4	613,3	1 746,5	19,8	13,8	500,0	74,4	38
31 Mar. "	733,9	1 046,4	250,7	350,9	9,2	1 750,3	581,6	1 765,3	20,4	18,9	538,9	146,2	39
30 Avr. "	721,5	1 067,3	130,3	350,6	9,5	1 788,9	581,5	1 810,7	20,2	18,2	433,5	150,0	39
31 Mai "	672,8	1 103,7	231,0	384,1	9,1	1 776,5	595,2	1 811,7	19,8	17,4	477,5	130,9	37
30 Juin "	676,3	1 150,0	220,1	362,3	8,8	1 826,3	591,5	1 851,1	10,8	19,1	485,3	139,9	36
31 Jul. "	704,2	1 171,5	203,3	374,8	8,8	1 874,8	603,2	1 903,3	21,7	22,0	533,3	146,0	36

Crédit Lyonnais
(suite)

Dates	Encaisse-Portefeuille		Avances & Reports		Comptes courants débiteurs		Portefeuille Titres		Encaisse plus Portefeuille		Avances et reports plus Comptes courants débiteurs		Dépôts		Bons à échéance		Acceptations		Opérations de change à terme		Résultats		Non-liquidés	
	millions de francs		millions de francs		millions de francs		millions de francs		millions de francs		millions de francs		millions de francs		millions de francs		millions de francs		millions de francs		millions de francs		millions de francs	
31 Aug. 1916	766,1	1 159,3	226,4	369,0	8,8	1 925,4	595,4	1 947,4	22,2	20,2	55,0	379,0	83,0	39										
30 Sep. "	714,0	1 238,7	226,2	388,4	8,7	1 952,7	614,7	1 986,8	23,1	18,8	67,6	351,0	84,7	35										
31 Oct. "	582,1	1 214,0	235,7	423,3	9,9	1 796,2	652,1	1 805,1	23,4	16,9	79,4	286,3	77,0	32										
30 Nov. "	578,4	1 257,3	230,3	409,0	9,2	1 835,8	639,4	1 896,6	25,3	19,2	85,3	284,0	80,8	30										
31 Déc. "	689,1	1 201,2	228,2	396,9	8,9	1 890,4	625,2	1 932,1	25,2	19,9	88,8	339,0	82,4	35										
31 Jan. 1917	836,4	1 129,6	228,6	421,4	9,4	1 966,0	650,0	2 024,9	26,7	22,8	84,4	411,0	86,3	41										
28 Fév. "	854,1	1 148,9	224,6	421,2	7,1	2 003,0	645,8	2 070,8	25,6	21,5	84,5	420,0	88,7	41										
31 Mar. "	869,7	1 196,6	220,7	422,0	7,1	2 066,3	642,7	2 151,9	25,3	19,4	81,2	427,7	91,7	40										
30 Avr. "	837,2	1 315,3	225,1	423,2	7,6	2 152,6	648,4	2 245,2	25,0	14,9	81,6	411,7	95,7	37										
31 Mai "	846,3	1 393,8	221,2	441,1	7,0	2 240,2	662,4	2 338,4	26,4	15,8	86,7	416,0	99,7	36										
30 Juin "	814,7	1 433,6	219,3	416,1	8,0	2 248,3	635,5	2 322,0	27,7	18,1	92,7	400,7	99,1	34										
31 Juil. "	873,4	1 444,1	221,6	400,1	8,4	2 317,5	621,7	2 378,7	28,0	17,3	88,4	429,6	101,4	36										
31 Aug. "	984,1	1 426,9	219,7	392,3	7,8	2 411,0	612,1	2 461,9	27,3	18,1	88,0	484,0	104,9	39										
30 Sep. "	1 020,5	1 392,5	214,9	398,7	7,8	2 413,0	613,6	2 477,3	27,8	16,9	79,3	501,9	105,6	41										
31 Oct. "	821,4	1 627,1	213,1	411,6	8,2	2 448,6	624,8	2 519,5	27,8	16,4	69,5	404,0	107,4	32										
30 Nov. "	885,9	1 654,5	215,2	445,3	8,5	2 540,4	660,6	2 637,9	28,6	21,0	58,2	420,9	112,5	33										
31 Déc. "	605,7	1 670,4	198,5	463,0	7,6	2 276,1	661,6	2 373,8	28,9	21,4	53,8	297,9	101,2	25										
31 Jan. 1918	767,0	1 560,1	193,7	443,2	7,7	2 327,1	636,9	2 395,7	30,6	23,4	53,8	377,3	102,1	32										
28 Fév. "	806,3	1 557,9	191,8	432,8	7,6	2 364,2	624,6	2 429,2	31,1	18,4	53,8	396,5	103,6	33										
31 Mar. "	789,9	1 633,9	190,0	431,1	6,3	2 423,9	621,1	2 477,8	33,3	17,9	62,2	388,5	105,6	31										
30 Avr. "	1 035,9	1 458,7	192,0	423,2	6,2	2 494,6	625,2	2 557,2	33,1	15,4	68,1	509,5	109,0	40										
31 Mai "	993,6	1 552,1	186,4	468,6	6,1	2 545,7	655,1	2 634,2	33,2	13,6	80,3	493,6	112,3	37										

Crédit Lyonnais (suite)

Dates	Encaisse	Portefeuille	Avances & Reports	Comptes courants débiteurs	Portefeuille Titres	Encaisse plus Portefeuille	Avances et reports plus Comptes courants débiteurs	Dépôts	Bons à échéance	Acceptations	Opérations de change à terme	Garanties	Actifs	Passifs	%	%	%
	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs
30 Juin 1918	1 058,9	1 463,2	179,5	501,0	6,3	2 592,2	680,6	2 643,3	30,3	13,4	75,9	520,8	112,7	40			
31 Juil. "	1 135,3	1 467,8	180,6	484,3	6,2	2 603,2	662,0	2 696,7	28,1	12,3	87,3	558,0	115,0	42			
31 Aug. "	1 108,5	1 540,0	179,8	527,7	6,4	2 648,6	707,5	2 803,0	27,6	14,5	89,3	545,0	119,5	39			
30 Sep. "	878,5	1 755,4	178,6	529,9	6,4	2 633,9	708,6	2 797,1	29,0	13,9	100,7	432,0	119,3	31			
31 Oct. "	714,7	2 096,1	179,7	587,7	6,6	2 810,9	767,5	3 027,8	29,2	13,7	102,5	352,0	129,1	23			
30 Nov. "	677,3	1 612,5	185,5	659,7	7,7	2 2 898	845,3	2 574,8	28,0	11,8	103,3	333,0	109,8	26			
31 Déc. "	435,3	1 923,0	181,1	662,4	6,2	2 358,3	843,6	2 624,5	28,3	10,8	104,0	214,0	111,9	16			
31 Jan. 1919	599,8	1 842,0	177,5	720,5	6,3	2 441,9	898,0	2 760,0	28,2	10,8	114,6	295,0	117,7	21			
28 Fèv. "	708,0	1 818,1	174,1	729,9	5,8	2 526,1	904,0	2 861,4	27,7	10,7	105,1	348,0	122,0	24			
31 Mar. "	635,4	1 896,8	172,5	729,1	5,7	2 532,2	901,7	2 854,0	27,2	11,0	117,0	312,5	121,7	22			
30 Avr. "	823,9	1 828,5	170,9	749,3	5,8	2 652,4	920,2	2 984,8	28,2	12,9	122,3	405,2	127,3	27			
31 Mai "	847,7	1 955,8	173,1	767,9	5,7	2 803,5	941,0	3 153,6	29,9	10,8	118,9	416,9	134,5	26			
30 Juin "	828,9	2 114,3	175,1	852,9	8,9	2 953,3	1 028,0	3 385,5	30,5	8,9	110,5	412,5	144,4	24			
31 Juil. "	512,9	2 561,8	174,3	766,9	9,0	3 074,8	941,2	3 401,7	32,0	7,2	111,5	252,0	145,0	15			
31 Aug. "	482,3	2 665,9	176,7	853,0	9,0	3 158,3	1 029,7	3 578,5	33,1	7,1	116,9	242,1	152,6	13			
30 Sep. "	464,4	2 805,0	181,2	818,6	9,3	3 269,4	999,9	3 662,3	33,0	9,7	113,6	228,4	156,2	12			
31 Oct. "	459,6	2 927,3	186,2	841,7	9,3	3 386,9	1 027,9	3 798,6	33,6	12,5	100,2	226,0	162,0	12			
30 Nov. "	530,2	3 083,3	195,9	980,9	10,1	3 513,5	1 176,8	4 137,8	34,1	19,0	107,2	260,7	176,5	12			
31 Déc. "	513,0	3 089,4	203,5	1 098,7	10,0	3 602,5	1 302,3	4 227,4	37,5	21,4	113,3	252,3	180,3	12			
31 Jan. 1920	562,5	3 105,3	212,8	1 089,8	10,2	3 667,8	1 302,7	4 273,5	37,4	23,6	113,7	276,6	182,3	13			
29 Fèv. "	586,3	3 085,0	230,9	1 397,7	5,9	3 671,3	1 628,6	4 614,4	37,9	25,9	113,9	288,3	196,8	12			
31 Mar. "	600,3	2 825,4	265,3	1 390,1	5,9	3 425,7	1 655,5	4 392,7	41,2	28,3	114,0	295,2	187,3	13			

Crédit Lyonnais (suite)

Dates	Encaisse	Portefeuille	Avances & Reports	Comptes courants & débiteurs	Portefeuille Titres	Encaisse plus Portefeuille	Avances et reports des comptes débiteurs	Dépôts	Bons à échéance	Acceptations	Opérations de change à terme	Indice	Indice	Indice
	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	%	%	%
30 Avr. 1920	575,8	3.016,3	288,9	1.378,6	5,9	3.592,2	1.667,5	4.538,3	45,3	34,9	114,0	283,2	193,6	12
31 Mai ..	599,3	2.980,5	276,6	1.493,9	6,1	3.579,8	1710,5	4.597,8	46,8	31,4	114,0	294,7	195,9	13
30 Juin ..	508,9	3.054,1	244,4	1.299,4	6,3	3.558,1	1.554,1	4.352,2	47,7	31,9	114,7	248,3	185,6	11
31 Juil. ..	571,3	2.974,5	238,4	1.383,5	6,4	3.545,8	1.621,9	4.417,8	48,0	29,7	115,4	281,0	188,4	12
31 Aoû. ..	555,5	2.881,9	241,8	1.425,5	6,8	3.437,4	1.667,4	4.345,2	48,0	25,6	115,8	273,2	185,3	12
30 Sep. ..	500,7	2.964,2	230,8	1.617,2	8,0	3.464,9	1.848,0	4.573,1	48,3	21,9	115,8	246,2	195,0	10
31 Oct. ..	516,7	3.001,0	222,3	1.869,3	9,4	3.517,8	2.091,6	4.864,6	48,4	24,4	113,3	254,1	207,5	10
30 Nov. ..	751,5	3.031,6	216,0	1.833,0	9,6	3.833,2	2.049,1	5.106,6	49,0	34,9	113,3	369,6	217,8	14
31 Déc. ..	505,8	3.244,1	198,9	1.273,1	9,1	3.749,9	1.472,0	4.449,2	48,6	35,3	113,2	248,7	189,8	11
31 Jan. 1921	495,0	3.265,8	182,9	1.250,7	8,8	3.760,9	1.433,6	4.476,3	49,4	30,6	102,7	243,4	190,9	11
28 Fév. ..	535,2	3.313,1	170,2	1.154,8	7,3	3.848,3	1.325,1	4.492,7	52,2	26,7	102,7	263,2	191,6	12
31 Mar. ..	491,6	3.430,4	168,3	1.078,7	7,3	3.922,1	1.247,1	4.495,0	54,8	25,1	95,3	241,8	191,7	10
30 Avr. ..	472,7	3.671,3	165,8	1.056,9	7,2	4.144,0	1.222,7	4.686,0	54,4	25,2	84,6	232,3	199,9	10
31 Mai ..	475,7	3.584,6	154,5	1.138,2	7,5	4.060,3	1.302,8	4.700,8	50,9	20,7	83,7	255,9	200,5	10
30 Juin ..	464,3	3.483,4	160,2	888,9	8,0	3.947,7	1.049,2	4.346,8	50,3	23,4	83,7	228,3	185,4	19
31 Juil. ..	554,8	3.614,2	161,6	902,3	6,5	4.169,0	1.064,0	4.581,8	50,7	20,1	72,7	275,9	195,4	12
31 Aoû. ..	505,5	3.619,5	159,9	754,1	6,7	4.125,1	914,1	4.399,5	50,7	16,4	72,7	243,6	187,7	11
30 Sep. ..	465,0	3.684,3	155,0	783,0	6,6	4.149,3	948,0	4.462,7	51,8	17,7	72,7	228,7	192,0	10
31 Oct. ..	542,8	3.673,3	168,4	947,4	6,6	4.221,2	1.115,8	4.690,0	55,1	21,2	72,7	268,5	193,9	11
30 Nov. ..	530,1	3.645,6	170,8	784,5	6,9	4.175,6	933,4	4.459,6	57,7	26,0	72,7	260,7	190,6	12
31 Déc. ..	498,5	3.790,8	164,5	773,8	6,0	4.283,3	943,3	4.585,0	49,8	28,3	71,1	245,2	195,6	10

Comptoir National d'Escompte de Paris (suite)

Dates	Encaisse	Portefeuille	Avances & Reports	Comptes courants débiteurs	Portefeuille Titres	Encaisse plus Portefeuille débiteurs	Avances et reports Comptes courants débiteurs	Dépôts	Bons à échéance	Acceptations	Opérations de change à terme garanties	Assurance sur la vie		Assurance sur la vie		Assurance sur la vie		Assurance sur la vie	
												en millions de francs		en millions de francs		en millions de francs		en millions de francs	
30 Juin 1918	4 06.1	1 406.2	1 52.3	1 55.5	9.0	1 812.4	307.8	1 978.2	19.8	31.4	75.9	298.3	131.8	20		298.3	131.8	20	
31 Juil. ..	4 12.5	1 420.2	1 52.1	172.5	8.4	1 832.7	324.6	2 013.0	19.7	29.9	87.3	303.2	154.2	20		303.2	154.2	20	
31 Aoû. ..	4 12.0	1 520.4	1 51.3	179.7	8.3	1 932.4	331.0	2 116.5	19.0	30.1	89.3	302.9	141.0	19		302.9	141.0	19	
30 Sep. ..	4 18.1	1 475.0	1 58.0	182.7	8.5	1 893.2	340.7	2 084.9	18.7	26.9	89.4	307.3	138.9	20		307.3	138.9	20	
31 Oct. ..	4 23.2	1 519.8	175.2	195.1	8.5	1 943.0	370.4	2 170.2	18.5	25.6	102.5	311.1	144.6	19		311.1	144.6	19	
30 Nov. ..	3 33.9	1 385.8	176.8	222.0	8.6	1 719.8	398.9	1 965.3	18.4	24.2	103.0	245.5	131.0	17		245.5	131.0	17	
31 Déc. ..	299.6	1 513.3	162.4	201.7	7.3	1 813.0	364.2	1 944.6	18.1	24.1	103.7	220.3	129.6	15		220.3	129.6	15	
31 Jan. 1919	270.6	1 613.7	151.8	210.8	7.4	1 884.3	362.7	2 024.4	17.5	24.8	114.3	198.9	134.9	13		198.9	134.9	13	
28 Fév. ..	271.8	1 608.7	152.8	213.4	7.8	1 880.5	366.3	2 078.1	17.3	28.8	107.2	199.8	138.5	13		199.8	138.5	13	
31 Mar. ..	259.8	1 664.9	152.6	216.0	7.6	1 924.5	368.7	2 120.9	17.3	30.9	116.7	190.8	141.3	12		190.8	141.3	12	
30 Avr. ..	271.1	1 685.4	158.7	219.7	7.0	1 962.6	378.4	2 186.7	17.4	33.1	122.0	203.7	145.7	12		203.7	145.7	12	
31 Mai ..	252.1	1 797.0	159.2	239.2	7.0	2 049.1	398.4	2 301.4	17.6	39.1	118.6	185.3	153.4	10		185.3	153.4	10	
30 Juin ..	323.0	1 867.9	170.4	275.3	10.1	2 191.0	445.8	2 500.1	17.8	49.8	110.3	237.5	166.6	12		237.5	166.6	12	
31 Juil. ..	284.2	2 054.4	170.0	301.0	10.1	2 338.7	471.1	2 674.3	16.1	58.8	111.2	208.9	178.2	10		208.9	178.2	10	
31 Aoû. ..	259.7	2 141.9	175.7	338.9	10.0	2 401.7	512.6	2 775.8	16.2	63.6	116.6	190.9	185.0	9		190.9	185.0	9	
30 Sep. ..	338.8	2 234.5	174.5	357.9	10.2	2 573.4	532.4	2 972.7	16.4	69.0	110.9	249.1	198.1	11		249.1	198.1	11	
31 Oct. ..	249.2	2 337.0	181.5	361.9	10.0	2 586.2	543.5	3 002.2	16.7	68.4	100.2	183.2	200.0	8		183.2	200.0	8	
30 Nov. ..	246.3	2 440.0	192.0	457.9	9.7	2 693.1	649.9	3 205.7	16.8	69.2	107.1	181.0	213.6	8		181.0	213.6	8	
31 Déc. ..	264.0	2 411.0	212.7	495.9	8.4	2 675.0	708.6	3 253.8	17.4	83.5	115.2	194.1	216.8	7		194.1	216.8	7	
31 Jan. 1920	277.6	2 599.5	206.5	573.1	8.4	2 876.6	784.7	3 563.8	19.0	92.9	113.7	203.6	237.5	7		203.6	237.5	7	
29 Fév. ..	271.8	2 823.9	197.9	581.0	8.4	3 095.8	779.0	3 817.5	20.2	99.6	113.9	193.7	254.4	7		193.7	254.4	7	
31 Mar. ..	283.8	2 600.3	206.2	616.9	8.6	2 884.1	823.2	3 632.8	21.4	97.6	114.0	208.6	242.1	7		208.6	242.1	7	

Société Générale

Dates	Encaisse	Portefeuille	Avances & Reports	Comptes courants débiteurs	Portefeuille Titres	Encaisse plus Portefeuille débiteurs	Avances et reports Comptes courants débiteurs	Dépôts	Bons à échéance	Acceptations	Opérations de change à terme garanties	Nombre de titres en circulation	Indice des dépôts	Nombre de dépôts	Proportion des dépôts
	en millions de francs														
31 Déc. 1913	210,3	957,3	447,9	593,3	121,0	1.167,7	1.041,2	1.604,2	207,1	175,6		128,3	94,9	13	%
30 Avr. 1914	163,9	1.073,4	412,0	660,4	113,7	1.237,3	1.072,5	1.689,5	229,7	165,6		100,0	100,0	9	%
31 Mar. "	184,6	989,3	403,3	672,8	113,9	1.174,0	1.076,1	1.634,0	234,3	156,6		112,6	96,7	11	%
30 Juin "	183,5	739,0	402,8	701,9	112,7	922,6	1.104,8	1.413,5	237,2	149,0		111,9	83,6	12	%
31 Déc. "	118,3	299,8	374,5	608,0	117,4	418,2	982,5	842,2	238,4	102,3		72,1	49,8	14	%
30 Avr. 1915	106,6	234,5	319,2	589,3	116,1	341,1	908,5	735,1	240,5	65,2		65,0	43,5	14	%
30 Juin "	99,2	273,7	303,4	560,6	116,1	372,9	864,1	720,6	243,5	54,2		60,5	42,6	13	%
30 Sept. "	100,4	277,0	291,5	537,6	115,8	377,5	829,1	702,5	246,3	47,0		61,2	41,5	14	%
31 Déc. "	132,4	283,5	287,9	521,8	137,4	423,0	809,8	742,1	248,2	44,5		85,1	43,9	18	%
31 Mar. 1916	101,5	289,8	240,1	498,4	127,0	391,4	738,5	732,9	251,2	25,3		61,9	43,4	14	%
30 Avr. "	95,6	314,8	242,8	498,2	127,2	410,4	741,0	774,3	251,6	5,4		58,3	45,8	12	%
31 Mai "	99,2	326,1	245,0	499,1	127,2	425,3	744,1	791,4	251,2	6,7		60,5	46,8	12	%
30 Juin "	129,7	336,1	241,6	482,6	126,9	465,8	724,3	813,0	250,2	6,6		79,1	48,1	16	%
31 Juil. "	104,5	369,9	240,9	487,7	126,9	474,5	728,4	826,2	248,7	7,8		63,7	48,9	12	%
31 Aou. "	120,9	391,2	247,8	484,0	126,8	512,9	731,9	867,8	247,8	8,1		73,7	51,3	13	%
30 Sept. "	136,6	412,2	258,1	471,1	126,3	548,9	729,2	901,3	246,5	9,3		83,3	53,3	15	%
31 Oct. "	100,5	346,7	261,1	476,3	126,5	447,3	737,4	806,8	244,3	12,9		61,3	47,3	11	%
30 Nov. "	122,0	344,7	261,8	466,4	126,5	466,8	728,2	817,9	244,4	11,9		74,4	48,3	14	%
31 Déc. "	96,3	413,3	268,3	482,5	124,4	509,6	750,9	871,5	242,3	13,6		58,7	51,5	11	%
31 Jan. 1917	100,1	414,1	273,3	488,1	123,9	514,2	761,5	903,4	241,5	10,0		61,0	53,4	11	%

Société Générale (suite)

— 670 —

Dates	Encaisse	Portefeuille	Avances & Reports	Comptes courants débiteurs	Portefeuille Titres	Encaisse plus portefeuille débiteurs	Avances et reports plus comptes débiteurs	Dépôts	Bons à échéance	Acceptations à ferme	Opérations de change à terme garanties	Nombre d'indices	Nombre d'indices	Indice de dépôt	Indice de dépense	%
	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	%
28 Fév. 1917	106,9	434,7	218,4	507,0	123,1	541,7	785,4	967,5	238,8	9,5		65,2	56,7	11		
31 Mar. "	116,2	495,8	276,5	506,2	122,8	612,1	782,8	1,015,0	238,6	9,6		70,9	60,0	11		
30 Avr. "	104,2	578,8	276,3	501,2	122,7	683,1	777,5	1,081,4	239,1	8,5		63,5	64,0	9		
31 Mai "	142,0	597,8	274,3	499,6	122,5	739,9	774,0	1,132,3	241,5	8,4		80,6	67,0	11		
30 Juin "	122,7	655,8	267,1	503,8	122,5	778,5	771,0	1,164,6	241,4	12,1		74,8	68,9	10		
31 Juil. "	120,6	666,9	271,6	504,9	121,9	787,6	776,5	1,182,1	239,0	14,3		73,6	69,9	10		
31 Août. "	121,5	697,6	274,2	511,8	121,6	819,2	786,1	1,220,0	239,1	18,1		74,1	72,2	9		
30 Sep. "	111,4	759,9	273,1	517,2	121,7	871,4	790,3	1,276,8	239,0	18,3		67,9	75,5	8		
31 Oct. "	126,2	746,1	272,5	523,6	121,0	872,4	796,1	1,243,0	238,1	19,5		77,0	75,9	9		
30 Nov. "	144,9	803,3	275,2	529,2	121,0	948,2	814,4	1,380,8	235,6	18,5		88,3	81,7	10		
31 Déc. "	309,5	795,7	279,1	561,7	120,3	1,105,2	840,9	1,549,9	232,9	22,2		189,0	91,7	20		
31 Jan. 1918	281,9	586,0	293,3	551,9	120,4	867,9	845,3	1,336,8	229,9	21,3		159,7	79,1	21		
28 Fév. "	238,1	717,1	284,0	551,6	120,4	955,2	835,4	1,412,7	229,6	23,8		145,4	83,6	16		
31 Mar. "	254,8	735,7	292,1	561,6	120,4	990,5	853,7	1,452,6	229,9	25,3		155,4	85,9	17		
30 Avr. "	277,5	792,7	283,4	577,1	120,4	1,070,3	840,6	1,521,4	228,5	25,0		169,3	90,0	18		
31 Mai "	260,1	938,1	273,2	539,5	120,5	1,198,3	812,5	1,622,4	228,6	24,1		158,6	86,0	16		
30 Juin "	259,4	1,012,1	267,7	534,0	120,8	1,271,5	801,7	1,684,8	228,6	24,7		158,2	99,7	15		
31 Juil. "	256,4	1,119,5	264,8	521,0	120,9	1,376,0	785,9	1,776,5	229,9	22,8		156,4	105,0	14		
31 Août. "	228,7	1,242,2	255,4	515,3	120,9	1,470,9	770,8	1,856,5	232,3	20,7		139,5	109,9	12		
30 Sep. "	142,3	1,376,4	249,6	513,8	120,9	1,518,7	763,4	1,900,9	234,7	16,4		86,8	112,6	7		

Société Générale (suite)

Dates	Encaisse	Portefeuille	Avances & Reports	Comptes courants débiteurs	Comptes courants créditeurs	Encaisse plus Portefeuille	Avances et reports plus Comptes cour- débiteurs	Dépôts	Bons à échéance	Acceptations	Opérations de change à terme garanties	Opérations de change à vue	Opérations de change à terme non garanties
	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs
30 Juin 1920	416,3	3.199,0	365,5	1.420,2	120,6	3.615,3	1.785,7	4.937,6	230,4	90,2	251,9	292,3	8
31 Juil. "	508,4	3.130,3	357,6	1.449,6	120,6	3.638,8	1.807,3	4.987,9	225,7	97,0	310,1	295,3	10
31 Aou. "	385,5	3.227,5	351,5	1.454,4	120,1	3.613,1	1.806,0	4.979,5	222,4	85,6	235,1	294,8	7
30 Sep. "	421,3	3.340,7	338,5	1.457,7	120,1	3.762,1	1.796,2	5.140,0	219,8	78,0	257,0	304,3	8
31 Oct. "	573,8	3.022,7	344,9	1.665,0	115,5	3.596,5	2.010,0	5.169,2	216,6	86,0	350,0	306,0	11
30 Nov. "	694,4	2.967,3	341,0	1.392,8	110,9	3.661,8	1.733,9	4.942,7	213,4	100,3	423,5	292,7	14
31 Déc. "	667,3	3.029,7	329,8	1.307,6	105,3	3.697,0	1.637,5	4.859,0	210,5	120,2	407,0	287,6	13
31 Jan. 1921	359,0	3.152,8	314,3	1.397,0	102,3	3.511,8	1.711,4	4.770,4	205,2	104,0	218,9	282,4	7
28 Fév. "	525,2	3.053,6	297,6	1.403,6	102,3	3.578,8	1.701,2	4.850,7	200,0	86,9	320,3	287,1	10
31 Mar. "	470,3	3.136,7	279,5	1.236,9	101,6	3.607,1	1.516,4	4.681,7	193,2	82,9	286,9	277,1	15
30 Avr. "	399,8	3.283,6	272,5	1.225,5	101,6	3.683,5	1.498,1	4.769,1	187,7	59,3	243,9	282,3	8
31 Mai "	657,2	3.216,3	262,8	1.228,2	99,0	3.873,5	1.491,1	4.958,5	181,2	57,2	400,9	293,5	13
30 Juin "	512,9	3.156,3	244,3	1.153,0	98,8	3.669,3	1.397,4	4.667,7	176,5	54,6	312,8	276,3	11
31 Juil. "	456,4	3.181,3	246,1	1.172,3	98,6	3.637,8	1.418,4	4.686,5	173,4	37,1	278,4	277,4	9
31 Aou. "	449,6	3.327,7	249,4	1.120,8	98,2	3.777,4	1.370,3	4.789,7	165,2	36,2	274,2	283,5	9
30 Sep. "	382,3	3.389,6	248,9	1.185,1	97,8	3.791,9	1.434,0	4.843,4	159,6	46,6	253,2	286,7	7
31 Oct. "	291,8	3.639,2	252,7	1.216,4	97,3	3.931,1	1.469,2	5.026,4	155,1	62,3	178,0	297,6	6
30 Nov. "	347,1	3.392,5	252,7	1.287,4	97,3	3.789,7	1.540,2	4.901,9	150,6	71,5	211,7	290,2	7
31 Déc. "	428,1	3.471,1	250,1	1.250,5	90,6	3.899,3	1.500,7	4.979,2	147,1	86,1	261,1	294,8	8

Société de Crédit Industriel et Commercial

Dates	Encaisse	Portefeuille	Avances & Reports	Comptes courants débiteurs	Portefeuille Titres	Encaisse plus Portefeuille	Avances et reports Comptes débiteurs	Dépôts	Bons à échéance	Acceptations	Opérations de change à terme garanties	Non indices à l'encaisse %	Non indices à l'encaisse %	Proportion des déplacements %
	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs			
31 Dec. 1913	26,0	142,0	74,9	19,7	14,3	168,0	94,6	177,2	49,2	24,6		93,1	102,1	14
30 Avr. 1914	27,9	123,3	86,6	22,9	15,0	151,3	109,6	173,4	49,3	17,4		100,0	100,0	16
31 Mai ..	34,0	144,1	84,0	21,0	15,0	178,1	105,1	188,1	58,4	21,8		121,6	108,4	18
30 Juin ..	31,7	136,9	71,7	37,6	15,0	168,6	109,3	190,3	50,3	21,1		113,3	109,7	16
31 Déc. ..	59,7	49,2	59,3	33,7	33,3	108,9	93,9	140,9	28,9	23,2		213,3	81,2	42
30 Avr. 1915	25,1	113,6	47,3	32,8	33,2	138,7	80,8	155,5	29,1	11,0		89,6	89,6	16
31 Mai ..	22,4	120,4	46,6	32,3	33,2	142,8	78,9	158,0	31,7	6,9		80,2	91,1	14
30 Juin ..	32,5	118,0	46,4	36,8	33,2	150,6	83,2	172,9	28,9	5,4		116,3	99,6	18
31 Juil. ..	18,1	127,9	44,5	32,4	33,6	146,0	77,0	164,1	26,9	4,9		64,6	94,5	11
31 Aou. ..	22,6	124,0	43,3	31,2	33,6	146,6	74,5	164,4	25,5	4,4		80,7	94,7	13
30 Sep. ..	27,6	129,5	41,9	30,5	33,6	157,1	72,4	169,8	27,5	4,4		98,5	98,3	16
31 Oct. ..	19,8	122,1	42,9	37,6	33,5	142,0	80,5	158,7	30,0	4,1		70,8	91,5	12
30 Nov. ..	42,1	120,2	43,0	37,9	33,5	162,3	80,9	179,4	31,3	3,8		150,5	103,0	22
31 Déc. ..	35,8	130,3	46,1	39,1	33,4	166,1	85,3	185,2	32,8	5,7		117,1	106,0	17
31 Jan. 1916	25,4	128,0	45,1	33,4	33,4	153,5	78,6	162,2	35,5	5,2		90,9	93,5	15
29 Fèv. ..	15,8	116,1	43,6	33,3	33,4	131,9	76,9	139,9	36,0	5,1		56,6	80,5	11
31 Mar. ..	25,7	114,5	43,5	34,7	33,3	140,2	78,3	151,0	33,4	4,3		91,8	87,0	17
30 Avr. ..	22,5	114,2	39,2	33,9	33,3	136,8	73,2	150,2	26,0	3,7		80,6	86,5	15
31 Mai ..	19,8	115,0	38,6	33,6	33,3	134,9	72,1	146,8	27,7	3,6		70,8	84,6	13
30 Juin ..	20,6	118,4	36,4	29,1	33,3	139,1	65,6	146,3	26,6	4,1		73,8	84,3	14
31 Juil. ..	22,2	128,1	36,0	29,6	33,3	150,3	65,6	157,4	26,0	3,6		79,3	90,7	14
31 Aou. ..	23,5	131,6	35,6	29,6	33,3	155,3	65,3	163,8	24,2	3,3	20,3	83,9	94,4	13

Société de Crédit Industriel et Commercial (suite)

Dates	Encaisse	Portefeuille Titres	Comptes courants débiteurs	Encaisse plus Portefeuille	Avances et reports Comptes cour. débiteurs	Dépôts	Bons à échéance	Acceptations	Opérations de change à terme garanties	Provisions pour dépréciation des titres EON.	%	Provisions pour dépréciation des titres EON.	%
	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs		en millions de francs	
30 Sep 1916	23,3	142,3	29,5	33,3	165,7	64,7	173,2	4,0	22,6	83,2	98,8	13	13
31 Oct. "	29,5	153,7	29,9	33,3	183,3	65,3	193,5	5,0	26,1	105,6	111,0	15	15
30 Nov. "	24,3	116,0	34,0	33,3	140,4	69,4	146,0	4,3	30,2	87,1	84,2	16	16
31 Déc. "	25,9	130,3	35,2	35,3	156,3	68,2	161,3	4,4	31,1	92,7	93,0	16	16
31 Jan 1917	19,7	139,2	29,2	35,3	159,0	64,1	153,8	3,3	32,4	70,4	88,7	12	12
28 Fèv. "	20,8	136,6	28,5	35,3	157,4	63,4	154,0	3,7	29,9	74,3	88,7	13	13
31 Mar. "	23,2	147,1	27,3	35,3	170,4	62,1	160,9	3,5	32,4	83,0	94,5	14	14
30 Avr. "	21,9	197,7	27,4	35,3	219,7	60,8	166,5	6,3	30,5	78,4	96,0	13	13
31 Mai "	20,9	154,1	29,0	35,3	175,1	61,8	162,5	6,2	30,6	74,9	93,7	12	12
30 Juin "	25,7	150,8	32,4	35,0	176,6	65,7	170,9	3,7	28,9	92,0	98,5	15	15
31 Juil. "	27,5	162,7	29,1	35,0	190,3	63,5	181,7	3,2	29,1	98,4	104,7	15	15
31 Aou. "	17,6	171,2	34,3	35,0	188,9	62,0	179,0	3,8	26,8	63,0	103,2	9	9
30 Sep. "	17,7	167,3	33,1	35,1	185,0	63,2	179,4	4,1	27,6	63,2	103,4	9	9
31 Oct. "	22,2	167,8	29,3	35,0	190,1	63,1	180,8	2,5	25,3	79,5	104,2	12	12
30 Nov. "	24,0	159,0	30,8	35,0	183,0	64,2	176,8	2,3	23,0	85,9	101,9	13	13
31 Déc. "	24,9	171,6	32,9	34,8	196,5	67,9	196,6	2,3	21,0	88,9	111,6	12	12
31 Jan 1918	36,2	171,5	33,0	34,8	207,8	68,3	199,9	2,3	23,0	129,4	115,2	18	18
28 Fèv. "	29,2	163,4	27,9	34,8	192,6	63,1	183,8	2,3	23,0	104,3	105,9	15	15
31 Mar. "	31,4	156,4	31,8	34,8	187,8	65,6	179,8	2,3	22,3	112,1	103,6	17	17
30 Avr. "	27,4	169,8	29,3	34,8	197,3	61,8	185,6	2,7	21,2	98,1	107,0	14	14
31 Mai "	20,8	169,3	33,6	34,8	190,1	65,6	178,7	2,8	25,2	74,4	103,0	11	11
30 Juin "	37,8	154,3	32,6	34,9	192,1	64,8	187,1	2,7	22,9	135,2	107,8	19	19

Mouvement des comptes des quatre grandes Sociétés de Crédit :
Credit Lyonnais - Comptoir d'Escompte - Société Générale - Crédit Industriel et Commercial.

Dates	Encaisse	Portefeuille	Avances & Reports	Comptes courants débiteurs	Comptes courants créditeurs	Encaisse plus Portefeuille	Titres	Avances et reports	Dépôts	Bons à échéance	Acceptations	Opérations de change à terme garanties	Unification de la monnaie	Nombre de titres	Proportion des dépôts	%
	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	%
31 Déc. 1918	933,8	4.817,4	611,1	1.569,6	174,0	5.751,3	2.180,8	6.669,4	318,3	55,9	250,7	176,8	116,8	13		
31 Jan. 1919	1.056,7	4.968,3	602,0	1.626,6	173,1	6.025,1	2.228,6	6.995,3	318,9	58,0	272,3	198,9	122,5	15		
28 Fév. "	1.203,4	4.995,8	602,2	1.611,1	172,9	6.199,2	2.213,4	7.208,2	328,4	64,0	254,9	226,5	126,2	16		
31 Mar. "	1.102,1	5.288,3	596,8	1.618,1	172,6	6.390,4	2.215,0	7.368,1	330,6	68,2	276,1	207,4	129,0	14		
30 Avr. "	1.341,0	5.389,3	614,2	1.624,1	172,2	6.730,3	2.238,3	7.724,2	339,4	82,4	286,8	252,4	135,3	17		
31 Mai "	1.550,1	5.773,8	628,6	1.708,3	172,1	7.123,9	2.236,9	8.232,0	339,3	88,0	279,7	254,1	144,2	16		
30 Juin "	1.491,8	6.153,5	642,7	1.872,2	179,8	7.645,3	2.515,0	8.931,4	336,1	99,1	269,2	281,3	156,4	16		
31 Juil. "	1.085,5	6.919,2	658,0	1.808,6	179,7	8.003,7	2.466,6	9.212,8	334,0	107,0	271,2	204,3	161,4	11		
31 Aou. "	1.027,9	7.215,5	671,3	1.956,3	179,0	8.243,4	2.627,7	9.622,5	334,9	116,3	281,9	193,4	168,5	10		
30 Sep. "	1.140,2	7.853,1	663,4	1.909,1	179,9	8.993,4	2.572,5	10.307,7	346,5	127,7	273,3	214,6	180,6	11		
31 Oct. "	1.030,1	8.191,4	683,5	1.996,7	181,2	9.221,6	2.680,2	10.643,4	353,0	121,6	245,6	193,9	186,4	9		
30 Nov. "	1.129,0	8.617,7	725,0	2.264,3	186,5	9.740,6	2.989,3	11.422,9	352,3	142,8	259,4	212,5	200,1	9		
31 Déc. "	1.151,6	8.746,3	777,4	2.595,6	190,5	9.897,9	3.372,8	11.947,4	345,4	173,8	280,6	216,7	209,4	9		
31 Jan. 1920	1.257,7	8.902,4	805,7	2.830,1	190,7	10.160,1	3.635,8	12.572,7	343,7	200,9	281,5	236,7	220,2	10		
29 Fév. "	1.327,4	9.256,6	834,2	3.225,7	185,9	10.584,0	4.059,9	13.365,1	347,4	218,8	282,4	249,8	134,1	9		
31 Mar. "	1.319,5	8.586,1	883,4	3.301,5	182,7	9.905,6	4.185,0	12.785,3	333,8	231,3	282,7	248,3	223,9	9		
30 Avr. "	1.398,2	8.920,5	914,4	3.422,6	181,3	10.318,7	4.537,1	13.324,4	340,1	236,1	282,7	263,1	233,4	10		
31 Mai "	1.519,8	9.129,4	922,3	3.601,7	180,6	10.649,3	4.524,1	13.769,3	342,2	244,9	282,8	286,0	241,2	11		
30 Juin "	1.271,3	9.302,9	849,6	3.373,6	183,5	10.574,3	4.223,2	13.386,8	337,0	241,3	279,5	239,3	234,5	9		
31 Juil. "	1.431,1	9.171,3	831,4	3.478,3	183,6	10.602,5	4.285,4	13.432,4	335,9	237,5	282,1	269,3	235,3	10		
31 Aou. "	1.289,9	9.103,3	827,5	3.457,2	183,7	10.393,2	4.451,5	13.191,7	331,1	207,4	283,2	242,7	231,1	9		

Mouvement des comptes des quatre grandes Sociétés de Crédit :
Crédit Lyonnais - Comptoir d'Escompte - Société Générale - Crédit Industriel et Commer.

(589) —

Banque Privée Lyon-Marseille

Dates	Encaisse	Portefeuille	Avances & Reports	Comptes courants débiteurs	Portefeuille Titres	Encaisse plus Portefeuille	Avances et reports Comptes courants débiteurs	Dépôts	Bons à échéance	Acceptations	Opérations de change à terme	Garanties	Actif	Passif
	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs
30 Sep. 1913	6.1	44.7	27.1	70.2	25.8	50.8	97.4	92.2	4.1	22.3			93.3	106.6
31 Déc. "	8.0	36.6	25.6	74.1	26.1	44.7	99.8	86.5	4.2	25.0			122.6	84.4
31 Mar. 1914	6.5	42.0	25.5	93.2	25.8	48.6	118.7	102.4	4.4	31.0			100.0	100.0
31 Déc. "	9.0	27.0	22.2	68.0	31.9	36.1	90.3	62.1	3.9	38.7			137.2	60.6
31 Déc. 1915	5.7	31.4	19.3	54.3	31.0	37.2	73.6	64.9	3.2	19.6			87.2	63.3
31 Déc. 1916	12.6	63.0	34.0	61.2	20.2	75.6	95.2	116.3	2.4	14.9			191.4	113.5
30 Juin 1917	14.4	84.2	42.2	68.3	14.6	98.6	110.6	152.9	1.9	13.8			218.2	149.2
31 Déc. "	18.2	115.7	39.8	65.8	12.3	134.0	105.6	187.0	1.8	10.1			275.7	182.5
30 Juin 1918	22.7	121.1	33.9	79.6	9.9	143.8	113.5	209.3	1.7	1.7			344.5	204.2
31 Déc. "	20.4	146.2	50.1	84.2	5.9	166.6	134.3	242.5	1.8	1.1			309.7	236.7
30 Juin 1919	26.7	225.3	42.0	94.2	5.4	262.0	136.3	339.4	1.9	1.5			495.6	331.2
31 Déc. "	42.8	314.7	58.7	145.8	5.0	357.6	204.6	500.2	1.9	0.4			649.7	488.2
30 Juin 1920	43.5	250.7	103.5	254.8	4.8	294.3	358.3	589.9	2.2	0.5			660.3	575.7
31 Déc. "	34.6	335.2	63.1	163.9	9.5	369.9	227.1	530.1	2.8	16.0			525.6	517.3
31 Déc. 1921	48.9	273.4	30.1	239.9	12.9	322.3	270.1	516.7	18.9	8.5			741.9	504.3

Société Centrale des Banques de Province

— 693 —

Dates	Encaisse	Portefeuille	Avances & Reports	Comptes courants débiteurs	Portefeuille Titres	Encaisse plus Portefeuille	Avances et reports plus Comptes courants débiteurs	Dépôts	Bons à échéance	Acceptations	Opérations de change à terme	Nombre de mandats	Non déposé	Proportion %
	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	%	%	%
31 Dec 1912	17.3	11.1	5.6	4.0	21.2	28.5	9.6	17.6	.	10.2		123.5	65.9	98
31 Dec 1913	14.0	14.5	5.1	4.8	23.3	28.6	10.0	26.6	.	17.6		100.0	100.0	52
30 Jul 1914	13.3	17.9	4.1	4.7	27.9	31.3	8.9	20.4	14.4	15.5		95.1	76.5	60
31 Dec 1914	11.3	10.4	5.0	2.8	26.0	21.7	7.9	16.3	.	15.3		80.4	61.4	69
31 Dec 1915	19.3	23.9	4.1	10.9	25.8	43.3	15.1	20.8	33.0	13.4		137.2	78.2	92
31 Dec 1916	13.8	44.5	3.8	20.6	23.7	58.4	24.5	33.7	42.9	16.0		98.6	126.2	41
31 Dec 1917	17.4	121.8	2.6	44.8	23.0	139.2	47.5	82.3	37.0	15.0		123.6	308.5	21
31 Dec 1918	21.7	107.9	2.2	52.9	20.6	129.7	55.1	126.2	44.0	17.9		154.7	472.9	17
31 Dec 1919	57.2	294.7	2.4	164.0	24.3	352.0	166.5	258.4	56.8	2.9		406.3	968.0	22
31 Dec 1920	28.9	149.3	0.7	246.6	35.7	178.3	247.4	341.8	46.3	13.0		206.8	1280.3	8
31 Dec 1921	11.1	22.7	3.5	341.9	35.6	33.9	345.4	62.7	59.1	28.3		79.2	234.9	17

Société Marseillaise de Crédit Industriel et Commercial

Dates	Encaisse	Portefeuille	Avances & Reports	Comptes courants débiteurs	Portefeuille "Vires"	Encaisse plus Portefeuille	Avances et reports plus Comptes courants débiteurs	Dépôts	Bons à échéance	Acceptations	Opérations de change à terme garanties	Actif	Passif
	en francs		en millions de francs		en millions de francs		en millions de francs					en millions de francs	
												%	%
31 Dec. 1913	8.9	58.1	18.9	64.3	16.0	67.0	83.3	82.7		28.2		114.2	113.3
30 Avr. 1914	7.7	53.0	20.8	48.4	17.2	60.8	69.3	74.3		30.1		100.0	100.0
31 Mai	8.7	51.5	19.2	51.9	16.7	60.3	71.1	79.2		26.7		112.3	106.6
31 Déc.	19.8	25.1	19.1	45.1	17.9	44.9	64.2	65.1		20.8		254.6	87.6
31 Jan. 1915	14.5	24.6	19.2	49.8	17.9	39.2	69.1	66.9		16.0		186.1	90.1
28 Fèv	18.8	23.0	19.5	49.3	17.9	41.8	68.9	70.7		14.9		241.6	95.1
31 Mar.	21.4	25.6	19.4	44.9	17.9	47.1	64.4	67.5		14.0		275.1	90.9
30 Avr.	22.6	28.8	19.4	46.3	18.0	51.5	65.8	73.9		12.9		290.9	99.4
31 Mai	21.8	35.1	19.3	43.9	18.2	56.9	63.3	73.3		11.6		279.0	105.4
30 Juin	15.5	39.2	19.1	45.0	19.1	54.7	64.2	76.1		11.4		199.1	102.4
31 Juil.	12.9	43.1	19.1	46.8	19.5	56.1	65.9	79.9		10.8		166.7	107.6
31 Aou.	15.1	46.3	19.8	47.0	19.8	61.4	66.9	83.4		10.0		194.8	112.0
31 Oct.	12.8	44.5	18.2	42.2	20.0	57.3	62.4	79.1		7.9		164.9	106.4
30 Nov.	21.2	44.5	17.9	42.7	19.7	65.8	60.7	88.5		7.5		273.1	119.1
31 Déc.	14.5	41.2	18.5	40.5	19.6	55.7	59.1	73.8		7.1		186.9	99.3
31 Jan. 1916	13.8	43.7	17.2	37.2	19.4	57.6	54.4	69.5		7.0		176.3	93.6
29 Fèv.	12.2	41.4	16.7	42.7	19.5	53.6	57.4	73.9		6.6		156.8	99.5
31 Mai	14.2	48.0	22.3	42.1	18.7	62.2	64.5	84.5		3.5		187.2	113.8
30 Juin	14.1	54.3	22.5	56.3	17.2	68.5	78.9	105.1		0.8		182.0	141.4
31 Juil.	13	55.6	22.4	57.8	17.1	66.9	80.2	105.8		0.5		145.6	142.4

Société Marseillaise de Crédit Industriel et Commercial (suite)

Dates	Encaisse	Portefeuille	Avances & Reports	Comptes courants débiteurs	Portefeuille Titres	Encaisse plus Portefeuille	Avances et reports plus Comptes courants débiteurs	Depôts	Bons à échéance	Opérations de change à terme	Provisions	Nombr. d'ind. de dép.	Proportion des dép.	%
	en francs millions de francs		en francs millions de francs		en francs millions de francs		en francs millions de francs		en francs millions de francs		en francs millions de francs		en francs millions de francs	
30 Sept. 1916	7.1	63.5	21.4	54.4	17.2	70.7	75.9	105.6	0.7		92.5	142.1	6	
31 Oct.	10.2	54.8	21.9	55.6	19.0	65.0	76.8	102.9	0.7		131.9	138.5	9	
30 Nov.	11.7	59.3	22.3	52.4	18.4	71.0	72.7	105.9	1.0		150.7	142.6	11	
31 Déc.	18.5	66.6	21.6	44.0	18.3	85.2	65.7	109.5	1.0		238.0	147.4	16	
31 Jan. 1917	15.2	66.2	22.0	48.3	17.8	81.5	70.3	109.4	1.0		196.1	147.3	13	
29 Fèv.	13.9	71.1	21.3	49.4	17.8	84.2	70.8	112.4	0.8		168.0	151.3	11	
31 Mar.	17.4	85.7	18.9	48.5	17.8	103.1	67.4	127.4	0.8		224.1	171.4	13	
30 Avr.	18.5	114.4	19.0	50.5	15.9	133.0	69.6	157.4	0.7		238.5	211.8	11	
31 Mai	11.4	120.9	18.6	53.2	15.0	132.4	71.8	158.5	0.7		147.3	213.3	7	
30 Juin	11.3	114.6	17.8	52.2	14.8	126.0	70.0	149.5	0.7		145.9	201.3	7	
31 Jul.	13.3	104.0	18.2	55.7	13.7	117.3	73.9	145.0	0.4		171.3	195.5	9	
31 Aou.	10.8	105.3	18.0	55.7	13.1	116.2	73.7	143.1	1.8		139.7	192.2	7	
30 Sep.	10.5	110.7	16.9	58.0	12.2	121.2	74.9	147.9	1.8		134.9	199.0	7	
31 Oct.	12.4	124.9	17.6	53.8	10.3	137.3	71.4	158.0	1.8		159.4	212.7	7	
30 Nov.	10.8	139.0	17.6	56.1	10.1	149.8	73.7	171.7	0.4		158.7	231.0	6	
31 Déc.	27.0	140.0	17.8	59.7	10.1	167.1	77.5	193.2	0.4		347.6	260.7	14	
31 Jan. 1918	44.5	119.7	17.5	60.3	10.2	164.3	77.9	191.8	0.4		571.4	258.1	23	
28 Fèv.	19.4	114.9	18.7	58.9	10.7	134.3	77.6	162.2	0.4		249.4	218.3	11	
31 Mar.	11.6	121.6	18.1	55.2	10.6	133.2	73.3	156.9	0.4		149.6	211.1	7	
30 Avr.	11.8	119.7	18.9	59.1	10.7	131.5	78.0	158.9	0.3		151.4	213.8	7	

Société Marseillaise de Crédit Industriel et Commercial (suite)

Dates	Encaisse	Portefeuille	Avances & Reports	Comptes courants débiteurs	Portefeuille Tirés,	Encaisse plus Portefeuille	Avances et reports plus Comptes cour. débiteurs	Dépôts	Bons à échéance	Acceptations à terme Garanties	Opérations de change à terme	Provisions sur titres et opérations à terme	Provisions sur titres et opérations à terme	Provisions sur titres et opérations à terme	%	%	%	
	millions de francs			millions de francs			millions de francs			millions de francs			millions de francs			millions de francs		
31 Jan. 1920	22.6	203.4	13.2	124.4	7.3	226.0	137.7	289.7		0.4		290.1	389.9	7				
29 Fèv.	28.8	229.3	13.6	120.6	7.5	258.1	134.3	317.9		0.4		370.0	427.9	9				
31 Mar.	28.2	233.7	13.5	113.7	8.0	262.0	127.3	313.9		0.1		362.8	422.5	9				
30 Avr.	23.0	251.7	14.6	126.6	7.9	274.7	141.3	338.9		0.2		295.5	456.1	6				
31 Mai.	19.6	299.1	13.2	129.4	7.3	318.8	142.6	384.8		2.5		252.6	517.8	5				
30 Juin	29.2	297.0	13.0	118.6	7.0	326.3	131.7	381.9		2.2		375.9	513.9	7				
31 Juil.	17.1	259.9	17.5	125.5	7.0	277.0	143.1	344.3		2.0		219.9	463.4	5				
31 Aoû.	23.9	249.1	18.1	112.4	6.4	273.0	130.6	326.6		2.0		307.7	439.6	7				
30 Sep.	25.1	254.4	19.1	104.1	6.4	279.5	123.3	324.9		2.3		322.5	437.3	7				
31 Oct.	31.7	255.1	18.2	119.7	6.5	286.8	138.0	346.2		2.5		407.4	466.0	9				
30 Nov.	46.3	277.8	17.1	109.5	6.3	324.1	126.7	372.4		2.6		594.5	501.2	12				
31 Déc.	21.6	239.0	17.4	94.2	7.6	260.7	111.6	301.7		0.5		278.2	406.4	7				
31 Déc 1921	22.1	282.6	15.4	61.0	6.5	304.8	76.4	316.5		0.0		284.4	426.0	7				

Banque Adam

Dates	Encaisse	Portefeuille	Avances & Reports	Comptes courants débiteurs	Portefeuille Titres	Encaisse et reports plus Portefeuille débiteurs	Avances et reports Comptes courants débiteurs	Dépôts	Bons à échéance	Acceptations	Opérations de change à terme garanties	Indice officiel	Indice officiel	Proportion
	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	%	%	%
31 Dec 1912	2.0	15.6	1.4	19.7		17.6	21.2	26.8	10.2	2.8		52.6	82.5	7
31 Dec 1913	3.9	16.3	3.3	24.4		20.3	27.8	32.4	12.1	5.3		100.0	100.0	12
31 Dec 1914	8.7	12.8	1.6	14.3	2.9	21.8	15.9	23.8	11.8	2.8		227.8	73.3	37
31 Dec 1915	10.8	16.3	0.7	17.3	3.0	27.1	18.0	31.5	11.0	1.4		274.1	96.9	34
31 Dec 1916	12.7	24.2	0.3	23.3	4.0	36.9	23.7	46.5	11.7	0.3		323.3	143.1	27
31 Dec 1917	19.2	25.8	0.1	41.2	4.3	45.0	41.4	68.4	12.2	0.4		488.1	210.5	28
31 Dec 1918	31.2	65.2	0.1	51.1	7.8	96.5	51.2	127.1	13.8	0.4		794.0	391.4	24
31 Dec 1919	34.8	53.4	0.0	62.8	7.2	88.3	62.9	124.7	15.4	0.0		885.6	383.9	27
31 Dec 1920	37.5	72.7	0.2	67.7	6.1	110.3	68.0	146.0	18.7			953.7	449.6	25
31 Dec 1921	28.8	95.1	0.0	77.7	4.0	124.0	77.7	159.2	25.8	5.3		731.9	490.1	18

Crédit du Nord

Dates	Encaisse	Portefeuille	Avances & Reports	Comptes courants débiteurs	Comptes courants créditeurs	Encaisse plus Portefeuille	Avances et reports plus comptes débiteurs	Dépôts	Bons à échéance	Acceptations	Opérations de change à terme garanties	Non affecté	Non affecté	Non affecté	Non affecté	Non affecté	Non affecté	
	millions de francs		millions de francs		millions de francs		millions de francs		millions de francs		millions de francs		millions de francs		millions de francs		millions de francs	
31 Dec. 1912	8.7	52.6	61.6	40.7	61.4	102.3	101.6	18.7	.	68.8	56.3	8	.	.	.	.	.	
31 Dec. 1913	15.3	94.3	86.3	79.4	109.6	165.7	183.5	24.8	.	120.0	101.8	8	.	.	.	.	.	
31 Mars 1914	12.7	?	87.2	83.2	?	170.4	180.2	30.0	.	100.0	100.0	7	.	.	.	.	.	
31 Dec. 1914																		
31 Dec. 1915																		
31 Dec. 1916	Le crédit du Nord n'a pas publié de bilans de toute la durée de la guerre																	
31 Dec. 1917																		
31 Dec. 1918																		
31 Dec. 1919	141.1	960.3	227.0	322.4	1.101.5	549.5	1.510.5	36.0	.	1.106.9	837.8	9	.	.	.	.	.	
31 Dec. 1920	220.0	653.4	303.6	374.3	873.5	677.9	1.317.7	103.5	.	1.725.9	730.9	18	.	.	.	.	.	
31 Dec. 1921	108.2	780.2	252.2	313.6	888.4	565.8	1.241.3	96.7	.	848.7	688.5	8	.	.	.	.	.	

Société Nancéienne de Crédit Industriel et de Dépôts

Dates	Encaisse	Portefeuille	Avances & Reports	Comptes courants débiteurs	Portefeuille Titres	Encaisse plus Portefeuille	Avances et reports sans comptes débiteurs	Dépôts	Bons à échéance	Acceptations	Opérations de change à terme garanties	Montant des indisponibles	Montant des provisions
	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs
30 Juin 1913	4.2	10.4	50.0	68.8	5.0	20.8	118.2	125.8	"	5.6		84.7	149.0
31 Déc. "	5.0	20.5	45.1	89.1	6.9	25.5	134.3	84.4	65.8	5.9		100.0	100.0
30 Juin 1914	5.8	19.0	45.3	90.5	7.3	24.8	135.9	124.0	"	5.8		115.8	147.0
31 Déc. "	10.1	15.3	47.7	83.8	6.4	25.9	131.9	60.6	63.0	7.0		201.9	71.8
31 Déc. 1915	12.5	21.5	44.4	79.6	6.5	34.1	124.0	65.1	"	6.1		249.8	71.2
31 Déc. 1916	12.8	38.2	39.9	75.8	6.6	51.0	115.7	18.5	47.6	6.0		255.3	22.0
31 Déc. 1917	16.4	41.9	37.2	84.4	35.0	58.4	121.6	86.9	47.7	5.6		327.2	103.0
31 Déc. 1918	19.0	48.4	34.6	91.6	38.0	67.5	126.2	123.9	31.6	3.9		379.6	146.8
30 Juin 1919	43.4	78.0	35.1	118.0	7.9	121.5	153.1	175.9	26.3	3.5		864.1	208.4
31 Aou. "	40.8	109.2	37.0	101.8	8.2	150.0	138.9	219.6	11.5	2.7		811.6	260.3
31 Déc. "	58.6	190.0	39.6	100.8	28.8	248.6	140.5	325.4	5.5	2.7		1165.3	385.5
30 Juin 1920	85.9	165.4	43.6	168.8	30.7	251.4	212.5	362.7	2.8	2.7		1,709.6	429.7
30 Nov. "	91.7	154.7	45.4	201.9	34.7	246.5	247.4	381.5	2.8	0.4		1,824.6	452.1
31 Déc. "	91.6	166.0	44.3	174.9	32.1	257.6	219.3	391.8	2.3	0.7		1,821.2	464.2
31 Jan. 1921	83.2	181.2	38.4	167.7	27.0	264.4	206.2	384.7	2.8	0.4		1,655.0	455.8
22 Fèv. "	79.6	200.3	36.3	155.8	29.5	279.9	192.1	386.8	2.8	0.4		1,592.6	458.3

Banque Renault

Dates	Encaisse-Portefeuille	Avances Reports & Reports	Comptes courants débiteurs	Portefeuille Titres,	Encaisse plus Portefeuille	Avances et reports comptes cour.	Dépôts	Bons à échéance	Acceptations	Opérations de change à terme garanties	Indice 1913=100	Indice 1913=100	Indice 1913=100
		en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	%	%	%
31 Déc. 1912													
	La Banque Renault (Société en commandite ne publiant pas de bilans)												
31 Déc. 1913													
	Conformément aux décisions de l'Assemblée générale qui a transformé la société en commandite en société anonyme, le premier exercice social a duré 18 mois. Le bilan du 31 Décembre 1913 n'a donc pas été publié												
31 Déc. 1914													
	En raison de l'état de guerre la banque Renault n'a pas publié de bilans aux dates correspondantes.												
	Dans ces conditions il n'est pas possible d'établir des nombres indices comparables à ceux que nous avons présentés												
31 Déc. 1915													
	pour les autres Sociétés de Crédit												
31 Déc. 1916	0.7	8.6	42.5	4.9	9.4	42.5	30.2	0.5	"	"	"	2	"
31 Déc. 1917	0.4	27.2	44.5	"	27.7	44.5	45.2	0.5	"	"	"	1	"
31 Déc. 1918	1.6	19.2	48.9	7.7	20.9	48.9	49.6	0.8	"	"	"	3	"
31 Déc. 1919	0.9	45.0	85.2	"	45.9	85.2	103.0	0.5	"	"	"	0.9	"
31 Déc. 1920	18.6	16.4	79.5	7.9	35.0	79.5	92.6	0.3	"	"	"	21	"
31 Déc. 1921	18.5	17.4	99.6	7.5	35.8	99.6	104.1	0.3	"	"	"	17	"

Comptoir d'Escompte de Rouen

Dates	Encaisse	Portefeuille	Avances & Reports	Comptes courants débiteurs	Portefeuille Titres	Encaisse plus Portefeuille débiteurs	Avances et reports plus Comptes cour débiteurs	Dépôts	Bons à échéance	Acceptations	Opérations de change à terme Garanties	Montant des opérations de change à terme Garanties	Montant des opérations de change à terme Garanties	Montant des opérations de change à terme Garanties	Montant des opérations de change à terme Garanties	Montant des opérations de change à terme Garanties	Montant des opérations de change à terme Garanties	Montant des opérations de change à terme Garanties	Montant des opérations de change à terme Garanties
	en francs millions de francs	en francs millions de francs	en francs millions de francs	en francs millions de francs	en francs millions de francs	en francs millions de francs	en francs millions de francs	en francs millions de francs	en francs millions de francs	en francs millions de francs	en francs millions de francs	en francs millions de francs	en francs millions de francs	en francs millions de francs	en francs millions de francs	en francs millions de francs	en francs millions de francs	en francs millions de francs	en francs millions de francs
31 Déc 1912	1,4	11,4	1,5	8,6	"	12,9	10,2	19,2	"	"	"	52,8	93,8	7					
31 Déc 1913	2,6	13,1	1,8	8,8	"	15,8	10,7	20,5	"	"	"	100,0	100,0	13					
31 Déc 1914	5,3	16,0	1,7	11,2	"	21,3	13,0	28,4	"	"	"	198,9	138,4	18					
31 Déc 1915	2,6	32,6	2,0	7,2	"	35,2	9,3	38,5	"	"	"	97,9	187,7	6					
31 Déc 1916	3,5	40,9	3,4	9,1	"	44,5	12,6	51,0	"	"	"	132,7	249,0	6,9					
31 Déc 1917	5,2	42,5	11,2	11,9	1,3	47,8	23,1	65,8	"	"	"	195,9	321,2	7					
31 Déc 1918	6,6	68,1	14,5	12,7	5,9	74,8	27,2	101,9	"	"	"	249,2	496,8	6					
31 Déc 1919	10,9	89,0	13,9	22,3	"	100,0	36,3	136,4	"	"	"	411,7	665,2	8					
31 Déc 1920	17,4	118,7	22,1	31,4	1,0	136,2	53,5	184,0	"	"	"	655,1	897,1	9,5					
31 Déc 1921	11,1	128,9	11,5	21,7	1,3	140,1	33,3	160,8	0,5	"	"	417,5	783,9	6					

Banque de Bordeaux (a fusionne avec le Credit Commercial de France en 1919.)

Dates	Encaisse	Portefeuille	Avances & Reports	Comptes courants débiteurs	Comptes courants créditeurs	Encaisse plus portefeuille	Avances et reports plus comptes con- débiteurs	Dépôts	Bons à échéance	Acceptations	Opérations de change à terme garanties	Actif général en francs millions	Passif général en francs millions
	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs
31 Déc. 1912	2.5	16.3	-	19.1	2.4	18.8	19.1	20.3	-	7.4	-	114.4	83.4
31 Déc. 1913	2.1	18.0	-	21.5	2.8	20.2	21.5	24.3	-	12.8	-	100.0	100.0
31 Déc. 1914	2.7	14.0	-	24.5	3.6	16.8	24.5	20.8	-	5.9	-	126.3	85.7
31 Déc. 1915	4.7	17.5	-	28.9	5.9	22.3	28.9	32.2	0.1	2.6	-	219.2	152.5
31 Déc. 1916	5.1	24.0	-	37.1	6.2	29.2	37.1	46.8	-	1.4	-	236.8	192.1
31 Déc. 1917	4.2	40.2	-	50.4	3.4	44.4	50.4	71.1	-	1.4	-	192.8	292.2
31 Déc. 1918	9.1	50.1	-	65.3	4.0	59.3	65.3	103.0	0.1	1.1	-	419.3	422.9

Compagnie Algérienne

Dates	Encaisse	Portefeuille	Avances & Reports	Comptes courants débiteurs	Portefeuille Titres	Encaisse plus Comptes débiteurs	Avances et reports plus Comptes débiteurs	Dépôts	Bons à échéance	Acceptations à terme garanties	Opérations de change à terme garanties	Provisions sur titres et avances	Provisions sur dépôts	Provisions sur titres et avances
	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs
31 Déc. 1913	9.1	194.7	65.1	50.1	1.0	203.8	115.2	149.8	24.4	3.1		100.0	100.0	6
30 Juin 1914	9.6	190.3	61.6	51.6	0.9	199.9	113.3	152.0	23.6	1.4		105.1	101.4	6
30 Sep. "	25.2	149.5	62.0	41.1	0.9	174.6	103.2	108.2	23.1	1.1		215.8	72.1	23
31 Déc. "	19.5	144.7	63.1	36.7	1.0	164.3	99.8	99.3	21.5	0.6		213.3	65.2	19
30 Juin 1915	6.7	167.7	62.8	35.6	0.9	174.6	98.5	114.7	19.0	0.6		76.2	76.5	6
30 Sep. "	6.9	176.5	62.4	35.2	0.9	183.1	95.6	121.8	18.6	0.6		73.5	81.3	5
31 Déc. "	8.4	167.4	62.4	32.1	0.2	175.9	94.5	119.5	18.4	1.7		92.8	79.7	7
30 Juin 1916	6.3	164.0	62.5	31.4	0.2	170.4	94.0	117.9	17.9	1.3		69.7	78.6	5
30 Sep. "	5.7	184.0	64.0	31.4	0.2	190.7	95.4	132.3	18.3	0.9		73.3	86.3	5
31 Déc. "	9.4	163.6	68.2	31.1	1.5	172.7	91.4	121.0	18.6	2.9		102.8	80.7	7
30 Juin 1917	7.9	171.5	68.3	29.9	1.5	179.6	98.2	133.4	18.7	1.3		87.0	89.0	5
30 Sep. "	10.9	187.2	69.0	29.6	1.1	208.2	102.3	161.6	18.8	1.4		119.5	107.8	6
31 Déc. "	10.8	202.6	69.5	24.6	1.2	213.5	104.1	168.6	19.5	3.2		118.5	112.5	6
30 Juin 1918	10.3	218.8	67.7	28.0	1.1	229.1	105.7	191.7	18.7	2.0		112.5	127.9	5

Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie

Dates	Encaisse Portefeuille	Avances & Reports	Comptes courants débiteurs	Portefeuille Titres	Encaisse plus Portefeuille débiteurs	Avances et reports Comptes courants débiteurs	Dépôts	Bons à échéance	Acceptations	Opérations de change à terme	Indice de la monnaie	Indice de la monnaie	Indice de la monnaie
	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	garanties	%	%	%
30 Sep. 1913	8.3	80.2	2.3	63.3	0.5	88.6	65.7	121.4	11.8	21.5	98.5	95.9	6.9
31 Déc. "	8.5	103.8	9.5	79.3	0.9	112.3	88.9	125.6	15.9	20.3	100.0	100.0	6
31 Déc. 1914	19.1	87.8	3.8	88.8	0.8	107.0	92.7	114.5	10.9	21.3	225.2	90.4	16
31 Déc. 1915	12.4	82.5	4.4	78.5	0.9	95.0	82.4	98.7	5.2	14.4	146.7	77.9	12
31 Déc. 1916	23.2	92.9	4.5	74.4	1.1	116.2	78.8	115.8	6.0	13.2	273.1	91.4	20
30 Juin 1917	20.2	86.4	4.6	75.5	4.6	106.6	80.1	117.2	6.6	5.9	238.0	92.5	17
31 Déc. "	16.7	121.4	6.7	93.6	4.0	138.1	100.3	157.5	6.0	7.1	196.3	124.4	10
30 Juin 1918	14.3	125.3	5.2	81.4	4.2	139.6	86.6	164.5	5.5	9.3	168.6	129.8	8
31 Déc. "	22.9	143.2	8.1	91.7	4.4	166.1	99.8	183.6	6.1	6.6	269.1	145.0	12
30 Juin 1919	37.4	176.6	6.2	93.9	3.6	214.0	00.2	229.2	7.1	9.8	439.5	181.1	6
31 Déc. "	75.3	253.2	43.7	107.9	27.2	328.5	151.6	387.6	10.4	11.4	884.9	306.1	19
31 Déc. 1920	48.9	360.3	70.2	140.4	53.4	408.8	210.6	478.4	47.5	17.2	571.0	377.8	10
31 Déc. 1921	54.3	358.9	64.4	160.5	62.8	413.3	225.0	528.7	38.8	11.3	658.8	417.6	10

Remarque - Les bilans au 31 Déc. 1917 et au 31 Déc. 1918 comprennent les participations financières sous la rubrique comptes courants débiteurs.

Situation d'ensemble des Banques d'Importance secondaire (Crédit du Nord non compris)

Dates	Encaisse	Portefeuille	Avances & Reports	Comptes courants débiteurs	Portefeuille Titres	Encaisse plus portefeuille	Avances et reports plus Comptes débiteurs	Dépôts	Bons à échéance	Acceptations	Opérations de change à terme Garanties	Population du Nord en %	Population du Nord en %
	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	%	%
31 Dec. 1913	131.9	700.1	326.9	538.5	83.3	832.1	855.5	1,028.3	132.1	212.6	-	100.0	100.0
31 Dec. 1914	245.3	488.1	273.2	438.6	101.0	703.4	711.8	743.6	162.7	189.1	-	163.1	72.3
31 Dec. 1915	191.3	670.4	270.8	430.1	110.8	861.7	701.0	918.9	112.9	93.2	6.4	144.9	89.3
31 Dec. 1916	240.8	948.6	305.7	508.0	104.0	1,189.4	813.7	1,244.5	179.8	86.9	26.8	182.4	121.0
31 Dec. 1917	311.7	1,656.3	358.6	648.0	130.8	1,948.1	1,006.6	2,077.3	251.4	73.3	30.8	236.1	202.0
31 Dec. 1918	385.8	1,884.9	464.0	768.4	130.0	2,270.8	1,232.4	2,673.4	279.1	55.7	68.3	292.3	259.8
31 Dec. 1919	1,106.2	4,175.3	628.5	1,395.3	125.3	5,281.5	2,013.9	5,992.2	340.1	79.9	93.5	838.0	582.7
31 Dec. 1920	1,201.1	4,239.9	827.6	1,900.4	232.0	5,441.0	2,728.0	6,585.9	459.6	147.7	121.6	916.8	649.1
31 Dec. 1921	1,047.0	4,019.7	723.8	1,919.6	222.0	5,066.8	2,643.5	6,161.8	481.4	94.1	76.3	799.2	598.2

Situation d'ensemble des Banques Régionales d'Importance secondaire (Crédit du Nord compris)												
31 Dec. 1913	147.2	794.5	413.3	617.9	83.3	941.7	1,031.3	1,211.9	132.1	237.4	-	100.0
31 Dec. 1919	1,247.4	5,135.6	844.6	1,711.8	125.3	6,383.0	2,562.4	7,502.7	346.1	115.9	93.5	847.4
31 Dec. 1920	1,421.2	4,893.3	1,131.3	2,274.7	232.0	6,314.5	3,406.0	8,003.6	563.1	172.0	121.6	971.4
31 Dec. 1921	1,155.2	4,800.0	976.1	2,233.3	222.0	5,955.2	3,209.4	7,403.1	578.1	119.4	76.3	789.6

Crédit Lyonnais

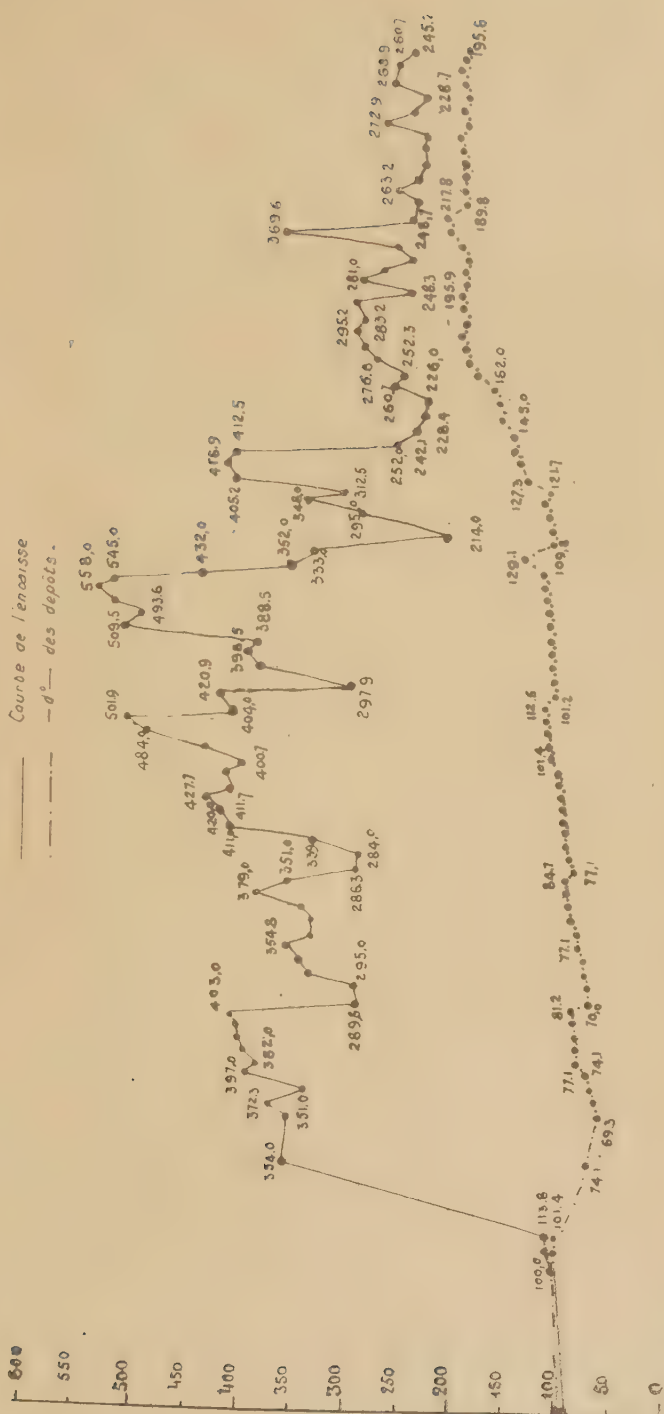


PLANCHE II

Comptoir National d'Escompte

Courbe de l'encaisse
d° des dépôts.

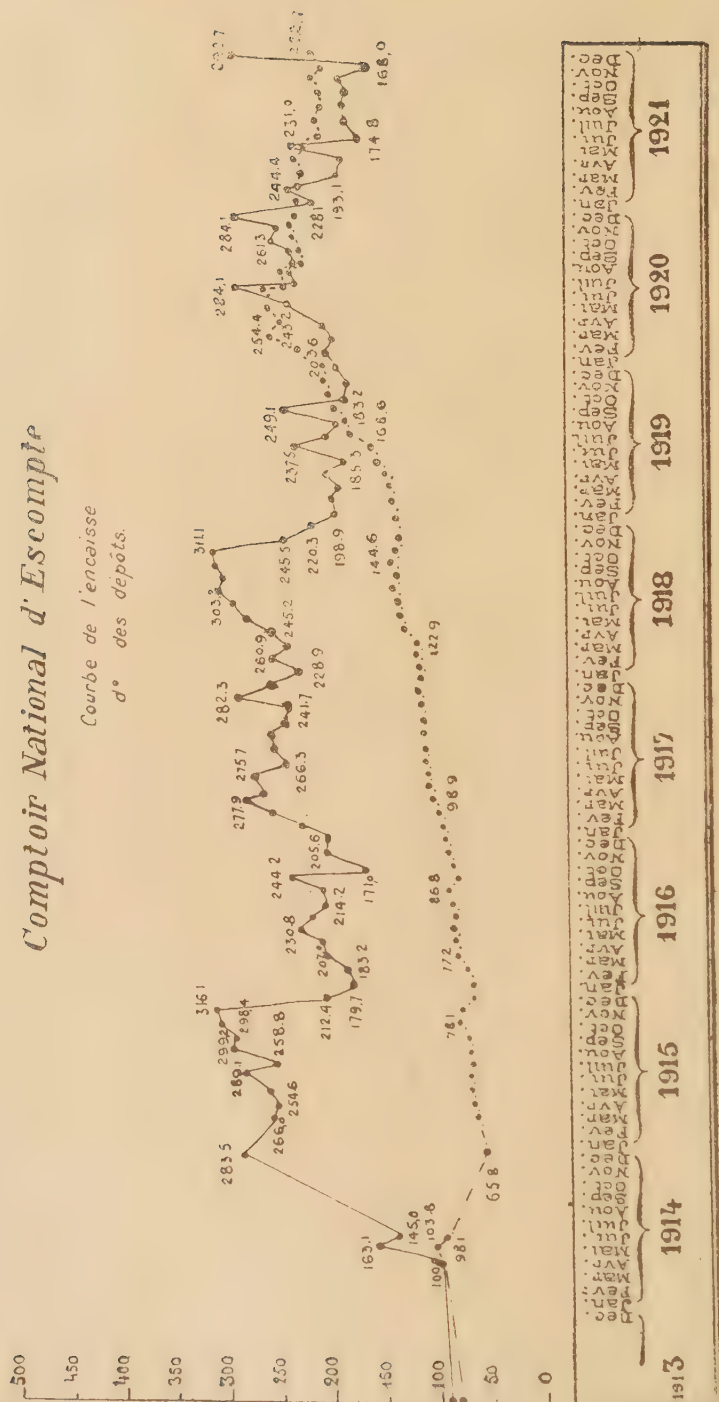


PLANCHE III

Société Générale

— Courbe de l'encaisse.
 - - - - - d' des dépôts

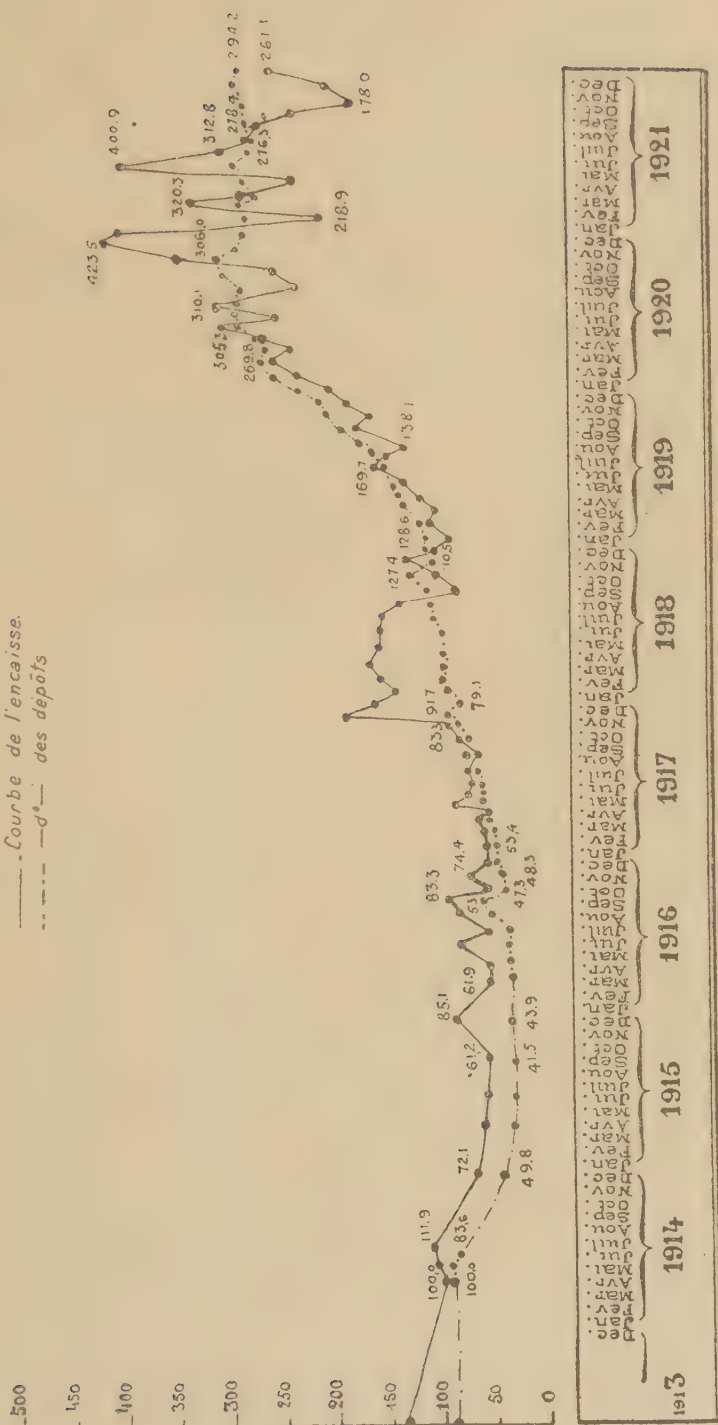


PLANCHE IV

Crédit Industriel & Commercial

— Courbe de l'encaisse.
 - - - - - des dépôts.

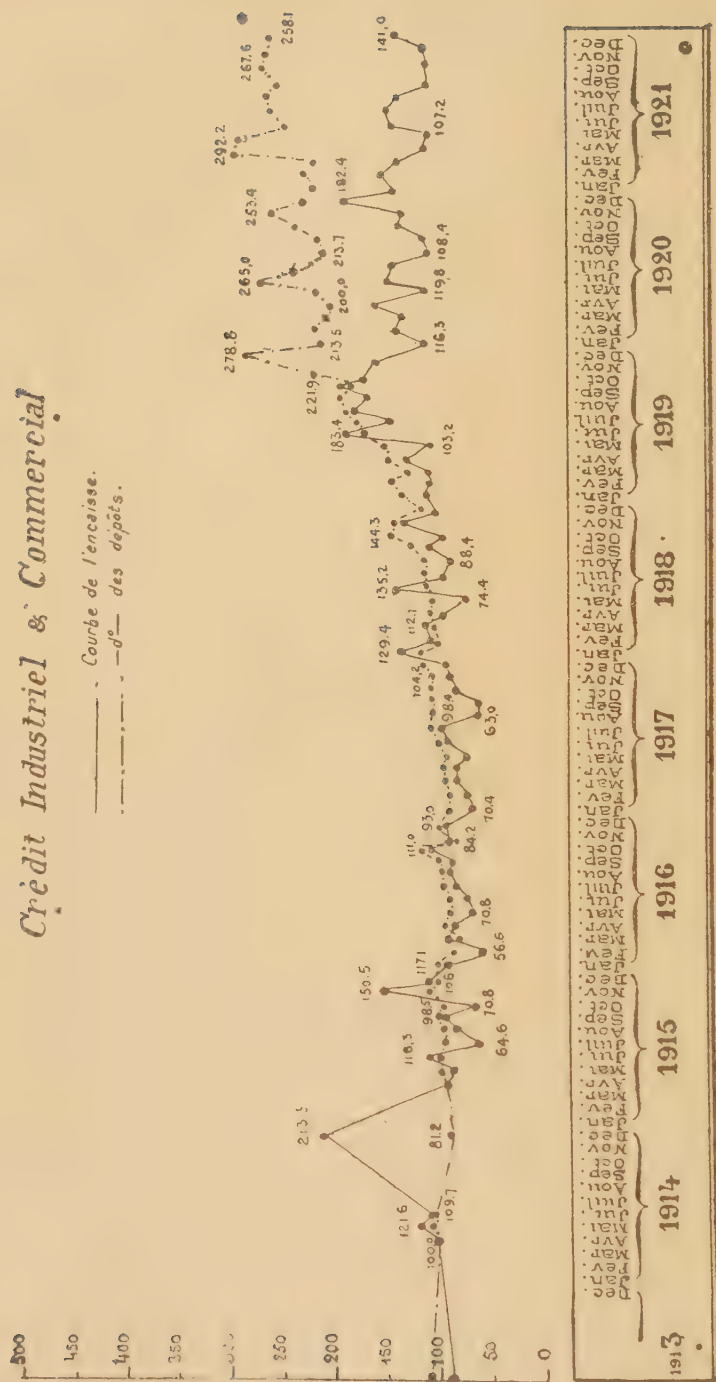


PLANCHE V

Mouvements globaux

Crédit Lyonnais. Comptoir d'Escompte. Société Générale. Crédit Ind^{ustriel} & Commer^{ciale}

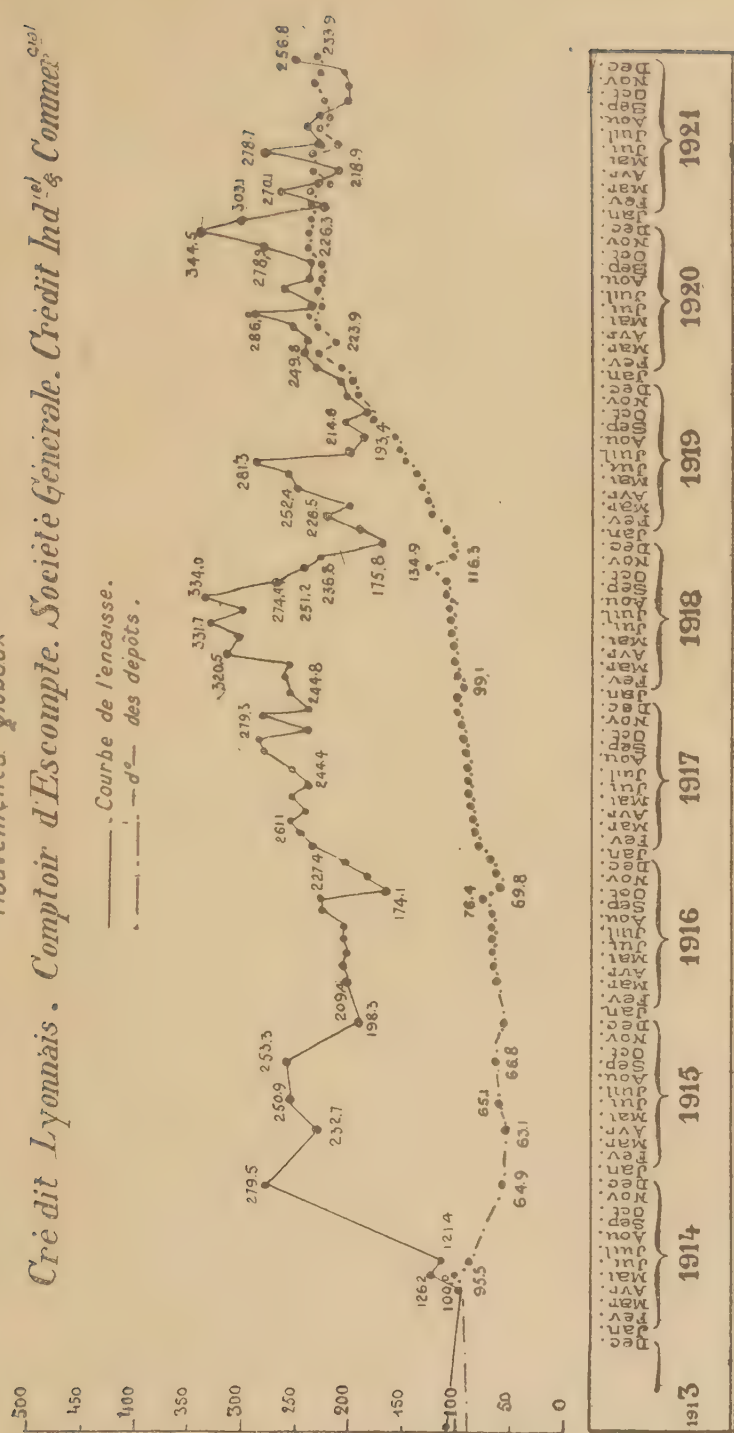
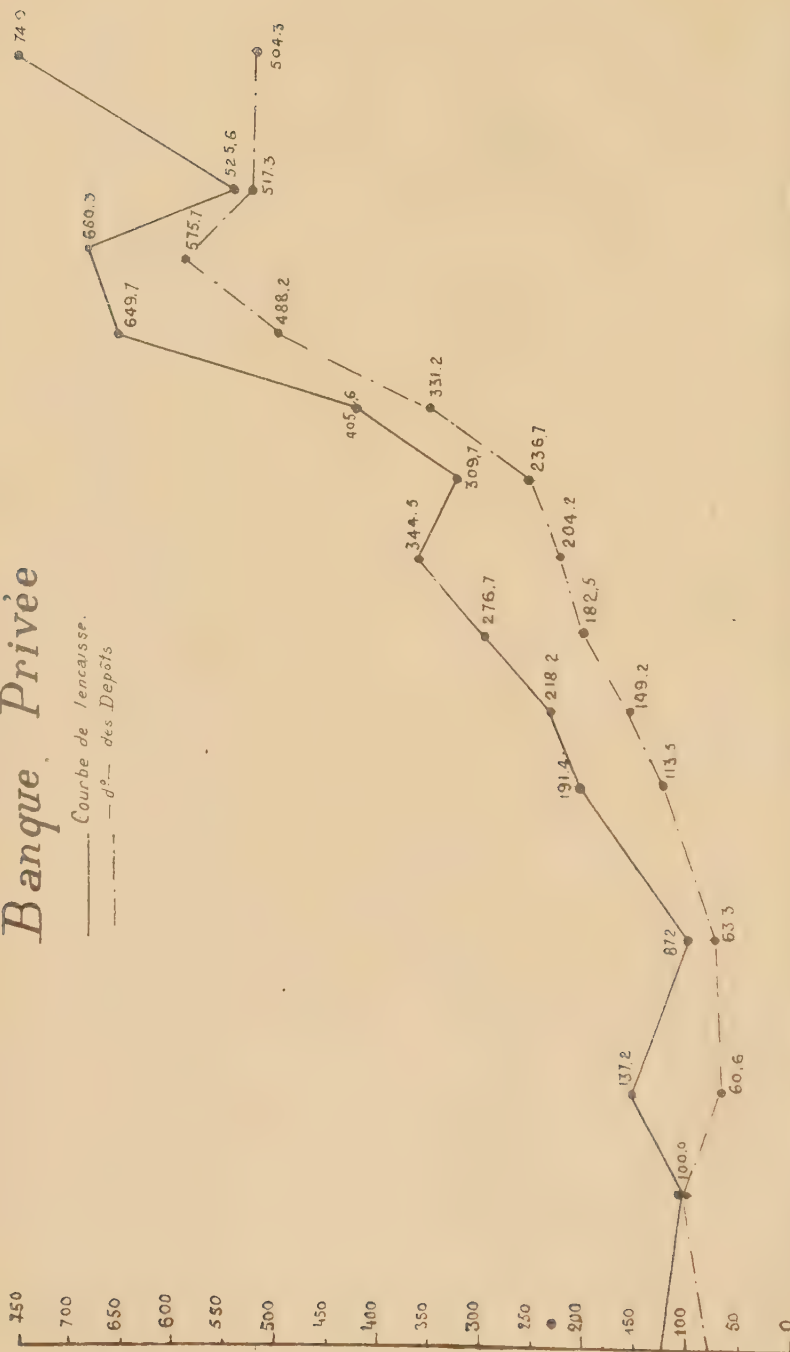


PLANCHE VIII

Banque Privée

— Courbe de l'encaisse.
- - - d. des Dépôts



1913	1914	1915	1916	1917	1918	1919	1920	1921
100	137.2	749	872	191.4	276.7	309.7	331.2	504.3
100	60.6	633	113.5	149.2	182.5	204.2	236.7	504.3

PLANCHE VII

Crédit Commercial de France (Ancienne Banque Suisse & Française)

Courbe de l'encaisse.

des dépôts.

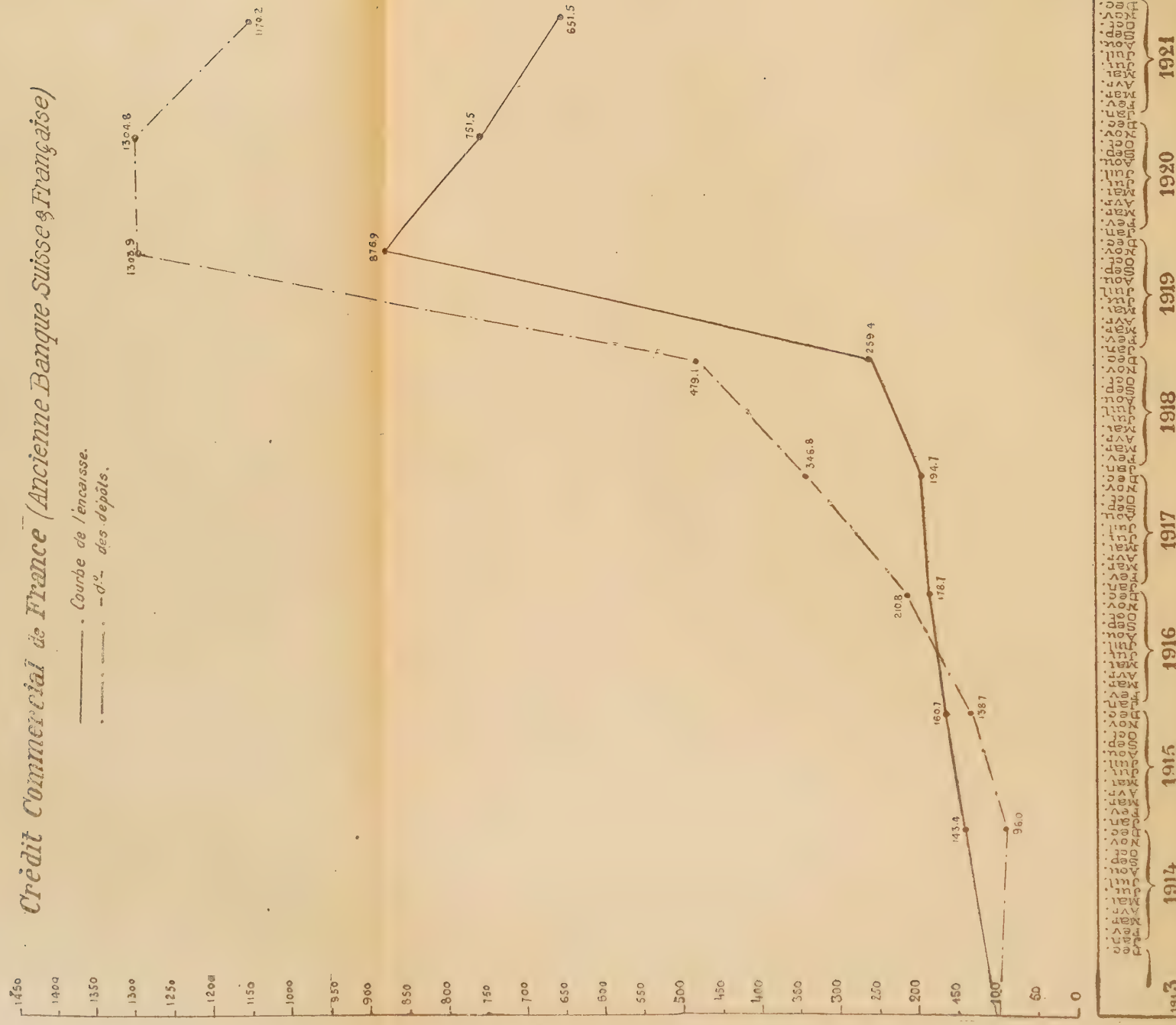


PLANCHE VI

Banque Nationale de Crédit

— Courbe de l'encaisse.
- - - d' des dépôts.

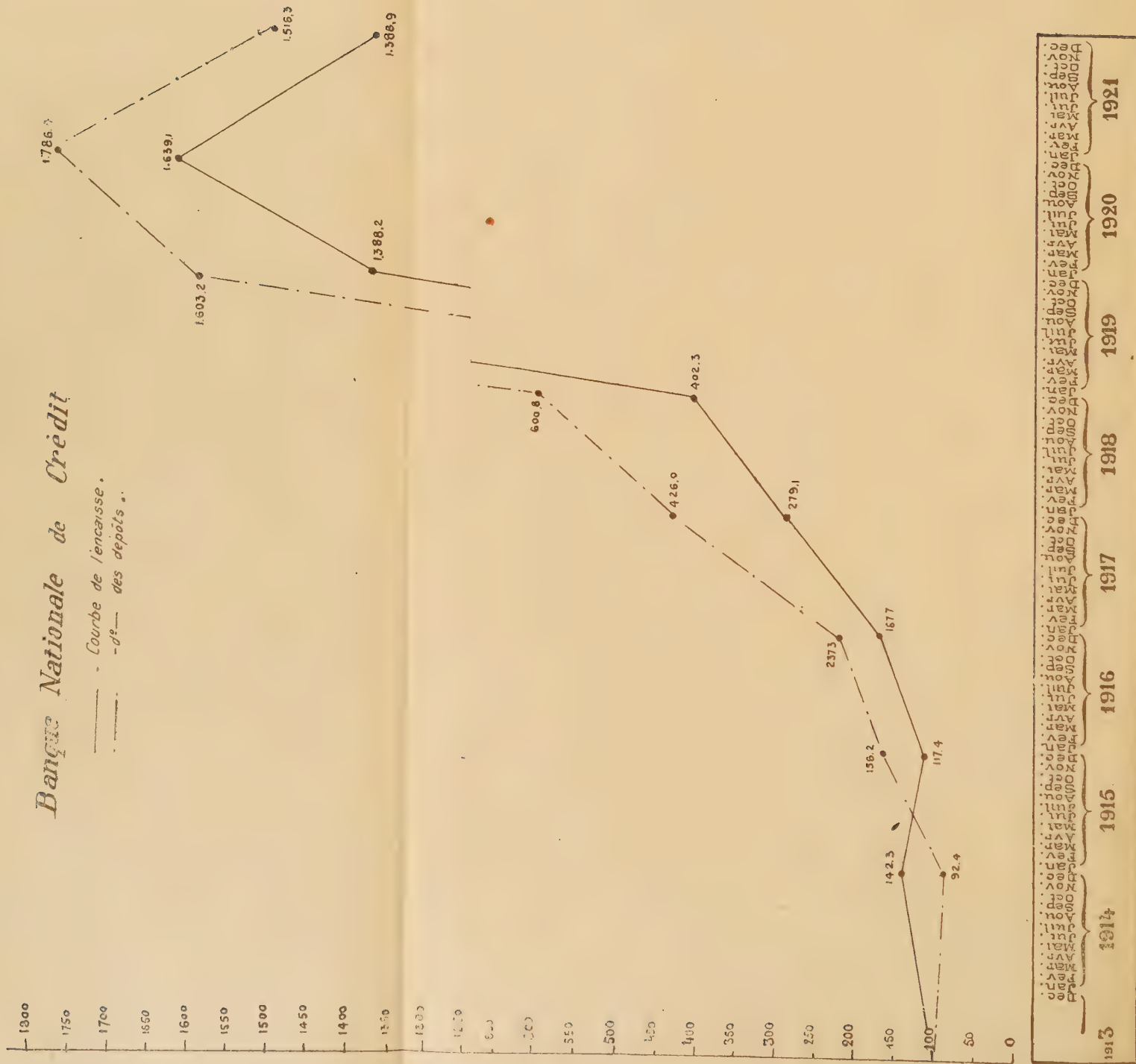
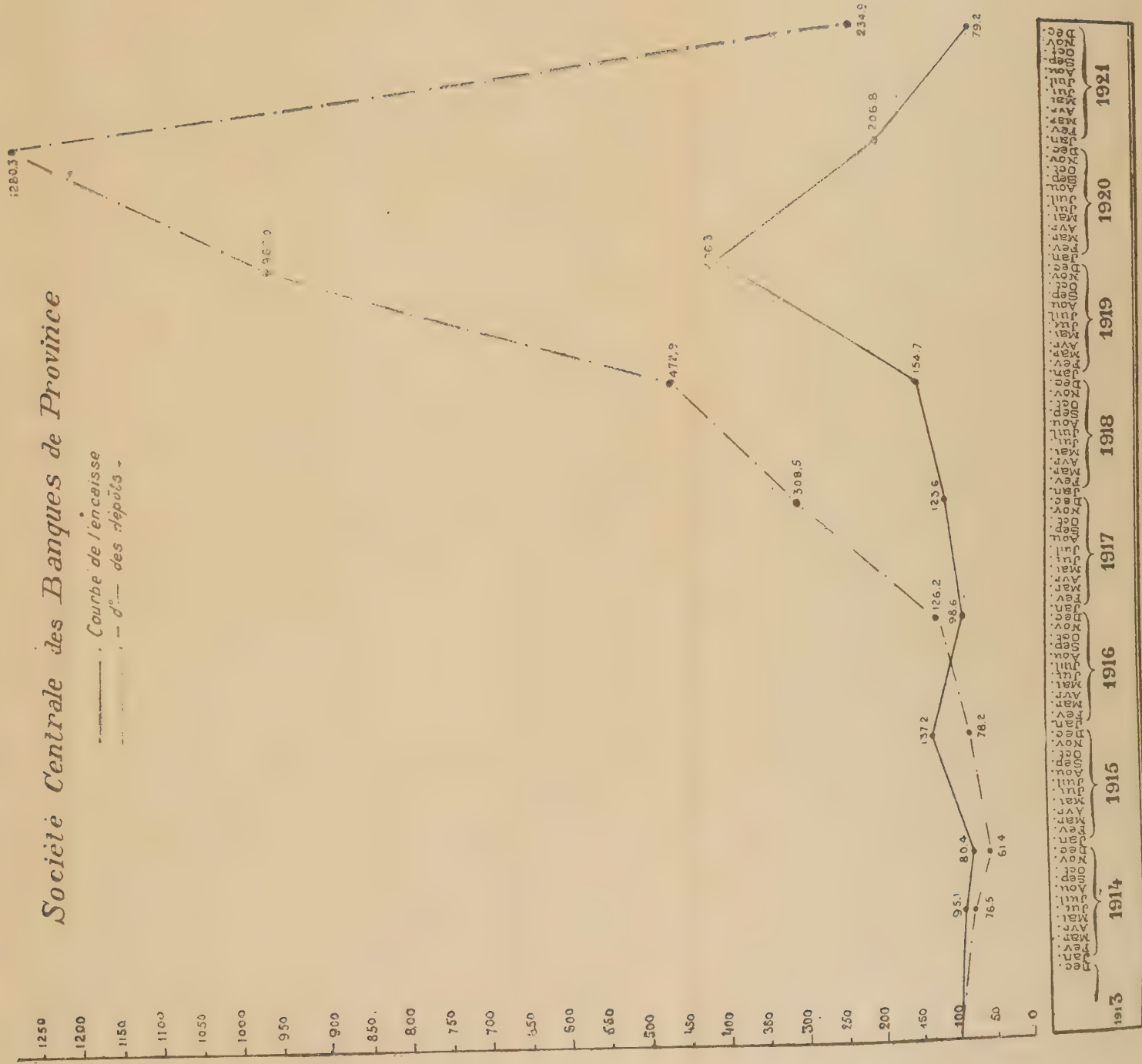


PLANCHE IX

Société Centrale des Banques de Province

— Courbe de l'encaisse
— d° des dépôts



Société Marseillaise de Crédit Industriel et Commercial

——— . Courbe de l'encaisse .

- - - - - . Courbe des dépôts .

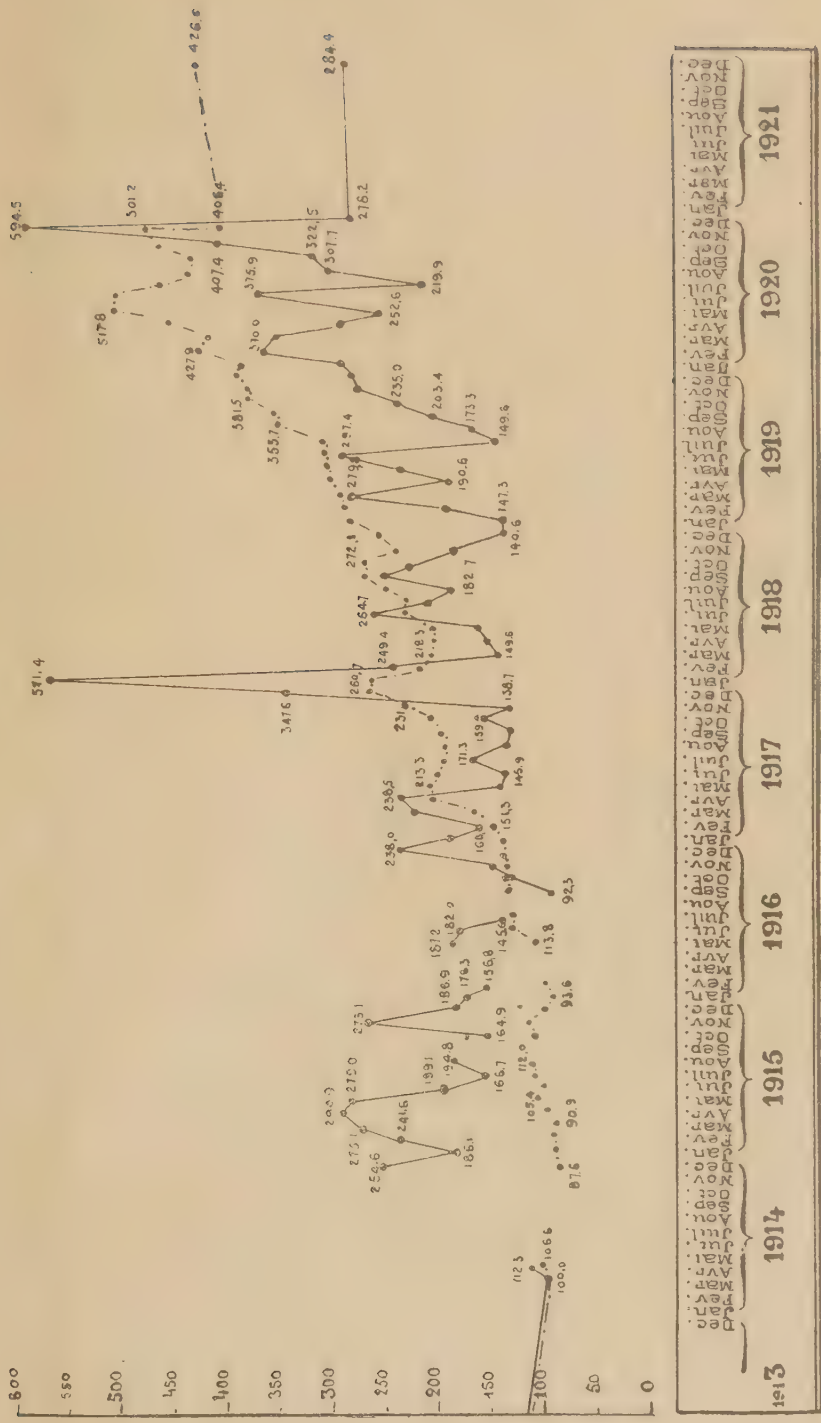


PLANCHE XIV

Banque de Bordeaux

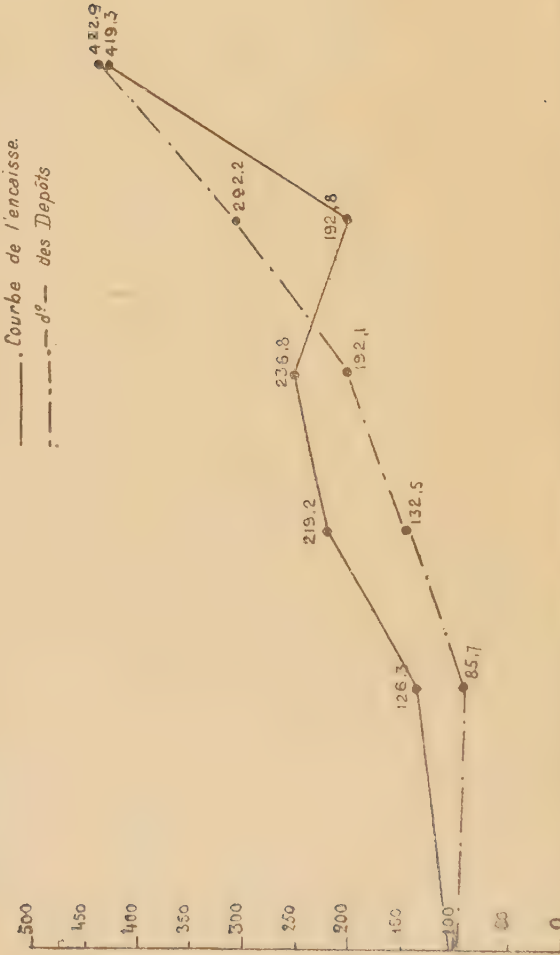
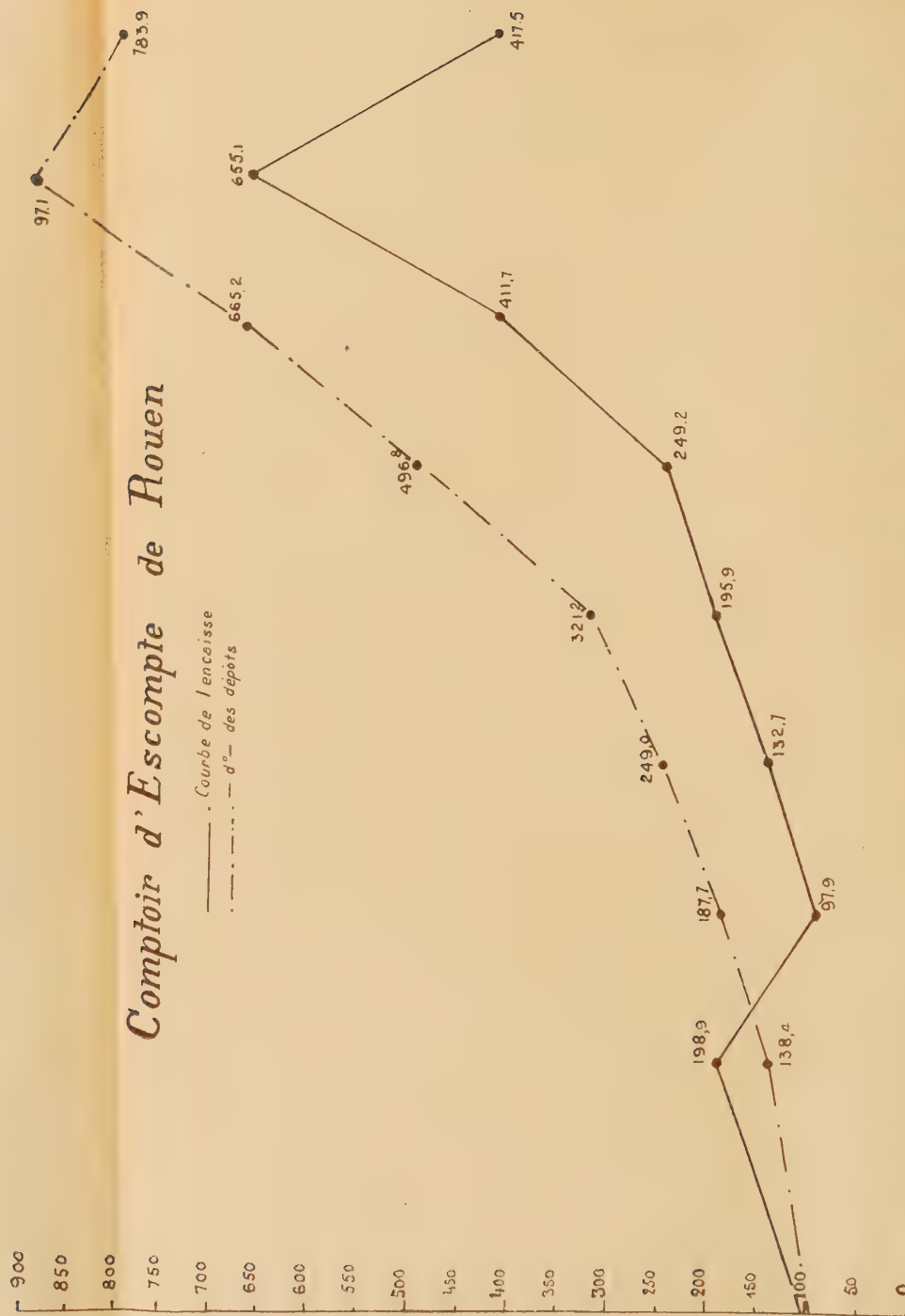


PLANCHE XIII

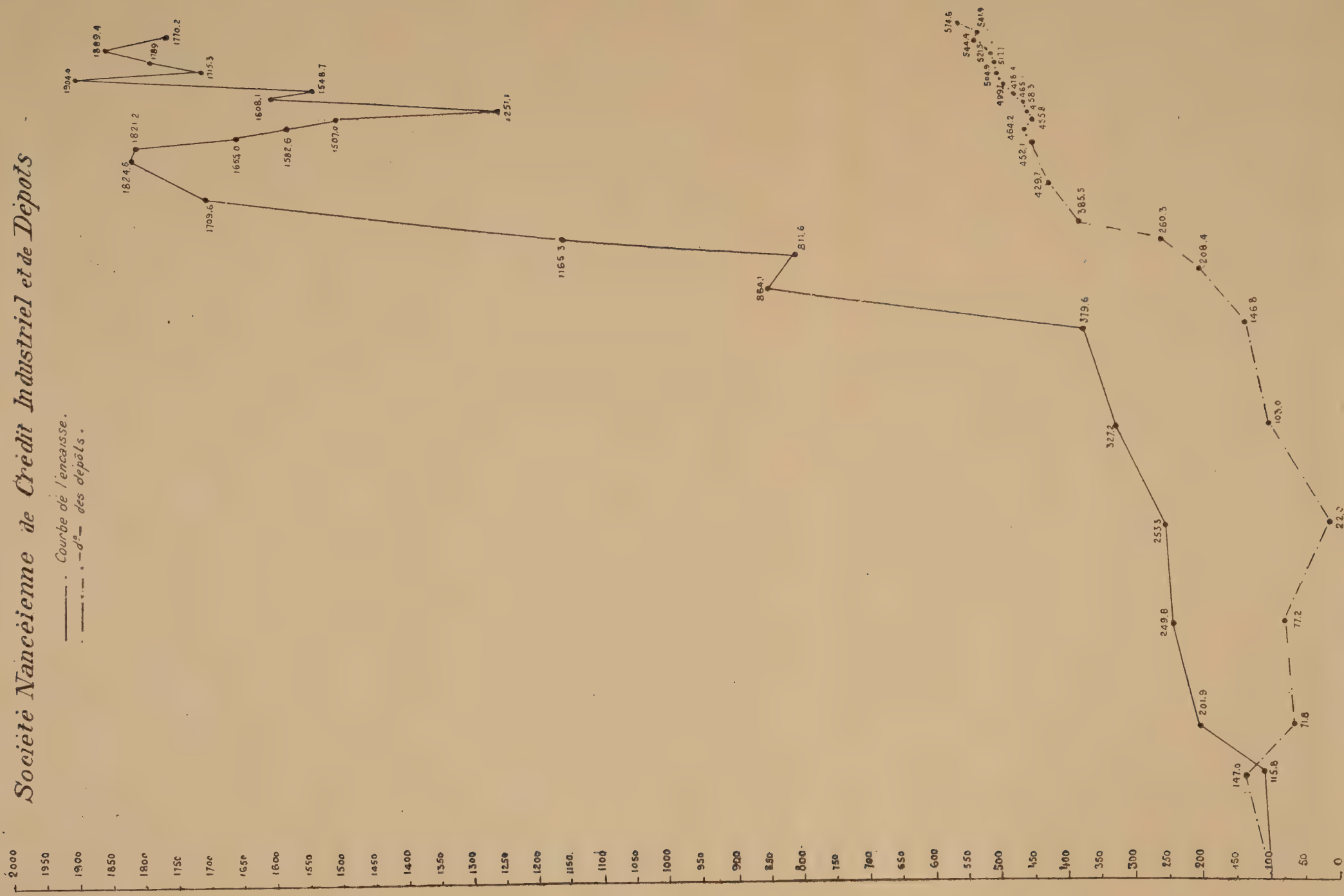
Comptoir d'Escompte de Rouen



1913	1914	1915	1916	1917	1918	1919	1920	1921
100	138,4	198,9	187,7	249,0	321,2	496,8	665,2	655,1
100	132,7	195,9	249,2	411,7	417,5	783,9	97,1	100

Société Nancéienne de Crédit Industriel et de Dépôts

— Courbe de l'encaisse.
- - - d'— des dépôts.



1913	1914	1915	1916	1917	1918	1919	1920	1921
194.4	1824.6	1709.6	1165.3	864.1	811.6	1165.3	1821.2	1889.4
115.8	147.9	71.8	22.2	77.2	103.0	146.8	260.3	208.4

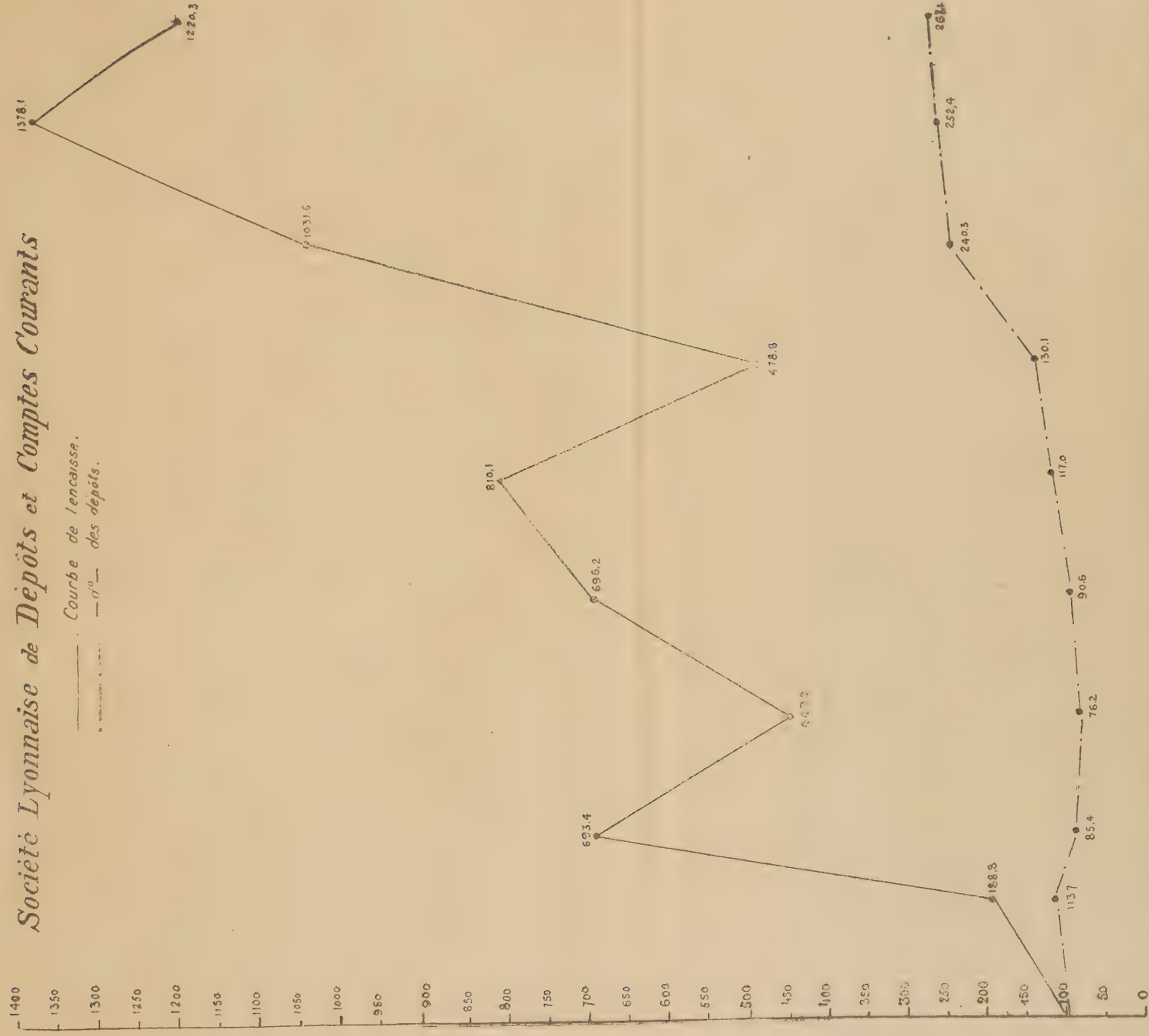
Banque Adam
Courbe de l'encaisse
 - - - - - des dépôts

Année	Encaisse (Francs)	Dépôts (Francs)
1900	0	0
1901	227.8	73.3
1902	323.5	96.9
1903	488.1	143.1
1904	794.0	210.5
1905	885.5	391.4
1906	953.7	383.9
1907		449.6
1908		
1909	731.3	450

1913	1914	1915	1916	1917	1918	1919	1920	1921
Dec	Dec	Dec	Nov	Dec	Nov	Dec	Nov	Dec
Jan	Jan	Jan	Dec	Jan	Dec	Jan	Dec	Jan
Feb	Feb	Feb	Nov	Feb	Nov	Feb	Nov	Feb
Mar	Mar	Mar	Oct	Mar	Oct	Mar	Oct	Mar
Apr	Apr	Apr	Sept	Apr	Sept	Apr	Sept	Apr
May	May	May	Aug	May	Aug	May	Aug	May
Jun	Jun	Jun	Jul	Jun	Jul	Jun	Jul	Jun
Jul	Jul	Jul	Jun	Jul	Jun	Jul	Jun	Jul
Aug	Aug	Aug	May	Aug	May	Aug	May	Aug
Sep	Sep	Sep	Apr	Sep	Apr	Sep	Apr	Sep
Oct	Oct	Oct	Mar	Oct	Mar	Oct	Mar	Oct
Nov	Nov	Nov	Feb	Nov	Feb	Nov	Feb	Nov
Dec	Dec	Dec	Jan	Dec	Jan	Dec	Jan	Dec

Société Lyonnaise de Dépôts et Comptes Courants

— Courbe de l'encaisse.
--- d'ord. des dépôts.



1913	1914	1915	1916	1917	1918	1919	1920	1921
dec	nov	oct	sep	aug	juil	juin	mai	avr
mar	fév	jan	dec	nov	oct	sep	aug	juil
juin	mai	avr	mar	fév	jan	dec	nov	oct
sept	août	juillet	juin	mai	avr	mar	fév	jan
oct	sept	août	juillet	juin	mai	avr	mar	fév
nov	oct	sept	août	juillet	juin	mai	avr	mar
dec	nov	oct	sept	août	juillet	juin	mai	avr
jan	dec	nov	oct	sept	août	juillet	juin	mai
fév	jan	dec	nov	oct	sept	août	juillet	juin
mar	fév	jan	dec	nov	oct	sept	août	juillet
avr	mar	fév	jan	dec	nov	oct	sept	août
mai	avr	mar	fév	jan	dec	nov	oct	sept
juin	mai	avr	mar	fév	jan	dec	nov	oct
juillet	juin	mai	avr	mar	fév	jan	dec	nov
août	juillet	juin	mai	avr	mar	fév	jan	dec
sept	août	juillet	juin	mai	avr	mar	fév	jan
oct	sept	août	juillet	juin	mai	avr	mar	fév
nov	oct	sept	août	juillet	juin	mai	avr	mar
dec	nov	oct	sept	août	juillet	juin	mai	avr

4800
4750
4700
4650
4600
4550

3250
3200
3150

1900
1950

1000
950
900
850
800
750
700
650
600
550
500
450
400
350
300
250
200
150
100
50
0

Crédit de l'Ouest

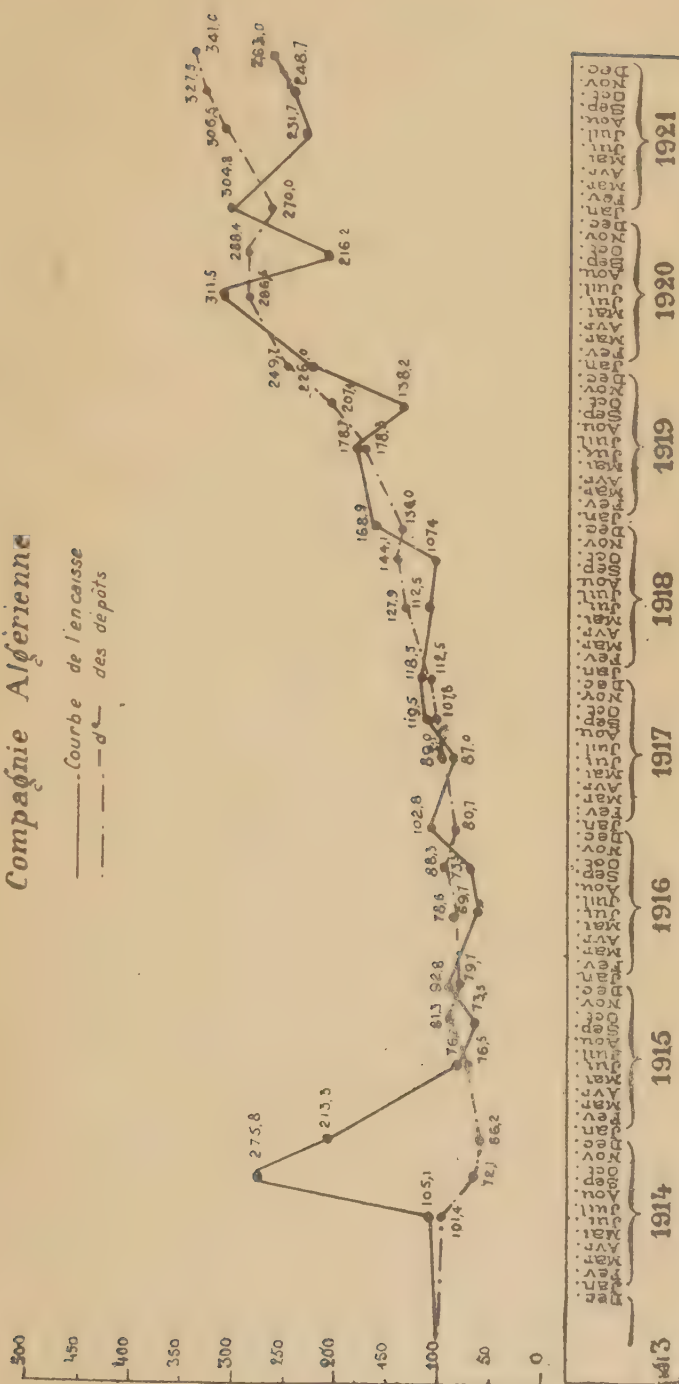
— Courbe de l'encaisse
— d' des dépôts



1913	1914	1915	1916	1917	1918	1919	1920	1921
4,147.5	2,397	2,243	1,615	243.9	428.8	824.1	1,037.7	1,829.5
71.2	85.3	161.5	223.5	722.7	1,037.7	1,929.5		

PLANCHE XVII

Compagnie Algérienne



Situation d'ensemble des principales Banques Françaises de Dépôts (Crédit du Nord non compris)

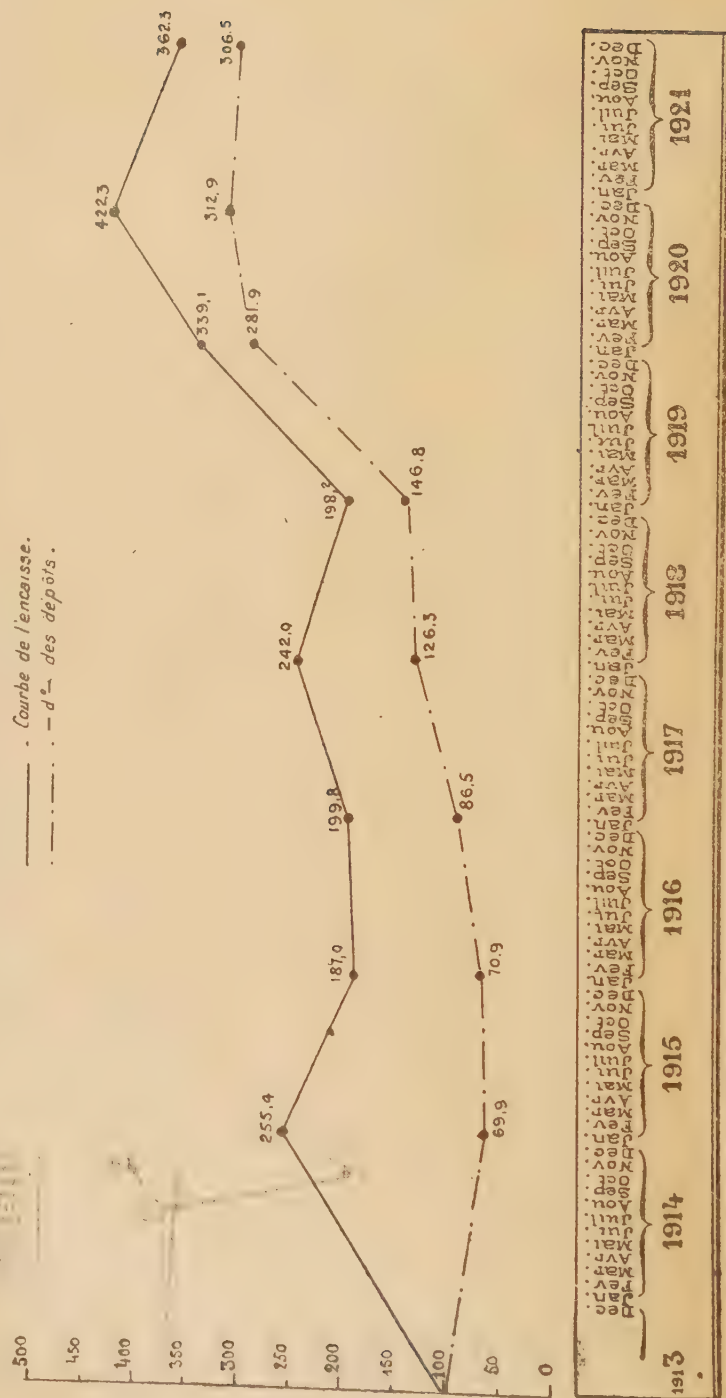


PLANCHE XIX

Situation d'ensemble des Banques d'Importance secondaire (Crédit du Nord non compris)

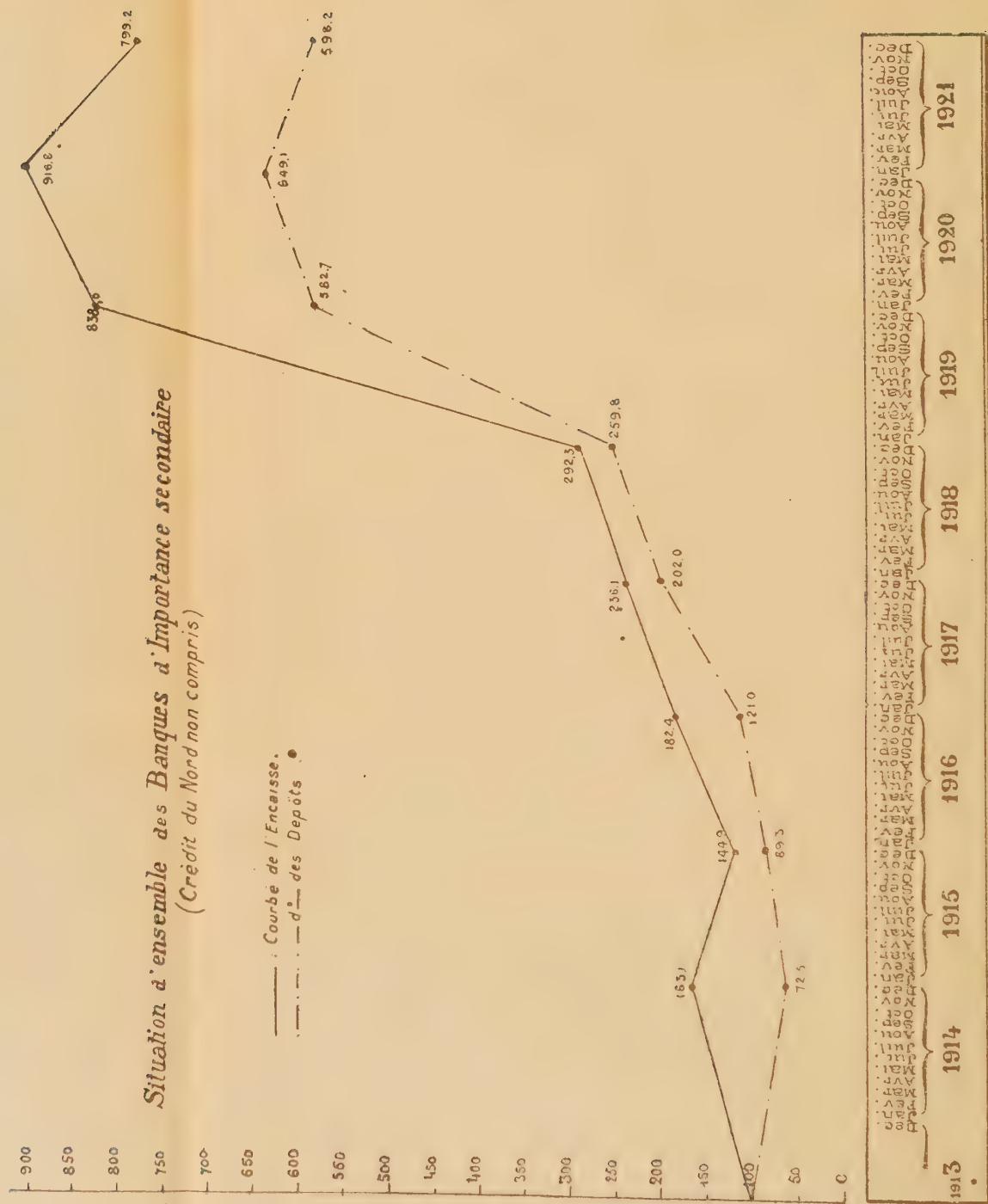


TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	III
--------------------	-----

PREMIÈRE PARTIE

I. LA SITUATION D'ENSEMBLE DES PRINCIPALES BANQUES FRANÇAISES DE DÉPÔTS A LA VEILLE DE LA GUERRE

TITRE I

Les quatre grandes Sociétés de Crédit

Chap. I.	— Le Crédit Lyonnais	3
Chap. II	— Le Comptoir National d'Escompte de Paris	8
Chap. III.	— La Société Générale pour le Développement du Commerce et de l'Industrie en France	14
Chap. IV.	— La Société Générale de Crédit Industriel et Commercial	26
Chap. V.	— <i>La Situation d'ensemble des quatre grandes sociétés de crédit à la veille de la guerre</i>	35

TITRE II

Les Banques Régionales ou d'importance secondaire

Chap. I.	— La Banque Nationale de Crédit (Ancien Comptoir d'Escompte de Mulhouse)	41
Chap. II.	— La Banque Suisse et Française (Actuellement Crédit Commercial de France)	46
Chap. III.	— La Banque Privée Lyon-Marseille	51
Chap. IV.	— La Société Centrale des Banques de Province	58
Chap. V.	— La Société Marseillaise de Crédit	66
Chap. VI	— La Banque Adami	80
Chap. VII.	— Le Crédit du Nord	87
Chap. VIII.	— La Société Nancéienne	92
Chap. IX.	— La Banque Renauld	100

Chap. X.	— Le Comptoir d'Escompte de Rouen	106
Chap. XI.	— La Banque de Bordeaux	111
	Absorbée en 1919 par le Crédit Commercial de France)	
Chap. XII.	— La Société Lyonnaise de Dépôts	120
Chap. XIII.	— Le Crédit de l'Ouest	126
Chap. XIV.	— La compagnie Algérienne	128
Chap. XV.	— Le Crédit Foncier d'Algérie et Tunisie ..	142
Chap. XVI.	— <i>La Situation d'ensemble des Banques d'importance secondaire ou régionales au 31 Décembre 1913</i>	155

TITRE III

La Situation d'Ensemble des Principales Banques de Dépôts Françaises au 31 Décembre 1913	160
---	------------

DEUXIÈME PARTIE

Les Moratoires

Plan de la deuxième partie	167
Préliminaires	168
Chap. I. — Exposé Historique — L'Institution des Moratoires	171
Chap. II. — 1 ^o Indication d'ordre très générale et théo- rique sur les conséquences du mora- toire des dépôts en banque	174
2 ^o Examen des autres formes possibles de l'intervention du gouvernement à l'ouverture des hostilités	
a) Les mesures prises en Angleterre	182
b) Les mesures prises aux Etats-Unis	186
Chap. III. — Causes de l'Institution des Moratoires et responsabilités mises en jeu	189

TROISIÈME PARTIE

**La répercussion des moratoires sur la situation
des principales banques françaises de dépôts. —
Leur politique de guerre.**

Observations préliminaires	217
--------------------------------------	-----

TITRE I

Les quatre grandes Sociétés de Crédit

Chap. I.	— Le Crédit Lyonnais	220
Chap. II.	— Le Comptoir National d'Escompte de Paris	258

TABLE DES MATIÈRES

III

Chap. III.	— La Société Générale	297
Chap. IV.	— La Société Générale de Crédit Industriel et Commercial	330
Chap. V.	— <i>La Situation d'ensemble des quatre grandes sociétés de crédit pendant la guerre</i>	358

TITRE II

Les Banques régionales ou d'importance secondaire

Chap. I.	— La Banque Nationale de Crédit	378
Chap. II.	— La Banque Suisse et Française	406
	(Crédit Commercial de France à partir de 1917)	
Chap. III.	— La Banque Privée Lyon-Marseille	445
Chap. IV.	— La Société Centrale des Banques de Pro- vince	187
Chap. V.	— La Société Marseillaise de Crédit	538
Chap. VI.	— <i>La Situation d'ensemble des banques fran- çaises de dépôts d'importance secondaire pendant la guerre</i>	599

TITRE III

La situation d'ensemble des principales banques françaises de dépôts pendant la guerre	620
CONCLUSIONS	628

QUATRIÈME PARTIE

Documents-Annexes. — Statistiques et Diagrammes

Documents-annexes

Modèle de Bilan	668
-----------------------	-----

Statistiques

Le Crédit Lyonnais	670
Le Comptoir National d'Escompte de Paris	674
La Société Générale	678
La Société de Crédit Industriel et Commercial	682
<i>Mouvement des comptes des quatre grandes sociétés de crédit</i> .	686
La Banque Nationale de Crédit	690
Le Crédit Commercial de France	691
(Ancienne Banque Suisse et Française)	
La Banque Privée Lyon-Marseille	692
La Société Centrale des Banques de Province	693
La Société Marseillaise de Crédit	694

La Banque Adam	698
Le Crédit du Nord	699
La Société Nancéienne de Crédit	700
La Banque Renault	702
Le Comptoir d'Escompte de Rouen	703
La Banque de Bordeaux	704
(Absorbée en 1919 par le Crédit Commercial de France)	
La Société Lyonnaise de Dépôts	705
Le Crédit de l'Ouest	706
La Compagnie Algérienne	707
Le Crédit Foncier d'Algérie et Tunisie	709
<i>La Situation d'ensemble des banques d'importance secondaire</i> (Crédit du Nord non compris)	710
<i>La Situation d'ensemble des banques d'importance secondaire</i> (Crédit du Nord compris)	710
<i>La Situation d'ensemble des principales Banques Françaises</i> <i>de Dépôts</i> (Crédit du Nord non compris)	711
<i>La Situation d'ensemble des principales Banques Françaises de</i> <i>dépôts</i> (Crédit du Nord compris)	711

DIAGRAMMES

Le Crédit Lyonnais	Planche I
Le Comptoir National d'Escompte	Planche II
La Société Générale	Planche III
Le Crédit Industriel et Commercial	Planche IV
<i>Mouvements globaux des quatre grandes sociétés</i> <i>de Crédit</i>	Planche V
La Banque Nationale de Crédit	Planche VI
Le Crédit Commercial de France	Planche VII
(Ancienne Banque Suisse et Française)	
La Banque Privée	Planche VIII
La Société Centrale des Banques de Province	Planche IX
La Société Marseillaise de Crédit	Planche X
La Banque Adam	Planche XI
La Société Nancéienne de Crédit	Planche XII
Le Comptoir d'Escompte de Rouen	Planche XIII
La Banque de Bordeaux	Planche XIV
La Société Lyonnaise de Dépôts	Planche XV
Le Crédit de l'Ouest	Planche XVI
La Compagnie Algérienne	Planche XVII
Le Crédit Foncier d'Algérie et Tunisie	Planche XVIII
<i>La Situation des Banques d'importance secondaire</i> (Crédit du Nord non compris)	Planche XIX
<i>La Situation d'ensemble des principales banques</i> <i>françaises de dépôts</i> (Crédit du Nord non compris)	Planche XX

